This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

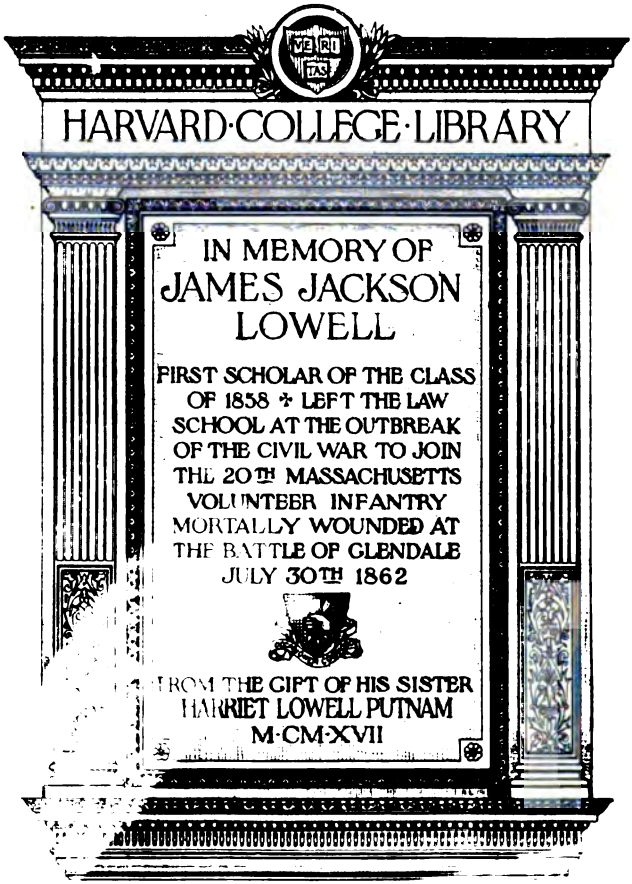
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Fr 1400,514


VE RI TAS
HARVARD·COLLEGE·LIBRARY
IN MEMORY OF
JAMES JACKSON
LOWELL
FIRST SCHOLAR OF THE CLASS
OF 1858 ✣ LEFT THE LAW
SCHOOL AT THE OUTBREAK
OF THE CIVIL WAR TO JOIN
THE 20TH MASSACHUSETTS
VOLUNTEER INFANTRY
MORTALLY WOUNDED AT
THE BATTLE OF GLENDALE
JULY 30TH 1862
FROM THE GIFT OF HIS SISTER
HARRIET LOWELL PUTNAM
M·CM·XVII

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES;

RECUEIL PERIODIQUE,

Publié trois fois par Mois,

PAR

M. PELTIER.

VOL. XL.

Non pacem petimus, superi : date gentibus iras :
Nunc urbes excite feras : conjuret in arma
Mundus : Achæmeniis decurrant Medica Susis
Agmina : Massagetas Scythicus non alliget Ister ;
Fundat ab extremo flavos aquilone Suevos
Albis, et indomitum Rheni caput : omnibus hostes
Reddite eis populos ; civile invertite bellum :
Hinc Dacus premat, inde Getæ, occurrat Iberis
Alter.

LUC. *Phars.* II.

A LONDRES :

DE L'IMPRIMERIE DE SCHULZE ET DEAN,

No. 13, Poland-Street, Oxford-Street.

ON SOUSCRIT CHEZ M. PELTIER,

NO. 7, DUKE STREET, PORTLAND PLACE.

Le Prix de la Souscription est de Cinq Guinées par An.

1813.

Fr 1400.514

Harvard College Library.
Mar 4 1924
J J Lowell fund

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLIII.—*Le* 10 *Janvier*, 1813.

BUONAPARTÉ ET JULIEN L'APOSTAT.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil ; et même la fortune de Buonaparté, et les excentricités de cette comete qui de son horrible chevelure fait sortir la peste et la guerre, et glace d'épouvante les monarques à la vue des changements qu'elle annonce, ne sont pas sans exemple.

L'histoire de l'Empereur Julien offre des circonstances tellement semblables à celles que nous avons déjà vues et dont nous sommes encore journellement les témoins, que nous nous faisons un devoir de les relever, sinon comme objet d'instruction pour le public, au moins comme objet de curiosité.

Vers l'an 360, Julien, le plus heureux général de son siecle, commandait en chef en France. Les légions qui étaient sous ses ordres, quoique enrôlées

pour le service général de la République, étaient devenues indifférentes à ce nom ; et éblouies par le renom militaire et les importants services de Julien, elles le porterent, lui *usurpateur*, au trône ; et en vertu d'une élection militaire, il prit le titre d'Empereur dans la ville de Paris.

Julien, avant son élévation, avait apostasié le Christianisme ; et la seule différence qui existe entre son apostasie et celle de Napoléon en Egypte, est que l'erreur de Julien *peut* avoir été sincere : tandis que celle d'Ali Buonaparté ne fut assurément qu'un tour intéressé que lui fit jouer sans répugnance son indifférence à toute religion. Mais on peut faire remonter à une même source l'impiété de l'un et de l'autre ; et ils se glorifierent tous les deux du nom de *Philosophe*, parce qu'ils avaient encouru celui d'apostat.

Nous ne parlerons qu'en passant des intentions que ces deux empereurs ont affectées de rétablir la nation Juive. La tentative fut, dans les deux cas, aussi peu sincere qu'impie ; mais ce qu'il y a de certain c'est que l'événement a échoué de nos jours comme il échoua autrefois.

Mais nous passons sur tous les petits rapprochements que présente l'histoire de ces deux personnages pour arriver à l'invasion de la Perse par Julien, invasion dont l'audacieux commencement et la désastreuse terminaison n'avaient rien qu'on pût leur comparer dans l'histoire du monde jusqu'à ce qui s'est passé il y a quatre mois. Les bornes d'un ouvrage périodique ne nous permettent de donner qu'un léger extrait de la campagne de Julien ; celle de Buonaparté, écrite en caracteres de sang, est sous les yeux du monde entier.

Les motifs qui porterent Julien à l'attaque impolitique et non provoquée d'une puissance aussi éloignée que la Perse, ne sont pas clairement définis. Quelques historiens alleguent qu'il avait l'ambition

d'imiter Alexandre ; et qu'un esprit inné de domination, et la vanité que ses succès dans les guerres d'Allemagne avaient excitée en lui, le poussèrent à suivre sa carriere. D'autres donnent quelques motifs politiques à son ambition ; ils disent qu'il n'était pas bien sûr de ses possessions d'Illyrie, et qu'il ne craignait pas peu les nations du Danube, qu'il espérait empêcher de violer les traités par la terreur de son nom et la gloire d'avoir conquis l'Univers. S'il avait subjugué la Perse, l'univers aurait été à ses pieds !

Les préparatifs pour la guerre de Perse furent immenses, quoique leur destination fût tenue secrete jusqu'au moment où la marche des troupes la fit connaître. L'Empereur partagea l'armée en deux grandes divisions : il en détacha une sous le commandement de ses parents Procopius et Sébastien, Duc d'Egypte, ainsi que le dit Gibbon, et suivant Ammien Marcellin, *Sebastiano Comiti* (*le Comte Sébastiani.*) Cette armée qui devait être renforcée par les troupes alliées du Roi d'Arménie, devait se porter sur la gauche, balayer la frontiere ennemie, et après avoir menacé les villes frontieres, elle devait marcher finalement sur la capitale par une route parallele à celle qui suivait l'Empereur. Si cette marche nous rappelle le mouvement vers Riga, le caractere et la situation du Roi d'Arménie n'offrent que trop de ressemblance avec le Roi de Prusse. Ce monarque, nous dit-on, avait dégénéré, même plus que *son pere*, des vertus et des talents de son *grand pere*, et fut obligé d'envoyer 4000 cavaliers et 20,000 fantassins pour aider à l'invasion de son voisin et ami.

Environ un mois après que Julien fût parti de sa capitale, il entra sur la frontiere de Perse Son armée était la plus nombrense de toutes celles qui avaient jamais été employées à de semblables expéditions. Autour de l'étendard impérial étaient

rassemblées des hordes d'auxiliaires, dont Julien avait exigé impérieusement les services, tandis qu'il avait inflexiblement refusé de leur payer et leur solde et leur subsistance. Mais il avait choisi avec soin dans les provinces des bandes d'infanterie et de cavalerie de vieilles troupes, et les Gaulois réclamant une juste prééminence pour leur loyauté et leur valeur, eurent la garde du trône et de la personne de leur prince.

La prudence de Julien lui fit s'assurer d'une frontiere aussi éloignée, et perpétuellement exposée aux incursions hostiles des Arabes. En conséquence il laissa par derriere un corps de réserve de 10,000 hommes.

En entrant dans le pays ennemi, il disposa l'armée qu'il commandait immédiatement, en trois colonnes, dont le centre comprenait la force de l'infanterie et de l'armée, et était sous les ordres de *Victor* ; une division de cavalerie était sous le commandement d'un Prince qui ne ressemble pas peu à Poniatowski ; Hormisdas était d'une race qui avait été assise sur le trône du pays où il servait alors sous les ordres d'un prince étranger, dont il avait obtenu la confiance, et qui lui avait conféré un commandement distingué dans ses armées. L'arriere-garde était commandée par un Secundinus, Duc d'Orsheenne. Le poste de Julien était au centre. Ce fut dans cet ordre qu'il entra dans un pays que l'on représente presque comme un désert. Il ne s'amusa pas à assiéger les forteresses des frontieres, mais il marcha directement vers l'ancienne capitale du pays. Les habitants des villes ouvertes, incapables de résister, mais ne voulant pas céder, fuirent avec précipitation, et leurs maisons furent occupées par les soldats de Julien qui massacrerent sans remords et avec impunité jusqu'à des femmes sans défense.

Pendant la marche, les généraux Persans ré-

dèrent incessamment autour de l'armée Romaine. Tout traîneur fut intercepté; tous les détachements furent attaqués : cependant les *barbares*, ainsi que Julien les appelait, furent repoussés partout, et Julien continua sa marche.

La fertilité du pays augmentait à mesure que Julien pénétrait, mais la condition de son armée n'en devenait pas meilleure. A la vérité, la nature avait refusé au sol et au climat la vigne et l'olivier de la France, mais elle lui avait prodigué l'orge et le blé. Ces champs fertiles furent voués à la ruine et à la désolation par l'ambition de l'Empereur Julien, tandis que le patriotisme et le dévouement des habitants faisaient également retomber sur l'envahisseur cette destruction qu'il traînait à sa suite. Pour entraver sa marche, ils complétaient de leurs propres mains la dévastation de leur pays. A l'approche des envahisseurs, toute perspective de subsistance disparaissait à l'instant. Partout où les Romains se portaient, les habitants désertaient les villages, abandonnaient leurs maisons, chassaient devant eux le bétail; l'herbe et le blé étaient consumés par le feu; et dès que les flammes avaient cessé de briller, après avoir interrompu la marche de Julien, il pouvait contempler la triste surface d'un désert nud et fumant. Ce mode désespéré, mais efficace de défense, dit un historien éloquent, (Gibbon) ne peut être mis en usage que par un peuple qui préfère son indépendance à ses propriétés, ou par la rigueur d'un gouvernement arbitraire, qui consulte la sûreté publique sans laisser au peuple la liberté du choix; mais ici l'un et l'autre sentiment étaient réunis, et le zele et l'obéissance du peuple secondaient efficacement les commandements de leur Souverain.

Les difficultés toujours croissantes de la situation de Julien le poussèrent sur la capitale de Perse. Toutes les villes intermédiaires furent prises et ravagées. Le sort de la ville de Mugoamalcha, derniere conquête de Julien, présente une ressemblance frap-

pante avec le sort de la ville de Moscou. Elle fut livrée par le cruel vainqueur aux dernieres horreurs de la guerre, et la fureur des soldats les porta à tout massacrer indistinctement, excepté là où la brutalité sensuelle ou l'avarice leur faisaient respecter la vie des malheureux. Les fortifications de la ville furent rasées au niveau de la terre, *et il ne resta pas un vestige que la ville de Magoamalcha eût jamais existé.* Le voisinage de la capitale était orné de palais somptueux, et l'on y avait joint des parcs étendus pour le plaisir de la chasse. Julien se montra, en cette occasion, aussi ignorant qu'insouciant des lois de la civilité que la prudence et le rafinement des siecles polis ont établies même entre les princes ennemis. Les murailles des parcs furent abattues, le gibier dispersé, et les palais des Perses, réduits en cendres.

Mais l'heure de la rétribution avait sonné. En vain Julien gagnait-il des batailles dans lesquelles les Romains se vantaient de n'avoir perdu que 75 hommes contre 3000 tués aux barbares ; en vain le victorieux Empereur distribuait-il des récompenses sur le champ de bataille pour prix de la valeur ; il découvrit bientôt par des signes non équivoques, qu'il avait atteint le terme de ses prospérités.

Ses renforts n'arriverent point jusqu'à lui. Il ne fut pas joint par le Comte Sebastien : les troupes auxiliaires du Roi d'Arménie déserterent, et ce Monarque lui-même fut soupçonné de trahison à la cause des Romains. L'Empereur fut bientôt réduit à de faibles magasins de provisions qui diminuaient journellement dans ses mains. Cependant, avant qu'elles fussent entierement consommées, il aurait encore pu gagner les riches provinces et villes de Suze et d'Ecbatane, par une marche rapide et bien dirigée, mais en cela son plan fut encore frustré.

Les conquêtes imaginaires qui si long-temps l'a-

vaient amusé, tourmentaient alors l'âme de Julien, convaincu que son imprudence était la cause de la détresse publique. A la fin, jugeant que c'était la seule ressource pratiquable qui lui restât, il forma la résolution de diriger ses pas vers les bords de la riviere du Tigre, dans le dessein de sauver l'armée par une marche forcée vers les frontieres de la Corduene, province fertile et amie. Les troupes découragées obéirent au signal de retraite, et cela soixante-dix jours seulement après avoir passé la frontiere dans l'espoir de renverser le trône de Perse.

Aussi long-temps que les Romains semblaient avancer dans le pays, leur marche fut observée et insultée par les corps de cavalerie Perse, qui escarmouchaient avec l'avant-garde, tantôt en ordre serré, tantôt en fourageurs. Leurs détachements étaient néanmoins soutenus par une force beaucoup plus considérable, et les têtes des colonnes romaines ne furent pas plutôt dirigées sur le Tigre, que cette nuée de cavalerie légere parut dans la plaine L'armée de l'Empereur passa la nuit dans des alarmes perpétuelles. A la pointe du jour elle se vit entourée par la cavalerie de l'ennemi qui pourtant n'était que l'avant-garde des barbares ; le corps principal sous le commandement d'un général de haut rang et d'une grande réputation, suivait de près. Comme les Romains, étaient forcés dans leur marche de partager leurs corps ou d'allonger leur ligne, ils offraient à leurs vigilants ennemis de fréquentes occasions de les attaquer dans des circonstances favorables. Les Perses chargerent avec fureur à plusieurs reprises, et quoique souvent repoussés avec fermeté, les souffrances de l'armée impériale étaient horribles, et il y eut plusieurs officiers de distinction tués ou blessés. Cependant ces succès momentanés et locaux ne leur permirent pas de presser la poursuite de l'ennemi vigoureusement. La grande perte des Ro-

mains fut celle *du temps*. Le climat commença aussi à se faire sentir ; la vigueur des Gaulois et des Germains fut épuisée par les marches continuelles et les combats journaliers dans un climat auquel ils n'étaient point accoutumés, et leur progrès fut entravé par les précautions d'une retraite dangereuse en présence d'un ennemi actif. A chaque moment, le fond des provisions diminuant, le prix des subsistances augmentait dans l'armée romaine. Les faibles secours qu'ils obtenaient ne servaient qu'à aggraver le sentiment de la détresse publique, et les Romains commencerent à éprouver les tristes craintes de périr tous, avant de pouvoir gagner la frontiere, soit par la famine, soit par l'épée des barbares. Le Tigre était encore sur leur gauche, et leurs provisions étaient presque consommées. L'ennemi occupait les rives opposées. Un petit corps passa et surprit un poste ennemi qui n'était pas gardé, mais il n'y eut plus ensuite d'autre succès. On perdit deux jours bien importants à travailler sans succès pour tâcher de jeter un pont sur le fleuve, et l'armée qui souffrait déjà les rigueurs de la famine, jeta un regard de désespoir sur le Tigre et sur les barbares, dont le nombre et l'opiniâtreté augmentaient avec la détresse de l'armée impériale.

Ici notre parellelle s'arrête. Il fut permis, *par capitulation*, au reste des troupes romaines de retourner dans leur pays, couvertes de honte et ayant à peine la force de la sentir.

Julien lui-même périt dans cette désastreuse retraite, soit qu'il fût percé du javelot d'un Arabe, ou qu'il fût frappé par un assassin, ce qui n'est pas éclairci par l'histoire. Mais l'apostat ne vécut pas assez pour voir la ruine finale de ses gigantesques armées. Son successeur fut un Souverain très-Chrétien et même le Souverain le *plus chrétien* qui ait jamais été assis sur le trône impérial. Son premier objet fut de retirer les armées des services éloignés et dan-

gereux auxquels l'ambition de Julien les avait condamnées. Le second fut de donner la paix au monde et de rétablir dans ses domaines ce qu'on appelait alors *ton archaion kosmon*, expression qu'on peut rendre à merveille par la phrase française de l'*ancien régime*.

Si Buonaparté était mort, la ressemblance eût été parfaite jusqu'à *la fin*. Mais, quoiqu'il en soit, nous nous flattons que nos lecteurs se réjouiront avec nous que le parallele ait été poussé jusques-là, et qu'ils partageront le vœu bien sincere que nous faisons, que de même que la vie de l'ancien et du moderne Julien ont tant de traits de ressemblance, ainsi puisse leur sort se terminer de la même maniere ! ! !

NEGOCIATIONS DE BUONAPARTE EN RUSSIE.

Entrevues de Kutusoff et de Lauriston; de Miloradowitch et de Murat.

Buonaparté qui croyait dicter la paix à Moscou, n'y fut pas plutôt arrivé qu'il aperçut qu'il était bien plus dans une situation à solliciter une capitulation qu'à dicter des conditions de paix ; il imagina donc d'envoyer son Lauriston au Prince Kutusoff proposer un armistice. Le Prince reçut Lauriston au milieu de ses Généraux, afin que Buonaparté ne pût pas composer la conversation ; on sait le parti que *le moderne César* sait tirer d'un tête-à-tête, dans ses *Commentaires*, qu'il a la modestie d'intituler des Bulletins.

" Je ne suis point autorisé, dit-il, à écouter aucune proposition de paix ou d'armistice : quant à la lettre adressée à Sa Majesté, je ne m'en chargerai certainement pas. Je dois vous déclarer que l'armée Russe a trop d'avantages pour les sacrifier, elle n'a pas besoin d'armistice."

Lauriston observa que la guerre ne pouvait être éternelle ; qu'elle devait avoir une fin, surtout quand elle se faisait d'une maniere aussi cruelle.

" Les révolutionnaires français ont donné l'exemple de la barbarie, et Buonaparté a encore ajouté à leur cruauté. Sans doute, la guerre ne sera pas éternelle, mais il ne faut pas songer à la paix tant que les Français seront au-delà de la Vistule. La Russie n'a point provoqué la guerre : l'Empereur pouvait anéantir tous les préparatifs de Buonaparté, en portant immédiatement toutes ses forces de l'autre côté de la Vistule avant que Buonaparté les eût commencés ; mais les tentatives de Sa Majesté pour l'éviter ont été inutiles. Buonaparté est entré en Russie sans déclarer la guerre ; il a dévasté une partie de l'empire. Il n'a pas été invité à

venir à Moscou; il faut qu'il en sorte comme il pourra. Nous lui ferons tout le mal que nous pourrons; c'est notre devoir. Il a proclamé que la campagne était terminée à Moscou; nous voyons la chose tout différemment; nous croyons qu'elle ne fait que de commencer. Si vous ne vous en doutez pas, nous vous en convaincrons incessamment."

Lauriston. Puisqu'il n'est pas possible d'espérer la paix, il faudra bien marcher; mais en partant, il faudra encore répandre le sang des braves, puisque vos armées marchent de tous côtés.

" Je vous le répete; vous ferez comme vous pourrez pour vous en retourner, et nous ferons tout ce que nous pourrons pour vous en empêcher. Au reste s'il n'est question que de votre départ, nous pourrons arranger cette affaire quand le temps sera venu."

Lauriston se plaignit de nouveau de la fureur qu'on avait inspirée au peuple, afin de rendre tout rapprochement impossible, en attribuant aux Français l'embrasement de Moscou, tandis que le feu y avait été mis par les habitants eux-mêmes.

" C'est la premiere fois que j'entends porter des plaintes de l'enthousiasme et du dévouement d'un peuple tout entier, qui défend son sol contre un ennemi qui l'a envahi, sans y avoir été provoqué; et qui, par cette agression injuste, excite cette animosité, cette rage, dont cet ennemi se plaint, mais que tous les autres peuples admireront. Quant à l'embrasement de Moscou, je suis vieux, M. Lauriston, j'ai un peu d'expérience à la guerre. Soyez donc bien sûr que je sais tous les jours, et à toutes les heures du jour, ce qui se passe à Moscou. J'ai ordonné que l'on mît le feu à quelques magasins; mais depuis l'arrivée des Français à Moscou, les Russes n'ont brûlé que les ateliers des charrons; les habitants ont brûlé peu de maisons. Vous avez détruit systématiquement le reste, les jours étaient fixés, les quartiers qui devaient être livrés aux flammes étaient marqués. J'ai eu

des renseignemens précis : et je pourrais vous dire les édifices dont vous avez abattu les murs à coups de canon, parce qu'ils étaient si solidement construits que les flammes ne les consumaient pas. Attendez-vous à ce que nous nous vengerons. M. Lauriston, notre conférence est finie."

Le 11 d'Octobre, Murat fut chargé par Buonaparté de faire une seconde tentative auprès du Général Miloradovitch qui commandait l'avant-garde de l'armée Russe. Murat se rendit près du Général, et après les compliments d'usage, la conversation suivante eut lieu.

Murat. Avez-vous connaissance, Général, des excès que commettent vos Cosaques ? Ils tirent sur mes fourageurs : vos paysans même, quand ils se croient soutenus par les Cosaques, massacrent les houssards qu'ils trouvent isolés.

Milloradovitch. Je suis enchanté d'apprendre de la bouche de Votre Majesté que mes Cosaques exécutent strictement mes ordres. Je ne suis pas moins charmé d'apprendre que nos paysans se montrent dignes du nom de Russes.

Murat. Cela est contraire aux regles reçues à la guerre ; et si cela continue, je serai obligé d'envoyer des colonnes pour protéger mes fourageurs.

Milloradovitch. J'en serai charmé, Sire ; mes officiers se plaignent d'avoir été trois semaines dans l'inaction. Ils voudraient bien prendre quelques canons, quelques drapeaux,.....

Murat. Mais pourquoi chercher à envenimer deux nations faites pour s'estimer sous tant de rapports ?

Milloradovitch. Mes officiers et moi sommes prêts à vous donner toutes les marques possibles de notre estime ; mais, Sire, vos fourageurs seront toujours pris, et je crois que les colonnes que vous enverrez, pour les protéger, seront battues.

Murat. Général, ce n'est pas avec des mots que l'on nous

bat. Jetez les yeux sur la carte; voyez le pays que nous avons conquis, et jusqu'où nous avons pénétré.

Milloràd. Charles XII a pénétré encore plus avant; il est allé à Pultawa.

Murat. L'armée française a été constamment victorieuse.

Milloràd. Mais nous ne nous sommes battus qu'à Borodino.

Murat. Cette victoire nous a ouvert les portes de Moscou.

Milloràd. Je vous demande pardon, Sire, on vous a abandonné Moscou.

Murat. Quoiqu'il en soit, nous sommes maîtres de votre ancienne et immense capitale.

Milloràd. Oui, Sire, et tous les Russes en sont affligés, moi en particulier; j'ai tout fait pour sauver Moscou. La Russie vous a fait un grand sacrifice; mais elle commence déjà à en recueillir les fruits.

Murat. Comment!

Milloràd. Je vois que Napoléon a envoyé Lauriston au Général en Chef pour traiter de la paix. Je sais que vos soldats n'ont qu'un tiers de la ration ordinaire.

Murat. Les passeports qu'on vous a demandés, étaient une farce.

Milloràd. (continuant) Et je vois que S. M. le Roi de Naples vient au Général Milloradovitch demander quartier pour ses fourageurs, et entamer une espece de négociation, pour appaiser ses troupes.

Murat. (piqué) Ma visite a été purement accidentelle; je voulais simplement vous faire connaître les abus commis par vos troupes. Le défaut de discipline est un grand malheur dans une armée: il en a souvent causé la ruine.

Milloràd. En ce cas, il vous conviendrait bien mieux de l'encourager. C'est un défaut de discipline précieux que celui qui nous fait tuer les fourageurs français?

Murat. Vous vous trompez beaucoup à l'égard de notre situation, Moscou est abondamment pourvu de tout; nous attendons des renforts immenses, qui sont déjà sur la route,

Millorad. (riant) Nous croyez-vous réellement plus éloignés de nos renforts que vous ne l'êtes des vôtres?

Murat. Général, j'ai aussi à me plaindre sur un point très-essentiel; et j'en appelle à votre justice. Vous avez tiré deux fois sur nos parlementaires.

Millorad. Sire, nous ne voulons point de pourparlers. Nous voulons nous battre, et point négocier. Prenez vos mesures en conséquence.

Murat. Quoi! je ne suis donc pas en sûreté ici.

Millorad. Vous courriez un grand risque, Sire, en venant une seconde fois; mais, aujourd'hui, j'aurai l'honneur de vous accompagner moi-même jusqu'à vos vedettes.

Le Général demanda son cheval; et Murat, frappé d'étonnement, dit qu'il n'avait pas d'idée de cette maniere de faire la guerre. Le Général lui dit en souriant, qu'il aurait pu en prendré une idée en Espagne. Murat vit bien qu'il valait mieux changer de conversation, et demanda au Général: où il avait, d'abord, servi en qualité de Général?

Milloradovitch. On doit se souvenir encore en France de la campagne de SUWAROW en Italie. J'ai souvent eu l'honneur de commander l'avant-garde du Généralissime.

Après une conversation assez courte sur la mort du Prince Bagration, ils se séparerent.

PAPIERS FRANCAIS,

Et Remarques des Papiers Anglais sur la Situation actuelle de Buonaparté.

La désertion honteuse de Buonaparté, son retour précipité dans un simple traîneau, les désastres que sa grande armée avait déjà éprouvés le jour qu'il s'en est séparé, ceux qu'il lui reste à essuyer jusqu'à ce qu'un petit nombre de survivants puisse trouver un asile derriere les murailles de Magdebourg ; tous ces grands événements que nous avons vu se succéder avec tant de rapidité depuis deux mois, ont suggéré aux orateurs, aux poëtes et aux journalistes anglais des effusions de sentiment, des mouvements d'éloquence et des tirades de haute ironie, dignes des plus grands éloges. Nous croyons de notre devoir de recueillir et de consigner dans ce journal quelques-uns de ces morceaux qui seraient peut-être perdus pour l'histoire dans les feuilles fugitives où ils se sont trouvés déposés à la hâte. Qui ne lirait pas maintenant avec la plus vive curiosité un recueil qui contiendrait toutes les particularités de la fuite de Xerxès après avoir vu ses forces échouer devant celles d'un peuple déterminé à tout sacrifier pour maintenir son indépendance ! Qui ne serait pas jaloux de comparer les traits d'héroïsme antique avec ceux de l'héroïsme moderne, et d'opposer Kutusow et Rastopchin, écrivant et proclamant que Moscou n'était pas tout l'empire russe, à Thémistocle disant aux Athéniens que la cité existait dans les citoyens et dans les magistrats, et non dans de vains édifices, vérité que la divinité elle-même semble avoir annoncée dans tous les temps : *Patriam municipes*

*esse, non mœnia ; civitatemque non in ædificiis, sed in civibus positam. Hujus sententiæ Deum etiam auctorem esse**. Qui ne voit pas aujourd'hui, dans le simple traîneau dans lequel s'est sauvé, seul, de la Lithuanie, et a traversé l'Europe, cet homme qui, peu de semaines auparavant, traînait à sa suite 450 mille Européens, l'esquif de pêcheur dans lequel le grand Roi traversa jadis l'Hellespont qu'il avait fait fouetter l'hiver précédent : *Tradit ducibus militès perducendos ; ipse cum paucis pontum piscatoris scaphâ trepidus trajecit. Erat res spectaculo dignâ, et æstimatione sortis humanæ rerum varietate mirandâ, in exiguo latentem videre navigio, quem paulò ante vix æquor omne capiebat ; carentem etiam omni servorum ministerio, cujus exercitus propter multitudinem graves terris erant!* On pourrait même lire le sort prochain de Murat dans celui de Mardonius, beau-frère du grand roi fugitif ; et dans le résultat de la journée de Platée, celui qui attend probablement, entre le Niemen et la Vistule, les débris de ces armées qui ne pesaient pas moins sur la terre que les hordes du roi de Perse. On sait déjà que, dans plusieurs occasions, on a trouvé des partis de ces fuyards rendus antropophages par la faim, dévorant les membres de leurs camarades, ce qui ne les empêchait pas de succomber un peu plus tard sous le poids de leurs fatigues et de leurs terreurs, de joncher les chemins de leurs cadavres, et de servir de pâture aux animaux de proie. *Nec pedestribus copiis quas ducibus assignaverat, felicius iter fuit. Siquidem quotidiano labore, (neque enim ulla est metuentibus quies) etiam fames accesserat. Tantaque fœditas morientium fuit ut viæ cadaveribus implerentur, alitaque et bestiæ illecebris sollicitatæ exercitum sequerentur.*

* Justin. II, 12.

Il n'est pas enfin jusqu'à la punition qu'il vient d'exercer, à son retour, sur le préfet de Paris, Frochot, pour la mollesse qu'il avait montrée dans la conspiration de Mallet et Laborie, qui ne retrace la conjuration plus heureuse par laquelle le préfet Artaban tua son maître à son retour et fit la guerre à ses enfants. *Xerxes, terror ante gentium, bello in Græciam infeliciter gesto, etiam suis contemptui, esse cœpit. Quippe Artabanus, præfectus ejus, deficiente quotidie regis majestate, regiam vesperi ingreditur, tracidatoque rege, filios ejus dolo aggreditur.*

Mais sans pousser ce parallele plus loin, nous allons faire connaître les opinions que nous avons annoncées. Elles partent de cœurs généreux et d'âmes libres. Les expressions sont dignes des pensées. Puissent les unes et les autres être proclamées promptement dans les quatre parties du monde !

Sur la Réception de Buonaparté *à Paris.*

[National Register.]

La farce qui a été jouée à Paris, le 20 du mois dernier, et dont les particularités sont parvenues en ce pays-ci dans le cours de la semaine derniere, ne peut pas manquer d'offrir un divertissement bien agréable aux amateurs du ridicule. La pompe avec laquelle ces misérables marionnettes politiques, le Sénat, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'appel, ont été mandées et sont venues faire leurs singeries devant leur auguste maître, et congratuler Napoléon *le grand* sur son étonnante, sur sa miraculeuse évasion, sur son heureuse arrivée dans sa capitale, tandis qu'on le croyait encore *à l'armée*, est trop ridicule pour qu'on ne s'en amuse pas. On peut aisément concevoir la joie que les Parisiens doivent éprouver en revoyant leur tyran, et la sincérité de leurs compliments sur l'*heureux retour de Sa Majesté*. Ce re-

tour doit être également flatteur et pour leur vanité et leurs sentiments ; il ne peut qu'être infiniment agréable à leur orgueil de voir leur tout-puissant Empereur retourner, déguisé, comme un meurtrier de bas parage, jaloux seulement d'esquiver les officiers de justice, et leurs sentiments doivent éprouver un plaisir ineffable, en apprenant que la puissante armée qu'il venait de mener dans le Nord pour accomplir les destinées de la Russie, a été détruite sans avoir rempli aucun des objets pour lesquels la guerre avait été commencée. Les adresses du Sénat, du Conseil d'Etat et des tribunaux à Buonaparté sur son arrivée, sont donc incontestablement aussi affectueuses qu'elles sont raisonnables.

Cependant, tout comique qu'est cette farce, elle n'est pas entièrement dépourvue d'intérêt. La parade niaise qu'ils font de leur affection pour le roi de Rome, a quelque prix : elle fait voir que le tyran sent qu'il a besoin de quelque nouvelle démonstration d'attachement à sa dynastie, pour faire croire aux autres nations que sa dernière déconfiture n'a pas détruit son autorité. En le voyant recourir à un semblable expédient, dans ce moment-ci, pour donner à son pouvoir une apparence de stabilité, on peut croire avec raison qu'il éprouve au fond du cœur la crainte que les derniers événements du Nord ne soient de nature à lui porter un coup fatal. Nous ne pouvons nous rendre compte d'aucune autre manière, du langage que, dans cette occasion, il met dans la bouche de ses créatures. Immédiatement après les expressions touchantes et édifiantes de leur attachement au Roi de Rome, il est fait mention de la campagne de Russie dans les termes suivants :

" Sire, Votre Majesté a déployé les aigles fran-
" çaise sur les tours de Moscou. L'ennemi n'a pu
" arrêter vos succès ni faire échouer vos plans

" qu'en ayant recours à l'effrayante ressource des
" gouvernements despotiques; en créant des déserts
" sur toutes les frontieres, en portant l'incendie
" dans ses provinces, et en livrant aux flammes sa
" capitale, le centre de ses richesses, et les travaux
" de tant de siecles.

" Sire, ceux qui ont renouvelé cette barbare
" tactique de leurs sauvages ancêtres, connaissaient
" mal le coeur de Votre Majesté. Il aurait volon-
" tiers renoncé à des trophées qui devaient être
" acquis au prix de tant de sang et de tant de maux
" pour l'humanité."

Cet exposé que ceux qui avaient eu recours à la tactique barbare de leurs sauvages ancêtres, connaissaient mal *le coeur* du dominateur français, et l'assertion qu'il aurait renoncé volontiers à des trophées qu'il aurait fallu acheter au prix de tant de sang et de malheurs pour l'humanité, sont certainement de fort belles choses. Mais d'après l'usage qu'on fait ici du temps conditionnel et du mode subjonctif, dans la déclaration que dans les circonstances en question Napoléon aurait renoncé volontairement aux trophées de la victoire, ce qu'on doit regarder comme un aveu qu'il n'y avait pas renoncé volontairement, nous aurions pu être portés à supposer qu'il ne s'était arrêté dans sa marche triomphante que par pure bonté pour les Russes, son tendre coeur ne pouvant supporter l'idée d'avancer plus loin dans le pays, de crainte que St. Pétersbourg ne partageât le sort de Moscou. Cette supposition s'accorde parfaitement avec la connaissance que nous avons déjà de ses dispositions bienfaisantes, et fournit un supplément admirable au catalogue d'horreurs dont sa douce pitié a enrichi l'histoire, et un commentaire convenable à cette humanité qu'il déployait d'une maniere si aimable il n'y a que quelques semaines, en massacrant des habitants

désarmés et sans défense de Moscou, dont le prétendu crime était d'avoir obéi aux ordres de leur gouverneur.

Le passage de la réponse de Buonaparté, qui correspond à cette phrase, est également digne d'attention.

" La guerre que je fais à la Russie est une " guerre de politique. Je l'ai faite sans animosité. " J'aurais voulu lui épargner les malheurs qu'elle " s'est causés. J'aurais pu armer contre elle la " plus grande partie de sa population, en proclamant la liberté aux esclaves ; un grand nombre " de villages me le demandaient : mais lorsque je " me fus aperçu de la brutalité de cette nombreuse " classe du peuple russe, je refusai d'accéder à une " mesure qui aurait dévoué plusieurs familles à la " mort ou aux punitions les plus horribles. Mon " armée a éprouvé des pertes, mais elles sont pro- " venues de la rigueur prématurée de la saison."

Nous aurions cru qu'il n'avait pas plus besoin de dire à son peuple que c'était là une guerre politique, qu'il n'avait besoin de lui dire qu'elle avait été conduite très-politiquement. La déclaration qu'il l'avait faite sans animosité, était, certes, une nouvelle aussi intéressante que neuve. Si cet humain général ne considere pas que de ravager un pays par le fer et par le feu, et que de massacrer sa population de sang-froid, partage de la nature de l'*animosité*, il serait important de connaître le sens précis que ce pere de ses soldats attache à ce mot Ce qui suit nous fournira peut-être un fil pour découvrir la signification qu'il a dans le vocabulaire de Napoléon. Il était en son pouvoir d'armer la plus grande partie des sujets de la Russie contre leurs maîtres, en proclamant la liberté aux esclaves ; mais lorsqu'il vit la brutalité de cette classe d'hommes, il ne put

pas consentir à une mesure qui en aurait dévoué plusieurs à la mort. Ainsi donc Napoléon avait eu son pouvoir de conquérir la Russie avec sa propre population, mais cela aurait été un acte d'*animosité* auquel sa conscience n'aurait jamais pu se prêter. D'après cela, nous devons supposer qu'il n'a pas cherché à exciter le peuple russe contre son gouvernement, et croire en conséquence qu'il ne s'est nullement occupé d'exciter les Polonais à s'insurger contre la Russie. Sans ses efforts pour adoucir cette irritation qu'il trouva existant parmi eux, ils auraient sans doute été beaucoup plus formidables à leurs voisins. La Russie doit lui en avoir beaucoup d'obligations : mais qu'est-ce que les Français doivent sentir et penser, quand on leur dit toutes ces belles choses-là ? Qu'est-ce que doivent dire ces milliers de familles qui sont aujourd'hui en deuil dans ses *heureux* états, lorsqu'on leur conte ingénûment, qu'avec les moyens qu'il avait en ses mains, il aurait pû conquérir la Russie et sauver à son armée les désastres de cette honteuse fuite qui a rendu ses malheureux compagnons un objet de mépris et de pitié pour toute l'Europe ? Que diront ces veuves soupirant pour des époux qui ne reviendront plus, quand elles apprendront que leurs maris ont été voués à la destruction par la tendresse de Napoléon pour les Russes ? Si ces derniers méritaient tant d'égards, pourquoi leur faisait-il la guerre ? Doucement ; c'était une guerre de politique, il était naturel pour un sage capitaine à la tête d'une immense armée en Russie, de sacrifier ses propres soldats à son respect et à ses égards pour son ennemi. Il était prudent et bien fait d'entreprendre cette croisade politique, afin d'exercer les Russes aux manœuvres militaires pendant une campagne, afin de faire de leur monarque un ennemi digne des armes de Napoléon-le Grand. Ces considérations et un sentiment d'humanité ont porté ce pere de ses soldats à dévouer

ses enfants à tous les maux qui les ont atteints dans leur retraite. Il s'était sans doute aussi attendu à ce qui est arrivé. Le nier, serait accuser sa prévoyance et sa prescience qu'on a déjà tant exaltées, et que nous sommes portés à croire au moins égales à la valeur et à son humanité.

Qu'est-ce que les Français doivent penser de ces discours ? Assurément ou ils doivent sentir qu'ils sont atrocement faux, ou ils doivent croire qu'ils ont été bassement trahis, vendus et voués à leur destruction. Dans l'un et l'autre cas, quelle confiance et quelle ardeur cela ne doit-il pas exciter parmi les nouveaux conscrits ! Qu'est-ce que les Russes vont penser de cette déclaration ? Ils savent qu'elle est fausse ; le seul doute qu'ils puissent avoir à cet égard, est si elle a eu pour objet de tromper le peuple français, ou si, en la publiant, on n'a pas eu en vue de les tromper aussi, eux ? Espérons que sa pitié, que sa charité d'ostentation, exciteront peu de reconnaissance au fond de leurs coeurs. Ils ont appris à apprécier l'humanité de Buonaparté, et ils ne pourront s'empêcher de sentir comme une insulte de lui entendre dire qu'après la divine Providence ils doivent leur succès à une autre cause qu'à leur valeur.

Quel doit être l'effet du langage de Buonaparté sur les Anglais ? Se trouvera-t-il parmi nous des hommes qui soutiendront encore qu'au printemps prochain le tyran sera en état d'entrer en campagne à la tête d'une armée plus puissante que n'était celle qui pourrit maintenant sous les neiges de la Russie ? Ceux qui ont la faculté de penser, et l'honnêteté de dire ce qu'ils pensent, avoueront sans doute des pertes si immenses que tous les sophismes de Napoléon ne pourront pas les cacher à l'univers; des pertes si considérables qu'il sera impossible de les réparer aisément. Ces considérations doivent

nous inspirer un redoublement d'espoir et de confiance, l'ennemi peut cacher son affliction sous le masque d'une gaîté affectée, mais il ne peut recouvrer sa force aussi promptement qu'il aura pu recouvrer sa belle humeur. Le Conseil d'Etat dit à Buonaparté qu'il a été touché du récit contenu dans le 29e Bulletin, et ensuite après un panégyrique niais du héros qui venait de déserter son armée, l'adresse de ces messieurs continue sur le même ton consolant:

" Que nos ennemis se réjouissent, s'ils le veu-
" lent, des pertes *matérielles* que la rigueur de la
" saison et la sévérité du climat ont causées; mais
" qu'ils calculent nos forces; qu'ils apprennent
" qu'il n'est point de sacrifices dont, à l'exemple de
" Votre Majesté, la nation française ne soit capa-
" ble, afin de réaliser vos glorieux plans."

Ce passage, ainsi que quelques-uns de ceux que nous avons déjà relevés, a, selon nous, pour objet de servir d'avertissement à la Russie; et de même que les premiers sont destinés à la cajoler, ainsi le dernier est publié à dessein de l'intimider. A tout prendre, néanmoins, le ton général de ces discours est délicieux pour nous. Celui qu'a pris le tyran déchu marque fortement sa honte et son désespoir. Il sent que son pouvoir est ébranlé jusques dans ses fondements. Il ne peut se rétablir que par des victoires futures, par des victoires aussi éclatantes que sa défaite a été signalée. Mais il n'a pas le moyen de les obtenir, et il sait à peine de quel côté il doit les chercher. Il sent, ainsi que nous le faisons, qu'il faudra bien du temps pour qu'une armée le suive avec la même confiance que ci-devant. Il sait que la France avait rêvé pendant long-temps qu'elle était invincible; mais que main-

tenant elle est réveillée, et que ce songe est dissipé pour toujours."

Réflexions de l'Editeur du Courier, *sur le Contenu des Papiers Français, du* 20 *au* 30 *Décembre.*

" Les papiers de Paris que l'on vient de recevoir jusqu'au 31 Décembre, gardent sur les affaires du Nord un silence aussi complet que s'il n'y avait pas de guerre dans cette partie du monde. Ils ne daignent pas, ou pour mieux dire, il ne leur est pas permis de dire un seul mot aux Français, ni de leur apprendre un seul fait, relatifs à la grande armée française. Le dernier bulletin qui a préparé les Parisiens à recevoir Buonaparté avec des cris de joie et de triomphe, ces acclamations, ces témoignages d'affection et de reconnaissance dont les papiers français nous apprennent qu'il a été accablé, était daté de Moleschino, du 3. Mais depuis que cet horrible et lamentable récit leur a été fait, la toile semble avoir été baissée et le spectacle fini. Cependant si les communications ont été ouvertes, on aurait dû savoir alors à Paris ce qui s'était passé auprès du Niémen, depuis le 3 jusqu'au 18 au moins, et même jusqu'au 20 du mois dernier.

" Mais si le *Moniteur* ne peut pas trouver de place ni de temps pour faire la plus légère mention de l'état de la guerre avec la Russie, il peut trouver assez d'espace pour publier tous les détails relatifs aux mouvements personnels de Buonaparté. Il peut s'étendre à son aise sur ses occupations du matin et du soir ; ses chasses au mois de Décembre dans les bois de Versailles ; sa présence à l'exhibition des objets d'industrie ; son apparition à l'Opéra ! Combien toutes ces nouvelles ne doivent-elles pas être agréables aux troupes qu'il a laissées derriere

en Russie ! Ces troupes doivent sans doute être bien flattées d'apprendre que tandis qu'elles périssent de froid, de faim et de maladie, des rigueurs du climat et des hostilités des Russes, l'auteur de toutes leurs calamités jouit tranquillement de tous les plaisirs et de tous les amusements de la capitale, comme si tout était gai et riant autour de lui, et comme s'il avait rendu à ses sujets la paix et la prospérité ! Il y a dans cet homme une insensibilité et un endurcissement dont nous ne nous rappelons pas d'avoir vu un exemple dans l'histoire d'aucun des tyrans qui l'ont précédé. Dans ce long récit de miseres sans nombre et sans égales, intitulé le 29e bulletin de la grande armée, tous ses regrets s'épuisent sur les chevaux qu'il a perdus ; il s'attendrit sur leur sort ; il fait l'énumération de ceux qui ont péri : mais ses pauvres soldats, épuisés et anéantis de fatigue et de misere, les hommes qui ont péri de la main des Cosaques, ceux qui ont tombé d'épuisement sur la route, hors d'état de faire un seul pas de plus, ceux dont les cadâvres ont été abandonnés pour servir de pâture aux oiseaux de proie, les créatures humaines qu'il a envoyées par milliers rendre compte de leurs actions à leur créateur, et ajouter leurs plaintes aux dénonciations que tant d'autres victimes de sa barbarie ont déjà portées contre lui au pied du trône de l'Eternel ; tout cela n'est pas jugé digne par lui d'être mentionné. Leur sort affreux, leurs miseres inouïes ne lui arrachent pas une seule expression de douleur. Il s'est éloigné d'eux en fuyant, en semblant leur dire de s'en tirer comme ils pourraient ; et après avoir assuré sa sûreté personnelle, il s'embarrasse assez peu, aujourd'hui, de ce qu'ils peuvent être devenus.

" Si le peuple de Paris n'était pas aussi mort qu'il l'est lui-même à tous les sentiments de la nature, il ne pourrait pas supporter un seul moment

sa vue; son indignation le balayerait de sur la terre comme une de ces bêtes féroces et malfaisantes contre lesquelles on voit quelquefois s'armer des bourgades, des villes, des provinces tout entieres. L'homme qui a fauché des milliers de familles, qui ne peut regarder en face un seul être humain qui n'ait pas à lui reprocher la perte d'un fils, d'un pere, d'un frere, d'un ami; l'homme qui a bassement déserté ses camarades dans la crise de leurs dangers et de leur agonie, va tranquillement à l'Opéra, et tous les spectateurs sont en extase! Il visite l'exhibition, où l'on avait tout préparé pour qu'il fût seul; mais il veut que la foule soit admise; il ordonne que le public soit présent pour lui témoigner son admiration et le combler de bénédictions. En vérité, de semblables histoires peuvent-elles être crues quelque part? Si nous pouvions le croire, nous dirions qu'il est digne de la nation et la nation digne de lui. Mais cela n'est pas possible; il n'est dans la nature de qui que ce soit, pas même dans celle du Parisien, tout léger et tout frivole qu'il est, d'être aussi dépouillé de tout sentiment humain, d'être aussi vil et aussi dégradé.

« Nous savons comment tout cela se passe à Paris. Lorsque Buonaparte va dans quelque endroit public, on y envoie toute la bande des espions et des alguasils de la police, pour le double objet d'applaudir et de veiller à la sûreté du héros. Ils applaudissent au signal donné, et le *Moniteur* a ordre de représenter ces applaudissements soldés comme le tribut spontanée, comme l'effusion volontaire et gratuite de l'affection de tout le peuple français. S'il nous était permis de connaître le véritable état de Paris, le sentiment réel de l'esprit public, le vœu secret des cœurs, ils formeraient, nous n'en doutons pas, un contraste bien frappant avec le tableau tracé par le pinceau vénal du *Moniteur*.

" Nous ne voyons rien dans ces papiers qui mérite un plus long commentaire. Un Moniteur entier est rempli de pieces relatives à la conspiration des trois généraux. Tout nous fait voir que le complot était sérieux et étendu, et nous ne doutons pas que Mallet n'eût fort raison quand il leur disait : *Vous avez la tête, mais vous ne tenez pas la queue.*

" Le *Moniteur* paraît indigné d'un paragraphe qui se trouve dans un papier anglais, où il est dit que Caffarelli retournait d'Espagne en France. " Non-seulement," dit-il, " il ne sera retiré aucunes " troupes d'Espagne, mais il y en sera envoyé de " nouvelles, et l'on vient d'expédier un convoi avec " dix millions de francs, pour solder l'arriéré des " troupes." Ces deux assertions sont, à coup sûr, aussi vraies que la nouvelle que les cohortes d'Hambourg et d'autres villes du Nord ont exprimé un vif désir *de partager les dangers de la grande armée.*

Réflexions du Rédacteur du Times *sur les mêmes Papiers.*

" Il vient d'arriver des journaux de France jusqu'au 1er Janvier. Nous devons nous attendre à voir mettre en action tous les instruments du mensonge et de la déception, afin de persuader au monde que Buonaparté n'est ni perdu de réputation, ni dénué de ressources, et que sa santé même n'est pas altérée. Il semblerait pourtant que depuis le 20 jusqu'au 27, il n'avait pas été assez bien pour se hasarder à paraître en public ; ce jour-là, il fit l'effort de se montrer à une revue dans la cour de son palais. Le lendemain, il parut le matin au Muséum, qui est encore dans son palais, et le soir, il alla à l'Opéra. Ce sont là toutes ses apparitions en public, car on ne peut pas compter dans ce

nombre d'avoir présidé une séance du Conseil d'Etat, et d'avoir reçu les compliments de quelques-uns de ses courtisans. Quant à avoir chassé dans les bois de Versailles le 28 Décembre, le même jour qu'il alla au Muséum et à l'Opéra, nous prendrons la liberté de douter complétement du fait. Rien de ce que nous avons vu dans ces journaux, n'ébranle l'opinion que nous avons eue sur la maladie qu'il a essuyée et qu'il éprouve encore ; on en voit des traces dans la couleur sombre de ses derniers discours, et certes, c'est la conséquence nécessaire des fatigues et des peines de corps et d'esprit qu'il a eu à supporter dans ces derniers temps.

" A en croire Buonaparté, non-seulement sa santé, mais même ses ressources se sont améliorées par sa campagne de Russie ; car on nous dit sérieusement qu'il vient de donner des ordres pour qu'il fût envoyé à ses armées en Espagne, 20,000 hommes, 6000 chevaux, 600 charriots, et dix millions de francs en especes. Voyez combien ses levées militaires sont abondantes ! comme son trésor regorge ! Ce doit être une bien grande peine pour ces braves cohortes du Midi, que de se voir condamnées à un service aussi impopulaire ; tandis que si elles avaient joint la grande armée du Nord, elles auraient trouvé un théâtre bien plus adapté à leurs sentiments ; car déjà nous voyons les garnisons d'Hambourg et de quelques autres villes d'Allemagne, présenter des pétitions pour aller partager les plaisirs et la bonne chere de Wilna !

" Quel peut être l'objet de semblables déceptions ? C'est ce qu'il est impossible de concevoir. Ce sont des mensonges qui ne peuvent tromper personne, surtout lorsqu'on pense à la circonstance qu'il n'a encore été publié aucune nouvelle de la grande armée d'une date postérieure au 29e bulletin. S'il en était arrivé des nouvelles à Wilna le 18

(c'est-à-dire quinze jours après la date du dernier bulletin), il y aurait eu assez de temps pour notifier cet événement dans les journaux que nous venons de recevoir. Nous ne disons pas qu'il soit arrivé de nouvelles de Wilna ; car il est très-possible qu'un courier ordinaire ne voyage pas aussi vite qu'un Empereur fuyant : mais nous mentionnons le fait comme une preuve incontestable que la marche de l'armée de Molodeschino n'a été ni rapide ni glorieuse. Elle n'a offert aucun événement dont la publication aurait pu balancer les horreurs du dernier bulletin. S'il était vrai qu'il eût été envoyé de nouvelles troupes en Espagne, nous serions tentés de croire que cela ne pourrait provenir d'aucune autre cause, sinon que de ce qu'elles ont absolument refusé de marcher au Nord. Il est aisé de démontrer que Buonaparté ne peut pas maintenir efficacement les deux guerres ensemble pendant une autre campagne ; et il semblerait qu'il lui est plus nécessaire dans le moment actuel de se fortifier du côté de la Russie, où il est faible, que de celui de l'Espagne où il est assez fort, surtout depuis que le vainqueur de Salamanque a été forcé de se retirer en-deçà de la frontiere de Portugal. Vingt mille hommes jetés en Espagne sont autant d'hommes inutilement employés, tandis que dix fois vingt mille hommes en Russie ne remplaceraient pas les pertes de sa derniere campagne, et même deux fois ce nombre ne rétabliraient pas sa gloire flétrie.

" Buonaparté doit pourtant prendre le port du Dieu Mars, il ne doit pas rabattre un iota de sa jactance, tandis qu'au fond sa véritable, sa grande affaire doit être de négocier la paix sous la médiation de l'Autriche. C'est dans cette occasion que son mariage peut l'appuyer, si les Cabinets avec lesquels il aura affaire, sont assez faibles pour se laisser intimider par la peur de l'opposition de l'Au-

triche. Il y a sans doute plusieurs raisons personnelles et politiques, qui peuvent attacher l'Empereur d'Autriche à la fortune de son gendre, à une époque où le dernier, cessant d'être formidable comme conquérant, peut être regardé comme fort utile en qualité d'allié. Ainsi, si l'Espagne, l'Italie ou la Pologne était offerte à un prince autrichien, l'appât pourrait être trop tentant pour être refusé. Il serait aisé d'imaginer des projets sans nombre de cette nature, mais il nous faut pour les déjouer des politiques adroits, sagaces, et à grandes vues, etc."

(*Le reste de ce paragraphe dégénère en affaire de parti, et nous croyons devoir nous abstenir de le traduire.*)

Réflexions du Rédacteur du Times, *sur les Papiers de France, du 1er, 2 et 3 Janvier, reçus le 6.*

"Nous avons reçu les journaux français des trois premiers jours de cette année. Ils ne contiennent gueres que des gasconades et une certaine affectation d'abondance de ressources, de mouvements militaires, etc. etc. " Bien loin d'évacuer l'Espagne," est-il dit dans une note du *Moniteur*, sur un paragraphe extrait des papiers anglais, " il y marche de " nouvelles troupes...." " L'Espagne appartient " à la dynastie de France, aucun effort humain ne " peut l'empêcher...." Bravo! nous voici revenus à l'ancien jardon, la nécessité, la fatalité, la prédestination, le nouvel ordre de choses que rien ne peut arrêter; les arrêts du destin qui émanent des levres de Buonaparté. *Cet oracle est plus sûr que celui de Calchas!* Hélas! le pauvre homme!

ses facultés sur-humaines ont eu leur temps, mais ce temps est passé. Celui qui n'a pas pu prévoir qu'il y avait un hiver en Russie, ne doit pas aujourd'hui avoir de grandes prétentions à passer pour un oracle infaillible sur la destinée future de la monarchie espagnole. L'Espagne n'appartient à la famille de Buonaparté ni par le droit ni par le fait ; une grande partie de ce royaume n'est pas même souillée par la présence des satellites de l'usurpateur ; et quoiqu'il soit vrai que, depuis six mois, les fruits des talents et de la valeur du grand Wellington aient été perdus, et que nous n'ayons engraissé de sang britannique les champs de la Castille et du royaume de Léon que pour remettre ces provinces aux mains de notre ennemi, cela n'a été dû qu'à la politique étroite de quelques individus, etc. . . . *

" L'expression de la dynastie de France, lorsqu'elle était appliquée aux fils d'un petit procureur corse, a toujours été une chose passablement ridicule : mais, dans les circonstances actuelles, c'est une expression remarquable par sa futilité que celle de dynastie dans les rapports de ce mot avec les révolutionnaires qui gouvernent la France. Qu'ils s'évertuent tant qu'il leur plaira à parler du successeur de Charlemagne, des anciens droits du trône, ou de l'union indissoluble du grand empire, il n'est personne en France qui ne sache et qui ne sente que ce ne sont là que des affaires d'hier au soir. Il serait tout aussi raisonnable de voir le champignon disputer d'antiquité avec le chêne. Rien ne peut mettre la chose plus en évidence que la maniere dont

* Le *Times* est un journal dévoué aux intérêts du parti du Marquis de Wellesley, et conséquemment en opposition aux ministres actuels.

la conspiration de Mallet a marché. La seule question que chacun des conspirateurs se faisait l'un à l'autre, et que l'on se faisait de même dans tout Paris, était si Buonaparté était réellement mort ? Cette question affirmée, la dissolution du gouvernement impérial s'ensuivait naturellement. Et l'Impératrice et le petit roi de Rome, et toute la pompe de la cour pour rire s'évanouissaient et disparaissaient aussitôt, comme les figures d'une lanterne magique. *Fuit Imperator* était devenu le mot du gué pour vider la salle, comme le *valete* du théâtre romain.

" Buonaparté sait parfaitement bien que les finances sont le point sur lequel nous avons la plus parfaite insensibilité par rapport à notre propre déficit, et la plus avide crédulité pour les exagérations de nos adversaires. Il tente conséquemment de nous effrayer en se vantant d'une chose que, malheureusement pour lui, ses propres rapports officiels nous ont mis depuis long-temps à même de contredire. " On avance, dit-il, 300 millions de francs par an, pour l'entretien de la guerre." Nous ne comprenons pas bien la signification de cette phrase. La dépense actuelle de l'armée n'est pas de moins de 720 millions, qui servent à entretenir sur pied environ 600 mille hommes, indépendamment des auxiliaires. S'il entend dire qu'il a un excédent de revenu montant à 300 millions de francs, alors, il ne fait que la légere erreur de mettre ici surplus pour déficit ; car il est certain qu'exclusivement des contributions étrangeres et des emprunts forcés, ses voies et moyens éprouvent un déficit annuel au moins de cette somme. Nous le répétons ici bien haut, parce que nous en sommes sûrs, en fait de revenu, il est en état de banqueroute. Il nous dit ensuite qu'il y a 400 mille hommes de troupes dans l'intérieur de la France. Où sont-ils ? Est-ce qu'il serait assez mauvais administrateur pour dé-

penser la moitié et le plus clair de son revenu pour des objets de pure parade ? Non : il n'y a pas aujourd'hui en France plus de troupes qu'il n'en faut absolument pour contenir le peuple français. Nous ne doutons pas que la France, l'ancien, le véritable, le légitime royaume de France, ne maintienne toujours sa considération dans le monde. Aucun sage homme d'état ne peut le désirer autrement, ni en Angleterre, ni autre part : mais l'*ipse dixit* de Buonaparté n'a pas rendu la Hollande partie de la France. Il y a dans toutes les places fortes de Hollande de nombreuses garnisons françaises ; si elles étaient retirées, croit on que les Hollandais sacrifieraient encore long-temps leurs enfants à la conscription pour les Français ? Ce prétendu empire ne possede rien qui le rende stable ; ses éléments sont trop hétérogenes. Il y a encore moins d'adhérence dans le système d'alliances et de confédérations, élevé avec tant d'art et d'intrigues. Buonaparté déguise assez maladroitement les craintes qu'il éprouve à ce sujet : " Aucune puissance continentale ne séparera ses intérêts de ceux de la France." Non, certes, elles voient trop clairement combien le système continental leur profite ; combien peu il contribue à agrandir la France à leurs dépens ! Quant à l'Autriche en particulier, on ne peut, sans voir réveiller de bien tristes souvenirs, entendre invoquer l'alliance de 1756 envers les assassins de la famille des Bourbons. Que dirait la pieuse Marie-Thérèse des scenes qui se sont passées au Temple et aux Tuileries ? Ne seraient-elles pas également affligeantes pour une âme susceptible, comme la sienne l'était, de tous les sentiments de religion et de vertu ? Si l'Autriche est maintenant empêtrée dans des liens étroits et avilissants, elle doit être jalouse d'échapper aussitôt que possible à leurs pernicieux effets. S'il est vrai que Lord Walpole n'est plus à Vienne, nous ne doutons pas qu'il ne

s'en sera retiré que pour faire place à un diplomate plus expérimenté.

" Quant aux dispositions probables des autres puissances continentales, nous croyons qu'un article extrait des papiers allemands, et inséré dans les journaux français, jette quelque jour sur ce sujet. La conférence que Buonaparté eut, à son passage à Dresde, avec l'Electeur de Saxe, consista, selon toutes les probabilités, en remontrances de la part du despote déconfit, et en justifications de la part du souverain vassal : et certes, la justification qu'on lit dans l'exposé que nous avons aujourd'hui sous les yeux, est assez forte et assez satisfaisante. Il faut observer que le Grand-Duché de Varsovie est une création du génie immortel du grand Napoléon. Il lui donna tout en le créant à l'image de son empire, liberté, richesse, commerce, bonheur et prospérité. Tel a été le langage constant des adorateurs de l'idole du jour. Maintenant, lecteur, remarquez la vérité lamentable qui échappe aujourd'hui des levres de ceux qui sont les principaux acteurs de cette tragédie, témoins vivants qu'on ne peut ni recuser ni convaincre d'imposture. " Le Duché de Varsovie," disent-ils, " privé *depuis le commencement de son* " *existence,* d'un débouché pour les produits de son " territoire, et obligé d'acheter, argent comptant, " les matieres premieres qu'il ne produit pas, a été " obligé de lutter continuellement contre des be- " soins pressants par des mesures, dont l'insuffi- " sance augmentait à proportion de la diminution " des fortunes particulieres et des fonds publics." Que veut-on dire par-là ? N'est-ce pas un aveu formel que la Pologne ne peut ni ne veut supporter plus long-temps ce plan destructif dit le système continental, qui n'a pour objet que l'aggrandissement de la France ? Qu'est-ce autre chose que dire : " Nous vous demandions du pain, et vous nous avez donné une pierre !"

" Ils continuent, et font voir à ce maître sans pitié, qu'au milieu de toutes ces calamités, aggravées comme elles le sont par la sécheresse extraordinaire et la mauvaise récolte de 1811, ils avaient néanmoins tendu tous les ressorts jusqu'aux dernieres extrémités, érigé des forteresses, formé des magasins, et déjà levé, à leurs propres frais, une force militaire de 74,000 hommes, indépendamment des autres levées qui ont été défrayées par l'administration française. Nous savons qu'une grande partie de ces 74,000 hommes a été emportée par la guerre cruelle de Volhynie, et que les besoins de Buonaparté l'ont mis dans la nécessité de presser leur remplacement, et même de demander que le nombre en fût augmenté. La publication de cet exposé, à la face de l'univers, est une réponse à ces demandes ; et cette réponse est telle qu'elle n'admet qu'une seule réplique, qui est la raison de la force ; espece d'argument qu'heureusement pour le genre humain le tyran du continent n'est plus en état d'employer. Il ne peut plus aujourd'hui, comme autrefois, ordonner à ses troupes de marcher sur les points où les contributions sont arriérées. Il a besoin de rassembler tout ce qui lui reste de soldats en dedans des murs de sa bonne ville de Paris. Et même nous tenons d'une personne véridique, qui vient d'arriver de Paris, qu'on a fait marcher sur la capitale tous les invalides qui étaient en France. Tout est tristesse, souci, mécontentement et soupçon dans la capitale. Chaque jour on y fait de nouvelles arrestations, et cependant le tyran ne sait comment disposer de ceux qu'il a déjà sous sa main. C'est une chose assez remarquable que quoiqu'il eût été prouvé que le colonel du régiment de Paris était impliqué dans le complot de Mallet, et qu'il eût été condamné à mort dans le temps, cependant il n'a pas été jugé prudent d'exécuter la sentence ; la peine de mort a conséquemment été com-

muée ostensiblement pour celle de la prison perpétuelle, qui probablement se terminera par une mort prompte et sans bruit, comme celle de Pichegru, Toussaint, Wright, etc.

" Le long retard des trois malles de Gothenbourg qui sont dues, nous empêche de calculer le nombre des forces françaises qui sont encore entieres dans le Nord. Il a couru, ces jours passés, des bruits que les armées russes victorieuses étaient entrées à Wilna ; mais nous ne savons sur quelle autorité pose cette nouvelle. D'après ce que nous savons jusqu'à ce jour, il ne paraît pas improbable que, comme Wilna était le dépôt de grands et importants magasins, cette ville a été fortifiée de maniere à ne pas être enlevée aisément par un coup de main. Cependant, s'il est vrai que la grande armée qui fut coupée de la route de Minsk, le 29 Novembre, ait depuis été coupée de celle de Wilna, il n'est pas déraisonnable de s'attendre à sa dissolution complete.

" Sans pousser ainsi nos conjectures jusqu'à l'extrême, il est certain que toutes les forces françaises disponibles, rassemblées dans ce moment dans une seule masse, suffiraient à peine pour s'opposer aux Russes dans la Pologne. Quant aux moyens de forcer les Etats vassaux à fournir leurs contingents, le tyran n'en a pas d'autres que ceux qui peuvent résulter de remontrances, de supplications ou de sophismes.—Faibles appuis dans une mauvaise cause, lorsqu'on ne peut pas même les soutenir en montrant une ombre de pouvoir. L'Electeur de Saxe a été le premier à avouer publiquement l'incapacité où il est de secourir plus longtemps son orgueilleux suzerain. Cet électeur était un de ces princes allemands, peu nombreux, qui dès le principe eurent une aversion profonde pour les révolutionnaires français, et qui ne s'unirent que par une nécessité inévitable avec le chef de cette

bande féroce. Ce prince et des souverains de sa trempe, trouveront leurs sujets allemands prêts à les soutenir quand il faudra résister aux nouvelles tentatives de l'insolence française : tandis que d'un autre côté ceux qui, comme le roi de Prusse, ont été au-devant du déshonneur, et qui ont recherché l'ignominie, recevront la récompense qui leur est due, toutes les fois que leurs sujets seront appelés à décider entre la loyauté et le patriotisme. Déjà nous voyons qu'un prisonnier d'état a été envoyé de Silésie à Berlin. Lorsque le Nord de l'Allemagne commencera à être agité, comme il ne tardera probablement pas à l'être, par le conflit des intérêts étrangers et des intérêts du pays, le nom et les actions de Schill deviendront de dignes objets d'émulation."

Réflexions du Rédacteur du Courier *sur les mêmes Papiers.*

" Il est arrivé des papiers de Paris jusqu'au 3 du courant, et tandis que nous nous attendions à y trouver, sinon un bulletin, au moins quelque mention de la grande armée du Nord, nous n'avons découvert, pour nous amuser, que quelques notes précieuses dans le Moniteur, sur des paragraphes extraits des papiers-nouvelles anglais. Il y a dans ces notes une fougue oratoire, une rapidité de transition, un mépris de toute méthode, un ton audacieux d'interrogation, une véhémence et un égarement qui indiquent de maniere à ne pouvoir se tromper, la source d'où elles partent.

" La troisieme note contient une nouvelle qui, si elle est vraie, est d'une grande importance. On dit que " Lord Walpole n'est plus à Vienne, qu'il n'a pas été écouté." Tant pis pour l'Autriche ; car il était à son pouvoir de rendre au continent le plus

grand service qu'aucune nation lui ait jamais rendu. Mais nous faisons plus que soupçonner que son refus d'éconter Lord Walpole, lui a été moins dicté par ses désirs que par ses frayeurs. En effet, il pourrait se faire que le voyage de Lord Walpole n'eût été entrepris qu'à l'instigation de la cour de Vienne ; mais que Buonaparté n'en eut pas plus tôt entendu parler, qu'il y envoya en toute hâte le général Rapp, avec une menace de faire sur-le-champ la paix avec la Russie, *coûte qui coûte*, et de porter toutes ses forces contre l'Autriche, si elle rompait son alliance avec lui. Long-têmps avant le départ de Lord Walpole, nous donnâmes à entendre que Buonaparté n'était pas sans avoir de violents soupçons contre l'Autriche ; en effet, il a évité avec soin, dans ses derniers bulletins, de faire la moindre mention ni le plus petit éloge de l'armée autrichienne sous le prince Schwartzenberg.

" La jactance remarquable avec laquelle il se vante dans ces notes des armées et des trésors qu'il possede, est mise en avant uniquement pour cacher les pertes que les premieres ont essuyées, et le déficit que nous savons exister dans ses finances.

" Mais le silence, ce silence semblable à celui des tombeaux, qu'il garde sur les armées du Nord ! Il y a maintenant un mois d'écoulé entre la date de ces papiers et l'époque à laquelle il l'abandonna à Moldeschino ; mais pas un mot, pas la plus légere allusion, pas la moindre insinuation sur ce qui peut lui être arrivé. Cependant on nous dit que le 26 il avait passé à Francfort un courier venant de l'armée et allant à Paris ! Ce courier a certainement apporté des nouvelles, mais on ne les a pas laissé transpirer. Elles ne peuvent donc qu'être mauvaises. " Les troupes," nous dit-on dans le dernier bulletin, " étaient horriblement fatiguées et avaient le plus grand besoin de gagner leurs magasins à Wilna." Eh ! bien, sont-elles ou ne sont-elles pas

arrivées à Wilna ? Le courier qui a passé à Francfort devait avoir dans ses dépêches la solution de cette question. Les Russes ont-ils coupé leur retraite, les ont-ils obligés de se rendre ? Ont-elles mis bas les armes, leurs généraux ont-ils échappés seuls en les abandonnant et en prenant honteusement la fuite ? Nous observons dans ces papiers que les généraux Fabre, Grenier, Lambert et le comte de Narbonne sont tous arrivés sur un point ou sur un autre, venant de la grande armée. Il est probable que d'autres encore l'auront laissée, quoiqu'on n'en fasse pas mention. Buonaparté fera tout ce qu'il pourra pour avoir ses officiers-généraux à quelque prix que ce soit, car s'il peut lever des hommes d'un trait de plume, il ne peut pas de même créer de bons officiers. Le ministre des affaires étrangeres et Lauriston, sont aussi, eux, partis de Varsovie. Il nous est impossible de ne pas induire de tout ceci qu'il est survenu quelque catastrophe terrible au reste des troupes dont il s'est échappé par la fuite, c'est-à-dire, ou leur annihilation totale par le fer, ou par le climat, ou leur reddition.

" Buonaparté parlant de l'Espagne, dit " que ses armées ont rendu tous nos efforts vains." Mais quel était l'objet de ses armées ? D'achever la conquête de l'Espagne et du Portugal. L'a-t-il fait ? Nos efforts ne l'ont-ils pas chassé du Portugal, et est-il encore aujourd'hui plus maître de l'Espagne que lorsqu'il y entra pour la premiere fois ? Mais " l'Espagne appartient à la dynastie française, au- " cun effort humain ne peut l'empêcher." Mais des efforts humains l'ont empêché jusqu'à cette heure, et toute sa puissance et tous ses efforts n'obligeront jamais les Espagnols à se soumettre à sa dynastie. Au contraire, ils pourront peut-être finir par mettre en danger sa propre dynastie en France.

" La seconde note dans le *Moniteur* est écrite d'un style de frivolité et d'incompréhensibilité qui passe tout. Que veut-il dire par ces mots, faire des ducs de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne et d'Aquitaine ? Nous n'en savons rien, et peut-être ne le sait-il pas lui-même.

" Nos lecteurs observeront qu'il n'y a pas une seule expression violente contre la Russie ; qu'au milieu de toute l'incohérence et de la confusion de ses notes dans le *Moniteur*, Buonaparté ne parle plus de planter ses aigles sur les tours de Pétersbourg, ou de mettre le système continental en vigueur ; il se borne à assurer que les grands moyens de la France sont suffisants pour maintenir l'indépendance de l'Empire, de l'Italie et de la Confédération du Rhin, et pour donner une tournure agréable à la conclusion de ces notes, on nous recommande *de la modération*.

" Ce langage indique suffisamment que son ton est décidément baissé, ainsi que ses prétentions."

Réflexions du Rédacteur du Times, *sur les Papiers de France, du 3 et du 4 Janvier.*

" Nous avons reçu les papiers de Paris jusqu'au 5 du courant. Dans un moment où il n'y a pas un individu en France qui n'éprouve la plus vive anxiété sur le sort des individus de cette armée qui a été si bassement abandonnée au milieu de ses périls, par son indigne chef, on informe les Parisiens.... que Sa Majesté le Roi de Rome a pris l'air dans sa voiture ! !

" Pas un mot de l'armée, pas une syllabe. Le fameux 29e bulletin, si toutefois on doit le croire, la laissa, le 3, à Molodeschino. Buonaparté, lui-même, la quitta, le 5, à Smorgonie, si sa véracité n'est pas encore plus problématique. Mais depuis

ces dates, il s'est écoulé un grand mois de 31 jours, et rien pour remplir le cœur froissé des Français ; rien pour calmer les inquiétudes de tant de peres, de freres et d'amis. Qu'on se rappelle encore que depuis le commencement de cette épouvantable campagne, il n'a été publié aucun état des tués et blessés. Plus de trois cent soixante mille hommes ont été menés en Russie, et sur ce nombre, deux cents soixante mille ont péri misérablement, inconnus et oubliés ! Peut-on écouter ici de semblables horreurs sans être pétrifié de stupeur ! Peuvent-elles être arrivées dans une partie du globe qui fait profession d'enseigner au reste du monde la civilisation, la morale et la religion ? La *grande nation* d'un continent aussi éclairé que l'Europe peut elle les avoir souffertes ? Avec la certitude que cinq sur sept des individus qui composaient cette monstrueuse force armée, ont péri ; dans l'ignorance complette du nom de ceux qui ont survécu, comment les peres, les parents de ces trois cent soixante mille hommes peuvent-ils embrasser la triste espérance que ceux qui leur sont chers pourront se trouver dans le nombre de ceux qui existent encore ! Combien ne doivent-ils pas être empressés d'apprendre qu'il y a au moins des survivants ! qu'il existe encore quelques débris de la grande armée, et que ces débris ont obtenu le repos dont même ce fatal rouleau de papier, le 29e bulletin, déclarait qu'ils éprouvaient le plus urgent besoin !

" Que dirons-nous donc, quand nous verrons que cet imposteur fuyard, lui-même, devait être en possession de cette information si vivement désirée par une nation en deuil ? Nous disions, il y a peu de jours, que nous apprendrions probablement, avant peu, que quelques-uns des généraux de Buonaparté avaient imité leur maître ; que nous aurions de leurs nouvelles de Dresde, de Francfort, de Cassel, en un mot de toutes les villes sur la ligne

de leur fuite de l'armée, depuis la Pologne jusqu'à Paris; et tel a été le cas. Nous voyons que Duroc et Nausouty sont arrivés à Paris; que Montesquiou, Narbonne, Grenier, Fabre, Lambert, les aides-de-camp Perrin, Castellane, Lindres, ont paru dans diverses villes d'Allemagne; et ce qui est encore plus direct, qu'il a passé à Leipsick et à Francfort des couriers venant de la grande armée elle-même, de maniere à être parvenus dans la capitale de France plusieurs jours avant la date des journaux dont nous faisons aujourd'hui l'examen. On nous a dit que le 3 Décembre l'armée n'était plus qu'à 70 ou 80 milles de Wilna, et le 5 à environ 50 milles, marchant victorieusement, après avoir complétement défait l'ennemi et lui avoir fait 7000 prisonniers, et pourtant il y a des lettres de Varsovie du 14 qui ne donnent pas le moindre avis de sa marche subséquente. Les prochaines malles de Gothenbourg éclairciront ce mystere.

" Si Buonaparté ne connaît pas l'état de son armée, malheur à l'armée ! S'il sait que son état est tel que nous avons toute raison de soupçonner qu'elle est, et s'il le cache, malheur à lui ! La nation française ne pourra jamais supporter un traitement à la fois si cruel et si humiliant. Ce ne sont pas des souches, ni des pierres, ce sont des hommes.

" Réfléchissons un moment comment nous agirions nous-mêmes avec tout l'attachement que nous portons à notre inestimable constitution, si cent mille de nos frere, l'espérance du pays, les plus braves et les meilleurs de ses guerriers, avaient été détruits sans que nous pussions apprendre comment, où, et quand ils auraient succombé, ni ce que seraient devenus les débris de ceux qui auraient survécu. Les Français peuvent être légers et inconstants, ambitieux et vains ; mais ils ne peuvent pas être d'une nature assez opposée à la nôtre pour que, dans les circonstances actuelles, Buonaparté ne soit pas pour eux un objet de mépris et d'horreur.

" Nous n'entendons pas dire qu'ils soient préparés à s'en débarrasser. La crainte d'une révolution sanglante est trop fortement gravée au fond de leurs cœurs, pour ne pas leur faire supporter pendant long-temps les maux que leur infligera le plus affreux des gouvernements ; mais entre supporter ce misérable, et s'en rapporter à lui avec une affection loyale, il existe une bien grande et bien importante différence. Non-seulement les Français ne consentiront pas à se battre pour assurer la possession de l'Espagne à la famille du Corse, mais nous sommes bien convaincus que si l'on pouvait offrir loyalement à la nation française l'alternative de la paix en abandonnant toute les réunions de Buonaparté, ou la guerre pour maintenir une souveraineté injuste en Italie et en Allemagne, il n'y aurait qu'un seul sentiment parmi ce peuple, qui serait un vif désir de rentrer dans les sentiers de la justice et de l'honneur.

" Dira-t-on, en opposition à ceci, que les cohortes de la garde nationale ont offert de marcher en Russie ? Il est vrai que le général Molitor commandant à Amsterdam, a fait passer une pétition de ce genre au nom des troupes qui sont sous ses ordres. La fausseté de ce fait est évidente par la seule raison qu'il attribue ce mouvement soudain d'enthousiasme à la lecture du 29e bulletin. Certes, s'il y a jamais eu dans le monde une composition faite pour dégoûter les hommes ou d'une campagne ou d'un commandant en chef, c'est certainement ce bulletin. Si pourtant les cohortes de M. Molitor possedent l'ambition qu'on leur attribue, nous osons prédire qu'elles ne seront pas très-contentes si on les satisfait. Elles sont à présent dans un pays *conquis*, ou plutôt dans un territoire *usurpé*. C'est bien assez pour Buonaparté, si elles peuvent garder la Hollande. Il n'est pas en état d'envoyer de nouvelles troupes en quête de nouvelles usurpations.

" Faire la paix avec cet homme comme Empe-

reur de France, reconnaître son droit et acquiescer à ce qu'il possede toute la côte de la mer d'Europe, à l'exception de celle d'Espagne et de Portugal, depuis Hambourg jusqu'à Ragusa; bien plus, lui céder une partie de l'Espagne elle-même, ou racheter ce pays de ses mains par la cession d'isles que nous avons conquises de bonne guerre; jeter à sa tête des navires, des colonies et du commerce, dans un moment où il a perdu réputation, forces, et revenu, est une proposition si étrange, si inconcevable, que si nous ne l'avions pas vu imprimée hier matin dans un papier-nouvelles, nous n'aurions jamais pensé qu'elle eût pu entrer dans le cœur ou dans la tête d'un anglais. Serait-ce là autre chose que d'offrir à un tyran désespéré et découragé le sacrifice gratuit de notre propre sûreté, et tout ce qui nous reste encore d'indépendance nationale; de jeter le fruit de tant de victoires glorieuses, et mettre notre fortune, notre honneur, et jusqu'à notre existence à la disposition d'un homme que nous savons avoir solennellement juré notre extermination. Si nous étions capable d'une chose semblable, nous n'aurions jamais dû faire la guerre, *nec sat rationis in armis*; nous devrions, à dater d'aujourd'hui, abjurer toute politique martiale; oublier la place que nos ancêtres ont tenue dans l'histoire; détourner nos yeux de la contemplation de notre sort futur, et laisser la tyrannie altiere déployer ses fureurs du haut de sa grandeur, jusqu'à ce que tous les individus sortent les uns après les autres, comme d'une roue de loterie.

" On nous dit qu'il a été dépêché un ambassadeur d'Autriche à Paris. S'il est porteur de conditions telles que celles que nous venons de dire, et qu'il soit chargé de nous les apporter, nous espérons que la réponse ne sera pas longue. La Grande Bretagne doit résister comme une grande nation. Elle ne doit jamais se prêter à la plus grossiere des impostures dirigée contre elle-même, ni mettre le sceau à son propre déshonneur."

Discours du Sénat et du Conseil d'Etat à Buonaparté, à son Arrivée à Paris, après avoir déserté son Armée.

Aujourd'hui Dimanche 20 Décembre, 1812, à midi, l'Empereur étant sur son trône, entouré des princes grands-dignitaires, cardinaux, des ministres, des grands-officiers, des grands-aigles de la Légion-d'honneur et des officiers de service près S. M. a reçu le Sénat qui a été conduit à cette audience par un maître, un aide des cérémonies, introduit par S. Ex. le grand-maître, et présenté par S. A. S. le prince vice grand-électeur: S. Ex. M. le comte Lacépède, président, a porté la parole en ces termes :

SIRE,

Le Sénat s'empresse de présenter au pied du trône de V. M. I. et R., l'hommage de ses félicitations sur l'heureuse arrivée de V. M. au milieu de ses peuples.

L'absence de V. M., Sire, est toujours une calamité nationale, sa présence est un bienfait qui remplit de joie et de confiance tout le peuple français.

V. M. I. et R. a posé toutes les bases de l'organisation de son vaste Empire; mais il lui reste encore bien des objets à consolider ou à terminer, et le moindre retard dans le complément de nos institutions est un malheur national.

Pendant que V. M., Sire, était à 800 lieues de sa capitale, à la tête de ses armées victorieuses, des hommes échappés des prisons où votre clémence impériale les avait soustraits à la mort, méritée par leurs crimes passés, ont voulu troubler l'ordre public dans cette grande cité. Ils ont porté la peine de leurs nouveaux attentats.

Heureuse la France, Sire, que sa constitution monarchique met à l'abri des effets funestes des discordes civiles, des haines sanglantes que les partis enfantent, et des désordres horribles que les révolutions entraînent!

Le Sénat, premier conseil de l'Empereur, et dont l'autorité n'existe que lorsque le monarque la réclame et la met en mouvement, est établi pour la conservation de cette

monarchie, et de l'hérédité de votre trône dans notre quatrième dynastie.

La France et la postérité le trouveront dans toutes les circonstances fidele à ce devoir sacré, et tous ses membres seront toujours prêts à périr pour la défense de ce palladium de la sûreté et de la prospérité nationales.

Dans les commencements de nos anciennes dynasties, Sire, on vit plus d'une fois le monarque ordonner qu'un serment solennel liât d'avance les français de tous les rangs à l'héritier du trône; et quelquefois, lorsque l'âge du jeune prince le permit, une couronne fut placée sur sa tête, comme le gage de son autorité future et le symbol de la perpétuité du gouvernement.

L'affection que toute la nation a pour le roi de Rome, prouve, Sire, et l'attachement des français pour le sang de V. M, et ce sentiment intérieur qui rassure chaque citoyen, et qui lui montre dans cet auguste enfant la sûreté des siens, la sauve-garde de sa fortune, et un obstacle invincible à ces divisions intestines, ces agitations civiles et ces bouleversements politiques, les plus grands des fléaux qui puissent affliger les peuples.

Sire, V. M. a arboré les Aigles françaises sur les tours de Moscou. L'ennemi n'a pu arrêter ses succès et contrarier ses projets, qu'en ayant recours aux affreuses ressources des gouvernements despotiques, en créant des déserts sur toutes ses frontieres, en portant l'incendie dans ses provinces, en livrant aux flammes sa capitale, le centre de ses richesses et le produit de tant de siecles.

Ils connaissent mal le cœur de V. M., Sire, ceux qui ont renouvelé cette tactique barbare de leurs sauvages ancêtres. Elle eût volontiers renoncé à des trophés qui devaient coûter tant de sang et de maux à l'humanité.

L'empressement avec lequel on voit arriver de tous les départements de l'Empire, sous les drapeaux de V. M., les nombreux soldats appellés par le sénatus-consulte de Septembre dernier, est un exemple de tout ce que V. M. doit attendre du zele, du patriotisme et de l'ardeur belliqueuse des Français, pour arracher à l'influence de nos ennemis les diverses portions du continent, et pour conquérir une paix honorable et solide.

Que V. M. I. et R., Sire, agrée le tribut de la reconnaissance de l'amour et de l'inviolable fidélité du Sénat et du peuple français.

Sa Majesté a répondu en ces termes :

" Sénateurs,

" Ce que vous me dites m'est fort agréable. J'ai à cœur la gloire et la puissance de la France ; mais mes premières pensées sont pour tout ce qui peut perpétuer la tranquillité intérieure, et mettre à jamais mes peuples à l'abri des déchirements des factions et des horreurs de l'anarchie. C'est sur ces ennemies du bonheur des peuples que j'ai fondé, avec la volonté et l'amour des Français, ce trône auquel sont attachés désormais les destinées de la patrie.

" Des soldats timides et lâches perdent l'indépendance des nations, mais des magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même.

" La plus belle mort serait celle d'un soldat qui périt au champ d'honneur, si la mort d'un magistrat périssant en défendant le souverain, le trône et les lois n'était plus glorieuse encore.

" Lorsque j'ai entrepris la régénération de la France, j'ai demandé à la Providence un nombre d'années déterminé. On détruit dans un moment, mais on ne peut réédifier sans le secours du temps. Le plus grand besoin de l'État est celui de magistrats courageux.

" Nos peres avaient pour cri de ralliement : *Le roi est mort, vive le roi !* Ce peu de mots contient les principaux avantages de la monarchie. Je crois avoir bien étudié l'esprit que mes peuples ont montré dans les différents siecles ; j'ai réfléchi à ce qui a été fait aux différentes époques de notre histoire ; j'y penserai encore.

" La guerre que je soutiens contre la Russie est une guerre politique. Je l'ai faite sans animosité ; j'eusse voulu lui épargner les maux qu'elle-même s'est faits. J'aurais pu armer la plus grande partie de sa population contre elle-même, en proclamant la liberté des esclaves ; un grand nombre de villages me l'ont demandé, mais lorsque j'ai connu l'abrutissement de cette classe nombreuse du peuple russe, je me suis refusé à cette mesure qui aurait voué à la mort et aux horribles supplices bien des familles. Mon armée a essuyé des pertes, mais c'est par la rigueur prématurée de la saison.

" J'agrée les sentiments que vous m'exprimez."

Après cette audience, le Conseil-d'Etat, conduit et introduit dans les mêmes formes, a été présenté à S. M. par S. A. S. le prince archichancelier de l'Empire.

S. Exc. M. le comte Defermon, ministre-d'état, président de la section des finances, a parlé en ces termes :

" SIRE,

" Le premier besoin qu'éprouvent avec tous vos fideles sujets les membres de votre Conseil-d'Etat, est d'apporter aux pieds du trône de V. M. leurs félicitations sur son heureux retour, et de lui exprimer les sentiments de reconnaissance dont ils ont été pénétrés en apprenant que V. M. venait combler par sa présencee les vœux et les espérances de ses peuples.

" Tandis que, pendant l'absence de V. M., nous nous occupions des travaux qu'elle a daigné nous confier, et que tous nos instants étaient consacrés à l'exécution de ses ordres pour le bonheur et la prospérité de l'Empire, nous étions loin de penser qu'aucun Français pût méconnaître les principes sacrés et conservateurs qui nous ont tirés de l'anarchie et doivent à jamais nous en garantir.

" Sire, nous avons vu avec la plus profonde douleur l'attentat commis par un homme en délire, qui par un premier crime constaté, avait déjà mérité une peine que V. M. avait eu la générosité de lui remettre; mais sa tentative n'a servi qu'à prouver à nos anciens ennemis l'inutilité de pareils complots, et à mettre dans un nouveau jour le sincere attachement de tous les fonctionnaires de l'Empire pour la constitution que V. M. lui a donnée. Toutes les parties de l'Empire ont donné la preuve de leur attachement, et tous vos sujets ont rivalisé avec les fonctionnaires publics, de respect pour les principes, et d'attachement à votre personne sacrée et à son auguste dynastie.

" Dieu qui protége la France, la préservera longtemps du plus grand des malheurs; mais dans cette circonstance, tous les cœurs se rallieraient autour du prince qui est l'objet de nos vœux et de nos espérances, et chaque Français renouvellerait à ses pieds ses serments de fidélité et d'amour pour l'Empereur que la constitution appelle à succéder.

" Nous avons été sensibles aux récits que renferme le dernier bulletin de la grande-armée : quelle admiration ne doit pas inspirer le développement du plus auguste caractere

pendant ce mois de périls et de gloire, où les peines du cœur n'ont rien pu ôter à la force de l'esprit ?

" Quel sentiment ne doit pas faire naître chez une nation vraiment généreuse le tableau fidele de ses pertes imprévues, en voyant que le génie tutélaire de la France à su en prévenir les effets et en faire l'occasion d'une gloire nouvelle ? V. M. parut-elle jamais mieux à la hauteur de ses destinées que dans ces moments où la fortune semblait essayer en armant les éléments, de rappeler qu'elle peut être inconstante.

" Que nos ennemis s'applaudissent, s'ils le veulent, des pertes matérielles que nous ont occasionnées la rigueur de la saison et l'âpreté du climat ; mais qu'ils calculent nos forces, qu'ils sachent qu'il n'est point d'efforts et de sacrifices dont, à l'exemple de V. M., la nation française ne soit capable pour réaliser ses glorieux projets.

" Nous ne pouvons, Sire, offrir à V. M., comme tout votre Empire, en reconnaissance de ses travaux et de ses soins paternels, que l'expression de nos sentiments de respect, d'admiration et d'amour. Nous osons espérer que V. M., daignera accueillir cet hommage avec la même bonté dont elle n'a cessé d'honorer la fidélité et le dévouement de son Conseil-d'Etat."

S. M. a répondu en ces termes :

" Conseillers-d'Etat,

" Toutes les fois que j'entre en France, mon cœur éprouve une bien vive satisfaction. Si le peuple montre tant d'amour pour mon fils, c'est qu'il est convaincu par sentiment des bienfaits de la monarchie.

" C'est à l'idéologie, à cette ténébreuse métaphysique qui, en recherchant avec subtilité les causes premieres, veut sur ses bases fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France. Ces erreurs devaient et ont effectivement amené le régime des hommes de sang. En effet, qui a proclamé le principe d'insurrection comme un devoir ? qui a adulé le peuple en le proclamant à une souveraineté qu'il était incapable d'exercer ? qui a détruit la sainteté et le respect des lois, en les faisant dépendre, non des principes sacrés de la justice, de la nature des choses

et de la justice civile, mais seulement de la volonté d'une assemblée composée d'hommes étrangers à la connaissance des lois civiles, criminelles, administratives, politiques et militaires? Lorsqu'on est appelé à régénérer un Etat, ce sont des principes constamment opposés qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur humain; c'est dans l'histoire qu'il faut chercher les avantages et les inconvénients des différentes législations. Voilà les principes que le Conseil-d'Etat d'un grand Empire ne doit jamais perdre de vue, il doit y joindre un courage à toute épreuve, et à l'exemple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr en défendant le souverain, le trône et les lois.

" J'apprécie les preuves d'attachement que le Conseil-d'Etat m'a données dans toutes les circonstances. J'agrée ses sentiments."

Des lettres arrivées le 9, de la côte d'Hollande, par un navire parti le 7 d'Ostende, annoncent que la totalité des troupes françaises, abandonnées si lâchement par leur misérable Empereur, se sont rendues par capitulation aux généraux russes Wittgenstein et Tschitchagoff. Il paraît, à ce qu'on mande, qu'elles avaient été si complétement cernées de toutes parts par l'activité et la vigilance des Russes, qu'il ne leur restait plus d'autre alternative. Leurs provisions étaient totalement épuisées, et depuis plusieurs jours leurs officiers de tous les rangs, les désertaient par douzaines à la fois. On ajoute cependant que les généraux qui étaient restés à la tête de leurs troupes, ont eu l'adresse de se procurer de meilleures conditions que celles qui avaient été accordées aux corps de Davoust et de Ney. On mande qu'ils seront libres, sur parole de ne pas servir du tout pendant la guerre. L'avant-garde de l'armée russe était entrée dans le Duché de Varsovie, ce qui avait obligé toutes les troupes qui se trouvaient dans ce duché, à se concentrer. On y avait ordonné à la hâte de nouvelles levées.

Le capitaine du navire qui apporte ces glorieuses nouvelles, dit qu'on croyait en France que le gouvernement en était en possession mais qu'il ne jugeait pas prudent de les publier. Le silence absolu que les papiers de Paris jusqu'au 4, observent sur les mouvements et la situation de la grande armée, confirme ces nouvelles, ainsi que le retour de nombre d'officiers dont on annonce l'arrivée à Paris, sans faire mention des raisons pour lesquelles ils ont quitté leurs corps. Les dépêches de Lord Cathcart nous informaient que l'on continuerait de poursuivre l'ennemi sans relâche, et conséquemment elles nous préparaient à un semblable résultat. Il est probable que c'est l'armée de Titschagoff qui a détruit ainsi le reste des fuyards.

Bulletin détaillé de la Défaite des Corps de Davoust *et de* Ney, *par le Prince de* Smolensko.

Le général prince Kutusow Smolensko a fait passer à S. M. I. la suite du rapport des opérations des armées depuis le 15 au 19 Novembre.

Le 15 *Novembre*, un corps de l'ennemi de plus de 300 hommes parut en front du bois qui est auprès de la ville de Kobysow. Le régiment d'uhlans polonais et ceux d'infanterie de Kixholm et Polokka l'attaquerent sur trois points, firent 220 prisonniers et taillerent le reste en pieces.

Le général Miloradowitch mande qu'il a attaqué avec ses deux corps l'ennemi fort de 15,000 hommes, composé en grande partie des gardes, sur le grand chemin de Smolensk à Krasnoi, et qu'il a remporté une victoire complete, fait grand nombre de prisonniers, et pris du canon. Le colonel prince Kudaschew en a pris un, les hussards de Sumuka deux, et les chasseurs deux, le colonel Gapile le reste. Une colonne ennemie avec son général s'est rendue prisonniere. Le 16 Novembre, il est arrivé un rapport du général Platow, où l'on voit, qu'en poursuivant l'ennemi il a fait 400 prisonniers, et que le général Grekow a pris deux canons.

L'Empereur Napoléon qui était a Krasnoi avec les gardes, dans la nuit du 15, a fait attaquer le détachement de l'adjudant-général Osharowski par une division des gardes sous le commandement du général Ronguet, forte de 7,000 hommes. Mais cette petite troupe a reçu le nombre supérieur de l'ennemi avec la valeur inhérente aux Russes et l'a mis en déroute ; après quoi les hussards ont chargé, et l'infanterie l'a attaqué à la baïonnette, ce qui lui a causé une perte sévere. Un lieutenant des gardes françaises a été fait prisonnier. Delà, le comte Osharowski s'est rendu à Palkino, et l'ennemi s'est retiré à Krasnoi. Du 17 No-

vembre, le comte Orlow Denissow mande que, le 15, il a attaqué l'ennemi sur différents points, qu'il lui a pris 4 canons, cinquante chariots de bagage, et qu'il a fait 3 généraux prisonniers, savoir le général de division Almera, le brigadier-général baron Burt, et le général Dufour, avec plus de 20 officiers et 420 hommes. Le major-général Barosden mande que, durant les opérations du 16, il a pris 4 canons et fait prisonniers le général Matuschulvilsch, un officier et cent hommes. Le général Miloradowitsch rapporte que le corps du viceroi d'Italie fut attaqué, le 15, par le lieutenant-général Kagadsky, pendant que le lieutenant-général le prince Dolgorveldi le prenait en flanc. Alors l'ennemi réunit toutes ses forces contre l'aile droite du général Rajewski; mais le lieutenant-général Usvarrow qui soutenait celui-ci avec de la cavalerie, attaqua l'ennemi formé en carrés avec les régiments de dragons de Moscou et Kargopol, et le rompit entierement. Le colonel Dawydow, commandant du régiment de Moscou, prit lui-même le général Cor Heiliger qui commandait les deux carrés, prenant aussi deux drapeaux. Le général Chaguesty prit deux canons et un drapeau. L'ennemi a perdu 40 officiers et 1500 prisonniers en tout.

Le prince Kudaschow fut envoyé à l'ennemi pour le sommer de se rendre; celui-ci différant de répondre, l'attaque recommença. Le général Raguesty chassa l'ennemi du grand chemin et le mit en fuite. La nuit suspendit les opérations. Notre corps s'empara des villes de Merlena et Meruleno. Du 12, le général Platow mande que l'arriere-garde du viceroi d'Italie était poursuivie sur la route de Duschwtschina à Swaneka par le régiment d'Attaman, les chasseurs du colonel Kaissarrow et une partie de l'artillerie à cheval, et qu'en route elle a perdu deux canons et mille hommes tués ou blessés. Le lieutenant-général Schepelus mande, du 16, qu'en allant à Moltislawl, il avait appris qu'une troupe de 150 ennemis s'était sauvée de Mohilow, et qu'ayant détaché contre elle un parti de cosaques, ceux-ci en avaient tué 100 et fait 11 prisonniers.

L'adjudant-général baron Korff écrit, en date du 16, que le régiment des dragons de Pskow a attaqué l'ennemi trois fois, l'a battu et lui a fait prisonniers sept officiers et 500 soldats.

Les cosaques ont aussi fait des prisonniers dont le nombre en tout est de 912 hommes. Quand l'ennemi traversait le Dnieper, le major-général Karpow attaqua plu-

sieurs régiments de sa cavalerie, sur la route de Krasnoi, lui fit 300 prisonniers et prit trois étendards. L'armée marche, par le chemin le plus court, à Krasnoi pour couper l'ennemi de la route: et, le 17, elle a quitté sa position à Schilowo pour attaquer son arrière-garde. Du 16, le général Ostermann mande qu'il a attaqué, près de Kolysi, les colonnes de l'ennemi qui débouchaient des bois, et qu'il leur a fait 824 prisonniers.

Le général Miloradowitch, avec le 2e et le 7e corps d'infanterie et le 1er de cavalerie, se tenant caché près du grand chemin qui mene à la ville de Merlino, a permis au corps du maréchal Davoust de menacer Krasnoi. En même temps, le 3e corps et la 2de division des cuirassiers, formant le centre de l'armée, sous les ordres du prince Golitzyn, se sont aussi avancés du même côté. L'ennemi, voyant ces troupes, a fait halte hors de la ville, et s'est disposé à la bataille. Alors notre artillerie a fait feu de tous côtés. Notre corps d'armée était composé du 6e, 8e et 5e corps et de la 1ere division des cuirassiers; et notre avant-garde, des troupes légeres du major-général Berosdin, des cuirassiers de la garde de V. M. I. de trois bataillons des gardes du corps de Finlande, sous les ordres du major-général baron Rosen. Tout cela s'est mis en mouvement sous le général Tonnassow pour tourner la ville de Krasnoi, quand on a été sur le grand chemin d'Orscheska, malgré les défilés, on s'est formé derriere la ville de Dobroga, afin d'y couper la retraite à l'armée ennemie composée du corps du maréchal Davoust et de celui du viceroi d'Italie, avec une partie des gardes, sous le commandement de l'Empereur Napoléon en personne. Dans ce moment, le général Miloradowitsh a serré l'arriere-garde de l'ennemi, pendant que le prince Galitzin lui donnait de l'occupation au centre; le général Tonnassow qui lui avait coupé le chemin l'inquiétait à l'issue de la ville de Krasnoi. Cette fâcheuse situation de l'ennemi l'a forcé à un parti désespéré. Il s'est formé en colonnes serrées, cherchant à se faire jour au travers de l'avant-garde, sous le baron Rosen; mais il a été battu à plate couture par les chasseurs des gardes et les gardes de Finlande, soutenus de deux escadrons du corps de cuirassiers de Votre Majesté. La seconde colonne de l'ennemi, voulant enlever l'artillerie du prince Galitzin, a été battue par la seconde division des cuirassiers et l'infanterie royale. Le premier régiment de voltigeurs des gardes françaises a été entiérement détruit. Le général Miloradowitsch a fait-

également souffrir une grande perte à l'ennemi. De cette manière, écrasé sur tous les points, il a eu recours à la fuite, se jetant à travers les bois, dans le plus grand désordre, et espérant y trouver son salut, mais ici les troupes légères sous Osharowski et Borosdin ont achevé sa déconfiture. Après l'action, l'armée s'est portée auprès de la ville de Dobraja, sur le grand chemin d'Orchaska. Sans parler des tués et blessés, la perte faite par l'ennemi dans cette journée consiste en deux généraux, 58 officiers, 9170 hommes prisonniers, et 70 canons, avec trois drapeaux, trois étendards et un bâton de maréchal. Pendant la mêlée, l'Empereur Napoléon, sans attendre la fin de la bataille, a eu le bonheur de s'évader à travers les bois, et d'arriver à Liody, sur le Dnieper, où plusieurs témoins respectables, entre autres un major et un lieutenant russes qui le même jour, sont parvenus à se délivrer eux-mêmes du nombre des prisonniers, l'ont vu arriver avec une petite suite montée sur des chevaux absolument sur les dents. Une partie de la garnison de Liody s'est aussitôt mise sous les armes. Il est resté ainsi dans cet endroit jusqu'à minuit, et alors il a continué sa route vers Dobrowna, se faisant escorter. Une chose particulièrement remarquable dans cette journée mémorable, c'est que Napoléon, ce commandant accoutumé à vaincre depuis vingt ans, et le maréchal Davoust son camarade, se soient retirés Dobrowna, sans s'arrêter à Liody, oubliant entièrement le corps du maréchal Ney qui, après avoir ramassé tous les plus petits corps et la garnison de Smolensk, avait encore 30,000 hommes et 100 pieces de canon. Ce corps considérable, coupé par l'armée russe, oublié de cette manière, a été ainsi laissé à notre discrétion. Près de Liody, le général Borosdin en est venu aux mains avec l'ennemi, l'en a chassé, et lui a pris cinq canons. Le 18 Novembre, dans l'après-midi les Cosaques ont aperçu le corps du général Ney qui, par les opérations de la bataille précédente, était séparé de la grande armée française, marchant de Smolensk sur Krasnoi pour se faire jour au travers de notre armée. Soutenu du 8e corps, le général Miloradowitsch, a attendu qu'il s'approchât. Un brouillard épais nous a empêché de reconnaître la force de l'ennemi qui est venu à la portée du canon à mitraille, et s'est jeté en désespéré sur nos bateries, malgré le feu qu'elles vomissaient. A la distance de 250 pas, il en a essuyé la volée la plus terrible à mitraille. Pendant que cela se passait ainsi, le major-général Paschkeutch, attaquant à la gauche,

Il eut d'abord en vue la possibilité d'assembler dans la Manche une force navale assez considérable, pour que, combinée avec une nombreuse flotille, il pût débarquer en Angleterre une armée qu'il jugerait suffisante pour subjuguer ce pays; et par la conquête de la Grande-Bretagne il espérait réaliser son projet d'empire universel.

L'adoption d'un système vaste de défense intérieure, des mesures de prévoyance, et la valeur des flottes et armées de Sa Majesté, firent entierement échouer ce dessein; et les forces navales de la France furent, après les défaites les plus signalées, obligées de se retirer de l'océan.

On tenta ensuite d'effectuer le même objet par d'autres moyens. On mit en avant un système, par lequel le Dominateur de la France espérait anéantir le commerce de la Grande-Bretagne, ébranler son crédit public et détruire son revenu; rendre inutile sa supériorité maritime, et se prévaloir de son ascendant continental de maniere à se constituer en grande mesure l'arbitre de l'océan, nonobstant la destruction de ses flottes.

Dans cette vue, il déclara par le Décret de Berlin, suivi de celui de Milan, que les territoires britanniques étaient en état de blocus, et que tout commerce ou même toute correspondance avec la Grande-Bretagne étaient prohibés. Il décréta que tout bâtiment ou cargaison qui serait entré, ou aurait été rencontré se rendant, dans un port britannique, ou qui, dans quelque circonstance que ce fût, aurait été visité par un bâtiment de guerre britannique, serait de bonne prise; il déclara toutes les marchandises et denrées britanniques, en quelque endroit qu'elles fussent trouvées, et de quelque maniere qu'elles eussent été acquises, où venant de la mere-patrie ou de ses colonies, sujettes à confiscation; il déclara en outre que le pavillon de tous les navires neutres qui seraient trouvés en contravention à ces décrets, serait dénationalisé; et il donna à ce projet de Tyrannie universelle le nom de Système Continental.

La France essaya en vain de faire poser sur la conduite préalable du Gouvernement de Sa Majesté, la justification de ces tentatives de ruiner le commerce de la Grande-Bretagne par des moyens subversifs des droits les plus clairs des nations neutres.

Dans un état de provocation aussi extraordinaire, Sa Majesté s'était abstenue de prendre aucune mesure que les regles ordinaires du Droit des Gens n'autorisassent pas com-

plétement. Jamais la supériorité maritime d'un belligérant sur son ennemi ne fut plus complete et plus décidée. Jamais belligérant opposé ne fut par son pouvoir et par sa politique plus formidable et plus dangereux pour les libertés de toutes les autres nations. La France avait déjà foulé aux pieds si ouvertement et si systématiquement les droits les plus sacrés des puissances neutres, qu'on aurait été autorisé à la mettre elle-même hors des nations civilisées. Dans ce cas extrême cependant, la Grande-Bretagne avait fait de sa supériorité navale un usage tel que son ennemi ne pouvait trouver lieu à aucun juste sujet de plainte; et afin de donner à ces décrets effrénés l'apparence de représailles, le Dominateur de la France fut obligé d'avancer des principes de loi maritime qui n'étaient sanctionnés par aucune autre autorité que sa volonté arbitraire.

Les prétextes de ces décrets furent, d'abord, que la Grande-Bretagne avait exercé les droits de guerre contre des personnes privées, leurs navires et marchandises; comme si le seul objet d'hostilité légitime sur l'océan était les propriétés publiques d'un état; ou comme si les édits et les Cours de la France elle-même n'avaient pas mis dans tous les temps ce droit en vigueur avec une rigueur particuliere; en second lieu, que les Ordres britanniques de blocus, au lieu de se borner à des villes fortifiées, avaient, ainsi que la France l'avançait, été illégalement étendus à des villes et ports de commerce et aux embouchures de rivieres; et troisiemement, qu'ils avaient été appliqués à des places et à des côtes qui n'étaient, ni ne pouvaient être actuellement bloquées. La derniere de ces accusations n'est point fondée en fait; tandis que les autres, même de l'aveu du gouvernement Américain, sont tout-à-fait dénuées de fondement en point de loi.

Sa Majesté appela et protesta contre tous ces décrets; elle somma les Etats-Unis d'assurer leurs propres droits, et de revendiquer leur indépendance, ainsi attaquées et menacées; et comme la France avait déclaré qu'elle confisquerait tout bâtiment qui toucherait dans la Grande Bretagne, ou qui serait visité par des vaisseaux de guerre Britanniques, Sa Majesté ayant publié préalablement l'Ordre de Janvier 1807 comme un acte de représailles mitigées, fut à la fin forcée par la violence continuelle de l'ennemi, et l'acquiescement continu des puissances neutres, à faire retomber sur la France, d'une maniere plus efficace, la mesure de sa propre injustice, en déclarant, dans un Ordre en Conseil, portant la date du 11

Novembre, 1807, qu'aucun bâtiment neutre n'eût à se rendre en France, ou dans aucun des pays d'où le commerce Britannique était exclus en vertu des arrêts de la France, sans avoir touché auparavant à un port de la Grande-Bretagne ou de ses dépendances. En même temps, Sa Majesté annonça qu'elle était prête à rappeler les Ordres en Conseil, dès que la France rapporterait ses Décrets, et en reviendrait aux principes accoutumés de la guerre maritime; et à une époque subséquente, Sa Majesté voulant donner une preuve du désir sincere qu'elle avait d'accomoder, autant que possible, ses mesures de défense à la convenance des Puissances neutres, l'action des Ordres en Conseil fut bornée par un Ordre rendu au mois d'Avril, 1809, au blocus de la France et des pays soumis à sa domination immédiate.

Des systêmes de violence, d'oppression et de tyrannie ne peuvent jamais être éteints ni même réprimés, si la puissance contre laquelle s'exerce une telle injustice est privée du droit de représailles complettes et adéquates; ou si les mesures de la puissance qui exerce ces représailles, doivent être considérées comme de justes sujets d'offense envers les nations neutres, tandis que les mesures d'agression et de violence originale devront être tolérées avec indifférence, soumission ou complaisance.

Le Gouvernement des Etats-Unis ne manqua pas de faire des représentations contre les Ordres en Conseil de la Grande-Bretagne. Quoiqu'il sût que ces Ordres seraient révoqués si les Décrets de la France, qui les avaient occasionnés, étaient rapportés, il résolut, au même moment, de résister à la conduite des deux belligérants, au lieu de demander à la France, en premier lieu, de révoquer ses Décrets. Appliquant de la maniere la plus injuste la même mesure de ressentiment à l'agresseur et à la partie lésée, il adopta des mesures de résistance commerciale contre l'un et l'autre—systême de résistance qui, quoique transformé successivement en divers actes d'Embargo, de Non-Importation et de Non-Intercourse, était évidemment inégal dans ses effets, et était principalement dirigé contre le commerce prépondérant et le pouvoir maritime de la Grande-Bretagne.

On peut observer la même partialité envers la France, dans les négociations du Gouvernement Américain, ainsi que dans ses prétendues mesures de résistance.

On s'adressa aux deux puissances belligérantes, pour en obtenir la révocation de leurs édits respectifs; mais il y

avait dans les termes de cette demande une énorme différence.

On ne demandait à la France que la simple révocation des Décrets de Berlin et de Milan, quoique beaucoup d'autres édits, essentiellement contraires au commerce neutre des Etats-Unis, eussent été promulgués par cette puissance. On ne demandait aucune sécurité pour que, si les décrets de Berlin et de Milan étaient révoqués, ils ne fussent jamais rétablis sous aucune autre forme : et le Gouvernement Américain s'engageait formellement, si cette révocation avait lieu, à prendre part à la guerre contre la Grande-Bretagne, si la Grande-Bretagne ne révoquait pas sur-le-champ ses Ordres en Conseil ; tandis que l'on n'offrait aucun engagement correspondant à la Grande-Bretagne, à qui l'on demandait, non-seulement que les Ordres en Conseil fussent rappelés, mais encore qu'il n'en fût émis aucun autre d'une semblable nature, et que le blocus du mois de Mai, 1806, fût également abandonné. Ce blocus avait été établi et suivi selon la pratique et l'usage, et les Etats-Unis n'y firent aucune objection dans le temps qu'il fut prononcé ; les clauses, au contraire, en furent représentées par le Ministre Américain alors résidant à Londres, comme dressées de maniere à prouver, selon son opinion, les dispositions amicales du Cabinet Britannique envers les Etats-Unis.

Ainsi l'on demandait à la Grande-Bretagne d'abandonner un de ses droits maritimes les plus importants ; en reconnaissant l'Ordre de blocus en question, comme un des édits qui portaient atteinte au commerce des Etats-Unis, quoiqu'il n'eût jamais été considéré sous ce point de vue dans les négociations antérieures ; et quoique le Président des Etats-Unis eût récemment consenti à abroger l'acte de Non-Intercourse à la seule condition que les Ordres en Conseil seraient révoqués, admettant par-là que ces Ordres étaient les seuls édits qui entraient dans la loi d'après laquelle il agissait.

Une proposition aussi hostile envers la Grande Bretagne ne pouvait être que proportionnellement favorable aux prétentions de l'ennemi. En alléguant ainsi que le blocus du mois de Mai 1806 était illégal, le Gouvernement Américain justifiait virtuellement, et autant que cela dépendait de lui, les Décrets de la France.

Après que cette proposition eût été faite, le Ministre des Affaires Etrangeres de France, agissant, sinon de concert avec ce Gouvernement, au moins conformément à ses vues,

annonça dans une dépêche datée du 5 Août, 1810, et adressée au Ministre Américain résidant à Paris, que les Décrets de Berlin et de Milan étaient révoqués, et que leur effet cesserait à dater du 1er Novembre suivant, pourvu que Sa Majesté révoquât ses Ordres en Conseil, et renonçât aux nouveaux principes de blocus; ou que les Etats-Unis fissent respecter leurs droits, entendant par-là qu'ils devaient résister aux mesures de représailles de la Grande-Bretagne.

Quoique la révocation des Décrets Français ainsi annoncée, dépendît évidemment ou de concessions à faire par la Grande-Bretagne, (concessions auxquelles il était clair que la Grande Bretagne ne pouvait pas se soumettre) ou de mesures à adopter par les Etats Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis regarda tout-à-coup la révocation comme une chose absolue. Sous ce prétexte, l'acte de Non-Importation fut mis rigoureusement en force contre la Grande-Bretagne, tandis que les bâtiments de guerre et les navires marchands de l'ennemi étaient reçus dans les ports d'Amérique.

Le Gouvernement Américain regardant la révocation des Décrets Français comme absolue et effective, demanda très-injustement à la Grande-Bretagne de révoquer conformément à ses déclarations, ses Ordres en Conseil. Le Gouvernement Britannique nia que la révocation, qui était annoncée dans la lettre du Ministre des Affaires Etrangeres de France, fût de nature à devoir satisfaire la Grande-Bretagne; et afin de s'assurer du véritable caractère de la mesure adoptée par la France, le Gouvernement des Etats-Unis fut requis de produire l'acte en vertu duquel la révocation prétendue des Décrets Français avait eu lieu. Si ces Décrets étaient réellement révoqués, un tel acte devait exister, et il était impossible de donner aucune raison satisfaisante pour le soustraire.

Enfin, le 21 Mai, 1812, et pas plus tôt, le Ministre Américain à Londres, produisit une copie, ou au moins ce qu'on prétendait être une copie de cet acte.

Cette copie portait la date du 28 Avril, 1811, époque de beaucoup postérieure à la dépêche du Ministre des Affaires Etrangeres de France du 5 Août, 1810, et même au jour y nommé, où devait cesser l'effet des Décrets Français, c'est-à-dire : le 1er Novembre suivant. Cet acte déclarait expressément que les Décrets Français étaient révoqués en conséquence de ce que la Législature Américaine avait, par son acte du 1er Mars, 1811, ordonné que les bâtiments

et marchandises Britanniques seraient exclues des ports et hâvres des Etats-Unis.

Par cet acte, le seul document que l'Amérique ait produit comme la révocation des Décrets Français, il paraît, sans qu'il soit possible d'élever un seul doute ou la plus légère contestation, que la prétendue révocation des Décrets Français était conditionnelle, ainsi que la Grande-Bretagne l'avait assuré, et non point absolue et finale, ainsi que l'Amérique l'avait soutenu : qu'ils n'avaient point été rappelés au temps où le Gouvernement Américain avait dit qu'ils l'avaient été: qu'ils n'avaient point été rappelés d'après une proposition faite simultanément aux deux Belligérants, mais en conséquence d'un acte préalable fait par le Gouvernement Américain, en faveur d'un Belligérant au préjudice de l'autre ; que le Gouvernement Américain ayant adopté des mesures de restriction contre le commerce des deux Belligérants, en conséquence d'édits rendus par les deux, avait révoqué ces mesures en tant qu'elles affectaient le pays qui était l'agresseur, tandis qu'il leur donnait tout leur effet contre la partie lésée ; quoique les édits des deux puissances continuassent d'être en force ; et enfin qu'ils excluaient les bâtiments de guerre appartenant à un Belligérant, tandis qu'ils admettaient dans leurs ports et hâvres les bâtiments de guerre appartenant à l'autre, au mépris d'un des devoirs les plus simples et les plus essentiels d'une nation neutre.

Quoique l'acte ainsi produit ne fût en aucune manière cette révocation générale et sans conditions des Décrets de Berlin et de Milan, que la Grande-Bretagne avait continuellement demandée, et qu'elle avait le droit de réclamer ; et quoique cet acte, considérant toutes les circonstances de son apparition dans ce moment-là, pour la première fois, donnât ouvertement lieu de soupçonner fortement son authenticité ; cependant comme le Ministre des Etats-Unis le présentait comme étant une copie de l'acte de révocation, le Gouvernement de la Grande-Bretagne, jaloux d'en revenir, s'il était possible, aux anciens principes accoutumés de la guerre de mer, se détermina à révoquer conditionnellement les Ordres en Conseil. En conséquence, au mois de Juin dernier, il plut à Son Altesse Royale le Prince Régent de déclarer en Conseil, au nom et de la part de Sa Majesté, que les Ordres en Conseil seraient révoqués, en tant qu'ils regardaient les navires et les propriétés des Etats-Unis, à dater du 1er Août

suivant. Cette révocation devait continuer d'être en force, pourvu que le Gouvernement des Etats-Unis rappelât, dans un temps qui aurait été limité, ses lois restrictives contre le commerce Britannique. Il fut ordonné expressément au Ministre de Sa Majesté en Amérique de déclarer au Gouvernement des Etats-Unis, " Que cette mesure avait été " adoptée par le Prince Régent, avec le vif désir et dans " l'espoir, ou que le Gouvernement de France, en se relâ- " chant de son système, pourrait rendre inutile à la Grande- " Bretagne de persévérer dans des mesures de représailles, " ou que si cet espoir était déçu, le Gouvernement de Sa " Majesté, pourrait, dans l'absence de tous réglements res- " trictifs et irritants de part et d'autre, être à même d'avoir " avec le Gouvernement des Etats-Unis des explications " amicales, afin de s'assurer si, dans le cas où la nécessité " des mesures de représailles continuerait malheureusement " à se faire sentir, il serait possible de rendre les mesures " que la Grande Bretagne aurait à prendre, plus agréables " au Gouvernement Américain, que celles qui avaient été " suivies jusques-là."

Afin de pourvoir à l'événement possible d'une déclaration de guerre de la part des Etats-Unis, avant l'arrivée en Amérique dudit Ordre de révocation, il fut envoyé au Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté, accrédité auprès des Etats-Unis, des instructions (dont l'exécution fut confiée, à une époque subséquente, à l'amiral Sir John Borlase Warren, en conséquence de la discontinuation des fonctions de M. Foster), par lesquelles il lui était enjoint de proposer une cessation d'hostilités, si elles avaient commencé, et d'offrir en outre le rappel simultané des Ordres en Conseil d'un côté, et de l'autre des lois restrictives sur les navires et le commerce Britanniques.

Ils étaient aussi respectivement autorisés à informer le Gouvernement Américain, en réponse à toutes les demandes qui seraient faites relativement au blocus de Mai 1806, tandis que le Gouvernement Britannique continuerait de maintenir sa légalité, " Que par le fait, ce blocus particu- " lier avait déjà été discontinué depuis un certain temps, " ayant été fondu dans le blocus général, par représailles, des " ports de l'ennemi en vertu des Ordres en Conseil, et que le " Gouvernement de Sa Majesté n'avait aucune intention d'a- " voir recours à ce blocus, ni à aucun autre des blocus des " ports de l'ennemi, fondé sur les principes d'usage de la loi

" maritime, qui étaient en force antérieurement aux Ordres " en Conseil, sans en donner de nouveau notice aux puis- " sances neutres dans la forme accoutumée."

Le Gouvernement Américain, même avant de recevoir avis de la marche que le Gouvernement Britannique avait adoptée, en était venu dans le fait à la mesure extrême de déclarer la guerre, et d'accorder des lettres de marque, quoiqu'il fût déjà en possession du rapport du Ministre des Affaires Etrangeres de France, du 12 Mars 1812, dans lequel les Décrets de Berlin et de Milan étaient promulgués de nouveau comme lois fondamentales de l'Empire Français, sous le prétexte faux et extravagant que les principes monstrueux qui y étaient contenus, se trouvaient dans le traité d'Utrecht, et étaient conséquemment obligatoires pour tous les Etats. Aucune nation qui n'acceptait pas ce code, non-seulement comme regle de sa propre conduite, mais encore comme une loi qu'elle était tenue de faire observer de force à la Grande Bretagne, ne devait être exempte des peines qui y étaient stipulées.

Dans un manifeste qui accompagnait la déclaration d'hostilités du Gouvernement Américain, ce Gouvernement mettait en avant, outre ses anciennes plaintes contre les Ordres en Conseil, une longue liste de griefs, dont quelques-uns étaient en eux-mêmes fort insignifiants, dont d'autres avaient déjà été mutuellement ajustés, mais dont aucun n'avait encore été allégué auparavant par le Gouvernement Américain comme de nature à servir de motifs de guerre. Et comme pour opposer de nouveaux obstacles à la paix, le Congrès Américain passa dans le même temps une loi prohibant toute relation avec la Grande Bretagne, d'une teneur telle qu'elle ôtait au Gouvernement Exécutif, suivant la maniere dont le Président lui-même interprétait cet acte, tout pouvoir de rétablir les relations d'amitié entre les deux états, au moins pour ce qui concernait celles du commerce, jusqu'à ce que le Congrès ne se ré-assemblât. Le Président des Etats-Unis a, à la vérité, proposé depuis un armistice à la Grande Bretagne; non pas, cependant, en admettant que la cause de la guerre sur laquelle on s'était appuyé, était mise de côté; mais bien sous la condition que la Grande Bretagne, comme démarche préliminaire, ferait disparaître une cause de guerre qu'on mettait alors en avant pour la premiere fois; c'est-à-dire, qu'elle renoncerait à exercer le droit incontestable de visite qu'elle a, afin de rechercher et

de saisir à bord des bâtiments marchands Américains les matelots Britanniques, sujets nés et naturels de Sa Majesté : et cette condition était exigée sous la seule assurance que la législature des Etats-Unis ferait des lois pour empêcher ces matelots d'entrer à leur service ; mais indépendamment de l'objection naturelle qu'il y a à accorder à une puissance étrangere une confiance exclusive pour la conservation d'un intérêt aussi vital, l'agent qui était chargé de cette ouverture, n'offrait et ne pouvait offrir aucune explication ni sur les principes sur lesquels ces lois devaient être fondées, ni sur les clauses que l'on proposait d'y insérer. Cette proposition ayant été refusée, il en fut fait une seconde, par laquelle on offrait de nouveau un armistice, pourvu que le Gouvernement Britannique voulût stipuler secretement qu'il renoncerait à l'exercice de ce droit dans un traité de paix. On ne demandait point un abandon immédiat et formel de son exercice, comme condition préliminaire d'une cessation d'hostilités ; mais on demandait à Son Altesse Royale le Prince Régent, au nom et de la part de Sa Majesté, d'abandonner secretement ce que dans la premiere ouverture on lui avait proposé d'accorder publiquement.

Cette proposition si offensive fut aussi rejetée, étant accompagnée, ainsi que la premiere l'avait été, d'autres demandes de la nature la plus récusable, et spécialement d'une indemnité pour tous navires Américains détenus et condamnés en vertu des Ordres en Conseil, ou de ce qui était appelé blocus illégaux ; accéder à ces demandes, indépendamment de toute autre objection, aurait été à peu près faire l'abandon absolu des droits sur lesquels ces Ordres et ces blocus étaient fondés.

Si le Gouvernement Américain avait été sincere en représentant les Ordres en Conseil comme le seul sujet de différend entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui fût de nature à mener à des hostilités ; on aurait pu s'attendre que dès que la révocation de ces Ordres lui aurait été annoncée officiellement, il aurait retiré spontanément ses "Lettres de Marque," et manifesté quelque disposition à rétablir aussitôt les relations de paix et d'amité entre les deux puissances.

Mais la conduite du Gouvernement des Etats-Unis ne répondit d'aucune maniere à une attente aussi raisonnable.

L'Ordre en Conseil du 23 Juin ayant été communiqué officiellement en Amérique, le Gouvernement des Etats-

Unis ne vit dans la révocation des Ordres en Conseil, rien qui pût en lui-même rétablir la paix, à moins que la Grande-Bretagne ne fût prête, de prime abord, à renoncer effectivement au droit de presser ses propres matelots, quand ils seraient trouvés à bord des navires marchands Américains.

La proposition d'un armistice, et celle du rappel simultané des mesures restrictives de part et d'autre, que fit subséquemment l'officier commandant des forces navales sur la côte d'Amérique, furent accueillies par le Gouvernement Américain avec le même esprit d'hostilité. Dans la correspondance qui eut lieu à cette occasion, on insista sur la suspension de la presse des matelots Anglais à bord des navires Américains, comme préliminaire nécessaire pour la cessation des hostilités. On disait qu'il pouvait y avoir une négociation sans suspendre l'exercice de ce droit, et de même sans qu'il yeût aucun armistice de conclu; mais on demandait que la Grande-Bretagne consentît préalablement, et sans avoir la moindre connaissance si le système qui pouvait être substitué serait suffisant, à négocier sur la base qu'elle adopterait les réglements législatifs d'un Etat étranger, comme le seul équivalent de l'exercice d'un droit qu'elle a senti être essentiel au maintien de son pouvoir maritime.

Si l'Amérique, en demandant cette concession préliminaire, entend nier la validité de ce droit, la Grande-Bretagne ne peut acquiescer à ce déni, ni ne donnera le moindre appui à une telle prétention, en accédant à la suspension, beaucoup moins à l'abandon, d'un tel droit, comme base d'un traité. Si le Gouvernement Américain a imaginé, ou croit qu'il puisse imaginer, des réglements qui pourront être acceptés avec sûreté par la Grande-Bretagne, comme un substitut à l'exercice du droit en question, c'est à lui à présenter un tel plan afin qu'il soit pris en considération. Le Gouvernement Britannique n'a jamais cherché à exclure cette question du nombre de celles sur lesquelles les deux Etats pourraient avoir à négocier. Il a au contraire uniformement professé qu'il était prêt à recevoir toutes les propositions à ce sujet qui viendraient de la part du Gouvernement Américain. Il n'a jamais avancé, quant à la presse des matelots Britanniques à bord des navires Américains, aucun droit exclusif qu'il ne fût pas prêt à reconnaître, comme appartenant également au Gouvernement des Etats-Unis, par rapport aux matelots Américains qui seraient trouvés à bord des bâtimens Britanniques. Mais en accédant de prime abord à une base semblable, il ne peut aussi

bles, le Gouvernement Américain a tout aussi peu de droit à soulever l'affaire de la Chesapeak. L'agression, dans cette occasion, de la part d'un officier Britannique, fut reconnue, sa conduite fut désapprouvée, une réparation fut offerte dans les regles par M. Foster, de la part de Sa Majesté, et acceptée par le Gouvernement des Etats-Unis.

Ce même Gouvernement n'a pas plus de droit à faire allusion à la mission de M. Henry; mission entreprise sans l'autorité, et même sans la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté, et que M. Foster fut autorisé formellement officiellement à désavouer.

L'accusation d'avoir excité les Indiens à des mesures offensives contre les Etats-Unis est également dénuée de fondement. Avant que la guerre ne commençât, il avait été suivi constamment une politique tout-à-fait opposée, et M. Foster en offrit la preuve au Gouvernement Américain.

Telles sont les causes de la guerre qui ont été mises en avant par le Gouvernement des Etats-Unis. Mais on trouvera la véritable origine de la contestation actuelle dans l'esprit qui a malheureusement animé depuis long-temps les conseils des Etats-Unis; dans leur partialité marquée en faveur et en aidant la tyrannie agressive de la France; dans leurs efforts systématiques pour enflammer le peuple Américain contre les mesures défensives de la Grande Bretagne; dans leur conduite sans générosité envers l'Espagne, l'allié intime de la Grande Bretagne, et dans leur désertion honteuse de la cause des autres nations neutres. C'est parce que de tels conseils ont prévalu, que l'on a assemblé la politique de l'Amérique avec celle de la France, et qu'on l'a liguée dans une guerre avec la Grande Bretagne.

Et quelle était la conduite de la France envers l'Amérique, lorsque le gouvernement des Etats-Unis se prêtait ainsi à l'ennemi? La violation avec mépris du Traité de Commerce de l'an 1800 entre la France et les Etats-Unis; la saisie perfide de tous les navires et cargaisons Américaines dans tous les ports soumis à l'influence des armes Françaises; les principes tyranniques des Décrets de Berlin et de Milan, et les confiscations qui eurent lieu en conséquence; les condamnations subséquentes en vertu du décret de Rambouillet, antidaté ou caché afin de le rendre plus efficace; les réglements du commerce Français qui rendent le commerce des Etats-Unis avec la France presque illusoires; le brûlement en mer de leurs bâtiments marchands long-temps après le prétendu rappel de Décrets Français,

—tous ces actes de violence de la part de la France ne produisent de celle du Gouvernement des Etats-Unis que des plaintes qui se terminent par l'acquiescement et la soumission, ou qui sont accompagnées de suggestions pour mettre la France à même de donner l'apparence d'une forme légale à ses usurpations, en les convertissant en réglements municipaux.

Cette disposition de la part du Gouvernement des Etats-Unis; cet asservissement complet au Dominateur de la France; ce caractere hostile envers la Grande-Bretagne—se montrent à découvert dans presque toutes les pages de la correspondance officielle du Gouvernement Américain avec le Gouvernement Français.

Le Prince Régent proteste solennellement contre l'ensemble de cette conduite, qui est la véritable cause de la guerre actuelle. Tandis que Son Altesse Royale luttait avec la France, pour la défense, non-seulement des libertés de la Grande-Bretagne mais encore de celles du monde, elle avait droit de s'attendre à un résultat bien différent. Par leur origine commune, par leurs intérêts communs, par les principes de liberté et d'indépendance qu'ils professent, les Etats-Unis étaient la derniere puissance, chez laquelle la Grande-Bretagne pouvait s'attendre à trouver un instrument volontaire et un fauteur de la Tyrannie Française.

Frustré dans sa juste attente, le Prince Régent n'en poursuivra pas moins la politique que le Gouvernement Britannique a si long-temps et si invariablement maintenue, en repoussant l'injustice et en soutenant les droits généraux des nations; et moyennant la grâce de la Providence, comptant sur la justice de sa cause et sur la loyauté et la fermeté éprouvées de la Nation Britannique, Son Altesse Royale espere avec confiance une issue heureuse de la guerre dans laquelle elle a ainsi été obligée de s'engager avec la plus grande répugnance.

Westminster, 9 *Janvier*, 1813.

Tableau de l'Importation des principales Denrées Coloniales dans le Port de Londres, pendant le courant de l'Année 1812. Tiré des Sources les plus authentiques.

NOMS DES COLONIES.	Nomb. des Navires.	SUCRE.		CAFE.		COTON.
		Bariques	Caisses	Bariques	Sacs	Balles
Jamaïque	9	2213		135	573	
Surinam, Demerary et Berbice	9	3372		287	386	450
Martinique et Guadeloupe	1	198		153		254
Dominique, Barbade, Trinité, etc.	2	584				
Brésil, Havanne et Porto Rico	4		525			4234
Total, quartier de Janvier	25	7307	525	575	4379	4747
Jamaïque	47	19242		2046	82	318
Surinam, Demerary et Berbice	27	9334		3097	24470	2856
Martinique et Guadeloupe	9	4936		1431	109	64
Dominique, Barbade, Trinité, etc.	67	34045		386	1987	2820
Brésil, Havanne et Porto-rico	21		58			12998
Total, quartier d'Avril	171	67577	58	9460	26648	18251
Jamaïque	113	43888		2721	1459	216
Surinam, Demerary et Berbice	27	6441		3551	18328	2128
Martinique et Guadeloupe	6	3379		1225		313
Dominique, Barbade, Trinité, etc.	79	41044		1622	430	3135
Brésil, Havanne et Porto-rico.	8		567	65	1284	7634
Total, quartier de Juillet	233	106752	567	16184	21501	13426
Jamaïque	34	9343		3863	607	381
Surinam, Demerary et Berbice	7	1693		249	5874	642
Martinique et Guadeloupe	2	860		232		
Dominique, Barbade, Trinité, etc.	16	6401		1843	3478	561
Brésil, Havanne et Porto-rico	7					2874
Total, quartier d'Octobre	66	18316		7187	9954	4469

RÉCAPITULATION *du Sucre et du Café.*

1er quartier finissant le 31 Mars	25	7307	525	575	4379
2d quartier le 30 Juin	171	67577	58	8460	26648
3e quartier le 30 Septembre	233	106752	567	16184	21501
4e quartier le 31 Décembre	66	18216		7187	9954
Total des Importations	495	199852	1150	32406	62482
Restant en magasin au 31 Décembre, 1811		125497	19760	65675	420510
Grand Total, 1812		325329	20910	98081	482992
Restant en magasin le 31 Décembre, 1812		99982	9070	52850	268868
Importations de 1811	483	160378	7120	24048	150205
Restant de 1810		91866	19557	50561	321499
Grand Total, 1811	483	252244	26677	74609	471704

Fonds du Sucre et du Café qui existait le 31 *Décembre dans les Magasins.*

Colonies Anglaises.

51525 Barriques } de sucre.
11783 Tiergons. }
2679 Quarts. }

46901 Boucauds et barils } de café.
137891 Sacs }

Colonies Etrangeres.

28452 Barriques. } de sucre.
2205 Tiercons. }
5243 Quarts }
9079 Caisses de sucre Havane.

5949 Boucauds } de café.
131047 Sacs. }

Denrées de la Martinique et de la Guadeloupe.

Prix Courants du 7 Janvier, 1818.

1ere qualité | Troisieme 68 à 72sh. | Petits 56 à 59sh. | Communs 44 à 46sh. | Brut 36 à 38sh. | Cacao 69 à 70sh. | Rum 2s 6d. à 3sh.
Seconde 74 à 76sh. | Quatrieme 60 à 65sh. | Terrés 48 à 45sh. | Têtes 38 à 42sh. | Coton 18 à 20d. | Café 65 à 90sh.

Il va partir au premier moment une flotte de 19 vaisseaux de ligne, plusieurs grosses frégates et cinq bombardes, pour aller croiser sur la côte d'Amérique et en bombarder quelques-uns des principaux ports. La division qui partira de Plymouth pour cette expédition, consistera, entr'autres, dans le vaisseau la *Queen* de 90 canons, le *Tigre* et l'*Abercrombie* de 74. Ces vaisseaux prendront à leur bord le beau bataillon des troupes de marine commandé par le major Williams, qui était en dernier lieu de service avec Sir Home Popham. La division de Portsmouth consistera dans le vaisseau le *Royal Oak*, de 74 canons, à bord duquel Lord Amelius Beauclerck commandant-en-chef de la partie navale de l'expédition, arborera son pavaillon, du *Valiant* de 74, cap. Oliver; de l'*Egmont* de 74, cap. Bingham; du la *Hogue* de 74, cap. l'hon. Capel; du *Cressy* de 74, cap. Dashwood; du *Theseus* de 74, cap. Prowse; et de la *Bellona* de 74, cap. Mackinley; et des frégates le *Niemen*, cap. Pym, et la *Désirée*, cap. Farquhar. Tous ces bâtiments sont prêts à mettre à la voile aussitôt que le vent leur permettra d'appareiller.*

* Nous apprenons en finissant ce Numéro, que l'expédition de Portsmouth a mis à la voile le 10.

SOUSCRIPTIONS

EN FAVEUR DES RUSSES.

A une nombreuse assemblée de Noblesse et d'autres personnes de distinction, convoquée pour former une souscription en faveur des malheureux habitants des gouvernements de Russie qui ont souffert des armées françaises durant l'atroce invasion de cet empire,—tenue à la taverne de la *Couronne et de l'Ancre*, Strand, le 23 Décembre 1812,

Son Altesse Royale le DUC D'YORK, Président,

Il a été unanimement résolu que l'assemblée voit avec la plus grande admiration et gratitude la constance héroïque du gouvernement et de la nation russe, durant une lutte où, non-seulement leur honneur et leur indépendance, mais encore les plus grands intérêts de ce pays et du monde civilisé, sont essentiellement concernés; et qu'elle a éprouvé la plus vive sympathie dans les grandes calamités qui, sans avoir été méritées, sont retombées sur les paisibles habitants de la Russie par une invasion sans principes, accompagnée des circonstances de la plus atroce violence et dévastation.

Résolu à l'unanimité que l'assemblée pense de son devoir comme hommes, comme Anglais et comme chrétiens, de contribuer de toutes les manieres au soulagement de ces souffrances aggravées et si peu méritées.

Résolu unanimement qu'il sera, à cet effet, ouvert une souscription, et que le produit en sera remis à l'ambassadeur de Sa Majesté à St. Pétersbourg, pour être appliqué par lui à augmenter les souscriptions faites dans ce pays-là pour le même objet, ou pour être employé de la maniere que son excellence jugera la plus efficace et la plus utile.

Résolu unanimement qu'il sera nommé un comité pour

la direction de cette souscription, et que les membres de ce comité seront :

Le très-hon. George Rose,	John Julius Angerstein, esq.
Charles Long,	J. C. Weguelin, esq.
John Sullivan,	James Brogden, esq.
Sir Hugh Inglis, bart.	Thompson Bonar, esq.
Samuel Thornton, esq.	Wm. Wilberforce, esq.
Alex. Hend. Sutherland, esq.	Wm. Henry Hoare, esq.
Robert Thornton, esq,	John Thornton, esq.
Edmund Antrobus, esq.	

Que ce comité sera autorisé à s'adjoindre d'autres membres.

Résolu unanimement que Samuel Thornton, esq. est prié de se charger de l'emploi de trésorier de la souscription et d'en diriger la remise de concert avec le comité, et qu'il sera ouvert des livres pour recevoir les noms des souscripteurs à la barre de cette taverne où un des membres sera présent à cet effet, tous les jours depuis onze jusqu'à trois heures, que la souscription de chacun pourra y être payée ou bien chez les différents banquiers de Londres et Westminster, sous le titre de—Souscription de la taverne de la *Couronne et de l'Ancre* pour les Russes souffrants.

(Signé) FRÉDÉRIC, Président.

Son Altesse Royale le PRINCE RÉGENT, £2000
le DUC D'YORK, - 300

	£	s.		£	s.
Comte de Liverpool	105	0	S. et J. Thornton et Co.	200	0
Lord Buckinghamshire	105	0	Rob. Thornton, esq.	52	10
Lord Castlereagh	105	0	Très-hon. J. Sullivan	50	0
Lord Harrowby	105	0	Très-hon. G. Rose	100	0
Thompson, Bonar et Co.	200	0	Le Chancelier de l'Echiquier	105	0
John Maberly, esq.	200	0	John J. Angerstein, esq.	50	0
Lord Sidmouth	105	0	Madame J. Angerstein	50	0
M. Serjeant Pell	52	10	W. Wilberforce, esq.	50	0
Lord Kenyon	100	0	Ascough Boucherett, esq.	50	0
Sir G. Warrender, bart.	52	10			
Sir Hugh Inglis, bt.	52	10			

	£	s.
Très-hon. Charles Arbuthnot	50	0
T. Ferguson, esq.	10	10
J.W.H. Parker, esq.	1	1
W.A.Wagner, Grosvenor-row, Chelsea	1	0
J. Stodart, L. L. D.	10	0
Le Journal le Times	105	0
Matt. Martin, esq.	1	1
Tho. Wells, esq.	5	5
Lt.-Col. Bathurst	100	0
A. Robertson, esq. Gerrard-street	2	2
Amiral Sir John Orde	26	5
M. James Putnam	10	0
Henry Jones, esq.	1	1
Marquis d'Hertford	105	0
E. Orme, esq.	20	0
Très-hon. R. Ryder	52	10
M. Tobias Gainsford	10	10
Sir Frederick Baker,	52	10
Hon. Mad. Perceval	21	0
La Duchesse douairiere de Leeds	5	5
Major-général Burr	10	10
Hon. Mad. Charlotte Windham	10	0
Sir W. Geary, bart.	10	10
Le Soliciteur-Général	50	0
Sam. Prince, esq.	50	0
Anonime, payé par Mess. Greenwood	105	0
Wm. Gee, esq.	20	0
Mr. J. Brickwood	1	1
Sir R. Ainslie, bt.	50	0
M. Cha. Dignum	5	0
Fran. Newton, esq.	100	0
Matth. Wilson, esq.	10	0
R. Thompson, esq.	105	0
Jerem. Dyson, esq.	5	5
Marquis d'Headfort	105	0
Cha. Boone, esq.	52	10
La Compagnie de Russie	1000	0
Hon. T. Knox	10	0
Rev. Dr. Herbert Marsh	10	10
Geo. Cherry, esq.	10	0
Lord Brownlow	100	0
George Sandford, esq.	10	0
Joseph Palmer, esq.	50	0
Jacob Whitbread, esq.	20	0
Très-hon. C. Long	50	0
Duc de Montrose	105	0
Comte de Stamford et Warrington	105	0
Hon. Général W. Hervey	10	0
Rev. E. Ward	5	5
Sir W. W. Pepys, bart.	50	0
Marquis Camden	105	0
Lord F. Campbell	52	10
J. Allen Parke, esq.	80	0
Lord Arden	100	0
Comte Bathurst	105	0
Vicomte Melville	105	0
Rev. M. Champagne	10	10
Comte de Radnor	105	0
Cha. Montgomery Campbell, esq.	10	10
Comte de Westmoreland	100	0
Mad. Boncherett	50	0
Matt Winter, esq.	21	0
Lord Whitworth	200	0
Comte de Northampton	500	0
G. Holford, esq. M. P.	10	10

	£	s.
Mess. Down, Thornton et Free	200	0
Geo. Yeats, esq.	5	0
Wm. Halden, esq.	21	0
Comte de Mulgrave	105	0
Sir H. Carr Lippincott, bart	100	0
Comte Fitzwilliam	200	0
Vicomte Milton	100	0
Rev. Dr. Bell	50	0
M. David Jones	5	5
Lt.-col. Mackenzie	5	5
H. H. Oddie, esq.	10	10
Hon. Edward Law	10	10
K. R.	2	2
John Hatsell, esq.	10	10
Comte de Chesterfield	100	0
Strong, Still et Strong	20	0
M. Baron Wood	10	10
Sir Isaac Heard	5	5
Harre Gibbs, esq.	5	5
Amiral Sir John Colpoys	5	5
Rev. R. Harrington	10	10
Rd. Miles, esq. Kent	52	10
J. Cornwallis, esq.	20	0
Cha. Battye, esq.	5	5
John Osborn, esq.	21	0
Sir T. Plomer	50	0
Par quelques amis visitant la maison de M. Huckle, au Shade, Charing-cross	14	7
J. Morris, esq.	5	0
Sir R. Harding, bt.	10	10
Messrs. J. Cooper et Co.	10	10
Rev. Weedon Butler	5	5
Rev. B. Bridge	5	5
L'Evêque de Durham	100	0
John Dax, esq.	5	5
Très-hon J. H. Addington	52	10
Messrs. T. Coutts et Co.	105	0
Rev. E. Balme	10	0
R. Holford, esq.	10	10
Hon. P. Pusey	100	0
Sir C. Mordaunt, bart.	50	0
Fra Burton, esq.	10	10
Amiral Guyot	5	0
Godfrey Sykes, esq.	5	5
M. Rutley	2	0
Un Ami, C. S.	1	0
T. P.	10	0
Arthur Young, esq.	10	10
Madame Young	1	1
Mlle. Young	1	1
Sir T. Bernard, bt.	50	0
Anonime	52	10
J. Brogden, esq.	26	5
Amiral L.W. Halsted	5	5
S. Gaselee, esq.	5	5
Rob. Adair, esq.	20	0
H. O. Cunliffe, esq.	5	0
F. Lind, esq.	5	5
Mad. F. Lind	5	5
L'Evêque de Carlisle	10	0
Rev. Wm. Dealtry	5	5
Rev. C. W. Le Bas	5	5
M. Chilver	5	5
Major-général Sontag	10	0
R. Blegborough, M. D.	10	10
Edw. H. East, esq.	10	0
J. Raine, esq. M. P.	10	10
John Freeman, esq.	5	5
Joseph Leach, esq.	10	0
Sir A. Hume, bart.	50	0

	£	s.		£	s.
Lieut.-gén. Cartwright	20	0	Lord Eldon	105	0
John Gosling, esq.	5	5	Lord Ellenborough	50	0
Charles Berry, esq.	5	5	I. H. Brown, esq.	52	10
Vicomte Bridport	100	0	G. Templeman, esq.	10	0
Abel Moysey, esq.	21	0	Messrs. S. Drewe et Auchterlony	100	0
Lord Lovaine	20	0	J. Whitmore, esq.	100	0
Messrs. Hoare	200	0	M. Lamaison,	1	0
Lord Willoughby De Broke	52	10	R. Thompson, esq.	105	0
Comte d'Ailesbury	100	0	Samuel Prime. esq.	50	0
Ewan Law, esq,	10	10	Mess. Greenwood, Cox et Hammersley	105	0
Amiral Fortescue	10	10	J. Jackson, Malte	21	0
John Bate, esq.	10	10			

Assemblée des Négociants.

A une assemblée très-nombreuse des Marchands, Banquiers, Négociants et Habitants de Londres, convoquée par avertissement pour prendre en considération une souscription en faveur du peuple de Russie, souffrant les plus séveres privations et toute sorte de miseres, en conséquence de l'invasion des Français; et tenue à la Taverne de la Cité de Londres, le 30 Décembre 1812;

William Manning, Esq. Président,

Il a été unanimement résolu que l'assemblée se félicite de cette occasion de témoigner publiquement son admiration et sa gratitude à la nation russe, de sa glorieuse résistance à l'invasion la plus atroce et la moins provoquée, donnant ainsi un exemple éclatant qui, selon toute apparence, peut réveiller l'énergie du reste de l'Europe, mettre promptement un frein à l'effusion du sang humain, et rétablir une paix solide et durable; mais qu'en payant ce tribut si justement dû au patriotisme le plus exalté, l'assemblée déplore vivement les maux cruels qui ont affligé les gouvernements de l'empire russe, qui ont été exposés à la dévastation des armées ennemies, non moins formidables par leur orgueil et leur insolence dans leurs conquêtes, que par leur désespoir dans leur défaite; qu'essayer de décrire ces souffrances

serait une chose révoltante pour l'humanité, et dont les sujets de l'heureux empire britannique ne pourraient se former une juste idée; que cependant elles sont d'une nature et d'une étendue à exciter la commisération de toutes les classes de citoyens, et que ceux qui en ont les moyens, s'empresseront d'y apporter du soulagement par une contribution pécuniaire.

Résolu à l'unanimité qu'il sera ouvert dès à présent une souscription dont la somme sera de temps en temps convertie en billets de l'échiquier, jusqu'à ce qu'il y ait une communication établie avec l'ambassadeur de Sa Majesté, à la cour de St. Pétersbourg, quant au mode le plus efficace d'appliquer ces secours.

Résolu que tous les banquiers de Londres et Westminster sont autorisés à recevoir les souscriptions.

Résolu que des livres seront ouverts et laissés à la barre du Café de Lloyd pour recevoir les souscriptions; qu'elles seront aussi reçues par M. Holden ou quelque autre personne voulant bien s'en charger, dans la susdite taverne.

Résolu d'adresser des remercîments au très-honorable Lord Maire, d'avoir bien voulu offrir l'hôtel de la Mairie dans cette occasion intéressante, et qu'il sera membre honoraire du comité.

L'assemblée a également voté des remercîments à son président.

(Signé) W. Holden, Secrétaire.

	£	s.		£	s.
Wm. Manning, esq.	105	0	Harman et Co.	210	0
Messrs. Manning et Anderson	105	0	Rowcroft et Blackburn	31	0
William et Thomas Raikes et Co.	200	0	Garry et Curtis	200	0
Robarts, Curtis et Co.	200	0	John Tunno, esq.	105	0
Smith, Payne et Smiths	200	0	Sir Charles Price, Kaye et Co.	105	0
Beeston Long, esq.	105	0	John Harman, esq.	105	0
			Henry Meux et Co.	105	0
			Baring et Freres	200	0

	£	s.
Usbornes, Benson, Roberts et Cochran	105	0
J. et B. Pierse	200	0
Reid, Irving et Co.	105	0
E. Parsons et Co.	100	0
J. Atkins et Fil.	105	0
J. F. Schrooder et Co.	105	0
George Carr, esq.	10	10
Rob. Smith, esq.	10	10
J. Cazenove et Co.	200	0
Sir Wm. Leighton	52	10
Ant. Brough, esq.	25	0
Fisher, Hughes et Stroud	52	10
G.W. et S. Hibbert	105	0
Bowring et Gardener	10	10
Geo. Wiltshire, esq.	10	10
Kaye, Freshfield et Kaye	105	0
Minet et Fector	100	0
Capel et Cuerton	50	0
Stephen Cattley	50	0
Très-hon. le Lord Maire	52	10
Puget, Bainbridge et Co.	105	0
Scott, Burn et Co.	105	0
John Bolland, esq.	52	10
John Pugh, esq.	5	5
Alex, Harper, esq.	10	10
W. Hobson et Fils	52	10
Buckle, Boyd et Buckle	100	0
Sewell et Necks	52	10
Charles, Francis et White	21	0
H. Waddington et Co.	50	0
Matt. et John Lucas et Co.	10	0
Tho. Wilson, esq.	200	0
D. H. et J. A. Rucker	200	0
Fraser, Perring et Co.	210	0
Matt. Lucas, esq.	10	10
Stephen, Thornton, Freres et Co.	300	0
John Blenkarn, esq.	5	0
Heale, Heale et Rowdon	50	0
Todd, Mitchell et Co.	200	0
La Compagnie des Gabariers	26	5
Alexander M'Causland, esq.	200	0
Tho. Warre, esq.	105	0
Tho, Harvey, esq.	105	0
Cha. Pieschell, esq.	21	0
N. Hall, esq.	21	0
J. Hardcastle et Fils	105	0
D. Houre et Co.	200	0
Smith, Harrington et Smith	105	0
Hankey et Co.	200	0
Porcher et Co.	105	0
Felix et Geo. Clay	100	0
Bruce, De Ponthieu, Bazett et Co.	200	0
B. A. Goldsmid	210	0
W. W. Nash, esq.	10	10
Tho. Brown, esq.	10	0
J. Clark et David Powell	52	10
Philip Hurd, esq.	21	0
Rich. Bothwell, esq.	52	10
J. Marryatt, esq.	105	0
R. Shedden et Fils	105	0
Bainbridges et Brown	105	0
G. Foulerton, esq.	10	10
W. Seymour et Co.	21	0

	£	s.
T. Bell, esq.	50	0
John Marshall, esq.	10	10
Larkin, Varnham et Co.	10	10
Allan Chatfield, esq.	10	10
John Dyster, esq.	10	10
John Paskett, esq.	10	10
Sansom, Postlethwaite et Samson	105	0
Douglas et Shaw	50	0
Chs. Forbes, esq.	52	10
M. John Forbes	10	10
Jas. Kinlock, esq.	21	0
John Lodge, esq.	20	0
Helps et Ray	32	10
T. Poynder et Fils	52	10
G.W. Downing, esq.	5	0
J. H. Carl Albrect	50	0
W. Eddowes, esq.	20	0
Sir C. Flower, bart.	105	0
Adam Young	5	0
E. Durant, esq.	105	0
Brown, Rogers et Brown	52	10
Josh. Watson, Kent et Co.	52	10
F. Molling, esq.	31	10
Maitland et Cole	100	0
J. A. Wackerbarth	21	0
Fra. Kemble, esq.	10	10
Craven et Bowman	105	0
Matthew Craven	21	0
Barclay, Tritton, Bevan et Co.	105	0
James Butt, esq.	5	0
M. Peter Skipper	5	0
W. Northage, esq.	50	0
Rougemont et Behrends	100	0
W. Vaughan, esq.	26	5
David Carruthers	50	0
Samuel Curtis, esq.	21	10
Clark, Boyd et French	52	10
John C. Mann, esq.	10	10
F. B. et W. Day	10	0
Ralph Walker, esq.	2	2
M. Robert Cooper	2	2
M. J. Cromme	2	2
Wm. Lewis, esq.	52	10
Lewis et Hughes	52	10
Sir R. Wigram, bt.	105	0
Wells, Wigrams et Green	105	0
Huddart et Co.	105	0
John Wells	105	0
C. Turner et Co.	105	0
E. Robinson, esq.	100	0
Madame Robinson	20	0
Tho. Fletcher, esq.	10	0
Anonime	5	0
Rev. Joseph Wilson	2	0
Benjamin Jowett	5	5
Benj. Jowett, jun.	2	2
Les Propriétaires de la Taverne de Londres	10	10
Jacob Hulle, esq.	31	10
La collection d'une Famille après le dîner	3	14
Le Domestiques		14
Masterman, Peters, Mildred, Masterman et Co.	105	0
Henry Peters, esq.	100	0
Hermes, Farquhar et Co.	100	0
Everett, Walker, Maltby, Ellis et Co.	105	0
Le papier nouvelles, l'Observer	3	3
J. Wales	1	0
Sutton et Davis	50	0

	£	s.
Comte Grosvenor	100	0
Comte de Pembroke	200	0
Comtesse de Pembroke	100	0
Comte d'Ashburnham	100	0
L'Evêque de Winchester	52	10
L'Evêque de Londres	50	0
L'Evêque de Norwich	30	0
Lord Mansfield	25	0
Baronne Lucas	5	0
Le Chapitre de Windsor	52	10
L'Evêque de Bangor	50	0
Lord Aston	10	10
Rev. J. Robinson	50	0
Garden et Stratton	52	10
John Forster, esq.	52	10
Rev. Wm. Long	21	0
Rev. T. le Mesurier	20	0
Richard Gray, esq.	21	0
Geo. Douglas, esq.	50	0
La Compagnie des Assurances de Londres	315	0
Palmer, Wilson et Co.	105	0
Scott, Garnett et Palmer	105	0
Idles, Coates et Co.	105	0
Baron Dimsdale	100	0
Wm. Hynam	5	0
J. Stow	5	0
Rich. Knight et Fils	10	13
Timson, Wright et Timson	52	10
C. H. Moulsey	25	0
Martinius et Albers	50	0
C. W. Masius	10	10
Madame Masius	1	1
Rowbucks, Stow et Kay	52	0
Jacob Warner, Fils et Whitmarsh	52	10
Michael Hoy	300	0
Sir J.W. Anderson, bart.	50	0
David Cadell, sen.	10	10
J. Thompson	31	10
Alexander Gordon	10	10
Dr. Fleming	52	10
J. Alexander, esq.	52	10
Wm. Searancke	21	0
Edward Gwatkin	26	5
J. Hodges et Fils	40	0
John Burke et Co,	52	10
Rich. Martyr et Fils	10	10
Ab. Mellon, esq.	52	10
Thomas Weeding	5	5
Wm. Pounsett	10	10
R. et W. Crawshay et Co.	100	0
Graham, Simpson et Wedderburn	52	10
M. Scheriff Blades	52	10
Cap. David Isbister	5	0
Tho. Lett et Fils	50	0
George Dance	20	0
Richard Hey	2	2
John Adcock	10	10
Benj. Bayley	5	0
James Sutton	5	0
Gregson, Dixon et Gregson	52	10
S, S et C. Turner	105	0
C, Dettmar	10	10
G. Field et Fils	21	0
R. Robinson	1	0
Joshua Sanders	10	10
Jacob Clark	2	2
Templeman, Cole, jun. et Child	52	10
John Forbes	21	0

	£	s.
Banque d'Angleterre	2000	0
Jos. Watson, esq.	25	0
Th. Langley, esq.	50	0
Hen. Heyman, esq.	52	10
Heyman, Walter, et Co.	52	10
Taylor, Hanbury, Bowmans et Lloyds	105	0
James Piersen, esq.	10	10
Wm. Mellish, esq.	105	0
Th. Meredith, esq.	5	5
Plummer, Barham et Co.	100	0
P. P. Glyn, esq.	10	0
C. de St. Leu, par Mess. Thornton, Freres et Co.	10	10
John Smith	10	10
Wm. Clay, jun.	10	10
J. Blades	2	2
La Compagnie des Indes Orientales	1000	0
Wm. Varty, esq.	10	10
J. Allen, esq. Queenhithe	10	0
Rundell, Bridge et Rundell	105	0
Huddart et Co.	105	0
John Wells	105	0
Lord Keith	50	0
R. Smith, esq.	5	0
Joseph Todd	5	0
Latham et Parry	25	0
J. Allen Gilmour, esq.	10	0
Edw. Pryce, esq.	5	5
Godfrey Molling	21	10
G. et J. Oliver	21	0
Jas. Arbouin et Co.	10	10
Edward Quin, pour les papiers nouvelles, le Traveller, le Commercial Chronicle et le London Chronicle	10	10
Prescote, Grote et Co.	105	0
Alex. Ross, esq.	5	5
Solomon Peill	20	0
J. Hanbury Beaufoy, esq.	10	10
Sir John Lubbock, bart. Lubbock, Forster et Co.	105	0
Sir John Lubbock et Co.	105	0
Edward Forster et Fils	105	0
Samuel Rob. Gansen, esq.	21	0
Edmund Elkins	10	10
Hopkins, Lincoln et Co.	52	10
Alderman Birch	30	0
Albers et Droop	105	0
North, Hoare, Nanson et Simpson	50	0
George Black	2	0
M. R. Austin. Gilbert	2	2
T. Bourdillon et Fils	5	5
James Graham, esq.	5	5
Madame Graham	2	2
Mlle. E. Graham	1	1
T. Lund, Cornhill	5	5
Produit d'une gageure que les Français seront chassés de la Russie	20	0

	£	s.
R. G. Johnson et Co.	21	0
Rucker Brothers	105	0
Bosanquet et Co.	105	0
S. Bosanquet, esq.	50	0
T. B. Bosanquet, esq.	10	10
John Quantock. esq.	10	0
Walter Cameron	10	10
John Appleton	1	1
Rev. S. Clarke Jervoise	52	10
Hetheringtons et Musken	52	10
Cox, Heisch et Co.	52	10
Dunnage, Forster et Fils	20	0
Nicholas Pearse	52	10
Mess. W. Chatteris, Whitmore et Co.	105	0
W. Tebbs	5	0
Dewes et Hanlock	10	10
W. et R. Stubbs, et Geo. Absolom	21	0
Jas. Meyer et Co.	52	10
Thomas Barnett	20	0
Rev. W. G. Rowland, Salisbury	1	1.
Kibblewhite, Rowland et Robinson	21	0
William Warre	21	0
Mad. Brathwaite Warre	10	10
John Nixon	31	10
Messrs. Twining	30	0
Harry Sedgwick	5	0
Clarke et Yallowley	10	0
John Mand	21	0
Cha. Cartwright	20	0
Mitchell et Venne	10	10
Ramsbottoms, Newman et Co.	105	0
Thomas Piper	10	10
Robert Haswell	2	2
Sikes, Snaith et Co.	105	0
George Bogle	20	0
Amiral T. Bertie	10	0
Jos. et John Coope	52	10
Emanuel Goodhart	25	0
T. Hodgson et Fils	50	0
G. Dettmar et Fils	21	0
Abel Chapman	21	0
Abel Chapman, jun.	5	5
Cade et Robinson	5	5
Bendry, Brooke et Hulbert	10	10
Wards et Thompson	200	0
Wright et Cartwright	50	0
Papier du dimanche, le British Commoner	5	5
M. John Blacksley	5	5
Tayler et Newton	5	5
Cha. Bartrum, esq.	10	10
J. L.	2	2
Harrison et Ellis	10	10
Thomas Kettlewell	25	0
Wm. Matthiessen	3	3
Tho. Bowden, esq.	10	10
John Skin, esq.	10	10
Cha. Samuel et Geo. Enderby	52	10
Clarke, Barlow et Milburn	21	0
Edw. Prosser, esq.	10	10
James Mackenzie et A. Glennie	100	0
T. Dickason et Co.	105	0
T. et S. Nicholson	105	0
Newton, Gardon, Murdoch et Scott par Th. Murdoch	105	0
J. Fonnes, esq.	5	5
W. Trevillian, esq.	30	0

	£	s.
F. C. Zimmerman	20	0
Robert Taylor	25	0
Joseph Cotton, esq.	21	0
Abraham Kirkman	5	0
M. Joseph Shackell	1	0
T. Roberts et Sutton	105	0
G. Godwin, esq.	50	0
James Court, esq.	10	10
Gilbert, Jones et Green - -	10	0
Brant et De Lannoy	52	10
W. Banbury, esq.	50	0
Wheeler et Farnworth	25	0
Emanuel Silva	10	10
Ogdin et Bacchus	15	15
Collison, Starkey et Co.	52	10
John Rapp	100	0
Wm. Freme	52	10
Campbell, Bowden et Co.	105	0
Paxtons, Cockerell, Trail et Co.	105	0
R. et R. Symonds,	15	15
Arthur Willis	10	10
Colin A. Mackenzie	10	10
M. E. Baker	3	3
J. N. Smith	5	5
Charles Clowes	25	0
Crowder, Lavie et Garth	105	0
C. et W. Armstrong	10	10
Amiral William Pierrepont	5	5
Frederick Natusch	5	5
Mungo Gilmore	10	10
Messrs. Booths	105	0
Crawley et Elgie	10	10
Sh. Reed	10	10
J. et G. Moravia	50	0
William Cooke	5	0
Wright et Morgan	50	0
E. B. Corney	5	0
J. Pearson et Fils	31	10
Jos. Denison et Co.	105	0
Thomas Wilkinson	21	0
Pieschell et Schrieber	52	10
Joseph Kemp	5	0
William Walker	2	10
Harden et Jaques	2	10
Antrobus, Wood et Co.	52	10
Amiral Mann	21	0
W. Bell et Co.	21	0
Harvey, Beckwith Barron et Co.	52	10
White et Field, par Perring et Co.	26	5
J. Priddy	10	10
Brandrams, Templeman et Co.	105	0
Sir D. Mackworth, bart.	5	5
John Holmes	5	0
Meux, Reids et Co.	105	0
Kirk, Herons et Bright	31	10
Welch, Collins et Wells	21	0
R. Arthur et C. Pott	52	10
James Elmslie	10	10
John Henry Freese	20	0
Samuel Platt	5	5
Samuel Platt, jun.	5	5
J. Sudlow	10	10
Swain, Stevens, Maples et Pearse	21	0
R. et J. Wilson	105	0
G. Jackson	21	0
Divett, Price, Jackson et Co.	52	10
De la Chaumette et Melville	52	10

	£	s.
Row, Row, Goad et Reece	52	10
John Curtis, esq.	5	0
John Byghave, esq.	21	0
Geo. Cowie, esq.	10	0
Sampson, Sharp et Batard	105	0
J. Whitfield, esq.	10	10
Clagett et Pratts	100	0
T. Ellis et Fils	10	0
S. Williams, esq.	50	0
F. R. Holdsworth, esq.	10	10
Wm. Haynes, esq.	10	10
Jas. Hill et Fils	200	0
Bruce, Simpson, Freen et Co.	105	0
Praeds, Mackworth et Newcombe	105	0
G. Flindt et Co.	50	0
R. Davis et Fils	10	10
Dixon, Young et Co.	10	10
J. S. T. Dicon, esq. R. N.	5	5
John Bell, esq.	5	5
J. H. Arnold, L. L. D.	25	0
G. Coltman, esq.	2	2
Rev. Th. Bowdler	1	1
Thwaites et Wheelwright	26	5
Castendick et Hentz	52	10
A. M. B.	1	0
Patrick Leslie	10	0
De Visme et Fils	52	10
Fairlie, Bonham et Co.	105	0
Allan Gilmore	21	0
R. Taylor, esq.	105	0
J. Fuller, esq.	105	0
Henry Jackson	5	5
I. W. et I. Whitmore	100	0
C. Smith, Fils et Co.	50	0
J. Martineau, esq.	21	0
J. Martineau, Fils et Reid	31	10
John Dean, esq.	10	10
I. Twemlow, esq.	10	10
E. et J. White	21	0
T. Sheppard, esq.	52	10
M. Rich. Ogborn	5	0
I. Jones, esq.	10	10
Nath. Hardon, esq.	21	0
Fawkes et Horner	52	10
Staniforth et Blunt	105	0
David Martineau	21	0
Wilks, Bush et Wilks	52	10
La Banque du Borough, par Sir John Pinhorn	50	0
Sir Wm. Frazer, bt.	52	10
J. B. Morgan, esq.	10	10
Giles et Hennings	105	0
John Bagwell, esq.	50	0
Wm. Hopkins, esq.	10	0
Kymer, M'Taggart et Co.	105	0
Willis, Percival et Co.	105	0
Farquhar et Sladen	31	10
Wm. Prest et Fils	105	0
Thomas Croft, esq.	21	0
Ch. Bosanquet, esq.	31	10
Mozley Woolf, esq.	5	5
L. Macauley et Babington	10	10
Richard Till	2	0
Capitaine Farquhar, R. N.	5	0
Anonime	0	10
David Hunter	10	10
James Renal Lyms	5	0

	£	s.
Lewis Palack, sen. et jun. et S. Gross	100	0
F. Roper, Hernehill	21	0
Robert Buchanan	10	0
J. C. Ruding et Fils	105	0
M. Rich, Bradshaw	2	0
New. Connop, jun.	5	5
P. Gamage	2	2
R. Nicholl	26	5
Drewry Ottley	5	0
James Cowper	10	10
Larkins, Fils et Russell	31	10
George Curling	5	5
Wm. Rowlett	100	0
Albers et Codner	21	0
S. B. Morrison	2	2
Edward Bunn	5	5
Edward Thomas Bunn	5	5
M. Parkinson, Carshalton	5	5
Wilson, Hodgkinson, Minshull et Co.	52	10
B. G. Windus	5	5
Scott, Loughnans, Penfold et Veitch, de Madeira, par A. et J. Loughnan	52	10
Rudelph Groning	31	10
Edw. C. Bradford	5	0
J. C. P. de Neyva et L. R. de Sa	30	0
Dawson et Wratislaw	10	10
G. Levien, sen.	2	2
A. T.	5	5
Isaac Solly et Fils	105	0
Michael Henley et Fils	100	0
Pedder, Bluim et Simon	52	10
Robert Pedder	31	10
Inche Hutchins et Co.	21	0
Charles Holmes, de la Bourse Royale	2	2
George et Morris Oppenheimer	50	0
Venn, Wright et Venn	10	10
M. Potter	1	0
Roderick Mackenzie	5	5
G. B. Ballackey	5	5
Blanckenhagen, Wollaston et Elliott	52	10
Bulkely, Oxendorf et Allcock	31	10
M. Henry Hase	10	10
John Stockwell	10	10
George Wolff, esq. of Balham	20	0
Ripley, Wise et Ripley	25	0
John Letts	5	5
Munro, Brown et Munro	50	0
Curries, Raikes et Co.	105	0
Secrétaires de ditto	21	0
Railton et Rankings, per Curries et Co.	100	0
George Bowles	50	0
J. T. James et Co	50	0
M. S. Parnther	10	10
John Holmes	10	10
Holmes, Hillatt et Sanders	10	10
Schutze, Rohrs et Co.	52	10
Smith, Martin et Smith	52	10

	£	s.
Adolphus Gent	21	0
Benjamin Elias	21	0
Edw. Buckley Fox	5	5
Wm. Terrington	10	10
T. et W. Curtis, Clarke et Co.	52	10
Richard Repwoe	2	2
J. W.	1	1
Cookes, Jackson et Maude	30	0
R. Dixon	25	0
A. Riddell	26	5
Wm. Murdoch	50	0
S. L. B.	10	10
John Gore	5	5
Aug. Pechell, esq.	5	0
Davidson et Co.	105	0
Wm. Hale	5	5
Lang, Chauncey et Co.	100	0
Lord Carrington	200	0
J. Popple	10	0
John Mackie	52	10
Vere, Smart et Co.	100	0
John Barlow	5	0
Peter Guillehand	10	0
G. Smith, Spilsby	5	0
D. King et Fils	10	10
James Vere et Co.	30	0
Lady Young	5	0
James Wood	21	0
Bell, Higginson et Co.	50	0
John Richards	2	2
H. M.	2	0
Rev. W. Agutter	2	2
Tho. Willimotte	21	0
John Bell et Fils	10	10
Rev. W. H. Chapman	5	5
Matthew Moody	5	5
Charles Mitchell	20	0
Thomas Garle	20	0
Wm. Skirrow et Fils	50	0
James Hedger	10	10
James Ryley	5	5
Benj. et J. Newton	10	10
W. Keene, esq.	20	0
Rob. Steven et Co.	20	0
Contribution d'Ami, par Rev. E. Ward	5	5
Metcalfe et Co.	105	0
Tyers, Holden et Co.	50	0
Roscow et Paterson	10	10
N. Brickwood	2	2
John Becker	10	10
R. T. Blunt et Co.	26	5
Wm. Anderson	52	10
Marthe et J. R. Hoffman	5	5
John Shepherd	3	3
Tho. Dickason	105	0
James Sheares et Fils	10	10
Tho. Gildart	10	10
Wm. Good	5	5
John Woolley	5	5
T. H.	1	0
Mrs. Headington.	30	0
Cooke, Prince et Co.	52	10
Severn et Co.	52	10
Otwell et Co.	52	10
Wilson, Agassiz et Co.	105	0
Gaviller et Co.	21	0
H. Krust	2	2
D. Hall	10	10
Mitchell Greenaway	2	2
Anthony Brown	10	10
Sam. Ware et Fils	30	0
M. Dep. Greenaway	5	5
Wm. Clarke	10	0
T. E. et I. S.	2	0
J. Campbell et Co.	50	0
Black, Parry et Co.	5	5

	£	s.		£	s.
Lyne, Hathorn et Roberts	105	0	Fran. J. S. Wilson	10	10
Moirs et Co. par Messrs. Lyne et Co.	52	10	Tho. Hardwicke	5	0
Nelson et Adam	21	0	Haynes et Kentish	20	0
R. et J. Hewetson	52	10	Samuel Peacock	5	5
T.H. et J.G.H. Gaitskell	21	0	Samuel Fenning	10	0
Holford, Gonne et Co.	50	0	Sam. Fenning, jun.	5	0
Edw. W. Windus	21	0	James Smith	2	2
M. Député Goss	5	5	John Skipper	2	2
L. L. Z.	5	0	Gideon, Acland et Co.	25	0
Makepeace et Harker	21	0	Wm. Minier	10	10
Wm. Makepeace	1	1	Mrs. Griers	21	0
John Makepeace	1	1	Street et Woolfe	10	10
Charles Makepeace	1	1	Robert Arthur	31	10
Mlle. Makepeace	1	1	I. de Hague	5	5
Mlle. E. Makepeace	1	1	Palmer, Tomlinsons et Thomson	42	0
Jones, Holland et Co.	21	0	Les Clercs	10	0
J Brown	5	5	Matthew Consett	10	0
N. Wright	10	10	Madame Conett	10	0
Turpin et Mansfield	52	10	Mlle. Consett	5	0
L. B. Serly	2	2	Thomas King	20	0
Bartlett et Nelson	26	5	John Bowles	10	10
E. et. J. Bartlett	26	5	Jos. Williams et Fils	10	10
John Nonnen	21	0	W. J. et J. Gattey	10	10
Les Officiers d'Infanterie des Volontaires de Greenwich, par le Col. Campbell	50	0	J. Philip Kubne	21	0
			Welbank et Petyt	52	10
			Lyon Phillips	5	0
			Andrew Belcher	26	5
			F. S. Stokes	5	5
			Thomas Platt	10	10
			Wm. Edwards, jun.	10	10
			George Milward	10	10
			James Webb	52	10

(La Suite incessamment.)

(C'est par une erreur typographique que les huit premieres pages des listes de cette souscription, ont été marquées page 65 à 72; elles auraient dû être foliotées i à viii, formant un Appendix à ce Cahier.)

On souscrit chez M. PELTIER, 7, Duke-Str, Portland Place.

De l'Imprimerie de Schulze et Dean, 13, Poland St. Oxford St.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLIII.—*Le 20 Janvier,* 1813.

FEUILLETONS DE GEOFFROY.

OPÉRA-COMIQUE IMPÉRIAL.

La Piété Filiale, le Billet de Loterie, le Concert.

Rentrée de Mad. Duret.

Avant de rendre compte de l'harmonie parfaite qui a régné dans cette représentation du Jeudi, et du concert d'applaudissements que le public a donnés à Mad. Duret, pour fêter sa rentrée; j'ai quelques mots à dire de la discorde qui a troublé le spectacle du Mercredi. Je n'ignore pas qu'on a déjà fait dans ce journal, et dans plusieurs autres, une annonce satisfaisante de ce grand événement; mais chacun à sa maniere: l'Histoire Romaine n'a-

t-elle pas un grand nombre d'écrivains ? Pourquoi la guerre civile de Feydeau n'en aurait-elle pas autant ? Si les faits sont les mêmes, ils peuvent être contés autrement : je puis m'emparer de ce fonds qui appartient à tout le monde, pourvu que j'y mette beaucoup du mien.

Or donc, Mercredi dernier, l'affiche de Feydeau promettait les Sabots, Piccaros et Diégo, et Jean de Paris. Les acteurs étaient affichés comme les pieces, et parmi eux Martin était nommé comme devant jouer dans les deux dernieres pieces. On n'affichait autrefois que les titres des pieces ; le spectateur n'apportait au théâtre qu'une espérance vague d'avoir l'acteur qu'il désirait ; espérance, il est vrai, rarement trompée, parce que le public étant moins avide de spectacles qu'il ne l'est aujourd'hui, les premiers sujets étaient à peine assez bons pour l'attirer. On affiche aujourd'hui les acteurs comme les pieces, parce que souvent ce sont les acteurs qui les font, et ce sont bien moins les pieces que les acteurs que l'on vient voir ; sans cela supporterait-on la monotonie du répertoire, et la continuelle répétition des mêmes pieces ? On était donc entré Mercredi avec une sécurité parfaite, avec une pleine et entiere certitude de jouir de Martin ; l'affiche n'avait offert aux regards inquiets aucune de ces perfides bandes de papier qui *désappointent* si cruellement les amateurs lorsqu'ils se croient au comble de leurs vœux.

On joue les Sabots, petit acte de pastorale rustique, petit hors-d'œuvre qu'on sert aux gens de province pour donner le temps au beau monde d'arriver : on s'embarrasse peu des acteurs qui jouent dans de pareilles pieces ; aucun d'eux n'excitera jamais de querelle. Mais après les Sabots, on a vu arriver, non sans quelques alarmes, un acteur nommé Darancourt, avec un air consterné, précurseur des infortunes théâtrales. Cet oiseau de mau-

vais augure, ce porteur de mauvaises nouvelles a bientôt confirmé tous les soupçons, en déclarant que Martin, attaqué d'une indisposition subite, était hors d'état de paraître sur la scene; il a proposé de donner *les Maris Garçons* au lieu de *Piccaros et Diégo*, et de remplacer dans Jean de Paris Martin par Batiste. Dans la premiere chaleur de son emportement, le parterre a rejeté toute proposition d'accommodement, toute voie de conciliation; le tumulte a été porté à son comble: les loges même, souvent neutres dans ces querelles dont elles s'amusent, ont pris parti avec et pour le parterre; elles ont vivement senti l'offense. Nous refuser Martin après l'avoir solennellement promis! certes le trait est noir: nous voulons Martin, mort ou vif; jamais acteur ne fut tant désiré ce jour-là que Martin, et n'excita une passion aussi vive. Le feu était encore attisé par de méchantes langues qui répandaient le faux bruit que Martin, pour lequel on se battait à Feydeau, goûtait tranquillement à l'Odéon les charmes de l'harmonie de Zingarelli, et pleurait les malheurs de deux tendres amants. En vain les magistrats de police ont réuni leur autorité respectable à l'éloquence persuasive des semainiers; le parterre restait furieux et inexorable. Ce qui a le plus contribué à calmer un peu le désordre, c'est qu'il y avait déjà plus d'une heure qu'il durait: le temps apaise les plus violentes passions. Le parterre fatigué a pris enfin le parti d'accéder à un dernier arrangement, en vertu duquel les dissidents pouvaient se retirer en recevant leur argent à la porte, tandis qu'on donnerait aux gens plus doux et plus traitables, *les Maris Garçons*, et *Batiste* pour sénéchal dans Jean de Paris.

Ceux qui sont sortis ont évidemment gagné à ce traité, car ils ont eu les Sabots pour rien, et ceux qui sont restés y ont perdu, puisqu'on leur a vendu Batiste aussi cher que Martin. Dans le sénéchal.

Martin est impayable : je crois qu'en conscience les mécontents auxquels on a rendu leur argent, sont débiteurs envers la comédie de la somme à laquelle on peut évaluer les Sabots, sur le prix total du billet de parterre. Cette somme peut être fixée au quart, attendu l'infériorité de la piece : par conséquent, c'est onze sous qu'ils redoivent sur cette représentation ; et je ne doute pas qu'ils ne fassent honneur à cette dette la premiere fois qu'ils iront à l'Opéra-Comique.

Tout le tort, dans cette affaire, est du côté des comédiens. Martin avait averti à temps : les comédiens, dans l'espoir d'une bonne recette, n'ont point averti le public, persuadés que les spectateurs débonnaires, après avoir jeté les hauts cris, se rendraient de pure lassitude, et finiraient par s'accommoder de ce qu'on voudrait bien leur donner. Les trompeurs ont été punis par où ils avaient péché ; la belle recette sur laquelle ils avaient compté s'est trouvée, par le schisme, réduite environ au tiers : la tromperie ne les a pas plus enrichis que n'aurait fait la bonne foi ; et ils ont eu, par-dessus le marché, l'embarras, le tracas, la colere du public, et leur conscience chargée d'une supercherie infructueuse.

Ce n'est pas la premiere fois que l'absence de Martin éleve des orages ; il y a quelques années qu'il y eut une action encore plus chaude à Feydeau à l'occasion d'une maladie de Martin qui paraissait plus que douteuse. Le lendemain un médecin fut envoyé officiellement pour constater l'état de santé de Martin ; on le trouva, dit-on, mangeant des huitres : rapport fut fait de cette bonne disposition de Martin, dont on fut scandalisé. On voulut en conclure qu'il était condamnable pour n'avoir pas paru la veille : conclusion très-fausse ; les médecins savent que les huitres sont bonnes pour la rhume. Martin pouvait donc être enrhumé le jour

d'une représentation, et le lendemain manger des huîtres sans qu'on pût en tirer aucune conséquence contre la réalité de son rhume et la pureté de ses intentions. Il est presqu'impossible de convaincre un chanteur de mauvaise foi ; son gosier renferme des mystères impénétrables ; son existence, sa fortune et sa gloire étant tout entières dans le son, il est du plus grand intérêt pour lui de n'en faire entendre aucun qui ne soit de la plus belle qualité possible. Martin a son *fa*, Ellevion son *sol*, qu'ils doivent surveiller ; ces notes sont les thermomètres de l'état de leur voix : les posséder dans leur plénitude, est pour eux le bonheur suprême ; l'affaiblissement ou la perte de ces notes précieuses, est le dernier des malheurs. Aucune considération ne peut les engager à se compromettre jusqu'à chanter, quand ils n'ont pas pour cela tout ce qu'il faut, puisqu'il est vrai que nous n'avons rien de plus cher que l'honneur : or, cette indisposition du *fa* ou du *sol* est quelque chose de si imperceptible dans l'organisation ordinaire, qu'elle peut s'accorder avec la meilleure disposition du corps : le chanteur peut être malade quand l'homme se porte fort bien.

Je me suis trop amusé à faire des contes, et la représentation de Mad. Duret a trop long-temps attendu. La Piété Filiale ne compte pas dans la rentrée de cette cantatrice : ce n'en est pas moins un ouvrage charmant, où il y a tant de mélodie et de chant qu'il n'a pas même besoin de cantatrice : c'est le chef-d'œuvre de l'infortuné Gavaux ; les grands maîtres de l'Opéra-Comique pourraient s'en faire honneur. Il est plein de sentiment et de naturel ; les motifs heureux y abondent. La musique a un caractere de simplicité et de grâce, et une couleur locale, parfaitement assortie au lieu de la scene, et au genre de la pièce. Les acteurs n'ont pas de vogue ; mais ceux qui en ont ne pourraient

pas mieux jouer. Darancourt, orateur malheureux la veille, était ce jour-là bon acteur, et chantait avec une voix pleine, agréable et sonore. Le rôle de Juliet est une caricature; mais cette caricature est un caractere, et non pas une pure bouffonnerie comme la plupart de celles qui font courir les badauds; Juliet est dans ce rôle excellent acteur comique, et chanteur aussi bon qu'il est nécessaire, quoique peu avantagé du côté de l'organe. Mlle. Simonet n'est point une cantatrice distinguée; mais elle est actrice jolie, agréable, intéressante; ses moyens suffisent à des chants naturels et faciles qui ont plus besoin des accents de l'âme que des tours de force du gosier.

C'est *le Billet de Loterie* qui a besoin d'une cantatrice brillante telle que Mad. Duret, qui puisse chanter à ravir dans tous les tons, dans tous les goûts, dans tous les genres, sans le savoir, sans le vouloir, tout en disant qu'elle ne chantera pas: un talent médiocre serait insupportable dans ce morceau qu'elle fait si bien valoir. La piece est un petit roman plus amusant que vraisemblable. Une sirene française arrivée à Londres, dans l'espoir d'y vendre ses sons au poids de l'or, se voit obligée de renoncer aux guinées anglaises, parce que les Anglais sont trop bons patriotes pour écouter une cantatrice française. Cette virtuose, dans une auberge, sans argent ni ressources, est un prodige de vertu; elle rebute un amant dont l'unique défaut est d'avoir une grande fortune: un mariage qui l'enrichit est un outrage à sa délicatesse; assurément, on ne voit cela que sur la scene de l'Opéra-Comique. Pour que l'amant lui plaise, il faut qu'il soit ruiné: il ne faut pas disputer des goûts; mais celui-là n'est pas commun; Adele aime mieux partager avec le comte de Blainville un quaterne de quatre cent mille francs, que la fortune immense de ce jeune seigneur. Adele est un modele de désintéressement; le comte,

est une espece d'amant bourru. Adele a quelque air de Lindane dans l'Ecossaise ; mais Lindane est la fille du lord Montrose. Adele est une chanteuse de profession ; ce qui doit établir une grande différence dans leur façon de penser.

Cette Adele si fort exaltée par l'auteur, revient aisément à son naturel ; dès que l'impétueux Blainville a forcé l'entrée de sa chambre, elle s'humanise au point de chanter pour l'amuser, et ne tarde pas à apporter la complaisance jusqu'à vouloir l'épouser, pourvu qu'il ne soit pas plus riche qu'elle. Mad. Duret joue ce rôle avec beaucoup de décence, de modestie et de douceur ; elle y est agréable de sa personne, et chante avec une voix qui la dispenserait de tout le reste. Gavaudan joue très-bien l'amant bourru, Juliet est fort comique dans l'aubergiste.

Mad. Joly unissait ses talents à ceux de sa sœur, pour la plus grande gloire de la rentrée : Mad. Joly, trop élevée d'abord par l'enthousiasme, trop rabaissée ensuite par la malignité, est toujours à ce théâtre une petite ingénue, vive, éveillée, plaisante, qui rappelle sa mere par son grasseyement, par son jeu, et se montre quelquefois la digne fille de Mad. Saint-Aubin.

Le Concert n'est effectivement qu'un concert. Mad. Duret n'y est que cantatrice : une grande ariette française au commencement, à la fin un air italien, auraient prouvé qu'elle est au premier rang des virtuoses, si elle avait encore besoin de faire des preuves. Je crains qu'elle n'ait fatigué sa voix : mais j'ai tort de craindre ; les applaudissements, l'ivresse du succès, l'enthousiasme du public sont un excellent baume pour la poitrine, et changent la fatigue en plaisir. Le caractere de deux jeunes militaires est la seule chose théâtrale qu'il y ait dans la piece. Elleviou s'y montre avec beaucoup de no-

blesse, de gaieté et de grâce : il y chante avec une voix fraîche et un goût exquis. Batiste jouait le rôle d'Alfred ; c'est le rôle de Martin : mais Martin, malade la veille, et vainement demandé avec des transports si vifs, ne pouvait pas décemment paraître le lendemain : il devait prendre plus de temps pour chercher son *fa*. Batiste n'a pas le brillant de Martin : il est à la seconde place ; second très-distingué à Feydeau, partout ailleurs premier. Chenard, acteur utile et laborieux, chanteur infatigable sur la scene, est sur la basse un fort amateur. Batiste faisait semblant de jouer du violon ; et j'ai remarqué que, dans un moment où aucun violon ne se faisait entendre dans l'orchestre, il copiait encore leurs gestes sur la scene.

La rentrée de Mad. Duret était une grande fête ; mais, contre l'ordinaire des grandes réunions, c'était une fête amusante.

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE.

Achille à Scyros,

Ballet-pantomime, en trois Actes, remis au Théâtre.

Dans les premieres représentations de ce ballet, la grande difficulté fut de trouver un Achille convenable et d'une juste stature : on choisit d'abord le célebre Duport, le premier des danseurs de l'Opéra ; on n'eut pas lieu de se féliciter du choix : il parut dans ce rôle d'Achille petit et de mauvaise mine ; sa danse fut jugée ignoble et comique ; on alla même jusqu'à soupçonner que Duport, aspirant aussi à la gloire de composer des ballets, n'était pas fâché de jeter du ridicule sur le ballet de

Gardel, rival très-dangereux pour lui. L'Achille Duport déplut généralement, mais on n'en avait point d'autre dans le moment : c'est ce qui occasionna une interruption considérable dans les représentations du ballet.

On s'adressa enfin à Henri, danseur très-distingué ; on crut avoir trouvé en lui un Achille ; mais on fut bientôt choqué de sa taille gigantesque sous un habit de femme : l'un était trop petit, l'autre trop grand. Il fallait un Achille moyen ; on le rencontra dans Saint-Amant, jeune artiste, moissonné dans sa fleur, et dont la perte est encore douloureuse pour les amateurs des arts. Son jeu vif, élégant, gracieux, donna beaucoup d'éclat au ballet. Albert, qui le remplace, a toutes les qualités nécessaires pour nous consoler de la mort de Saint-Amant. Il a rempli le rôle d'Achille avec beaucoup de succès, et son talent s'est également signalé dans la danse et dans la pantomime.

C'est la poésie qui a fourni à Gardel ce sujet, et, à beaucoup d'égards, il prête plus au compositeur de ballets qu'au faiseur de vers. C'est un sujet de poëme assez mince, que celui qui n'offre point d'autre action qu'un enfant fait à une jeune fille avant le mariage, par un garçon déguisé en fille. Il est vrai que ce garçon déguisé est Achille : la fille abusée la princesse Déidamie, fille de Lycomede, roi de l'isle de Scyros : l'enfant fait n'est autre que Pyrrhus, héros si célebre dans l'Eénide de Virgile et dans l'Andromaque de Racine. Ces grands noms ennoblissent ce que l'action a de trivial ; mais quel avantage la pantomime n'a-t-elle pas sur la poésie ? L'une met sous nos yeux ce que l'autre nous raconte ; celle-là nous fait voir les filles de Lycomede, celle-ci ne fait que nous en parler. Une décoration, pour la plupart des spectateurs, vaut mieux qu'une description ; des personnages vi-

vants et animés produisent plus d'effet que tous les tableaux poétiques.

Ce n'est pas un portrait, une image semblable;

c'est un Achille, une Déidamie véritable que la pantomime nous présente.

A quoi pensait Thétis de déguiser son fils en femme pour le dispenser d'aller à la guerre? Quel pauvre stratagême! le loup ne peut rester longtemps caché dans la bergerie. Dès la premiere nuit qu'Achille se trouve au milieu de tant de filles, il ne peut déguiser son sexe à Déidamie. Thétis n'était pas adroite, elle était encore bien moins généreuse de sacrifier ainsi, à son inquiétude maternelle, l'honneur des filles de Lycomede, et le repos et le bonheur de ce bon roi, le meilleur homme du monde: il est vrai que le bonhomme avait à se reprocher une grande imprudence: il n'aurait pas dû admettre parmi ses filles, une inconnue, une aventuriere jetée par la tempête dans son île, et qui pouvait causer de grands naufrages aux vertus de sa cour; mais, dans ces temps de simplicité on vivait sans défiance; on envoyait les filles, sur leur bonne foi, célébrer les fêtes de Bacchus; elles couchaient la nuit dans les bosquets, étendues sur le gazon: il fallait qu'il se passât d'étranges choses dans ces mysteres de Bacchus, puisqu'on en écartait les hommes avec tant de soin: ces mysteres de Bacchus ne valaient pas mieux que ceux de la bonne déesse. Un jeune libertin de Rome se déguisa en femme pour s'en éclaircir; mais il fut aussitôt reconnu, et n'eut le temps de rien voir. Achille, sous le même déguisement, au milieu d'une foule de jeunes filles endormies, a toute la facilité possible de s'instruire à fond des mysteres de Bacchus, et même de ceux de l'amour; mais heureusement pour toutes ces jeunes filles, Achille est amoureux, et

ne voit que Déidamie. Pour un jeune homme épris d'un véritable amour, il n'y a qu'une femme au monde : le véritable amour est un excellent préservatif contre la licence des mœurs ; mais où est-il ce véritable amour ? c'est un dieu de la fable.

Il y a dans la pantomime deux parties ; l'une est voluptueuse et riante, toute en jeux et en fêtes, pleine de jeunes nymphes et de jolies danses ; l'autre est toute guerriere, toute en marches, en évolutions, en combats, en exercices militaires : les nymphes n'y sont que des amazones. Cet appareil, cette pompe martiale enflamment l'imagination d'Achille ; il s'élance sur les armes qu'on lui présente : la fille disparaît, le héros se montre. Lycomede, peu satisfait que ce héros ait choisi sa cour pour le théâtre de ses premiers exploits galants, veut avoir raison de cet outrage : l'hymen lui fait raison des insultes de l'amour. Cette tradition de la pantomime ruine absolument la tragédie d'Iphigénie en Aulide ; car Achille, marié à Déidamie, ne pouvait pas songer à Iphigénie. Mais les fables poétiques sont un chaos de contradictions et d'absurdités ; chacun les arrange à sa fantasie.

Mad. Gardel se montre grande actrice dans le rôle de Déidamie ; elle peint vivement les combats de la pudeur et de l'innocence dans un jeune cœur, contre la séduction de l'amour et du plaisir. Trop occupée d'un jeu plus sérieux que la danse, elle a cependant fait reconnaître son talent supérieur toutes les fois qu'elle a dansé, et spécialement dans un pas délicieux qu'elle a exécuté avec une lyre à la main. Mlle. Victoire Saulnier a joué Thétis avec beaucoup de grâce et d'expression. Je ne sais combien Lycomede avait de filles ; à l'Opéra, il en a dix : vraiment sœurs pour le talent, toutes sont différentes d'âge, de figure et de taille : ce sont Mlles. Chevigny, Saulnier l'aînée, Gaillet, Courtin, Fanny, Félicité, Gosselin aînée, Masrelié cadette, Mari-

s'arment de toute leur rigueur ; il suffit qu'ils le regardent froidement et avec indifférence : il suffit qu'ils ne lui disent rien de favorable, Oreste est un homme mort. Depuis un an il veut mourir : après avoir ailleurs mendié en vain des assassins et des bourreaux, il a trouvé son fait dans Hermione, plus cruelle que tous les barbares de la Tauride.

Il n'y a point de héros de l'Astrée, de Cyrus et de Clélie qui s'exprime plus galamment. C'est la manie des amants rebutés de vouloir toujours mourir et de ne mourir jamais, quoique rien ne soit plus facile quand on le veut bien ; mais ce qui rend la mort de ces pauvres amants extrêmement difficile, c'est que par une fantaisie des plus bizarres, ils ne veulent mourir que de la main de leur maîtresse : c'est là le fin de la passion. Est-il rien de plus dégoûtant que cette idée d'une femme bourreau qui enfonce le fer dans le cœur de l'imbécille patient ? Tout le monde sait bien qu'aucune femme ne fera cet office, quoiqu'elle en soit requise. Les instances du Cid et autres galants, sont froides et ridicules ; mais c'était si bien la mode du temps, qu'Œdipe, dans la tragédie de Voltaire, prétend aussi que ce soit Jocaste qui le tue, quoiqu'il ne soit que son époux, et non pas son amant. Ce qui m'étonne, c'est qu'on ne rit pas maintenant au théâtre de ces folies dont la mode est passée : rien ne paraît cependant si ridicule qu'une vieille mode ; et celle-ci est si contraire à la nature et à la vérité, que lors même qu'elle était à la mode, elle était très-ridicule, quoiqu'elle ne le parût pas.

Hermione ne tue point Oreste, malgré des prieres si pressantes, mais Oreste tue Pyrrhus à la sollicitation d'Hermione ; et quand il reconnaît qu'il n'a commis qu'un crime inutile, il devient furieux, mais il n'en meurt pas ; il ne fait que s'évanouir entre les bras de Pylade, après un accès de frénésie et de rage.

On ne sait d'où cet amour pour Hermione est venu à Oreste : c'est sans doute une suite de la vengeance des Furies qui poursuivent un fils assassin de sa mere. Comment Oreste a-t-il pu se présenter à Ménélas, après avoir tué la belle-sœur de ce prince ; à Hermione, après avoir tué sa tante ? Pyrrhus lui-même, au rapport d'Euripide, lorsqu'il rechercha la main d'Hermione, sut bien reprocher à Oreste qu'il n'était pas fait pour être son rival, et qu'on ne pouvait pas donner Hermione à un maniaque en proie aux Furies, et tout dégouttant du sang de sa mere.

Il est fort étrange que la Grece ait choisi un forcené tel qu'Oreste, un ennemi personnel de Pyrrhus, pour être auprès de lui son ambassadeur ; elle pouvait bien compter sur un refus. On peut aussi s'étonner que dans la piece de Racine, Hermione ait l'air d'ignorer qu'Oreste est le meurtrier de Clytemnestre sa tante ; mais il faut qu'elle l'ignore, il faut que les spectateurs n'y pensent pas ; et c'est pour cela qu'il n'en est pas dit un mot dans la piece. Oreste serait trop odieux, et perdrait le peu d'intérêt qu'il inspire ; car il faut convenir qu'un ambassadeur qui tue un roi pour les beaux yeux de sa maîtresse, n'est pas un héros tragique bien intéressant.

L'écueil du rôle d'Oreste pour un acteur, c'est précisément cette insipide galanterie et ce ton d'amoureux transi, que l'auteur donne au personnage. J'invite beaucoup Talma à corriger Racine en prêtant à Oreste, au lieu d'un ton langoureux et lamentable, l'accent du désespoir et d'un dépit sombre et concentré. Arrivé aux fureurs, Talma est sauvé ; mais il n'y arrive que bien tard : il faut l'attendre jusqu'à la fin de la piece. Mlle. Duchesnois a mis beaucoup de véritable passion dans le rôle d'Hermione.

Sémiramis.

C'est une tragédie du Dimanche; on l'avait mise le Lundi, c'est presque la même chose : quelque jour qu'on la représente, et quels que soient les spectateurs, je demande quel peut être le résultat d'un spectacle où l'on voit un fils égorger sa mere pour venger son pere, par l'ordre exprès du ciel et par l'entremise d'un grand-prêtre ministre de la divinité ? A quels bourgeois de la rue Saint-Honoré persuadera-t-on qu'un dieu, pour punir une femme qui a tué son mari, force un fils à tuer sa mere : c'est venger un crime par un crime plus grand ?

N'est-il pas étrange que Voltaire se soit obstiné trois fois à mettre sur la scene ce monstrueux attentat contre la nature et contre la divinité ? Il aurait bien dû laisser à l'Anglais Shakespeare cette horrible absurdité. Ce qui doit encore plus étonner que tout le reste, c'est qu'un poëte aussi barbare que Shakespeare, est cependant de tous les poëtes qui ont traité ce malheureux sujet, celui qui a le plus respecté la nature et la divinité : ce n'est point un dieu qui arme directement Hamlet contre sa mere; c'est l'ombre de son pere, c'est un revenant; Hamlet a même sur la bonté divine des idées très-philosophiques, et aucun moderne n'a rien imaginé d'aussi touchant que la scene de l'urne.

Des trois tragédies que Voltaire a composées d'après Hamlet, Ériphile n'eut point de succès; elle n'est connue que des littérateurs curieux. Oreste éprouva de grandes difficultés à la premiere représentation, quoique l'auteur, alors âgé de cinquante-six ans, eût une prodigieuse influence sur la littérature. Crébillon avait encore un parti assez consi-

dérable, et l'on trouvait mauvais que Voltaire eût voulu refaire la tragédie d'Electre, fort estimée dans ce temps-là.

La seconde représentation fut retardée de huit jours, sous prétexte des corrections que l'auteur voulait y faire. Voltaire mettait bien plus de temps à corriger ses pieces qu'à les composer ; et lors-même qu'elles étaient au théâtre, il avait coutume d'y faire beaucoup de changements ; ce qui fit dire aux plaisants : Voltaire est un auteur singulier ; il fait ses tragédies pendant qu'on les représente.

Les billets de parterre, à la seconde représentation d'Oreste, portaient ces lettres initiales : O. T. P. Q. M. U. D. qui signifiaient :

Omne tulit punctum qui miscuit utile dulci.

C'est-à-dire : " Mêler l'agréable à l'utile, c'est avoir " atteint le point de la perfection." On appliquait à Voltaire ce vers d'Horace, pour faire entendre qu'aux qualités essentielles de Crébillon, il avait ajouté l'agrément d'un style plus harmonieux et plus pur ; mais quelques partisans de Crébillon donnerent à ces lettres initiales un sens bien différent en les interprétant ainsi : " Oreste, Tragédie Pitoyable, Que Monsieur Voltaire Donne.

Malgré les grands éloges de M. de Laharpe à cette tragédie d'Oreste, elle ne se soutint que par le talent de Mlle Clairon qui jouait Electre : je n'en ai vu qu'une seule représentation, qui ne produisit aucun effet. C'est le premier ouvrage dramatique de Voltaire où l'on aperçoive des traces de vieillesse ; le style n'a plus de charmes, il est froid et sec.

Sémiramis a triomphé des sifflets, des épigrammes et des éclats de rire qui troublerent ses premiers jours : elle est aujourd'hui très-suivie. L'ombre de Ninus, quoique très-ridicule, ne fait plus rire per-

somme ; on se laisse éblouir par la pompe du style : les rôles d'Arsace et de Sémiramis sont toujours joués par l'acteur et l'actrice qui ont plus de vogue : on ne fait pas la moindre attention à la contradiction singuliere qui se trouve entre l'esprit religieux répandu dans la piece, et la conduite atroce qu'on y prête aux dieux. Quel respect, quelle dévotion peuvent inspirer des dieux qui prêchent le parricide ! C'est se jouer des dieux et des hommes, que d'attribuer à la divinité une pareille abomination.

On me dira, accusez donc les Grecs les premiers auteurs de cette impiété ! Les Grecs étaient païens ; leur religion était absurde, leur théologie extravagante ; ils avaient plus de génie et d'esprit que de philosophie : ils étaient superstitieux et fanatiques ; mais s'ils n'avaient pas une juste idée de la divinité, ils avaient une connaissance parfaite de l'art dramatique. Ce sujet, qui ne vaut rien pour nous, était excellent pour eux, et faisait frémir tous les spectateurs. Je ne vois pas, il est vrai, quel bien il résulte de ces émotions données aux hommes rassemblés au théâtre, si ce n'est de leur dessécher l'âme, de leur user le cœur par l'habitude de ces secousses. Chez les Grecs ces terreurs théâtrales ne servaient qu'à augmenter, dans le peuple, la superstition, le fanatisme, la crainte des dieux méchants, injustes et cruels.

Cela est condamnable en politique et en morale ; mais en littérature cela est sublime. L'art dramatique ne se propose que de donner aux hommes des commotions électriques, n'importe comment et de quelle maniere ; le grand secret est d'exciter les passions, surtout la pitié et la crainte. Or, qu'y a-t-il de plus pitoyable, de plus terrible qu'un jeune fanatique, qui ne connaît plus la nature quand un dieu parle et commande, qui se fait un devoir religieux et sacré d'égorger sa mere pour venger un pere ? Cette action n'est-elle pas bien

capable de faire frissonner ceux qui ne voient dans Oreste que l'exécuteur des ordres d'un dieu supérieur aux lois de la nature ?

Sophocle est le seul qui ait traité ce sujet franchement, sans rien affaiblir de son épouvantable énergie. Oreste vient exprès pour tuer sa mere ; il n'a nul remords : il se croit chargé d'une œuvre sainte. Sa sœur est aussi fanatique que lui : le meurtre s'exécute dans toute son horreur, et le scélérat Egisthe, supposé absent pendant la piece, revient à la fin pour subir la peine qui lui est due. Nos poëtes, au contraire, sont très-embarrassés de ce misérable Egisthe, qu'ils se croient obligés de faire penser et parler en héros de théâtre. Ils sont bien plus embarrassés d'Oreste ; il tue sa mere sans le savoir, sans le vouloir, et ils imaginent pour cela les raffinements les plus bizarres. Voltaire se met à la torture pour arranger les choses de maniere que Ninias puisse tuer sa mere sans péché.

Sophocle ne met le fils en présence de sa mere qu'au moment de l'action. Dans toute la piece, Clytemnestre ne connaît pas Oreste ; il ne se déclare pour son fils qu'en lui donnant la mort. Il n'en est pas ainsi de Voltaire, qui aime mettre en scène des personnages qui ne doivent ni se voir ni se parler. La mere dit à son fils : "Tuez-moi ; je suis une malheureuse." Le fils dit à sa mere : "Je ne vous tuerai pas ; je ne veux tuer qu'Assur." Tout cet entretien fatigue et afflige le cœur.

Talma a de la force et de la fierté avec Assur ; dans les dernieres scenes avec Sémiramis, il est lamentable, monotone et lourd. Mlle Raucourt est pleine de grandeur et de majesté dans la scene avec Assur ; ses terreurs même et ses faiblesses ont une certaine dignité. Dans la scene avec son fils, elle a outré le pathétique ; c'est la faute du rôle. Mlle Volnais, dans le rôle d'Azéma, rend, avec beaucoup de noblesse et un excellent débit, toutes les

choses auxquelles elle ne veut pas donner une expression au-dessus de ses moyens. On ne guérira jamais notre théâtre de cette manie de faire égosiller les princesses contre toute espece de bienséance ; on est blasé sur ce qui est naturel et vrai ; on ne connaît d'autre expression que celle des cris et des hurlements ; il s'établit entre les acteurs et actrices une lutte de poumons et non pas de talents.

THÉATRE DU VAUDEVILLE.

Premiere Représentation de Bayard, Page, *Piece en deux Actes.*

Nous avons au Théâtre Français le Chevalier Bayard, doublement héros, et comme vainqueur de l'amour et comme ennemi du nom français ; nous avions un autre Bayard amoureux de la belle Randan, et vainqueur de son rival Sotomayor : mais celui-là avait quitté le Théâtre Français pour l'Odéon. Voici encore au Vaudeville un Bayard ; c'est déjà un héros, mais c'est encore un enfant, un espiegle, un page ; il est sous la conduite d'un chanoine, son oncle, qui, malgré sa tendresse, malgré toute l'indulgence des oncles de comédie, le retient prisonnier dans le château du Terrail, pour lui épargner des étourderies. Bayard trouve le moyen de s'évader, et vole aux pieds de sa belle cousine dont il est éperdûment amoureux. Il a pour rivaux son ami Bellabre, amant favorisé de la belle, et plusieurs autres chevaliers prêts à combattre pour la conquérir. L'oncle chanoine la destine à un chevalier gascon qu'on appelle le chevalier à la longue lance : c'est un fanfaron des plus ridicules, descendu de M. de Crac, et dont le courage consiste en vaines rodomontades. Tous ces amants doivent

disputer dans un tournois la possession de la dame de leurs pensées. Bayard voudrait bien être du nombre des concurrents ; mais ce n'est encore qu'un jeune étourdi qui n'a ni le titre ni les armes de chevalier. Tout ce que son oncle peut faire, c'est de l'habiller de neuf pour assister au tournois : il écrit en effet au tailleur de fournir à son neveu tout ce qu'il demandera. Le neveu abuse de la confiance de son oncle, et demande un équipage complet de chevalier. Le tournois s'ouvre : le chanoine et sa niece attendent l'événement sur la scene, ce qui n'est guere conforme aux usages de la chevalerie, car la dame pour laquelle on se battait assistait toujours aux joûtes. A mesure que les chevaliers sont vaincus, ils viennent sur le théâtre se présenter à la dame. Bellabre paraît le premier, triste et confus de sa défaite ; le chevalier gascon lui succede ; et, tout vaincu qu'il est, il prétend n'en être pas moins invincible. L'oncle et la niece sont très-curieux de connaître le vainqueur. Un jeune chevalier s'avance, la visiere baissée : on le presse de se découvrir, et il se trouve que ce mystérieux chevalier, ce vainqueur du tournois, n'est autre chose que le jeune Bayard qui, pour son coup d'essai, a désarçonné tous ses rivaux. La victoire des deux auteurs a été un moment indécise, lorsque le chanoine reçoit une lettre de Laurent le tailleur, qui lui marque que son neveu a levé pour huit cent francs de drap. On a jugé qu'il était ignoble que l'oncle de Bayard fît attention à cette misere ; mais l'arrivée du jeune vainqueur, et les couplets sur le chevalier sans peur et sans reproche, ont appaisé les murmures et laissé le champ libre aux applaudissements. Les deux auteurs, MM. Theaulon et Dartois, ont été demandés et nommés : on ne peut pas leur reprocher d'avoir trop prodigué l'héroïsme sur cette scene badine ; il n'y en a qu'au dénoûment. Le chanoine, le chevalier à la longue lance, la cous

sine, le petit cousin et son écuyer, sont des personnages assez comiques. Le petit Bayard est plein de vivacité et d'ardeur. Il y a plus d'esprit et de gaîté que de grands sentiments ; mais, pour deux actes, il y a trop peu d'action, et la scène languit quelquefois.

LE TRIOMPHE DES RUSSES,

CHANT DE VICTOIRE,

AIR : *Allons Enfans de la Patrie, &c.*

Des habitants de la Scythie,
Que dis-tu, grand Napoléon ?
Est-ce un peuple dans l'apathie ?
Le vois-tu trembler à ton nom ? (*bis.*)
Que de sang fait couler ta rage !
Bravant l'inclémence des cieux,
Entends le Russe furieux,
Chanter en volant au carnage :
Tombez, monstres cruels ; vengeons notre pays !
La mort ! (*bis.*) Point de quartier aux oppresseurs des lys.

Des bords de la Seine et du Rhône
Traînés dans les climats du Nord,
A tes guerriers, chez nous, Bellone,
A chaque pas offre la mort. (*bis.*)
Ces cohortes jadis si fières,
Redoutent l'effort de nos bras ;
La faulx sanglante du trépas
Abat tes phalanges altières,
Tombez, monstres, etc.

C'en est fait ; tes vils satellites
Mettent partout les armes bas.
Mars est content ; plus de poursuites :
Le malheur désarme nos bras. (*bis*)
Toi seul refuses de te rendre,
Et dans la fuite est ton espoir.
Comment peux-tu le concevoir ?
Tremble ; dans peu tu vas entendre :
Péris, monstre cruel ! Vengeons notre pays !
La mort ! (*bis*) Point de quartier à l'oppresseur des lys.

Fait pour vivre dans la mémoire,
Ainsi le vainqueur de Narva
Soudain vit obscurcir sa gloire
Aux champs fameux de Pultava ; (*bis*)
Infortuné, mais magnanime,
Charles n'en parut que plus grand.
Toi, tu rentres dans le néant ;
Tu n'avais que l'éclat du crime.

Péris, monstre cruel ! etc.

Vous, que pour ravager la terre,
Accable un odieux mortel,
Voulez-vous voir cesser la guerre ?
Relevez le trône et l'autel. (*bis*)
Louis, votre auguste monarque,
Mérite de vous commander,
Vous nous verrez vous seconder,
Livrer tout rebelle à la Parque.

Tombez, monstres cruels ! etc.

Pierre survit dans Alexandre
Que les malheurs n'abattent pas.
A quoi ne doit-on pas s'attendre ?
La Sagesse guide ses pas. (*bis*)
Grand Prince, jouis de ta gloire ;
En te bénissant, tes sujets
Heureux, rediront à jamais
Ces chants dictés par la victoire :
Tombez, monstres cruels ! Vengeons notre pays !
La mort ! (*bis*) Point de quartier aux oppresseurs des lys.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Nous continuons de marcher de succès en succès, d'enchantements en enchantements. La révolution qui s'opere cette fois-ci paraît devoir être totale. L'Europe militaire, politique et commerciale, prend une face absolument nouvelle, et sans doute cette impulsion va changer de même en bien ce malheureux ordre de choses qui affligeait, depuis deux ans, toutes les colonies européennes dans les deux Amériques. Ainsi la Russie va faire la fortune de la Jamaïque et de la Martinique, et Moscou sauvera Mexico.

Les matériaux de l'histoire d'un aussi grand mouvement s'accumulent chaque jour à un tel point qu'il est à-peu-près impossible de trouver le temps de les recueillir, de les classer et de les présenter en ordre aux lecteurs. Chaque jour on voit augmenter la masse de ces matériaux historiques, d'une maniere qui confond les rédacteurs des journaux. On ne sait littéralement par où commencer. Cependant comme la grande crise est sur la frontiere de Russie et de Prusse, nous donnerons la préférence aux nouvelles du Nord. Chaque malle de Gothenbourg était autrefois pour nous la boëte de Pandore; heureusement cette boëte est vide, son affreux contenu est épuisé ; et l'espérance qui restait au fond, nous arrive aujourd'hui, à chaque souffle du vent du Nord, pure et sans aucune tache qui ternisse l'éclat de la perspectivs qu'elle nous offre.

Bénissons ceux à qui est due cette étrange métamorphose. Commençons par l'Etre Suprême qui dirige d'en haut toutes les choses d'ici-bas ; bénissons ensuite les gouvernements et les peuples Anglais,

Espagnols et Russes qui ont été les instruments dont Dieu s'est servi pour punir l'orgueil, l'ambition, la scélératesse du plus affreux monstre que l'univers ait encore vu sous une forme humaine, et que les superstitieux bénissent ensuite, s'ils le veulent; la brillante comete, qui semblait l'an dernier nous présage la chûte prochaine du petit César Corse.

Les dernieres nouvelles que nous avions de la Russie laissaient l'armée française, si toutefois on peut donner ce nom aux débris désorganisés de ce qu'on avait appelé deux mois auparavant la grande armée, sur les bords de la Berezyna, qu'elle était parvenue, à passer en partie, et où elle avait, selon le 29e bulletin remporté un avantage signalé sur l'armée de l'amiral Titchagoff. Ce même bulletin nous fournissait quelques notes sur les positions qu'elles avait occupées dans sa fuite, jusqu'au 2 Décembre, époque à laquelle son auguste commandant, non moins épouvanté de la colere et de l'indignation de ses propres soldats que de l'activité et de la valeur des Cosaques et des troupes Russes, Buonaparté prit le sage, quoique honteux, parti de déserter dans un seul traîneau. Nous ignorions ce qui s'était passé dans tout le mois de Décembre, lorsque le même jour, il nous arriva des journaux de France jusq'au 12, qui nous donnerent le premier avis de la défection du corps auxiliaire prussien de la Grande Armée, et quatre malles de Gothenbourg, avec des nouvelles de St. Pétersbourg du 24 Décembre; et le 19 deux nouvelles malles du Nord nous ont informés des événements qui ont eu lieu du 15 au 25 dans ce magnifique mois de Décembre 1812, qui a mis le sceau à la gloire de la Russie, en complétant la dissolution de l'armée française. Ainsi deux mois ont vu détruire de fond en comble la plus prodigieuse armée que le despotisme fût jamais parvenu à réunir sous le même drapeau, et qu'il avait fallu deux années entieres pour organiser et équipper.

Une gazette extraordinaire de la Cour, publiée

le Dimanche 17, a donné au public les détails glorieux des événements qui se sont passés depuis le passage de la Berezyna jusqu'à l'arrivée des Russes toujours vainqueurs, à Wilna, et à la capture des magasins français ; à Wilna, où suivant le 29e bulletin, on avait envoyé les blessés et les malades ; à Wilna où se trouvaient les dépôts de toute espece et les rafraîchissements de l'armée; à Wilna, devant laquelle on aurait, en quelque sorte, voulu faire croire au peuple de Paris, que les Russes auraient été obligés de s'arrêter comme devant une place de premiere force, ainsi que Magdebourg, Lille ou Strasbourg.

Depuis le 3 Décembre, date du 29eme et dernier bulletin à Molodetchno, jusqu'au 31 du même mois, époque à laquelle la Prusse s'est détachée de sa monstrueuse alliance, les Français ont gardé le plus profond silence. Leurs bulletins ont cessé tout-à-coup au milieu d'événements de la plus haute importance, dans le moment de crise de leurs affaires. Heureusement les bulletins et rapports russes nous mettent à même de remplir cette lacune jusqu'au 25 Decembre.

Quel spectacle intéressant nous offre cet intervalle ! d'un côté, malheurs, désastres de tous les genres ; de l'autre, un cours non interrompu de triomphes et de gloire ! Nous anticipons sur le détail historique de ces succès pour en offrir le résultat au 25 Décembre. A cette époque, les Russes avaient déjà entre leurs mains

41 généraux,
1293 officiers,
167,516 sergents et soldats prisonniers.

Le nombre de canons pris s'élevait à 1131 pieces.

Buonaparté expose dans son bulletin les raisons qu'il eût de préférer, après la bataille de la Berezyna, la route de Wilna à celle de Minsk

" Nous avions, y dit-il, à choisir entre deux " routes, celle de Minsk et celle de Wilna. La route

" de Minsk passe au milieu d'une forêt et de marais
" incultes, et il eût été impossible à l'armée de s'y
" nourrir. La route de Wilna, au contraire, passe
" dans de très-bons pays. L'armée sans cavalerie,
" faible en munitions, horriblement fatiguée de
" cinquante jours de marche, traînant à la suite ses
" malades et ses blessés de tant de combats, avait
" besoin d'arriver à ses magasins, le 30, le quartier-
" général fut à Plechnitsi; le 1er Décembre à Slaiki,
" et le 3 à Molodetchno, où l'armée a reçu les
" premiers convois de Wilna. Tous les officiers
" et soldats blessés, et tout ce qui est embarras,
" bagages, etc., ont été dirigés sur Wilna. . . .Dire
" que l'armée a besoin de rétablir sa discipline, de
" se refaire, de remonter sa cavalerie, son artil-
" lerie et son matériel, c'est le résultat de l'exposé
" qui vient d'être fait. *Le repos est son premier*
" *besoin. Le matériel et les chevaux arrivent*, etc."

Ainsi l'on voit que Buonaparté s'attendait ou au moins voulait faire croire à ses sujets et vassaux, que Wilna était le terme des dangers et des fatigues de ses troupes qui n'avaient perdu que des chevaux, des charriots, de munitions et de bagage, et une partie de leur belle humeur. A Wilna, elles devaient trouver sûreté, repos, guérison, discipline, matériel et chevaux; enfin, tout ce qu'il lui fallait pour se refaire. A Wilna, elles devaient trouver les quartiers d'hyver si désirés, et l'armée russe n'aurait pas osé les y attaquer.

Nous allons voir comment les événements ont répondu à ce calcul.

Lorsque les Français repasserent la Berezyna, on évalua qu'ils étaient encore au nombre de 70 mille hommes, composés de la garde, des débris de l'armée de Moscou, et de ceux des corps de Victor et d'Oudinot. A en croire le 29e bulletin, la bataille de la Berezyna avait été une victoire pour Buonaparté. Il y avait battu Titchagoff et fait 6000 russes prisonniers. Il fallait qu'il présentât sa désertion de Russie, précédée, comme son évasion

de l'armée d'Egypte, d'un grand succès. Berezyna devait être un autre Aboukir. Mais nous voyons aujourd'hui par les rapports officiels russes, que bien loin d'être une victoire décisive, cette affaire fut au contraire singulieremnt désastreuse pour l'armée française. Ce jour-là et les trois jours suivants, elle fut si chaudement et si vigoureusement poursuivie par Wittgenstein et Titchagoff, qu'elle perdit plus de 20,000 hommes, ce qui réduisit ainsi sa force à 50,000. On voit dans les dépêches de Lord Cathcart qu'elle était serrée de si près qu'elle marchait la nuit et bivouquait le jour en carrés creux. Dans une de ces marches où le désespoir et l'irritation des troupes étaient extrêmes, elles virent leur chef qui voyageait dans une voiture bien close avec Murat et Berthier. Aussitôt elles firent entendre le cri : *à bas le voiture.* Effrayé de ces vociférations, l'Empereur descendit tout tremblant de sa douce berline et monta à cheval, revêtu d'une bonne pelisse de fourrure et d'un bonnet polonais ; de nouveaux cris, *à bas le manteau,* partirent du milieu de cette troupe qui périssait de froid. Alors il fallut que l'Empereur se dépouillât de ces manteaux chaleureux, et qu'il éprouvât un moment les maux et les souffrances de ses victimes. Ce fut sans doute lorsqu'il eût commencé à souffler dans ses doigts qu'il se disposa à souffler dans la manche. Il songea dès-lors à se faire une garde particuliere au milieu de sa garde, une espece de *sanctum sanctorum* pour assurer son inviolabilité. De là l'escadron sacré de 600 des plus illustres fuyards et couards de l'armée, maréchaux d'empire, maréchaux du palais, chefs de la garderobe, favoris, qui se servaient tous mutuellement d'escorte, et qui faisaient l'avant-garde sacrée de cette pauvre armée grélotante qu'on laissait expirante, et sans chefs, sans provisions, sans espoir de salut. Les gros bonnets de la bande ayant les meilleurs chevaux et les meilleures fourrures se tirerent d'affaire dans cette débâcle, dans ce *sauve qui peut* universel, en abandon-

nant le reste de la troupe à la merci du vainqueur et des élémens. On voit dans le rapport de l'amiral Titchagoff que toutes les fois que la troupe française et son chef étaient joints par les Cosaques de l'avant-garde, le bon Empereur était le premier à monter à cheval et à se sauver à toute bride.

Voici quelles furent les dispositions des généraux russes qui pressaient Buonaparté de tous côtés sur ses flancs, en tête et en arriere.

Platoff avec ses Cosaques se trouva souvent en avant des Français et coupa, à plusieurs reprises leur ligne de retraite. L'aide-de-camp-général Kutusoff ayant gagné Babinowitch par une marche rapide, fut en état d'agir sur le flanc droit de l'ennemi, et de le jeter davantage sur Wittgenstein, en l'empêchant d'agir de ce côté. Il les suivit d'Orsha à Borissow, tuant ou faisant prisonniers au delà de 12000 hommes, et joignit ensuite le général Wittgenstein dont il couvrit le flanc droit. De Borissow le général Wittgenstein le dépêcha à Lepel, où il reçut avis que les Bavarois sous le général Wrede étaient à Dockstchitzié, en marche pour aller joindre la grande armée française à Smorgonie. Par un mouvement habile et rapide sur Dolkinow, entre leur position et Smorgonie, le général Kutusoff rendit leur jonction impratiquable. Wittgenstein se portant sur les entrefaites hors de la route directe de Veleika, par laquelle l'ennemi semblait disposé à se retirer, prit la route de Konou, et delà marcha dans la direction de Nomentchina, suivant à peu près la ligne que Buonaparté avait suivie en marchant de Wilna à Witepsk. En se donnant ce développement, il avait le projet et l'espoir d'enfermer l'ennemi entre son corps et celui de Titchagoff qui le suivait sur son flanc gauche. Ces deux généraux russes marchaient par deux différentes routes sur le même point qui était Wilna.

L'attaque de flanc de l'aide-de-camp général Kutusoff força l'ennemi de renoncer à son premier projet de marcher sur Vileika il se porta à Molo-

detchno où il arriva le 3 Décembre. Dans les entrefaites, Platoff, avec ses troupes légeres, avait passé entre les Français et Wilna; Mais quoiqu'il le harcelât prodigieusement, il n'était pas assez en force pour l'arrêter. Il paraît que Buonaparté resta avec son armée jusqu'à ce que l'avant-garde fût arrivée à Ochmiany, entre Smorgonie et Wilna. Il était serré de si près par le corps des partisans russes, que ce corps pénétra dans la ville en même-temps que lui, et que ce fut là qu'il se sauva, en changeant d'habit, et en fuyant au grand galop du côté de Wilna.

A Wilna l'ennemi et les Russes arriverent presque au même moment. Le colonel Sesslavin dit dans son rapport qu'ils y furent portés en quelque sorte sur les épaules des Français. La poursuite fut si chaude que l'ennemi n'eut le temps ni de se reposer ni de s'arrêter un moment à Wilna pour s'y rafraîchir. Il y était arrivé dans la nuit du 9, et déjà l'on voit que le 10 au matin les Russes en étaient en possession. Une colonne ennemie se sauva par la route de Kouno, sur laquelle ce démon de Platoff avait posté tous ses régiments de Cosaques. Le reste de l'ennemi fut ou détruit par le fer et le feu ou fait prisonnier. Le nombre de ces derniers fut de sept généraux, environ 250 autres officiers et 14600 hommes, y compris les malades et blessés trouvés dans les hôpitaux. Les magasins et les approvisionnements de toute espece pris à Wilna furent immenses. On y trouva, des vivres pour 150 mille hommes pour un mois. Ainsi de cette armée de 360,000 hommes avec lesquels Buonaparté était entré en Russie, il est certain qu'il n'y en a pas eu 20,000 qui aient repassé le Niémen.

La prise de Wilna termine la premiere gazette extraordinaire; mais à peine cette gazette était-elle publiée qu'il en a paru une nouvelle le Mercredi 20. On la trouvera dans ce Numéro. Elle présente le journal des opérations militaires des

Russes jusqu'au 25 du mois dernier. C'est toujours la même activité de la part de nos amis les Russes, et le même acharnement à la poursuite de leurs ennemis, fuyant dispersés et continuant de périr ou d'être pris par milliers. Ce sont des récits certainement assez tristes que ceux de la dissolution de quatre cents mille créatures humaines, et c'est ainsi que l'exécution d'un malfaiteur est un spectacle affligeant : mais la punition d'un crime en grand ou en petit, n'en est pas moins pour celui une chose juste, convenable et nécessaire au bonheur général et à la sûreté du monde.

Nous avons enfin la nouvelle de la retraite des autrichiens et de leur poursuite par le général Sacken. Espérant bien, comme nous le faisons, de la nouvelle politique qui va diriger les conseils de l'Autriche, on ne doit pas être fâché que ces troupes échappent avec peu de perte. Peut-être même trouvera-t-on en derniere analise que cette retraite était concertée.

Nous n'avons pas le temps de résumer le contenu de la seconde gazette de la cour. Si l'on n'y trouve pas des avantages aussi considérables que dans les bulletins précédents, c'est qu'il n'y a à peu près plus de corps d'armée à défaire, prendre ou détruire.

Nous nous contenterons d'observer que toutes les armées russes sont en contact, et en état de co-opérer les unes avec les autres.

L'armée de Wittgenstein est allée de Wilna à Tilsitt dont elle a pris possession le 22.

Platoff avec ses Cosaques, ayant détruit la derniere colonne française à Kowno, a poussé sur Wilkowich et Kalwari. Titchagoff ayant descendu le Niémen jusqu'à Gesno, communique avec Platoff à Kalwari.

Tormasoff, avec la grande armée qui avait été commandée par le prince de Smolensk, a pris Grodno.

Les généraux Sacken et Tontschakoff qui poursuivent les Autrichiens, et Régnier, devaient être le 24 à Ronchani. Ainsi il paraît que toutes ces forces sont liées ensemble, et que c'est ainsi qu'elles marchent partie sur Varsovie, et partie sur Konigsberg.

Wittgenstein prit Tilsit le 22 ; mais il paraît, par les papiers de Paris, du 12 Janvier, que le 31 Décembre, il n'en était plus en possession.

Ces papiers nous informent d'un fait de la plus haute importance, et que nous regardons comme décisif dans la crise actuelle ; c'est la défection du corps auxiliaire prussien qui était avec Macdonald. On trouvera à la suite de la premiere Gazette de la Cour, toutes les pieces relatives à cette défection, copiées du seul Moniteur qui soit arrivé en Angleterre, et des séances du Sénat conservateur qui ont eu lieu à cette occasion. On y verra que le gouvernement français s'autorise de cette défection d'un corps qui ne peut pas être de plus de quinze mille hommes, pour demander à son sénat une levée extraordinaire de 350,000 hommes, moins pour effrayer ses ennemis que ses alliés. Ce sénatus-consulte, les discours, les rapports qui l'ont précédé, pourraient donner lieu à des commentaires et à des observations sans fin : mais les événements se pressent avec une telle rapidité qu'à peine a-t-on le temps de les lire, encore moins de réfléchir sur la perspective qu'ils offrent. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de remarquer les plaintes que Buonaparté fait par le canal de son ministre Régnant de St. Jean d'Angely, des nombreuses sociétés qui se sont formées en différentes parties du continent, pour semer la haine de la France et les principes de désorganisation. Il est donc clair que ce n'est pas l'esprit seul de la Russie qui est contre lui, mais bien celui de toute l'Allemagne. En effet, depuis Hambourg et Brême jusqu'au fond de la Silésie, tout est aujourd'hui en insurrection contre cet exécrable animal.

GAZETTE EXTRAORDINAIRE DE LONDRES.

DIMANCHE, 17 JANVIER, 1813.

Lord Vicomte Castlereagh, principal Secrétaire d'État pour les Affaires Etrangeres, a reçu du Vicomte Cathcart, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire à la Cour de St. Pétersbourg, des Dépêches dont ce qui suit est copié ou extrait.

St. Pétersbourg, 12 Décembre 1812.

Mylord,

Je profite d'un courier Suédois pour envoyer la traduction de deux bulletins, savoir: un du major-général Kutusoff, aide-de-camp-général, du 2 Décembre; et un du général comte Wittgenstein, du 4 Décembre.

Votre Seigneurie apercevra, par leurs rapports, que le passage de la Berezyna a coûté aux Français au-delà de vingt mille hommes tués, blessés, noyés et prisonniers, et que les restes de l'armée de Buonaparté, où il est encore présent de sa personne, tâchent de se porter sur Veleika, tandis que le corps du général Wittgenstein marche sur son flanc droit, dans l'espoir d'y arriver avant lui. L'armée de Moldavie qui est sur sa gauche, marche sur Molodetchno, et la grande armée sous le comte Tormazoff, marche dans une direction parallele à celle de l'armée de Moldavie, à peu de distance d'elle, tandis que le comte Platoff, avec un fort détachement de Cosaques, de la cavalerie légere et de l'artillerie légere, avec de l'infanterie, sous le général Ermaloff, doit être en front des Français, dans la ligne de marche qu'ils suivent.

Le nombre des troupes françaises que l'amiral a énoncé dans sa derniere dépêche, est évidemment exagéré de beaucoup.

La derniere place relatée dans la dépêche du comte

de Wittgenstein (Nementchina) est à un ou deux relais au Nord de Wilna.

Les levées patriotiques de la Russie continuent d'avoir lieu avec un zele que rien ne ralentit, et l'on rapporte qu'il y a une nouvelle armée de cinquante mille hommes d'infanterie et de vingt mille de cavalerie, de quelques-unes des provinces du Sud, qui est déjà prête à servir et rassemblée.

Les Français marchent la nuit, et font halte pendant le jour, formant des carrés creux. Entourés comme ils le sont par les Cosaques, leurs subsistances doivent être très-précaires, et l'on dit qu'on en trouve un nombre considérable morts de froid et de faim, sur tous les terreins que leur armée quitte.

Le Feld-Maréchal est avec l'armée de Moldavie.

Le commandant de Riga mande que le maréchal Macdonald occupe un arc, qui coupe l'angle que la Dwina forme avec la Baltique; sa droite à Fredericksham, sa gauche à Tukuma, et son centre à Eikau.

Il menace Riga, mais probablement dans l'intention d'empêcher qu'il ne soit apporté quelque obstacle aux provisions qu'il a dessein d'expédier pour l'armée française.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CATHCART.

Rapport de l'Aide-de-Camp-Général Gobetnistschoff Kutusoff, *à Sa Majesté Impériale, daté de Berezyna le 2 Décembre.*

Dans mon dernier rapport, j'eus l'honneur d'informer Votre Majesté Impériale de mon arrivée à Babinowitschy avec mon corps. J'y reçus la premiere nouvelle qui me parvint du corps du comte Wittgenstein, qui était occupé à établir les communications entre lui et notre grande armée. Dans les entrefaites, non-seulement je ne cessai pas d'agir sur le flanc de l'ennemi pendant sa retraite, mais encore j'obligeai sa garde avancée à tenir une défensive en regle depuis Orsha jusqu'à Borissoff. Mes détachements firent des attaques continuelles; aussi l'ennemi trouvait-il de toutes parts des Cosaques sur son chemin; et le corps que je commande prit, dans les diverses escarmouches que j'ai eues avec lui, trois généraux, soixante-dix officiers d'état-major et autres, et cinq mille neuf cent vingt-neuf soldats. Il en fut tué au moins autant.

Non loin de Borissoff, je me réunis au corps du Comte Wittgenstein, de qui je reçus ordre de protéger son flanc droit; et pour qu'il n'y eût aucun obstacle au passage de la Berezyna, ainsi que pour gagner les devants sur l'ennemi sur la route de Vileyka, je fis faire un mouvement par la droite à mes troupes, les portant vers Berezyna, d'où j'ai l'espérance d'être plus à même de le couper. Arrivé à Lepel, j'y fus informé par les habitants qu'un corps ennemi considérable, sous le général Wrede, était à Doktschitzas. J'y détachai aussitôt une forte garde avancée, sous le commandement du lieutenant-colonel Tettenborn, qui m'a fait rapport que l'ennemi ne l'eut pas plus tôt aperçu qu'il se retira par la route de Vileyka, dans l'intention probablement de se réunir avec le grand corps d'armée français. Je marche maintenant à la poursuite de l'ennemi, et je continuerai de rester sous les ordres du Comte de Wittgenstein, conformément aux ordres que j'ai reçus à cet effet du commandant en chef des armées.

Rapport du Général de Cavalerie Comte Wittgenstein, *à Sa Majesté Impériale, daté au Bivouac, près de Kamen, le 4 Décembre.*

Aussitôt que Napoléon eût effectué son passage de la Berezyna, près de Stoudenzie, je détachai l'aide-de-camp-général Kutusoff, qui venait d'arriver à Lepel avec tout son corps de cavalerie légère, afin qu'après avoir traversé la riviere, il pût être en état de manœuvrer sur le flanc de l'ennemi et d'observer en même temps les restes du corps Bavarois sous les ordres du général Wrede, qui étaient à Doktschitzas. Arrivé à Lepel, il apprit que ces Bavarois avaient déjà quitté la place, et marchaient sur Dolginoff et Vileyka, tâchant de se réunir au grand corps d'armée à Smorgonie. En conséquence de cette information, il envoya après eux un détachement sous le lieutenant-colonel Tettenborn. Ce dernier me fait rapport, en date du 2 du courant, qu'ayant surpris leur arriere-garde à Dolginoff, elle avait été battue; qu'on lui avait fait prisonniers vingt-six officiers et mille soldats, et que nos troupes ayant oc-

capé Dolgiuoff, la jonction projetée de ce corps n'avait absolument pas pu avoir lieu.

L'Amiral Titschagoff étant à la poursuite de l'ennemi par la route de Molodetschno, et voulant éviter que nos troupes se pressassent les unes et les autres sur la même route, ce qui retarderait nos mouvements, je prends la direction de Kostenewitsch, Narotsch, et Nestawinchky, agissant ainsi sur le flanc de l'ennemi, et tâchant même, au moyen de mes Cosaques, de le couper entierement.

A Nomentschina, je serai à même d'agir de concert avec l'Amiral Titschagoff, et de tenir en même temps en échec l'armée de Macdonald.

La perte de l'ennemi pendant les trois jours que je l'ai poursuivi, et en raison des difficultés que je lui ai opposées au passage de la Berezina, doit excéder vingt mille hommes, vu que j'en ai déjà envoyé treize mille comme prisonniers, et que sa perte en tués, blessés, et noyés doit se monter à plus de sept mille. Indépendamment des douze pieces de canon prises à l'ennemi et dont j'ai déjà fait humblement le rapport, il en a perdu trois autres, outre une aigle que j'ai l'honneur de mettre aux pieds de Votre Majesté Impériale.

St. Pétersbourg, 17 Décembre 1812.

Mylord,

Dans ma dépêche du 12 du courant, Votre Seigneurie aura trouvé des bulletins contenant les rapports du Major-Général Kutusoff du 2 Décembre, et du Comte Wittgenstein du 4 Décembre. Ces rapports représentaient Buonaparté, avec les restes de son armée, comme marchant de Zembine à Wilna, passant par Wileika; l'Amiral et le Comte Wittgenstein se portant sur le même point de Wilna, le premier par Molodetchno, le dernier par Narotsch, et Nementchina.

Dans cette partie de la poursuite, les Russes ne cesserent pas de serrer l'ennemi de près, mais les troupes légeres qui avaient pris les devants sur lui, n'étaient pas assez fortes pour l'arrêter.

Il changea sa marche en conséquence de quelques

attaques de flanc, et il arriva à Molodetchno, au lieu de Wileyka; et ayant gagné quelque temps par la destruction du pont, il continua sa marche sur Wilna, par Smorgonie; il paraît qu'il gagna Wilna vers le 10 Décembre.

Les avant-gardes des diverses colonnes russes arriverent dans le voisinage immédiat de Wilna, presqu'en même temps, et l'armée qui se retirait fut forcée de continuer sa retraite en évacuant la ville presque sans y faire halte.

On dit qu'un aide-de-camp du maréchal Davoust avait été envoyé pour porter l'ordre à l'arriere-garde de se défendre devant Wilna aussi long-temps que possible; mais au lieu de l'arriere-garde française, cet officier trouva l'avant-garde Russe, qui le fit prisonnier, ayant déjà détruit ou envoyé sur les derrieres la totalité de l'arriere-garde française.

Un *Te Deum* et des actions de grâce solennelles feront partie du service divin, qui aura lieu demain, fête de St. Nicolas, pour la défaite de l'armée française, la prise de cent cinquante pieces de canon, et de plusieurs officiers-généraux, ainsi que pour l'occupation de Wilna.

J'ai l'honneur de joindre ici trois rapports, formant le journal des opérations militaires depuis le 20 jusqu'au 26 Novembre, vieux style (le 2 jusqu'au 8 Décembre, nouveau style); plus le rapport du Maréchal prince Kutusoff du 7 Décembre, daté de Badaschkewich et son rapport, fait dans l'intervalle, de l'occupation de Wilna et de la continuation de la poursuite de l'ennemi.

Le rapport ultérieur n'est pas arrivé, mais j'apprends que les magasins de toute espece étaient abondamment approvisionnés, que la quantité d'artillerie est considérable, et que parmi les prisonniers, qui ne s'élevent pas à moins de vingt mille, dont plusieurs sont malades ou blessés, il se trouve plusieurs officiers-généraux ou officiers de marque, qui étaient malades, et qui étaient hors d'état d'être transportés.

Il a été pris deux officiers-généraux en activité. J'apprends que l'un d'eux est ce même général Lefevre qui était prisonnier sur parole en Angleterre; l'autre, un vieux général polonais.

L'ennemi paraît diriger sa retraite vers Kowno; peut-être une colonne prendra-t-elle la route d'Olita.

D'après l'état du temps, il est possible que le Niémen ne soit pas passable, en raison des glaces qu'il charrie.

L'officier commandant à Riga, fait rapport, en date du 12 Décembre, que le maréchal Macdonald n'a fait aucun changement dans sa position.

Je ne suis pas sûr que le nombre des pieces d'artillerie mentionné dans la notification du *Te Deum* aux ministres étrangers, se rapporte à ce qui a été pris à Wilna exclusivement, ou s'il ne comprend pas tout ce qui a été pris depuis le dernier état qui a été publié.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Continuation du Journal des Opérations Militaires du 2 au 8 Décembre.

Le lieutenant-général Schepeseff rapporte, en date du 2 Décembre, que le comte Goudowitch marchait avec la milice sous ses ordre, forte de 70 mille hommes, sur Mohilow.

L'Amiral Titchagoff fait rapport le 1er Décembre, qu'il poursuivait l'ennemi dans la direction de Sembini et Viamen vers Pleitschenitza tandis que le détachement qu'il avait envoyé en avant pour détruire les ponts, le harcelait sur son flanc. L'ennemi perdit le 30 Novembre sept pieces de canon, et le 1er Décembre deux pieces, outre un grand nombre de prisonniers qui augmente à chaque moment.

Le 3 Décembre, le quartier-général de l'armée était à Mawenitza. Le major-général Titchagoff rapporte le Décembre qu'il est arrivé le 8 avec son corps à Bobruisk.

Le général comte Platoff fait rapport du 1er Décembre qu'en poursuivant l'ennemi il avait pris un canon et fait quelques officiers et trois cents hommes prisonniers.

L'aide-de-camp le général comte Oscharoffsky était le 22 Décembre avec son détachement à Logoiski.

Le général d'infanterie arriva le même jour avec l'avant-garde à Kosino.

L'amiral Titschagoff rapporte le 2 Décembre que le major-général Landskoy, qu'il avait envoyé avec un détachement par Jourieff à Pletschenitza, le 29 Novembre, avait rencontré un détachement de l'ennemi, qui préparait des quartiers pour l'Empereur Napoléon, et qu'il avait fait prisonniers le général Kominsky, trente officiers appartenant à l'état-major et autres, et deux cent dix-sept soldats. L'ap-

proche des colonnes de l'ennemi le força de quitter ce terrain, et de se porter sur la gauche, afin d'entraver l'ennemi et de mettre autant d'obstacles que possible à la continuation de sa marche. L'amiral Titschagoff ayant entouré l'ennemi le 1er Décembre, entra avec lui à Chotinisschi, prit cinq pieces de canon, sept officiers et plus de cinq cents prisonniers. La route par laquelle l'ennemi se retire, est couverte de cadavres et de chevaux morts, et nous y avons trouvé trente caissons d'artillerie et autant de chariots.

La grande-armée a fait halte le 4 Décembre à Ravenitza. Le major-général Toutschagoff fait rapport en date du 2, qu'il arriva ce jour-là avec son corps de Bobruisk à Golinki. Le général feld-maréchal prince Kutusoff-Smolensko, voulant se rapprocher de l'armée de l'amiral Tchitschagoff, a porté aujourd'hui son quartier-général à Kosmo.

Le 5 Décembre, le général comte Platoff fait rapport en date du 1er, qu'il avait joint l'avant-garde de l'Amiral Titschagoff, et qu'il était à Chotisnitschе. Ayant le même jour poursuivi l'ennemi, il prit une piece de canon et fit environ mille prisonniers. Les officiers français qui ont été faits prisonniers, confirment que le 28 de Novembre, les généraux Oudinot, Dombrowski, Zayoncheff et plusieurs autres généraux de brigade furent dangereusement blessés.

Le 6 Décembre, le quartier-général à Modasckowitch.

Le 7 Décembre, l'amiral Titschagoff rapporte du 4, que pendant que l'avant-garde poursuivait l'ennemi jusqu'à Latigal, le détachement du major-général Orourka prit aux gardes impériales deux drapeaux, une piece de canon, et sans compter les malades et les blessés, fit quinze cents prisonniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs officiers de tout rang et le général Pressigny. Dans cette affaire le comte Platoff lui-même était à la tête de son régiment de Cosaques.

Le colonel de partisans Sesslavin rapporte qu'ayant fait avec succès une attaque sur Sabress, il avait fait prisonniers le général Dorgensal et onze officiers de divers rangs, et qu'il marchait en droiture sur Wilna, afin d'atteindre l'ennemi dans sa marche et de l'attaquer à la tête de ses colonnes.

Le général comte Platoff rapporte du 5 Décembre, que tandis qu'il poursuivait l'ennemi, et qu'il le chassait de Moloditschna, il prit six pieces de canon, et cinq cents prisonniers, et que le colonel Kaysawff, qu'il avait détaché avec un parti très-fort, avait attaqué la cavalerie de la garde impériale, une partie qui escortait le bagage de Napoléon, lui avait tué environ cinq cents hommes, pris un drapeau et une partie du bagage, ainsi que quelques papiers d'une grande importance. Le quartier-général est avec l'avant-garde du général Miloradowitch, afin d'être plus près du centre des opérations militaires.

Le colonel Koussiny fait rapport, qu'il a trouvé à Minsk, outre une quantité considérable de pain, environ trois mille excellents fusils français de la fabrique de Liége.

Rapport du Commandant en Chef de l'Armée, le Général Feld-Maréchal Prince Kutusoff Smolensko, *à Sa Majesté Impériale, daté du Quartier-Général à Redastchkewitsch le 7 Décembre* 1812.

L'armée française ayant passé la Berezyna, celle de l'amiral Titschagoff la poursuivit sans relâche, et remporta des avantages remarqués sur l'ennemi, qui se retirait par Pletschenitza, Moloditschno et Smorgonie sur Wilna. Le major-général Landskoy, qui avait été détaché le 26 Novembre par Fourieff à Pletschenitza, après avoir fait douze mille par des chemins de traverse, rencontra le 29 au matin à Pletschenitza l'avant-garde de l'ennemi, tandis qu'elle préparait des quartiers pour l'Empereur Napoléon. Les fruits de cette attaque inattendue furent la prise du général Kraminski, deux colonels, deux lieutenant-colonels, deux majors, vingt-quatre officiers de divers rangs et deux cent dix-sept soldats. L'avant garde de l'amiral Titschagoff, en poursuivant vigoureusement l'ennemi à Chominski, lui prit cinq canons, un colonel, six officiers et au-delà de cinq cents prisonniers. La perte de notre côté fut très-peu considérable. Le major général Grekoff fut blessé légérement d'une balle à la tête.

L'ennemi toujours poursuivi par la garde-avancée de l'amiral Titschagoff, fut atteint le 3 Décembre à Latigal, et

attaqué vigoureusement par le major-général comte Orourka, qui lui prit deux drapeaux Saxons (que j'ai aujourd'hui l'honneur de faire mettre aux pieds de Votre Majesté Impériale par les mains du sous-lieutenant des gardes Feutsch), un canon et plus de quinze cents prisonniers, parmi lesquels sont plusieurs officiers, et un général du nom de qui je n'ai pas encore été informé. Les troupes du général comte Platoff ont pris une part très-active à cette affaire.

La garde avancée de l'amiral Titchagoff s'étant approchée, le 4 Décembre, de Molodeschno, y trouva le pont détruit par l'ennemi, qui, ayant quitté cette ville vers minuit, avait continué sa marche sur Smorgoni.

Le major-général comte Orourka continua sa poursuite, fit cinq cents prisonniers et prit six canons, outre deux qu'on avait trouvés à Molodeschno.

Suivant le rapport que l'amiral Titchagoff a fait de l'engagement du lieutenant-général Sacken avec le corps du général Régnier, qui forme l'ariere-garde du prince Schwarzenberg, les troupes autrichiennes qui marchaient sur Slonym, sont de nouveau retournées à Isabeline pour renforcer le général Régnier. Ce mouvement a engagé le lieutenant-général Sacken à se retirer sur Cheremoff, afin d'être toujours sur les derrieres de l'ennemi, dans le cas où ce dernier tenterait de marcher sur Wilna. Par ce mouvement, Votre Majesté Impériale apercevra que le prince de Schwarzenberg s'éloigne plutôt qu'il ne se rapproche de Wilna. Cependant, afin d'être bien certain de la direction qu'il prend, j'ai ordonné au corps du comte Oscharoffsky de manœuvrer du côté de Slonym.

Je reçois dans cet instant un rapport du comte Platoff, accompagné d'un drapeau polonais que j'ai l'honneur d'envoyer avec ce rapport à Votre Majesté Impériale.

Rapport du Commandant en Chef des Armées Russes, le Feld-Maréchal Prince Kutusoff *Prince Smolensko, à Sa Majesté Impériale, du* 12 *Décembre* 1812.

Après une légere résistance, l'ennemi fut obligé hier d'abandonner la ville de Wilna, dont les troupes de Votre Majesté Impériale sous les ordre de l'amiral Titchagoff pri-

rent aussitôt possession. L'ennemi n'eut pas le temps de détruire les magasins considérables qu'il y avait préparés; nous lui avons pris une quantité considérable d'artillerie. La garde avancée et toute l'armée de l'Amiral Titchagoff sont à sa poursuite. Je suis moi-même à la distance de vingt verstes de Wilna, mais je ne manquerai pas de transmettre à Votre Majesté Impériale un rapport détaillé aussitôt que j'y arriverai.

Extrait d'une Dépêche du Général Vicomte Cathcart, *datée de St. Pétersbourg le* 22 *Décembre* 1812.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci joint les traductions de la continuation du journal des opérations militaires depuis le 8 jusqu'au 13 Décembre, et du rapport du Maréchal Prince Kutusoff Smolensko, en date du 14 Décembre.

Continuation du Journal des Opérations Militaires, du 8 *au* 13 *Décembre.*

Le 8 *Décembre.*—L'amiral Titschagoff, dans son premier rapport du 5, mandait que le major-général comte Orourka avait poursuivi l'ennemi à Molodetchno, prenant cinq cents prisonniers et huit pieces de canon. Par son second rapport du 7 Décembre il paraît que son avant-garde, sous les ordres du major-général Tchablitz, avait serré de si près les derrieres de l'ennemi qu'il avait enlevé ses piquets et qu'il avait subséquemment détruit ce corps en entier près de Smorgoni, où son grand corps d'armée avait fait halte, et ne fut pas peu surpris de voir paraître nos Cosaques. Ils prirent aussitôt la fuite avec tant de précipitation qu'ils nous laisserent tous leurs magasins. La perte de l'ennemi en cette occasion a monté à vingt-cinq pieces de canon et trois mille prisonniers.

Le 9 *Décembre.*—Le quartier-général est à Molodechno.

L'ennemi fut poursuivi le 7 par le comte Orourka depuis cette ville jusqu'à Belitzy, avec une perte de neuf pieces de canon, au-delà de deux mille prisonniers, un grand nombre de caissons et autres voitures. Le froid extrême qu'il fait, et le défaut presque absolu de provisions ont augmenté d'une maniere considérable le nombre de personnes qui périssent sur les grands chemins ; on y remarque entr'autres plusieurs des gardes de Napoléon.

L'aide-de-camp général comte Oscharoffsky fait rapport, en date de Woloschna le 7 Décembre, qu'il y était arrivé le même jour, et qu'il se proposait de suivre la grande armée sur une ligne parallele, tâchant en même temps de couvrir son flanc gauche, et d'observer les mouvements du corps du prince de Schwartzenberg. L'amiral Titschagoff fait rapport du 8, que son avant-garde commandée par le major-général Thalitz continuant de poursuivre l'ennemi et de le serrer de près, l'avait forcé d'abandonner soixante pieces de canon. Le colonel Mordegnasse, aide-de-camp général de l'Etat-major, l'aide-de-camp du maréchal Davoust et deux mille hommes ont été faits prisonniers dans cette affaire. Toute la route depuis Smorgoni jusqu'à Oschanisany était si complétement couverte de cadavres et de chevaux morts, ainsi que de charriots d'artillerie, de caissons et de voitures de toute espece, qu'elle était presque impassable.

Le mécontentement s'est augmenté à un tel point parmi les troupes de Napoléon, qu'ils l'accusent hautement et tout d'une voix d'être l'auteur de toutes leurs miseres.

10 Décembre.—Quartier-général à Smorgoni.

Le colonel Knorring fait rapport sous la date du 8, qu'il a détaché quelques escadrons pour surveiller les mouvements de l'ennemi du côté de Novawerskna et Stalbzeff.

Le général comte Wittgenstein mande qu'il se tient avec son corps à la droite de Titchagoff, marchant sur une ligne parallele ; il était le 9 à Nestawischkach. Son avan garde était à Swirancke, et sa cavalerie sous les ordres d général Prince Kutusow, et le major-général Borosdin Nementschine.

9 Décembre.

Le colonel de la garde, Seslavin, commandant un corps de partisans, fait rapport, qu'ayant atteint la cava-

elle de l'ennemi, il l'attaqua immédiatement ; elle fut culbutée, et il entra à Wilna pour ainsi dire sur ses épaules. Dans cette attaque il prit six pieces de canon et une aigle. Ayant ensuite rejoint le détachement du major-général Landskoi, on fit une tentative pour emporter la ville ; mais se trouvant trop faible pour l'infanterie ennemie qui était dispersée et retranchée dans les maisons de la ville, ils furent dans la nécessité d'attendre l'arrivée de l'avant-garde de l'armée de Titchagoff.

L'amiral Titchagoff fait rapport le 10 de Décembre, que le major-général Tschablitz, méprisant tous les obstacles, et profitant de la fuite et du désordre de l'ennemi, l'avait poursuivi dans Wilna prenant trente une pieces de canon ; et que les fauxbourgs avaient été occupés et des piquets placés autour de la ville, sous les ordres des majors-généraux Orourka et Laskine.

11 Décembre.—le Quartier-général à Oschnisani.

Le major-général Ignatieff a détaché le 6 Décembre, huit bataillons qui sont allés de Bobruisk à Minsk.

L'amiral Titchagoff, fait rapport que le major-général Tschablitz délogea l'ennemi le 10 Décembre de Wilna, où il a laissé un grand nombre de canons et des magasins très-considérables, mais le temps ne lui a pas permis d'en envoyer les détails.

12 *Décembre.*—Quartier-général à Wilna.

Le comte Wittgenstein fait rapport, en date du 10 Décembre, qu'ayant envoyé à la poursuite divers détachements de cavalerie, un de ces détachements commandés par l'aide-de-camp Kutusoff, avait fait prisonniers un corps de bavarois, cent vingt-six officiers et deux mille vingt-quatre hommes, dont une partie consistait en un bataillon entier, qui ayant été entouré par les habiles manœuvres du lieutenant-colonel Tettenbach, avait mis bas les armes sans tirer un coup de fusil. Les réquisitions de toute espèce que l'ennemi avait levées sur les habitants furent recouvrées, et avec elles tous les moyens de subsistance de ses troupes. Le 9, le lieutenant-colonel Tettenbach entra dans les fauxbourgs de Wilna, quoique l'ennemi fût en possession du corps de la place. Le major-général Borosdin, qui commandait l'autre détachement, fit plusieurs prisonniers à Nementchina, et prit aussi un nombre considérable de chariots de bagages.

Le 11 Décembre. — Le général comte Platoff fait rapport qu'en passant près de Wilna, il avait repoussé l'ennemi à la distance de cinq werstes, comme il défilait en colonne par Pogoixlanka, et qu'ayant laissé passer la première colonne (avec laquelle le comte Orloff Denisoff avait déjà été engagé) il avait donné ordre au major-général Nacksmanoff et au comte Orloff d'attaquer l'ennemi avec vigueur par notre flanc droit, et au prince Kasatchin Kostoffsky, avec quelques régiments de hussards et de dragons, de l'attaquer par notre gauche. La colonne ennemie fut séparée en deux et entièrement détruite. Le général Lauzan fut fait prisonnier. On prit en outre trente autres officiers, et au-delà de mille hommes, deux drapeaux et deux étendards. Le reste de l'ennemi fut poursuivi par l'artillerie à cheval jusqu'aux montagnes de Ponary, près desquelles une autre colonne ennemie fut à peu près détruite en entier, à coups de sabre et de baïonnettes; vingt-huit pieces de canon, autant de caissons, avec tous leurs attelages complets, tomberent dans cette occasion entre nos mains.

Quartier-général du Maréchal Kutusoff à Wilna, le 5 Décembre au soir, le partisan Seslavin pénétra dans la ville d'Oschmianani, où l'ennemi, consistant en neuf bataillons d'infanterie et au-delà de mille hommes de cavalerie, préparait des quartiers pour la nuit. L'infanterie avait déjà mis ses armes en faisceau, lorsque les hussards d'Achtirsky fondirent sur elle de toutes parts le sabre à la main. La garde entiere du commandant fut taillée en pieces, et lui-même ne dut sa sûreté qu'à l'obscurité de la nuit. Les magasins furent mis en feu au même moment par des obus. L'ennemi épouvanté et en confusion, s'enfuit en dehors de la ville, où il mit son infanterie en bataille; mais étant poursuivi par notre cavalerie, il se retira avec la plus grande précipitation sur Tabarscki. Les habitants de cette ville déclarent unanimement que Napoléon y était en personne, mais qu'ayant été informé des risques qu'il courait par quelques-unes des personnes qui lui étaient attachées, il avait changé d'habits et avait fui au grand galop du côté de Wilna.

L'ennemi a perdu en prisonniers dans l'espace de cinq jours, c'est-à-dire, depuis le 8 jusqu'au 13 Décembre, comme suit: un général, cent cinquante-six officiers, et neuf mille cinq cent soixante-quatorze soldats, indépendamment des malades et des blessés dont un grand nombre

a été trouvé dans les villages près de la grande route. Il est également tombé entre nos mains cent soixante-huit pieces de canon, deux drapeaux, deux étendards et une aigle.

Rapports du Commandant en Chef des Armées, le Général Feld-Maréchal Prince Kutusoff *Smolensko, à Sa Majesté Impériale, du* 14 *Décembre* 1812.

Lorsque nos troupes s'emparaient de Wilna, le 10 Décembre, l'ennemi défilait le long des rues, et pendant ce temps le comte Platoff, afin de couper sa retraite par la route de Korono, occupait cette route avec tous ses régiments de Cosaques, avec ceux des hussards d'Olviopole, et des dragons de Shitomir et d'Arsamas. Ayant laissé passer la premiere des colonnes de l'ennemi, le comte Platoff ordonna au comte Orloff Denisoff de l'attaquer vigoureusement. Il attaqua lui-même dans le même temps avec impétuosité les autres colonnes. L'artillerie sous les ordres du colonel Prince Koudascheff fit un feu continuel. Le comte Platoff ordonna ensuite au comte Orloff Denisoff de passer sur les derrieres de l'ennemi, de porter des détachements sur ses flancs, et de l'empêcher d'arriver aux montagnes de Pouary. Les grosses colonnes furent mises complétement en déroute par le feu bien dirigé de notre artillerie et ensuite détruites en entier. Un général, trente officiers, et plus de mille soldats furent faits prisonniers. Il fut pris vingt-huit pieces de canon et nombre de charriots, et de voitures. La perte fut très-peu considérable de notre côté. Le colonel Flowaisky et le lieutenant-colonel Bibikoff furent dangereusement blessés.

Après la prise de Wilna, j'ai employé tous les moyens possibles pour rétablir l'ordre, et pour prende connaissance de tout : mais le peu de temps qui s'est écoulé ne me permet pas de présenter à Votre Majesté Impériale avec ce rapport, un inventaire détaillé de tout ce que nous avons trouvé ici, d'autant que la quantité de provisions de toute espece, ainsi que le nombre de prisonniers, est si considérable qu'il faudra beaucoup temps pour en prendre un compte exact.

Pendant mon séjour ici, le chef d'état-major Stawraloff, et le major-général Besrodni, ont ramassé dans les différents magasins de la ville quatorze mille tsche-

twerts d'orge, cinq mille de biscuit et de farine, un nombre immense d'uniformes, de fusils, de gibernes, de selles, de manteaux et d'autres objets d'équippement.

Nous avons fait prisonniers sept généraux, savoir: les généraux Vivier, Goussé, Normand, Gouliot, le Fevre, Fwanofsky, et Zayontcheff; dix huit officiers d'état-major, deux cents vingt-quatre officiers supérieurs, neuf mille cinq cents et dix-sept soldats, et l'on en a trouvé cinq mille cent trente neuf malades dans les hôpitaux.

On continue de faire dans le voisinage un grand nombre de prisonniers; on a également pris plusieurs magasins que nous n'avons pas encore eu le temps de vérifier. Aussitôt que l'on en aura rédigé les rapports, j'aurai l'honneur de les soumettre à Votre Majesté Impériale.

Extrait de la Gazette de St. Pétersbourg, du 11 *Décembre.*

Les derniers rapports de l'armée, qui ont été publiés au quartier-général, contiennent, entr'autres, les remarques qui suivent:

" Le progrès de l'armée russe qui poursuit l'ennemi, devient à chaque heure plus rapide et plus remarquable. Chaque pas qu'elle fait est une victoire, et est marqué par une nouvelle destruction des ennemis de notre pays, des ennemis de l'Europe. La Russie offre maintenant un bien grand spectacle au monde entier; et nous pouvons assurer sans crainte, que toutes les nations, sans en excepter même les malheureux esclaves du despotisme, qui, par pusillanimité et par faiblesse, se sont armés contre elle, attendent ses victoires dans l'espoir qu'elles leur procureront la paix et le bonheur. D'un côté, nous voyons une vaillante armée dont les régiments ne sont point rompus, et dont les guerriers sont animés du désir le plus exalté de venger leurs domiciles détruits, leurs villes, leurs villages, et

leurs temples pillés, en un mot, de venger l'humanité outragée de mille manieres. La gloire les inspire : ils ne connaissent aucune faiblesse, ils sont insensibles à la souffrance, et lors même que leur rapide poursuite de l'ennemi les expose par fois à quelques besoins inévitables, ils les supportent avec courage, parce que la victoire est devant eux. De l'autre côté, l'on voit les débris d'une armée immense à laquelle de nombreuses nations étrangeres avaient réuni leurs troupes pour détruire une nation puissante dans le sein de son pays natal. Elles étaient encouragées par la perspective du résultat, mais ce résultat était illusoire. Un seul coup a mis cette horde prodigieuse en confusion. Elle fuit, poursuivie par la peur et la terreur ; la faim et le désespoir marchent à sa suite, et faute de nourriture elle est réduite à manger des chevaux morts, forcée de faire ce que les contemporains refuseront de croire, *à vivre des corps de leurs propres freres morts.*

" Les routes par lesquelles ces hordes avaient espéré pouvoir se retirer triomphantes et chargées de butin, sont couvertes de leurs cadavres. Elles jettent de côté, pendant leur marche, leurs malades et leurs blessés, et les laissent en proie à la famine et au froid. Tous ces malheureux, condamnés à périr loin de leur pays, maudissent, chacun dans sa langue, l'ambition qui causa leur destruction ; et ceux qui restent encore sous les drapeaux des légions rompues, les suivent sans courage et sans espérance. Epuisés par les souffrances, ils ont perdu toute confiance dans la fortune et dans leurs généraux. Leurs canons sont pris par centaines. Eux-mêmes se rendent par détachements tout entiers. Au premier coup de fusil, ou ils jettent leurs armes, ou ils combattent par pur désespoir. Tel est l'état des deux armées qui vont maintenant décider du sort des nations."

MONITEUR

Du 12 *Janvier* 1813.

Défection du Corps auxiliaire Prussien, attaché au Corps d'Armée du Maréchal* Macdonald. *Message, Discours et Rapports au Sénat. Sénatus-Consulte ordonnant une Levée extraordinaire de* 350 *mille Hommes.

Berlin, le 5 Janvier.

Notre monarque a éprouvé l'indignation la plus vive de la trahison du général d'Yorck dont il a reçu hier l'affligeante nouvelle. S. M. a ordonné le même jour les mesures suivantes :

Tous les moyens seront pris pour saisir le général d'Yorck et le traduire à Berlin, devant y être jugé et puni selon l'énormité de son crime.

Il prendra toutes les mesures nécessaires pour rappeler les troupes et les conduire sous les ordres de S. M. le roi de Naples et dans le lieu que ce prince aura désigné.

M. de Natzmer, aide-de-camp du roi, est parti ce matin pour Kœnigsberg, chargé d'une lettre par laquelle S. M., après avoir déclaré qu'elle ne ratifie pas la convention conclue par le général d'Yorck, considérant que les dispositions à prendre à l'égard de ses troupes appartiennent d'après le traité d'alliance à S. M. l'Empereur, et dès-lors au roi de Naples comme son lieutenant, invite ce prince à donner ses ordres au lieutenant-général de Kleist, et à les signifier au major de Natzmer, qui fera connaître au corps prussien les volontés de son souverain.

Un ordre du jour sera publié dans tous les états de S. M. Prussienne, et le roi de Naples sera prié d'ordonner qu'une publication semblable ait lieu dans l'armée française, pour répandre par toutes les voies le désaveu du roi et l'expression de son indignation.

Si le général d'Yorck ne peut être arrêté, il sera jugé par contumace.

On assure que le prince de Hatzfeld se rendra sur-le-champ à Paris, pour porter à S. M. l'Empereur l'expression des sentiments du roi, et prouver ces mêmes sentiments à l'Europe entiere par cette mission éclatante.

Voici le texte de l'accord que le général d'Yorck a fait avec l'ennemi :

CONVENTION.

Cejourd'hui les soussignés, savoir : le commandant en chef du corps auxiliaire prussien lieutenant-général d'Yorck, d'un côté, et le quartier-maître-général de l'armée impériale russe sous les ordres du comte Wittgenstein, général-major de Diebitsch, de l'autre, après mûre délibération, ont passé la convention qui suit :

Art. 1er. Le corps prussien occupera dans l'intérieur du territoire prussien la ligne le long de la frontiere depuis Memel et Nimmertat jusqu'à la route de Woinuta à Tilsitt. Depuis Tilsitt, la route qui passe par Schillapischken et Melanken jusqu'à Labiau, y compris les villes qu'elle touche, déterminera l'étendue du pays que doit occuper le susdit corps prussien. Ce territoire sera borné de l'autre côté par le Curisch-Haff, de maniere que toute cette étendue sera considérée comme parfaitement neutre tant que les troupes prussiennes l'occuperont.

Il est bien entendu que les troupes russes pourront aller et venir sur les grandes routes précitées, mais elles ne pourront prendre leurs quartiers dans les villes de cet arrondissement.

2e. Les troupes prussiennes resteront en parfaite neutralité dans l'arrondissement désigné article 1er, jusqu'à l'arrivée des ordres de S. M. le roi de Prusse ; mais elles s'engagent, dans le cas où sadite Majesté leur ordonnerait de rejoindre les troupes impériales françaises, de ne pas combattre contre les armées russes pendant l'espace de deux mois, à dater du présent jour.

3e. Dans le cas où S. M. le roi de Prusse ou S. M. l'Empereur de toutes les Russies refuseraient de ratifier la présente convention, le corps prussien sera libre de se porter là où les ordres de son roi l'appelleront.

4e. On rendra au corps prussien tous les traîneurs qu'on trouvera sur la grande route de Mittau, et également tout ce qui fait partie du matériel de l'armée. Quant à la branche des approvisionnements

et du train dudit corps, tout ce qui la compose pourra traverser sans obstacle les armées russes pour rejoindre de Kœnigsberg ou de plus loin le corps d'armée prussien.

5e. Dans le cas où les ordres du lieutenant-général d'Yorck pourraient encore atteindre le lieutenant-général de Massenbach, les troupes qui se trouvent sous le commandement de ce dernier seront comprises dans la présente convention.

6e. Tous les prisonniers que pourraient faire les troupes russes, commandées par le général-major de Diebitsch sur les troupes du général de Massenbach seront également comprises dans cette convention.

7. Le corps prussien conservera la faculté de concerter tout ce qui est relatif à son approvisionnement avec les finances provinciales de la Prusse, le cas non excepté où ces provinces seraient occupées par les armées russes.

La convention précitée a été expédiée en double et munie de la signature et du sceau particulier des soussignés.

Fait au moulin de Poschernu, le 18 (30) Décembre.

(Signé) D'Yorck, lieutenant-général au service de Prusse.

De Diebitsch, général-major au service de Russie.

SÉNAT-CONSERVATEUR.

Séance du 10 *Janvier.*

La séance est ouverte à trois heures après-midi, sous la présidence de S. A. S. le prince archichancelier de l'empire.

S. Exc. le ministre des relations extérieures est présent à la séance.

LL. Exc. les comtes Regnaud de Saint-Jean-d'Angely et Defermon, ministres d'état et conseillers d'état, sont introduits.

S. A. S. le prince archichancelier prend la parole en ces termes :

" Messieurs,

" La nation se dispose d'elle-même à des mesures qu'elle juge nécessaires pour le maintien de sa gloire et pour la conservation de sa prépondérance dans l Europe.

" De tous les points de ce vaste empire, des adresses se succedent, des offres se multiplient, la volonté publique est prête à devancer les appels de l'autorité souveraine.

" L'Empereur, qui compte sur l'amour de ses peuples, et qui apprécie leurs ressources, a jugé qu'il n'y avait pas lieu de s'écarter des dispositions usuelles.

" S. M. aurait même différé de les employer, si un événement inattendu ne lui avait fait penser que tout en profitant de l'utile coopération de nos alliés, c'est surtout le développement de nos propres forces qui doit accélérer le moment d'une paix honorable, telle qu'un cœur français peut la desirer, et telle que S. M. n'a cessé de la présenter à ses ennemis.

" C'est dans cet esprit, Messieurs, qu'a été rédigé le projet soumis à votre délibération.

" MM. les orateurs du conseil-d'état vous en exposeront les motifs et les avantages, après que M. le ministre des relations extérieures vous aura fait lecture d'un rapport et de certaines pieces dont S. M. a commandé qu'il vous fût donné communication."

S. Exc. M. le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, donne communication du rapport suivant.

Rapport du Ministre des Relations Extérieures à S. M. l'Empereur et Roi.

Sire,

Lorsque la Russie, violant ses traités et renonçant à son alliance avec la France pour s'unir au système de l'Angleterre, déclara la guerre à V. M. vous appréciâtes, Sire, toute l'importance de la lutte qui allait s'engager. Vous ordonnâtes la formation, sous le titre de cohortes de la garde nationale, de cent bataillons composés d'hommes âgés de 20 à 26 ans, qui, appartenant aux six dernieres classes de la conscription, n'avaient point été appelés à l'armée active. Cette institution a eu tout le succès que V. M. pouvait en attendre. Une belliqueuse jeunesse préparée au métier de la guerre dans des cadres de vieux soldats, demande avec empressement à partager la gloire de ses freres d'armes.

Lorsque de Smolensk, V. M. fit marcher vers Moscou ses

armées victorieuses, elle ne se dissimula point que ses progrès dans le pays ennemi, ajoutaient de nouvelles chances aux chances communes de la guerre. Elle voulut fortifier encore la base de ses opérations, et elle ordonna la levée de la conscription de 1813, qui est aujourd'hui toute entiere sous les armes.

Avec les garnisons des places de France et d'Italie, V. M. a donc dans l'intérieur de ses états une force de plus de 300,000 hommes suffisante pour entretenir la guerre avec la Russie pendant la prochaine campagne. Et votre intention était, Sire, de ne demander aucun secours extraordinaire, si tous nos alliés, et spécialement l'Autriche, le Dannemarc et la Prusse restaient fideles à la cause commune.

L'Autriche, le Dannemarc, la Prusse ont donné à V. M. les plus fortes assurances de leurs sentiments La Prusse a même offert d'augmenter d'un tiers et de porter à 30,000 hommes le contingent qu'elle avait fourni en exécution des traités.

Mais pendant que cette puissance manifestait des dispositions aussi conformes à ses engagements et aux intérêts de sa politique, les intrigues de l'Angleterre préparaient un de ces événements qui caractérisent l'esprit de désordre et d'anarchie que cette puissance ne cesse de fomenter en Europe. Le général d'Yorck, commandant le corps prussien sous les ordres du maréchal duc de Tarente, a trahi tout-à-la fois son honneur, son général en chef et son roi. Il a fait un pacte de perfidie avec l'ennemi.

Il n'est point d'intrigues, il n'est point de sourdes menées que l'Angleterre n'ait mises en œuvre pour changer les dispositions des souverains. Mais lorsqu'elle les a trouvés fermes dans leurs vrais intérêts et inébranlables dans leur alliance avec V. M. elle a entrepris de produire un bouleversement général en cherchant à ébranler la fidélité des peuples. Au-delà des états de V. M. Sire, il est peu de contrées où l'audace et les manœuvres des désorganisateurs n'aient porté l'inquiétude parmi les dépositaires de la tranquillité publique. Dans les cours des agents de corruption, dans les camps de lâches instigateurs, et dans les villes enfin, dans les écoles et jusqu'au sein des institutions les plus révérées, de faux enthousiastes travaillent sans cesse à séduire par des doctrines ténébreuses, et ceux qui doivent maintenir par la fidélité la plus courageuse l'autorité qui leur est confiée, et ceux qui n'ont d'autre devoir que celui d'obéir.

Dans de telles circonstances, Sire, et lorsque les intentions même d'un prince allié n'ont pu garantir les avantages que votre système politique devait vous assurer, il devient d'une impérieuse nécessité de recourir aux moyens que V. M. trouvera dans la puissance de son empire et dans l'amour de ses sujets,

Par ces considérations, les ministres de Votre Majesté, réunis dans un conseil extraordinaire de cabinet, vous proposent :

1. De rendre à l'armée active les cent cohortes de gardes nationales;

2. De faire un appel de cent mille hommes sur les conscriptions de 1809, 1810, 1811 et 1812.

3. De lever cent mille hommes de la conscription de 1814, qui se formeront dans les garnisons et dans les camps, sur nos frontieres et sur nos côtes, et pourront se porter où il sera nécessaire, pour venir au secours des alliés de Votre Majesté.

Par cet immense développement de forces, les intérêts, la considération de la France et la sûreté de ses alliés, se trouveront garantis contre tous les événements.

Le peuple français sentira la force des circonstances; il rendra un nouvel hommage à cette vérité si souvent proclamée par Votre Majesté du haut de son trône, qu'il n'est aucun repos pour l'Europe tant que l'Angleterre n'aura pas été forcée à conclure la paix.

Ce n'est point en vain, Sire, que vous avez donné à la France le titre de grande nation. Aucun effort n'est pénible pour elle, lorsqu'il s'agit de faire éclater et son amour pour Votre Majesté et son dévouement à la gloire du nom français.

Je joins à ce rapport les pieces relatives à la défection du général d'Yorck

Je suis avec le plus profond respect,

(Signé) Le Duc de Bassano.

Paris, le 9 Janvier 1813.

No. Ier.

Copie de la Lettre de M. le Comte de Saint-Marsan au Ministre des Relations extérieures.

Berlin, le 1er Janvier 1813.

Monseigneur,

Un aide-de-camp de M. le duc de Tarente m'arrive, expédié par M. le prince de Neuchâtel. Il m'apporte la dépêche ci-jointe du major-général, avec les pieces qui l'accompagnent. Le tout m'est parvenu au moment où je me trouvais chez M. le maréchal duc de Castiglione, avec le chancelier baron de Hardenberg, le comte de Narbonne et le prince de Hatzfeld.

Le baron de Hardenberg a paru indigné ; il s'est rendu sur-le-champ chez le roi, qui venait de rentrer en ville. On assure que le roi a décidé de destituer le général d'Yorck, de le faire arrêter, de donner le commandement au général Kleist, de rappeler les troupes, quoiqu'il soit peu probable qu'on puisse les retirer, et de leur enjoindre de se rendre sous les ordres du roi de Naples, d'adresser tous les ordres à ce prince, de publier à l'armée française, à Potsdam, en Silésie, dans les gazettes, un ordre du jour en conséquence.

On assure enfin qu'à cette occasion le roi a de nouveau manifesté et publiquement son attachement à la cause de S. M. I. et R, et son indignation de ce qui vient de se passer.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, le comte de Saint Marsan.

No. II.

Lettre du Duc de Tarente au Prince Major-Général.

Tilsitt, le 31 Décembre 1813.

Monseigneur,

Après quatre jours d'attente, d'inquiétudes et d'angoisses dont une partie du corps prussien a été témoin, sur le sort de l'arrière-garde qui, depuis Mittau, me suivait à une marche de distance, j'apprends enfin par une lettre du général d'Yorck qu'il a décidé lui-même du corps prussien.

Je joins ici copie de cette lettre sur laquelle je ne me permets aucune réflexion ; elle excitera l'indignation de tout homme d'honneur.

Le général de Massenbach qui était ici avec moi, avec deux batteries, six bataillons et six escadrons, est parti ce matin sans mes ordres pour repasser le Niemen. Il va rejoindre le général d'Yorck. Il nous abandonne ainsi devant l'ennemi.

Agréez, etc.

(Signé) Le Maréchal Duc de Tarente.

Macdonald.

No. III.

Lettre du Général Yorck au Maréchal Duc de Tarente.

Tauroggen, le 30 Décembre 1812.

Monseigneur,

Après des marches très-pénibles, il ne m'a pas été possible de les continuer sans être entamé sur mes flancs et sur mes derrieres. C'est ce qui a retardé la jonction avec V. Ex. et, devant opter entre l'alternative de perdre la plus grande partie de mes troupes, et tout le matériel qui seul assurait ma subsistance, ou de sauver le tout, j'ai cru de mon devoir de faire une convention par laquelle le rassemblement des troupes prussiennes doit avoir lieu dans une partie de la Prusse orientale, qui se trouve par la retraite de l'armée française au pouvoir de l'armée russe.

Les troupes prussiennes formeront un corps neutre, et ne se permettront pas des hostilités envers aucune partie. Les événements à venir, suite des négociations qui doivent avoir lieu entre les puissances belligérantes, décideront sur leur sort futur.

Je m'empresse d'informer V. Exc. d'une démarche à laquelle j'ai été forcé par des circonstances majeures.

Quel que soit le jugement que le monde portera de ma conduite, j'en suis peu inquiet. Le devoir envers mes troupes et la réflexion la plus mûre, me la dictent; les motifs les plus purs, quelles qu'en soient les apparences, me guident.

En vous faisant, Monseigneur, cette déclaration, je m'acquitte des obligations envers vous, et vous prie d'agréer les assurances du plus profond respect avec lequel je suis, etc. etc.

(Signé) D'YORCK.

Pour copie conforme,

(Signé) Le Maréchal Duc de Tarente, MACDONALD.

No. IV.

Lettre du Lieutenant-Général de Massenbach au Maréchal Duc de Tarente.

Monseigneur,

La lettre du général d'Yorck aura déjà prévenu V. E. que ma derniere démarche m'est prescrite, et que je n'en pourrais changer

rien, parce que la mesure de prévoyance que V. E. fit prendre cette nuit me parut suspecte de vouloir peut-être me retenir par force, ou désarmer mes troupes dans le cas présent. Il me fallut prendre ce parti dont je me suis servi pour joindre mes troupes à la convention que le général commandant a signée, et dont il me donne l'avis et l'instruction ce matin.

V. E. pardonnera que je ne sois pas venu moi-même pour l'avertir du procédé; c'était pour m'épargner une sensation très-pénible à mon cœur, parce que les sentiments de respect et d'estime pour la personne de V. E. que je conserverai jusqu'à la fin de mes jours, m'auraient empêché de faire mon devoir.

Le 31 Décembre 1812.

(Signé) Le lieutenant-général MASSENBACH.

Certifié conforme,

(Signé) Le Maréchal Duc de Tarente, MACDONALD.

Après la lecture de ce rapport, MM. les conseillers-d'Etat présentent un projet de Sénatus-consulte (voyez ci-après, séance du 11,) et M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely en expose les motifs de la maniere suivante :

Motifs du Sénatus-Consulte qui met 350 mille Hommes à la disposition du Ministre de la Guerre.

" Monseigneur, Sénateurs,

" Le traité de Tilsitt avait rendu au nord de l'Europe une paix qui semblait devoir être durable.

" Mais l'Angleterre menacée de la guerre avec les Etats-Unis d'Amérique, redoutant avec raison la mauvaise issue que doit tôt ou tard avoir pour elle la lutte engagée en Espagne, s'est occupée de susciter à la France une nouvelle guerre, en faisant rompre l'alliance récemment jurée par la Russie.

" Les efforts de l'Empereur pour la maintenir et assurer l'exécution des traités, ont été inutiles et la guerre s'est renouvelée.

" Elle a été commandée par la violation des conven-

tions les plus solennelles, par des armements nombreux, par des agressions évidentes, par des refus répétés de toute explication, enfin par la nécessité imposée à S. M. de maintenir les droits, et la considération de sa couronne et de celles de ses alliés.

" Le succès de cette lutte nouvelle a été ce qu'il sera toujours pour des Français conduits par le génie qui les a accoutumés à vaincre.

" L'ennemi forcé dans tous les postes, repoussé dans tous les combats, vaincu dans toutes les batailles, a été forcé d'abandonner sa capitale au vainqueur ; mais il l'a livrée aux flammes et presque réduite en cendres.

" De là, la nécessité de cette retraite glorieuse ; retraite dans laquelle nous n'avons été atteints et frappés que par l'âpreté du climat, la dureté précoce de la saison, et l'excès inaccoutumé de sa rigueur.

" Quand le 29e Bulletin de la grande armée vint étonner à-la-fois, et rassurer la France, l'étendue de ses pertes dévoilées à la nation avec une simplicité si énergique, avec une si noble confiance, éveilla chez tous les Français le sentiment du besoin de les réparer ; tous allerent dès-lors au-devant des demandes qu'ils pressentaient, disposés plutôt à les prévenir et à les réparer, qu'à les débattre ou à les attendre.

" Cependant l'Empereur, dont les ennemis doivent toujours craindre, les alliés et les sujets toujours espérer la venue, était arrivé dans sa capitale, lorsqu'on le croyait encore au-delà de Wilna ; et se faisant rendre compte des ressources de ses arsenaux, de ses magasins, de son trésor, du nombre de ses troupes, avait annoncé à la France l'intention de ne faire aucune demande d'hommes ni de contributions nouvelles.

" Avec les impositions annuelles, et les soldats déjà sous les armes, il pouvait fournir à tous les besoins de la campagne au Midi et au Nord de l'Europe.

" Mais, Sénateurs, les faits que le ministre des relations extérieures vient de vous faire connaître par ordre de S. M., doivent changer les premiers calculs de sa sagesse économe des sacrifices de ses peuples, et y faire succéder les calculs de la prévoyance et de la nécessité.

" Déjà, Messieurs, j'ai vu éclater dans cette assemblée les témoignages de l'indignation qu'éprouvera l'Europe entière au récit d'une trahison à laquelle on hésiterait de croire si elle n'était avouée, écrite par son auteur même.

" Le général prussien dont le nom deviendra désormais une injure, a trahi à la fois son souverain, l'honneur, les devoirs de citoyen et ceux de soldat.

" Il s'est séparé honteusement de l'armée dont il faisait partie, du corps avec lequel il marchait; il a livré ceux qui s'exposaient sur sa foi aux suites hasardeuses de son lâche abandon, de sa désertion inopinée.

" Instruit de ce crime, nouveau dans l'histoire des guerres modernes, S. M. le roi de Prusse a montré un ressentiment digne de sa loyauté et de sa fidélité à ses alliés. Uni de sentiments au monarque, son cabinet n'a éprouvé que le besoin de réparer, de punir un attentat politique et militaire, qui offense la nation prussienne et outrage son souverain.

" Ces faits, ces assurances sont consignées dans les pieces dont le ministre des relations extérieures vous a donné communication.

" Elles garantissent que la gravité de cet événement sera appréciée non-seulement par le gouvernement, mais encore par le peuple prussien tout entier. Il jugera, et toutes les nations du Nord jugeront avec lui, de quels malheurs un tel crime pourrait être la source. La Prusse montrera son attachement au prince qui la gouverne, en se ralliant à son exemple à la voix de l'honneur, et à la fidelle observation des traités.

" Cependant le politique attentif depuis plusieurs années à la marche des événements, s'arrêtera nécessairement sur les causes qui ont amené celui dont je viens de vous entretenir, et ces causes, Sénateurs, il ne me semble pas inutile de les retracer ici rapidement.

" On les trouve évidemment dans les manœuvres et les intrigues de l'Angleterre sur le continent.

" Trop faible pour se défendre seule même sur mer contre la puissance française, elle a constamment et successivement travaillé à armer contre elle tous les cabinets de l'Europe. C'est l'Angleterre qui a amené et ramené sur les champs de bataille les armées que l'Empereur a vaincues et vaincues encore depuis douze ans.

" Lorsque les cabinets éclairés par l'expérience ont voulu la paix, la paix qui a réjoui l'Europe, a fait frémir l'Angleterre.

" Alors elle a répandu parmi les peuples, et surtout dans les grandes cités, à l'aide de ses nombreux émissaires et au moyen d'une active corruption, les germes de haine, les

semences de division, les principes de désorganisation, qui éloignent ou séparent les sujets de leurs princes, les peuples de leurs gouvernements.

" C'est ainsi que des sociétés nombreuses sous les noms d'amis de la vérité, de la nature, etc. etc. ou sous d'autres titres non moins bizarres, ont été formées, encouragées, soutenues, prêchant la haine, l'insurrection, la désobéissance contre tout souverain ami de la France et de la paix du Continent.

" Hélas, c'est dans notre belle France, si paisible aujourd'hui, alors si agitée et si misérable, que le cabinet anglais a fait, durant plusieurs années, qui furent des années de crimes et de malheurs, l'essai de ces funestes moyens de discorde et de troubles civils.

" C'est par ces moyens que l'Angleterre agissait en 1809 contre le cabinet de Saint Pétersbourg, alors qu'il montrait envers la France des dispositions amies. C'est par ses agents que l'Angleterre préparait en Russie l'influence du parti ennemi de la France, et par lui les hésitations, les variations, les résolutions hostiles des cabinets, et enfin cette dernière guerre qui a coûté à la Russie la dévastation de ses plus belles provinces, le repos à l'Europe, des regrets à l'humanité.

" L'Angleterre a employé, sans doute, pour préparer l'éternel déshonneur du général Yorck, les mêmes moyens, les mêmes associations par lesquels elle amena en 1809 des corps réglés, à se mettre en rébellion, et, chose inouie, à faire la guerre pour leur compte, malgré l'intention, contre les ordres mêmes de leur souverain.

" Ainsi l'Angleterre désunit et divise les pays qu'elle ne peut dominer; elle prépare la ruine des Etats qu'elle ne peut soumettre à son système.

" En effet, quel moyen de destruction plus inévitable pour le trône même le mieux affermi, que la désertion d'une armée, son opposition aux intérêts de son pays, sa désobéissance aux ordres de son monarque, si tous les souverains intéressés à la répression d'un tel crime, n'unissaient leur voix pour en provoquer, leurs efforts pour en assurer le châtiment, leur pouvoir pour en empêcher le retour.

" Heureusement, Messieurs, les tentatives de nos ennemis pour étendre jusqu'à la France leur fatale influence, leurs funestes succès, sont impuissants.

" Notre vaste territoire, notre immense population, n'éprouvent que les sacrifices inséparables de l'état de guerre,

mais sont loin de redoubler les malheurs des pays qui en sont le théâtre.

" Au-dedans, la tranquillité regne ; l'industrie, les arts, les travaux publics suivent leur cours.

" Au-dehors, l'Autriche et nos autres alliés se montrent affectionnés et fideles.

" Nos forces, nos moyens, nos ressources militaires sont immenses.

" Toutefois au moment où vient d'éclater la premiere éruption de ces volcans destructeurs allumés par l'Angleterre, sous les trônes qui veulent rester indépendants de sa politique ; il est nécessaire de réunir des ressources proportionnées, supérieures même aux dangers que la prudence envisage.

" Ce qui suffisait hier à la sécurité du Gouvernement, se trouve aujourd'hui au dessous de la prévoyance. De nouveaux événements ont créé de nouveaux besoins : des conjonctures imprévues commandent des sacrifices inattendus.

" Un sentiment universel de fidélité et de dévouement s'unira chez le peuple français au sentiment de son intérêt et de sa gloire, pour diriger sa conduite et déterminer ses résolutions.

" S. M. vous propose de mettre à la disposition de son ministre de la guerre des forces assez considérables pour en imposer à tous nos ennemis, pour détruire toutes les espérances, toutes les suppositions ; et vous le savez, Messieurs, la réflexion et l'histoire vous l'ont appris, c'est ainsi qu'on repousse le danger, qu'on garantit le succès, qu'on assure la gloire, qu'on prépare la paix.

" Le nombre d'hommes demandés par le ministre de la guerre se divise en trois classes.

" La premiere se compose des cohortes dont les vœux sont allés au-devant des besoins, et qui ont sollicité comme une faveur, d'échanger le devoir de défendre les frontieres de la France, contre l'honneur d'aller chercher l'ennemi au-delà des siennes.

" La 2e classe se compose d'une levée sur les hommes faisant partie des quatres précédentes conscriptions, non compris la derniere.

" Cette levée a pour objet de réserver dans l'intérieur jusqu'au moment où elle aura acquis une force plus grande, une aptitude plus décidée pour le service militaire, la 3e classe, appellé par le sénatus-consulte, je veux dire la conscription de 1814.

" Elle pourra n'être pas immédiatement réunie : le ministre de la guerre jugera dans quel moment il conviendra de la faire marcher.

Les efforts des insulaires, artisans de la guerre continentale, sectateurs d'une guerre sans terme, font à la France une loi impérieuse de ces armements formidables. Elle n'a oublié, ni l'insolence des vainqueurs sous Louis XIV, ni la honte des traités sous Louis XV ; elle n'oubliera pas non plus, les triomphes qui ont effacé ces humiliations, la nécessité de conserver sans tache la gloire qu'elle a acquise, le besoin de préparer de nouveaux succès, la dignité de la couronne, l'honneur de la nation et des armées françaises."

Le projet de sénatus-consulte est renvoyé à une commission spéciale, et le Sénat s'ajourne à demain.

Séance du 11 *Janvier* 1813.

Le Sénat se réunit à deux heures sous la présidence de S. A. S. le prince archi-chancelier de l'Empire.

M. le comte de Lacépede, au nom de la commission spéciale, nommée dans la séance d'hier, fait le rapport sur le projet de sénatus-consulte.

Le Sénat, après avoir délibéré sur le projet de sénatus-consulte, arrête qu'il sera présenté avec une adresse à S. M.

En conséquence, aujourd'hui à huit heures et demie du soir, MM. les comtes Lacépede, président ; de Beaumont et de Lapparens, secrétaires, ont eu l'honneur de présenter le sénatus-consulte à S. M. avec l'adresse dont la teneur suit :

Extrait des Registres du Sénat-Conservateur.

Du Lundi 11 Janvier 1813.

Le Sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article XC de l'acte des constitutions du 13 Décembre 1799.

Après avoir adopté le projet de sénatus-consulte qui lui a été presenté dans la séance d'hier, par lequel trois cent cinquante mille hommes sont mis à la disposition du Gouvernement ;

Délibérant sur la proposition faite par sa commission spéciale chargée du rapport de ce projet,

Arrête que le sénatus-consulte de ce jour sera présenté,

à S. M. l'Empereur et Roi par le bureau du Sénat, et que, lors de cette présentation, M. le président annuel exprimera à S. M. les sentiments du Sénat, par l'adresse dont la teneur suit :

" Sire,

" Le Sénat a l'honneur de présenter à Votre Majesté Impériale et Royale, l'hommage de sa fidélité, de son dévouement, de son respect, et le sénatus-consulte qu'il vient d'adopter.

" Il a désiré, Sire, d'exprimer au pied du trône de V. M. l'indignation profonde qu'inspirera à tous les Français, la trahison d'un général d'une puissance alliée, mis sous les ordres d'un des maréchaux de V. M., et faisant partie d'une de vos armées. Cette violation des lois de l'honneur et de la guerre, est un nouvel effet des intrigues corruptrices du cabinet britannique. C'est un attentat contre la sûreté des gouvernements, le repos des nations, la foi publique et l'ordre des sociétés. Le continent de l'Europe, Sire, est menacé de ces commotions terribles que V. M. a pu seule anéantir dans notre patrie.

" Mais V. M. a tout prévu ; elle a reconnu qu'elle devait déployer la plus grande puissance, pour commander aux événements, ou pour en maîtriser les effets ; elle veut que rien ne puisse la détourner de l'objet de tous vos desirs, de toutes vos victoires et du sacrifice si souvent renouvelé de votre repos, de vos affections, de vos jouissances les plus chères. La nation ajoute à ses nombreuses phalanges 350,000 Français ; les braves des immenses armées que V. M. va faire mouvoir, seront les conquérants de la paix."

(Les président et secrétaires)

Signé, CAMBACÉRÈS.

Le comte DE BEAUMONT, le comte DE LAPPARENT.

Vu et scellé :

Le chancelier du Sénat,

Signé, comte LAPLACE.

Napoléon, par la grâce de Dieu et les Constitutions, Empereur des Français, roi d'Italie, Protecteur de la Con-

fédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse, etc., etc., etc.

A tous présents et à venir, SALUT :

Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du Conseil-d'état, a décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Extrait des Registres du Sénat-Conservateur du Lundi 11 Janvier 1813.

Le sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de l'acte des Constitutions du 13 Décembre 1799 ;

Vu le projet de sénatus-consulte rédigé en la forme prescrite par l'article 57 de l'acte des constitutions du 4 Août 1802 ;

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du Conseil-d'Etat et le rapport de la commission spéciale nommée dans la séance d'hier ;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article 56 de l'acte des constitutions du 4 Août 1802 ;

Décrete :

Art. Ier. Trois cent-cinquante mille hommes sont mis à la disposition du ministre de la guerre, savoir :

1°. Cent mille hommes, formant les cent cohortes du premier ban de la garde nationale ;

2°. Cent mille hommes des conscriptions de 1809, 1810, 1811, et 1812, pris parmi ceux qui n'auroût pas été appelés à faire partie de l'armée active ;

3°. Cent cinquante mille hommes de la conscription de 1814.

II. En exécution de l'article précédent, les cent cohortes du premier ban cesseront de faire partie de la garde nationale, et feront partie de l'armée active.

Les hommes qui se sont mariés avant la publication du présent Sénatus-Consulte, ne pourront être désignés pour faire partie de la levée prise sur les conscriptions des années 1809, 1810, 181 et 1812.

Les cent cinquante mille hommes de la conscription de 1814 seront levés dans le courant de l'année, à l'époque que désignera le ministre de la guerre.

3e. Le présent sénatus-consulte sera transmis, par un message, à S. M. l'Empereur et Roi.

(Les président et secrétaires,)

Signé CAMBACÉRÈS.

Le comte de BEAUMONT, le comte de LAPPARENT.

Vu et scellé :

Le chancelier du Sénat,

Signé, comte LAPLACE.

" Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'Etat, insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer ; et notre grand-juge ministre de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais des Tuileries, le 11 Janvier 1813.

Signé, NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire d'état, par interim,

Signé, Duc de CADORE.

Vu par nous archi-chancelier de l'Empire,

Signé, CAMBACÉRÈS.

LE LOGOGRAPHE,

OU

LE MONITEUR SECRET.

No. XLVIII,

"Son empire est détruit si l'homme est reconnu."

Buonaparté en Fuite, ou les Trois Stations.

Après avoir, non remis le commandement à Murat devant ses généraux assemblés, mais bien après l'avoir institué son lieutenant d'une maniere clandestine, Buonaparté, revêtu de la livrée de Caulincourt, se mit tristement en route pour revoir la grande nation. Dans le commencement de la route, la crainte d'être découvert, l'obligeait, dans les diverses haltes, de remplir les fonctions de valet, ce qu'il faisait d'assez mauvaise grâce. Caulincourt, qui ne pouvait se défendre d'une espèce d'orgueil en se voyant ainsi servi par son Empereur, prenait des airs, lui donnait des ordres, recevait ses soins avec une espece de fatuité. Celui-ci, assez versé dans la connaissance des hommes pour deviner ce qui se passait dans le cœur de son compagnon, recueillait dans le sien le ressentiment que lui inspirait cette conduite, mais se gardait bien de le laisser éclater. Bien loin de là, dans les intervalles où ses frayeurs ne le tourmentaient pas beaucoup, il cajolait Caulaincourt. "Cette situation n'est pas sans douceurs," lui disait-il, "votre fidélité m'est plus précieuse que si j'étais dans ma toute-puissance,

Ici je dépends d'elle, et en m'y confiant, je vous ai montré combien je vous distinguais de tous ceux qui m'entourent. Hélas! je n'avais point d'amis, et aujourd'hui, je peux me flatter d'en avoir un. Ce sentiment adoucira mon caractere, il modérera ses impétuosités, il ouvrira mon âme à des émotions qu'elle avait repoussées jusqu'à ce jour, dans la crainte de ne pas trouver de véritables amis. Vicence, vous êtes né nobles ; vous appartenez à la classe dans laquelle on trouve peu de traîtres; cette situation m'aurait déjà déterminé, si je n'avais d'avance connu combien vous m'êtes dévoué. Vicence, vous n'êtes pas assez riche, je n'ai pas assez fait pour vous; je me propose de completter votre apanage d'une maniere splendide. Votre famille est nombreuse : vous avez des beau-freres, des cousins, pourquoi ne demandez vous rien pour eux! Vous avez peut-être cru que je vous avais sacrifié à Lauriston ; détrompez-vous. Il entre dans ma politique de paraître toujours disgracier mon ambassadeur près d'une puissance, lorsque j'ai résolu de lui faire la guerre. On croit alors que j'ai tout employé pour la concilier, que je lui ai fait le sacrifice d'un ambassadeur qu'elle n'aimait pas, et que celui par lequel je le remplace, était chargé des instructions les plus pacifiques. Ces subterfuges m'ont toujours réussi, ils rendent mes aggressions moins odieuses."

Ce fut par de semblables discours que Buonaparté chercha à se concilier la fidélité de son compagnon de voyage, aussi long-temps qu'il se vit entierement en sa puissance. Mais bientôt son ton changea à mesure que ses périls lui parurent moins grands. En quittant Varsovie, il fut rêveur et silencieux pendant plusieurs heures; il jetait de temps en temps sur Caulaincourt des regards sombres, enfin il lui dit d'un ton brusque : " Savez-vous, Vicence, que vous êtes un sot compagnon de voyage ;

vous ne savez rien dire pour me distraire ; à peine cherchez-vous à vous rendre utile ; vous n'êtes ni attentif ni empressé. N'allez pas croire que je vous ai pris avec moi par aucun sentiment de prédilection ; non, ne le croyez pas. Je me suis confié à vous, parce qu'après moi, vous êtes l'homme le plus détesté de mon empire, que ma vie est votre unique sauve-garde, et que si j'étais assassiné, vous seriez la premiere victime des fureurs populaires qui éclateraient à ma mort. Vous ne pouvez pas pactiser avec mes ennemis ; vous êtes chargé d'un forfait qu'ils ne peuvent ni ne doivent pardonner : voilà ce qui me garantit votre inaltérable fidélité, et voilà pourquoi, au milieu de tant d'hommes, peut-être aussi dévoués que vous, mais qui pourraient cependant céder à la tentative de débarrasser la terre d'un tyran (car je suis un tyran, moi), et je vous ai choisi. Toute l'Europe voit en vous un lâche assassin....."

Caulaincourt s'écrie avec désespoir : " Ah ! Sire, est-ce à vous à me le reprocher ?

—Oui, c'est à moi plus qu'à tout autre à vous le reprocher. Si vous aviez su me résister ; si vous aviez osé braver ma disgrâce, je n'aurais pas épouvanté la France d'un attentat qui a aliéné de moi tous ses habitants. Je suis violent, moi, même un peu cruel ; j'ai dans un transport de rage, dans un moment de terreur désigné cette innocente victime ; mais si je n'avais trouvé personne pour l'enlever, elle existerait encore. J'ai jeté les yeux sur vous pour cette odieuse mission, parce que de tous les hommes qui m'entourent, vous étiez celui qu'elle devait compromettre le plus. Je fus surpris de votre condescendance. Je ne m'y attendais pas ; elle détruisit mes irrésolutions. Ce n'est pas moi, Vicence, qui ai commis cet assassinat : c'est vous ; oui, vous seul en êtes coupable. Quand je vous ai récompensé, j'ai voulu seulement prouver que je n'en

éprouvais ni honte ni repentir ; car je ne veux pas paraître reculer même dans la carriere du crime. Mais sans cette considération, je vous aurais fait pendre.

—Quoi ! Sire, tel eût été le prix d'un si grand dévoûment ?

—Oui, je vous aurais fait pendre, pour montrer qu'il faut quelquefois refuser de servir les passions des princes. Ah ! combien les souverains sont à plaindre, de ne trouver autour d'eux que des flatteurs et des complaisants qui louent tous leurs vices et qui servent toutes leurs passions ! Nous ne sommes pas des dieux, nous autres, l'encens nous enivre, la toute-puissance nous égare, et si l'on ne nous résiste jamais, nous sommes exposés à commettre de grands crimes et de grandes injustices.

—Sire, rappelez-vous quelles menaces vous employâtes pour me déterminer ; la mort eût puni ma résistance.

—Vraiment, Vicence, je vous ai menacé de vous faire mourir ! Je ne m'en souvenais pas ; mais sachez que la mort ne doit pas plus intimider un sujet fidele quand il peut servir son maître que quand il s'agit de lui épargner un crime. Quel dévoûment est donc le vôtre, s'il ne vas pas jusqu'à vous faire braver tous les supplices pour me garantir d'un péril ou d'un forfait ? Vicence, vous n'êtes qu'un poltron."

Quand les deux voyageurs furent arrivés à Mayence, Caulaincourt reçut un coup de pied de son compagnon, parce qu'il ne s'était pas élancé assez promptement de sa voiture, pour aller prévenir le préfet que son Empereur était là, et voulait s'arrêter une heure chez lui.

En quittant Mayence, Buonaparté qui avait appris de son préfet des détails très-alarmants sur l'esprit des habitants du pays, reprit toute sa violence.

Il avait quitté la livrée de Caulaincourt pour la faire endosser à celui-ci, et dès ce moment, il le traita avec toute la dureté et tout l'emportement qu'il met dans sa conduite avec les derniers de ses valets. " Vicence, lui disait-il, vous n'êtes qu'un imbécille; vous vous êtes laissé tromper par les courtisans russes; vous m'avez donné sur mon frere Alexandre de Russie des détails absurdes, et sur Romanzow des notions fausses. De quoi diable me suis-je avisé de vous envoyer à Pétersbourg! Qu'y avez-vous fait pour mon service? Rien: mais en revanche, vous vous êtes laissé cajoler sur votre belle mine, vos magnifiques équipages et vos élégantes réunions. Au milieu des flatteries, des fêtes, des intrigues d'amour, comment pouviez-vous vous occuper de mon service? Aussi, vous n'avez rien su observer, vous n'avez vu que l'extérieur des seigneurs russes, et vous les avez jugés plus d'après vous-même que d'après leur véritable caracteres; vous n'avez point étudié les classes intermédiaires, et vous ne m'avez peint que des courtisans et des esclaves. Est-ce que je puis connaître tout, moi? Et quand j'envoie des ambassadeurs quelque part, n'est-ce pas pour qu'ils me donnent des éléments pour mes plans de conquête. Aussi, pourquoi fais-je la faute d'envoyer dans la premiere cour du continent un assassin pour mon ambassadeur? je me suis trompé; j'ai eu tort; j'ai voulu montrer à toute l'Europe le peu de cas que je faisais des préventions personnelles des souverains, et jusqu'à quel point je puis blesser toutes les convenances depuis si long-temps respectées dans leurs rapports entr'eux. Cette intention est en partie la cause de tous mes désastres, et je sens bien cruellement la perte que j'ai faite en choisissant, pour observer un pays neuf, une nation peu connue, un homme qui n'est bon qu'à être employé comme exempt de maréchaussée."

Ensuite, Buonaparté se livrant à ses frayeurs,

à ses pressentiments, déclamait d'une voix sombre les phrases suivantes : " Que cette route me semble longue ! qu'il me tarde d'être au sein de ma capitale, au foyer de mon gouvernement. Je me sens affaibli ; mon activité m'abandonne, mon imagination s'éteint ; l'avenir m'effraye : je ne suis plus le victorieux, le redoutable Napoléon. Eh! quoi, cesserais-je d'être redoutable parce que j'ai éprouvé de grandes défaites. Les Français oseraient-ils ridiculiser ou menacer leur maître ? Cette détestable nation reprendrait-elle de l'énergie parce que j'ai perdu de ma gloire ? Si je dois mourir, que ce soit après m'être vengé d'avance de ce peuple inconstant et ingrat ; que ce soit en laissant à chaque famille une perte à déplorer. Mes derniers moments seront formidables comme les derniers instants de l'existence du monde, et ma chûte produira tant de débris, que je serai aussi épouvantable en succombant, que j'aurai été terrible en régnant."

En disant ces mots, Napoléon avait sauté à la gorge de Caulaincourt, et celui-ci allait être étranglé, si, sautant légerement hors de la voiture, il n'eût échappé aux mains de son maître en délire. " Où allez-vous donc ?" lui cria Buonaparté rendu à lui-même.

—Sire, Votre Majesté m'étrangle.

—Ah ! c'est un de mes vertiges. Eh ! bien, si je vous avais étranglé, votre mort eût été plus glorieuse et plus douce qu'elle ne le sera peut être. Car si nous succombons, vous savez, Caulincourt, ce qui vous menace.

—Sire, je n'ai, dans tous les temps, qu'exécuté vos volontés ; j'ose croire que vos ordres et mes remords désarmeraient la vengeance de ceux qui vous succéderaient.

—Quoi ! coquin, tu songes à faire ta paix ? Tu espères dans la clémence de mes successeurs ! Des Bourbons, sans doute ?

—Sire, je ne les ai pas nommés; je n'aurais pas osé les nommer; mais si les souverains sont les représentants de Dieu sur la terre, j'aime à croire que les Bourbons l'imiteraient dans sa clémence comme dans sa justice.

—Oui, imbécille hypocrite, ils te feraient pendre, s'ils voulaient être justes.

—Sire, je ne sais pas le sort qu'ils me feraient subir; mais je préférerais la mort à mes souffrances, et surtout au cruel repentir que vos reproches ont excité dans mon cœur.

—Non, canaille, tu vivras pour souffrir et pour éprouver à chaque instant de ta vie le supplice de t'être rendu odieux par le plus impardonnable des attentats, et de n'avoir recuellli, en le commettant, que le mépris et la haine de celui que tu as cru servir."

Il se fit ensuite un long-silence: Buonaparté donnait des signes de terreur et d'impatience à mesure qu'il approchait de Paris; cependant les regards qu'il jetait sur Caulaincourt devenaient à chaque instant moins sombres et moins menaçants. Enfin, à la derniere poste, il lui dit, d'un ton radouci: " Je n'oublierai pas, Vicence, votre dévoûment dans cette occasion: je vous ai maltraité, mais il faut que ma violence s'évapore sur quelque objet, et vous étiez là. Nous allons rentrer à Paris; on vous fera beaucoup de questions sur notre voyage. Je n'ai pas besoin de vous dire que je dois avoir tous les honneurs du courage et de la présence d'esprit, et que si je venais à m'égayer sur vous, à vous représenter comme ayant eu des terreurs paniques, comme ayant vu un Cosaque dans chaque uniforme, ou un tirailleur derriere chaque arbre: vous devez supporter stoïquement ces petits ridicules pour lesquels vous recevrez des compensations. Vous direz d'un ton calme et pénétré: " L'Empereur m'a paru plus grand sur notre traîneau que sur son

trône. Son caractere a été plus puissant que les éléments, plus formidable que les nombreux ennemis qui nous menaçaient; je ne l'ai jamais vu se démonter. Son front a toujours été aussi serein qu'à une belle parade des Tuileries. L'Empereur semblait dominer toute la création ; ce que j'ai vu, dans ce voyage, de ses forces physiques et morales, m'explique toute sa destinée. Il n'y a rien que de grand dans sa composition. Il s'aggrandit de tous ses périls et de tous ses revers. C'est là qu'il étonne, qu'il éblouit." Vous m'entendez, Caulaincourt ; retenez bien ces phrases, elles doivent former votre vocabulaire pendant plusieurs mois ; je l'augmenterai de temps en temps de tournures nouvelles."

En finissant ces mots, les deux voyageurs sont à la barrierre de Paris. Deux vétérans* se présentent à chaque portiere de la voiture. " Duc de Vicence," crie Buonaparté d'un ton chagrin et brusque.

—Cela ne nous suffit pas, dit un des commis aux barrieres : vos passeports.

—Sac.... d...., dit Napoléon, quelle inquisition ! Arrête-t on ainsi tous les voyageurs ?

—Oui, dit le commis, tous, de quel rang qu'ils soient.

—Même l'Empereur ?

—Eh ! pourquoi pas ? C'est lui qui fait la loi, il faut qu'il s'y soumette le premier.

—Tu en as menti, canaille. Postillon, en avant.

Ici les commis se mettent en face des chevaux, et jurent qu'ils ne laisseront passer le prétendu duc

* Ce sont en général des vétérans qui gardent les barrieres de Paris.

de Vicence qu'après qu'il aura prouvé qu'il l'est réellement.

Napoléon, furieux, montre sa tête à la portière, et s'écrie : " Canailles, c'est votre Empereur ; reconnaissez votre Empereur.

Un des commis à son camarade.—Laissons-les aller ; car si nous les retenons encore un moment, ils nous diront qu'ils sont Dieu le pere et Dieu le fils.

—Ce serait le Pape, dit l'autre, que je ne le laisserais pas passer ainsi. Un Empereur ! oh ! oui, un Empereur de canailles, ou une canaille d'Empereur, voilà tout ce que c'est. Ne l'as-tu pas entendu nous appeler canailles ; je veux lui faire ravaler ce mot-là. Je vais mener Monsieur le Duc et son Empereur, au premier poste. Allons, qu'on marche avec moi .....

En ce moment arrive un adjudant de ronde. Buonaparté se fait reconnaître et passe au milieu de ses arrêteurs stupéfaits, mais non consternés. Voici le dialogue qui eut lieu entr'eux lorsqu'ils furent un peu revenus de leur étonnement :

—C'était bien lui : comment ne l'avons-nous pas reconnu, après l'avoir si souvent vu à la parade ?

—C'est parce qu'il a beaucoup maigri.

—Ah ! ah ! je suppose qu'il ne faisait pas si bonne cuisine à Moscou qu'aux Tuileries ; il est tout juste aussi maigre que quand il mitraillait les Parisiens avec nous dans le cul-de-sac Dauphin.

—Oui, oui ; il sortait alors de son grenier, comme aujourd'hui il sort des forêts de la Russie ; seulement maintenant il est un peu plus grand seigneur.

—Tu vois cependant qu'il n'est pas mort, ainsi qu'on le disait, ni prisonnier, ainsi qu'on l'avait répandu depuis quelques jours.

—Tout cela est fort bien ; mais c'est ce que

nous appelons un déserteur, tout Empereur qu'il est.

—Oui, tu as raison : un déserteur d'autant plus coupable, qu'après avoir mis son armée dans un mauvais pas, il s'en tire tout seul et l'y laisse. Qu'un pauvre diable, pressé par la faim, quitte son corps, on l'emprisonne, et quelquefois on le fusille ; et combien le grand déserteur que nous venons de voir n'en a-t-il pas fait abattre sous ce prétexte ? Le malheureux n'a pas souvent choisi sa profession, c'est quelque conscrit amené enchaîné à son corps, et cependant point de miséricorde. Quelle différence de sa faute à celle de notre Empereur fuyard ! L'honneur, camarade, lui faisait un devoir de mourir avec une armée que lui-même, que sa volonté seule a entraînée aux antipodes ; mais l'honneur, qu'est-ce que l'honneur pour lui ? Ne s'est-il pas sauvé d'Egypte, comme un lâche ? Ne voulait-il pas se sauver à Marengo, quand il crut tout perdu ?.....»

—Camarade, il a été lâche partout où il a fallu montrer du courage. Eh ! ne l'ai-je pas vu s'évanouir dans l'orangerie de St. Cloud, à la vue d'un poignard ?

—Eh ! camarade, sont-ce toujours les plus braves qui réussissent, non ; ce sont les plus adroits. Celui-ci a toute la finesse d'un renard et la férocité d'un tigre. Adresse et cruauté, voilà les ingrédients de tous les succès depuis le commencement de notre révolution.

—Tu as raison...., Mais où as-tu pris cette phrase-là ?

—Bah ! je l'ai apprise d'un capitaine de l'ancien régime, sous lequel j'ai servi.

—Ah ! c'était là le bon temps ! Si un soldat était blessé, il était reçu aux Invalides ; il était heureux, tranquille pour le reste de ses jours. Maintenant, tous les hôpitaux de l'Europe ne suffiraient

pas pour contenir ceux qui ont été blessés dans les guerres entreprises par le grand déserteur.

A quoi tient qu'il ne reviennent ce bon temps ? N'y a-t-il pas un Bourbon quelque part ? Qu'il vienne et qu'il dise à l'Empereur fuyard : " Ote-toi de là que je m'y mette. Si Napoléon ne veut pas, on le pend, et tout est fini. Comment a-t-il fait lui-même avec son ami Barras ? Ne l'a-t-il pas déplacé le lendemain, après l'avoir embrassé la veille ? A-t-il plus de droits que les directeurs ? Non, il a escamoté le trône : celui à qui il appartient peut bien le reprendre.

—Ah ! mais c'est qu'il est mieux affermi que les directeurs. Vois ses gardes, ses sénateurs, ses conseillers d'état ; tous ces gens-là le protégent et lui sont dévoués.

—Bah ! cela durera tant qu'il sera heureux ; maintenant que la débâcle commence, leur fidélité la suivra.

—Et dans le fait, pourquoi le soutiendrions-nous, s'il nous ruine, s'il nous perd par ses folles entreprises, et s'il n'est plus en état de nous protéger contre les ennemis qu'il nous a faits.....

Au moment où le commis aux barrieres finissait ces mots, l'adjudant qui avait fait passer la voiture de Buonaparté, et qui l'avait escorté jusqu'aux Tuileries, arrive, et leur dit : " Réjouissez-vous : l'Empereur satisfait de la fermeté avec laquelle vous vous êtes conduits lorsque lui et le duc de Vicence ont voulu forcer votre consigne, vous fait membres de la légion d'honneur, et vous envoie dix napoléons pour boire à son glorieux retour.

—Vive l'Empereur ! s'écrient d'une commune voix les deux vétérans, satisfaits de leur bonne fortune.

Tableau Comparatif du Fonds de Denrées Coloniales existant dans le Port de Londres, les 31 *Décembre,* 1811 *et* 1812.

		1811.	1812.
*Sucre,	boucauds.....	95,850....	79,970.
———	tierçons.....	20,180....	13,990.
———	quarts.....	7,670....	8,210.
Ditto d'Havane,	caisses.....	16,140....	9,080.
Café,	bariques.....	67,230....	52,850.
———	sacs.....	395,350....	268,870.
Coton,	balles.....	5,980....	3,190.
———	serons.....	1,670....	260.
Rum,	poinçons.....	30,870....	20,860.
———	boucauds.....	610....	420.
Piment,	bariques.....	540....	450.
———	sacs.....	18,550....	9,530.
Gingembre,	bariques.....	280....	330.
———	sacs.....	1,660....	1,590.
Cacao,	bariques.....	2,160....	1,870.
———	sacs.....	13,100....	11,070.
Bois de Campêche,	tonneaux.....	14,200....	19,570.

Etat Comparatif des Denrées Coloniales existant à Liverpool, les 31 *Décembre,* 1811 *et* 1812.

	1811	1812
Bariques et tierçons sucres anglais.....	8,000	8,500
Idem, Martinique et Guadeloupe.....	10,000	6,700
Caisses de sucre du Brésil.....	1,700	1,000
Idem de la Havane.....	6,000	3,800
Boucauds et quarts de café.....	16,600	12,600
Sacs de café.....	44,000	30,000
Bariques et sacs de cacao.....	3,650	2,850
Balles de coton.....	135,000	100,000
Sacs de piment.....	3,200	2,800
Poinçons de rum.....	2,400	3,230
Boucauds de tabac d'Amérique.....	14,400	10,540
Tonneaux de bois de Campêche, etc.....	5,150	8,430

* Sur ces sucres, il y en avait, en 1811, 37,860 futailles pour exportation, et, en 1812, seulement 31,820.

Etat Comparatif des Fonds de Denrées Coloniales sorties des Magasins d'Entrepôt (West India Docks), dans les Mois de Novembre et de Décembre, 1811 *et* 1812.

SUCRE.

	1811.		1812.
Seconde semaine de Novembre	3,262	bariques	4,417
	756	tierçons	1,077
Troisieme semaine ditto	3,407	bar.	4,422
	639	tier.	1,113
Quatrieme semaine ditto	3,234	bar.	4,383
	627	tier.	1,177
Premiere semaine de Décembre	2,797	bar.	4,146
	766	tier.	1,000
Seconde	2,462	bar.	3,803
	522	tier.	1,095
Troisieme	2,309	bar.	4,235
	566	tier.	876
Quatrieme	1,249	bar.	514
	310	tier.	514
En	1811 22,906.	1812	34,816

CAFÉ.

Seconde semaine de Novembre	164	boucauds	1,082
	1,523	sacs	1,699
Troisieme semaine ditto	71	bouc.	800
	1,303	sacs	2,246
Quatrieme semaine ditto	309	bouc.	446
	1,130	sacs	1,522
Premiere semaine de Décembre	421	bouc.	461
	886	sacs	1,101
Seconde	175	bouc.	421
	2,967	sacs	1,905
Troisieme	511	bouc.	162
	1,202	sacs	1,049
Quatrieme	129	bouc.	63
	936	sacs	919

Bulletin Commercial.

Les nouvelles arrivées par les six dernieres malles du Nord ont eu le plus grand effet sur le prix des denrées coloniales. On n'avait pas vu depuis nombre d'années le marché aussi animé qu'il l'a été les deux semaines passées. Le café a augmenté de plus de 10 pour cent : il a été donné 120 shellins du quintal des belles qualités de celui de la Jamaïque et de la Dominique. Celui de la Martinique et de la Guadeloupe, quoiqu'il ne soit encore admis que pour l'exportation, s'est vendu depuis 72 jusqu'à 110 sh. selon la qualité. La demande pour les sucres de plantation britannique, continue, et le prix de cette denrée ne cesse de hausser. La grande demande de sucres rafinés, sur lesquels il y a 15 shellins d'augmentation par quintal, ne peut manquer de produire encore une nouvelle hausse sur le prix des sucres bruts. Les sucres terrés sont extrémement recherchés. On peut cotter les belles qualités à 10 shellins et les qualités inférieures à 8 sh. plus haut que le dernier cours. Ainsi les sucres de la Jamaïque sont aujourd'hui de 84 à 96, ceux de la Barbade, de la Grenade et de la Trinité de 83 à 94 sh. ceux de Surinam et Demerary, 2 shellins de moins. Les sucres terrés de la Martinique et de la Guadeloupe sont à 44 sh. les têtes, 46 les communs, 52 les terrés et petits blancs, et les qualités supérieures de 65 à 76, avec apparence de hausse ultérieure. Comme il n'y a pas assez de sucre de plantation britannique dans les West India Docks pour la consommation de trois mois, et qu'on n'en attend que très-peu d'ici à la fin de Juin, la nécessité va faire adopter enfin une mesure que la justice exigeait depuis long-temps : c'est l'admission pour la consommation intérieure des produits de la Martinique et de la Guadeloupe. Le Mercrédi 13, les rafineurs et brasseurs anglais ont eu à cet égard une entrevue avec le Chancelier de l'Echiquier, M. Vansittart ; leur pétition sera soumise au Parlement dans les premiéres jours du mois prochain. Il est vrai que la grande demande pour l'exportation, des sucres de ces deux isles, rend aujourd'hui les colons moins jaloux de cette faveur que lorsque leurs denrées ne payaient pas même le fret et l'assurance.

La révolution commerciale qui s'opere, affecte en bien

e change avec l'étranger. La livre sterling vaut aujourd'hui 19 francs; tout annonce qu'elle sera avant trois mois à son ancien niveau.

Les cotons ont prodigieusement haussé. Ils sont aujourd'hui de 21 à 24 pence la livre.

Nous copions de tous les papiers anglais l'article suivant que nous avons raison de croire authentique, et qui certes n'est pas d'une moindre importance que les glorieux bulletins russes que nous avons le plaisir de donner depuis deux mois.

" Le général Hope part aujourd'hui (19 Janvier), pour le Nord de l'Europe. Les papiers du matin lui donnent une mission pour le Dannemarc ou pour la Suede. Nous croyons savoir que ce n'est pour aucun de ces deux pays. Il se rend dans la Prusse orientale, qui est occupée maintenant par les Russes et par l'armée prussienne du général d'Yorck. Les Etats de la Prusse orientale doivent être convoqués afin de nommer un gouvernement provisoire qui agira au nom du Roi de Prusse, mais qui ne recevra point d'ordres de lui dans sa situation actuelle. N'ayant plus de volonté libre, étant lui-même prisonnier dans sa capitale, où Buonaparté a eu l'insolence de mettre un gouverneur français, il doit être déclaré en état de captivité, de la même manière que Ferdinand VII à Valency. La mission du général Hope aux Etats de la Prusse orientale, est de la même nature que celle de M. Henry Wellesley auprès du gouvernement espagnol.

" On dit qu'il va être adressé une proclamation aux habitants de la Prusse, de l'Electorat d'Hanovre, aux différents états de la Westphalie, et en général à toutes les autres parties de l'Allemagne pour les inviter à co-opérer avec Sa Majesté Impériale, à se délivrer de la tyrannie de Buonaparté et leur garantir, s'ils effectuent cet objet, leurs anciennes lois et leurs anciens gouvernements. C'est pour cela que l'Empereur Alexandre est allé à Wilna. Ce qu'il y aura à faire relativement à la Pologne, dépendra peut-être beaucoup de la politique que l'Empereur d'Autriche pourra adopter dans les circonstances actuelles.

Nous sommes assurés que la mesure que nous venons d'annoncer, recevra l'appui et l'approbation unanimes de la nation.—(*Courier du* 18 *Janvier.*)

GAZETTE EXTRAORDINAIRE DE LONDRES,

DU MERCREDI, 20 JANVIER 1813.

Du Bureau des Affaires étrangeres, du 18 Janvier 1813.

Lord Vicomte Castlereagh, principal Secrétaire d'État pour les Affaires Etrangeres, a reçu aujourd'hui des Dépêches du Vicomte Cathcart, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire à la Cour de St. Pétersbourg, dont ce qui suit est copié.

St. Pétersbourg 31 Décembre 1812.

Mylord,

Les rapports militaires adressés à l'Empereur à St. Pétersbourg, ayant suivi Sa Majesté Impériale, n'ont point encore été renvoyés ici pour être rendus publics; mais j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la traduction d'un journal d'opérations militaires, depuis le 13 jusqu'au 25 du courant inclusivement.

Votre Seigneurie observera dans ce rapport que les comtes Wittgenstein et Platoff ont poursuivi l'ennemi de Wilna sur Kowno par des routes séparées. Mais le premier ayant pris et détruit un grand nombre d'hommes à l'ennemi sur la ligne de sa marche, il se porta le long du Niémen jusqu'à Younbourg et de là sur Tilsit, que son avant-garde avait occupé dès avant le 23.

Le comte Platoff trouva une partie considérable de ce qui restait de forces à l'ennemi à Kowno; cette force, dit-on, comprenait des conscrits et des convalescents qui avaient été portés dans cette ville et à Wilna. Ce corps opposa une résistance considérable; mais les Cosaques du Don ayant passé la riviere sur la glace, et ayant pris position derriere la ville, l'ennemi l'évacua dans la nuit avec

perte de vingt-une pieces de canon et d'environ 6000 prisonniers.

Les restes de ce corps étant dispersés et poursuivis par les Cosaques, s'enfuirent, partie dans la direction de Tilsit, et partie dans celle de Wilcowich, plusieurs étant tués et pris dans la poursuite sur cette derniere ville.

L'amiral Titchagoff avait poursuivi dans la direction de Ghezno et avait par des détachements balayé les deux bords de la riviere avec le général Lanskoi avec partie de l'avant-garde ayant marché sur Kolwari et Wilcowich afin de se lier avec le général Platoff, à Gumbinnen.

Le général Tormazoff, avec la colonne qui avait été conduite par le feld-maréchal en personne, se portait sur Grodno, et Votre Seigneurie observera, que le comte Ogeroffsky avait, avec son détachement, pris possession de cette place, dans laquelle le colonel Davidoff s'était établi le 20 du courant. Les Autrichiens avaient détaché quelques troupes vers Grodno, mais elles se sont retirées partout devant les troupes russes, et un détachement russe a reçu l'ordre de se porter sur Bialystock.

Le lieutenant général baron Sacken suivait la retraite du principal corps autrichien, au travers de Pinsk et de Slonym, et il comptait être à Rugana le 24.

Le corps qui était en dernier lieu sous le général Ertel, était commandé par le général Toutschcoff; on y a joint un autre détachement, et ces deux corps ayant passé par Minsk, étaient le 21 à Candanoff sur la route de cette derniere ville à Slonym

Toutes les villes sur la rive droite du Niémen étaient remplies de magasin, le pays sur la rive gauche est plein de ressources.

Sa Majesté Impériale a exprimé sa satisfaction de la bonne tenue de l'armée, ainsi que des grands efforts qu'elle a faits et qu'elle continue de faire encore à présent.

Sa Majesté Impériale a investi le feld-maréchal de la grande croix de St. George, et elle a honoré de sa présence un bal qu'a donné le feld-maréchal pour célébrer le jour de naissance de Sa Majesté Impériale.

Les prisonniers de guerre qui ont été envoyés dans les différents départements, depuis la bataille de Borodino excedent le nombre de 150,000 hommes: plusieurs d'entr'eux ont pu devenir les victimes du climat et de la fatigue, mais

Sa Majesté Impériale a ordonné qu'on en prît le plus grand soin possible.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CATHCART.

Continuation du Journal des Opérations Militaires depuis le 13 jusqu'au de Décembre.

13 *Décembre.* Le général Tormazoff rapporte en date du 11, que les différents partis détachés par l'aide-de-camp-général Wasiltchikoff avaient découvert à Belitza un corps autrichien de 3000 hommes, dont les postes avancés de cavalerie occupaient Novogrodeck et Gavion; mais qu'un détachement de l'ennemi qui se retirait avec rapidité avait été défait par les Cosaques commandés par l'aide-de-camp-général comte Oscharoffsky.

Le 14 *Décembre.* Le major-général Toutschkoff arriva le 10, avec son corps, à Minsk, et détacha immédiatement deux régiments de Cosaques, sous le commandement du colonel Grekoff, vers Nowoswerschena, à la recherche de l'ennemi, et pour former une communication avec le détachement du comte Oscharoffsky.

Le 15 *Décembre.* Le comte Oscharoffsky fait rapport en date du 14, qu'il est entré le 13 du courant, avec son détachement dans la ville de Lida, ayant poussé ses postes avancés jusques sous les murs de Bielitza; mais ayant été informé que les troupes autrichiennes avaient quitté cette place, et s'étaient portées sur Grodno, il la fit occuper sur-le-champ par deux régiments de Cosaques, sous les ordres du colonel Andriano avec ordre de pousser des partis sur les routes de Grodno et de Slonym.

Le 16 *Décembre.*—Il fait aussi rapport du 15, que le général Autrichieu Moore, était le 14 avec son détachement à Rouschany, et qu'étant surveillé par les Cosaques, il continuait sa marche vers Grodno.

Le 17 *Déeembre.*—Le général comte Platoff fait rapport du 15, que continuant de poursuivre et de serrer l'ennemi de près, ils est arrivé le 14 de ce mois à dix heures du matin à Kowno; et que l'ennemi s'étant réuni aux troupes qui étaient dans cette ville, laquelle avait été entourée de retranchements, avec des redoutes sur ses hauteurs, s'y

été défendu et maintenu avec opiniâtreté, faisant en même-temps un feu considérable. La canonade continua de part et d'autre jusqu'à ce qu'il fit nuit. Dans le même-temps, le comte Platoff ordonna à ses régiments de Cosaques du Don de passer le Niémen sur la glace, de menacer l'ennemi sur la rive gauche de ce fleuve, et de le forcer, à-lce moyen, ou d'abandonner la ville aussi promptement que possible, ou de se rendre. Vers la nuit, deux colonnes, l'une après l'autre, firent une sortie de la ville, mais à peine avaient-elles passé la riviere, que les Cosaques les attaquerent vigoureusement, avec leurs piques, et les dispersèrent après en avoir laissé un nombre considérable tués sur le carreau. Une partie des troupes ennemies s'enfuit le long de la riviere vers Tilsit, une autre prit la route Wilkowisk, étant poursuivie par l'élite des Cosaques. On a trouvé parmi les tués un général de rang, ainsi que l'on s'en est assuré par les décorations du grand ordre de la légion d'honneur qu'il portait. Plusieurs disent que c'était le maréchal Ney, qui était le commandant de ces troupes. Le major Karatschkowitch prit un hausse-col ; on prit aussi deux drapeaux. A la prise de Kowno, on fit prisonniers quatre-vingt officiers d'état-major et autres, et au-delà de cinq-cents soldats, sans compter les malades qui furent trouvés dans les hôpitaux. Pendant les trois premiers jours de la poursuite de l'ennemi, et lors de sa défaite sur le Niémen, il a été fait cinq mille prisonniers, parmi lesquels sont deux colonels, et environ cent soixante officiers d'état-major et autres. On a aussi pris vingt-une pieces de canon. On a encore trouvé dans cette ville sept-cents soixante dix-neuf caissons d'artillerie complets, avec toutes leurs munitions, et dans les magasins trois mille tschetwerts de seigle et de blé.

Le major-général Toutschkoff fait rapport qu'ayant réuni son corps à celui du colonel Knorring, il quittera Minsk le 18 pour aller à Novoswerchenne.

Le général Tormazoff fait rapport du 18, que les quatrieme, sixieme et huitieme corps et l'avant-garde de l'aide-de-camp général Wasilitschikoff, ont pris leurs cantonnements dans les districts de Wilna, Lida, Oschmiany, et Wilkomirsk, ayant placé les avant-portes de cavalerie de cette derniere ville, au village de Boekstila sur Berezyna, et à Doudi, ainsi que de forts piquets de Cosaques à Nikolaeff sur le Niémen.—Aujourd'hui les régiments des gardes à cheval et les chevaliers-gardes, ainsi que les régiments d'infanterie, sont entrés dans Wilna sous le commandement de

Son Altesse Impériale le Grand Duc Constantin. En défilant devant le maréchal-général Prince de Smolensko, chaque soldat a fait éclater sa joie par trois hourras.

Toutes les troupes des gardes ont pris leurs quartiers dans la ville et dans les faubourgs, ainsi que leurs cantonnements dans le voisinage.

Le 18 Décembre.—Le quartier-général du field-maréchal est à Wilna.

Journal des Opérations Militaires du 19 au 25 Décembre, 1812.

19 *Décembre.*—L'aide-de-camp, général Wasiltschikoff est arrivé aujourd'hui à Mosty avec son détachement.

20 *Décembre.*—Le lieutenant-général Schepeleff annonce que le 10 Décembre il a été détaché sur Bobrouisk 1000 hommes de la milice de Kalouga.

L'aide-de-camp, général comte Oschoraffsky annonce, le 19 Décembre, que le major Schamscheff, qu'il avait envoyé à Lounna avec un régiment de chasseurs, ayant appris qu'un détachement de prisonniers russes escorté par des Autrichiens, était sur la route de Grodno, envoya sur-le-champ l'Essoul Markow avec un parti de Cosaques qui, ayant joint l'ennemi à dix verstes de Grodno, l'attaqua, délivra les prisonniers au nombre de quatre officiers, cinq sous-officiers, et quarante-deux soldats, et prit en outre un officier de gendarmerie et cent soldats. Il ajoute qu'il avait donné ordre à son détachement, composé du 19e régiment de chasseurs, des hussards de Marienpol, et d'une compagnie d'artillerie légere de se porter sur Grodno, afin de prendre quelque repos après tant de marches fatigantes; et que lui-même il se rendait avec les Cosaques à Bialystock.

21 *Décembre.*—Le major-général Toutchagoff est arrivé le 2, à Kaidanow, avec son corps renforcé du détachement du colonel Knorring. Le colonel Grakoff se trouvant à Holzbach avec deux régiments de Cosaques, a fait prisonniers, au moyen d'un parti qu'il avait détaché, quatre hommes d'une patrouille de l'ennemi appartenant aux hussards de Kienmayer.

22 *Décembre.* Le Lieutenant général Sacken annonce le 12 Décembre qu'il marchera, le 13, avec son corps sur

Pinsk, et de là sur Slonim; et qu'après les batailles qui ont eu lieu les 13, 14, 15 et 16 à Gornostaitz et Wilkowisk, son aile droite occupait Kowle et Kolka et sa gauche Loubomte.

L'amiral Tchichagoff annonce, le 18, qu'il était arrivé à Jezno avec son armée, et que le major-général Landskoy, qu'il avait envoyé de Jezno à Prenn avec un détachement de troupes légeres, ayant trouvé l'ennemi dans cette derniere ville, l'avait attaqué sur les deux flancs, l'avait repoussé, et fait prisonniers cinq officiers et 108 soldats.

Le partisan colonel Davidoff annonce, à la date du 21 Décembre, que le 20 il a occupé la ville de Grodno, dans laquelle il a trouvé les magasins et les hôpitaux de l'ennemi dont il promet de donner un état détaillé; qu'il a aussi trouvé un magazin à Meretsch et qu'il l'a laissé sous la garde du régiment des dragons de Moscou qui venait d'arriver.

Le général Autrichien Froelich qui occupait Grodno, s'était retiré,

Le général comte Wittgenstein annonce, à la date du 21, que l'aide-de-camp général Gotenistscheff Kutusoff en poursuivant l'ennemi de Wilna à plusieurs milles au-delà de Kowno, avait fait prisonniers 169 officiers de l'état-major et autres et 1970 soldats, qu'en outre il avait pris un drapeau; et que le 17 un parti de son détachement se rendant à Furburg, avait rencontré une petite colonne de troupes ennemies, l'avait complettement battue, et fait prisonniers un officier de l'état-major, sept officiers supérieurs et deux cents soldats. Ce détachement avait ensuite occupé la ville de Furburg.

Le colonel des gardes Souchosaneff ayant été détaché de l'avant-garde du major-général Diebitsch, a trouvé quelques petits magasins à Daidanoff et Datkoff, fait plusieurs prisonniers et pris un hôpital où il y avait quatre-vingt malades. Un autre détachement sous les ordres du lieutenant-colonel d'artillerie Kortomanoff, ayant aperçu l'ennemi le 23 à Grinkischki, l'a attaqué dans la soirée, fait prisonniers deux officiers et trente soldats, et pris en outre deux cents fusils neufs.

Sa Majesté Impériale est arrivée aujourd'hui en bonne santé à son armée à Wilna.

Le 23 Décembre. Le général Platoff annonce à la date du 21, que depuis son rapport sur la prise de Kowno on

a découvert plusieurs magasins et cent soixante-et-dix barils d'eau-de-vie ; qu'on a découvert dans les églises trente mille fusils neufs avec leurs baïonnetes ; et qu'il en avait été brûlé dans l'arsenal le même nombre dont il ne restait rien que le fer.

Le 24 Décembre. Le général Platoff fait également rapport en date du 23, que l'on a trouvé à Kalwary deux cents barils de farine, cent cinquante de seigle, cinq cents d'avoine, et cinquante quintaux de foin ; et à Wilkowich cinq cents muids de farine, et deux cents de seigle. Les habitants du voisinage se sont aussi engagés à fournir tous les trois jours des rations de pain et de grain pour cinquante mille hommes, ainsi que du foin et de l'avoine pour quinze mille chevaux. Ils avaient ordre de fournir cette quantité pour l'usage de l'ennemi, et ils offrent maintenant volontairement d'en approvisionner nos troupes.

Pendant la poursuite de l'ennemi depuis le passage du Niémen jusqu'à Wilkowich, il a perdu, indépendamment des soldats, dont on amene un millier par jour, plus de deux cents officiers et quatre pieces de canon.

Le général comte Wittgenstein fait rapport en date du 23, que le détachement du lieutenant-colonel Tetsenborn, envoyé par l'aide-de-camp Kutusoff, rencontra devant Tilsitt deux escadrons de housards prussiens qui furent culbutés sur le champ, et poursuivis au travers de cette ville et un mile au delà. L'ennemi eut quarante hommes faits prisonniers, et il fut pris du canon au village de Dobronski.

On a trouvé des magasins considérables à Tilsitt et à Raguit.

Le lieutenant-général Sacken fait rapport en date du 21, qu'il passe avec son corps par Chonisk et Peski, et qu'il espere arriver le 24 à Rouschani.

Le quartier-général à Wilna.

Etat des Captures faites par les Russes jusqu'au 26 Décembre.

Jusqu'au 20 Décembre, il a été pris,
33 généraux,
900 officiers,
143,000 bas officiers et soldats,
746 pieces de canon.

Du 20 au 25 Décembre,

1 général,
156 officiers,
9754 bas officiers et soldats,
168 pieces de canon.

Outre cela il a été pris à Wilna,

7 généraux,
212 officiers,
14756 bas officiers et soldats,
217 pieces de canon.

TOTAL.

41 généraux,
1293 officiers,
167,510 bas officiers et soldats,
1131 pieces de canon.

St. Pétersbourg, 31 *Décembre* 1812.

Mylord.

C'est avec une vive affliction que j'ai à annoncer à V.-tre Seigneurie la mort du comte de Tyrconnel.

Sa Seigneurie servait avec l'armée de l'amiral Titschagoff; son zele et le desir qu'il avait d'être témoin de toutes

les opérations de cette armée, le fit s'exposer au froid et à la fatigue au-delà de ses forces, surtout pendant la poursuite des Français de la Berezyna à Wilna.

Il paraît qu'il avait déjà une maladie du poumon qui avait fait un progrès considérable, et que ses derniers efforts ont accéléré avec une grande rapidité les funestes effets de cette maladie.

Il ne se dit malade que le 11 Décembre, le jour de son arrivée à Wilna, où il expira le 20 au matin.

Sa Seigneurie a eu tous les secours de l'art ainsi que tous les soins et l'attention qu'il a été possible de lui procurer.

Le feld-maréchal prince Kutusoff Smolensko, a ordonné qu'on rendit à ses restes tous les honneurs militaires; et qu'il lui fût érigé un monument dans l'église de la religion reformée.

La justice due à la mémoire de lord Tyrconnel oblige de dire que dans toutes les situations où il s'est trouvé placé depuis qu'il a été employé dans cette ambassade, il s'est conduit avec le plus grand zele et la plus grande convenance, et qu'il s'était acquis l'estime et la confiance de tous ceux qui l'avaient connu en Russie et en Suede.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CATHCART.

Fin de la Gazette Extraordinaire.

Rapport de l'Amiral Tschitchagoff *à Sa Majesté Impériale, daté du* 11 *Décembre, nouveau Style. en marche, à* 20 *Verstes de Wilna.*

Depuis mon rapport du 29 Novembre, j'ai poursuivi l'ennemi avec toute la vîtesse possible, et je ne lui ai donné de repos ni jour ni nuit. Nous avons été détenus quelque temps dans les derniers jours parce qu'il avait détruit les ponts derriere lui, mais quelques heures nous ont suffi pour les remettre en état. J'ai marché ensuite à marches forcées; l'avant-garde ne le perdait pas de vue un seul moment, le chassait de tous ses campements, l'obligeait de marcher la nuit, et lui prenait nombre de canons et de prisonniers. Depuis

le passage de la Berezyna jusqu'à Wilna, nous lui avons pris 150 pieces d'artillerie, au-delà de 700 caissons de cartouches, baguettes, etc. et un si grand nombre de charriots de bagage que dans plus plusieurs endroits la route en est encombrée; nous avons, également pris deux drapeaux, quelques généraux et plusieurs milliers de prisonniers Son arriere-garde a été attaquée et taillée en pieces, de sorte qu'il fuit en désordre et sans aucune défense; les hommes tombent de faiblesse, ou se rendent de désespoir. La perte de l'ennemi ne monte pas à moins de 30,000 hommes. Les routes sont couvertes de tués et de blessés et d'hommes qui meurent de froid. La punition de leurs crimes suit de si près ces mécréants qu'ils deviennent eux mêmes la proie des flammes dans les maisons auxquelles ils ont mis le feu, et qu'ils meurent gêlés de froid dans les habitations dont ils avaient nagueres détruit les portes et les fenêtres.

Nous avons été portés aujourd'hui dans Wilna en quelque sorte sur leurs épaules.

Ils n'ont pas réussi à enlever d'ici la moindre chose; indépendamment des 150 pieces de canon mentionnées ci-dessus, il en est encore tombé un grand nombre entre nos mains; tous les magasins sont pleins. Dans le grand nombre de malades et de blessés sont plusieurs généraux, parmi lesquels se trouvent, m'a-t on dit, les généraux Zayoncheff et Lefevre. Mon avant-garde les poursuit l'épée dans les reins.

Le lieutenant-général Tstchapliz s'est particulierement distingué. Il poursuit l'ennemi avec tant de constance et de rapidité qu'il ne se passe pas un jour où il ne tombe pas deux ou trois fois sur l'ennemi, et qu'il ne le force de laisser derriere lui des canons ou des caissons.

Un des adjudants du maréchal Oudinot, que le maréchal avait laissé en arriere pour attendre son arriere-garde, et pour en recevoir des nouvelles de la force du corps qui les poursuivait, fut fait prisonnier à Oshmani; et comme dans l'intervalle, l'arriere-garde toute entiere avait été faite prisonniere ou taillée en pieces, ce jeune homme fut fort étonné lorsqu'au lieu de son arriere-garde il trouva notre avant-garde. Il ne pouvait pas concevoir comment elle y était arrivée.

Les prisonniers confirment la nouvelle que Napoléon ne peut plus cacher la position difficile dans laquelle il se trouve; que toute l'armée succombant sous le poids de ses fatigues, murmure et lui devient dangereuse. Nous avons

pris il y a quelques jours un grand nombre de ses gardes. J'ai souvent eu mon logement dans la même maison qu'il avait quittée quelques heures auparavant, et il s'est souvent enfui de sa personne à toute bride, au moment où mon avant-garde et son arriere-garde commençaient à escarmoucher.

Extrait d'une Lettre de Stockholm du 9 Janvier.

" Il est arrivé ici, par la voie de l'Allemagne, des avis de Königsberg, qui portent qu'il y est arrivé 70 généraux, 40 colonels, et environ 1000 autres officiers, sans aucune troupe avec eux, ou, pour ainsi dire, sans aucune. Ils ont gagné cette capitale, quelques-uns à cheval, un bien plus grand nombre à pied, et tous dans la situation la plus misérable. Les mêmes avis, qui sont parfaitement authentiques, font mention de l'arrivée de Murat à Königsberg avec deux bataillons des gardes françaises, qui cependant ne consistaient plus qu'en deux compagnies de 250 hommes chaque. On dit que le peu de soldats français qu'étaient à Königsberg, ont refusé de monter la garde devant le logement des officiers, tant ils sont enragés d'en avoir été abandonnés."

Les avis ci-dessus sont confirmés par plusieurs autres lettres qui portent que les Russes étaient entrés à Mémel le 27 Décembre, et étaient attendus à Königsberg le 3 Janvier. Les officiers français convenaient, qu'après les affaires de Kowno, les restes de leur armée avaient été entierement dispersés. A Berlin, le peuple avait fait éclater des symptômes de résistance aux Français : les paysans refusaient de marcher avec le bagage des officiers, et il y avait eu des rixes dans les rues entre la populace et les soldats. Il avait éclaté en Hesse et en Westphalie de grands mécontentements dirigés contre Jérôme Buonaparté.

Extrait d'une Lettre d'Elbing du 27 Décembre.

Murat est arrivé ce matin, venant de Königsberg; il n'y a fait qu'un très-court séjour, étant parti dans la soirée pour Dantzig, accompagné de tous ceux qu'il avait amenés

ici, savoir, un état-major nombreux, et nombre de généraux et autres officiers.

Extrait d'une Lettre de Königsberg, du 1er Janvier.

Les Russes entrerent à Memel, le 27 du mois dernier, ils s'y conduisirent avec tout l'ordre qu'on pouvait désirer, et ils furent reçus par les habitants avec toutes les démonstrations d'amitié. Cette nouvelle a tranquillisé plusieurs personnes qui déplaçaient déjà leurs propriétés, et qui maintenant attendent leur arrivée avec empressement. Ils ne sont qu'à 14 milles de distance; ainsi ils doivent naturellement couper le corps de Macdonald.

Extrait d'une Lettre de Gottembourg du 12 Janvier.

Il a été reçu ici des lettres de Copenhague et de Ystadt qui font mention de la reddition de Macdonald et de Victor.

Extrait d'une Lettre de Mémel du 2 Janvier.

Les Russes ont pris possession de cette ville en amis. Ils ont été reçus à bras ouverts par le militaire et les habitants de toute dénomination. Les Russes étaient le 31 du mois dernier à 12 milles allemands de Konigsberg, et sont sans doute à présent en possession de cette importante garnison. Les débris de l'armée française fuient dans toutes les directions devant les Russes victorieux. Ils sont réduits à un tel degré de souffrance qu'ils meurent littéralement par centaines. On attend les Russes à Berlin.

Malgré l'étendue donnée à ce Numéro, nous sacrifions ou renvoyons au prochain plus de 32 pages de matieres déjà composées.

Au nom de Dieu, Messieurs de la victoire,
Ménagez ceux qui tracent votre histoire.
Wittgenstein, Kutusoff, quand vous frappez si fort,
Votre immortalité nous donnera la mort.

De l'Imprimerie de SCHULZE et DEAN, 18, Poland-Street.
On souscrit chez M. PELTIER, 7, Duke Street, Portland Pl.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLIV.—*Le 30 Janvier,* 1813.

LE PRINCE DE LA COURONNE DE SUEDE.

Copie de la Lettre de Son Altesse Royale à M. le Baron de Cederhielm, *en date de Stockholm, le 29 Octobre,* 1812.

M. le baron de Cederhielm! J'ai prié le roi de vous nommer gouverneur du prince Oscar mon fils, et Sa Majesté a bien voulu m'accorder ma demande; votre mérite a déterminé son choix.

Vous allez former le cœur de mon fils et développer son esprit; ses heureuses dispositions vous seconderont: en vous attachant à lui inculquer les mœurs et les habitudes du pays, en un mot, le caractere national, vous aurez satisfait mon desir que

son éducation soit entierement suédoise, et la nation vous devra tout le bien qui résultera des soins que vous vous serez donnés.

Je desire que vous portiez toute votre attention à lui faire contracter l'habitude du travail, et à ce qu'il profite des leçons qui lui seront données pour son instruction.

Vous fortifierez dans son cœur les sentiments de religion, de morale, d'amour des lois et de la patrie.

Vous nourrirez sa pensée des exemples que fournissent les regnes des bons rois, et vous exciterez dans son âme cette ambition de la vraie gloire, qui doit toujours avoir pour objet le desir d'être utile à ses semblables, et de contribuer à leur bonheur.

Mon fils est dans un âge où on reçoit des impressions que l'on conserve toute la vie, ainsi vous devrez éviter qu'il se forme de fausses idées sur ce que l'on appelle caractere; la fermeté qui doit être la base de celui d'un prince, ne peut jamais être regardée comme une vertu qu'autant qu'elle est employée à propos.

Il vous sera facile de lui faire concevoir que son devoir doit toujours être d'accord avec son cœur, lorsqu'il s'agira de venir au secours des malheureux; et que ses bienfaits doivent porter l'empreinte de la magnanimité, et jamais celle de l'ostentation ou de la prodigalité.

La classe indigente doit exciter la sollicitude d'un prince: je desire que mon fils se pénetre de cette vérité.

Un prince ne doit jamais être accessible ni à la crainte, ni aux soupçons. Il ne doit pas hésiter d'exposer sa propre vie pour assurer la gloire et le bien-être de son pays. Il doit juger sans passion et avec le calme imposant qui distingue les bons souverains. Attachez-vous, M. le Baron, à

bien graver ces principes dans le cœur de mon fils. Je vous le remets à une époque où il a la force de recevoir, pour les conserver, toutes les notions qui peuvent concourir au bonheur des Suédois. Répétez-lui sans cesse, qu'un des plus grands fléaux dont le ciel puisse accabler une nation, c'est de lui donner un prince faible ; que le renversement des états, la guerre civile et l'esclavage des peuples sont ordinairement la suite funeste de la timidité des souverains ; que la guerre est de tous les maux le plus terrible qui puisse peser sur un état, mais qu'il est des circonstances où elle est un remede salutaire pour redonner à une nation son énergie, lui faire reprendre son ancien caractere, et la préserver du malheur de perdre son nom pour devenir province d'un autre empire ; que lorsqu'un royaume est ainsi menacé, et qu'on ne peut pas éviter la honte sans en appeler au sort des armes, le prince n'est plus le maître du choix ; il doit tout oser et tout entreprendre, pour maintenir l'indépendance de son pays ; que c'est alors que l'énergie de son âme doit se développer et qu'il doit s'entourer d'hommes de probité et courageux, quels que soient du reste leurs principes politiques ; son grand but étant de sauver la patrie, le vrai moyen d'y parvenir c'est de marcher réunis contre celui qui veut l'opprimer.

Vous habituerez mon fils à ne pas donner sa confiance à des indiscrets ou à des dissipateurs : les uns la trahissent par amour propre, et les autres par vénalité.

La religion, l'histoire, la géographie, la statistique, les mathématiques, l'écriture, le dessein et les exercices du corps seront la base de l'instruction de mon fils pendant deux ans, après lesquels je prierai le roi de permettre qu'il soit suivi une autre méthode.

L'étude de la religion conduit à celle d'une morale douce et bienfaisante, vous en remplirez l'âme de mon fils.

Il doit connaître l'histoire de tous les peuples, mais dans cette étude, vous devez lui faire principalement distinguer celle de leur gouvernement, de leurs lois, et de l'influence qu'elles ont eue sur leurs mœurs et sur le bonheur public. L'art de la guerre doit plus essentiellement fixer l'attention de mon fils et vos soins. Un prince, de nos jours, doit être général : on a vu le terrible inconvénient d'opposer un général responsable envers son maître, à un chef qui décidait de tout par lui-même ; il faut donc accoutumer mon fils, de bonne heure, à braver les saisons, et à tirer le plus grand parti de ses forces, afin qu'une vie trop sédentaire n'influe pas à l'avenir sur sa maniere de voir et d'agir. Des voyages sur les montagnes, dans les mines, la natation et l'équitation sont des exercices qui développent l'énergie de l'âme, en rappelant la guerre et en réveillant l'idée du péril qui doit toujours être présente pour devenir familiere. L'étude de la géographie sera constamment suivie de la statistique, et principalement celle de la Suede. Mon fils doit connaître celle-ci dans les plus petits détails, pour avoir une idée juste des ressources du royaume, afin qu'il ne se livre pas à des illusions dangereuses pour le peuple et pour lui. Je désire que cette partie de son instruction ne se borne pas à lui en apprendre les chiffres ; comme il faut qu'il la connaisse parfaitement, elle se gravera dans sa mémoire par des voyages et par des entretiens avec les hommes les plus instruits de chaque état : dans les provinces, des paysans et des cultivateurs éclairés du canton qu'il visitera, lui donneront des notions sur la fertilité de leur sol, sur la nature de ses productions, sur le prix des denrées, sur les impôts dont leurs terres sont grevées, etc. etc. Dans les villes, les gouverneurs lui feront connaître l'administration générale de leurs provinces, et des jurisconsultes habiles y formeront sa société pendant

son séjour ; leur conversation servira à lui donner une idée de la jurisprudence et des lois de la Suede, en attendant que son âge lui permette de se livrer à l'étude du droit.

Il faudra profiter de la curiosité que ces premieres connaissances exciteront dans l'esprit de mon fils, pour le conduire dans tous les lieux où il y aura quelque chose à apprendre ; vous ferez de ces courses un motif pour lui faire lire, avant et après, ce qui pourrait y avoir rapport. Lorsqu'il visitera des vaisseaux, il faut qu'il connaisse les batailles navales les plus célebres, et qu'un marin des plus instruits l'accompagne pour lui expliquer, en les lui faisant voir, les manœuvres qui décideront du sort des combats. Quand il inspectera une forteresse, il doit être accompagné d'un ingénieur qui puisse lui détailler, sur le terrein, la science de la fortification et celle de l'attaque et de la défense des places. Il puisera dans Smith les connaissances nécessaires dans les finances et les manufactures. Les ouvrages de Winkelman lui donneront une idée juste des beaux-arts, et il s'instruira dans la belle littérature en lisant les auteurs les plus célebres dans ce genre.

La grande difficulté de l'éducation, c'est de diriger la volonté de l'éleve ; il importe donc de donner à mon fils des livres d'histoire qu'il ait du plaisir à lire, et qu'il lise seul ; il faut qu'il rende compte de sa lecture en parlant plutôt qu'en écrivant ; car la faculté de la parole est une chose plus nécessaire à un prince de Suede qu'à tout autre ; ainsi je pense que pour lui faciliter l'art de parler, vous devez inviter chez mon fils une ou deux fois par semaine, de sept jusqu'à neuf heures du soir, des personnes dont vous aurez fait choix, et dont le mérite vous sera connu.

Je désire que mon fils consacre quelques moments à la littérature étrangere ; il y apprendra

à bien distinguer ce qui caractérise les autres nations, et à entretenir les étrangers sur des sujets qui partent du cercle des questions d'un prince.

Il me reste maintenant à fixer les heures de travail de mon fils, et ses habitudes intérieures. Il se levera à sept heures et demie pour commencer ses études à huit, et les continuer jusqu'à onze.

A onze heures, il déjeunera avec son instituteur et ses cavaliers de service, à onze heures et demie recréation jusqu'à une heure après-midi.

Le Dimanche seulement, il sera admis au déjeuner de mon fils deux personnes de votre choix.

Depuis une heure jusqu'à cinq heures du soir, il continuera ses études; à cinq heures et demie il se rendra chez moi pour y dîner les Dimanches, Mardis et Jeudis (les autres jours il mangera chez lui.) C'est dans les salons et à table que, peu à peu, on apprend à connaître les hommes et à pénétrer leur caractere. L'habitude du monde donne de l'aisance et de la grâce, et prévient cette timidité si ordinaire aux enfants élevés dans l'isolement et dans la retraite, et si dangereuse pour un prince qu'elle exposerait à devenir dupe de la hardiesse d'un ton décidé et tranchant. En dînant chez moi, mon fils y trouvera réunis les premiers hommes de la Suéde, il y entendra parler le magistrat, le guerrier instruit, le politique profond, et l'administrateur laborieux; ainsi cette société concourra encore à son instruction sans qu'il éprouve les contrariétés de l'étude.

Depuis sept heures jusqu'à neuf du soir, mon fils employera alternativement ce temps, soit à faire sa cour à LL. MM. soit au théâtre ou à quelque assemblée de bal, soit enfin dans les sociétés qu'il doit recevoir une ou deux fois par semaine et dont je vous ai parlé plus haut.

A dix heures, il devra toujours être couché.

Ainsi mon fils travaillera sept heures par jour, ce temps me paraît suffisant pour son âge. Il vous reste, Monsieur le Baron, à déterminer la nature des études qui devront occuper chaque heure en vous conformant à tout ce que je désire qui forme l'instructionde mon fils.

Un des points dont j'aurais dû vous entretenir en premiere analise, c'est le tendre respect que mon fils doit toujours porter au Roi. Il ne doit vouloir dans aucune circonstance que ce que Sa Majesté voudra elle-même; toutes ses actions doivent avoir pour but d'embellir la vieillesé de Sa Majesté, et il doit constamment avoir présent à sa mémoire, qu'aucun repentir ne pourrait jamais compenser la plus légere inquiétude qu'il lui causerait.

Je saisis avec plaisir cette occasion, Monsieur le Baron de Cederhielm, pour vous renouveler l'assurance des sentiments que vous m'avez inspirés depuis que je vous ai connu, et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde et qu'il bénisse vos travaux.

Je suis votre bien affectionné,

CHARLES JEAN.

GRAND-DUCHÉ DE VARSOVIE.

Varsovie, 25 Décembre.

PROCLAMATION.

(Traduction)

La Confédération générale du Royaume de Pologne.

Polonais!

Naguere nous réclamions de vous des sacrifices qui paraîtraient impossibles à d'autres qu'à vous. Ils sont insuffisants aujourd'hui; mais vous, qui avez juré de mourir ou de recouvrer un royaume que la force et l'inique tyrannie vous ont arraché, vous sentez, comme nous, que tant qu'il coulera dans nos veines une seule goutte de sang polonais, nous n'aurons pas encore fait pour la patrie tout ce que nous devons faire. Des résultats imprévus nous ordonnent de nouveaux efforts. Le danger de la patrie, l'honneur national, le devoir, nos serments communs les réclament impérieusement. Aux armes, citoyens! c'est la Patrie qui vous appelle: il s'agit pour vous de tout ce que nous avons de plus cher; de cette patrie qu'on veut nous enlever, de notre existence présente, du sort de notre postérité. C'est aujourd'hui que cette bravoure, qui vous est si naturelle, doit devenir le rempart de nos frontieres menacées par l'inique agresseur. Venez pour un moment joindre votre valeur à celle de nos braves soldats, et que votre constance les mette à même d'attendre l'époque où le libérateur de la Pologne reparaîtra parmi nous pour recouvrer, à la tête d'une armée victorieuse, les avantages que, malgré toute sa prévoyance, la rigueur de la saison vient de lui enlever. Aux armes, citoyens! ce cri ne peut vous être étranger; vos ancêtres l'ont entendu tant de fois! tant de fois ils ont fait à la patrie le sacrifice de leur fortune, de leur sang et de leur vie! C'est d'après les usages les plus antiques, les constitutions les plus respectables, les lois les plus saintes, que vous avez formé ce nœud sacré qui nous lie tous. Voici le moment de payer cette dette que la loi

vous a fait contracter. Braves descendants de tant de héros, montrez-vous dignes de vos ancêtres; prouvez à l'univers qu'en héritant de ces distinctions qu'ils avaient si bien méritées, vous vous y êtesacquis des droits aussi avérés par des services semblables. Levez-vous, généreux descendants de Czarneckiet, faites que le nœud que nous venons de former pour la défense de notre religion, de notre monarque, et des droits de la nation, devienne, comme jadis, celui de Tyszour et le salut de la Pologne. Levez-vous, héros de Lanchorone et de Chzeustochau; retracez-nous ces temps où, au défaut de soldats d'élite et de troupes exercées, des rassemblements de simples gentilshommes, enflammés de patriotisme, suppléaient à la connaissance de l'art militaire par une discipline sévere et constante; aux manœuvres, par une prudence circonspecte; à la tactique, par une bravoure à toute épreuve; ces temps où cette noblesse guerriere, armée pour la premiere fois, a livré des combats, et des combats souvent heureux à ce même ennemi qui menace nos frontieres. Nous vous donnons pour commandant-général le prince Poniatowski, général en chef de la force armée, ce guerrier dont le nom seul réveille dans nos cœurs tous les sentiments que nous a toujours inspiré le souvenir des héros qui ont fait le plus d'honneur à la Pologne. Nous déposons en lui toutes nos espérances; et comme jadis la patrie, dans les circonstances les plus critiques, confiait sans crainte ses destinées aux citoyens dont elle avait éprouvé le zele et la valeur, nous remettons de même à son patriotisme, à son courage, à ses talents, la défense de nos frontieres, la sûreté de nos personnes et de nos propriétés. En effet, qui a plus de droits à l'honneur de servir de guide à la noblesse polonaise, que celui qui a fait rejaillir sur toute la nation la gloire dont il s'est couvert lui-même? Nous lui donnons pour adjoint et suppléant en qualité de vice-commandant général, le prince Eustache Sanguszko, dont le courage s'est montré avec tant d'éclat dans trois campagnes successives, et dont le patriotisme, mis aux plus grandes épreuves, appelle la confiance générale. Levez-vous, rassemblez-vous sous les enseignes des maréchaux, dans les départements et les districts; mais que vos rassemblements annoncent l'ordre et la discipline; observez dans tous leurs points les réglements que nous promulguons aujourd'hui. Des travaux de quelques instants vous conduiront à la gloire, plus chere aux Polonais que tous les trésors, et vous assureront des droits aux récompenses qui vous sont destinées. Les distinctions les plus honorables

vous attendent; la patrie reconnaissante vous comblera de ses dons. Le retour de l'été vous ramènera au sein de vos familles et vous rendra aux paisibles travaux de la campagne. C'est au nom de la patrie que nous prenons cet engagement envers vous, comme c'est en son nom que nous réclamons aujourd'hui vos secours. Hâtez-vous de vous rendre sous les drapeaux que vous devez honorer par votre courage, votre discipline et votre enthousiasme patriotique, prouvez à l'Europe étonnée que ceux qui ont déjà versé tant de sang pour la Pologne, en ont encore à verser pour elle.

Mode d'Organisation pour l'Arriere-Ban.

La Confédération générale du royaume de Pologne, prévenue par le conseil des ministres, sur les dangers qui menacent la patrie, et usant du pouvoir que lui a déféré l'acte de ladite Confédération, aux articles 2 et 10, décrete la convocation d'un arriere-ban, d'après le mode suivant:

Art. 1er. Tout gentilhomme possessionné dans quelque district que ce soit, et inscrit sur la liste des citoyens, sera tenu de monter à cheval, ou de donner un remplaçant.

2. Tout habitant qui possede des biens fonds, quand même il ne serait pas noble; tout propriétaire temporaire ou fermier tenant à bail ou en hypotheque, des terres nobles ou des domaines nationaux, à quelque droit et à quelque titre que ce soit, est compris dans l'article précédent de la présente ordonnance.

3. Les seuls militaires en service actuel sont dispensés d'entrer dans l'arriere-ban; quant aux autres, ni l'âge, ni leurs emplois ne peuvent les libérer de cette obligation générale et commune à tous.

4. Ceux qui se rangeront en personne sous les drapeaux de la patrie, ne sont pas tenus d'avoir un uniforme, des armes et des chevaux tels que le porte le réglement militaire. Il leur est permis de se vêtir et de se monter comme les circonstances le leur permettront; mais quant aux armes, ils doivent avoir au moins des piques.

5. Ceux qui enverront des remplaçants, doivent leur donner des chevaux sains et vigoureux, sans égard d'ailleurs pour l'âge et la taille; les armer comme il a été dit dans l'article précédent, et les vêtir de maniere qu'ils puissent résister au froid pendant le reste de l'hiver.

6. Conformément à l'usage adopté par nos ancêtres, nous nommons général en chef de l'arriere-ban le prince Joseph Poniatowski, ministre de la guerre du duché de Var-

sovie, général commandant la force armée de Pologne, etc. Un témoignage de reconnaissance à laquelle il s'est acquis tant de droits dans les occasions les plus critiques, est une récompense que la nation lui doit, et que nous voulons signaler aux yeux de l'Europe entière, pour le convaincre de la confiance sans bornes que nous avons mise en ses talents, son zèle et son patriotisme. Mais par égard pour les nombreuses et pénibles obligations qu'il a déjà à remplir, nous lui donnons pour supplément, avec le titre de vice-général en chef, le prince Eustache Sanguszko.

7. Le général commandant en chef l'arriere-ban, aura la même autorité sur tous les rassemblements qui s'en formeront, que sur l'armée de ligne qui est à ses ordres. Le vice-général en chef le remplacera partout où il ne pourra être en personne; tous les deux se concerteront avec la Confédération générale, dans tout ce qui aura trait à l'organisation et aux opérations de l'arriere-ban.

8. Nous nommons maréchaux de l'arriere-ban convoqué par les ordres et sous les auspices de la confédération générale, les citoyens dont les noms suivent, comme ceux qui ont mérité au plus justes titres, notre confiance et celle de la nation, savoir:

Pour l'arriere-ban du département de Varsovie, le sieur Antoine Grabienski, président du tribunal civil de premiere instance dudit département;

Pour celui du département de Cracovie, le sieur Alexandre Walewski, nonce du district de Cracovie;

Pour celui du département de Posnanie, le sieur Victor Szoldrski, juge à la cour d'appel du duché de Varsovie;

Pour celui du département de Kalisz, le général Skorzenski;

Pour celui du département de Radom, le sieur Onuphre Popiel, nonce du district de Radom;

Pour celui du département de Bromberg, le sieur Stubicki, conseiller de la chambre des comptes du duché de Varsovie;

Pour celui du département de Lublin, le sieur Radziminski, conseiller à la préfecture de ce département;

Pour celui du département de Plock, le sieur Glinka, ci-devant grand-chambellan du palatinat de ce nom;

Pour celui du département de Lomza, le sieur Orsetti;

Pour celui du département de Siedlce, le sieur Niemira, nonce du district de Siedlce.

9. Le général en chef, à l'effet d'accélérer le rassemble-

ment et l'organisation de l'arriere-ban, nommera des chefs d'escadrons, et autres officiers, dont le nombre sera déterminé par l'urgence des circonstances; ce dont les maréchaux devront l'informer dans tous les cas.

10. Les maréchaux sont sous les ordres immédiats du général commandant en chef.

11. Sur les premiers ordres du général en chef, les maréchaux se rendront aux lieux de leurs arrondissements respectifs, qu'ils jugeront les plus favorables au prompt rassemblement de l'arriere-ban, et ils enverront dans ceux où ils ne pourraient se trouver en personne, des chefs d'escadron ou autres officiers qui devront être toujours auprès d'eux, et les aider dans leurs fonctions.

12. Les maréchaux, les chefs d'escadron, et autres officiers devront se concerter, dans toutes les circonstances, avec les autorités locales, et auront droit d'exiger d'elles tout secours et assistance: mais ils ne pourront empiéter sur les attributions de ces autorités.

13. Toutes les autorités locales, dès qu'elles en seront requises par le général en chef, seront tenues de donner des quartiers et de fournir des vivres aux soldats de l'arriere-ban, comme aussi de seconder de tout leur pouvoir les maréchaux, les chefs d'escadron, et autres officiers.

14. Les maréchaux, pendant tout le cours de leur gestion, auront le grade de généraux de brigade; les chefs d'escadron, de celui de chefs dans la ligne; et leurs lieutenants, celui de capitaine; et tous porteront les marques des grades que le général en chef leur prescrira. Cependant ces grades ne leur donneront point le droit de commander les troupes de ligne, et lors de la réunion de la force armée, le commandement restera toujours aux officiers des troupes réglées.

15. Bien que d'après les usages et les anciennes lois polonaises, relatives à l'arriere-ban, la noblesse seule soit obligée d'y entrer ou en personne ou par ses remplaçants, il sera cependant permis aux maréchaux de recevoir sous leurs enseignes tous les bourgeois non nobles qui se présenteront comme volontaires, armés et avec leurs chevaux. Ces volontaires, outre la reconnaissance de la patrie, que nous leur garantissons de la maniere la plus solennelle, auront droit aux distinctions et aux récompenses exclusivement réservées à la noblesse, si d'ailleurs, lors de la révocation de l'arriere-ban, ils obtenaient des chefs sous lesquels ils auront servi, des témoignages honorables de bonne conduite et de bravoure.

16. Il sera établi, au nom de la Confédération, une dis-

tinction d'honneur particuliere pour ceux qui composeront l'arriere-ban. Tout individu qui y restera jusqu'au terme fixé, et qui y remplira religieusement tous ses devoirs, aura droit à cette distinction ; mais toute action ignoble sera un titre d'exclusion pour ceux qui en auraient été capables. Un réglement particulier déterminera le mode de cette distinction, et le cas où elle devra être accordée.

17. Le conseil de la Confédération générale a demandé au gouvernement de fixer, dans tous les domaines nationaux, un certain nombre de fonds de terre pour être distribués à la fin de l'arriere-ban, aux braves qui auront le mieux mérité de la patrie, ou aux veuves et aux enfants de ceux qui seront morts au champ d'honneur. Ces récompenses seront accordées par le conseil-général, sur les recommandations du général en chef.

18. En outre, le conseil-général s'oblige d'obtenir du gouvernement un fonds de terre du revenu de dix mille florins, pour celui des maréchaux qui, le premier, levera mille chevaux pour le service de l'arriere-ban, et qui les mettra à la disposition du général en chef.

19. L'arriere-ban est assujéti à toute la rigueur des peines portées par les réglements militaires. En conséquence, quiconque, sous ce prétexte, oserait faire des armements partiels, sans y être autorisé par le général en chef ou quelqu'un des maréchaux, sera regardé comme perturbateur de la tranquillité publique, et, comme tel, jugé suivant toute la rigueur des lois.

20. La convocation de l'arriere-ban n'a pour objet que de mettre nos frontieres à l'abri de toute attaque, et prendra fin dès que le danger cessera. Toute fois, personne ne peut quitter le service sans une permission expresse du général en chef, et cela, sous peine d'être punis suivant les lois militaires. Le jour où l'arriere-ban devra commencer ses rassemblements, sera déterminé par un ordre que le général en chef adressera aux maréchaux.

21. Si quelqu'un des citoyens qui auraient servi dans l'arriere-ban voulût rentrer dans l'armée de ligne, après avoir rempli le temps fixé dans l'article ci-dessus, le général en chef, en sa qualité de commandant général de la force armée, lui donnera un grade analogue à ses services dans la levée en masse.

Comme l'arriere-ban mettra un grand nombre de citoyens hors d'état de continuer les procès qu'ils auraient commencés, et de se rendre aux termes qui leur seraient fixés, le

conseil-général se concertera avec les autorités du gouvernement, pour faire suspendre le cours de la justice et autres magistratures pendant toute la durée dudit arrière-ban. Des réglements particuliers indiqueront le mode d'après lequel cette suspension des magistratures aura lieu.

23. Les maréchaux devront surtout veiller à ce que les rassemblements de l'arrière-ban ne mettent point d'obstacles à la levée des conscrits, ordonnée par le gouvernement, pour compléter les gardes à pied et à cheval, comme aussi la cavalerie légere.

24. Le présent réglement sera complété par des ordonnances spéciales du général en chef, lesquelles seront portées sans délai à la connaissance publique, par la voie des autorités nationales. En conséquence, tous les fonctionnaires et employés, tant civils que militaires, tant ecclésiastiques que laïcs, seront chargés de promulguer le plus tôt possible le présent réglement, et seront tenus d'employer tous les moyens qui seront en leur pouvoir pour le faire exécuter dans toute sa teneur, et aussi promptement que faire se pourra.

Arrêté à Varsovie, à la séance du conseil de la Confédération générale du royaume de Pologne, le 20 Décembre 1812.

(Signé) STANISLAS, comte ZAMOYSKI, *suppléant du maréchal de la Diète de la Confédération générale du royaume de Pologne.*

CAJETAN KOZMIAN, *secrétaire de la Confédération générale.*

LICENCES FRANÇAISES.

Deux grandes questions occupent aujourd'hui l'attention des commerçants et des politiques. L'une est le renouvellement de la charte de la Compagnie des Indes Orientales, que les ministres ont annoncé ne vouloir proposer au Parlement qu'accompagnée d'une grande extension de la faculté

té, pour les particuliers, de commercer avec les établissements au-delà du Cap de Bonne-Espérance, à l'exception seulement de la Cline, dont le monopole restera à la Compagnie des Indes. L'autre est le commerce direct entre la France et l'Angleterre, par des vaisseaux pourvus de licences des deux gouvernements, et prétendus neutres, mais que l'on sait fort bien être tout Français, navires, armateurs, capitaines, subrecargues et équipages. Ce commerce monstrueux durait depuis plusieurs années, au grand avantage des finances de Buonaparté, à qui chaque cargaison rapportait depuis 600,000 francs jusqu'à un million de droits, tandis que la petite quantité de denrées coloniales qui s'introduisait en France, ne produisait aucune amélioration sur le prix de la denrée, ni aucune bonification sur le cours du change. Ce commerce, sans réciprocité d'avantages, vient de cesser. Les ministres ont refusé absolument de donner de nouvelles licences correspondantes à celles que Buonaparté a accordées pour réparer ses finances épuisées par la désastreuse campagne de Russie. Cette résolution a obtenu l'assentiment général ; mais elle a été désapprouvée, comme on devait s'y attendre, par les agents anglais, français, hollandais ou suisses des maisons françaises, dont ils manquent ainsi de gagner les commissions.

Nous ne dirons rien aujourd'hui de la question du commerce de l'Inde. Il en sera assez temps lorsque le Parlement s'en occupera ; mais comme il a paru plusieurs morceaux marquants, pour et contre la question du commerce avec la France, nous croyons faire plaisir à nos lecteurs dans l'étranger, en leur soumettant deux de ces principaux morceaux, que nous tirons du *Times* et du *Morning Chronicle*.

Lettre au Rédacteur du Times.

Dernierement, nous avons parlé de la suspension des licences pour la France. Aujourd'hui nous apprenons que la nature de nos relations commerciales avec ce pays, vient d'être prise en considération par notre cabinet. Nous avons donné, depuis peu, beaucoup d'attention à ce sujet; et le résultat de nos recherches nous a convaincus complétement de l'impropriété qu'il y aurait, vu l'état actuel du Continent, à persévérer dans le système imprudent des licences avec la France et les pays immédiatement sous son influence, de même que de l'utilité qu'il y aurait à s'opposer au système de l'ennemi par des mesures fermes et vigoureuses, propres à réagir sur ses décrets violents et prohibitifs, et à ne pas permettre que la France jouisse des avantages considérables qu'elle cherche à se procurer, en se relâchant, *par nécessité*, de son système d'interdiction.

Au moment fatal que les Ministres de S. M. se laisserent aller à se départir des sages clauses des Ordres en Conseil, ils abandonnerent, au grand désavantage de la nation, une mesure également juste, nécessaire et utile.

Une politique vacillante et par laquelle on cherche à gagner du temps, fit abandonner cette mesure que nous aurons toujours de justes raisons de regretter; d'autant que le résultat montre que, si l'on avait tenu la main aux Ordres en Conseil avec rigueur et vigueur, nous aurions, depuis long-temps, forcé le gouvernement français à se départir du système continental.

Le moment favorable s'en présente. Nous espérons qu'on ne le laissera pas échapper, sans employer tous nos moyens et sans faire tous nos efforts pour détruire un système que la France a essayé d'introduire en Europe pour préparer ses hostilités contre ce pays, système qui a reçu un coup mortel par la bravoure et le patriotisme sans exemple des Russes, en sorte que nous pouvons le regarder comme la premiere pierre de l'émancipation du Continent.

Les intérêts importants que nous avons dans l'affaire, et l'état actuel de l'Europe, nous ont portés à prendre de nouveau ces mesures en considération, afin qu'elles deviennent plus propres à détruire en France, la puissance militaire au moyen de laquelle elle a pu dicter l'exécution de son

système continental. L'occasion qui se présente est, en nous servant de la puissance que la Providence a daigné nous accorder, d'empêcher la France d'amasser d'immenses revenus par le moyen des licences.

Nos relations commerciales avec la France et tous les pays de sa dépendance, mettent absolument tout notre commerce à la merci du gouvernement français ; et, à moins qu'il ne lui plaise de permettre des communications avec nous, nous ne pouvons jeter en France un seul de nos articles. Dans le fait, elles ne sont utiles qu'au commerce français dont nous voulons bien être les auxiliaires. Presque tous les navires employés dans cette navigation, sont des navires français avec un équipage français, et dont les licences impériales sont restraintes à des natifs de France.

Les conditions de ces licences impériales sont, avant tout, que l'on exportera de France, dans un navire français, des articles de manufactures ou des productions de France, en retour de quoi, l'on pourra importer dans le même navire, des matériaux bruts et des articles de premiere nécessité.

Ces conditions ont pour objet de favoriser les manufacturiers et cultivateurs de France, de nuire aux nôtres, d'établir une espece de balance commerciale, d'augmenter les revenus de la France, d'améliorer ses ressources commerciales, tandis que, en comparaison, ces conditions sont presque nulles pour nos négociants et que par elles elle ne se départit d'aucune mesure hostile contre notre commerce, qu'autant que la nécessité l'y contraint, favorisant ainsi la navigation française, formant une pepiniere de matelots, ruinant nos manufactures et nos finances, vu la nécessité où nous sommes de tirer certains articles de France, dont nous défendons l'importation, et qui n'entrent dans nos ports que par contrebande, assurant d'ailleurs une supériorité décidée à ses manufactures par l'importation de matériaux bruts, dont une grande partie sont des effets militaires ou choses utiles à la guerre, comme des cuirs, drogues, etc, ; des cuirs étant aussitôt convertis en beaudriers, fourreaux, selles, harnois, souliers et bottes pour l'armée.

Le trésor de France reçoit par kilogramme de café 4 francs 40 centimes, par kilogramme de sucre brut 3 francs 30 centimes, et par kilogramme d'indigo 9 francs 90 centimes.

Examinons ces revenus comparés à leur valeur intrinseque dans ce pays-ci, et voyons lesavantages qui en résultent, en les comparant avec les bénéfices que le gouvernement

français retire du commerce. Deux cents tonneaux de café, à 70 liv., l'un portant l'autre, font 14,000 liv. st. Deux cents tonneaux de café, à 4 francs 40 centimes par kilogramme, au cours actuel du change, produisent à l'état seul 32,000 liv., et le sucre, l'indigo et les autres marchandises lui rapportent dans la même proportion. Cela peut-il s'appeler un commerce de réciprocité? Le mode de percevoir ce revenu ne souffre d'ailleurs aucune difficulté de la part des habitants de la France, parce qu'ils n'en sont pas accablés comme d'un impôt direct. Nous avons beaucoup crié contre la taxe sur nos propriétés; mais nous ne faisons aucune attention ni objection à aucune augmentation des droits de l'excise ou de la douane ayant même rapport au coût des articles de nos propriétés. D'ailleurs, vu l'état d'épuisement où se trouve la France, elle ne pourrait inventer un autre impôt dont la recette fût organisée de manière à produire une somme considérable durant les neuf premiers mois; et cependant ce qu'il faut à Buonaparté est de l'argent sur-le-champ.

Oubliera-t-on que le despote français est celui qui a interdit le commerce avec ce pays-ci, et ce qu'il a été le premier à se départir de sa rigueur? Parmi les plus ardents défenseurs de la politique française s'en trouvera-t'il-un qui refuse d'admettre que la nécessité, la plus impérieuse nécessité, a été le motif qui a porté le gouvernement français à adopter un système d'adoucissement à ses violents décrets de prohibition?

La subtilité française a privé notre commerce de presque tout avantage réciproque; les bénéfices commerciaux et politiques ont été presque tous pour les Français.

Le besoin urgent de remplir les coffres vides de la France et de trouver des ressources, a été le seul motif qui a engagé le despote de la France à se départir de son système prohibitif.

A présent la France est si pauvre en moyens et en finances, que, si nous lui arrachons cette ressource, il ne lui sera plus possible de se flatter d'aucun succès dans une nouvelle campagne contre la Russie, ou dans la guerre contre la Péninsule.

Selon nous il est en notre pouvoir de l'empêcher : en suspendant nos relations commerciales avec la France, nous la priverons des seules ressources extraordinaires qu'elle puisse se procurer.

Entre les nombreux avantages que l'ennemi peut tirer

du système des licences, il n'en est point de plus important, que celui du commerce interlope sur les côtes de France, et, durant la guerre, il n'a jamais été plus actif qu'à présent. On a été étonné des licences que l'on a obtenues et dont on n'a point fait usage jusqu'à ce moment-ci. Il est notoire que le cabotage de France se fait à la faveur de ces titres par des navires français, arborant le pavillon prussien, et qu'avec des licences fabriquées et des expéditions de la douane qui ont l'air d'être réelles, les caboteurs Français ont été exempts de capture pendant un temps considérables.

Nos licences sont non-seulement employées à ces manéges peu convenables, mais encore elles protégent les navires ayant des cargaisons des ports méridionaux de France, jusqu'à la hauteur de Dounes, où les armateurs français profitent de la nuit pour se glisser dans un port français ou flamand : elles protégent ainsi également les navires de Norwége. Il n'y avait pas moins de 87 navires ainsi tout prêts à Bergen au mois de Novembre, chargés de stockfisch et d'huile, destinés pour les ports de la Hollande et de Flandres, la plupart sous de fausses licences achetées des Norwégiens, lesquelles avaient déjà servi à une exportation antérieure. On ne met que quelques planches pour cacher le poisson; on en place sur le pont pour avoir l'air d'avoir une cargaison de planches protégées par la licence et destinées pour un port britannique, usant aussi de la précaution de mettre sur le pont quelques barriques de térébentine, dont on défonce une ou deux dès qu'on aperçoit un croiseur anglais, parce que l'odeur de la térébenthine est beaucoup plus forte que celle du stockfisch et de l'huile.

Nous savons qu'une licence, quelle qu'elle soit, ne peut exister sans abus; mais beaucoup de ces abus viennent de l'indulgence des regles d'après lesquelles on procede dans la cour de l'amirauté, et des sentences laissées à la discrétion du juge, d'après ces documens, envers les étrangers, quels qu'ils soient. Se départir des termes et des conditions d'une licence, sous le prétexte d'une interprétation favorable, est dans tous les temps une bien mauvaise regle, une regle bien nuisible au commerce légal.

Un des savants juges de la haute cour de l'amirauté a dit qu'une licence était une chose *stricti juris, un privilége*; donc, il faudrait la suivre à la rigueur et ne pas s'en écarter à la discrétion des parties.

Si les personnes qui prennent des licences, savent qu'elles doivent les remplir à la lettre, il n'y aura que peu, si

toutefois il y en a, il n'y aura que peu de cas où la nécessité forcera à les interpréter libéralement, en sorte que le commerce aura quelque regle certaine, et formera ses spéculations en conséquence.

Autrefois, la cour de l'amirauté avait coutume de condamner un armateur neutre, dès qu'il était pris avec des marchandises non-mentionnées dans sa licence, parce qu'il était considéré comme *particeps criminis*, et que rien n'est plus facile à un capitaine, en consultant sa licence, que de voir les articles qu'elle permet.

D'après l'indulgence actuelle, les marchandises seules non-mentionnées sont condamnées, et l'on rend le navire avec le reste de la cargaison; ceci a servi d'encouragement aux abus. Maintenant on embarque dans les ports de France trois-quarts d'articles non permis par la licence, et l'autre quart ou peut-être le huitieme de la cargaison est d'articles permis par la licence, ayant pour premiere condition de les porter dans un port de Flandres. De la maniere dont on exécute maintenant l'ordonnance, si le navire est pris, il en est quitte pour la confiscation des articles non-mentionnés, lesquels ne sont souvent que du sel, ou quelque autre objet de peu de valeur dans le port de l'embarquement, mais de grande valeur si le navire parvient dans un port de France ou de Flandres, ou au port de Calais. En sorte que les avantages que l'ennemi retire du mauvais usage de nos licences, sont au-delà de tout calcul, et c'est la raison qui doit nous faire renoncer tout-à-fait à ce système. Notre gouvernement a essayé de mettre aux licences des conditions qui établiraient une espece de réciprocité, en stipulant une exportation d'une certaine valeur; et, par les états des douanes, il a cherché à se former une idée comparative des importations et des exportations, système prouvé défectueux, et rendu inutile par les ruses des parties qui obtiennent des licences, tellement que 10 liv. par tonneau de valeur réelle, exportées comme il est requis, ne produiront pas, dans le fait, 3 liv. par tonneau. Le girofle qui ne vaut qu'un shelling 9 pence par livre, est exporté à la valeur de 5 shellings; il en est de même du sang-de-dragon et d'autres articles de cette nature. D'ailleurs les objets dont l'importation n'est pas permise en retour du beurre et fromage, &c. sont jetés dans la mer, ou clandestinement mis à terre, et la perte en porte sur les consommateurs dans ce pays-ci. Le fromage qui vaut actuellement 30 shellings par quintal, ne se vendrait que 5 shellings, si cette clause d'exportation aux dépens de celui qui importe, n'exis-

tait pas. Comparons-en la valeur Un navire de 200 tonneaux exportera une valeur en beurre de 20,000 liv. et laissera contre nous une balance, dans une seule opération, de 10,000 liv. Un million sterling en soie a été importé durant les douze derniers mois, sans un shelling de contre-exportation. Ces soies, en traversant la France, y ont laissé en revenu et en charges, 16 sous par livre, payés par nous qui sommes les consommateurs, pendant que ces soies auraient pu être importées de Malte sur des navires britanniques.

Maintenant, nous allons comparer les bénéfices de ce pays dans un commerce libre avec les états du Nord, avec les désavantages de notre commerce avec la France. Les ports de la Baltique offrent des débouchés à nos manufactures britanniques, et pour cela nous employons nos propres bâtiments. Le commerce avec la France, non-seulement n'admet ni les unes ni les autres, mais il tolere encore l'introduction d'articles français injurieux à nos manufactures. En sorte que nos manufacturiers et nos armateurs ont de fortes raisons de demander au gouvernement qu'il fasse cesser un commerce qui se fait avec tant de désavantages pour eux, interdiction qu'ils regarderaient comme une faveur.

Notre commerce avec le Nord et la Méditerranée augmenterait, parce que les pays qui ont coutume de s'approvisionner par la France, se porteraient aux marchés du Nord et du Midi, ce qui leur présenterait un puissant motif de s'affranchir du système continental. L'Autriche et les états voisins s'approvisionnent en ce moment par St. Pétersbourg et Salonique.

Que signifient, d'une part, nos dons et nos contributions volontaires pour les malheureux de Russie, si, de l'autre, nous venons au secours des besoins de l'enemi commun ? C'est une guerre de commerce que la guerre qui se fait en Russie, et nous ne pouvons manquer de profiter indirectement de ses efforts gigantesques. La lutte où elle est engagée, a déjà produit les plus heureux effets sur notre commerce légitime avec le Nord et la Méditerranée, en ce qu'il s'est fait durant les six derniers mois par ses canaux naturels. Les négociants britanniques ont consigné, par des vaisseaux de leur nation, dans les ports de Suede et de Malte, et leurs consignations ont été dirigées directement par des agents de leur pays. Les habitants de la Prusse et des états voisins, achetent en Suede, et on ne leur a rien

donné ni délivré qu'au comptant. Cette manière seule nous a été très-profitable ; et a sauvé à nos assureurs bien des milliers de livres sterling, parce que l'introduction sur le continent a été au risque et péril du propriétaire étranger, et que le commerce exempt de soucis, d'embarras et de dangers, se liait au susdit mode de trafic.

Pourrons-nous être assez aveugles sur les intérêts directs de la nation, pour ne servir que d'instruments dans les mains de notre ennemi, et le seconder dans sa politique, et cela dans la vue mesquine d'exporter un peu de sucre et de café en France ? Mais nous ne convenons même pas que les avantages de ce commerce, quels qu'ils soient, fussent entièrement perdus pour ce pays, si l'on suspendait nos relations commerciales avec elle. Nos chargements pour le Nord et la Méditerranée augmenteraient, sous peu, proportionnellement, et nous dédommageraient bientôt des inconvénients passagers que cette suspension de commerce avec la France pourrait occasionner.

On a dit qu'il nous serait inutile de suspendre nos relations commerciales avec la France, parce qu'elle a les moyens de lever un revenu extraordinaire en admettant par d'autres canaux les articles que nous refuserions de fournir directement. Si la nécessité la force à recourir à cette mesure, c'est celle que nous devons favoriser plus qu'aucune autre ; elle tournerait au bénéfice des pays qui se sont déterminés à s'affranchir de son joug, et ils trouveraient leur récompense dans la part qui revient à la France de leur approvisionnement. D'ailleurs, comme tous ces articles doivent, en premier lieu, être tirés de ce pays-ci, nous devons chercher l'avantage de ceux qu'il est de notre intérêt de protéger, et cela, aux dépens de l'ennemi commun. Les circuits augmenteront la marchandise pour le consommateur, et transféreront de la France aux autres nations, le monopole qu'elle cherche à établir pour elle-même, par les efforts qu'elle fait pour contraindre les habitants du continent à venir s'approvisionner aux marchés de France et des pays immédiatement sous son contrôle.

La France se rit de nous et nous appelle une nation boutiquière ; qu'elle ricane tant qu'elle voudra, rira bien qui rira le dernier. Un sujet de la Grande-Bretagne a assez de *nationalité* et d'*amor patriæ* pour sacrifier ses intérêts particuliers au bien public. Nous savons que les individus se soumettront gaîment aux petites privations

qu'occasionnera la suspension de notre commerce avec la France, sachant que ces restrictions momentanées contribueront beaucoup au grand objet que nous avons en vue.

On ne doit pas considérer séparément les intérêts du commerçant ; nos intérêts commerciaux entrent pour beaucoup dans notre politique, et maintenant notre commerce est tellement lié au succès de notre politique, que cette matiere doit être considérée comme une *question d'état*, et qu'il faut peser les avantages et les désavantages du trafic dont il s'agit.

Nous n'ignorons pas, qu'en prenant ce sujet en considération, il s'élevera une question très-importante, savoir, si, dans l'état actuel du pays, nous pouvons nous passer de l'avantage journalier du revenu provenant des droits énormes perçus sur l'importation venant de France ? En réfléchissant que ce revenu se perçoit sur des articles de luxe et de manufactures, il est manifeste que ce revenu est impolitique, et qu'il faut qu'un gouvernement ait besoin de cette ressource pour y avoir recours. Nous ne ferons pas à nos lecteurs l'injure de leur prouver que notre situation est bien différente de celle de la France.

Peut-on dire que nos exportations dans les ports de la Russie et de la Suede, en temps de paix, n'équivalent pas à nos exportations en France au moyen des licences? Si celles-là surpassent celles-ci, il ne peut y avoir aucune raison de continuer ce trafic avec la France ; car il n'est pas possible que, durant la guerre, nous fassions ce double métier. En prenant le dernier parti, nous aidons la Russie à nous ouvrir tous les ports de la Baltique ; en ne le prenant pas, nous voulons que la France étende aux états du Nord son système continental, et nous continuons de lui fournir très-imprudemment les moyens de réparer ses désastres. La guerre de la Péninsule nous a coûté l'année derniere onze millions sterling, nos exportations en France ont été de trois millions qui ont fourni à Buonaparté les moyens de nous forcer à cette dépense extraordinaire, et sans ces moyens il n'aurait pas pu entretenir son armée en Espagne. Sur *chaque million* de produits coloniaux enlevés dans nos marchés par les Français, leur despote met dans sa poche près de *quatre millions ;* il assure le cabotage à ses navires ; le pavillon de son ami et allié le Roi de Prusse a été reconnu par ce pays-ci pour leur protecteur ; ces vaisseaux autrefois prussiens sont appelés ; *vaisseaux d'une puissance en*

amitié avec nous. Cette faveur, cependant vient d'être retirée et très à propos ; la Gazette de Samedi dernier contient un ordre révoquant l'ordre en conseil du 25 de Novembre 1807. Tous les bâtiments et vaisseaux, ainsi que toute la propriété de cet état *puérile* dont la capitale est actuellement sous le commandement d'un général français, sont actuellement sujets à capture et condamnation, à moins d'être protégés par une licence spéciale de Sa Majesté.

Ceci est une mesure de rigueur qui fera justement sentir à la Prusse et aux états voisins le poids de la guerre, ainsi que la nécessité de réunir leurs efforts à ceux des braves Russes pour secouer le joug de la France. Tout le temps que la Prusse a joui des avantages de la neutralité, elle n'a eu aucun motif de résister au système continental ; mais à présent son pavillon ne protégera plus la navigation française. Buonapaté s'est servi du pavillon d'un état à ses pieds pour former une pépiniere de matelots et il convertit ses licences en revenu ; car, au lieu d'accorder des pensions à ses fonctionnaires ou à ses généraux, il leur donne quelques *licences de faveur* qu'ils vendent énormément cher ; quelques-unes ont été ainsi dernierement placées au prix de £7,500 chacune.

Nous croyons qu'il est du devoir de tout bon Anglais de s'unir de cœur et d'effet dans la glorieuse lutte où nous sommes engagés, et qui, en ce moment, offre une perspective si favorable : le sordide interêt des individus, les intérêts locaux ne peuvent être mis dans la balance avec nos grands intérêts politiques et nationaux. Puisse la Providence inspirer à notre cabinet les mesures les plus propres à assurer notre indépendance, à maintenir notre gloire et notre prospérité nationales, et qu'ainsi le nom de la liberté puisse encore retentir une fois parmi les nations qui soupirent après leur délivrance !

A l'Editeur du Morning Chronicle.

Monsieur,

Votre empressément bien connu à seconder toute discussion franche et candide des questions publiques, me dispense

de toute justification au sujet des observations suivantes, bien que dirigées en grande partie contre les notions émises dans votre article du premier de ce mois, relativement à notre commerce avec la France. Cette question, devenue à l'ordre du jour, me paraît très-mal entendue ; et dans votre logique à cet égard, quoique fondée sur une théorie plausible et se distinguant par d'ingénieuses déduction, on sent le besoin naturel et général de ces renseignements pratiques qu'on ne peut trouver que dans la routine des gens qui ont l'habitude des affaires, ou des gens de l'art.

On prétend que le bureau du commerce s'occupe d'empêcher tout-à-fait ce commerce, et l'on applaudit à cette idée, sur les deux motifs que voici :

Le premier, que, par-là, Buonaparté perçoit une somme considérable au moyen des droits énormes qu'il leve sur l'importation des productions coloniales dans ses ports.

Le second, que les profits de ce trafic et particulierement le fret exorbitant auquel il donne lieu, entrent en entier dans la poche des commerçants et armateurs français, tandisque, pour ce pays-ci, il n'y a, en cela, d'autre avantage, que de nous débarrasser d'une petite quantité du superflu de nos produits coloniaux.

Ce qu'il convient d'abord de mettre en avant, c'est que le nombre de licences britanniques actuellement entre les mains des marchands, bonnes pour deux, trois et quatre mois, suffit pour faire regorger la France et ses dépendances de nos productions coloniales, et que sans une violation de la foi publique, heureusement sans exemple dans les annales de notre gouvernement, la suspension immédiate de ce trafic est absolument impraticable.

Mais, voulant entrer dans le mérite intrinseque de cette mesure, je veux bien abandonner cette considération, et supposer qu'il soit absolument au pouvoir du gouvernement de prendre tel ou tel parti.

Quant à la premiere et principale objection, on peut se demander, (le revenu de la France, étant d'environ 1500 millions de francs) si 50 millions de francs, faisant environ 2 millions et demi de livres sterling, provenant, l'année derniere, de cette source, lui ont donné, comme vous l'avancez, les moyens de faire les préparatifs de sa campagne en Russie, et si étant même privé du double de cette somme sur laquelle peut-être il compte de ce côté-là cette année, il sera forcé de renoncer à cette guerre ? Mais passant sur cela et sur beaucoup d'autres choses, ou en présupposant tout cela, est-

il en notre pouvoir de lui couper cette branche de revenu, et de lui refuser ces articles de consommation sur lesquels est assise cette lourde taxe, payée de si bonne grâce? On ne va pas, je l'espere, faire revivre la doctrine de M. Spence, et l'établir tant en pratique qu'en théorie.* Au printemps, quand il nous sera permis d'approcher de cette longue ligne de côtes que les derniers grands événements ont ouvertes à notre commerce, nous nous empresserons sans doute d'aller revoir nos anciens amis et d'approvisionner leurs marchés avec notre *libéralité* ordinaire. Qu'est-ce qui pourra empêcher Buonaparté de nous ouvrir les frontieres où il voudra recevoir ces articles qui arriveront ainsi au consommateur, renchéris par les frais de convoi, mais pas assez cependant pour s'y arrêter, comme je pourrais le prouver, si je ne craignais de m'étendre au-delà de vos limites?

Mettant toujours de côté les licences accordées, on dira peut-être qu'au moins on pourrait gagner beaucoup de temps. La perception de ce revenu serait différée jusque dans l'été, jusqu'en automne, et du moins on ne pourrait l'appliquer aux préparatifs de la campagne de cette année. A cela la réponse est encore facile. L'art des anticipations sur le revenu n'est pas plus ignoré en France qu'en Angleterre, et quelles que soient les idées de l'honnête John Bull, relativement à son *roast beef* et ses billets de l'échiquier, productions exclusives du sol britannique je puis l'assurer qu'un aloyau est aussi juteux à Paris qu'à Londres, et que *les obligations des receveurs* y ont le même cours, que les sécurités formant la dette flottante de ce royaume. Ces obligations ou bons des receveurs généraux s'escomptent fréquemment à 3 ou 4 pour cent, et je suis sûr que nul homme impartial, ayant les connaissances locales nécessaires, n'élèvera de doute sur l'empressement de la banque de France à enlever pour plus de 100 millions de francs de ces bons à 6, 9, ou 12 mois, au taux de 5 pour cent.

Maintenant, quant au second point, dont le trait proéminent, est le fret sans exemple exigé par les armateurs de France, pour conduire ces productions dans leurs ports, vous n'ignorez peut-être pas que ce qui s'appelle fret renferme le total des dépenses occasionnées par la nécessité de se conformer aux formalités des licences françaises. Elles exigent avant tout l'exportation de soies ouvrées et d'autres articles

* Que l'Angleterre peut se passer de tout commerce extérieur.

absolument prohibés en Angleterre. Après les avoir embarqués, il est donc nécessaire de les détruire ou de les jeter à la mer, je ne prendrai pas sur moi d'assurer que l'on ne puisse éluder ce réglement en prenant des articles d'une qualité inférieure que l'on estime très-haut, ou en usant d'autres stratagêmes; mais, sans m'arrêter là-dessus, vous conviendrez, je pense, qu'il est de la nature et de l'essence d'un commerce sans monopole, de ne pas procurer long-temps des avantages illicites, et que bientôt la concurrence doit réduire le fret, de même que toute marchandise, à son juste niveau. Effrayés de cette dépense, ou craignant de confier leur propriété en France, ces négociants, je le crois, n'ont pris que peu de part à ce trafic, dont les profits, s'il y en a eu, sont devenus le partage des spéculateurs français; mais comme ce commerce est également ouvert à nos compatriotes, je ne vois pas comment cette circonstance peut entrer dans la question. Ces profits réels ou supposés sont d'ailleurs et dans le fait une taxe sur le consommateur et non pas un bénéfice national, tandis que la destruction des articles embarqués pour se conformer aux licences françaises, est, sous tous les rapports, une perte nationale?

Vous paraissez, Monsieur, compter pour peu de chose la quantité des productions coloniales passées en France l'année dernière; il vous semble qu'il n'y en ait eu que pour édulcorer le déjeuner et former le dessert des grands de Buonaparté. Ce sera donc un objet d'étonnement pour vous d'apprendre que le sucre seul a été un objet de 15,000 barriques ou de 20 millions de livres pesant. Si tout cela a été consommé par ces grands seuls, il faut avouer qu'ils doivent être gorgés des douceurs de leur grandeur. Si telle est l'avidité des généraux de Buonaparté, pour le sucre, je conviens que leur en refuser, est un moyen aussi sûr que les victoires des Russes de déconfire leurs armées.* Le débit du café et de beaucoup d'autres articles a été considérable; on a enlevé une grande quantité d'indigo, ce qui peut-être est la raison de la couleur livide de Napoléon et de ses armées en ce moment. Mais j'en appelle à tout négociant de bonne foi et bien instruit, sûr qu'ils diront, comme moi, que l'année dernière, ce trafic si magnifiant, si méprisable, aujourd'hui si réprouvé, fut une ressource essentielle, qui vint très à

* Cette seule phrase suffit pour faire voir que le correspondant du *Morning Chronicle*, est le plus éhonté Buonapartiste.

propos, dans un moment d'embarras, d'abattement et de désespoir, presque inouï dans le commerce colonial.

Une chose, Monsieur, qui n'échappera point à votre esprit pénétrant, c'est que de ces grandes demandes de nos denrées coloniales faites par la France, il faut tirer une conséquence très-importante, très-opposée à l'opinion qui prévaut aujourd'hui, que ces denrées, bien que six ou sept fois plus chères à cause des frais et des droits en question, sont consommées non-seulement par les grands, non-seulement par ceux de la classe au-dessous de la leur, mais encore par la partie essentielle et prééminente de la nation qui est à son aise et dans l'affluence, puisqu'elle peut se procurer ces objets de luxe à un prix si exorbitant. Cette nouvelle sera sans doute peu agréable à Sir Francis d'Ivernois et aux politiques de la même force. Mais elle causera une vive satisfaction aux hommes d'état d'un esprit libéral et éclairé. Ceux-là jetteront leurs regards un peu plus loin que le cercle étroit d'une saison, ils les porteront au contraire sur une époque où toute cette partie du continent maintenant sous la main de Buonaparté, et en comparaison de laquelle le reste du globe est bien loin de nous offrir un équivalent, sera, d'après le cours naturel des choses, tributaire derechef de notre prépondérance commerciale, époque où la *nation boutiquiere* verra qu'il est bon que ses chalands, non-seulement veuillent acheter, mais encore qu'ils soient en état de payer.

Cette petite guerre contre les finances de Napoléon me paraît puérile et misérable, peu digne d'être prise en considération par le gouvernement de la Grande-Bretagne, et ne valant pas la peine que vous vous en fassiez l'avocat. C'est faire une égratignure à l'ennemi et se faire à soi-même une blessure sévere. On pourrait ici parodier la caricature française, et représenter l'honnête George Rose perçant John Bull de part en part, pour effleurer Buonaparté de la pointe de son épée. Dans le moment actuel, c'est dans nos colonies et dans les possessions coloniales de nos alliés, que nous devons chercher à débiter nos manufactures. Mais de quelles espérances pouvons-nous nous flatter dans ces marchés, si leurs denrées, (le seul numéraire avec lequel ils puissent nous payer) sont encore condamnées à s'amonceler et à décheter dans nos magasins, servant ainsi de morale pratique à une fable bien connue? Comment le change sur l'étranger s'améliorera-t-il, comment l'or baissera-t-il, comment les dépenses extérieures deviendront-elles moins ruineuses, si nos exportations, le seul remede à tant de maux, sont encore

ainsi sacrifiées de sang-froid à l'envie chimérique de harceler l'ennemi?

Ce ci m'amene à l'insinuation par laquelle vous finissez, et sur laquelle je suis vraiment heureux de pouvoir tomber d'accord avec vous. Quoique, malgré les réglements actuels la balance des exportations ait été, sans aucune espece de doute, considérablement en faveur de ce pays-ci je suis pleinement de votre opinion quant à la possibilité et l'utilité qu'il y a de l'augmenter encore, et de réduire grandement les importations de la France. Quelque justifiable qu'ait pu être l'excessive libéralité du bureau du commerce à cet égard, à une époque où les motifs qu'avait Buonaparté de porter atteinte à son *blocus des îles britanniques*, n'étaient pas encore parfaitement connus, ces motifs sont aujourd'hui si palpables, si frappants, que nous pouvons bien aussi faire les renchéris, et vouloir qu'il reçoive nos articles coloniaux, quand même nous diminuerions considérablement de l'admission des articles de France en Angleterre. Un pareil amendement dans le système produirait les plus heureux effets; mais quant à la suspension totale du commerce, dont on parle à présent, j'en prends Dieu à témoin, elle ne se présente à moi que comme une destruction personnelle volontaire, que comme un suicide commercial, crime assurément très-noir aux yeux de l'honnête et religieux M. George Rose.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) UN NÉGOCIANT.

Dans une de ces pétulantes notes que Buonaparté rédige de sa propre main, et qu'il publie en réponse aux paragraphes de quelques journalistes anglais, ministériels ou de l'opposition, on lisait, il y a quelques jours, que l'Empereur n'avait pas signé une seule licence depuis son retour à Paris, et que les 500 accordées antécédemment par le gouvernement anglais, et non encore remplies, il y avait de quoi approvisionner la France de denrées coloniales pendant deux ans.

Maintenant on sait par des lettres de Paris, du 20, que Buonaparté signe et vend des licences à profusion; qu'il a permis l'introduction en France de toutes sortes de denrées coloniales indistinctement, mais en faisant une augmentation prodigieuse sur le tarif de droits d'entrée qui était déjà énorme. Buonaparté semble ne songer aujourd'hui à rien autre chose qu'à faire de l'argent pour racheter les 100 mille chevaux et *le matériel* qu'il a perdus; la terreur lui répond du *personnel* gratis.

Détails sur la Fin de la Campagne de Russie, sur la Misère et la Destruction de la Grande Armée.

Extrait de diverses Lettres d'un Officier de Distinction de l'Armée russe du Danube, à la Poursuite de l'Armée Française.

Au Bivouac entre Borissow et Vileika, le 1er Décembre, 1812.

" Notre armée du Danube était destinée, après la conclusion de la paix avec les Turcs, à une expédition de Dalmatie. Les événements nous ont amenés en poste en Pologne. Nous sommes partis de Buckarest le 5 d'Août, et déjà le 29 Septembre nous nous étions battus devant Brzesk. Nous trouvâmes l'armée de Tormazoff, retirée en Volhynie, derriere le Styr, ayant Lutsk devant elle. Elle y a été trois semaines sans être attaquée par le prince Schwartzenberg. Notre arrivée donna aux Russes, dans cette partie, une supériorité dont nous nous empressâmes de profiter. Le 9 Septembre, nous passâmes le Styr sur tous les points, et chassâmes Schwartzenberg. Notre corps réuni aux avant-gardes et au corps de Lambert, nous tâlonnâmes tous les jours les Autrichiens, leur faisant généralement chaque fois 3 ou 400 prisonniers. Dans toute cette campagne, les Autrichiens se sont battus de mauvaise grâce et fort mal. Nos Cosaques ont un grand ascendant sur leurs hussards.

" Bagration ayant été tué à Mojaisk, regretté de toute l'armée et de tout l'Empire, le général Tormazoff alla prendre le commandement de son armée; et l'amiral Titschagoff prit alors le commandement des deux armées de Volhynie et du

Danube. Nous voulûmes attaquer Schwartzenberg le 29 Septembre, mais il décampa dans la nuit, et nous n'eûmes qu'une affaire d'arriere-garde; nous le poursuivîmes, et nous entrâmes dans le Duché de Varsovie, où nos partis pénétrerent jusqu'à la Vistule, et répandirent la terreur dans cette ville capitale des complots de la folie et de l'immoralité. Nous eussions pénétré plus avant, si un ordre fort sage de Benningsen ne nous eût rappelés en Lithuanie pour couper le retour à Napoléon dont les désastres commençaient.

" Nous marchâmes par Pruzana, Slonim, Misvisé et Minsk. Nous trouvâmes dans cette derniere ville les hôpitaux français, tous les effets d'habillement et de grands magasins préparés pour Napoléon. Le comte Lambert, officier du plus grand mérite, qui commandait notre avant-garde, détruisit à Misjick un corps de 3000 Polonais commandés par un Kossetski, il le surprit; et Branikouski qui commandait à Minsk, n'eut que le temps de se sauver avec Gouvion St. Cyr, blessé par Wittgenstein, ainsi qu'Oudinot, et les équipages de Napoléon dont on prit deux voitures.

" Dombrowski, qui rôdait autour de Bobrinsk, accourut défendre la tête de pont de Berissow. Lambert l'attaqua et l'emporta à la bayonnette. Il jeta sur le carreau ou dans la riviere Berezyna 2 à 3000 hommes, en fit autant de prisonniers, et Dombrowski se sauva avec 8 à 900 hommes. Cette expédition brillante et décisive du brave comte Lambert nous fit occuper le point le plus important du passage de Napoléon, et nous regardions comme impossible qu'il nous échappât. Lambert avait été blessé grievement à la jambe, et sera encore trois mois à se faire désirer de ses camarades.

" L'amiral Titschagoff ayant absolument voulu, contre l'avis de la plupart de ses officiers-généraux, passer la riviere et marcher sur Orsha à la ren-

contre de Napoléon, le corps d'Oudinot qui faisait l'avant-garde des Français, trouva la nôtre à cinq ou six verstes de Borissow, et la culbuta au point que nous n'eûmes que le temps de repasser la riviere, après avoir perdu beaucoup d'équipages. Ce n'était pourtant encore rien, car le pont étant rompu, le passage n'en était pas moins fermé. Nous occupions toute la rive droite de la riviere sur des hauteurs inexpugnables. L'amiral calcula que Napoléon se porterait sur notre droite et y courut. Napoléon passa à Zembin, à vingt verstes plus haut. Le lendemain, l'amiral courut sur lui, mais il n'était plus temps. Napoléon sacrifia le corps d'Oudinot qui nous arrêta pendant vingt-quatre heures dans des bois impratiquables, et fila sur la route de Vileika à Wilna.

" Cependant Platoff, tous les Cosaques, trois corps volants, le comte Wittgenstein arrivés sur Borissow, y ont coupé toute l'arriere-garde et les bagages. Sept mille hommes, trois généraux ont mis bas les armes; 3000 ont été pris à Borissow. Depuis dix jours, nous comptons plus de 20,000 prisonniers et 7 à 8000 tués ; mais.... le monstre a échappé !

" Ceci n'est point une guerre, c'est un massacre ; c'est la destruction de l'humanité. Napoléon a cru que les Russes ressemblaient aux autres peuples qu'il avait conquis, et que, Moscou pris, il dicterait la paix. Il s'est trompé. Les troupes russes sont des Espagnols, et l'armée française est anéantie. Jamais nation n'a déployé le courage et l'énergie de la nôtre. On a vu tous nos paysans faire célébrer l'office divin, emporter leurs images, mettre le feu à l'église, à tout le village, envoyer les vieillards, les femmes, les enfants, dans des charriots, et eux, avec un sac de biscuit sur le dos, se mettre dans les rangs ou s'assembler

en guérillas, et égorger tout ce qui s'écartait de l'armée.

" Kutusoff étant venu se placer sur le chemin de Kalouga, Napoléon s'est trouvé dans le plus affreux dénûment. Battu, le 6, à Vorona, le 12 à Malo-ierolawetch, il a commencé le 18 Octobre la plus terrible retraite. Non, aucune description ne peut donner une idée de l'horreur de cette retraite. Tous les chevaux morts et dévorés par les soldats qui ensuite ont mangé les cadavres des hommes; tous les chemins jonchés de morts, de mourants, d'équipages, de canons: on les comptait d'abord, maintenant on ne les compte plus; on les laisse sur le chemin. Nous en avons 600, et 150 mille prisonniers que les paysans massacrent et arrachent aux escortes pour les déchirer. J'ai vu depuis quatre jours plus de dix mille cadavres gelés et morts en rongeant les chevaux ou en se dévorant les bras. J'ai vu des femmes, des enfants à la mamelle jetés et morts sur le chemin. Avant-hier, nous avons vu aux ponts construits ici près à la hâte par les Français, et que la glace a rompus, un régiment entier noyé, et plus de 200 caleches, fourgons, etc. brisés, avec 4 ou 600 chevaux morts, et autant de cadavres d'hommes. Toutes les richesses de Moscou, tous les pillages de ces brigands ont été repris par nous. D'après les calculs les plus exagérés, il ne reste pas 40,000 hommes au tyran, et il en avait nagueres 300,000 à Mojaisk. Cette campagne lui coûte déjà 400,000 victimes, et à nous, bien 200 mille.

" Nous le suivons, le harcelons sans cesse, et je ne crois pas qu'il lui reste 20,000 hommes dans dix jours. Il va à Wilna où il espere trouver Macdonald qui vient de Courlande, et Schwartzenberg qui y revient de devant Varsovie. Celui-ci a été battu, il y a quinze jours, par le général Sacken,

que nous avions laissé pour l'observer. Napoléon pourrait encore réunir 60000 hommes à Wilna, mais il est impossible qu'il y tienne : nous avons contre lui 200 mille hommes victorieux, et je ne doute pas que nous ne le forcions de repasser la Vistule, et que nous ne prenions nos quartier-d'hyver en Prusse et dans le duché de Varsovie.

" Que direz-vous, Monsieur, de cette campagne de géants, de l'énergie d'une nation qui brûle ses villes, ses habitations, ses provisions, et dont chaque paysan devient un soldat? On a contremandé la milice de quinze gouvernements, et nous avons encore 300 mille recrues ou milices exercés, habillés et armés pour compléter et augmenter notre armée. Nous verrons la campagne prochaine, nous verrons ce que fera le tyran avec les conscrits de 1814 et 1815 par anticipation, après avoir perdu cette année 60 mille hommes de cavalerie qu'on ne refait pas en trois mois, et 400 mille vieux soldats, sans compter 100 généraux et des milliers d'officiers. Notre soldat, notre paysan se battent avec rage. La fureur conduit tous nos bras et jamais guerre ni rage n'ont été plus justes.

" P. S. On a trouvé sur un cadavre un portefeuille qui nous a appris que c'était celui d'Alfred de Noailles, adjudant de Berthier.

" Notre milice est habillée de gris comme nos paysans, avec une croix rouge sur le bonnet. Ces braves gens se battent comme des diables. Leurs officiers sont des chambellans, des gentilshommes de la chambre, de vieux généraux, de vieux officiers estropiés, congédiés, qui ne veulent rien que combattre et mourir pour la patrie. MM. Lambert et de St. Priest vont être faits lieutenants-généraux, ce sont deux des meilleurs officiers de notre armée.

Extrait d'une autre Lettre du même Officier.

Wilna, 13 Décembre, 1812.

" J'espere que la longue lettre que je vous ai écrite le 1er de ce mois, vous sera parvenue. Je vous permets de ne pas croire ce que je vous ai écrit et ce que je vais encore vous écrire, parce qu'en vérité je ne crois pas moi-même ce que je vois. Jamais destruction d'armée n'a été aussi complete et si inconcevable. Un froid subit de 18 à 22 degrés a été le coup de grâce des Français. Dès lors ni hommes ni chevaux n'ont pu y résister. Les hommes, nuds, sans souliers, n'ayant aux pieds que des torchons, exténués par la faim, entourés, poursuivis par des nuées de Cosaques, expiraient par milliers sur les chemins. On a compté 58 canons, 71 caissons, 16 caléches et 1800 morts gelés dans une station de poste de 15 verstes. Nous ne pouvoins passer sans froisser un cadavre, et dans le nombre beaucoup d'officiers et de soldats des gardes! Dans chaque village, dans chaque maison, 20, 30, 50, 100 malheureux s'entassaient. Ils brûlaient la maison qui les écrasait, et on trouvait leurs cadavres rôtis. Dans les maisons qui ne brûlaient pas, les juifs et les paysans les chassaient dès que nos Cosaques arrivaient, et ils expiraient entassés à la porte. J'ai vu un jeune homme charmant qui m'a dit être ajudant de Lauriston, et qui était sans espoir, ayant les deux jambes gelées. Le fils de Frédéric de Chabannes est prisonnier, il a les deux pieds et une main gelés. Le fils du duc de Castries est sauvé. Mais on dit qu'un Périgord a péri, et une multitude d'autres jeunes gens des premières familles. J'ai vu les dépouilles d'Alfred de Noailles prises sur son cadavre. A Wilna les rues sont jonchées comme les chemins. On y a

pris huit généraux entr'autres Zayonschek qui a la jambe coupée, un Lahoussaye, un Delacroix, un Loison, etc. 62 canons et une multitude d'équipages, un hôpital de 15000 malades, des magasins immenses. Le grand homme, à ce que nous assurent les prisonniers, a perdu la tête, a donné des marques formelles d'égarement, et a commencé à boire de maniere qu'il est yvre tous les soirs. Effrayé de l'esprit de ces fuyards, craignant Wilna, il a passé dans les faubourgs sous un nom supposé, et a fui vers Kowno avec 300 hommes; 25 à 30000 avec 9 canons sans équipage, reste de 400 mille hommes, et jetant fusils et gibernes, le suivent. Déjà nos Cosaques les ont devancés. Il a fait hier et aujourd'hui 24 degrés de froid. La route d'ici à Kowno est dévastée, et l'on peut s'attendre à voir périr les trois-quarts de ce qui s'est sauvé d'ici. Je prétends que ce sera la retraite des dix mille, car il ne se sauvera pas 10 mille hommes. Sur 150 mille prisonniers que nous avons faits, peut-être 100 mille n'existent déjà plus, le reste est mort. Nous avons toutes les chancelleries, toutes les caisses, tous les équipages, des vaisselles d'or et d'argent, des collections immenses de cartes, d'estampes, tous les lingots pris dans nos églises profanées. On voit le doigt de Dieu dans cette déroute sans exemple; nous sommes l'ange exterminateur qui frappe l'armée de Sennachérib.

" Le froid excessif nous a retenus ici, mais nous marchons dans deux jours pour passer le Niémen et entrer en Prusse et dans le duché de Varsovie; dans trois semaines, nos avant postes seront sur la Vistule.

" Que dire cependant d'une campagne de cinq mois, où 400 mille Français vont du Niémen à Moscou, et sont rechassés de Moscou à la Vistule! C'est, je le repete, une guerre de géants. Elle nous coûte beaucoup aussi, mais nous avons sauvé

l'Europe et le monde : et notre armée et notre peuple ont acquis une gloire immortelle.

" On rebâtira Moscou et Smolensk. Mais que sont deux villes au prix de la destruction complete de ces hordes de brigands si dangereuses, et du déshonneur, de la honte, de la fuite de l'horrible séclérat qui les traînait après lui. Gloire aux Russes ! gloire à nous ! Mais nos travaux ne sont pas encore finis. Nous ne voulons point entendre parler de paix. Qui sait ce qui peut arriver en Prusse, en Allemange, en France, d'ici à six mois ? S'il y a eu déjà des mouvements à Paris, lorsque Napoléon avait encore ses hordes menaçantes, que sera-ce, quand elles n'existent plus, car ceci est un fait, *il n'y a plus d'armée ;* ce qui se sauvera d'ici ne vivra pas six mois. Augereau n'a que des recrues et marche sur Varsovie, où nous irons peut-être. Schwartzenberg s'enfonce par Brzesk en Galicie, et je doute que l'Autriche veuille se sacrifier pour un monstre battu, fuyant et déshonoré. Si elle le voulait, tout serait bientôt fini. Que le Nord et le Midi pressent également aujourd'hui le colosse dont la base est chancelante !

" Je ne voudrais pas pour beaucoup n'avoir pas été acteur de cette lutte terrible et unique dans l'histoire ; faites-m'en compliment et remerciez le ciel."

Résumé de la Campagne de Russie, par un Général Russe.

Wilna, ce 8 (20) Décembre, 1812.

" Quoique vous ayez déjà appris tout ce qui se passe, et les détails de la désastreuse retraite de Buonaparté, je crois qu'un petit aperçu, court, mais contenant tous les faits, ne sera pas superflu, et vous le verrez avec plaisir.

" Tout le monde croyait qu'immédiatement

après qu'on eût refusé l'armistice demandé par Lauriston, l'armée française commencerait sa retraite; mais cela n'eut lieu que 15 jours après.

" Si, comme il le paraît, Buonaparté resta ces quinze jours dans l'espérance (que peut-être le Maréchal ne lui avait pas tout à fait ôtée) d'une réponse de Pétersbourg sur ses propositions, le Prince Koutousoff a rendu un grand service à l'Etat: car ces quinze jours ont achevé de désorganiser l'armée française qui, affamée au milieu d'un pays abondant, perdait 1500 ou 2000 hommes par jour, en tués, pris et morts; et, se trouvant sans courage ni discipline, était devenue entierement incapable de faire une retraite en ordre.

" On prétend que Murat avait eu ordre de commencer sa retraite le 5 (17) Octobre; mais que, pour quelque raison, il avait retardé d'obéir d'un jour. Or, le 6 (18) au matin, il fut attaqué de front par deux corps d'armée, et tourné par un corps de Cosaques sous le comte Orloff-Denisoff. Il perdit 3000 hommes, plus de trente canons, et tous ses bagages. Ce revers hâta, à ce qu'il paraît, la retraite de Buonaparté. Il partit le 7 (19), ayant déjà fait filer, depuis quelques jours, ses bagages; et, pour se retirer par un pays plus abondant, et en même temps en imposer à notre armée, il voulut se porter rapidement sur Kalonga, et y détruire tout ce qui s'y trouvait de vivres, de munitions, etc.

" Notre armée était postée à Taroutina, sur le vieux chemin de Moscou à Kalouga. Buonaparté marcha par le nouveau, qui va par Borfsk et Maloy-Yaroslavetz. On eut tout juste le temps d'apprendre cette direction, et d'envoyer, pour défendre ce chemin, d'abord le 6e corps sous le général Doktoroff, et puis le 7e sous le général Ravesky. L'affaire de Maloy-Yaroslavetz, qui eut lieu le 12 (24), fut une des plus sanglantes et des plus importantes de la guerre. Après avoir échoué là,

aussi bien qu'à Medine, par où un corps marchait aussi sur Kalouga, les Français furent obligés de reprendre l'ancien chemin direct de Smolensk, et dès-lors commencerent leurs malheurs.

" Ne trouvant absolument rien dans les villages, ils mouraient de faim, et les chevaux périssaient par centaines. Les généraux Platoff et Miloradovitch, les suivant de près, leur firent beaucoup de mal à Monastery de Kolotsh (10 verstes de l'horible champ de bataille de Borodino), puis à Viasma, à Dorogobouge, et au passage du Dnieper, où le corps d'Eugene Beauharnois, qui faisait l'arriere-garde, fut presque détruit. Pendant que l'armée française s'assemblait à Smolensk, la nôtre, (excepté l'avant-garde de Miloradovitch) avait tourné de Dorogobouge à gauche sur Eluia, et de là vint à Krasnoy au moment que Buonaparté y défilait. Celui-ci avait déjà fait une grande faute de s'être amusé à Smolensk, sans prévoir que le prince Koutousoff prendrait ce chemin, plutôt que de le suivre par le même. Il en fit une encore plus grande de ne pas attaquer le Maréchal à Krasnoy. La terreur s'empara de lui au point qu'il s'enfuit à bride abattue avec une partie de ses gardes, et sacrifia tout le reste de son armée. Davoust, qui suivait les gardes, fut battu le 5 (17) Novembre, perdit les trois quarts de son corps, son artillerie, ses bagages, et n'eut pas même l'attention d'avertir le maréchal Ney, qui faisait l'arriere-garde, du sort qui l'attendait. Celui-ci arriva le 6 (18), sans savoir ce qui s'était passé, se battit en désespéré; mais voyant que toute notre armée était là, et que ses soldats refusaient de se battre, il s'échappa par les bois avec environ 2000 hommes ; tout le reste de son corps mit bas les armes. Ces deux journées coûterent aux Français, 30,000 hommes, 200 canons, et une quantité immense de bagage et de richesses.

" Avant d'arriver à la Beresina, Buonaparté fut rejoint par les maréchaux Oudinot, St.-Cyr et Victor, avec les restes de leurs corps. Il comptait sur la tête-de-pont de Borisoff, où il y avait un corps polonais sous le général Dombrofsky ; mais le brave comte Lambert, commandant l'avant-garde de l'armée de Tchitchagoff, l'avait emportée d'assaut, et ce chemin lui était refusé. Il fit mine alors de descendre la Beresina, et puis, ayant jeté le corps d'Oudinot de l'autre côté à 10 verstes plus haut que Borisoff, il passa à couvert de ce corps, qu'il sacrifia aussi bien que les trois-quarts de ce qui lui restait de canons et d'équipages. Depuis cet endroit jusqu'à Wilna, le grand chemin est couvert de leurs tués, morts et gelés, et on leur prit encore 150 canons et quelques milliers de prisonniers. Au passage même, il en avait perdu près de 20,000 et 200 canons.

" Quand l'armée fut près de Wilna, Buonaparté prit les devants et partit, en poste, pour Paris, laissant les restes déplorables de son armée à Murat. De Wilna à Kowno ils perdirent encore considérablement, et les Cosaques et la cavalerie les suivent encore jusqu'à la Vistule. On suppose qu'il ne reste de la grande armée pas plus de 20 à 30 canons, et 10 à 12,000 hommes. Jamais on n'a fait de si fatale retraite, et jamais l'humanité n'a tant souffert. Ceux qui n'ont pas été présents, ne croiront jamais à toute l'étendue du mal que les Français ont eu à supporter, et à la désorganisation incroyable dans laquelle ils étaient. Ils n'ont pas sauvé un magasin. Ici, à Wilna, on a trouvé en profusion des vivres, habillements, armes, médecines. A Minsk aussi, à Kowno de même. Tout l'état civil de l'armée, tous les commissaires, les intendants, les ordonnateurs, les chancelleries, les papiers les plus secrets, les trésors, tout est en nos mains ; ajoutez à cela 40 généraux, 1000 canons,

et 150,000 prisonniers, et vous aurez une idée des trophées de cette campagne étonnante. Si après cela, l'Allemagne ne se délivre pas, ainsi que toute l'Europe, du monstre qui la tourmente, ce ne sera pas notre faute.

"On ne peut refuser à Tchitchagoff le mérite d'avoir fait une diligence extrême (sans s'embarrasser des Autrichiens) pour venir à Borisoff, que ses troupes enlevèrent de la maniere la plus brillante.

"C'est avec bien du chagrin que je vous annoncerai la mort de Lord Tyreonnel, qui vient d'être emporté par une pleurésie, produite, peut-être, par sa trop grande confiance dans la force de sa constitution, qui l'empêchait de prendre la moindre précaution. Je ne l'ai vu que deux fois; mais tout le monde en disait le plus grand bien, et toute l'armée de Tchitchagoff l'aimait d'affection. Nous le regrettons infiniment."

Extrait d'une Lettre écrite de Wilna, le 10 *Décembre, par un Officier Anglais suivant l'Armée de l'Amiral* Tchitchagoff.

"Depuis ma derniere lettre, nous n'avons cessé de poursuivre l'ennemi de très-près, et quoique n'ayant aucun superflu en fait de provisions, cependant comme nous avions une bonne cause à soutenir, et de bons cœurs pour y aider, nous avons été à même de continuer de recueillir les fruits de notre heureuse carriere.

"L'ennemi ne parvint point à effectuer le passage de la Berezina sans éprouver des obstacles sérieux et une perte considérable. Il fit voir, par la précipitation de sa retraite, l'empressement qu'il avait d'arriver à Wilna. Tout le long du chemin,

l'on voyait des traces de sa route par l'abandon de tout ce qui pouvait au plus petit degré obstruer ses mouvements. La conséquence en a été, qu'en outre des malheureux qui succombaient dans les attaques et dans les escarmouches répétées qui avaient lieu journellement, les routes présentaient des victimes sans nombre de la fatigue, de la famine, de la maladie, (les Cosaques ayant l'habitude de dépouiller leur proie), étendues mortes ou mourantes, comme des chiens, de chaque côté de la route au travers de laquelle nous marchions. Il en était de même des différents villages ; ceux qui avaient assez de force pour arriver jusqu'à un lieu qui leur servît d'abri, faisaient tous leurs efforts pour s'y traîner, et expiraient ensuite : de maniere que l'œil était continuellement occupé, et l'attention arrêtée durant toute notre marche en avant, par des spectacles dont la seule idée fait frémir la nature humaine, et dont l'effet ne s'effacera jamais de mon esprit. Pour ajouter à la scene d'horreur, je remarquai un nombre de femmes et même d'enfants qui avaient succombé comme les autres, et dont les corps étaient épars sur la route au milieu des cadavres. S'il manquait quelque chose pour démontrer combien leur situation était désespérée, ce simple récit suffirait amplement.

" Quoique bien loin d'ajouter une croyance et une foi implicites à tous les contes que j'ai entendus dans le cours de notre marche, cependant je ne puis m'empêcher de vous faire mention d'un rapport que j'avais fréquemment eu occasion d'entendre répéter, et dont à la fin j'eus l'occasion de reconnaître l'exactitude de mes propres yeux : je suis en conséquence forcé de croire fermement que le fait est arrivé dans plus d'une occasion ; c'est-à-dire que tels ont été les besoins et la faim de ces malheureux, qu'ils se sont souvent dévorés les uns et les autres.

" Il faut que vous considériez que depuis le temps où ils partirent de Moscou, ils n'eurent à compter sur aucune nourriture permanente que sur de la chair de cheval. Leurs propres relations expliqueront comment le climat les eût bientôt privés de cette seule ressource. Tous leurs autres approvisionnements furent donc livrés au hasard, leur ligne de communication avec leurs dépôts étant non-seulement obstruée, mais même littéralement en notre possession ; indépendamment de quoi, l'état des routes, d'après l'inclémence du temps, aurait rendu très-difficile le transport des provisions nécessaires, quand bien même il n'y aurait pas eu d'autres empêchements.

" Pendant la poursuite, il arriva fréquemment que le commandant russe occupa les mêmes appartements que l'Empereur Napoléon avait quittés auparavant, quelquefois déjeûnant, quelquefois dînant dans la même chambre. Une fois pourtant, il nous joua un mauvais tour en détruisant des ponts sur lesquels il nous fallait passer pour trouver un abri pendant la nuit. Nous fûmes en conséquence obligés de bivouaquer dans un bois adjoignant jusqu'au lendemain matin, ce qui, dans cette saison, et dans un climat comme celui-ci, est bien loin d'être sain et agréable. Dans un de ces bivouacs, j'ai presque perdu les oreilles par l'intensité du froid, et je ne désire pas en faire un autre semblable.

" La position que prit l'amiral lorsque les Français passerent la Berezina, fut regardée par quelques-uns d'entre nous comme une erreur ; mais je dois lui rendre la justice de dire que si c'en fût une, il l'a depuis amplement réparée, car sa poursuite a été si rapide, ses attaques si continues et si vives, qu'il ne leur a jamais permis de manger, boire, dormir, ou marcher en repos. Pendant notre poursuite, j'ai souvent été tenté de comparer les scenes dont j'ai été témoin ici, avec ce qui arriva lorsque je

ristence quelconque, car Wilna est déjà occupée par les Russes; et l'armée de Moscou, qui ne compte pas aujourd'hui 30,000 hommes, est entierement dénuée de cavalerie et d'artillerie, tandis que la jonction des corps en question éprouverait les plus grandes difficultés.

Il se confirme que Bassano, et plusieurs dignitaires Français, ainsi que les ministres étrangers, sont tous partis du 5 au 8 pour Varsovie. La description de l'état de misere dans lequel les fuyards sont arrivés à Wilna, surpasserait toute croyance. Maréchaux, généraux de divison, généraux de brigade y arrivaient déguisés, les uns à pié, les autres à cheval sans selle, d'autres entassés ensemble cinq à six à la fois dans un traîneau tiré par un mauvais cheval, et couverts de manteaux et d'habits dépareillés, de toutes couleurs, et tombant en pieces. Quelque ridicule que fût leur apparence bigarrée, leur détresse était si extrême qu'elle finissait par exciter la compassion. Les hommes mouraient par milliers du froid, qui le 7 était à 20 degrés, et continue encore aujourd'hui d'être à 14 ou 15 au-dessous de zéro, avec une neige qui tombe à flocons. Les routes sont encombrées de cadavres, et il éclate de temps en temps à Wilna, à Kowno et dans les autres places frontieres, des maladies contagieuses.

Du 17 Décembre.

Il se présente en ce moment une occasion de vous envoyer l'imprimé ci-joint, et j'y ajoute l'observation que tous les doutes qui y sont contenus, sont aujourd'hui levés.

Les fugitifs qui arrivent ici à toute heure, offrent le spectacle le plus affligeant. Leur détresse ne peut se décrire. La fuite des troupes battues à Auerstadt et Jéna n'était rien, auprès de celle-ci. Nous voyons des généraux arriver ici précisément

dans le même état où ils étaient arrivés à Wilna, à pié, dépouillés de tout et en habits de paysans. Les grands dignitaires viennent en traîneaux, deux ou trois dans chaque; ils sont la plus part en haillons; et ils ont tellement souffert du froid et de la faim, qu'ils font véritablement pitié. Pour vous en citer un exemple, je vous dirai que le prince Adam de Wurtemberg est arrivé en guenilles. Il n'avait depuis cinq semaines ni changé de chemise ni couché dans un lit. Tout le temps qu'il a été à l'armée il a été forcé de le passer en plein air. Depuis trois semaines, il ne vivait que de chair de cheval. Un personnage distingué qui alla hier faire une visite à M——raconte qu'il a été forcé de vivre de la même maniere et d'être témoin de l'affreux spectacle de blessés à qui la faim faisait ronger des morceaux de chair de leurs camarades blessés. Les soldats ne se donnaient pas d'abord la peine de tuer les chevaux, mais ils les perçaient à coups de bayonnettes et puis suçaient leur sang pour étancher leur soif: ensuite ils coupaient avec la plus atroce cruauté des pieces de la chair de ces pauves bêtes, tandis qu'elles vivaient encore, et les mangeaient crues et toutes palpitantes. D'après cette esquisse de la misere extrême à laquelle elle a été réduite, vous pouvez aisément juger que la grande armée est dans un état de dissolution totale.

Le 21 Décembre.

Hier arrivèrent ici Murat, Davoust, Ney, Mortier, Victor, Junot, Sebastiani, Berthier et plusieurs autres dignitaires. Notre ministre du roi tint cour hier, à la suite d'une conférence avec les maréchaux, à laquelle le sénéchal provincial assista. Murat est résolu de rester ici pour le présent, et de rassembler les fugitifs à Braunsberg, Elbing, Marienbourg, Dantzick, Marienwerder, Thorn,

etc. Mais il ne savait pas alors les nouvelles qui devaient arriver le soir ; ainsi il est douteux quelle résolution il prendra aujourd'hui. Voici les nouvelles qui sont arrivées.

1° *Mouvements des Russes.*

« Les Cosaques sont déjà entrés sur le territoire prussien. Dix régiments de Cosaques ont fait le 18 dans l'après-midi une reconnaissance de l'autre côté de Tilsit. Ils se sont très-bien comportés et leur commandant a payé pour tout ce dont il a eu besoin, jusqu'au fourage. Il a prévenu que 4000 Cosaques entreraient le 19 à Tilsit. L'administration royale de notre ville a aussi été informée, qu'un autre corps de Cosaques doit se porter sur le Curishshaf pour couper la route de Memel. Dans les entrefaites, quelques Cosaques sont arrivés à Rup, par le chemin de Furo, et ont pris la route de Patreken. On dit que tous ces différents corps appartiennent à l'armée de Titschagoff, dont le quartier-général était le 17 à Georgenburg. On ajoute que le projet de Titschagoff est d'attendre ici avec le grand corps, jusqu'à ce qu'il reçoive des nouvelles ultérieures de la marche de Wittgenstein et de Steinhell contre le duc de Tarente. Les corps d'Essen et de Sacken marchent aussi vers la Vistule, mais dans une direction plus Sud.

2° *Entreprises de Loison.*

Il est parti de Tilsit le 17 pour Labiau avec les troupes qu'il a pu rassembler, et a laissé derriere lui le lieutenant Podschadly avec son colonel, afin d'attendre le corps de Macdonald et de repousser les partisans qui pourraient se présenter. Le 19 au matin, il était encore dans l'intention de défendre Labiau ; mais dans la soirée il l'abandonna et arriva ici hier vers midi, avec un corps très-faible,

consistant à peine en cinq cents hommes, dont une partie sans armes.

111° *Etat du Corps de Macdonald.*

Le 17, au matin, un officier français fut expédié en courier pour cette ville avec des lettres pour le général Daranzée; il est probable que ce corps s'est mis en mouvement, d'autant plus qu'un officier de l'admistration des vivres arriva hier, et donna avis au conseiller d'Etat Prippentrop que le corps entrerait à Talyle le 19.

Avant-hier il nous tomba ici un bien plus grand nombre de fuyards dispersés que tous les jours précédents. Il est impossible de faire le tableau de l'état dans lequel ils étaient. Personne ne pourrait croire, à moins de l'avoir vu, que des créatures humaines eussent jamais été soumises à une telle complication de miseres. Nous n'entendons pas dire que ces malheureux ayent commis aucun excès dans cette province. Hier je vis une vieille femme saisir un soldat français, qui paraissait encore assez fort et en assez bonne santé et le tirer par le bras pour le mener au corps de garde, j'ignore pour quelle raison: mais cela peut vous faire voir quel état d'abjection et de découragement ils sont réduits.

22 Décembre.—Hier nous avons eu encore un flux de malheureux revenants de Russie, sous toutes les formes et sous toutes les livrées de la misere. Nous ne savons pas combien de temps durera encore ce passage de débris de spectres et de squelettes; mais on croit que cela finira aujourd'hui.

D'après un ordre du jour imprimé qui a paru hier, les places pour assembler les troupes sur la Vistule sont les mêmes que je vous ai mandé hier, à la seule exception de Dantzig; il semble qu'ils

ont quelques espérances de rassembler un certain nombre de troupes sur la Vistule et d'y tenir. C'est ce qui fait que les dignitaires de l'empire ont le projet de rester ici pour le présent. Tout cela dépendra selon moi, du sort du corps de Macdonald. Il a été reçu hier des nouvelles officielles que ce corps ne s'était mis en marche que le 18; conséquemment s'il a fait des marches forcées, et s'il n'a pas été molesté par Wittgenstein, il pourrait être demain sur la Memel.

Dantzig, le 8 Janvier.

Il est arrivé en ville par voie de Dannemarc une lettre de Dantzig d'une date aussi fraîche que le 8. Il est évident que la personne qui a écrit cette lettre a cru devoir s'exprimer avec beaucoup de réserve, dans la crainte qu'elle ne fût ouverte et lue par la garnison française qui y reste encore; il est cependant aisé d'y apercevoir combien l'ennemi est réduit dans ses moyens de défense. On y remarque que l'on ne craint aucune attaque des Russes, parce que la garnison, quoique composée de troupes, qui ne sont pas françaises, est toute aussi loyale. On s'y atttendait à recevoir des renforts considérables. On avait fait partir tout ce qu'il y avait de chevaux à Dantzig pour y transporter d'Elbing tout ce qu'il y avait de munitions et de bagages. La personne qui écrit représente Dantzig comme étant extrêmement fortifiée de tous les côtés, excepté de celui du Sud, qui regarde la Pologne; encore de ce côté se trouvait-il un large fossé plein d'eau, qui rendait ce côté moins susceptible d'attaque, à moins que l'eau ne fût glacée, ce qui était le cas à la date ci-dessus. L'écrivain espérait cependant qu'ils pourraient tenir bon jusqu'au dégel, et qu'alors ils n'auraient rien à craindre.

ORDRE DU JOUR.

Les places de Dantzig, Marienbourg, tête de pont de Marienwerder et Thorn, sont mises en état de siége.

Les généraux commandant ces places, les généraux commandant l'artillerie et le génie, et l'intendant-général de l'armée prendront, chacun, en ce qui les concerne, les mesures qu'exige cette disposition.

Le général de division Eblée est nommé commandant en chef de l'artillerie, en remplacement du général comte Lariboissiere, et le général de division Haxo est nommé commandant en chef du génie, en remplacement du général comte Chasseloup.

Au quartier-général, à Gumbinnen, ce 18 Décembre, 1812.

Le Prince de Neuchâtel, Major-Général,

Signé, ALEXANDRE.

Pour ampliation,

Le Gén. de div. Chef d'état-major du Major-Général,

Comte MONTHION.

Ordre.

Le Roi ordonne à tous les officiers-généraux, officiers d'état-major, et autres qui se trouvent à Königsberg, d'en partir dans la journée d'aujourd'hui ou demain au plus tard, pour se rendre au grand dépôt de leurs corps d'armée ;

Savoir :

1er corps	. . . .	à Thorn.
2	. . . .	à Marienbourg.
3	. . . .	à Marienbourg.
4	. . . .	à Marienwerder.
5	. . . .	à Varsovie.
6	. . . .	à Plotzk.
8	Westphalien, Wurtemburgois . .	à Thorn.
9	. . . .	à Marienwerder.

Division Claparede et Loison .	à Konigsberg.
Cavalerie non-montée . .	à Elbing.
Dépôt de la cavalerie de la garde	à Elbing.
Détachement des hommes isolés de l'artillerie et du génie .	à Konigsberg.

Quant à MM. les officiers-généraux et officiers d'état-major, malades ou blessés, et qui sont hors d'état de servir, ils se rendront à Stettin et Custrin, pour s'y rétablir. Ils préviendront le major-général de leur arrivée.

Il ne doit rester à Konigsberg que les officiers-généraux et officiers d'état-major, et autres, appartenant à l'état-major-général, à celui de l'artillerie, du génie, à l'état-major du duc d'Elchingen et aux divisions du général Loison, du général Heudelet et du général Claparede ; quant aux officiers-généraux attachés à la suite de l'état-major-général sans destination, et qui sont en état de servir, ils resteront à Konigsberg, et auront soin de se présenter chez le major-général

Konigsberg, le 20 Décembre, 1812.

Le Prince de Neuchâtel, Major-général,

Signé, ALEXANDRE.

Pour ampliation,

Le Gén. de div. Chef d'état-major du Major-Général,

Comte MONTHION.

Ordre du Jour.

Le Roi ordonne, à la date de la publication du présent ordre, que tout soldat isolé qui sera trouvé au-delà de la rive gauche de la Vistule, sans permission, sera considéré comme déserteur à l'ennemi, et jugé comme tel.

Il est ordonné à tous les officiers et soldats isolés de la 34e division composée, savoir :

3e régiment de ligne,	3e et 4e bataillon,
105e	3e et 4e
29e	4e et 1er
113e	3e et 4e

Régiment No. 4 de la Confédération du Rhin,
Régiment Prince Primat,
Régiment No. 5 de la Confédération du Rhin,
Régiment No. 6
5e bataillon principal du train d'artillerie, 3e comp.

de se rendre à Konigsberg pour rejoindre leur division.

Tout soldat isolé de la 34e division qui sera trouvé en arriere de Konigsberg se rendant sur la Vistule, sera considéré comme déserteur et jugé comme tel.

Konigsberg, le 22 Décembre, 1812.

Le Prince de Neuchâtel, Major-Général

Signé, ALEXANDRE.

etc. etc.

GAZETTE DE LA COUR

DU SAMEDI, 23 JANVIER 1813.

Bureau des Affaires Etrangeres, le 23 Janvier.

Le Vicomte Castlereagh, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangeres, a reçu une Dépêche de Son Excellence le Général Vicomte Cathcart, Chevalier de l'Ordre du Chardon, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté à la Cour de Russie, dont suit la copie.

St. Pétersbourg, le 2 Janvier, 1813.

Mylord,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Seigneurie des copies de deux proclamations et un état nominatif des officiers-généraux qui ont été faits prisonniers par les armées russes; je viens de recevoir ces pieces de Wilna, mais elles n'ont pas encore été publiées ici. Il n'a été reçu ici aucune nouvelle officielle ultérieure des opérations militaires, depuis

ma derniere dépêche. Des lettres particulieres de Liebau, du 30 disent que les troupes françaises qui y étaient, sont parties le 22 Décembre pour Memel; ainsi il paraît impossible qu'elles n'aient pas été coupées, si elles ont tenté d'aller à Tilsit, qui était occupé le 11 par le comte de Wittgenstein, lequel était plus près de Königsberg.

Jai l'honneur, etc.

(Signé) CATHCART.

Déclaration.

Au moment où j'ai ordonné aux armées que je commande de passer la frontiere de Prusse, l'Empereur mon maître me commande de déclarer que cette mesure ne doit être considérée que comme une conséquence inévitable des opérations militaires.

Fidele aux principes qui ont dirigé sa conduite dans tous les temps, Sa Majesté Impériale n'a aucunes vues de conquêtes. Les sentiments de modération qui ont constamment caractérisé sa politique, sont encore les mêmes, après les succès décisifs dont laDivine Providence a béni ses justes efforts. La paix et l'indépendance en seront le résultat. Sa Majesté les offre, ainsi que son assistance, à tous les peuples qui étant forcés à présent de combattre contre elle, abandonneront la cause de Napoléon, pour suivre celle de leurs véritables intérêts. Je les invite à prendre avantage de l'heureuse ouverture que les armées Russes ont faite, pour se joindre à elles et poursuivre un ennemi dont la fuite précipitée a mis à découvert la perte de son pouvoir. C'est à la Prusse particulierement que cette invitation est adressée. L'intention de Sa Majesté Impériale est de mettre un terme aux calamités qui l'oppriment, de manifester à son Roi l'amitié qu'elle lui conserve, et de rendre à la monarchie de Frédéric son éclat et son étendue. Elle espere que Sa Majesté Prussienne, animée des sentiments que cette franche déclaration doit inspirer, prendra, dans de telles circonstances, le seul parti que le salut de son peuple et l'intérêt de ses Etats prescrivent. Dans cette conviction, l'Empereur mon maître m'a donné l'ordre le plus positif d'éviter tout ce qui pourrait montrer un esprit d'hostilité entre les

deux puissances, et de chercher, dans les provinces prussiennes, à adoucir, autant que l'état de la guerre le permettra, les maux qui doivent momentanément résulter de leur occupation.

(Signé) Le maréchal commandant en chef des armées,
Prince KOUTUSOFF SMOLENSKO.

Proclamation.

Lorsque l'Empereur de toutes les Russes a été forcé, par une guerre d'agression, de prendre les armes pour la défense de ses Etats, Sa Majesté Impériale, par la justesse de ses combinaisons, a été en état, d'apprécier les importants résultats que cette guerre pouvait produire, relativement à l'indépendance de l'Europe. La constance la plus héroïque, les sacrifices les plus grands ont amené une continuité de triomphes ; et lorsque le commandant-en-chef, Prince Kutusoff Smolensko, a conduit ses tronpes victorieuses au-delà du Niemen, les mêmes principes ont continué de guider le Souverain. La Russie n'a jamais été accoutumée à mettre en œuvre l'artifice trop usité dans les guerres modernes, d'exagérer, par de faux rapports, les succès de ses armées. Mais avec quelque modestie que les relations en fussent maintenant rédigées, ils paraîtraient incroyables. Il faut des témoins oculaires pour prouver ces faits à la France, à l'Allemagne, et à l'Italie, avant que les progrès lents de la vérité couvrent ces pays de deuil et de consternation. En effet, il est difficile de concevoir que dans une campagne de quatre mois seulement, cent trente mille prisonniers aient été pris sur l'ennemi, outre neuf cent pieces de canon, quarante-neuf drapeaux et tout le train des charrois et bagages de l'armée. Une liste des noms de tous les généraux pris est ci-jointe. Il sera facile de juger, d'après cette liste, du nombre des officiers supérieurs et subalternes pris. Il suffit de dire que de trois cent mille hommes (non compris les Autrichiens) qui ont pénétré dans le cœur de la Russie, il n'y en aura pas trente mille qui, quand même ils seraient favorisés par la fortune, puissent jamais revoir leur patrie. La maniere dont l'Empereur Napoléon a repassé les frontieres de Russie, ne peut plus assurément être un secret pour l'Europe. Tant de gloire et tant d'avantages ne peuvent pas, néanmoins, changer les dispositions person-

nelles de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies. Les grands principes de l'indépendance de l'Europe ont toujours formé la base de sa politique, parce que cette politique est fixée dans son cœur. Il est au-dessous de son caractere de permettre qu'il soit fait aucunes tentatives pour induire les peuples seuls à résister à l'oppression, à secouer le joug qui les accable depuis vingt ans. Ce sont leurs gouvernements dont la situation actuelle de la France devrait désiller les yeux. Des siecles peuvent s'écouler avant qu'une occasion aussi favorable se représente, et ce serait abuser de la bonté de la Providence que de ne pas profiter de cette crise, pour reconstruire l'équilibre de l'Europe, et assurer ainsi la tranquillité publique et le bonheur individuel.

ALEXANDRE.

Liste des Généraux Français pris.

St. Geniés, général de brigade; Ferriere, chef de l'état major Napolitain; Bonami, général de brigade; Almeiras, général de division; Burth, général de brigade; Meriage, idem; Klingel, idem; Pressingny, idem; Camus, idem; Billiard, idem; Partonnaux, général de division; Delitre, chef de l'état-major; Tyszklewiez, général de brigade; Wasilewski, idem; Augereau, général de brigade; Kamenski, idem; L'Enfantin, idem; D'Orson, idem; Sanson; Peltier, général de division; Freir Pego, général de brigade; Matuszewiez, général de l'artillerie; Konopka, général de brigade; Eliser; Blamont, général de brigade; Cordelier, idem; Pouget, idem; Prowbaski, idem; Gauthier, idem; Dziwauowski, idem; Lefebvre, idem; Zajonchech général de division; Guillaume, idem; Vrede, idem; Seran, idem; Vivier, idem; Gussaint, idem; Norman, idem; Jwanowski, idem; Rœder, idem; la Houssaie, idem; Valentin, idem; Borstell, idem.

Extrait de la Gazette de St. Pétersbourg du 22 Décembre.

Le maréchal-général Prince Kutusoff Smolensko a rendu la proclamation suivante, qui est datée du quartier-général de Molodetschno, le 8 Décembre:

Habitans du Grand-Duché de Lithuanie, et des Gouvernements de Grodno et Bialystock,

La dispersion de l'armée combinée est accomplie. Vous avez vu la marche et les progrès de ses innombrables bataillons. Vous voyez maintenant ses misérables restes fuyant devant une armée victorieuse. Dans ce jour solennel, où nous venons vous rendre l'ordre et la tranquillité, et replanter les aigles russes victorieuses dans ces provinces, qui ont souffert pendant quelque temps sous le joug de l'ennemi, rappelez-vous la sainteté de vos serments, songez à votre bien-être et à celui de vos enfants, souvenez-vous qu'un aggresseur qui n'a pu ni vous protéger ni tenir les fausses promesses qu'il vous avait faites uniquement pour vous détruire, vous aurait volontiers plongés tous dans un abîme de maux, pour pouvoir se sauver lui-même et quelques-uns de ses associés, par la fuite. Quand bien même de fausses notions ou une erreur momentanée auraient égaré quelques-uns d'entre vous, leur conduite future peut encore réparer leurs torts; car l'indulgence de Sa Majesté Impériale, mon gracieux maître, est sans bornes; et quant à moi, qui suis pour jamais attaché par d'heureux liens à la province que j'ai ci-devant gouvernée, c'est pour moi une nouvelle vie que d'être désigné par la Providence pour être l'organe d'une aussi grande magnanimité. Montrez-vous dignes de la grâce qui vous est accordée, et vous assurerez une paix durable à vos familles. Vous verrez refleurir le commerce; ses sources taries depuis si long-temps sont déjà rouvertes; des débouchés pour vos productions sont de nouveau assurées. Vos provinces redeviendront le séjour du bonheur et de l'abondance. Vous avez vu une fausse grandeur s'évanouir devant la cause de la justice, que Dieu protége particulierement; vos concitoyens reviendront couronnés de la palme de la victoire. Montrez-vous dignes d'eux; vous pouvez encore faire quelque chose pour votre patrie et pour la cause de l'honneur. Quelle délicieuse destinée! Hâtez-vous de la remplir.

Extrait de la Gazette de Pétersbourg, du 1er Janvier, (nouveau style).

Wilna, le 17 Décembre.

Enfin le sort de notre ville est heureusement décidé.

En moins d'une demi-année ce second changement est survenu dans notre situation ; et nous voyons actuellement la différence entre les deux gouvernements,—celui des Russes, qui est bienfaisant, et celui des Français, qui est violent et oppresseur. Mais quelle est aujourd'hui la véritable condition de ces derniers ? Avec quel orgueil et quelle arrogance Ils sont venus ici ! A présent, changés en spectres livides et tremblants, ils fuient au désespoir, jetant leurs armes et tous les trésors qu'ils avaient amassés par le pillage. Grâce au tout puissant et gloire à la brave armée russe ! Aujourd'hui, à deux heures après-midi, les gardes sont entrés en cette ville, sous le commandement de Son Altesse Impériale le Czarewitch et Grand-Duc. Ils ont défilé, au son de la musique, devant le commandant-en-chef des armées, le maréchal-général prince Golenitscheff Kutusoff de Smolensko : de joyeux hourras ont retenti de toute part ; le concours du peuple était immense, et le plaisir et la satisfaction les plus sinceres étaient peints sur tous les visages. Quelques milliers de prisonniers ont été amenés ici en ce jour. Le soir, l'opéra intitulé *Dobery Pan* (le Seigneur Bienfaisant) a été joué. La fin de la piece, que le commandant-en-chef a honorée de sa présence, a éte distinguée par un témoignage de la reconnaissance des habitants de cette ville, envers l'illustre héros qui les a délivrés de l'ennemi. Il a paru, sur le théâtre, un transparent sur lequel on voyait le portrait du maréchal vainqueur, et l'inscription : "Au Libérateur de son Pays ;" au-dessus était une aigle tenant un écriteau sur lequel était le nom de l'Empereur Alexandre. Des couplets, qui ont été chantés en cette occasion, ont été couverts des plus vifs applaudissements.

Moscow, le 21 *Décembre.*—Le nombre des habitants qui sont de retour ici, augmente chaque jour. Quelques maisons sont déjà presqu'entierement réparées, et tous les lieux susceptibles d'être habités, sont occupés. Le commerce et les manufactures renaissent avec une rapidité incroyable ; 2500 boutiques sont déjà construites, et le marché est fréquenté tous les jours par un nombre prodigieux de vendeurs et d'acheteurs.

Le 13 de ce mois, S. Em. Augustin Evêque de Dmitrow et Vicaire de cette métropole, a consacré à la protection et à l'intercession de la Vierge Marie la petite église de la cathédrale, où sont les reliques de Wassilji, et tout le faubourg de Kitay. An commencement de cette procession reli-

gieuse, il a été fait une priere sur la place des exécutions publiques, d'où elle est allée audit faubourg. Le concours du peuple en cette occasion était extraordinaire. Il a été fait des processions, conformément aux ordres de l'Empereur, pour la purification de toutes les églises de la ville.

Toula, le 14 *Décembre.*—On amene sans cesse ici des détachements de prisonniers français. On leur fournit de bons habillements, et quelques-uns ont conservé des effets et de l'argent, ce qui offre une preuve frappante de l'humanité et du désintéressement de leurs vainqueurs.

Woronesh, le 22 *Décembre.*—Il a passé ici, il y a quelques jours, un détachement de prisonniers de guerre français, parmi lesquels étaient plusieurs officiers d'état-major et autres, allant de Kursk à Saratow. Ces prisonniers, qui sont seulement couverts de guenilles et sans souliers, reçoivent ici des habillements chauds et des chaussures pour se préserver du froid actuel. Il est digne de remarque que quelques-uns d'eux ne voulaient pas d'abord accepter ce bienfait, le regardant comme de mauvais augure pour eux, leur commandant, à leur entrée en Russie, leur ayant fait croire que les Russes envoyaient tous leurs prisonniers en Sibérie, pour y être employés aux travaux publics. Mais étant convaincus, depuis, que cela était faux, et qu'au contraire on les envoyait dans des lieux où ils étaient certains d'être nourris et entretenus aussi bien que possible, ils reçoivent ces présents avec plaisir et reconnaissance.

(Gazette de Pétersbourg, du 25 *Décembre.)*

Riga, le 22 *Décembre.*—Noue apprenons, par des lettres très-particulieres, que la nouvelle de la retraite de Napoléon et de sa fuite précipitée de la Russie s'est répandue promptement dans toute l'Allemagne, et a fait naître dans tous les cœurs l'espoir de voir bientôt le terme des malheurs de l'Europe. On nous mande qu'à Vienne plusieurs habitants ont, de leur propre mouvement, illuminé leurs maisons, pour célébrer les succès des armes Russes.

Tous les journaux français ont été remplis de détails multipliés sur les grands préparatifs qui se faisaient partout depuis le commencement de Novembre, pour célébrer l'anniversaire du couronnement de Napoléon. Mais il a lui-même célébré ce jour (le 2 Décembre) d'une maniere bien opposée à son usage; il l'a passé dans l'agitation, l'inquié-

tude et le désespoir—fuyant d'un lieu à un autre, sous des costumes divers, qui n'étaient pas des habits de fête, afin de se dérober à la poursuite de ses ennemis.

Wilna, le 22 Décembre—Nous avons eu aujourd'hui le plaisir de voir arriver dans notre ville Sa Majesté l'Empereur Alexandre. Tous les habitants sont allés au-devant de lui pour le voir et le féliciter.

Le 24 Décembre.—Sa Majesté Impériale, à son arrivée en cette ville, a nommé le feld-maréchal-général prince de Kutusoff Smolensko, Chevalier de premiere classe et Grand Croix de l'Ordre Militaire de St. George le Martyr, et le précurseur de la victoire.

L'Empereur a été reçu à 70 verstes de cette ville, au village de Michialischek, par l'inspecteur de la poste de campagne, Doliwa Dobrowlskij; et à la derniere poste, au village de Jaswa, par le colonel Tschernosubow, avec un régiment de Cosaques, au bruit des joyeuses acclamations d'un grand nombre de personnes accourues de toute part, et qui l'ont accompagné jusqu'ici. A la même station, la congrégation juive de Wilna a eu aussi le bonheur de complimenter Sa Majesté et de lui offrir du pain et du sel, en s'écriant " Vive le Grand Monarque, Alexandre 1er!"

En entrant dans cette ville, S. M. a été reçue par le Major-général Stawrokow et le lieutenant-général Oertel, et elle a reçu, dans le palais du feld-maréchal, tous les officiers-généraux. Le soir, la ville a été illuminée.

Ce matin de bonne heure, comme c'était l'anniversaire de la naissance de S. M., elle a bien voulu se rendre à la parade des gardes; et à son retour au palais, elle a reçu les félicitations des officiers civils et militaires. Lorsque S. M. est allée à l'église, pour entendre la sainte liturgie, la corporation de cette ville était rangée devant le palais, avec son drapeau, et quand le drapeau a salué, de vifs hourras se sont fait entendre. Dans ce jour solennel, S. M. a dîné chez le feld-maréchal-général, avec qui elle a daigné passer la soirée. Lorsque le canon s'est fait entendre pendant le dîner, de joyeuses acclamations et des hurras se sont mêlés au bruit de l'artillerie. Les habitants s'embrassaient comme aux saintes fêtes de Pâques, et se félicitaient.

Le soir la fête s'est terminée par des illuminations.

Au théâtre, avant la fin de la piece, il a paru un portrait transparent de Sa Majesté, devant lequel le peuple a

exprimé, par des chants solennels, sa joie et sa reconnaissance de l'heureuse délivrance de ce pays.

Posen, le 26 Décembre.—Dans la nuit du 16 au 17 Décembre, après l'arrivée d'un courier, il fut annoncé que quatre corps de troupes françaises venaient à Königsberg, Marienbourg, Marienwerder et Thorn; lesquels, suivant ce que disait le Comte Daru, consistaient en 25,000 hommes chacun, et pour lesquels à chaque poste, 5000 rations et 25,000 portions étaient commandées. En même temps, les effets militaires qu'on transportait de Königsberg à Graudentz arriverent ici, et l'on fit tous les préparatifs nécessaires pour recevoir des troupes, qui, nous dit-on, " allaient prendre une autre position, et quitter les Etats du Roi de Prusse." Ces nouvelles étaient datées de Stallapshen, le 14 de ce mois; mais le 17, à 10 heures, il arriva un courier apportant la nouvelle qu'il y avait eu une affaire à Kowno, le 13, dans laquelle les restes de l'armée, dont l'arrivée en cette ville avait été annoncée, avaient été battus; que les magasins de Kowno avaient été brûlés; qu'en conséquence du manque de vivres et du froid seulement, l'armée s'était dispersée, et ne voulait plus obéir à aucun ordre. Ces nouvelles ont été confirmées le 18, par un voyageur venant de l'armée, qui a passé ici. Bassano est arrivé seul à Königsberg, sur un traîneau; et chaque jour il passe ici des généraux, des aides-de-camp et des officiers fuyards, montés sur des chevaux de poste. Le dernier corps de cavalerie, composé d'officiers, dans la retraite, et qui consistait en 600 cavaliers, n'a, dit-on, existé que deux jours; et à présent les gardes seuls restent rassemblés. En conséquence, les troupes annoncées ne viendront pas ici, et nous craignons que le principal corps prussien ne soit entouré, vu qu'il n'a reçu l'ordre de se retirer que le 10 de ce mois. Il circule plusieurs bruits exagérés, savoir que Victor a capitulé, avec 24,000 hommes; et que le Roi de Naples est arrivé seul à Tilsit à cheval, et qu'il a empêché qu'on ne mît le feu à la ville. Nos chevaux Lithuaniens arriveront dans quatre jours, ainsi que nos dépôts de cavalerie, qui sont dans la Prusse Orientale. On parle aussi d'une proclamation que l'armée victorieuse apporte avec elle et distribue.

La disette d'eau a été si grande au quartier-général, qu'on y a fait filtrer le meilleur vin de Bordeaux jusqu'à ce qu'il eût perdu son goût et sa couleur, et ressemblât à l'eau la plus limpide.

Constantin est allé au milieu des diverses légions de Cosaques, et il a non-seulement confirmé, mais encore étendu leurs priviléges, en sorte que plusieurs d'entr'eux seront admis à siéger et à voter dans le sénat. En retour, cette nation a accordé une nouvelle levée de 40,000 hommes, qui seront complétement équipés. Dombrowsky, blessé, est dans sa terre, près d'ici. Poniatowski a été blessé au genou, par la chûte de son cheval, qui a été tué sous lui. Des chevaux de poste sont toujours tenus prêts pour lui ; il faut qu'il se sauve. Parmi les fuyards qui ont passé ici *incognito*, on a reconnu Berthier, Duroc, Lefevre, Murat, et l'Archevêque de Malines (l'Abbé de Pradt). Le départ de ce dernier de Varsovie a été le signal d'une fuite générale. Tous les trésors sont ici, et le Conseil d'Etat y arrivera la semaine prochaine.

L'armée française est aujourd'hui totalement dispersée ou détruite. Les soldats ont été abandonnés par leurs officiers, qui n'ont cherché qu'à se mettre en sûreté. Il a passé dernierement ici 150 traîneaux chargés de selles et 150 hommes, restant d'une division de cavalerie, qui doivent recevoir des chevaux en Silésie. La perte de l'armée alliée jusqu'à ce jour est estimée à 1165 canons, toute la cavalerie, tous les bagages, et 300,000 hommes.

Extrait d'une Lettre de Setzen, en Courlande, datée du 17 de Décembre.

Il a passé ici avant-hier un régiment polonais, qui est le dernier de ceux qui ont infesté ce voisinage. Accablé de froid et de fatigue, il a pris ses quartiers pour la nuit dans les environs de Setzen. Un bataillon entier, de 700 hommes, a couché dans une grande étable, où il a fait du feu, sans aucune espèce de précaution. Pendant que tous les soldats dormaient, le feu a continué de brûler,—il s'est communiqué au bâtiment,—et suivant le rapport de quelques-uns de ces soldats mêmes, 400 de leurs camarades ont été les victimes de cet incendie. Le lendemain il en restait 70, qui vivaient encore, mais ils étaient brûlés à un tel point qu'ils ont tous expiré dans la journée.

LE LOGOGRAPHE,

OU

Le Moniteur Secret.

No. XLIX.

" Son empire est détruit si l'homme est reconnu."

La derniere Vision de Buonaparté, *telle qu'il l'a racontée à son Confident* Duroc.

J'avais reçu mes conseillers d'état, mes sénateurs, enfin toute la canaille qui me flatte parce que je l'habille, la décore et la nourris ; j'avais revu l'Impératrice et embrassé le Roi de Rome ; enfin, après des terreurs continuelles, des fatigues inouies, je me trouvais au sein de mon palais, dans ce même lit où si long-temps j'avais été bercé des rêves de l'ambition et de la puissance, et que quelques mois auparavant j'avais quitté pour aller, à la tête de quatre cent mille hommes, châtier un souverain rebelle à ma volonté. Dans quelle situation, hélas! je revoyais ces témoins muets de ma splendeur passée et de ma misere actuelle! Duroc! la souffrance m'a amolli, et j'ai pleuré en songeant à ce contraste. Si je n'eusse été retenu par les regards observateurs de ceux qui m'entouraient, je me serais jeté à genoux sur le parquet, j'aurais embrassé jusqu'aux meubles les plus vils, j'aurais poussé des cris de joie, enfin, je me serais livré à toutes les extravagances d'un homme qui, prêt à subir le dernier supplice, non-seulement reçoit le bienfait de la vie,

mais est rendu à tous les honneurs de la société, à toutes les jouissances de la fortune. Me reconnaissez-vous, Duroc, dans ces dispositions d'un esprit faible et d'un caractere dompté ? Reconnaissez-vous votre Empereur dans ces lâches transports et cette allégresse enfantine ? Duroc, les inconcevables souffrances de l'esprit et du corps que votre Empereur vient d'essuyer, ont brisé son énergie, il est devenu craintif, superstitieux, et plus que jamais il attache beaucoup d'importance aux songes qui tourmentent ses nuits. Ecoutez celui que j'ai fait pendant le sommeil de vingt-quatre heures qui, la nuit même de mon retour aux Tuileries, est venu réparer mes forces épuisées, et me remettre un peu de mes longues insomnies. Je me trouvais tout à coup dans une espece de chaos : d'innombrables colonnes de feu dont les extrémités se perdaient dans une obscurité profonde, et assujéties à un mouvement de rotation très-rapide m'entouraient de toutes parts, et semblaient se perdre en roulant les unes sur les autres dans un horizon sans fin. Ce spectacle me retraçait ce que j'ai lu, dans quelques poëtes, des apprêts de la création primitive. Je croyais me trouver au foyer de la chaleur élémentaire. Bientôt j'entendis un bruit moins distinct que la foudre, mais qui, dans ses éclats sourds et solennels, embrassait un espace immense. Les sensations qu'il me causait n'étaient nullement pénibles, j'étais, au contraire, pénétré de cette attente qui prépare l'homme à des spectacles surnaturels, aux incidents les plus extraordinaires. Bientôt l'obscurité se dissipa, et les colonnes devenues immobiles, ne présenterent, dans l'enceinte incommensurable qu'elles formaient, et dans leurs proportions gigantesques, un tableau dont la magnificence ne peut ni se concevoir ni se décrire. Eh ! que sont mes arcs de triomphe auprès de ces grands effets produits par une puissance supérieure ?

Tout prit bientôt une forme distincte, mais si différente de ce qui frappe nos regards sur la terre, qu'il m'est impossible de décrire ce qui s'offrit alors aux miens. Je crus voir les ministres secondaires de l'intelligence suprême occupés à réunir divers éléments pour en composer un tout qui paraissait comme un point noir dans l'océan de lumiere qui m'environnait. Je n'entendais aucuns sons ; un vaste silence régnait dans cette immensité, mais une langue surnaturelle, sans articulations comme sans expressions positives, imprima dans mon esprit les phrases suivantes : " Les flammes de la vengeance céleste éparses jusqu'à ce jour, sont comprimées dans un tout, et tu es ce tout." Je vis le point noir se détacher du centre de la voûte de feu : une métamorphose extraordinaire venait de s'opérer en moi; je me vis successivement dans un berceau, battu par ma nourrice que j'égratignais ; ensuite dans un collége, maudit par mes camarades que mon humeur sauvage aliénait de moi ; enfin, conduisant avec une corde un aveugle qui demandait l'aumône. Je parcourus ainsi diverses parties de la France, exposé aux caprices, aux fureurs de celui dont j'étais le guide et de qui je dépendais tellement, que chaque fois que je voulais ou méconnaître ses volontés ou échapper à sa puissance, il devinait mes intentions et m'infligeait une correction sévere, au point que je n'osais pas même penser à sortir de mon esclavage, et que je devançais en tout ses moindres désirs. Nous arrivâmes enfin à Paris, toujours en mendiant, et je m'étais tellement habitué à la servitude, que soit que les traitements de mon maître fussent moins durs, soit que la certitude de ne pouvoir échapper à sa puissance eût entierement subjugué mon esprit, je commençais à me plaire dans cette vie misérable et vagabonde. A peine fûmes-nous dans la capitale, que l'aveugle et moi prîmes poste à l'entrée des Tuileries. Les aumônes étaient peu abondantes :

les refus des passants, surtout des hommes qui sortaient du palais, étaient accompagnés de termes insultants, et quoique mon maître partageât avec moi les produits de nos quêtes avec une touchante égalité, j'étais loin d'avoir de quoi appaiser ma faim. " Maître, j'ai faim," lui dis-je un jour; " je dépéris ; dans quelques jours, je serai hors d'état de continuer mes services : mes genoux chancellent, mes yeux s'affaiblissent : permets-moi de chercher un autre maître, ou de te conduire dans une autre place. Je m'attendais que, conformément à son habitude, il punirait mes plaintes par des coups, et ma proposition par un jeûne encore plus dur: bien loin de là, il me répondit d'un ton doux: " Mon fils, n'ajoute pas la douleur de tes plaintes à celle de mes privations ; je sais que tu souffres ; mais tu es jeune: tu as dans ton âge et dans ton caractere, si tu sais exercer la force de l'un et de l'autre, de quoi supporter plus long-temps la faim, la fatigue et les déboires que moi, qui suis vieux, infirme et prêt à mourir. Dans peu mon trépas t'affranchira.... ." En ce moment sa voix s'affaiblit, et il murmura dans mon oreille ses derniers vœux avec ses dernieres volontés. " Nous allons nous quitter," me dit-il ; " retourne, demain, aux avenues de ce palais que nous avons si souvent et si misérablement visitées ; ne t'y arrête point : entre avec confiance dans cet ancien séjour des rois, la fortune et ton audace feront le reste. Mon enfant, quels que soient tes succès, quel que soit l'étonnement qu'ils exciteront, (je ne dirai pas l'admiration, car ils coûteront bien du sang et des larmes aux mortels) ; ne te laisse pas enivrer par eux. Tu me retrouveras, peut-être ; mais désire de ne me revoir jamais, car je ne t'apparaîtrai que dans les temps de ta misere, et d'une misere peut-être irréparable, parce qu'elle sera le résultat des fautes les plus extravagantes. Tu peux rendre aux humains la paix

et le bonheur ; tu peux tenir le premier rang parmi tous les êtres de la création, mais si une funeste ambition t'égare, si tu vas au-delà du rôle qui te sera tracé par ta position, si tu veux franchir les bornes du possible, si, pour mettre le globe en harmonie avec des projets gigantesques, insensés, exécrables, tu veux changer l'ordre établi partout, songe, mon fils, qu'il n'y a qu'une main toute-puissante qui puisse produire une si grande commotion, et que la tienne se brisera en l'essayant, et que tu tomberas misérablement dans cette entreprise insensée." Je promis tout ce que le mourant me demandait ; je le croyais dans le délire, et je perdis de vue tous ses avis. Je fus quelque temps sans me présenter aux avenues du palais. Un jour, j'errais près de là, malheureux et presque mourant de faim, n'ayant eu pour ressource, depuis la mort de mon maître, que les tristes lambeaux qu'il avait laissés après lui ; tout à coup, une femme éclatante de parure et de beauté, me sourit, à moi, presque couvert des haillons de la misere, et m'invite à la suivre. Je n'ai jamais vu de mouvements plus aëriens, de démarche plus légere, de taille plus semblable à ces arbres flexibles qu'agite le moindre souffle du zéphyre ; sa physionomie n'était pas très-réguliere, mais la grâce, plus aimable que la beauté, était répandue sur tous ses traits. Toutes les nuances du caprice et de cette versatilité qui caractérise éminemment les femmes, se remarquaient dans celle-là. Comment se défendre de l'attrait puissant qu'elle exerçait sur moi ? Je la suivis avec ravissement ; elle monta les degrés du palais avec la majesté d'une déesse et la légéreté d'une nymphe, et m'ouvrant les portes d'un salon, elle me prit brusquement par le bras et me jeta avec violence au milieu d'une assemblée nombreuse qui rompit tout à coup le morne silence dans lequel elle semblait plongée, et m'accueillit des plus vives acclamations. Je ne sais pas distinctement ce

qui s'est passé ensuite, mais il ne m'a laissé que l'impression d'un long rêve produit en partie par l'ivresse. En m'éveillant, ou plutôt en croyant m'éveiller, je me trouvais dans le plus déplorable état de nudité, étendu sur la neige, et prêt à expirer de misere et de froid. Une voix cassée, que je reconnus pour être celle de l'aveugle dont plusieurs années auparavant j'avais été l'esclave, me dit :

" Napoléon, ouvre les yeux que la mort allait fermer, souleve ta tête qui bientôt allait perdre la pensée, porte la main sur ton cœur qui déjà ne palpitait plus, compare cet état de détresse affreuse dans lequel tu te trouves, uniquement par ta faute, aux destinées que je t'ai promises, et qui eussent été à jamais accomplies si tu avais compris ton rôle, si la plus insensée, la plus coupable ambition ne t'avait égaré. Où est maintenant ta puissance ? Quel allait être le dénoûment de tant de rêves d'orgueil, de tant de guerres sanglantes ? Une mort, une mort misérable. Ton cadavre confondu avec ceux des innombrables victimes que tu as sacrifiées dans cette derniere campagne, attestait cette égalité dans laquelle l'homme le plus puissant comme le plus redoutable, rentre lorsqu'il s'écarte de l'ordre des possibles. Il est alors brisé par ces lois immuables qu'il a voulu détruire ou déplacer, et il n'offre plus que le tableau des miseres attachées à la vie humaine, et des punitions qui atteignent inévitablement ceux qui se croient d'une nature supérieure au reste des mortels, parce qu'ils les gouvernent ou les subjuguent. Vois, vois, l'avilissement dans lequel tu es tombé, et qui est encore plus profond que ta misere ; vois cet homme étendu à côté de toi, dont tu as fait le compagnon de ta fuite, auquel tu as confié le soin de ton salut, le mot assassin est écrit en lettres de feu sur son front ; rien ne peut l'en effacer."

En effet, Duroc, je jetai en ce moment les yeux sur Caulaincourt, et je vis sur son visage pâle et dé-

figuré le signe terrible que Cain portait sans doute après son fratricide ; jamais aspect plus hideux n'a frappé mes regards."

" Jamais", continua la voix du vieillard " tu n'aurais revu cette belle France que tu as couverte de larmes et de deuil, si une puissance supérieure ne m'avait envoyé près de toi. Profite des instants qui te sont encore accordés par une fortune plus constante et plus favorable qu'aucune qui ait encore présidé aux destinées d'un mortel ; profites de ta miraculeuse délivrance pour faire autant de bien que tu as fait de mal et pour rétablir le bonheur de la France et le repos de l'Europe sur les seules bases qui puissent rendre l'un et l'autre durables."

Ici mon sauveur garda le silence ; je retrouvai la parole pour lui témoigner ma reconnaissance, et j'allais m'épuiser en promesses que je croyais sincères lorsqu'il me dit : " Tu ne me dois ni reconnaissance ni protestations, ce n'est pas à moi que doivent s'adresser tes actions de grâces, mais vers ce Dieu que tu as outragé, méconnu, dont tu as défié la colère et dont tu provoqueras la justice si tu ne profites pas des instans qu'il te laisse pour devenir aussi juste, sage et modéré que tu as été emporté, vindicatif, ambitieux et sanguinaire."

La voix se tut et comme je cherchais des yeux le vieillard aveugle et décrépit tel que celui dont j'avais autrefois été le guide, je vis un cosaque robuste debout sur l'extrémité du traîneau et conduisant avec une rare dextérité un cheval agile et vigoureux. Je cherchais en vain à démêler les traits de mon infatigable conducteur ; sa figure m'échappait chaque fois que je croyais la saisir. Seul il pourvoyait à tous mes besoins, mais après m'avoir fait remettre tout ce qui pouvait calmer ma faim, ma soif, prévenir le froid, par les paysans dont nous rencontrions les huttes éparses sur notre route, il s'élançait avec rapidité sur le faible bran-

card qui lui servait d'appui et nous partions comme l'éclair. Il se transforma successivement en Juif polonais, en paysan saxon, etc. changeant son costume chaque fois que nous avions un pays nouveau à traverser. Comme il ne parlait jamais, qu'il ne répondait rien à mes nombreuses questions, j'eus le temps de réfléchir à ses dernieres paroles et au rapport quelles avaient avec ma position.

Je me sentis d'étranges velléités, je fus assailli de pensées bien extraordinaires, et, vous le dirai-je Duroc, pour la premiere fois depuis que j'ai joué un rôle dans le monde, l'image des Bourbons s'est présentée à moi, sans me causer de ces transports de rage que leur nom seul a toujours excités en moi. Je pensai un instant que leur rétablissement dans l'intégrité de leurs droits était le seul moyen de faire cesser la crise actuelle et de détourner l'anathême qui pese sur ma tête. Je passais en revue toutes les catastrophes qui avaient été la suite de leur expulsion, et je n'y voyais d'autre remede que leur rappel. Une voix secrette me disait que c'était là la véritable gloire, qu'il y avait plus de grandeur d'âme à refuser le pouvoir suprême qu'à l'exercer même dans toute sa splendeur et sa plénitude quand on n'y a pas des droits légitimes. Je me bâtissais déjà une retraite honorable, je me voyais au milieu des loisirs les plus doux comme les plus glorieux, entouré de plus de bénédictions que je n'ai provoqué sur moi d'imprécations; je m'entendais appeler le juste, le grand, le bienfaisant.

Que sais-je? je me berçai un instant de toutes les fades illusions auxquelles se laissent prendre les âmes communes. Mais à mesure que j'avançais vers la France, je les repoussais avec dégoût, et elles étaient entierement effacées de mon esprit lorsque je me trouvai sur la rive du Rhin.

En ce moment mon conducteur disparut, et je me trouvai en face d'un géant formidable qui, me

saisissant d'un bras irrésistible, me lança sur l'autre rive, en me disant : " Puisque ton cœur est sans remords et ton âme sans élévation, vas, monstre, recevoir ton supplice dans cette France qui ne supportera plus ton joug depuis que ta folie t'a dépouillé des prestiges qui le rendaient redoutable et imposant."

Je m'éveillai, croyant avoir fait une chûte immense, mais je vis mes appartements étincelant d'or, mon lit de pourpre, je retrouvai le souvenir, la sécurité, et je me rendormis ; mais ce fut pour tomber dans l'obsession d'un rêve affreux, épouvantable, rempli des plus sinistres présages dont demain je vous donnerai les détails.

(Le Rêve au Numéro prochain.)

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Exemplum flagitii singulare, rex exercitûs sui desertor, filiorumque pater proditor! Interim in Africâ, post fugam regis, milites pactione cum hostibus factâ, interfectis Agathoclis liberis, Carthaginiensibus se tradidere.

JUSTIN, ch. 22.

C'était ainsi que s'exprimait il y a dix-huit cents ans un auteur gaulois, sur un tyran d'une isle de la Méditerranée, qui avait, quelques centaines d'années auparavant, déserté son armée, en abandonnant jusqu'à son propre fils. Cet auteur de l'antiquité regardait alors un pareil crime comme unique dans son espece. Cependant il nous dit quelques lignes plus haut que c'était la seconde fois que le même tyran commettait la même infâmie, puisqu'il nous apprend qu'avant de se rendre aux Carthaginois, après cette désertion, ses soldats se plaignaient hautement que c'était la seconde fois qu'ils avaient été ainsi abandonnés par leur chef, qui

dans l'une et l'autre occasion, avait préféré sa sûreté personnelle à celle des siens.

Quod ubi milites cognovere, haud secus quam si ab hoste capti essent, trepidavere. Bis se a rege suo in mediis hostibus relictos esse, proclamantes; salutemque suam desertam ab eo esse; quorum ne sepultura quidem relinquenda fuerit.

Il nous était réservé de voir de nos jours ce double exemple d'un forfait aussi extraordinaire renouvellé dans la personne d'un autre tyran d'une isle de la Méditerranée, bien plus vil encore qu'Agathocle son prédécesseur, et l'on observera avec une nouvelle surprise que dans cette dernière occasion, le tyran Corse a donné à un brigand, pour se sauver avec lui, la préférence sur *son fils adoptif*, Eugene Beauharnois, tandis qu'il se sauvait à-peu-près à la manière d'un Arlequin ou d'un intrus pris en flagrant délit, c'est-à-dire, en *sautant par une croisée.*

Au défaut de bulletins officiels russes, qui nous manquent pour ce numéro-ci, nous donnons tout ce que nous avons pu recueillir de lettres, soit originales, soit traduites, sur les derniers moments de cette campagne, que nous regardons aujourd'hui comme complétement terminée, et cela par une raison très-simple : c'est que

Les combats ont fini faute de combattants.

Nous continuerons de recueillir tous ces matériaux qui seront un jour si intéressants pour l'histoire.

Aujourd'hui, c'est à l'Europe à remplacer la Russie; c'est à l'Allemagne, à la Hollande, à la Suisse, à l'Italie, à savoir se débarrasser des conscrits, des bataillons de garnison, des cohortes de gardes nationales, des gendarmes, des douaniers, des vieillards, des enfants armés, du premier, du

second, du troisieme *ban* que les grands farceurs de la grande nation dénomment eux-mêmes, par dérision, les *ban*boches, les *ban*dits et les *ban*croches : c'est, disons-nous, à tous les peuples à secouer un joug aussi honteux et non moins ruineux qu'humiliant.

Nous appellons l'attention de nos lecteurs sur les belles proclamations de l'Empereur Alexandre et du Prince de Smolensk à Wilna. Elles sont claires et précises ; elles n'admettent point d'équivoque. Elles réclament la légitimité, les anciens gouvernements ; elles s'adressent d'abord aux gouvernements eux-mêmes, et si ces gouvernements continuent à être stupides ou stupéfiés comme par le passé, c'est aux peuples à qui l'on dit cette fois-ci : *surge et ambula.*

Déjà l'Angleterre a accédé à l'appel de son auguste allié, si toutefois cet appel n'a pas été concerté entre les deux puissances. Ambassadeurs, généraux, argent, munitions de guerre, tout s'embarque, tout part, tout est parti.

Le général Hope, le colonel Low, sont partis pour la Baltique. Le premier va auprès de la régence future de Prusse, ainsi que nous l'avons dit : le second porte à l'ambassadeur britannique à Pétersbourg les 200,000 livres sterling que le Parlement a votées pour les malheureux russes. Des généraux prussiens, des généraux autrichiens, partent avec des proclamations, des brevets, des lettres de crédit, des moyens britanniques de toute espece. Le duc de Brunswick-Oels part aussi pour réclamer une seconde fois à main armée l'héritage de ses peres ; il est suivi de 20 mille fusils.

Nous croyons pouvoir assurer (la peur de compromettre n'est plus de saison), que les souverains d'Autriche et de Prusse entrent de cœur et d'âme dans la nouvelle coalition. Nous croyons savoir,

nous croyons pouvoir certifier, que le malheureux prince que sa destinée a fait naître roi de Prusse sans le faire naître général, vient de s'entourer de ses gardes, à la suite des scenes qui ont eu lieu au théâtre de Berlin, qu'il leur a fait distribuer lui-même des munitions, et qu'il a répondu avec fermeté à l'ambassadeur français qui lui demandait au nom de son maître trente mille nouveaux auxiliaires, que si Buonaparté avait besoin de ce nombre de troupes, il pouvait aisément se les procurer en retirant celles qu'il entretient dans les forteresses prussiennes, au mépris des traités qui ont été accomplis de la part de la Prusse, le jour où elle a payé le dernier des 120 millions auxquels elle avait été imposée. La détermination de l'Autriche est encore enveloppée d'un nuage : mais lorsque l'on songe à la fierté de cette cour, même à son ambition antique que les désastres n'ont point éteinte, au besoin qu'elle a de ports pour le débouché de ses denrées, à la possession de cette superbe Italie dont elle ne dévorera jamais la perte, à la nomination qu'elle vient de faire du comte de Stadion pour aller auprès de l'Empereur Alexandre, de ce même comte de Stadion que Buonaparté avait tant eu à cœur autrefois d'éloigner des affaires de l'Autriche ; lorsque l'on sait qu'elle a fait remplacer à l'armée de Galicie le plat prince de Schwartzenberg par le brave et loyal Bellegarde, et qu'elle a fait venir le prince de Stahremberg à Vienne ; lorsque l'on ajoutera à toutes ces circonstances, qu'elle a positivement refusé au comte Otto de s'interférer pour réprimer l'enthousiasme que le public de Vienne a fait éclater à l'instar de celui de Berlin, à la représentation de trois pieces portant des titres analogues aux circonstances actuelles—alors, certes alors, il est bien permis de croire que les 120 mille hommes dont elle vient d'ordonner la mise en mouvement, ne seront pas

employés par elle à maintenir Eugene Napoléon *notre fils adoptif*, dans la possession des Etats de l'Archiduc Ferdinand, la Princesse Bachiocchi dans la capitale des Medicis, et dans le capitole des Césars, notre *fils naturel* le roi de Rome, auquel les Parisiens témoignent déjà leur respect en l'appellant *le petit caca dauphin.*

Espérons donc : mais en même temps qu'il nous soit permis d'exprimer notre impatience d'entendre enfin retentir depuis les rochers de la Laponie jusqu'aux colonnes d'Hercules, le nom sauveur et sacré des Bourbons, sans lequel on ne fera jamais que de l'amphigouri et du galimathias politique, quoiqu'en dient Samuel Whitbread, M. P. et James Perry, Esq.

Que fait pourtant le grand homme aux Thuilleries ? Il n'a plus moyen de faire peur aux autres, et cependant il cherche encore à les effrayer ! et il réussit peut-être à épouvanter Bade et Wurtemberg, et à y faire convoquer l'arriere-ban comme en Pologne ! Il se montre au spectacle où les papiers disent qu'on a donné à ce nouveau Thersite une représentation d'Hector ;* il est allé à pied voir les travaux de la fontaine monumentale de l'Eléphant de bronze, qu'on fait avec les canons pris à Friedland, † et cela sans doute dans la crainte de ne la jamais voir finie ; il barbouille des notes ridicules pour le Moniteur, ne pouvant plus faire de bulletins extravagants de la grande armée ; il voit arriver tous les matins un nouveau spectre échappé du Nord, et la

---

* Entre Achille et Napoléon
Connaissez-vous la différence ?
L'un autrefois périt par son talon,
Par son talon l'autre sauva sa panse.

† La Russie peut maintenant faire faire, si elle le veut, une fontaine monumentale d'une Baleine, avec une très-petite partie des canons quelle a pris à son tour au vainqueur de Friedland.

vue de ces revenants successifs doit produire sur lui la même sensation que la fantasmagorie des rois d'Ecosse dans la tragédie de Macbeth; aussi dit-on qu'il vient de rendre un décret qui condamne à mort tout soldat et officier revenant de l'armée de Russie. Il cherche à dissimuler autant qu'il le peut l'extinction totale de ces 400,000 victimes, si affreusement sacrifiées dans trois mois; il défend les cris et les appels les plus innocents au spectacle; il emprisonne, il arrête plus que de coutume: tout cela ne l'empêche pas d'avoir des transes mortelles; la triste vérité perce, Paris se met insensiblement tout en deuil. Les héritiers d'une multitude de familles ne sont plus. La vengeance est au fond de tous les cœurs. Il ordonne qu'on brûle les papiers anglais à leur arrivée sur la côte, parce qu'ils lui annoncent des désastres dont il ne se soucie pas que ses traducteurs même aient connaissance. Il est bien naturel qu'il redoute la lecture de ces papiers anglais. Il peut y voir chaque jour tracés en traits de feu, ses arrêts de mort; il y verrait avec quel empressement on la desire partout; il y verrait avec horreur les avantages que la providence semble l'avoir condamné à faire à la maison de Bourbon pour le chasser d'un trône qu'il aurait pu garder. Il pourrait surtout y lire cette sublime invocation que tout Londres admirait avant-hier dans une des colonnes énergiques du *Times**, et que nous tâcherons de lui rendre intelligible par la faible traduction suivante:

Heureux qui le premier, d'un trait bien élancé,
Epuisera le sang de cette affreuse engeance;
Et pourra du monde lassé
Assouvir ainsi la vengeance!

---

* Felix illa manus, talem qui prima cruorem
Hauserit, et pressi pœnam libraverit orbis!

COUPLETS

Chantés à une Assemblée de Français royalistes, réunis le 25 Janvier chez M. le Comte de Montsoreau, pour célébrer l'Anniversaire de Monseigneur le Duc de BERRY.

(On avait joué dans cette soirée les deux petites comédies de la Gageure imprévue et de l'Impromptu de Campagne, et l'opéra du Calife de Bagdad. A la fin de cette derniere piece on chanta les couplets qui suivent immédiatement. Les trois autres chansons furent chantées au souper qui suivit ces représentations. L'assemblée était honorée de la présence de Mgr. le duc de Berry et de Mgr. le duc de Bourbon. La dignité, la décence, la gaieté et surtout la loyauté française qui présiderent à cette réunion, en rappelant un temps qui a cessé momentanément d'exister, offraient le présage le plus heureux de la nouvelle époque qui s'apprête à naître.)

AIR : *de la Marche de Roland,*

LE CALIFE.

Noble rejetton de ces rois,
Dont l'ardent et pieux courage
De Mahomet sut autrefois
Ebranler le vaste héritage,
En ce jour un calife heureux
De perdre à vos pieds sa puissance,
Répete ici le cri des preux :
Vive le Roi ! Vive la France !

YÉMALDIN.

Peut-être aux échos du Jourdain,
Parlant un jour de sa patrie,
Un Troubadour dans le refrein
Que chantait sa voix attendrie,
Unissant les accords touchants
Du regret et de l'espérance,
Fit répéter aux musulmans
Vive le Roi ! Vivé la France !

ZÉTULBÉ.

Temps fameux d'amour et d'honneur,
Où les chevaliers et les belles,
Sans reproche comme sans peur,
Ne craignaient pas les infidèles !
Revenez avec les Bourbons
Jours de valeur et de constance,
A ce cri que nous répétons:
Vive le Roi ! Vive la France !

ZEMAIDE.

Si l'esclavage des saints lieux
Chers à leur fervente prouesse,
Jadis des français généreux
Excita l'ardeur vengeresse,
Qu'enfin chez leurs fils égarés
La vertu guidant la vaillance,
Se réveille à ces mots sacrés :
Vive le Roi ! Vive la France !

LE CHEF DU CORTÉGE.

Ah ! jusqu'en des climats lointains
Qu'ils ne portent plus le carnage !
Le ciel a mis entre leurs mains,
L'unique prix du vrai courage.
Que l'Europe à leur bras vengeur
Devant bientôt sa délivrance,
Réponde à ce cri de bonheur :
Vive le Roi ! Vive la France !

Par le Comte JULES de PRADELLES.

RÉCIT LAMENTABLE

De la Déconfiture d'un Nouveau Charlemagne, sur les Voyelles a, é, i, o, u.

AIR : *Dans le fleuve d'oubli, biribi.*

Où va ce capitaine
Monté sur son dada ? a, a, a,
Il court tout d'un haleine
Gagner la Douina ; a, a, a.
Quoique l'on en puisse dire,
Malgré tous nos badauds,
Du héros,
Je veux rire, je veux rire, je veux rire.

Régner seul sur la terre,
Ma foi, c'est bien sensé ; é, é, é.
Mais gare en sa carriere
Que l'on ne soit pincé ; é, é, é.
Quoique l'on, etc.

Déjà dans sa folie,
Lui-même est ébahi, i, i i.
Qu'au cœur de la Russie,
L'hyver on soit transi. i, i, i.
Quoique l'on, etc.

Bientôt de sa fourrure
Il fait un domino, o, o, o :
Et de peur d'aventure
Se sauve incognito ; o, o, o.
Quoique l'on, etc.

On juge, à son passage,
Comment il fut reçu, u, u, u.
Tous rendent témoignage
Qu'il a partout vaincu. u, u, u.
Quoique l'on, etc.

Vous qui formez peut-être
Un projet aussi fou, ou, ou, ou.
Croyez-en votre maître,
N'allez pas à Moscou. ou, ou, ou.
Dans ce redoutable empire,
Entouré de fléaux,
Le héros,
Borne à vivre, borne à vivre, borne à vivre.

Par un Magistrat.

AIR : *dans les Gardes Françaises.*

Mais quittons ce langage ;
De nos Français souffrants
L'épouvantable image
Vient glacer tous nos sens,
O nos amis ! nos frères !
O malheureux guerriers,
Hélas ! de vos misères
Nous souffrons les premiers.

Quel charme vous attache
A des drapeaux bâtards ?
Le lys pur et sans tache
Vaut l'aigle des Césars.
Si vous voulez m'en croire,
Transigeons sur nos droits.
Prenez toute la gloire,
Mais rendez-nous nos rois.

Qu'avant que de descendre
Au séjour de Pluton,

Je puisse encore entendre
Résonner ce doux nom.
Par le titre de frere
Si nous sommes unis
C'est en n'ayant qu'un pere;
Et ce pere est Louis.

Par le même.

LE TROUBADOUR.

Fidele au vœu que renfermait son cœur,
Un Troubadour qui s'exilait de France,
En cheminant au sentier de l'honneur,
Ainsi chantait sa plus chere espérance.

Pays d'amour, de force et de beauté,
Charmant rivage où j'ai reçu la vie,
Puissé-je un jour encore avec fierté
Te redonner le doux nom de patrie!

Puisse le ciel après tant de malheurs,
Tant de fléaux dont tu fus la victime,
Te rendre enfin, pour essuyer tes pleurs,
De ton Henri la race magnanime!

Ah! c'est alors que sortant d'un long deuil,
Des fleurs de lys la tige tant chérie,
Rendue au sol dont elle était l'orgueil,
Redeviendra l'honneur de la patrie.

Aimables Francs, intrépides guerriers,
Si vous aimez des rois nés pour la gloire,
De vos Bourbons ah! comptez les lauriers
Et relisez les traits de leur histoire.

Ils furent tous fameux par leur valeur;
La gloire était leur passion chérie,
Mais plus encore ils portaient dans leur cœur
Le noble amour, l'amour de la patrie.

Lorsque Henri d'un pouvoir étranger
Par maint triomphe eût délivré la France,
Ce roi vainqueur aurait pu se venger,
Mais il ne sut qu'exercer la clémence.

Peuple Français, sous un corse asservi,
Saches briser cette chaîne étrangere,
Et souviens-toi que dans le sang d'Henri
La bonté fut toujours héréditaire.

Par le Comte de BOUILLÉ *de la Martinique, qu'il ne faut pas confondre avec le général de ce nom, ci-devant chef de l'état major de* Sebastiani *le Comte.*

On souscrit chez M. PELTIER, 7, Duke-Str, Portland Place.
De l'Imprimerie de Schulze et Dean, 13, Poland St. Oxford St.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLV.—*Le* 10 *Février*, 1813.

RAPPORT,

A Sa Majesté le Roi de Suede, par son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangeres, en date de Stockholm le 7 Janvier 1813.

[Publié par ordre de Sa Majesté.]

Sire,

Je viens remplir aujourd'hui les ordres que Votre Majesté m'a donnés de lui faire un rapport sur les relations politiques de la Suede avec la France depuis plus de deux ans.

Rien n'honore plus une nation, que la publicité que le gouvernement donne à ses actes diplomatiques, et rien n'est plus propre à consolider l'accord du monarque avec son peuple, que cette communication franche des secrets de la politique. Tout patriote trouvera, dans le compte que Votre Ma-

jesté m'a ordonné de lui rendre, une nouvelle preuve de l'estime de son souverain pour ses lumieres, et son amour pour la patrie. La nation verra dans les pieces qui sont annexées à cet exposé, et dont Votre Majesté a voulu qu'elle eût connaissance, la marche qu'a suivie le Gouvernement pendant la sanglante tragédie qui continue de dévaster l'Europe.

Les rapports de la Suede avec la Grande-Bretagne n'avaient pas encore, à la fin de Novembre, 1810, pris un caractere d'hostilité ouverte. Le commerce de la Suede, quoique limité dans son activité surtout par la paix de Paris, n'était pas entierement interrompu, grâces à la modération du Cabinet Anglais.

Les manifestations de malveillance de la part de la France, qui, dans le cours de 1810, menacerent souvent de devenir des prétentions sérieuses, parurent d'abord se borner au maintien sévere des principes du système continental dans la Poméranie ; mais elles se dirigerent ensuite ouvertement contre la Suede, et l'on porta l'exigence jusqu'à vouloir exclure les Américains de nos ports. Votre Majesté réussit nonobstant à en détourner les suites par sa modération et par sa persévérance.

Il était néanmoins à présumer que cette situation heureuse, en offrant à la Suede les moyens de réparer ses forces épuisées par une guerre destructive, ne pourrait pas continuer ainsi. L'Empereur Napoléon avait établi pour l'Europe subjuguée la regle péremptoire, qu'il ne reconnaissait pour amis que les ennemis de la Grande-Bretagne ; que la neutralité, autrefois le boulevard des états faibles dans la lutte des plus puissants, cessait maintenant d'avoir un sens sérieux ; et que toutes les combinaisons de la politique, tout sentiment de dignité devaient disparaître devant la toute-puissance des armes et d'une volonté indomptable.

Au commencement de Novembre 1810, et peu de jours avant la séparation des Etats du Royaume,

une dépêche de M. le Baron de Lagerbjelke arriva de Paris. Elle contenait les détails d'une conversation qu'il avait eue avec Sa Majesté l'Empereur des Français, et dont le résultat était que Votre Majesté aurait à choisir entre l'interruption de ses rapports avec la France et une déclaration de guerre formelle contre l'Angleterre. Le Ministre de France à Stockholm, M. le Baron Alquier, présenta une note dans le même sens, et exigea une réponse cathégorique dans l'espace de cinq jours, menaçant de quitter la Suede si le gouvernement n'obtempérait pas à la volonté de son maître.

Lorsque Votre Majesté dans un moment aussi urgent, fixa ses regards sur la position extérieure et intérieure du Royaume, Elle n'y trouva point de moyens pour prendre une décision libre. Les puissances du continent ne suivaient alors que l'impulsion de la France, et la saison éloignait tout espoir d'être assisté par l'Angleterre, au cas que le Royaume fût attaqué dans le cours de l'hiver. Le terme qui avait été fixé pour donner la réponse, ne laissa pas le temps nécessaire pour s'assurer des dispositions des Etats limitrophes, et les ressources du royaume, tant en argent qu'en moyens de défense, étaient tellement bornées, qu'on ne pouvait raisonnablement se flatter de garantir l'intégrité et la liberté de la Suede. Son Altesse Royale Mgr. le Prince Royal, pénétré de la nécessité de sauver l'état, fit taire ses affections et déclara solennellement: que Votre Majesté ne devait avoir aucun égard ni à sa position particuliere, ni à ses rapports passés, et qu'il exécuterait avec fidélité et avec zele ce qui lui serait enjoint par Votre Majesté, pour la gloire et le maintien de l'indépendance du Royaume.

Votre Majesté voulant conserver pour une époque plus opportune la ressource efficace renfermée dans la déclaration de S. A. R. le Prince Royal, regarda comme un devoir impérieux de céder, pour le moment, à l'orage; se flattant que l'Empereur

Napoléon ne voudrait pas tout d'un coup exposer les dernieres ressources de la Suede, en exigeant rigoureusement d'elle des hostilités ouvertes contre la Grande-Bretagne.

Cependant à peine la déclaration de guerre contre l'Angleterre fut-elle publiée et le commerce Suédois abandonné à la discrétion du Cabinet Britannique, que le Ministre de France commença à développer un plan, poursuivi sans interruption dans la suite, pour faire contracter à la Suede les mêmes obligations qui ont attiré tant de malheurs sur les Etats confédérés. On exigea d'abord un corps considérable de matelots pour équiper la flotte française à Brest, et consécutivement, des troupes Suédoises à la solde de la France; l'introduction en Suede du tarif de 50 pour cent sur les denrées coloniales; enfin l'établissement de douaniers Français à Gothembourg. Toutes ces demandes ayant été rejetées, soit par suite des lois du Royaume, soit en raison des intérêts de la nation, il en résulta que les dispositions du Gouvernement Français envers la Suede, ne tarderent pas à prendre un caractere hostile.

Peu de temps après son arrivée, M. le baron Alquier parla de la nécessité d'une alliance plus intime entre la Suede et la France, et quoiqu'on lui répondît d'une maniere polie, cette réponse n'eut aucun résultat. Il proposa ensuite une alliance entre la Suede, le Dannemarc et le grand Duché de Varsovie, sous la protection et la garantie de la France: cette proposition ayait pour objet de créer une confédération du Nord, semblable pour les obligations et pour le but, à celle qui a réuni les forces de l'Allemagne sous la domination Française. Mais Votre Majesté n'ayant pas jugé conforme à sa position ni à ses droits, de répondre affirmativement, on renouvela bientôt après l'ancienne proposition pour une alliance particuliere avec la France. Quoique M. le baron Alquier n'eût an-

noncé que verbalement le désir de l'Empereur son maître à cet égard, il exigea cependant une réponse par écrit, et regarda la difficulté de l'obtenir, comme une marque de l'indifférence du Gouvernement Suédois pour le système Français.

Votre Majesté pouvait sans doute exiger aussi, qu'on lui fit une communication plus ample, et surtout écrite, des véritables dispositions de l'Empereur Napoléon à l'égard de l'alliance projetée; et quoiqu'il fût à craindre qu'une réponse par écrit, exigée sur une ouverture faite verbalement, n'eût d'autre but que d'être montrée à St. Pétersbourg pour prouver que la Suede était en tout dépendante de la France, Votre Majesté résolut pourtant de fermer les yeux sur toutes ces considérations, et s'attacha à ne négliger aucun moyen, qui pourrait exciter l'intérêt de l'Empereur des Français pour la Suede; à cet effet une note fut remise au Ministre Alquier, dans laquelle Votre Majesté manifesta sa disposition d'établir des rapports plus intimes avec la France, dans l'espérance que les conditions seraient compatibles avec la dignité et le véritable intérêt de son Royaume.

M. le Baron Alquier déclara de suite, que cette réponse était insignifiante, que du reste elle portait le caractere d'une résolution déjà prise par Votre Majesté de rester indépendante de la politique continentale; et lorsque, pour pouvoir répondre plus amplement, on lui demanda ce que l'Empereur exigeait de la Suede, et ce que ce pays pouvait se promettre en dédommagement des nouveaux sacrifices qui pourraient être le résultat des prétentions de la France, ce Ministre se borna à la réponse remarquable "que l'Empereur exigeait d'abord des faits, con-" formes à son système, après quoi il était possible " qu'il fût question de ce que Sa Majesté Impériale " voudrait bien faire en faveur de la Suede."

Sur ces entrefaites la saison navigable arriva, et

avec elle la capture des bâtiments Suédois par les corsaires Français. Le Ministre de Votre Majesté à Paris demanda le redressement des torts faits au commerce suédois: des représentations furent adressées, dans le même but, au Ministre Alquier; ses réponses porterent l'empreinte du rôle de dictateur qu'il s'était proposé de jouer en Suede.

Votre Majesté dont la ferme résolution était de remplir fidelement les engagements qu'elle avait contractés, veillait, avec une attention non interrompue, à l'observation scrupuleuse des ordonnances publiées contre le commerce anglais. Cependant les journaux français insultaient périodiquement le gouvernement Suédois et étalaient, avec emphase, l'immensité du commerce de la Suede. La diminution considérable du revenu des douanes dans le cours de l'année 1811, atteste l'exagération et la fausseté de ces imputations.

Si le Gouvernement Anglais voyait d'un œil tranquille la situation de la Suede, et n'envisageait pas sa déclaration de guerre, comme un motif suffisant pour traiter hostilement le commerce Suédois; si cette tolérance facilitait quelque débit des immenses dépôts de fer du royaume, et par conséquent éloignait les suites funestes de la guerre, Votre Majesté ne devait cependant pas s'attendre que ce serait sur ces ménagements de l'Angleterre, que le Gouvernement Français établirait son système d'accusation contre la Suede: Votre Majesté avait au contraire, le droit d'espérer, que l'Empereur Napoléon verrait avec plaisir ce royaume traité avec ménagement par une puissance, qui avait tant de moyens de nuire à la Suede.

Toutefois les violence des corsaires français contre le pavillon suédois augmenterent journellement; le Ministre de Votre Majesté à Paris présenta dans les termes les plus convenables les pertes immenses qui en résultaient pour la nation: mais

loin d'obtenir la remise des vaisseaux capturés et une répression de ces abus pour l'avenir, les tribunaux des prises donnerent presque toujours gain de cause aux capteurs : à la vérité, dans quelques affaires le droit parut si évident aux tribunaux, que leurs sentences furent favorables aux Suédois ; mais le Gouvernement Français, qui s'était réservé le droit de valider ces décisions, n'en confirma jamais aucune en faveur de la Suede. Ainsi les corsaires, assurés de l'impunité, eurent le champ libre pour exercer leurs rapines. On ne se contenta point de condamner, comme bonne prise, les vaisseaux suédois, sous le prétexte qu'ils étaient pourvus de licences anglaises ou qu'ils auraient dû l'être ; de capturer dans le Sund les petits bâtiments de cabotage, chargés de comestibles et de produits des manufactures du pays ; d'arrêter ceux qui se trouvaient dans les ports allemands, où ils attendaient des cargaisons ; mais encore on traita les matelots suédois comme des prisonniers de guerre ; ils furent mis aux fers et ensuite envoyés dans les ports d'Anvers et de Toulon pour y servir sur les flottes françaises.

Des démêlés désagréables et presque journaliers eurent lieu, dans le cours de l'été de 1811, entre la Régence de la Poméranie et le Vice-Consul de France. Pour garantir cette province de l'arrivée de troupes françaises, une force militaire considérable y fut levée, sur la demande expresse de l'Empereur Napoléon et au grand détriment du pays ; et la plus scrupuleuse surveillance y était observée, à l'égard du commerce illicite de denrées coloniales. Malgré cette condescendance, il ne fut jamais possible de contenter les prétentions toujours croissantes du Vice-Consul Français. Une rixe qui eut lieu à Stralsund, entre l'équipage d'un corsaire français et quelques recrues de la landsturm, et dans laquelle il resta prouvé, que les Français avaient commencé par outrager et attaquer les sol-

dans pomeranienne, fut néanmoins regardée à Paris comme une infraction à la paix, et l'on exigea pour réparation que les soldats de Votre Majesté fussent punis de mort.

M. le Baron Alquier présenta, au mois de Juillet, une note officielle, dont le contenu et le style peu mesuré exigerent une réponse, qui lui rappelât le respect qu'il devait à la nation et les égards que se doivent réciproquement les souverains. M. Alquier prit sur lui de déclarer qu'il ne pouvait plus traiter avec moi; et demanda qu'un individu particulier fût nommé pour correspondre avec lui.

Dès-lors tous les rapports officiels avec M. le baron Alquier cesserent; néanmoins le langage du Duc de Bassano parut devoir amener quelques changements dans la politique de la France envers la Suede. Votre Majesté crut avec satisfaction en voir une preuve dans le rappel du ministre, rappel qui avait été formellement demandé; mais à peine la saison avait-elle éloigné la flotte anglaise de la Baltique, que les corsaires français renouvelerent leurs violences avec plus d'activité qu'auparavant. Votre Majesté se vit alors dans la nécessité de donner ordre à sa marine, d'arrêter les pirates qui généraient notre commerce de port à port, et qui auraient fait des prises suédoises. Plusieurs corsaires français qui insultaient nos côtes, furent chassés: un nommé le Mercure fut pris.

Votre Majesté affligée de voir ainsi maltraiter ses sujets et ruiner leur commerce, au sein de la paix la plus solennelle, ordonna qu'un courier fût de suite envoyé à Paris, avec un état bien détaillé de tous les dommages que le commerce suédois avait souffert; et la demande, d'une garantie pour l'avenir, contre les violences des corsaires, fut renouvelée. Le bâtiment le Mercure et son équipage furent mis à la disposition du Chargé d'Affaires de France à Stockholm.

Le Chargé d'Affaires de Votre Majesté à Paris exécuta ce qui lui avait été ordonné. Le Ministere de France donna l'espérance que les représentations de la Suede seraient écoutées, et que les griefs dont elle se plaignait seraient examinés avec une impartiale justice. Lorsque Votre Majesté se livrait à l'espérance consolante de voir enfin disparaître tous les motifs d'éloignement entre les deux Cours, par une explication loyale et généreuse du Gouvernement Français, Votre Majesté apprit que déjà dès le commencement de l'automne, le Prince d'Eckmuhl, commandant les troupes françaises dans le Nord de l'Allemagne, avait annoncé qu'il ferait entrer ces troupes dans la Poméranie et l'île de Rügen, aussitôt que les glaces le lui permettraient. Les instructions que le commandant Suédois avait reçues, garantissaient à Votre Majesté que ses troupes défendraient ses possessions Allemandes contre toute agression étrangere. Malheureusement l'astuce prévalut sur le devoir ; le courage des troupes suédoises fut paralysé par la faiblesse de leur chef, et la Poméranie fut envahie. Les événements qui depuis lors ont eu lieu dans cette province, ont été rendus publics, afin qu'on ne se méprît point sur la véritable nature de cette démarche extraordinaire, et sur l'air amical que la France affectait, pour détourner l'opinion qui devait résulter d'une entreprise aussi hasardée.

L'entrée des troupes françaises en Poméranie fut immédiatement suivie de l'arrestation des employés de Votre Majesté dans cette province. Ils furent conduits dans les prisons d'Hambourg. Là, on les menaça de la mort. On tâcha vainement de les obliger, par des promesses séductrices, à rompre leurs serments ; les dernieres ressources du pays furent épuisées par des contributions énormes ; on força, par des coups de canon, les bâtiments de Votre Majesté à rester dans les ports de la Pomé-

ranie, et on les arma de suite en course ; les emplois publics de la province furent occupés par des agents français, et finalement deux régiments suédois furent désarmés et envoyés en France comme prisonniers de guerre.

Pendant que ces hostilités s'exerçaient dans la Poméranie, on arrêtait les postes suédoises à Hambourg, et on y faisait des perquisitions secretes pour découvrir les sommes que les Suédois y possédaient. Le Chargé d'Affaires de Votre Majesté à Paris, privé de toute nouvelle de la Suede, eut bientôt, par la voie publique, la certitude de l'entrée des troupes françaises dans la Poméranie. Il présenta en conséquence une note au Duc de Bassano, pour obtenir des éclaircissements sur cette occupation. On lui demanda si c'était par ordre de sa Cour qu'il faisait cette représentation, et lorsqu'il eut déclaré, que dans une affaire de cette importance, il avait cru devoir prévenir les ordres du Roi son maître, le Duc de Bassano lui observa qu'il fallait les attendre, avant qu'il pût s'expliquer sur l'objet principal.

Dans cet état des choses, le premier soin de Votre Majesté devait être, de s'assurer des dispositions des puissances, dont l'influence était la plus intéressante pour la Suede, et de se préparer, par de nouvelles alliances, la plus grande sécurité pour l'avenir.

Le silence du Cabinet Français continua, et tout annonça une rupture prochaine entre cette puissance et la Russie. La saison s'approcha où les flottes Anglaises visiteraient de nouveau la Baltique, et il y avait tout lieu d'attendre que le ministere Britannique, en récompense des ménagements accordés au commerce Suédois, exigerait une conduite pacifique plus décidée de notre part. Votre Majesté se voyait par conséquent à la fois exposée au ressentiment de l'Empereur Napoléon ou aux hostilités de la Grande-Bretagne, et aux agressions de la Cour

de Russie. Le Dannemarc avait déjà pris une attitude menaçante.

L'état était livré aux destinées incertaines de l'avenir ; des traités faibles et déjà rompus étaient la garantie de son existence. Le nom glorieux de S. A. R. le Prince Royal releva le courage national, et les Suédois se rappellerent qu'après avoir défendu leur liberté sur leurs rivages, ils avaient su les franchir pour poursuivre la tyrannie. Ainsi l'amour de l'indépendance sauva la patrie du précipice où l'on était prêt à l'ensevelir.

Votre Majesté, convaincue du danger qu'il y avait à se laisser entraîner par la marche précipitée des événements, jugea qu'il était temps de se rapprocher du Cabinet Anglais et de s'ouvrir à celui de Russie avec une noble franchise. Votre Majesté vit avec plaisir le Marquis de Wellesley, alors ministre des affaires étrangeres, disposé à accueillir ses propositions, et pénétré, à cette époque, des dangers imminents que courait l'Europe. Quelque temps après Elle conclut à Orebro un traité de paix avec l'Angleterre, avantageux aux deux pays ; et les relations d'amitié et de bon voisinage furent resserrées avec la Russie, par un nouveau pacte, dont l'exécution doit mettre la Suede à l'abri de toutes les commotions de la politique continentale.

Votre Majesté regardait l'ignorance où l'Empereur des Français laissait la Suede, comme une volonté de l'entraîner despotiquement dans son système continental, dont elle se trouvait naturellement détachée par la prise de la Poméranie. Votre Majesté avait en outre un exemple frappant par le sort que subissait une puissance de l'Allemagne, amie de la Suede, qui après avoir été très-long-temps laissée dans l'incertitude, si ses offres de contracter une alliance seraient acceptées, fut tout-à-coup cernée par des armées Françaises et se vit contrainte de se livrer à la discrétion de l'Empereur.

Depuis la réunion du pays d'Oldenbourg à l'Empire Français, on sût avec certitude que des différends, tant à cet égard que relativement au système continental, avaient eu lieu entre les cours de France et de Russie, et que les préparatifs de guerre qui se faisaient des deux côtés, pouvaient facilement conduire à des hostilités ouvertes. Cependant la France n'avait pas encore témoigné à Votre Majesté le moindre désir ni fait aucune ouverture, tendante à engager la Suede à une guerre contre la Russie.

Maintenant que les rapports du royaume devaient être regardés comme rompus par l'occupation de la Poméranie, la proposition suivante fut faite, non pas officiellement, mais par une voie non moins sûre, de la part de l'Empereur Napoléon :

Après avoir fait un long exposé des déviations, souvent répétées de la Suede, d'une observation sévere des principes du système continental, déviations qui, disait-on, avaient à la fin forcé l'Empereur de faire entrer ses troupes en Poméranie, sans cependant l'occuper, Sa Majesté exige :

" Qu'une nouvelle déclaration de guerre se fasse contre l'Angleterre ; que toute communication avec des croiseurs anglais soit séverement défendue; que les rivages du Sund soient pourvus de batteries, la flotte équippée et le canon tiré contre les bâtiments anglais.

" Qu'en outre, la Suede mette sur pied une armée de 30 à 40 mille hommes pour attaquer la Russie, au moment où les hostilités commenceront entre cette puissance et l'Empire Français.

" Pour dédommager la Suede, l'Empereur lui promet la restitution de la Finlande.

" Sa Majesté Impériale s'oblige, en outre, d'acheter pour vingt millions de francs de denrées coloniales, à condition que le payement ne s'effectuera qu'après que les marchandises auront été déchargées à Dantzig ou à Lübeck.

"Finalement, Sa Majesté Impériale permettra, que la Suede puisse participer à tous les droits et avantages, dont jouissent les Etats de la Confédération du Rhin."

Votre Majesté fixa d'abord son attention sur la différence immense qui existait, entre les sacrifices exigés et le dédommagement que le royaume pouvait s'en promettre. Elle ne se dissimula point qu'un état de guerre active avec la Russie, dont la suite nécessaire serait des hostilités ouvertes avec la Grande-Bretagne, surpasserait les forces et les ressources de la Suede; que la présence d'une flotte Anglaise dans la Baltique pourrait enchaîner, pendant l'été, les opérations Snédoises, et que d'ailleurs il n'existait aucun grief contre la Russie depuis le traité avec elle; qu'en attendant, nos côtes et nos ports seraient abandonnés à la vengeance de l'Angleterre; qu'une complete stagnation du commerce et un cabotage interrompu occasionneraient une misere publique; que le besoin pressant où allait se trouver la Suede de se pourvoir de bled, exigerait impérieusement des rapports pacifiques tant avec la Russie qu'avec l'Angleterre; que la fin subite de la guerre entre la France et la Russie laisserait infailliblement la Suede sans aucune augmentation de territoire, surtout si l'armée Suédoise, par l'effet de la guerre avec l'Angleterre, était mise hors d'état de s'éloigner de ses parages; que d'ailleurs ces preparatifs et une année de guerre demanderaient une dépense de douze à quinze millions de rixdalers. Une foule d'autres considérations déterminerent Votre Majesté à n'avoir égard qu'au bonheur de ses sujets et à la prospérité de son Royaume, et pour cet effet Votre Majesté ouvrit ses ports aux pavillons de toutes les nations.

Les tentatives de la France pour engager la Suede dans une guerre ouverte contre l'Angleterre et la Russie, ne se bornerent point à celles dont je viens de faire mention. Le ministre d'Autriche à la

Cour de Votre Majesté reçut de l'ambassadeur d'Autriche à Paris, M. le Prince de Schwarzenberg, un courier, avec la nouvelle d'une alliance conclue à Paris, le 14 Mars passé, entre la France et cette puissance. M. le Prince de Schwarzenberg chargea le Ministre de sa Cour à Stockholm d'employer toute son influence, en communiquant cette nouvelle au ministere de Votre Majesté, pour faire participer la Suede à la guerre contre la Russie. Votre Majesté répondit à cette proposition, comme elle l'avait fait à la précédente, en déclarant qu'elle voulait conserver la tranquillité de son Royaume et qu'elle acceptait la médiation de LL. MM. les Empereurs d'Autriche et de Russie, pour tout ce qui avait rapport à l'invasion injuste de la Poméranie: qu'en outre Votre Majesté offrait, si cela convenait à l'Empereur Napoléon, d'écrire à la Cour Impériale de Russie, pour tâcher de prévenir l'effusion du sang, jusqu'à ce que des plénipotentiaires Suédois, Russes, Français et Autrichiens pussent se réunir, afin d'arranger les différends survenus.

Les événements ayant prouvé que ces offres n'avaient pas été accueillies par l'Empereur des Français, Votre Majesté dut regarder comme un devoir sacré de mettre son Royaume en état de défense, et elle y employa une partie des ressources que ses fideles Etats du Royaume avaient mises à sa disposition, pour faire respecter et maintenir l'indépendance nationale.

La longue expérience des temps passés et la force des exemples du présent, ont sanctionné les mesures de prudence que Votre Majesté a prises pour la sûreté et l'intégrité de ses Etats.

On s'était déjà adressé au Chargé d'Affaires de France, M. de Cabre, pour lui demander une explication sur la ptise de la Poméranie. Il était invité à déclarer s'il résidait à Stockholm comme agent d'une puissance amie ou ennemie. Plu-

sieurs mois s'étant écoulés sans réponse, et des intrigues ténébreuses et peu conformes au droit des nations ayant eu lieu, Mr. de Cabre a été renvoyé.

Dans un moment où toutes les puissances qui entourent la Suede ont porté leurs forces militaires à un point jusqu'ici sans exemple, Votre Majesté a aussi été obligée de se soumettre à l'impérieuse nécessité du temps ; et n'ayant en vue que la prospérité et le bonheur de la Suede, elle a préparé les moyens qui peuvent la mettre en état de compter essentiellement sur ses propres forces et sur celles des gouvernements ses amis. Si, pour atteindre ce but, des sacrifices sont nécessaires, les bons Suédois s'empresseront de seconder Votre Majesté, car ils furent toujours le ferme soutien des monarques qui firent respecter leur liberté.

Une ancienne habitude a long-temps porté la Suede à considérer la France comme son allié naturel ; cette opinion des temps passés, ces impressions reçues, agissaient d'une maniere puissante sur l'esprit de Votre Majesté, fortifié par le penchant du Prince Royal pour son ancienne patrie, pendant toujours subordonné dans son cœur, à ses devoirs envers la Suede. Mais lorsque la France a voulu interdire à la Suede presqu'insulaire, le droit de parcourir les mers qui l'entourent et de sillonner les flots qui baignent ses rivages, le Gouvernement a dû défendre les droits et les intérêts de la nation, pour échapper à la situation des puissances qui, par leur soumission à la France, se trouvent maintenant sans vaisseaux, sans commerce et sans finances. L'alliance de la France, en exigeant d'abord la perte de l'indépendance, conduit par degrés à tous les sacrifices qui anéantissent la prospérité d'un état. Pour devenir son allié, il faut n'avoir aucune relation avec l'Angleterre, remplacer les revenus des douanes et les profits du commerce par des impôts toujours croissants, afin de soutenir les guerres

dans lesquelles sa politique capricieuse l'a entraînée depuis huit ans. Si la Suede s'était soumise aux volontés de la France, on aurait vu des Suédois en Espagne, comme on y voit des Allemands, des Italiens et des Polonais. On les aurait vus même en Turquie, si l'Empereur Napoléon avait vaincu l'Empereur Alexandre.

Si, pour assurer les destinées de la Suede, en lui procurant sûreté pour le présent et garantie pour l'avenir, Votre Majesté est forcée de mettre ses armées en mouvement, ce ne sera point dans l'intention de conquérir des provinces, inutiles à la prospérité de la presqu'île Scandinave. L'indépendance de cette presqu'île est l'objet constant des soins de Votre Majesté, et aucun sacrifice ne doit coûter aux Suédois pour obtenir ce grand et important résultat. Votre Majesté a repoussé le traité avilissant qu'on a voulu lui faire souscrire; elle s'est mis au-dessus d'une politique humble et versatile; et elle n'a pas craint d'en appeler au courage, à la loyauté, au patriotisme et à l'honneur national. Votre Majesté a bien jugé les Suédois, et sa récompense est dans la confiance absolue qu'ils ont mise dans sa sagesse.

Depuis long-temps le vaisseau de l'état, naviguant sur une mer orageuse et battue par la tempête, était près de faire naufrage; Votre Majesté en habile pilote, en saisit le gouvernail, et secondé par son fils chéri elle a eu le bonheur, malgré les écueils dont sa route a été semée, de l'amener au port. Je présente cette image pour éclairer à l'avenir les personnes qui, toujours inquietes sur leur sort futur, s'allarment à l'avis du moindre contre-temps, et s'imaginent n'être lancées sur cette terre, que pour y jouir paisiblement de toutes les commodités de la vie. Votre Majesté a promis la liberté aux Suédois; elle leur tiendra parole. La chaumiere du pauvre comme le palais du riche jouiront de ce

bienfait inappréciable. L'autorité arbitraire ne pourra jamais y pénétrer, et de nuit comme de jour, la loi en garantira l'enceinte. Fiers de tous leurs droits, unis à leur Souverain, les Suédois marcheront à la rencontre de leurs ennemis. Le souvenir de leurs illustres ayeux et la justice de leur cause seront la garantie de leurs succès.

C'est avec le plus profond respect que je suis,

Sire

De Votre Majesté,

le très-humble, très-obéissant et dévoué

serviteur et sujet,

LAURENT D'ENGESTRÖM.

Stockholm, le 7 Janvier, 1813.

ESSAI

SUR LA SITUATION ACTUELLE DU CONTINENT DE L'EUROPE.

Stocholm, Décembre, 1813.

Il ne reste que peu de jours d'une année qui deviendra aussi fameuse dans l'histoire par ce qu'elle a préparé que par ce qu'elle a accompli, et par son influence sur la forme des états et sur les destinées des peuples. Avant que cet année mémorable ait achevé son cours, jetons un regard attentif sur des pays dont les habitants, privés du bonheur que nous possédons, ont droit à notre compassion; partageons avec l'humanité souffrante, l'espérance qu'au bout d'une nouvelle année, ces millions qui gémissent maintenant dans l'esclavage et la misere, se trouveront rendus au repos et à la liberté.

C'est en vain que le Régent de Portugal avait cherché à conserver la paix promise, en payant annuellement à la France des millions de ducats. Il épuisa ses trésors sans rien obtenir qu'un sursis au malheureux sort qui devait tomber sur tous les états indépendants de l'Europe. Le gouvernement fut obligé de se transporter dans une autre partie du monde : une armée française envahit le pays ; les propriétés de l'état, les biens des particuliers, les richesses des églises et des couvents furent mises en réquisition. Un valeureux allié fit ce que le peuple portugais n'avait pu exécuter seul ; l'ennemi fut vaincu et chassé : Wellington devint à double titre le bienfaiteur de la nation. On vit alors ce que peut opérer un grand exemple. Le militaire portu-

gais n'existait plus que de nom ; il s'est réveillé pour remplir sa noble destination. La discipline, le patriotisme et le courage distinguent maintenant ces troupes, et leur pays natal reconnaît en eux avec joie et orgueuil, les dignes fils des antiques Lusitaniens. Un but grand et universel l'emporte dans leur âme sur une ancienne haine : les guerriers du Portugal sont revenus sincerement d'un préjugé émané des temps de ténebres ; ils ne croyent plus que deux nations doivent être ennemies, parce qu'elles sont limitrophes ; ils sont devenus les fideles alliés des Espagnols dans la sainte cause de l'indépendance, dans la lutte pour la liberté de l'Espagne ; ainsi les deux peuples qui habitent la grande Péninsule, lorsqu'un jour l'ordre et la paix seront rétablis sur le globe, trouveront dans leur union un gage de leur force et de leur félicité mutuelle.

La guerre que l'Espagne a soutenue durant plusieurs années, dans des circonstances si différentes et souvent si malheureuses, la fermeté que ses habitants ont montrée dans l'oppression et les revers, ont réveillé la compassion et l'admiration de l'Europe. L'Espagnol, amolli par son éducation et par l'influence du climat, mais plein de courage et jaloux de l'honneur de son nom et de la conservation de ses foyers, a mérité par le grand exemple qu'il a donné, d'éternelles actions de grâce de la part de toute nation menacée d'un joug étranger. Oubliant des discordes passées, abjurant la haine dont elles avaient été suivies, il embrasse dans ses libérateurs amis retrouvés, et la reconnaissance maintiendra jusques dans les siecles futurs le pacte qu'il a conclu avec ses freres d'armes de la Grande-Bretagne. Les Espagnols, sous la conduite de l'habile capitaine, à la sagesse duquel leur gouvernement a confié leurs forces nationales, voyent approcher avec confiance le moment de la délivrance de la patrie ; mais cette délivrance est achetée cher ; mille sanglants

sacrifices en sont le prix; de longues années et les soins infatigables d'un gouvernement sage, sont nécessaires pour faire disparaître les traces de tous les maux par lesquels l'ennemi, tantôt victorieux, tantôt fugitif, a signalé sa présence.

La postérité, qui juge impartialement les souverains et les événements, dira que le dominateur de la France a fait, dans sa tentative pour asservir l'Espagne, une des plus grandes fautes qui jamais ayent été commises en politique. L'Espagne, par la soumission et la faiblesse de son gouvernement, était une véritable vassale de la France. Le gouvernement français commandait à sa force militaire et aux richesses qu'elle tirait de l'Inde. Mais il voulait conquérir une nation dont il ne connaissait point le caractère. Il n'est pas permis de juger d'une nation d'après quelques individus peu dignes d'estime, car une nation est toujours respectable. Portons nos regards plus loin : après que l'ardeur des conquêtes eut conduit les pas des Français jusqu'aux colonnes d'Hercule, cette soif insatiable les entraîna jusqu'aux rives du Dnieper; ses bords furent témoins des défaites qui se renouvelèrent peut-être entre le Niemen et la Vistule.

La simplicité de mœurs et la frugalité ne garantissent point de l'avidité d'un conquérant, et les Suisses, qui avaient obtenus leur liberté par de si glorieux combats et des sacrifices si héroïques, durent se courber aussi sous la violence triomphante. Le mot de liberté est encore tracé en caractères d'or sur leurs chaînes; il est permis à leur patrie de conserver son nom; mais grâces au conquérant du monde, tout le reste de l'ancienne existence de la Suisse ne se retrouve plus que dans les idylles. Les besoins et la misère accablent l'ouvrier laborieux; la corruption a pénétré dans ces vallées autrefois séjour de l'innocence; les soucis et la crainte sont connus maintenant sur ces Alpes dont l'air pur n'é-

tait respiré que par l'homme de la nature ; ce noble enthousiasme que réveillait autrefois le nom révéré de Tell, s'est changé en de muets reproches, et le voyageur qui compare l'état actuel de la Suisse à ce qu'elle était il y a vingt ans, croit lire un conte de l'antiquité et se réveiller d'un rêve idéal pour une triste réalité.

En vain l'étranger cherche sous le beau ciel de l'Italie, ce pays jadis heureux qui réunissait aux richesses de la nature celles des arts et du commerce, et qui malgré les vices et la faiblesse de ses différens gouvernemens, malgré la corruption et l'influence du clergé, était le séjour du chant et de la joie. Il n'y trouvera plus les chefs-d'œuvre qui produisaient des impressions si profondes et si sacrées en rappelant les grands souvenirs des héros de l'antiquité. Ces ports, où le commerce rassemblait les richesses du Levant et les voyageurs de toutes les nations, sont maintenant délaissés. La moisson est cueillie sans allégresse, la grappe est pressée sans espoir, l'improvisateur se tait, et l'on n'entend plus la joyeuse barcarole. L'influence bienfaisante d'un doux climat aurait pu déjà, depuis que la guerre a été éloignée de l'Italie, effacer le souvenir des souffrances passées, et ramener l'humeur du peuple à sa gaîté naturelle ; mais l'habitant ne peut se confier à la paix rendue à ses champs ; ses fils en état de porter les armes en sont exclus ; des décrets arbitraires et inflexibles les condamnent à un état de guerre perpétuel, et la meilleure part des fruits que le père a recueillis par son travail et ses peines, lui est enlevée pour une cause étrangère à son bonheur et à sa patrie.

La Turquie même, ce pays stationnaire, qui ne demande qu'à maintenir ses vieilles coutumes et ses anciennes limites, la Turquie est ébranlée par le tremblement de la terre européenne. Le gouvernement français a engagé le divan à déclarer

la guerre à la Russie, et malgré tous les efforts de la politique la plus rusée, de celle qui tendant toujours à un même but, a réalisé la fable de la boîte de Pandore, le Grand Seigneur a signé la paix avec la Russie dès qu'il s'est assuré que ce même cabinet qui, pour prix de la continuation des hostilités, lui promettait protection et succès, avait proposé en secret le partage de ses états. La Porte Ottomane jouit de la paix dans ses provinces européennes; elle a su reconnaître ses véritables intérêts, mais les suites de la guerre qu'on lui a fait entreprendre, se font ressentir dans les campagnes et dans les villes; la faim et la misere les désolent encore, et la peste dévore des milliers de victimes.

La France, en égarant l'opinion par des fables de toute espece, s'est servie d'une arme plus redoutable que ses nombreuses armées. Elle s'était fait passer pour invincible aux yeux de l'Europe épouvantée, mais la marche sur Moscou et ses suites ont fait évanouir ce prestige. La vérité s'est frayée un passage à travers tous les esprits, et ce nom d'invincibles n'appartient plus aux aigles avec lesquels la victoire semblait avoir juré une alliance. Les guerres de la France, depuis long-temps n'avaient plus pour objet la conservation de ses propres droits, ni la sûreté de ses frontieres; elles n'avaient plus qu'un seul but que tout œil impartial pouvait apercevoir: l'asservissement de l'Europe. Mais au milieu de toutes ces victoires remportées aux dépens de l'humanité, pendant la célébration de ces triomphes achetés par tant de sang, quelle a été, quelle est encore la vraie situation de la France elle-même? Les contributions privent les particuliers de la jouissance de leurs biens, sans suffire à beaucoup près aux besoins insatiables de l'Etat; elles réduisent à la pauvreté celui qui vivait de son revenu; à la faim et à la misere celui qui existait par son travail. Une grande partie des

productions qui ne sont point destinées à l'entretien et aux besoins des armées, ne trouvent point de débit : le commerce et la circulation s'arrêtent; on manque de bras pour les métiers, car dans la plupart des provinces il ne reste que des vieillards et des femmes. Partout ailleurs, le pere se réjouit de voir son fils approcher de l'adolescence ; sous l'empire du gouvernement français, ce moment est le plus redouté de tous, car c'est celui qui doit arracher l'enfant à ses parents pour le livrer à des guerres sans terme, puisque la conquête du monde en est l'objet. Des guerriers mutilés errent sur le sol de la patrie, tristes restes des armées que l'ambition a prodiguées sans regrets ; le vétéran éprouvé et le jeune homme sans expérience ont la même perspective : l'un et l'autre, pour prix des sacrifices qu'ils ont faits ou qu'ils feront, trouveront leur tombeau sous un ciel étranger.

Parmi tous les abus de l'antique constitution *Germanique*, la prospérité se soutenait, le soin et le travail étaient récompensés par l'aisance, et la paix faisait bientôt disparaître jusqu'aux moindres traces de la guerre. L'ancienne forme de gouvernement est détruite; les Princes de l'Allemagne, soumis au vasselage, ont épuisé les propriétés de leurs sujets pour subvenir aux divers impôts qu'une ingénieuse tyrannie leur demande ; l'industrie a perdu son aiguillon et ses forces, la misere et la dévastation se sont répandues sur des champs jadis cultivés par d'heureux agriculteurs ; de dures conscriptions arrachent au vieux pere appauvri le dernier appui de sa vieillesse : on n'entend plus que des soupirs et des plaintes sur ces rives où rétentissaient autrefois les chansons joyeuses des habitants des campagnes. Ces antiques forêts qui semblent n'avoir échappé à la hache que pour être témoins de l'avilissement du sol qui les porte, servent d'asyle à plus d'un fidele fils de la Germanie qui veut échapper au joug étranger, in-

voquer le nom d'Arminius et faire des vœux pour un libérateur—il n'en saurait trouver depuis longtemps dans sa nation opprimée. Mais qu'il ne désespere pas, celui qui n'a pas encore plié les genoux devant la fortune et la puissance, ces idoles du lâche; qu'il porte encore dans son cœur le pur sentiment des saints droits de la patrie! L'espérance, autrefois la derniere consolation de l'individu malheureux, est devenue celle des nations entieres. Livrez-vous à ces pressentiments, âmes généreuses! mais recelez-en soigneusement l'image, jusqu'à l'heure où le ciel bienfaisant saura vous désigner un libérateur.

La paix qui suivit la malheureuse campagne de 1806, avait obligé la Prusse à payer 120 millions à la France; cette dette pesante était à la fin acquitée, mais c'est en vain qu'on redemanda les forteresses qui en étaient le gage. Tous ces sacrifices semblaient donner droit à jouir de quelque repos. Le courage des Espagnols et l'assistance vigoureuse de l'Angleterre, arrêtant les succès des armées Françaises dans la Péninsule, retarderent l'envahissement de l'Europe, et furent sansdoute le seul obstacle à la réunion des états Prussiens au grand empire. Un sursis leur fut accordé, mais il ne fut pas de longue durée. Tout le pays ressentit bientôt les effets de la présence d'un impérieux allié; les guerriers de la Prusse furent forcés de combattre pour une cause dont le succès ne devait qu'aggraver le poids de leurs fers, ils répandirent pour la cause de leurs oppresseurs, le sang qu'il ne leur était plus permis de verser pour défendre leurs foyers et venger les injustices commises contre eux-mêmes.

Les pertes du Dannemarc, suites du système dans lequel il persévere, sont aussi nuisibles que manifestes. L'anéantissement de son commerce a tari les sources de sa prospérité. Ses billets de banque n'avaient aucune véritable hypotheque, aussi dès que les bénéfices du commerce n'existerent plus,

la confiance générale fut détruite ; les especes métalliques sont disparues de la circulation, le papier-monnoie ne vaut plus que la vingtieme partie de la somme qu'il doit représenter ; tous les prix haussent à proportion : l'entretien de l'armée et les prétentions de la puissance alliée, augmentent les besoins de l'Etat et des particuliers ; les classes de citoyens auxquelles la situation politique du pays a fait perdre leurs occupations accoutumées, ont peine à se procurer les simples besoins de la vie. C'est probablement aussi à la guerre d'Espagne que le Danemarc doit rendre grâce, de ce qu'il n'a point été, sinon en entier, du moins en partie, réuni au grand empire ; car c'est là le sort que le grand allié destine d'ordinaire à ceux qui l'ont bien servi. Il est facile de se convaincre que si le Danemarc avait adopté un autre système, son commerce l'aurait soutenu, et du moins il aurait joui de la prospérité insulaire, la seule qui reste encore au monde.

L'Empereur Alexandre, jugeant son nouvel allié par son propre cœur, signa le traité de Tilsit, dont les conditions devaient, à ce qu'il pensait, lier les intérêts de son empire à ceux du continent, et dont l'effet devait être la paix générale ; telle était du moins la cause prétendue des guerres et des violences dont le monde a souffert depuis si long-temps. L'Europe a vu avec justice, le peuple russe avec reconnaissance, tout ce qu'Alexandre a fait pour conserver la paix à ses états. Mais le bien de ses sujets exigeait la libre jouissance des droits que la paix avait reconnus, et que la France ne voulait plus accorder ; la France qui se proposait d'accaparer pour elle seule tout le profit du commerce continental, ne souffrait pas que les ports de la Russie s'ouvrissent à des navires neutres. Ferme dans sa résolution de ne point souscrire à une condescendance qui aurait offensé la dignité de sa couronne, et détruit la prospérité de son peuple,

l'Empereur s'arma pour la défense de sa juste cause; L'armée Française entra sur le territoire de la Russie, toujours en déclarant que c'était les Russes qui commençaient la guerre ; c'est ainsi qu'on a vu cet allié d'une nouvelle espece s'emparer de la Poméranie Suédoise, en assurant qu'il voulait vivre en paix avec la Suede. L'Empereur de Russie, revêtu de la puissance la plus illimitée que jamais un Souverain ait possédée, en a trouvé le contrepoids dans les sentiments de son propre cœur, en a tempéré l'exercice par les principes que lui ont enseignés les sages les plus éclairés du siecle dernier ; c'était seulement pour conserver à son pays son indépendance qu'il pouvait exposer ses sujets à tous les malheurs d'une guerre. Mais forcé à tirer l'épée, il ne convient point à son caractere de la poser avant qu'elle ait fait triompher la cause de l'honneur et de la liberté de l'Europe. Les événements de cette campagne mémorable, les défaites de Maloïaroslawetz, de Smolensk, de Krasnoï, d'Orsza, sont connues de tous. L'ennemi menaçant a retrogradé vers les provinces de la Pologne Russe, après avoir perdu plus des trois-quarts de l'armée innombrable avec laquelle il était entré ; il a sacrifié dans sa fuite une grande partie des troupes qui lui restaient. On frémit en contemplant les traces sanglantes de cette fuite. Le paisible villageois s'est réveillé de l'heureuse ignorance où il était de l'existence du conquérant moderne, par les flammes qui ont consumé sa demeure ; le pere de famille luttant contre la mort, jettant ses derniers regards sur ses enfants égorgés ; des milliers de malheureux, dépouillés et périssant de faim et de froid : des villes et des villages, transformés en monceaux de cendres, des églises pillées ; des autels profanés ; tels sont les traits cruels qui ne donnent qu'une faible idée de la misere, et de l'horreur répandues sur les contrées qui sont entre les ruines fumantes de Moscou et les rives de la Beresina.

Cette imparfaite esquisse de l'état présent de l'Europe, ce tableau des souffrances que nous étions si près de partager, me conduit à réfléchir sur notre situation actuelle. Nous sentons avec un contentement pur et fier le bonheur dont jouit notre patrie. Une guerre malheureuse, conduite contre tous les principes de la sagesse et de l'art militaire, avait eu la plus funeste influence sur les ressources et la population de l'état et le royaume était sur le penchant de sa ruine. Deux ans nous ont suffi pour nous relever ; nous avons acquis de la considération, de l'indépendance et des alliés, par une politique fondée sur l'expérience et la prévoyance. Le sceptre de fer qui dirige les destinées de tant de contrées, voulait étendre aussi son influence sur la Suede, sur son commerce et ses relations ; la Suede a maintenu ses droits avec constance et fermeté, et la résolution de rester libres nous a valu l'honneur de l'être. Une automne rigoureuse nous a ravi l'espoir des belles moissons que promettait une heureuse année : la tempérance et l'économie, ces vertus de nos ancêtres, nous sont devenues plus indispensables que jamais ; toutesfois, nous sommes une nation indépendante, nous possédons le nécessaire, et quels que soient les biens que la nature nous ait refusés, nous sommes plus heureux que les pays favorisés par elle, mais devastés par la guerre.

L'avenir nous fera voir les suites propices de tout ce que nous prépare une administration forte et vigilante ; déjà la nation lui doit le calme dans l'intérieur et la considération au dehors. Le citoyen Suédois qui réfléchit, compare la tranquillité dont il jouit, aux malheurs de l'Europe, et toujours plus attaché à un gouvernement chéri, il s'écriera sans doute, en plaignant les nations asservies : *Malheur aux peuples contemporains d'un conquérant !*

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Le corps législatif de France était convoqué pour le 1er de ce mois. Nous espérions en conséquence pouvoir présenter à nos lecteurs le message d'ouverture et l'exposé annuel de la situation du grand empire par le ministre de l'intérieur. Mais cette célebre séance, ces discours que les circonstances doivent rendre si curieux, ont été retardés d'une semaine, afin, sans doute, de donner plus de temps à tous ces artistes en imposture d'arranger leurs phrases pour pallier les désastres et l'ignominie de la campagne de Russie, et vanter les choses merveilleuses opérées, dans l'espace de quarante jours, par l'auguste fuyard. Ce n'est que Dimanche dernier, 7 de ce mois, que le peuple d'Israël a dû recevoir les tables de la loi qui lui auront été apportées du haut de la montagne de Saint Cloud, et ce ne sera conséquemment que dans notre prochain Numéro que nous pourrons faire connaître les oracles qui renfermeront les nouvelles destinées de l'Europe !

Nous n'avons également reçu, dans l'intervalle de notre derniere publication à celle-ci, aucune lettre ni aucun nouveau bulletin de Russie. Les glaces interceptent les communications ordinaires entre Saint Pétersbourg et la Suede, et les vents d'Ouest empêchent les paquebots de Gothenbourg d'arriver sur nos côtes. Nous profitons de ce moment de relâche pour donner les nouvelles de France que nous n'avions pas pu insérer jusqu'à ce jour, et qu'on peut regarder comme la préface naturelle de la séance du corps législatif.

Mais avant de parler des travaux, des contradictions, des embarras, des sacrifices, des pénitences, des préparatifs du grand diable des Tuileries, nous

appelons l'attention de nos lecteurs sur les deux pieces importantes que nous avons eu la bonne fortune de posséder les premiers, et que nous donnons en tête de ce Numéro, avant aucun des journalistes d'Angleterre.

La premiere est le Rapport à Sa Majesté le Roi de Suede, par son ministre d'état et des affaires étrangeres, sur les relations politiques de la Suede avec la France depuis plus de deux ans. On peut regarder cette piece comme la déclaration de guerre de la Suede à la France.

L'autre est un essai politique sur la situation de l'Europe au commencement de l'année 1813.

Ces deux morceaux sont également dignes de l'attention des lecteurs, par l'intérêt du sujet, l'élégance du style, la nature des faits qu'ils contiennent, et les réflexions qu'ils présentent.

Le rapport du Ministre Suédois, M. d'Engertroom, est un des papiers d'état le plus éminemment curieux qu'on ait vus depuis long-temps. En développant la conduite impérieuse du Cabinet de France vis-à-vis celui de Stockholm, il offre l'épitôme des relations que Napoléon a eues à la même époque avec tous les autres cabinets qu'il était parvenu à soumettre à son système continental. La différence n'aura consisté qu'en un peu plus ou un peu moins d'insolence, selon le degré de résistance qu'on lui aura opposé. Puisse la publicité que le gouvernement suédois donne en ce moment à cet acte diplomatique, engager la Prusse, l'Autriche et le Dannemarc à communiquer bientôt à l'Europe avec la même franchise les secrets de leur politique!

Peu de pays se sont jamais trouvés dans une situation plus difficile et plus critique que celle où a été la Suede depuis quelques années. Il n'a pas fallu peu d'habileté pour conserver l'état tranquille au milieu des secousses qui à cette époque l'ont agité dans tous les sens.

Les manœuvres du gouvernement français, ses propositions tantôt insidieuses, tantôt arrogantes, sa politique tyrannique, ses projets ambitieux, sont développés dans ce rapport, de main de maître. On y voit la marche ordinaire de ce gouvernement pour tout soumettre à son système : demandes de soldats, demande de matelots, introduction du tarif français, établissement de douaniers français, traité d'alliance, en un mot tout ce qui dans les autres pays a précédé l'introduction du code Napoléon, et l'incorporation au grand empire.

Il semble que la Providence ait voulu que les succès politiques de Buonaparté se bornassent aux épais territoires et aux lourds habitants de la Germanie. De quelque côté qu'il ait porté ses armes et ses intrigues hors de ce grand cercle tudesque, il n'a éprouvé que contretemps, humiliation, défaite et désappointement. Il a été chassé dernierement de Russie de la maniere la plus ignominieuse ; la Suede non seulement lui jete aujourd'hui le gand, mais encore elle se moque de lui autant qu'il est permis de le faire dans un acte diplomatique ; la Péninsule le repousse avec horreur depuis cinq ans ; et il a éprouvé tout à l'heure l'indignité de voir son signalement publié dans un ordre du jour du prince de Smolensko, de la même maniere qu'on donnait autrefois celui de Cartouche et de Mandrin aux escouades de maréchaussée.

Le Dannemarc, malgré son opiniâtre ressentiment d'une injure inévitable, ne s'est jamais soumis que très-partiellement aux vues de Buonaparté ; et malgré toute l'influence que l'irritation d'un prince ulcéré donnait à la France sur les conseils du cabinet de Copenhague, malgré les avantages que lui offrait la possibilité de l'invasion du Holstein et du Jutland, on n'a pas vu que ni les menaces ni les séductions de la France aient engagé le Dan-

marc à fournir un seul bataillon auxiliaire à la grande armée.

Les premiers et les derniers succès de Buonaparté en Italie, ne font point exception à la these générale que nous avons posée qu'il n'avait jamais réussi qu'en Allemagne. L'Italie ne fut défendue que par des Autrichiens, lorsqu'il alla jusqu'à Campo Formio; Suvarow y parut un instant avec Bagration, et ce fut pour la reconquérir et exterminer Shérer, Moreau, Macdonald et Joubert. Suvarow disparut, et l'Italie abandonnée ensuite à Melas et Zach, fut de nouveau conquise et réunie: mais dans tout ceci encore une fois, nous ne voyons que des Allemands battus et vaincus. Espérons pourtant qu'un jour ils prendront leur revanche.

La belle déclaration de la Suede en offre l'augure. Peuples Allemands, qui avez tant et de si longues injures à venger, pénétrez-vous de ces belles paroles du ministre suédois: " Le nom glorieux de S. A. R. le Prince Royal releva le courage national, et les Suédois se rappelerent qu'après avoir défendu leur liberté sur leurs rivages, ils avaient su les franchir pour poursuivre la tyrannie". Que son nom releve de même le courage continental! Oui le Prince Royal franchira les rivages de la Baltique, et paraîtra bientôt au milieu de vous avec ses braves Suédois, comme un nouveau Gustave Adolphe; il fut toujours l'ennemi de la tyrannie, il la poursuivra avec vous jusques dans ses derniers retranchements. Il connait mieux qu'un autre l'homme auquel vous devez tous vos maux. Le nom de Bernadotte a été long-temps pour Napoléon un épouvantail; Bernadotte achevera ce que les Russes ont si glorieusement commencé. Napoléon demandait nagueres *des faits* à la Suede; il en aura. *Solvitur acris hyems*; on peut appliquer cet adage à la situation morale ainsi qu'à la situation physique du Nord de l'Europe. Le printemps va renaître et avec lui

toutes les espérances. On a depuis trop long-temps les regards blessés par le spectacle de rois devant leur origine et la continuation de leur existence à des crimes ou à des bassesses qui révoltent également, on en verra au moins un qui s'assurera la couronne à force de services rendus à l'humanité; *absolvetque deos.*

Nous observerons en passant avec quelle sagacité le ministere britannique a toujours distingué la véritable situation de la Suede, et la prudence ainsi que la modération de sa conduite vis-à-vis un gouvernement obligé de dissimuler, mais sur les intentions duquel il ne se méprenait pas. Il est juste qu'il recueille aujourd'hui les fruits de sa magnanimité, de la bouche même de son allié.

Nous allons donner maintenant des échantillons des actes de servilité commandés aux Français, et des actes de charlatanisme et d'imposture mis en usage par le gouvernement de Napoléon, pour distraire l'attention de la nation sur les désastres affreux, impardonnables et irréparables que son imprévoyance, sa présomption et son imperitie, ont causés dans les derniers mois de l'année 1812. Nous y joignons à la suite quelques observations sommaires sur leur contenu.

L'intérêt des affaires du Nord nous a empêchés depuis long-temps de parler des affaires de la Péninsule. Nous y reviendrons incessamment.

Extraits des Papiers Français du Mois de Janvier.

CORPS MUNICIPAL DE PARIS.

Du 12 *Janvier*, 1813.

Le conseil et le corps municipal de Paris, assemblés d'après l'autorisation du préfet de la Seine, et sur la demande de plusieurs de ses membres, l'un d'eux, après avoir rappelé les pieces insérées au *Moniteur* de ce jour, a dit :

" Messieurs,

" Ce que vous venez de lire a excité votre indignation, et développé vos sentiments d'amour pour notre auguste souverain, en même temps que le cri de cet honneur national dont Paris fut toujours le premier interprète. Vous avez applaudi aux mesures énergiques que le gouvernement doit à la gloire et à la sûreté de ses peuples, à ces mesures qui seules peuvent conquérir la paix.

" Dans une circonstance si imposante, où l'esprit national doit se montrer tout entier, vous avez senti qu'il ne seroit pas permis à la ville de Paris de rester dans le silence, et vous avez demandé à vous réunir pour exprimer les sentiments dont vous êtes pénétrés.

" Vous pouvez le dire avec orgueil, Messieurs, votre voix retentit dans toute l'Europe ; elle imprime un caractere ineffaçable à vos jugements, soit que vous exaltiez la gloire, soit que vous flétrissiez la lâcheté, soit que, vous livrant à des sentiments sacrés qui furent toujours le premier mobile de la France, vous répandiez dans tous les cœurs cet enthousiasme que vous éprouvez quand il s'agit du véritable honneur.

" Que votre voix retentisse, comme la foudre, contre le misérable qui s'est montré rebelle à son souverain, traître à son général et au cri de l'honneur. Qu'en lui imprimant le cachet de l'infamie, dont il restera flétri dans l'histoire, elle prévienne chez des âmes débiles et y étouffe une semblable pensée, s'il en est quelqu'autre où elle puisse naître.

" Mais que cette même voix ajoute à la noble fierté qui nous anime, en rappelant à tous les sujets les devoirs qu'imposent les circonstances. La gloire où nous sommes parvenus est pour nous un sentiment uni à notre existence même ; elle fait partie de notre bonheur, elle assure notre sécurité. Ne faire pour la soutenir que ce que réclament

le devoir et l'obéissance de sujets fideles, ce serait trop peu pour les Français.

" Il faut, Messieurs, que l'ennemi tremble en voyant notre attitude; qu'il se décourage et sente sa faiblesse; qu'il reconnaisse que nous avons le sentiment de nos forces, et que chacun de ses efforts annoncera un effort plus grand qui doit le terrasser.

" Qu'il entende en frémissant retentir de tous côtés un cri de guerre unanime.

" Instruits les premiers et appelés par-là à donner cette noble impulsion, quels sacrifices pourraient nous coûter? Quel cœur ne serait pas jaloux de se montrer reconnaissant? Où porterions-nous en effet nos regards que nous ne trouvions des drapeaux, des trophées, des monuments, signes de nos éclatantes victoires, qui ne nous rappellent des merveilles ajoutées à des merveilles sur les traces du héros magnanime qui nous gouverne?

" Que l'ennemi du continent, l'Angleterre, agisse avec perfidie, qu'elle tâche de retarder sa chute en avilissant son caractere, c'est le triste rôle auquel elle est condamnée; pour nous, il nous suffit de montrer nos ressources, de développer nos sentiments, sûrs de le faire trembler devant cet accord national. Il établit sa confiance sur un défaut de moyens dans nos armées; sachons réparer ces pertes. Notre cavalerie a souffert par l'intempérie des climats; offrons à notre auguste monarque la facilité de la recréer. La ville de Paris donnera l'exemple. Il sera imité par tout l'Empire; et l'histoire, en lisant avec étonnement tant d'événements remarquables, citera toujours cette capitale comme la premiere sur le chemin de l'honneur.

" Je demande qu'il soit fait une adresse à S. M. I.; qu'elle lui soit présentée en corps, et que S. M. soit suppliée d'accepter l'offre d'un nombre de cavaliers armés et équippés qui sera déterminé immédiatement.

" Si ce nombre est de 500, et si cet exemple est, comme je n'en doute pas, imité dans toute la France, dont Paris n'est que la 80e partie, S. M. aura dans peu de semaines 40,000 hommes de cavalerie montés et équipés, prêts à soutenir l'honneur de la nation et la dignité de l'Empire."

Tous les membres composant le corps et conseil municipal de la bonne ville de Paris, ont unanimement adhéré à ces sentiments: une adresse a été rédigée séance tenante et adoptée par acclamation.

Suit la teneur de l'adresse:

" Sire,

" Nous chercherions en vain des termes pour peindre à V. M. la profonde indignation dont nous avons été pénétrés en apprenant la défection d'un chef rebelle à son souverain, traître à son général, infidele à l'honneur. Laissons cet être avili livré au cri déchirant des remords et à la honte qu'imprimera sur son nom le burin de l'histoire.

" Nos cœurs se livrent à des pensées plus grandes, et supplient V. M. d'agréer les sentiments que leur dictent une noble fierté et l'amour que vous doivent vos peuples fideles.

" Sire, votre bonne ville de Paris s'empressera de répondre à l'appel qui vient d'être fait à tout l'Empire. Sa jeunesse va voler sous vos drapeaux, et courir à de nouveaux triomphes.

" L'ennemi du continent se flatterait-il de nous en imposer par le succès de sa perfidie? Croirait-il avoir abattu ce courage, éteint ce besoin de gloire qui enflamme le cœur des Français?

" Quoi! tandis que sur tous les points de ce vaste Empire nous voyons élever des monuments de triomphe, il penserait que nous consentirions à les renverser de nos propres mains, et qu'il naîtrait dans nos cœurs une seule pensée qui osât démentir ces trophées recueillis par votre génie sous tant de climats divers! Que ne se persuade-t-il qu'il va commander aux éléments et les diriger contre nous!

" Il s'abuse, il reconnaîtra ce caractere national qui fut toujours grand, mais auquel V. M. a su imprimer un nouveau degré de force et d'énergie. Tout l'Empire, à la voix de l'honneur, s'empressera de pousser un cri de guerre unanime, et saura conquérir la paix après la victoire.

" Sire, votre bonne ville de Paris s'estime heureuse de vous exprimer la premiere des sentiments que la France entiere partagera dans quelques heures; elle ferait trop peu si elle n'obéissait qu'au devoir.

" L'ennemi compte sur les pertes que l'inclémence des saisons a seule causées; ces pertes vont être réparées par vos fideles sujets. Votre bonne ville de Paris jalouse de se montrer la premiere, vous supplie d'agréer l'offre d'un régiment de cinq cents hommes de cavalerie, et l'assurance qu'aucun sacrifice ne lui coûtera pour soutenir l'honneur national. Que le monde reconnaisse que, sous votre gouvernement tutélaire, vos fideles sujets feront plus qu'il ne leur est demandé; que l'ennemi apprenne en frémissant que rien

ne nous fera descendre de cette hauteur de gloire où votre génie nous a élevés, et où la postérité doit nous contempler un jour.

" Puisse, Sire, cette marque de dévouement être agréée de V. M.! Puisse votre cœur se réjouir en reconnaissant dans vos fideles sujets des sentiments dignes des Français comme de votre gloire !"

(Signé) BRIGOGNE, DALIGRE, BARTHELEMI, LAMOIGNON, etc.

Adresse du Conseil-général du Département de la Seine-Inférieure, pour la Formation d'une Garde départementale.

" Pendant que de nouvelles armées se forment, lorsque tout retentit des préparatifs qu'exigent l'intérêt et la gloire de la France, qu'il nous soit permis, à nous les organes de ce fidele département de la Seine-Inférieure, de vos braves Normands, de porter aux pieds de V. M. ce vœu que leur inspire leur amour pour votre personne sacrée et leur inviolable attachement à votre trône. Sire, ordonnez la formation d'une garde départementale ; que chaque partie de ce vaste empire fournisse un nombre de ses citoyens proportionné à sa population ; que ce soient les enfants des familles que recommandent davantage leurs services, leurs propriétés, leurs lumieres ; que cette élite de la nation, de concert avec leurs vétérans, l'élite de l'armée, garde les avenues du trône, que toujours près de votre personne, de votre auguste compagne, de cet enfant, objet de tant d'espérances, elle veille constamment sur ses maîtres, sur ce dépôt précieux qui lui aura été confié ; qu'elle en réponde à la nation entiere. Elle trouvera dans la nature même de son service le plus digne prix de son dévouement. Quel spectacle imposant, Sire, que de voir les enfants de toutes les parties de ce grand et magnifique empire réunis et confondant autour de vous les sentiments de leur fidélité et de leur amour ! Alors cesseront pour toujours les sollicitudes des Français, rassurés contre les tentatives que le crime pourrait renouveler ; alors notre bonheur sera garanti, et nous assurerons à nos descendants cet héritage de gloire et de prospérité qu'ont créé pour nous le génie et le cœur de V. M."

Notes du Moniteur.

Note du Moniteur du 7 Janvier sur un paragraphe portant : " On mande de Copenhagen que le gouvernement danois a en vue de faire la paix avec l'Angleterre.*"

* Le Dannemarc ne fera pas la paix avec vous. L'outrage que vous lui avez fait d'incendier sa capitale en pleine paix, et de prendre sa flotte, n'est pas de ces outrages qu'on efface avec de l'argent.

Note du Moniteur du même jour sur l'article suivant : " Si Soult fait un mouvement rétrograde vers la France avec son armée, le Marquis de Wellington s'embarquera certainement à Lisbonne pour l'Angleterre, et laissera le commandement en chef de l'armée anglaise et de celle des alliés au général Hill." *

* Non-seulement l'armée du duc de Dalmatie ne fera pas un mouvement rétrograde vers la France, mais de nouvelles troupes sont en marche pour la renforcer. L'effectif des armées françaises en Espagne se monte à trois cent mille hommes dont vingt mille hommes de cavalerie et trois cents pieces de canon attelées. Le *présent sous les armes* étant réduit à deux cents soixante-dix mille hommes, trente mille hommes filent et fileront dans le courant de Janvier et de Février, pour le compléter à trois cents mille hommes. L'Andalousie sera réoccupée, et si l'armée anglaise s'affaiblit le moindrement, le Portugal sera attaqué.

Note du même jour sur un article du *Courier* relatif aux licences, portant ; " Nous sommes infiniment satisfaits d'apprendre que le bureau du commerce a pris la détermination de mettre fin à la communication avec la France par des licences. Il paraît qu'un nombre immense de licences a été dernierement expédié par Napoléon dans l'attente qu'un pareil nombre en serait expédié par le bureau du commerce séant à Londres, etc." *

* Aucune licence n'a été livrée depuis l'arrivée de l'Empereur. Il est très-douteux qu'il en soit délivré. Plus de cinq cents licences anglaises étant entre les mains du commerce, c'est une vaine bravade que vous faites là, puisque

déjà vous en avez livré en quantité suffisante pour alimenter le commerce pendant deux ans. Il serait plus avantageux à la France et au Continent qu'il n'y eût avec vous aucune communication. Chaque licence que donne le gouvernement français est une faveur qu'il vous fait. C'est une goutte d'huile qu'il jete dans votre lampe qui en a tant besoin ! ! ! Malgré vos croisieres, les Américains arrivent en foule dans nos ports ; dans le seul mois de Décembre, on en a compté plus de cinquante, richement chargés.

Note du Moniteur du 9 Janvier sur un journal anglais portant : " L'Empereur continue d'être indisposé, mais il n'a pas cessé pour cela de s'occuper des affaires de l'état." *

* Ni de chasser trois fois par semaine, faisant trois lieues à pied, au milieu des neiges et des glaces. Mais il n'y a personne à Paris qui ne sache que l'Empereur jouit d'une très-bonne santé. Il est évident que cela est fabriqué à Londres.

Note du Moniteur du même jour sur l'article suivant de Londres : " On spécule beaucoup ici sur l'ouverture de négociations d'une paix générale." *

* Si vous voulez en connaître les conditions, lisez la lettre du Duc de Bassano à Lord Castlereagh.

Note du Moniteur du 10 Janvier sur un article prétendu tiré des papiers anglais, portant qu'il avait été tenu à Nottingham une assemblée, pour prendre en considération s'il était à propos de présenter au Prince Régent et au Parlement des pétitions pour le rétablissement de la paix.*

* Voilà la véritable explication de la maladie de l'Empereur ! Voilà la véritable explication de la mission de Lord Walpole à Vienne et de courriers de Vienne qu'on fait arriver à Londres, de tous les bruits que l'on colporte de troubles en France et de mécontentements du peuple, et enfin de toutes ces nouvelles qui peuvent tromper le peuple anglais sur la situation des affaires. C'est que le peuple anglais se lasse d'être séparé du Continent ; c'est qu'il est fatigué par la guerre d'Espagne et d'Amérique ; c'est que de tous côtés il manifeste des vœux qui obligeraient les olygarques de ce

pays à devenir sages et modérés et à donner la paix au monde. Pour détourner le peuple de ces idées et l'amuser, on lui fait croire que les troupes françaises abandonnent l'Espagne, et dès-lors qu'il n'y a plus de sacrifices à faire par le peuple anglais pour que ses troupes soient maîtresses de la Péninsule jusqu'aux Pyrénées, que l'Empereur Napoléon est étique et mourant, que le mauvais état de sa santé influe sur son moral; qu'il n'y a plus rien à craindre de lui; que les Français mécontents, épuisés, sont sans énergie, sans amour de la patrie, sans fierté nationale; qu'ils sont près de se révolter et d'accepter toute sorte de conditions....Quelles misérables jongleries!

Les guerres d'Espagne et du Nord seront menées de front: 300 mille hommes, tous Français, seront réunis dans le courant de Février à Hamburgh, sur l'Elbe, sur le Rhin et sur l'Oder, indépendamment de 200 mille hommes qui sont à la grande armée, et la campagne prochaine va s'ouvrir avec une armée française plus forte de près du double que dans la campagne passée. En même temps l'armée française d'Espagne sera renforcée, et maintenue à son complet de 300 mille hommes.

L'Angleterre se vante d'avoir, y compris ses marins, 400 mille hommes sur pied, soit en Europe, soit dans les Indes, en Asie et en Amérique. La population de la France est au moins quadruple. Ainsi, si l'Angleterre a 400 mille hommes, la proportion de la France serait triple. En retirant de cette évaluation 200 mille hommes pour la marine et les côtes, il reste un effectif d'un million d'hommes que la France peut avoir sur pied aussi facilement que l'Angleterre en a 400 mille.

Autre note du même jour sur le prétendu paragraphe suivant, tiré des papiers anglais. "Les affaires de Napoléon sont, comme lui, *in extremis*, et il y a lieu de croire que des événements d'une grande importance, sont à la veille de se passer en France, s'ils n'ont pas déjà eu lieu."*

* Les ministres anglais qui font rédiger ces articles, ont raison: les affaires de l'Empereur sont dans le même état que sa santé. Ils ont encore raison: il va se passer en France des affaires d'une grande importance, mais en sens inverse de ce que croient les ministres anglais.

Mouvements de Troupes Françaises en Allemagne.

Augsbourg, 31 *Décembre.*—Le quartier-général de la brigade italienne de M. le général Zucchi, doit quitter après demain notre ville.

Nuremberg, 2 *Janvier.*—M. le général de division comte Grenier est parti d'ici hier dans l'après-midi, avec son quartier-général. S. Exc. se porte, par Bamberg, sur Leipzig, etc.

Augsbourg, 1*er Janvier.*—On lit dans la Gazette Universelle l'article suivant: "Jamais peut-être la puissance du grand empire français ne s'est développée d'une maniere aussi extraordinaire qu'en ce moment: 300 mille hommes sont disponibles dans l'intérieur; les 100 cohortes de la garde nationale fournissent 100 bataillons et 100 compagnies d'artillerie: ces troups, levées depuis un an, sont composées d'hommes de 22 à 30 ans, et par conséquent en état de soutenir les fatigues de la guerre. La conscription de 1813 à fourni 100 milles hommes, levés le 1er Septembre; ils sont armés, habillés et incorporés dans les régiments. Trente mille hommes de vieilles troupes, employées jusqu'à présent au service de la marine, sont aussi disponibles depuis que les matelots et les canoniers de la marine les remplacent dans leur service. Outre ces 30,000 hommes qui sont dans l'intérieur, 30,000 autres commandés par le général Grenier, traversent actuellement la Baviere; 70,000 hommes forment le corps du duc de Castiglione qui est sur l'Oder, et la division qui occupait la Poméranie est à présent à Dantzig. Ces trois corps entre le Rhin et la Vistule, forment 100 mille hommes, tous Français, et dont pas un n'a pris part aux batailles, et n'a essuyé les fatigues de la grande-armée. Joignez à cela les ressources que l'Italie et les autres alliés offrent à la France, et l'on n'aurait besoin que de quelques mois pour ajouter 200 mille combattants à ceux dont la France peut déjà disposer.

Magdebourg, 26 *Décembre.*—On voit tous les jours des troupes étrangeres suivre la route militaire pour se rendre à la grande-armée. On a calculé qu'il était passé plus de 10,000 hommes depuis trois semaines.

Dantzic, 29 Décembre.—Les deux équipages de siege qui avaient été dirigés au de-là du Niémen, sont rentrés dans notre arsenal, ce qui porte à plus de 900 les pieces d'artillerie qui y sont réunies. On voit partir tous les jours des équipages de campagne. Ceux que notre ville peut fournir excedent 300 pieces, et 2000 voitures. Notre arsenal est dans la plus grande activité. On y travaille jour et nuit. Le général d'artillerie Le Pin surveille lui-même les travaux. Depuis cinq années, on n'a pas cessé de travailler aux fortifications. La dépense s'est élevée chaque année à plusieurs millions; aussi notre place doit-elle être considérée comme une forteresse de premiere importance. Elle est approvisionnée en toute espece de vivres et de munitions pour deux ans. Les dix-huit bataillons formant les trois brigades de la division Heudelet, qui avaient quitté notre ville en prenant la direction de Königsberg, sont actuellement à Labiau, Wehlau, et Insterbourg. Ils se trouvent ainsi en seconde ligne avec le 10e corps qui occupe les bords du Niémen.

Paris, 11 *Janvier.*—Le prince de Neufchâtel, major-général, écrit de Königsberg, en date du 31 Décembre, et fait connaître la position de l'armée.

Le 1er corps (Davoust) est à Thorn;
Le 2d. (Oudinot) à Marienverder;
Le 3eme (Ney, occupe Elbing;
Le 4eme (Mortier) est à Marienbourg;
Le 5eme (Poniatowski) à Varsovie;
Le 6eme (Eugene) à Plok;
Le 7eme (Régnier) entre Pressing et la Vistule;
Le 8eme (Westphaliens et Wurtembergeois, Junot) à Thorn.
Le 9eme (Victor) occupe Dantzick.
Le 10eme (Macdonald) occupe Tilsit et les bords du Niémen.
Le quartier-général de la 8le division et la garde sont à Königsberg.

Le Prince de Neufchâtel, major-général, annonce, par une lettre datée de Königsberg, le 19 Décembre, la perte que l'armée vient de faire du comte de la Riboissiere, premier inspecteur-général, commandant l'artillerie. Cet officier du plus grand mérite est mort d'une fievre maligne. Après la bataille de la Moskwa, où il perdit son fils, il

tomba dans la mélancolie et sa santé devint de jour en jour plus languissante. Le général de division Eblé a pris le commandement de l'artillerie de l'armée.

Ratisbonne, 27 Décembre.—M. le général français Meunier est arrivé hier ici avec la premiere colonne des troupes venant d'Italie. Il est arrivé aujourd'hui trois bataillons de la deuxieme colonne.

Nuremberg, 30 Décembre.—La 85eme division de la grande armée française qui avait depuis quelques jours ses cantonnements à Nuremberg, Augsbourg, Ratisbonne, Bamberg, et dans les environs de ces villes, doit partir dans les premiers jours du mois prochain pour sa destination ultérieure. La 2e et 3e brigade marchent par Hof sur Schleiz. La 4e qui a la même destination, marche par Bamberg, Kronach et Lobenstein. Cette brigade formant 6920 hommes et 1530 chevaux, arrivera successivement les 4, 6, et 9 Janvier dans notre ville où chaque détachement s'arrêtera un jour.

Stutgard, 29 Décembre.—M. de Schneider, capitaine de chasseurs, vient d'arriver ici avec des dépêches pour S. M. On a publié que le général Breuning, grand-croix de l'ordre civil, membre de la légion d'honneur, était mort des suites de sa blessure. L'article officiel qui annonce cette triste nouvelle ajoute : " Que le Roi et l'état perdent en lui un officier plein de mérite et un serviteur probe et zélé."

Le roi vient d'accorder à sa veuve une pension annuelle.

Le général Wurtembergeois et chef de l'état-major, M. de Kerner, a été obligé de quitter l'armée pour cause de maladie. Il est retourné ici le 26 de ce mois.

Berlin, 26 Décembre.—Jeudi dernier 24, S. E. le Duc de Bassano, ministre des affaires étrangeres de France, a eu l'honneur d'être présenté au roi qui lui a accordé une longue audience. Ensuite LL. EExc. les ducs de Bassano et de Castiglione, le comte de Narbonne, aide-de-camp de l'empereur Napoléon, et le général de division comte Desaix, ont eu l'honneur de dîner avec S. M. Hier le duc de Bassano est parti pour Paris. Ce ministre emmene le personnel de ses bureaux. Il passe par Leipzig. MM. les géné-

raux français barons Soyes et Pampelona ont pris la même route.

Inspruck, 6 *Janvier*.—Il passe ici tous les jours des détachements de troupes qui font partie de la division Grenier, et qui après avoir eu séjour, continuent leur marche pour le Nord. On attend ici prochainement un bataillon d'illyriens.

Le corps de M. le baron de Battaia, colonel de la garde italienne mort en Russie, est arrivé ici hier au soir. On le transporte en Italie pour l'inhumer dans le caveau de ses ancêtres.

Francfort, 11 *Janvier*.—S. Ex. M. l'évêque de Malines, ambassadeur de France à Varsovie, a passé hier ici en retournant à Paris. M. de Rayneval, M. de Mure, attachés tous deux au bureau des relations extérieures, et M. le chevalier de Mure, consul général de France à Odessa, ont également passé hier pour se rendre à Paris. Le maréchal duc de Reggio est arrivé ici le 6, et est reparti le 7 pour Paris. Le général comte Sébastiani qui est arrivé hier ici a suivi aujourd'hui la même route.

12 *Janvier*.—M. le comte de Montagne, chambellan et officier d'ordonnance de S. M. l'Empereur, a passé hier ici venant de l'armée et se rendant à Paris. Il est aussi passé hier plusieurs personnes de la maison de l'Empereur, et des gens de M. le duc de Frioul.

Stuttgard, 10 *Janvier*.—Le Roi étant à la chasse, et se trouvant dans un petit bâtiment qui sert d'abri à Sa Majesté pour tirer sur le gibier que l'on fait passer devant elle, on sentit une odeur d'amadou brûlé. Ne voyant rien dans ce bâtiment qui put donner lieu à cette odeur, le roi en sortit. On fit des fouilles sous ce bâtiment, et bientôt on découvrit de la poudre et des matieres inflammables. On a chanté ce matin dans toutes les églises de cette résidence des cantiques d'actions de grâces pour remercier le Très-Haut d'avoir préservé Sa Majesté du danger qui menaçait ses jours.

Echantillon des Adresses du 1*er Ban des Cohortes Nationales à l'Empereur et Roi, pour aller aider la Grande-Armée à* NULLISER *la Russie.*

Copie de la Lettre écrite à S. M. l'Empereur par les Officiers, Sous-Officiers et Soldats des 3*e,* 76*e,* 77*e,* 78*e, et* 88*e Cohortes de la Garde-Nationale du* 1*er Ban, transmise à S. Exc. le Ministre de la Guerre, le* 26 *Décembre* 1812, *par le Général* Moliter, *commandant la* 17*e Division militaire, à Amsterdam.*

Sire,

La guerre que fait V. M. aux insatiables ennemis de l'Europe, est commandée par le droit naturel pour le repos des nations ; votre génie l'a jugée indispensable pour placer une digue politique contre l'envahissement de cette puissance, qui, après avoir anéanti la Pologne et subjugué l'Allemagne, a osé marcher contre la France pour la partager.

Cette guerre, Sire, qu'indiquait le doigt du Tout-Puissant, est une guerre nationale que tous vos peuples et vos alliés soutiendront au prix de leur sang et de leur fortune, puisqu'elle doit *nulliser* le dernier allié du gouvernement anglais, notre plus implacable ennemi, et conduire V. M. au prochain rétablissement de la liberté des mers et du commerce.

De toutes parts l'élite de la jeunesse s'empresse à joindre vos aigles victorieuses pour partager les fatigues et la gloire de la grande-armée ; qu'il nous soit permis, Sire, d'espérer la même faveur ; nous en déposons le vœu formel et unanime au pied du trône de V. M.

Déjà la 87e cohorte, qui fait partie de notre brigade, nous a devancé ; daignez, Sire, nous accorder la même grâce, et V. M. connaîtra bientôt le zele, le courage et l'amour de ses fideles sujets.

(Suivent les signatures des officiers, sous-officiers et soldats des 3e, 76e, 77e, et 88e, cohortes de la garde nationale du 1er ban.)

Nouveau Concordat.

Paris, 23 Janvier.

Leurs Majestés quitterent Paris Mardi 19 pour chasser à Grosbois.

Le soir, elles allerent coucher à Fontainebleau, où elles n'étaient pas attendues.

A leur arrivée, l'empereur se rendit aux appartements du Pape, qui était en conversation avec quelques cardinaux et prélats. Sa Majesté et le Saint-Pere resterent ensemble près de deux heures.

Le lendemain Mercredi, le Pape accompagné des cardinaux de Bayanne, Doria, Ruffo, de l'archevêque de Tours, des évêques d'Evreux, de Nantes, de Treves et d'Edessa, alla faire visite à Sa Majesté l'Empereur, qui reçut le Saint-Pere dans ses grands apartements.

A son retour de chez l'Empereur, le Saint-Pere se rendit dans les apartements de Sa Majesté l'Impératrice. Peu de temps après, Sa Majesté, suivie des dames du palais et d'autres personnes de sa suite, rendit la visite au Pape.

Les jours suivants, Sa Majesté et le Saint-Pere eurent de fréquentes conversations ensemble.

Enfin, Lundi 25, à sept heures du soir, Sa Majesté et le Saint-Pere, s'étant réunis dans le grand sallon des appartements, occupés par le Pape, signerent le concordat qui a terminé tous les différends qui se sont élevés par rapport aux affaires de l'église.

Cet acte fut signé par l'Empereur et le Pape, en présence des cardinaux et prélats qui étaient à Fontainebleau.

Aussitôt que le concordat fut signé, Sa Majesté l'Impératrice vint de son propre mouvement, féliciter le Pape sur cét heureux événement.

Dernieres Nouvelles de la Grande-Armée.

Paris, 26 Janvier.

Le Roi de Naples étant indisposé a jugé à propos de quitter le commandement de l'armée, qu'il a donné au Vice-Roi. Ce dernier est plus habitué à une grande administration. Il possede toute la confiance de l'empereur.

Après la trahison du général d'Yorck, le Roi de Naples jugea devoir se porter sur la route d'Elbing, et de là à Posen, où son quartier-général arriva le 15 de Janvier.

Le général Rapp, avec une garnison de 30,000 hommes,

occupe l'isle de Noyat et Dantzick; 6000 hommes occupent Thorn et ses environs ; il y a 6000 Prussiens à Graudentz ; un corps d'observation que le Prince d'Eckmuhl commande, est sur Bamberg. Le Prince de Schwartzenberg et le général Régnier sont en avant de Varsovie. Le 5eme corps se réorganise dans cette ville, et le Duc de Tarente marche sur Posen. Le maréchal St. Cyr est rétabli de sa blessure. Le Duc de Belluno est arrivé à Posen. Il n'y a pas eu, depuis l'affaire du Duc de Tarente sur le Niémen, dans laquelle il fit trois bataillons russes prisonniers, aucune affaire quelconque avec l'ennemi. Il y a seulement eu quelques rencontres de peu d'importance avec les Cosaques.

Toute la cavalerie démontée est arrivée sur l'Oder. Le général Bourcier qui est à Berlin, écrit qu'il a fait des marchés pour 30,000 chevaux, dont 20 mille ont déjà été livrés aux dépôts, tant pour les remontes de la cavalerie, que pour l'artillerie et les équipages militaires. Le froid continue toujours.

Le Roi de Prusse réorganise son contingent entre Stettin et Colberg.

Le général Lauriston est parti hier de Paris pour fixer son quartier-général à Magdebourg, où le corps d'observation qu'il commande doit arriver.

Le général Souham va passer le Rhin avec l'avant-garde du corps d'observation du Rhin, et se portera sur Francfort.

Sa Majesté a donné au général Bertraud le commandement de l'armée d'observation de l'Italie, qui doit s'assembler à Vérone.

Une avant-garde, composée de 40 mille hommes de troupes fraîches, s'assemblera à Posen, sous les ordres du maréchal duc d'Elchingen. Ce maréchal est du nombre de ceux dont le courage et la force d'âme ont été mis à l'épreuve.

Le Roi de Saxe assemble ses troupes près de Glogau.

L'Empereur d'Autriche assemble des forces considérables en Gallicie. Nous pouvons déjà y compter une armée de plus de 80,000 hommes. Il regne la plus grande harmonie entre les cours impériales de Vienne et de Paris.

Le Roi de Dannemarc est sourd aux menaces et aux intrigues de l'Angleterre, de la Russie et de la Suede.

Dantzick est maintenant une forteresse inattaquable. Il y a été rassemblé 30,00 hommes de bonnes troupes ; de bons généraux les commandent, et le gouverneur de la ville est le général Rapp, brave et intrépide soldat. Il s'y

trouve un nombre considérable d'officiers d'artillerie et du génie. La place est approvisionnée de tout pour deux ans.

Tous les rapports qui ont circulé sont faux. Il n'y a point eu de bataille à Konigsberg; il n'y a point eu de bataille à Elbing; aucun officier général n'a été blessé; enfin, nous le répétons, il n'y a eu aucune affaire depuis celle du duc de Tarente sur le Niémen. L'Allemagne n'a rien à craindre, ni des intrigues de l'Angleterre, ni de l'irruption des barbares qui n'ont su défendre leur pays qu'en le dévastant, et leur capitale en la brûlant. En un mot, dès que l'hyver sera terminé, les Russes seront chassés et repoussés, d'autant plus vîte qu'ils se seront plus avancés.

Nous sommes autorisés à faire cet exposé pour *tranquilliser* les bons citoyens de France et d'Allemagne; et nous ajoutons qu'ils peuvent être assurés que s'il survient quelque événement, nous le ferons connaître sur-le-champ au public avec autant de vérité et de simplicité que l'on fit connaître les malheurs de l'armée dans le 29eme bulletin. Nous ignorons pourquoi les Anglais attachent tant d'importance à inonder nos côtes et le continent de pamphlets remplis de fausses nouvelles. Bref, tous les revers que l'armée a éprouvés sont relatés dans le 29me bulletin; mais ce qu'ajoutent les gazettes de Pétersbourg, qu'il nous a été pris des aigles et du canon en front de bandieres, est faux, très-faux. (*Moniteur du 26 Janvier.*)

Paris, 27 Janvier.

On met la plus grande activité à faire partir les chevaux que la ville de Paris et les différentes corporations ont offerts au gouvernement. Nous voyons tous les jours arriver un nombre considérable de beaux chevaux au Champ-de-Mars, et ce coup-d'œil y attire un grand nombre de curieux. Les adresses des villes et communes de l'Empire sont dictées par le même esprit et par un dévoûment sans bornes à Sa Majesté l'Empereur.

Lettre du Prince Eugene Napoléon, *Vice-Roi d'Italie, au Ministre de la Guerre.*

Marienwerder, 6 Janvier.

Monsieur le Duc,

Les gazettes de St. Pétersbourg me sont tombées dans

les mains. J'y vois combien sont fausses et peu naturelles les relations qu'elles contiennent des événements de Novembre et de Décembre. Je ne m'arrêterai qu'à ce qui concerne mon corps d'armée. Il est dit dans ces papiers, que le 8 de Novembre Platoff m'attaqua et dispersa mon corps, me prit 3700 hommes et toute mon artillerie. Tout cela est faux. Platoff se présenta à peine devant mon corps; il fut repoussé partout. S'il a fait quelques prisonniers, il n'en a pas pris un seul les armes à la main; mais il peut avoir ramassé quelques traîneurs isolés qui se glissaient dans les villages pendant la nuit pour éviter la rigueur du froid. Quant au canon, ils ne nous ont pas enlevé une seule pièce, quoiqu'il soit vrai que je fus obligé, par la perte de mes chevaux de trait qui périssaient par l'excès du froid, d'abandonner la plus grande partie de mon artillerie après l'avoir démontée et brisée. Je sais que les relations russes sont absolument fausses. L'étendue du pays et l'extrême ignorance de la plus grande partie de sa population donnent au gouvernement russe une grande liberté à cet égard, et il a grand soin d'en profiter, en faisant répandre les rapports les plus absurdes. Nous étions aux portes de Moscou, que ce peuple nous croyait battus.

(Signé) EUGENE NAPOLÉON.

---

*Lettre du Maréchal d'*Eckmulh *au Major-Général.*

Thorn, 8 Janvier.

Monseigneur,

Je lis avec étonnement, dans les papiers de St. Pétersbourg que, le 16 de Novembre, l'ennemi fit douze mille prisonniers à mon corps d'armée, et qu'il dispersa le reste de cette armée dans les bois voisins, de telle manière qu'elle fut entièrement détruite. Il serait difficile de pousser plus loin l'impudence et le mensonge, si tous les rapports russes depuis le commencement de la campagne et dans les campagnes précédentes, n'étaient pas déjà connus. Ne chanta-t-on pas le *Te Deum* à Pétersbourg, et n'y distribua-t-on pas des cordons pour la bataille d'Austerlitz? Ne dirent-ils pas qu'ils nous avaient pris 100 pièces de canon à la bataille de Moskwa? Et ne chantèrent-ils pas encore à cette occasion un *Te Deum* qui remplit Londres de joie?

Combien n'ont-ils pas fait de difficultés pour reconnaître la prise de Moscou? Ne se proclamerent-ils pas aussi vainqueurs à la bataille de Maloyaroslavetz, où nous les poursuivîmes l'espace de quarante verstes?

Le fait est que Sa Majesté sachant que l'armée russe de Volhynie marchait sur la Berezyna, fut obligée de partir de Smolensk, malgré la rigueur de la saison. Par un changement subit dans la température, le froid, qui n'était que de six degrés au-dessous de zéro, descendit à 20, et même pendant quelques moments à 25, suivant quelques-uns de nos officiers de génie qui avaient des thermometres. Tous nos chevaux et tout notre train d'artillerie périrent. Sa Majesté ne voulut plus en venir aux mains avec l'ennemi; elle ne voulut plus se laisser amuser par de petites affaires, désirant gagner la Berezyna avec toute la célérité possible. Lorsque Sa Majesté passa par Krasnoy, elle eut à repousser l'ennemi qui s'était placé entre la garde et mon corps d'armée. Aussitôt que mon corps eût rejoint l'armée, Sa Majesté continua sa marche, et mon corps dut suivre sans s'occuper à maintenir une lutte dans laquelle l'ennemi aurait l'avantage d'une nombreuse artillerie et cavalerie. Mais mon corps ne rencontra pas une seule fois l'ennemi qu'il ne le battit. Il a souffert de grosses pertes, par la fatigue, le froid, et cette fatalité qui a fait périr tous les chevaux de cavalerie et d'artillerie. Grand nombre de mes gens se dispersèrent pour chercher un abri contre la rigueur du froid, et plusieurs furent pris.

Votre Excellence sait que je ne dissimule pas mes pertes; elles sont certainement considérables et me pénetrent de douleur; mais la gloire des armes de Sa Majesté n'a pas été compromise un seul instant.

(Signé) Le Maréchal Duc d'AUERSTADT,
Prince d'ECKMULH.

Lettre du Maréchal Duc d'Elchingen au Major-Général.

Elbing, 10 Janvier.

Monseigneur,

J'ai lu dans les Gazettes de Pétersbourg que, le 17 Novembre à minuit, mon corps, fort de 12,000 hommes, en-

voya un pavillon de treve et mit bas les armes ; que je me sauvai seul et blessé en passant le Borysthenes sur la glace. Je ne puis croire que le général de l'armée russe ait pu insérer de semblables faussetés dans ses rapports, et quoique je sache le peu de foi qu'on ajoute en Russie à ces rapports des gazettes russes, constamment discréditées par l'absurdité des contes qu'elles renferment, je prends néanmoins la liberté d'écrire à votre excellence, et je la supplie de faire imprimer ma lettre afin de contredire formellement l'assertion que mon corps mit bas les armes et que je passai seul le Dniéper. Bien loin de cela, le 17 Novembre, je soutins seul tous les efforts de l'ennemi. Je n'avais dans ce moment que 3000 hommes sous mes ordres, et en raison de la malheureuse circonstance dans laquelle nous nous trouvâmes, je n'avais point d'artillerie, tandis que l'ennemi en avait une nombreuse. Je fis halte toute la journée. Je découvris alors que ce n'était pas la même infanterie qui m'attaqua à plusieurs reprises, et malgré leur grande supériorité de nombre, ils ne purent faire aucune impression. A dix heures du soir, il me fut envoyé un colonel avec un pavillon parlementaire pour me proposer de me rendre. Je répondis à cette impertinence en faisant l'officier prisonnier et en l'emmenant de l'autre côté du Dniéper, que je fis passer à mes troupes, et je le conduisis le lendemain au quartier de Sa Majesté, à Orsha. Lorsque j'y arrivai avec mon corps, il me manquait à peine cinq cents hommes, qui avaient été tués dans la bataille de la veille.

Tous les rapports russes sont autant de romans. Il n'y a rien de vrai dans tout ce qu'ils contiennent, excepté la perte de mon artillerie ; et Votre Altesse sait qu'il n'était pas au pouvoir de l'homme de l'emporter au milieu des gelées et par dessus la glace, tous mes chevaux ayant péri par l'excès du froid. Dans tout le cours de la campagne, les Russes n'ont pris ni à moi ni à aucun de mes camarades, une seule piece de canon en face de l'ennemi ; quoiqu'il soit vrai que lorsque nos chevaux de trait tombaient morts de froid, nous étions obligés de briser notre artillerie et de la laisser derriere nous. A entendre ces rapports de Pétersbourg, il paraîtrait que nous sommes tous des lâches, qui n'avions pas d'autre choix à faire que de fuir devant les terribles légions russes! Il est vrai que selon leur dire, nous fûmes également à la bataille de Moscou, et qu'ils nous poursuivirent à la distance de seize verstes du champ de bataille. Ce

fut conséquemment dans notre fuite que nous occupâmes Moscou.

Le printemps nous fera justice de toutes ces vaines bravades. Les Russes retrouveront partout les hommes d'Austerlitz, d'Eylau, de Friedland, de Witepsk, de Smolensko, de la Moskwa et de la Berezyna.

(Signé) Le Maréchal Duc d'ELCHINGEN.

Posen, 15 *Janvier*. Sa Majesté le Roi de Naples est arrivé ici cette nuit à une heure, et est descendu au palais de la préfecture. M. le Duc d'Abrantes et le général de division Friant ont été dans notre ville depuis la semaine derniere.

Anecdotes relatives aux nouvelles Levées.

Le contingent du département de la Seine, dans la levée de chevaux, ordonné par le décret du 4 de ce mois, est de 120 chevaux, savoir : soixante chevaux de cuirassiers et soixante chevaux de dragons ou d'artillerie légere. Il est reparti ainsi que suit, Saint-Denis, 8; Sceaux, 8; les douze arrondissements de Paris, 104.

La taille des chevaux mesurée sous potence et sur un terrain uni, devra être pour les cuirassiers de 4 pieds 9 pouces et demi à 4 pieds 11 pouces; pour les dragons et l'artillerie légere de 4 pieds, 8 pouces et demi à 4 pieds, 9 pouces et demi.

Les chevaux fournis seront payés, savoir : ceux de cuirassiers 400 francs; ceux de dragons, 350 francs.

Chaque sous-préfet et chaque maire de Paris prendra les mesures qu'il jugera convenables pour réunir dans les délais qui seront déterminés, un nombre suffisant de chevaux pour trouver à former en bons chevaux, le contingent assigné à chaque arrondissement. Si l'on ne présente pas aux sous-préfets ou aux maires de Paris, un nombre de chevaux assez considérable pour compléter la levée, ils sont autorisés à réquérir, directement des propriétaires, le nombre nécessaire.

Les chevaux qui ont été demandés pour les remontes de la cavalerie, seront payés comptant. Chaque départe-

ment doit en fournir un certain nombre. On assure que cette mesure produira, trente mille chevaux de cavalerie, qui seront livrés dans le courant de Janvier, et pourront passer le Rhin en Février.

Journal de Paris du 18 *Janvier.* Sur tous les points de l'empire on s'empresse de prouver que Sa Majesté l'Empereur et Roi compte autant de sujets dévoués qu'il existe de français sensibles à l'honneur; c'est dire que tous les départements, tous les cantons, et jusqu'aux plus petites communes rivalisent de zele pour que Sa Majesté puisse promptement réparer les pertes qu'a faites sa cavalerie par la rigueur extraordinaire de la saison. L'accord le plus unanime regne partout, afin que l'ennemi du Continent apprenne combien les ressources de la France sont inépuisables quand il s'agit de le terrasser, et surtout lorsque les Français trouvent l'occasion de faire éclater leurs sentiments d'amour envers leur souverain.

Déjà le canton de St. Denis a, le premier, fait parvenir au pied du trône, le 13 de ce mois, l'offre de monter et d'équiper à ses frais *quatre cavaliers.*

Jaloux d'imiter un si bel exemple, le canton de Neuilly, a offert le même jour, trois cavaliers, montés et équipés de même, avec l'assurance qu'aucun sacrifice ne lui coûtera, son zele étant sans bornes, comme son attachement pour la personne de S. M.

Avec le même zele, le canton de Pantin s'est engagé, le 15, à en fournir deux, regrettant de n'avoir pas à offrir de plus grands sacrifices auxquels il sera toujours disposé.

Par une adresse, datée du 14, la ville de Melun promet deux cavaliers armés, montés et équipés aux frais de ses habitants, sur de bons chevaux. "Sire, dit le conseil municipal, ce n'est point un sacrifice que croit faire votre ville de Melun, c'est l'effet d'une impulsion naturelle et d'une reconnaissance trop faible encore de sa part, envers son héros, envers son pere."

La ville de Versailles supplie également S. M. par une adresse brûlante de patriotisme, de lui permettre de fournir vingt chasseurs habillés, équipés et leurs chevaux.

La ville de Laon, chef-lieu du département de l'Aisne, prie S. M. d'agréer l'offre spontanée de quatre hommes connaissant la cavalerie, équipés et montés sur de bons chevaux.

Ces différents hommages du patriotisme sont basés sur la population et les moyens de chaque canton et de chaque commune.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Levée de cinq cents Cavaliers.

Avis aux Habitants de la Ville de Paris.

Le préfet du département de la Seine, baron de l'empire, vu la délibération par laquelle le conseil municipal de la ville de Paris, a offert à S. M. I. et R. 500 cavaliers montés et équipés, fait un appel aux citoyens de cette commune, et les invite à concourir, chacun suivant ses facultés, à cet acte de libéralité publique. Cet appel sera entendu de tous; aucun n'est exclu d'un honneur dont tout français doit se montrer jaloux; la satisfaction de payer au souverain une dette sacrée s'accroîtra par le mérite d'un don volontaire, par le sentiment d'une détermination libre. En conséquence, le préfet prévient les habitants de la ville de Paris que, de ce jour au 15 Février prochain, depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre de l'après-midi, un registre sera ouvert dans chaque mairie pour recevoir leurs offres. En s'adressant aux habitants de la ville de Paris, le préfet se félicite de leur faire entendre un langage gravé au fond de leur cœur, et de n'avoir qu'à diriger l'impulsion de leur zele; il verra dans leur empressement à suivre cette noble impulsion la marque la plus honorable de leur confiance.—Fait à Paris, le 16 Janvier 1813.

Le préfet du département de la Seine, baron de l'empire.

(Signé) CHABROL.

La ville de Paris s'est toujours distinguée dans les occasions où il s'est agi de montrer son attachement à ses souverains et son amour pour la gloire nationale. Jamais à aucune époque la grande cité n'avait eu autant de motifs de prouver son dévouement au gouvernement tutélaire qui a élevé dans son sein tant de monuments utiles et qui l'a rendue la patrie des arts et l'ornement de l'Europe civilisée. Un voyageur qui aurait visité Paris il y a dix ans et qui

reviendrait aujourd'hui aurait peine à concevoir les améliorations qui se sont faites dans cet espace de temps et qui sous d'autres regnes auraient été l'ouvrage de plusieurs siecles. Aussi il n'existe pas un seul habitant de Paris digne du nom glorieux de français qui ne soit prêt à faire tous les sacrifices qu'exigent l'intérêt de la patrie et l'honneur de la nation.

A peine la délibération du conseil de la commune relative à levée d'un corps de 500 hommes de cavalerie a-t-elle été connue, que cet appel a été entendu et que les offres particulieres se sont multipliées d'une maniere qui honore le caractere et le patriotisme des Parisiens.

Aujourd'hui les corporations, qui dans tous les temps ont répondu à la confiance du gouvernement, s'empressent d'apporter leur hommage au pied du trône. Nous apprenons que le corps des avoués du tribunal de premiere instance, par leur délibération du Samedi 16 Janvier, ont offert par l'organe de M. le baron de l'empire préfet de la Seine, l'armement, les chevaux et l'équipement de dix cavaliers.

Les 16e, 17e, 32e, 41e, 42e, 43e, 47e, 83e, 84e, 85e et 86e cohortes des gardes nationales du 1er ban, dans des adresses à S. M. l'Empereur et Roi, demandent la faveur de partager la gloire des travaux de la grande-armée.

NÉCROLOGIE.

Le grand-maître de la maison de S. A. I. l'archiduc Régnier, le feld-maréchal baron de Haager d'Altensteig, est mort le 27 Décembre à Vienne, âgé de 92 ans.

Le célebre traducteur d'Hérodote, M. Larcher, est mort dernierement à un âge extrémement avancé. La place que sa mort a laissé vacante dans la classe d'histoire et de littérature ancienne de l'Institut, a été conférée à M. Boissonade.

M. Léger, préfet maritime du troisieme arrondissement et membre de la légion d'honneur, vient de mourir à Brest, après une courte maladie.

Le dernier jour de l'an 1813 a été aussi le dernier de l'existence d'un homme qui, pendant un demi siecle, a rem-

pli, avec distinction, les emplois les plus honorables et les plus difficiles. Sans retracer par ordre les longs et nombreux services de M. Gérard de Rayneval dans la carriere diplomatique et à la tête du département des affaires étrangeres, il suffit de rappeler, aux personnes versées dans l'histoire politique du 18e siecle, les missions importantes où il déploya les ressources de l'esprit le plus actif et la fermeté du plus noble caractere. Telle est, au premier rang, la conclusion de la paix de 1783. Il en négocia les préliminaires à Londres, directement avec le premier ministre d'Angleterre, qu'après des efforts inouis il sut amener à reconnaître l'indépendance des Américains. Depuis cette glorieuse époque, Louis XVI honora M. de Rayneval d'une confiance particuliere. Il l'envoya en Hollande en 1787, c'est-à-dire, dans la conjoncture la plus délicate pour cette république, et la plus intéressante pour la France. A son titre de ministre plénipotentiaire, ce prince ajouta celui de conseiller d'état. Le roi d'Espagne lui avait conféré l'Ordre de Charles III, en récompense des soins qu'il avait pris de ses intérêts dans les diverses négociations où la cour de Madrid était comprise comme alliée de celle de Versailles.

Suite des Documents relatifs à la Campagne de Russie.

Bataille de Borodino.

" Cette bataille est un des événements les plus mémorables de ce que nous pouvons maintenant appeler la ci-devant guerre de Russie. La fuite des Français de Moscou les a, il est vrai, conduits à d'extrêmes miseres et à la destruction ; mais ils attribuent à la saison autant qu'à leur ennemi les désastres dont elle a été accompagnée. A l'époque où la bataille de Borodino a été livrée, ils avançaient, pleins de vigueur et d'espoir, vers la conquête qu'ils s'étaient promise ; les deux partis étaient donc alors en présence, sans grande disparité de force, et, d'après le résultat, nous pouvons présager quelle sera l'issue des combats futurs entre les Russes

et les Français, si jamais il y en a, même à force égale. Buonaparté, à la vérité, quoique défait dans les plaines de Borodino, a eu néanmoins la hardiesse de tourner autour de l'armée victorieuse et de foncer sur Moscou, dans l'espoir que ce trait d'audace cacherait sa défaite passée, et effrayerait tellement l'Empereur de Russie, qu'il entrerait promptement en négociation. Mais il se trompa aussi en cela : l'issue de la bataille était trop bien connue et appréciée avec trop de justesse à St. Pétersbourg ; et nous soupçonnons qu'il n'y a qu'une trop grande confiance que quelque faiblesse ou trahison aurait lieu dans cette capitale, qui ait pu porter le tyran à prendre un parti aussi désespéré que celui de s'enfoncer dans un pays avant d'avoir défait l'armée qui le défendait.

" En conséquence, il a circulé à St. Pétersbourg une relation de la bataille de Borodino, dont ce qui suit est un précis. Elle est attribué à Sir Robert Wilson, et conséquemment nous croyons qu'elle peut être considérée comme une esquisse authentique de cette importante bataille :

" L'armée russe, ayant changé de commandants, continua sa retraite sur le village de Borodino, entre Mojaïsk et Irisk, sur la grande route de Moscou. Là, elle fut renforcée de 18,000 hommes effectifs, sous le général Miloradowitch, et 21,000 hommes de milice, la plupart armés de piques, sous le général Markow. L'armée russe, non-compris la milice, montait au total à 105,000 hommes effectifs ; l'armée française montait à 130,000 hommes, ayant été renforcée des troupes tirées des postes occupés par l'ennemi.

" Contre toute attente, Buonaparté qui avait manqué le moment favorable pour attaquer les Russes dans leur marche de Smolensk vers le Dnieper, rangea son armée en bataille le 4. Il est pos-

sible que la nomination du prince Kutusow au commandement en chef eût trompé ses espérances de paix, et qu'il se soit alors trouvé dans la nécessité d'effectuer par la force ce qu'il s'était flatté d'obtenir par l'influence de la crainte sur le Cabinet de Saint Pétersbourg. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a regretté lui-même l'occasion qu'il avait laissé échapper, et a dit : " J'ai manqué une des occasions les plus brillantes de ma vie."

" L'armée du prince Bagrathion soutenait la gauche des Russes ; mais elle était beaucoup en avant du centre et de la droite. Une batterie de sept pieces de canon, placée sur une hauteur, couvrait l'avant-garde de l'armée du prince Bagrathion, que je nommerai dorénavant la seconde armée.

" L'action commença le 25, vers deux heures de l'après-midi, et l'on se battit avec fureur de part et d'autre jusque vers la chûte du jour ; alors l'ennemi se rendit maître de la hauteur et de la batterie, et obligea la seconde armée à se replier et à prendre sa position en alignement avec la premiere armée, ayant devant elle des hauteurs sur lesquelles des batteries avaient été érigées.

" Le 26, au matin, les Français fondirent encore sur le prince Bagrathion avec toutes leurs forces, et l'obligerent, après une résistance très-vive, à se retirer avec quelque désordre ; et il fallut faire avancer les réserves de la premiere armée sur la gauche et en avant, pour protéger ses batteries et arrêter l'ennemi ; et la seconde armée, après s'être ralliée, s'avança de nouveau, et appuya à son tour les troupes qui l'avaient soutenue. Cependant les Russes furent obligés de retirer un peu la gauche de leur ligne, de maniere qu'elle formât l'angle avec une partie du centre et de la droite. A la pointe saillante de cet angle, il y avait une batterie qui, si l'ennemi eût pu la prendre et la garder, aurait dominé sur toute la position des Russes, et les aurait forcés à se

retirer. Buonaparté voyant que les Russes restaient fermes, malgré le terrible feu croisé de son artillerie, résolut de faire prendre cette batterie. Diverses tentatives furent faites durant le jour, avec de la cavalerie et de l'infanterie, mais l'ennemi fut toujours repoussé. Cependant, vers neuf heures du matin, le général Bonami s'était établi dans la batterie qui était en avant de la gauche des Russes ; mais le général Gormouloff ayant pris le commandement d'une colonne (comme officier d'état-major), se précipita sur la batterie, la reprit, et passa tous les Français qui y étaient à la baïonnette, à l'exception du général Bonami, qui réussit à s'échapper avec vingt blessures, dont une à la poitrine. A la nuit tombante, l'ennemi se retira, abandonnant la batterie qu'il avait reprise vers quatre heures du soir, et qui avait été prise et reprise trois fois dans la journée. Il se replia graduellement sur quelques ouvrages qu'il avait sur ses derrieres, hors de la portée du canon, d'où il rétrograda d'environ deux verstes et demie, avec le gros de son armée, dirigeant sa grosse artillerie, etc. sur Mojaisk. L'armée russe resta sur le champ de bataille jusqu'au lendemain au soir; alors le prince Kutusoff se retira de trois verstes avec le gros de son armée, et il laissa le général Platow avec les Cosaques, pour occuper le terrain en avant de Borodino.

" C'est ainsi que s'est terminée, *sur le champ de bataille*, la mémorable action de Borodino ; et jusque-là elle ressemble à la bataille de Prussich Eylau ; mais les suites ont été différentes, car celle d'Eylau sauva Konigsberg, tandis que celle de Borodino a accéléré la perte de Moscou. Je suis néanmoins porté à croire que, sous le rapport de l'art, la victoire de Borodino a été plus décisive que celle d'Eylau, où les Russes quitterent le terrain dans la même nuit, tandis qu'à Borodino c'est l'ennemi qui l'a quitté.

" Celle-ci a toutefois grandement différé dans ses progrès, car à la bataille de Borodino, certains points ont été disputés : à Eylau, c'était une bataille rangée sur toute la ligne, et toutes les troupes étaient couvertes par l'artillerie. Les Russes y en avaient plus de 600 pieces, mais le feu fut soutenu par environ 268.

" La perte de l'armée russe à Borodino a été forte, puisqu'il est certain, aujourd'hui, qu'il y a eu 25,000 tués et blessés (la moitié au moins tués), et que plus de 1500 officiers, dont trois généraux, ont été tués, et neuf blessés.

" La perte de l'ennemi a été nécessairement beaucoup plus forte : en cela les calculs ne peuvent pas être erronés ; mais il paraît par ses propres correspondances, qu'il évalue lui-même sa perte à 26 généraux hors de combat (dont sept ont été tués) et 35,000 hommes.

---

*Copie d'une Lettre interceptée, écrite par un Colonel de la Grande Armée, au Général ****, employé à l'Armée de Soult en Espagne.*

Heureux de me trouver prisonnier, après avoir échappé miraculeusement à la mort, je ne veux pas vous laisser ignorer, mon cher ami, des détails qu'il devient important de faire connaître à la France entiere, et à la brave armée que l'on sacrifie depuis si long-temps en Espagne. Décidé à ne pas rentrer dans ma patrie, je puis vous dire, sans craindre les fureurs de celui qui la gouverne, qu'il a fui comme un lâche, au moment du danger. L'Empereur se méfiant de sa garde, c'est sauvé avec un corps de cavalerie tout composé de généraux, d'officiers supérieurs et particuliers, qui lui a frayé un passage vers Wilna. De là, bien déguisé, conduit par des Juifs, et n'ayant avec lui que l'infâme Caulincourt, il a dû prendre la route de Varsovie. Plusieurs de mes camarades croyent que c'est dans cette ville qu'il fixera son séjour, jusqu'à ce que les quartiers d'hiver soient assurés. D'autres pensent qu'il ira tout de suite demander au sénat

une conscription assez forte pour pouvoir faire une nouvelle campagne, dans laquelle, disent-ils, ses puissants alliés le seconderont de tous leurs moyens. Je douterais fort qu'ils accédassent à sa demande, si on connaissait en France et en Allemagne l'état déplorable de notre armée, les pertes énormes qu'elle a éprouvées, et celles qui résultent chaque jour de la rigueur du climat et du manque de subsistances, dont elle est totalement privée. Le tableau que nous avions journellement sous les yeux faisait horreur et déchirait l'âme. Nos malheureux soldats, la plupart sans souliers, sans capotes, sans secours lorsqu'ils étaient blessés, et ne recevant plus de ration, périssaient chaque jour par milliers, ou se décidaient à mettre bas les armes, dans l'espoir d'obtenir un meilleur sort. Les grandes routes sont couvertes de cadavres. Nous trouvions à chaque pas des vivandieres mortes avec leurs enfants à la mamelle. Nos ennemis ont pu reconnaître tous nos bivouacs, au nombre de morts et de mourants que nous y laissions entassés. Partout ils ont rencontré des carcasses de chevaux, et leurs conducteurs expirant à côté des pieces d'artillerie qui leur étaient confiées. Chacune de nos divisions a détruit ses munitions et abandonné ses bagages. Très-souvent nous avons vu nos soldats ramasser des glands avec rapidité, ou chercher dans les bois des racines qui pussent leur servir de nourriture. Mais ce ce qu'il est affreux de vous dire, ce qui révolte et fait frémir la nature, c'est d'avoir vu des malheureux réduits à manger de la chair humaine, pour ne pas mourir de faim.*

Le tyran qui est cause de tant de malheurs, de tant d'atrocités, qui a à se reprocher la destruction de notre brave armée, osera-t-il aller se montrer au sénat, et braver, à Paris, le juste ressentiment des peres dont il a inhumainement sacrifié les enfants, celui des femmes dont il a fait périr les époux? Je ne le crois pas, parce qu'il craindrait sans doute que toute la France en deuil ne lui demandât compte du sang qu'il a fait répandre, uniquement pour assurer sa vie et favoriser sa honteuse retraite.

Comme il n'y a plus de discipline dans les débris de notre armée, le soldat n'obéit plus, et murmure hautement. Les généraux eux-mêmes se plaignent de la lâcheté de leur

---

* Ces faits sont attestés par plusieurs lettres de St. Pétersbourg et de l'armée. Nous en avons déjà rapporté quelques-unes.—*Note de l'Editeur.*

chef; et toute l'armée lui reproche de n'avoir pas partagé l'affreuse situation où il l'a réduite.

Pour rétablir l'ordre, l'Empereur ne s'est pas contenté d'être sévere, il a été barbare. Le 23 de Novembre, il fit ordonner à 500 hommes d'infanterie placés dans un village près de la Beresina, de marcher pour aller attaquer un des postes ennemis. Les soldats se permirent d'observer qu'ils n'en avaient pas la force, parce que depuis deux jours ils n'avaient reçu aucune subsistance. Napoléon, furieux, en fit fusiller sur le champ 25. Le même jour, il fut mis à l'ordre que tout soldat qui se permettrait de demander sa ration serait fusillé. Trois jours après, quatre officiers de cavalerie (le fils de notre ami de B*** est du nombre), ayant cru devoir instruire le général divisionnaire que leurs hommes et leurs chevaux, manquant de tout, seraient hors d'état d'agir, si les circonstances l'exigeaient, furent mis aux fers, par ordre du Roi de Naples, et destitués de leur emploi. Je n'en finirais pas, mon ami, si je voulais vous rapporter tous les traits de lâcheté, d'inhumanité et de barbarie qui appartiennent exclusivement à celui qui dans son délire avait conçu le projet de subjuguer la Russie. Ce misérable, en provoquant partout la dévastation, nous a livrés sans pitié à la misere et à la mort. Sans cesse menacé dans le Kremlin, sa rage et sa frayeur avaient suspendu toutes ses facultés. Dans sa retraite de Moscou à Smolensk, il a dû se convaincre qu'il était en horreur à ses braves soldats. Enfin, dans tout l'empire il a rencontré des Russes dévoués, courageux et fideles, dédaignant ses menaces et brûlant du désir de le combattre. Si nos malheureux compatriotes pouvaient être instruits que le monstre qui les tyrannise, a fait périr depuis six mois plus de 250,000 hommes, qu'il a perdu 800 pieces de canon, 4,500 chariots de munition ou de bagages, plus de 80,000 chevaux, et une quarantaine de généraux; si, dis-je, le sénat voulait se montrer digne du peuple qu'il représente; si, usant de son influence, il provoquait le soulevement de la France—tous ses habitants, l'armée même, je n'en doute pas, s'empresseraient d'exercer la plus juste vengeance envers l'auteur de leur honte, de leur misere et de leurs malheurs.

A Minsk, le 9 Décembre 1812.

En lisant les extraits qui précedent des papiers français, on ne peut manquer d'être frappé de l'étrange activité que Buonaparté a déployée dans les 40 jours qui ont suivi son retour à Paris après sa désertion. Cet homme s'est multiplié pour pallier aux yeux de ses sujets et de ses alliés l'énormité de ses désastres, la honte de sa situation et la puissance de ses ressources.

Fidele au plan de grossir et d'exagérer ses forces, que l'on connaît par la lettre au duc de Bassano interceptée en Russie, il fait tripler, et quadrupler le nombre de troupes qu'il peut encore mettre en mouvement. C'est surtout dans les gazettes d'Allemagne qu'il brille. La gazette d'Augsbourg paraît être le principal dépôt de ses impostures. Elle ne lui donnait dabord que 300 mille hommes de disponibles ; plus récemment elle lui en a donné 550. Napoléon lui-même dans une de ses notes du Moniteur annonce qu'il va avoir au printemps, pour recommencer la guerre de Russie, une armée double de celle de 1812, c'est-à-dire, de 900 mille hommes ! A qui espere-t-il en imposer par de semblables bravades ?

On voit pourtant que tous ses efforts se réduisent à former des armées d'observation à Magdebourg, sur le Rhin, à Ratisbonne et *sur l'Adige à Vérone !* Eh ! contre qui donc, une armée d'observation en Italie et en Baviere, lorsqu'on nous dit que la meilleure intelligence et la plus grande confiance subsistent entre la France et l'Autriche ?

Murat a quitté aussi lui le commandement de l'armée, *par indisposition.* De quelle nature est cette indisposition, morale ou physique ? c'est ce qu'on ne juge pas à propos de nous révéler. Nous savons que Murat a eu les mains gelées en Russie et qu'il a fallu lui couper deux doigts. Du reste

quand il sera de retour à Naples, il pourra aussi lui se faire dire par son conseil d'état qu'il est venu pour se faire rendre compte de l'état de ses arsenaux et des ressources de sa monarchie !

La question que l'on se fait universellementà Paris : où est donc la Grande Armée, dont on voit tous les généraux éparpillés et à moitié gelés, arriver à Paris par pieces et par morceaux ? a enfin obligé le gouvernement français à publier un article demi officiel, une espece de 30e bulletin, avec trois lettres d'Eugene, de Davoust et de Ney, arrivées à point le même jour et à la même heure, pour répondre aux mensonges de ces gazettes anglaises et russes que l'on savait à Marienverder que le Gouvernement Anglais faisait circuler en Picardie, en Normandie, en Flandres et en Hollande ! ! Mais encore une fois, diront sans doute les curieux impertinents de Paris, où est la Grande Armée ? Combien reste-t-il d'hommes vivants de la Grande Armée ? La Russie a-t-elle ou n'a-t-elle pas à son pouvoir 160 mille prisonniers ?

Buonaparté, pour fermer la bouche à ces insolents, va les régaler d'un nouveau concordat qu'il vient d'arracher à la faiblesse de son prisonnier, le Pape, et par le spectacle du couronnement de son Impératrice et de son rejeton, l'une déclarée hier adultere et l'autre bâtard par le Saint Pere, et aujourd'hui proclamés légitimes par le même Saint Pere ; le tout moyennant finances !

Puis fiez-vous à Messieurs les Romains !

C'est sans doute par *la promesse* de rendre au Pape le territoire de l'église, que les agents crossés et mitrés de Napoléon, les Bayanne, les Barral, les Duvoisin auront engagé ce malheureux pontife à tomber ainsi en contradiction avec lui-même, et à faire ce qui convenait à l'homme qu'il ne peut considérer que comme un Antechrist. C'est en vain

que Pie VII a déjà été victime de l'ingratitude et de la perfidie de Napoléon, il retombe de son plein gré dans les mêmes piéges ! Il accorde à son oppresseur *des faits*, des faits sur lesquels il lui sera impossible de revenir : et qu'obtient-il pour ces faits ? Des *promesses* que Buonaparté tiendra, si cela lui convient ; la restitution d'une souveraineté et d'un territoire dont la spoliation était un vol évident, et qui ne devait jamais faire l'objet d'une négociation. Qui garantira par la suite au Pontife qu'on ne lui reprendra pas une autre fois son vatican pour obtenir la consécration de quelque nouvelle concubine et d'un autre petit adultérin ? Quel homme de bonne foi osera maintenant soutenir sans rougir le dogme de l'infaillibilité du Pape ? Où est la doctrine immuable de l'église catholique, apostolique et romaine ?

Il paraît qu'un des grands objets que Buonaparté a ajourd'hui en vue, est de faire déclarer par le sénat, son impératrice régente de l'Empire pendant la nouvelle absence qu'il se propose de faire avec sa nouvelle Grande Armée, afin de *nulliser* cette fois la Russie ; car il est enfin décidé à être brave en 1813, et à exposer sa personne sacrée. Il a aussi, dit-on, le projet de mettre sa jeune dynastie sous la protection de l'Autriche, comptant beaucoup plus sur la niaiserie du Cabinet de Vienne que sur l'amour des Français. Les Archiducs Charles et Jean ont été invités à assister à ce double sacre.

VARIÉTÉS.

Réponse à cette Question : Où trouver l'amour !

Dans le grand monde : il n'est que là. C'est là qu'il est entouré de tous ses charmes et de tous ses prestiges : c'est là que tout contribue à le fortifier ; c'est là seulement qu'il est vif et durable.

Qu'on ne me parle point des apôtres de la solitude. Je gémis tous les jours sur ces pauvres fous qui, séduits par leur pernicieuse doctrine, s'échappent mystérieusement deux à deux, s'excluent tout-à-coup du monde, et vont remplir les déserts de petites Thébaïdes où l'on n'entend que le bruit des soupirs et des oraisons amoureuses. De temps immémorial on a fait cette sottise, et on s'en est repenti. Vivre sans cesse en contemplation l'un devant l'autre, faire son univers de l'objet aimé, quelle jouissance ineffable ! Mais attendons la fin. Dans les premiers jours du tête-à-tête, tout va merveilleusement : le cœur est bercé des plus délicieuses espérances ; une suite de plaisirs et de prospérités semble se perpétuer pour vous : votre imagination exaltée se soutient pendant quelque temps à une grande distance de la terre, dans les sublimes extases du sentiment. Ce mot : j'aime, prononcé avec la ferveur des premiers fidèles, est une espece de talisman qui enchante d'abord tous les entretiens. Comme on méprise les vils intérêts du monde ! comme on oublie tout ce qui n'est pas *elle*, tout ce qui n'est pas *lui* ! Quelle volupté de se perdre ensemble, loin de la trace des humains, dans les sombres et étroites allées de la forêt *romantique* ! on marche lentement, les bras entrelacés, en suivant, d'ordinaire, le cours d'un petit ruisseau qui se fait enten-

dre à vos pieds : là, se laissant aller à un aimable abandon, on sent son cœur, on s'y livre, et on s'y livre si bien, qu'insensiblement cette divine existence devient aussi insipide qu'elle avait paru délicieuse. Le couple engourdi se lasse de la monotonie de cet éternel duo d'amour. L'ennemi arrive, je veux dire l'ennui. L'amour-propre et l'obstination excitent à soutenir la gageure ; on s'efforce de faire bonne contenance ; mais l'ennemi gagne du terrain et tout est perdu. Sauve qui peut !

Vous qui voulez aimer et aimer long-temps, restez dans le monde, c'est là le véritable élément de l'amour. Les scenes de la nature sont peu variées ; celles de la société se multiplient à l'infini. Voyez-vous ces deux amants que leurs devoirs et leurs occupations y enchaînent ? Pour lui, un poste important à remplir ; pour elle, des liens de bienséance à respecter opposent des obstacles sans nombre au désir qu'ils ont de se voir. Le froid mortel des tête-à-tête ne peut les attendre ; ils ont si rarement l'occasion de se réunir loin des témoins ! ils l'achetent si cher ! ils ont tant de choses à se dire ! Sont-ils dans un salon ? il faut prendre l'attitude contrainte de l'indifférence ; il faut tromper tous les regards, dépayser tous les faiseurs de conjectures. Le voilà au milieu d'un cercle de jolies femmes qui l'agacent : il fait face à toutes, hors à une seule qu'il a à peine abordée ; et qu'il se contente de regarder de temps en temps de côté. Elle, à son tour, environnée d'un essaim d'adorateurs qui lui débitent les pauvretés d'usage, elle a l'air de les écouter ; mais ses yeux vont, à la dérobée, instruire quelqu'un qui est à l'autre extrémité du salon, que c'est de lui seul qu'elle est occupée. Sans ce commerce secret d'œillades établi entr'eux, ils auraient peut-être passé trois heures ensemble, comme s'ils eussent été aux deux hémispheres. Ce télégraphe de l'amour, à l'usage des salons, est si bien connu, qu'il a mal-

heureusement fini par donner le signal aux observateurs: " Ce jeune homme et cette jeune femme ne se disent mot; donc ils s'aiment."

Quand on n'a pu se voir qu'à travers des flots d'importuns ; quand on n'a pu se parler que des yeux pendant toute une soirée, comme on est tourmenté du besoin de se rejoindre ! comme l'horreur qu'on a des ennuyeux ajoute au sentiment d'une préférence exclusive ! Que cette comparaison involontaire de tous ceux qu'on a entendus avec celui qu'on a regardé, tourne toujours à l'avantage de ce dernier ! On lui découvre mille perfections que les défauts des autres font ressortir. A-t-il brillé dans la soirée, l'enivrement de l'amour-propre vient fortifier l'enivrement de l'amour ; chacun de ses succès est un trophée qui enorgueillit l'objet aimé : chacune de ses conquêtes est une dépouille dont il vient orner votre char de triomphe ; et alors quel abandon ! quel dévouement ! comme on craint de perdre un captif si honorable ! comme on souleve doucement sa chaîne en l'enveloppant de fleurs ! Le mystere même dont on s'entoure a quelque chose de si piquant ! Il y a tant de charme à être heureux au milieu du monde et à son insu ! Il est si agréable de désorienter ses Argus, d'aveugler ses juges ! Je ne trouve rien de plus riant dans la Mythologie que ce nuage d'or qui vient couvrir les plaisirs du maître des dieux et de la reine des déesses. Otez le mystere de l'Amour, vous en ferez l'Hymen.

Un autre aiguillon qui l'anime, c'est la jalousie; et dieu merci, dans le monde, les occasions d'être jaloux ne manquent pas. Je sais bien que voilà le mauvais côté ; mais il a encore ses avantages. Pour s'assurer sa conquête, il faut redoubler d'efforts, de soins, de moyens de plaire. Quelquefois l'humeur se met de la partie, et la fait perdre. Plus souvent une querelle amene un raccommodement, et la réputation des raccommodements est

établie, comme on sait ; il est vrai que ce n'est plus absolument la même manière d'aimer. Moins de sécurité, moins de confiance : y a-t-il grand malheur à cela ? Jetez-vous à corps perdu dans la tendresse, vous vous y noyez.

Et compte-t-on pour rien la nécessité de se séparer quelquefois ? C'est dans l'absence que l'amour triomphe. J'ai souvent vu que les départs ressemblaient aux déménagements. Jamais on ne se voit plus riche que ces jours-là : il y a une multitude de petits sentiments qui sont pour ainsi dire égarés dans notre âme, et qu'on y retrouve alors comme, en changeant de demeure, on retrouve une quantité d'objets qu'on croyait perdus ou que l'on ne comptait pas dans ses propriétés. L'éloignement fait disparaître toutes les inégalités de caractère, tous les torts. On traite sur ce point les absents comme les morts. Des pleurs et des regrets, voilà ce qu'on leur doit et ce qu'on leur paie. La correspondance s'établit. Quel charme ! C'est là que le cœur entier se répand ; c'est là que les expressions brûlantes d'une passion, irritée par l'impuissance de se satisfaire, vont d'un bout du monde à l'autre exalter deux âmes qui ne respirent qu'après un seul moment ; celui du retour. Ce qu'on se dit en amour a bien moins d'énergie que ce qu'on s'écrit. A côté de ce que vous aimez, vous jouissez par toutes vos facultés. Ce vers ravissant :

Je ne lui parlais pas, mais j'étais auprès d'elle,

explique ma pensée. Quand s'écrire est le seul bien qui reste, il faut qu'il dédommage de tout, qu'il supplée ce regard qui dit tant de choses, ce soupir qui plonge dans une rêverie si délicieuse, ce sourire qui en retire plus délicieusement. L'amour présent a mille truchements pour se faire entendre, l'amour absent n'en a qu'un seul. Et puis, quelle différence d'un sentiment heureux et tranquille à un sentiment inquiet et douloureux ! La langue du bon-

heur à peu de mots, celle des regrets est bien féconde! Dans l'absence, l'imagination toujours pleine de chimeres, s'entoure de défiance, se nourrit de soupçons. Celui qu'on a laissé au milieu du tourbillon, celui qu'on se représente voyageant parmi de nouvelles scenes et de nouveaux plaisirs, ne peut-il pas insensiblement se détacher de votre image à travers les objets variés qui l'occupent et l'amusent? La passion fermente dans ces agitations; et moins elle se repose, plus elle acquiert de force. L'époque du retour arrive-t-elle? On se revoit avec tout le charme de l'habitude, avec tout le prestige de la nouveauté. On sait tout ce qu'on a à se dire, et on se le dit mille fois. Comme le cœur palpite au récit des dangers courus, des fatigues endurées! Il semble que ce soit pour nous qu'on ait essuyé tant de peines: nous aimons à en tenir compte; et que de bonheur nous promettons facilement à celui qui les a souffertes, pour le payer et le consoler! Jamais de part et d'autre le cœur n'eut plus d'activité, la tendresse ne fut plus vive: c'est une reprise de possession, c'est un héritage qu'on n'espérait plus, c'est un procès gagné sur le temps.

On dit que l'amour a inventé les arts; s'il en est ainsi, les arts le lui ont bien rendu. S'ils ne l'ont pas créé, ils l'ont souvent ressuscité. Supposez, ce qui peut arriver quelquefois, un couple amoureux qui bâille au coin du feu; c'est l'heure du spectacle; on donne *Zaïre*; les chevaux sont attelés: aux Français! On arrive, la toile se leve; vous entendez ce séduisant Orosmane et cette touchante Zaïre parler, en vers enchanteurs, de leurs sentiments, qui sont les vôtres; vous vous retrouvez en eux; ce qu'ils expriment, vous l'avez souvent exprimé vous-même. Il semble que ces épanchements des pensées de leur cœur soient les révélations des secrets du vôtre. Vous vous regardez avec atten-

drissement ; vos mains se cherchent et se pressent : vos soupirs se confondent et vous apprennent le sentiment qui vous occupe ensemble. Quand Orosmane, jaloux et désespéré, veut tuer sa maîtresse, qu'il croit infidelle et qui l'adore, un secret retour sur vous-mêmes vous rappelle l'injustice de vos soupçons passés ; vous jurez intérieurement de les abjurer à l'avenir : des pleurs tombent de vos yeux et vous vous êtes entendus. Désormais vous vous aimerez sans trouble, sans ombrage. Si quelque chagrin naît encore entre vous, un mot, un regard suffira pour le détruire. Une confiance généreuse, une sécurité salutaire sont le fruit de l'exemple terrible que la jalousie a mis sous vos yeux. Ainsi l'ennui et le désœuvrement vous avaient amenés au spectacle ; vous en sortez ranimés par l'enthousiasme et l'exaltation, et peut-être sans ce bienfait des arts, il n'y avait plus de lendemain pour vôtre amour.

Amélie et Alfred ont pris querelle ensemble. Depuis huit jours : ils ont cessé de se voir et de s'écrire. Le salon s'ouvre : le hasard les conduit presque en même temps devant ce beau tableau d'Atala portée par Chactas dans la fosse ; leurs yeux se rencontrent ; ils s'appelaient. Cette image de l'anéantissement d'un être auquel on a dévoué sa vie, le souvenir de tant de journées d'ivresse et d'enchantement que la mort peut terminer, changent subitement leur cœur, en chassent le dépit, les projets de haine et de vengeance. Tous deux n'ont vu qu'un objet : le trépas de ce qu'on aime ; et ils aiment encore ! Ils ont senti toute l'horreur d'une séparation éternelle qu'ils n'avaient jamais envisagée, et dont l'idée les fait frémir ; ils ont connu tout le prix de ce qu'ils possédaient en apprenant qu'ils peuvent le perdre sans retour. Le pardon est scellé aux pies de cette infortunée qui

vient de leur rendre le bonheur : un tableau les reconcilie. Autre triomphe des arts !

Tout le monde sait ce mot d'un Anglais qui disait à sa maîtresse, occupée à examiner une constellation : Ne la regarde pas tant, Lolotte, je ne pourrais pas te la donner. S'ils avaient passé leur vie à la belle étoile, ce mot serait insignifiant ; il est charmant à une sortie de l'Opéra.

Je me suis toujours figuré deux amants comme deux êtres à part, deux génies, habitants de notre terre, qui correspondent invisiblement entr'eux au milieu du monde. Leur union est une espece d'alliance offensive et défensive contre l'ennemi commun ; c'est-à-dire la société. Ils veillent sans cesse l'un sur l'autre ; ils s'éclairent tour-à-tour sur leurs démarches ; ils s'aplanissent alternativement les obstacles. L'un d'eux a-t-il des chagrins, il vient les verser dans le sein de l'autre, et il est consolé. Les mille petits intérêts de la vie, si compliqués et si embarrassants deviennent des jeux pour eux, grâce aux conseils d'une tendresse clairvoyante et réciproque. Où trouver une confiance aussi absolue, un dévouement aussi courageux, une activité aussi utile ? L'amitié, elle-même, a ses réserves, l'Amour n'en a point. L'oreille de l'une est quelquefois sévere ; celle de l'autre est toujours complaisante. D'ailleurs, il y a dans le cœur humain certaines plaies d'amour-propre qui ne peuvent être sondées et guéries que par la main délicate et discrete de l'amour ; toute autre main les envenimerait en les touchant. C'est tous les jours un besoin mutuel de se communiquer ses pensées, ses projets, ses espérances, ses contrariétés. La nécessité resserre le lien. A mesure qu'on s'éprouve davantage, on se découvre l'un par l'autre des trésors de bonté, de raison, d'affection qu'on ne se soupçonnait pas. Cette découverte tourne à l'avantage du sentiment ; et la certitude de ne point trouver ailleurs, de long-temps, cette réu-

nion de biens, ces ressources du cœur, créées par l'habitude de s'aimer, changées en besoin, éloigne toute idée d'une inconstance qui exposerait la félicité et bouleverserait le repos.

C'est ainsi qu'appuyés l'un sur l'autre, et se relayant pour soutenir tour-à-tour l'égide sous laquelle ils se dérobent aux traits de la société, deux êtres qui s'aiment, traversent l'existence, sans regret du passé, charmés du présent, et souriant à l'avenir. A quoi doivent-ils la durée de leur bonheur ? à la difficulté de le conserver ; aux moyens de le renouveler, et c'est ce qu'on ne rencontre pas dans la solitude.

J'en reviens donc à ma thèse : Où trouver l'amour ? Dans le monde.

On souscrit chez M. PELTIER, 7, Duke Street, Portland Pl.

De l'Imprimerie de SCATCHARD et DEAN, 19, Poland-Street.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLVI.—*Le* 20 *Février*, 1813.

FEUILLETONS DE GEOFFROI.

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE.

Jérusalem délivrée.

Les représentations de cet opéra se continuent avec un succès d'estime : peu de spectateurs, beaucoup de connaisseurs. Les Italiens ont commencé par nous donner le goût de la bonne musique vers 1750, il y a soixante-trois ans environ : ils ont été long-temps nos maîtres ; mais nos maîtres se sont corrompus, et ont fini par nous corrompre au point qu'il n'y a plus aujourd'hui d'enthousiasme que pour la musique efféminée et fardée. On n'applaudit à nos théâtres lyriques que de vains ornements et des tours de gosier qui dégradent la musique, comme les pirouettes dégradent la danse, comme les abus de l'esprit dégradent l'éloquence. Le style de Jérusalem est partout sévere, sauf une romance qui n'est pas déplacée dans la bouche d'un chevalier qui comme tous ses confreres en chevalerie, n'est qu'un amant transi. Le poëme, assez uniforme, n'a pas

permis au musicien beaucoup de variété. Un opéra en cinq actes est nécessairement exposé à la monotonie: trois actes, coupés par des danses, sont la forme la plus heureuse. Sur les cinq actes de Jérusalem, le troisieme est rempli de danses; il y en a peu dans le second, et point du tout dans les autres. Les danses du second et troisieme actes font regretter qu'on en ait été ailleurs trop économe: c'est là qu'Albert fait admirer sa noblesse, son élégance et sa grâce: Antonin, sa légéreté. Il faut espérer que les grotesques rendront l'un et l'autre plus circonspects sur les pirouettes. C'est là qu'un pas de mesdames Clotilde, Gardel et Bigottini, réunit ce que la véritable danse a de plus enchanteur; enfin, c'est là que Chevigny, armée d'un tambour de basque, fait briller avec Beaupré sa verve comique et sa pantomime joyeuse. La belle Victoire Saulnier, Mad. Courtin, Gosselin aînée, contribuent à l'agrément de ces danses.

Lavigne s'est fait une réputation dans le rôle de Tancrede, où il est bon acteur et chanteur très-agréable. Lays joue toujours des rôles d'amis: ce sont des rôles secondaires dont son art et son talent font des premiers rôles. Derivis relève l'éclat de sa voix par sa haute stature. S'il manque quelque chose à la taille de Mad. Branchu dans Clorinde, elle couvre ce déficit par un surcroît de talent dans le chant et dans le jeu.

Télémaque, Ballet-pantomime.

Il eût été facile de faire de cet ouvrage, qui n'est qu'un ballet pantomime, un opéra-ballet; on a pris le parti le plus sûr en n'y mettant point de paroles. On ne pouvait pas jouer un plus mauvais tour à la critique qui s'exerce ordinairement sur les paroles et la musique, et voit à regret qu'il n'y ait

jamais que des éloges pour les danses avec un compositeur de ballets tel que Gardel.

Le ballet de Télémaque est si agréable, qu'on ne fait peut-être pas assez d'attention aux leçons qu'il renferme: jamais les conseils de l'austere sagesse ne furent revêtus d'images plus riantes; jamais on ne jeta plus de fleurs sur la morale. On apprend dans ce ballet voluptueux que la volupté est un poison; que l'Amour, cet enfant si joli, et dont le sourire est si doux quand il se présente, se change en Furie infernale pour déchirer le cœur qui l'a reçu: enfin, que la fuite est le plus sûr remede contre les séductions du plaisir. Mais les nymphes de Calypso dansent si bien, leurs mouvements sont si gracieux, que les spectateurs envient le sort de Télémaque, et trouvent Mentor extravagant de s'exposer à noyer son éleve pour l'arracher à une si agréable compagnie. La jalousie de Calypso n'effraie personne sur les dangers de l'amour; au lieu de plaindre les tourments de la déesse, on accuse son imprudence: c'est sa faute. Pourquoi a-t-elle des nymphes plus aimables qu'elle?

Mlle Gosselin aînée vient de faire un second essai dans le rôle d'Eucharis; son talent pour la danse avait brillé dès sa premiere entrée à l'Opéra; elle vient de prouver qu'elle ne réussira pas moins dans la pantomime, elle avait eu sous les yeux un excellent modele dans Mad. Gardel. On remarque avec plaisir qu'elle a su en profiter; plus elle s'en approchera, plus elle sera parfaite. Dans le grand nombre des sujets que l'école de M. Coulon a fournis à la danse de l'Opéra, Mlle Gosselin aînée est un de ceux qui fait le plus d'honneur à son maître.

On ne peut parler du ballet de Télémaque sans penser au fameux roman dont il est tiré; on a voulu donner le nom de poëme à cet ouvrage si distingué dans notre littérature: il semble que l'auteur, en lui donnant le titre modeste *d'aventures*,

n'ait pas eu d'autre prétention que celle de composer un roman poétique. Sa prose est beaucoup plus vive, plus légere, plus grâcieuse, et surtout plus variée, que les vers de certain poëme célebre qu'on vante plus qu'on ne lit, et qui fait bâiller jusqu'à ses admirateurs.

Si le Télémaque est un roman poétique, c'est aussi un roman politique. Fénélon connaissait peu les hommes; il avait plus d'imagination que de jugement: partout il rappelle la douce chimere de l'âge d'or; partout il prêche le bonheur et la paix: il veut que les rois soient de véritables pasteurs des peuples. Ses maximes de gouvernement sont des idylles; il parle sans cesse de prairies émaillées de fleurs, de troupeaux bondissants, de bergers jouant de la flûte. Il était nourri du lait de la poésie ancienne; son esprit romanesque fut la source de ses erreurs théologiques et politiques: il croyait qu'il fallait aimer Dieu pour lui-même; que le premier devoir de ceux qui gouvernent les hommes est de les rendre heureux. Ces systêmes parurent bizarres aux docteurs en théologie, aux courtisans, aux rois et au pape. La doctrine de Fénélon fit ses malheurs, si ce fut pour lui un malheur d'être exilé de la cour, et d'honorer sa retraite par les plus grandes vertus.

On croit que le Télémaque fut composé pour l'instruction du duc de Bourgogne, dont Fénélon était précepteur. Voltaire n'est pas de cet avis, et, suivant son usage d'appuyer toujours ses opinions historiques de l'autorité de quelque grand seigneur, il cite le témoignage du marquis de Fénélon, neveu du prélat. Jusque là tout est bien, le neveu de Fénélon pouvait savoir mieux qu'un autre si son oncle avait composé le Télémaque pour l'instruction du duc de Bourgogne; mais, voulant à son tour fortifier, par un raisonnement de sa façon, l'autorité du marquis, Voltaire s'égare, et n'avance qu'un sophisme très-faible. "En effet, dit-il, il n'eût

" pas été convenable que les amours de Calypso et " d'Eucharis eussent été les premieres leçons qu'un " prêtre ait données aux enfants de France." Alléguer qu'une chose n'est pas convenable pour prouver qu'un homme ne l'a pas faite, c'est une singuliere maniere de raisonner pour un philosophe: on prouverait aisément, avec la même logique, que Fénélon n'a pas donné dans les rêveries de Mad. Guyon; il n'y aurait qu'à dire: en effet, il n'était pas convenable qu'un précepteur des enfants de France se fit le disciple d'une femme visionnaire qui courait le monde avec son directeur, et dogmatisait pour se faire un parti dans l'Eglise. Cela était bien plus fou, bien moins convenable et moins décent pour un sage d'adopter les songes d'une folle, que de tracer les malheurs de l'amour sous l'allégorie ingénieuse de Calypso et d'Eucharis. Si Fénélon a pu être la dupe des fausses révélations d'une bigote; il a pu s'imaginer que de belles descriptions des maux de l'amour étaient propres à prémunir le cœur d'un jeune prince contre cette passion fatale.

Dans quelque vue que Fénélon ait composé le Télémaque, il est certain qu'on y trouve une satire indirecte du gouvernement et de l'ambition de Louis XIV. Le prélat a-t-il eu l'intention de faire cette satire? Il n'est pas douteux que, s'il a eu cette intention, il a eu tort, et un tort inexcusable; car il n'avait pas même l'espoir d'être utile. Son livre était trop chimérique pour qu'on fût tenté d'en réaliser les rêves: et si on l'eût entrepris, il n'en serait résulté qu'une révolution funeste à l'Europe, et pire que le mal qu'on eût voulu guérir; au reste, si Fénélon a été persécuté par un roi, et condamné par un pape, son courage et sa soumission l'ont vengé de l'un et de l'autre. Des écrivains qui n'aimaient ni les papes ni les rois l'ont dédommagé de cette persécution et de cette condamnation par des éloges extraordinaires qu'aucun d'eux n'avait jamais accordés

à un homme d'église; et, malgré sa piété et sa dévotion bien reconnues, ils ont fait un philosophe de de l'archevêque.

THÉATRE FRANÇAIS.

Le Tartufe.

On peut douter que Fénélon, dans son Télémaque, ait eu l'intention de faire la censure du gouvernement de Louis XIV; mais il est incontestable que Moliere, en composant le Tartufe, n'ait pas eu intention de rendre service à la religion en démasquant les faux dévots. Son premier dessein a été de faire une excellente comédie, et il a parfaitement rempli son objet; il est très-probable que sa seconde idée a été de flatter les indévots en jetant du ridicule sur les fausses apparences de la piété. Les vrais dévots se faisaient un scrupule d'aller à la comédie; et Moliere, brouillé par état avec l'Eglise, n'était pas fâché d'en tirer quelque vengeance par des railleries que le peuple pouvait appliquer aux vrais comme aux faux dévots. Sa comédie ne convertit point les hypocrites, parce que les vices du cœur ne sont point du ressort du théâtre: la religion dont ils prenaient le masque était alors trop respectée, trop en crédit pour que le ridicule de la comédie pût les atteindre, et le métier était trop bon pour qu'on s'en dégoûtât pour quelques bons mots: la race des hypocrites ne peut s'éteindre que lorsqu'il n'y a plus rien à gagner pour eux à cette mascarade.

Damas saisit très-bien à présent l'esprit et le caractere de tartufe; il fait ressortir tout le comique de ce personnage: on désirerait encore, en quelques endroits, un peu moins d'efforts, un peu plus de naturel dans la prononciation et dans le jeu. Mlle Mars a toute la noblesse, toute la décence et la bonne foi nécessaires au personnage d'Elmire, pour

que l'action ne paraisse pas trop hardie et trop libre; madame Thénard peint avec beaucoup de chaleur et de force une vieille dévote aigre, hargneuse et entêtée. La brouillerie et le raccommodement des deux amants est une scene très-divertissante; Armand et Mademoiselle Volnais s'y distinguent par une vivacité, un dépit et des traits de passion très-comiques, on ne peut avoir un enjouement plus piquant, un débit plus franc et plus ferme, un jeu plus rond, plus naturel que Mlle Emilie Contat dans le rôle de Dorine. Sa réponse au tartufe qui lui présente un mouchoir, est d'une énergie et d'une vérité parfaites; elle parle là en actrice qui sent vivement ce qu'elle dit, et qui est maîtresse de son effet; en d'autres endroits, elle se précipite quelquefois et ne sait pas s'attendre; c'est son seul défaut.

L'Amant bourru.

Damas, après avoir joué le Tartufe avec succès, n'a pas fait moins de plaisir dans un rôle bien différent, celui de l'Amant Bourru. Ce personnage n'est que trop franc: Il pousse la franchise jusqu'à la rudesse; et cette rudesse, si opposée au doucereux langage de nos amants, est une partie du comique de la piece. A ce bourru sensible et bienfaisant, l'auteur oppose deux femmes, une comtesse et une marquise; l'une a pitié de son amour, l'autre se moque de sa brusquerie. La comtesse, femme douce, pleine de sentiment, de raison et de grâce, est jouée par Mlle Volnais avec toute l'expression que le caractere exige. Mlle Mars est chargée du rôle de la marquise, vive, rieuse étourdie et folle, le pendant de la fantasque Céliante: ce qui prouve à quel point Mlle Mars est bonne comédienne, c'est qu'elle rend également bien le rôle d'Elmire du Tartufe, et celui de cette marquise extravagante; elle a, dans le premier acte de l'Amant Bourru, deux tirades

qui, par la maniere dont elle s'en acquitte, valent pour elle un bon rôle tout entier d'une autre comédie.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

(Opera Seria.)

Juliette et Roméo.

Notre grand opéra français mérite bien aussi le titre d'*opera seria*, car les grandes compositions musicales qu'on y expose sont sérieuses jusqu'à la tristesse : nous avons toujours eu l'intention, nous autres Français, même du temps de Lulli, dans l'enfance de l'art, de faire de nos opéras des tragédies en musique, et d'établir dans nos chansons une unité théâtrale à laquelle tous les morceaux se rapportent; d'y exprimer non-seulement les passions et les sentiments, mais les caracteres. Les Italiens, beaucoup plus savants et mieux organisés que nous, n'ont pas tant présumé des forces d'un art qu'ils connaissaient si bien : ils n'ont prétendu mettre dans leurs opéras qu'un certain nombre de beaux morceaux de musique analogues à une situation particuliere, sans aucun rapport à un tout commun. Dans ces morceaux, il se sont servis de la mélodie comme du seul moyen d'expression, comme de la seule langue musicale: nos musiciens se sont beaucoup servis de la déclamation soutenue des effets de l'orchestre ; ils ont rendu leur musique lourde et bruyante pour la rendre majestueuse et tragique ;ils ont fait le genre de l'opéra monotone, ennuyeux avec dignité. On regarderait encore le projet d'une tragédie en musique comme aussi raisonnable que la recherche de la pierre philosophale, si Sacchini ne l'eût réalisé dans son Œdipe à Colonne. Ce qui prouve que le public attache peu d'importance à la découverte de ce secret, c'est qu'il ne va personne à Œdipe à Co-

leone, quelque bien monté qu'il soit : on ne va donc pas à l'Opéra pour la musique.

On va à l'opera seria de Roméo et Juliette pour voir et entendre Mad. Sessi, cantatrice nouvelle, qui a une voix extraordinaire, qui joue et chante dans cet opéra le rôle d'un soprano : cette virtuose, par un excès de zele, s'était d'abord hasardée dans un moment où ses moyens étaient paralysés par un rhume : elle a déjà glorieusement réparé cet échec dans les représentations suivantes, et surtout dans cette derniere, où elle a excité l'admiration la plus vive et obtenu le plus brillant succès. Mlle Neri, qui joue le rôle de Juliette, seconde très-bien Mad. Sessi ; elle a un organe étendu, léger, flexible ; elle brave les difficultés avec une audace souvent heureuse ; mais il ne faut pas qu'elle les cherche avec témérité : Mlle Neri est jeune ; il faut qu'elle approfondisse son art et cultive son instrument avant de se jeter aveuglément dans les entreprises périlleuses, sans préparation, sans provision, sans un bon fonds de doctrine. Crivelli, artiste consommé, fait toujours admirer son style large et sa superbe méthode. Angrisani a une belle basse-taille qui se développerait avec plus d'avantage dans un plus beau rôle.

THÉATRE FRANÇAIS.

Rodogune.

Corneille disait que, pour trouver la plus belle de ses tragédies, il fallait choisir entre Cinna et Rodogune ; lui-même préférait en secret Rodogune, soit qu'elle lui eût coûté plus de travail, et qu'elle fût plus à lui que Cinna, dont il partageait la gloire avec Séneque, soit que cette prédilection ne fût qu'un aveugle caprice de la tendresse paternelle. La

neveu de Corneille, Fontenelle, préférait à Cinna et à Rodogune, la tragédie de Polyeucte : ce n'était pas assurément par dévotion pour saint Polyeucte martyr. Le penchant du philosophe Fontenelle était fondé sur la situation piquante et la générosité héroïque de deux païens, Sévere et Pauline : ces deux amants malheureux, immolant à l'honneur et à la vertu la passion la plus vive, avaient à ses yeux une teinte romanesque dont son esprit fin et délicat était enchanté.

Rodogune est la tragédie que choisirent les comédiens, lorsqu'ils voulurent donner une représentation au bénéfice de Jean-François Corneille, neveu de Pierre Corneille, et le seul descendant de ce grand homme qui existât alors. Quelques amis des arts avaient communiqué cette idée aux comédiens qui avaient saisi avidement une si belle occasion de signaler leur reconnaissance pour le pere de la tragédie. Jean-François Corneille écrivit à l'assemblée une lettre intéressante qu'on lui dicta ; car cet homme simple n'avait hérité que du nom de Corneille. La lettre fut lue et accueillie avec transport ; le résultat de la délibération fut qu'on donnerait incessamment au profit du neveu de Corneille, une représentation de *Rodogune* et des *Bourgeoises de qualité* : cette derniere comédie fut préférée par la raison qu'elle exigeait beaucoup d'acteurs et d'actrices. Les sujets de la comédie étaient fiers de concourir avec ceux de la tragédie à cet acte glorieux de bienfaisance et de générosité.

Sur l'affiche de la Comédie, on lisait un préambule imposant conçu en ces termes : *Les comédiens ordinaires du roi, pénétrés de respect pour la mémoire du grand Corneille, ont cru ne pouvoir en donner une preuve plus sensible, qu'en accordant à son neveu, seul rejeton de la famille de ce grand homme, une représentation.* Si le compilateur chez lequel j'ai copié le texte de ce préambule l'a fidéle-

ment transcrit lui-même, le semainier, rédacteur de cette affiche, n'avait pas le sentiment de l'harmonie oratoire : car cette longue et pompeuse période se termine par un membre trop court et trop maigre, *une représentation*, et le nom se trouve trop éloigné de son verbe. Il fallait dire : *Qu'en accordant une représentation*, etc. ; mais c'est bien avoir la rage de critiquer que de s'amuser à faire la critique d'une affiche de comédie.

Au reste, ce défaut d'harmonie et de nombre dans l'affiche, ne nuisit en rien à la prodigieuse affluence des spectateurs, et à l'enthousiasme général que cette représentation excita. Elle eut lieu le Lundi 10 Mars, 1750. Les grands et les riches payèrent leurs places trois ou quatre fois au-delà de leur valeur ; plusieurs envoyèrent de l'argent au bureau sans prendre de billets ; d'autres, qui avaient des loges à l'année, non contents de les payer ce jour-là le double, les abandonnèrent à ceux qui voudraient les payer encore. La Comédie entretenait alors un petit ballet, et les premieres danseuses avaient la disposition d'une loge, non pas au centre, mais aux troisiemes. Ces danseuses se passionnèrent aussi comme les autres pour le grand Corneille, auteur des tragédies-opéras de Psyché et d'Andromede, et se piquèrent de générosité envers son neveu : non-seulement elles payèrent ce jour-là les places de leur loge, mais elles les laisserent au public. Cependant toutes ces libéralités réunies n'éleverent pas le bénéfice de Jean-François Corneille au-delà de la somme de cinq mille francs, quoique les comédiens se fussent chargés de tous les frais du spectacle : il fallait que l'enceinte de la salle fut alors d'une bien médiocre étendue.

La sensation produite par cette représentation solennelle, laissa dans les esprits des traces assez vives ; elle échauffa la verve pindarique du poëte lyrique Le Brun, lequel adressa une ode à M. de

Voltaire, pour lui représenter qu'un poëte tel que lui, habitant un château, et seigneur de paroisse, recevant l'eau-bénite dans l'église qu'il avait bâtie et consacrée à l'Etre-Suprême, devait mettre le comble à tant d'honneurs, et consacrer ses richesses en les employant au soutien de la famille de l'auteur de Cinna et de Rodogune. Jean-François Corneille était pauvre, il avait une fille; Voltaire, avide de tout ce qui pouvait augmenter sa célébrité, ardent pour toutes les bonnes œuvres auxquelles l'éclat et la renommée pouvaient s'attacher, ne négligea point l'avis important du moderne Pindare: il fit passer la fille de Jean-François Corneille, du triste réduit de son pere, dans le brillant palais de Ferney: il lui fit jouer la comédie pour lui former l'esprit et le cœur: il se chargea de son mariage et de sa dot. Mais quel fut le sage mortel qui apprit à Voltaire le secret de fournir cette dot sans bourse délier? ce fut un habitant de la petite ville de Baugé en Anjou. Cet honnête provincial nommé le Noir, écrivit à un journaliste de Paris; et, dans sa lettre, il proposa une souscription pour une belle édition des Œuvres de Corneille, comme moyen sûr d'améliorer le sort du neveu et de la petite-niece du grand Corneille. Voltaire ne laissa point tomber la proposition du citoyen de Baugé, ville célebre par l'épigramme de Jean-Baptiste Rousseau, où il est dit que dans ce pays-là on jugeait autrefois les causes sans les entendre. Dès-lors, le héros de Ferney put dire à Mlle Corneille, sa pupille, ce que Chicaneau dit à sa fille dans les Plaideurs :

> La pauvre enfant! va, va, je te marierai bien,
> Dès que je le pourrai, s'il ne m'en coûte rien.

Quand un auteur ne dépense que son encre et son papier, et qu'il ne lui en coûte que la peine d'écrire pour marier une fille, je dis qu'il ne lui en coûte rien:

l'enthousiasme de la nation pour Corneille, attira la foule des souscripteurs. Voltaire fit le commentaire plus à sa gloire qu'à celle du grand poëte, dont il se rendait l'interprête: une grande partie des notes fut employée à relever des fautes de grammaire qui, du temps de Corneille, n'étaient point des fautes. Le commentateur destina ces observations grammaticales à l'instruction particuliere des étrangers qui étudiaient notre langue; il est vrai que cette instruction se donne aux dépens de la réputation du grand Corneille; mais Voltaire y trouvait le double avantage d'enseigner aux étrangers la langue française, et en même temps de leur apprendre que le grand Corneille ne savait pas le français; l'autre partie du commentaire est consacrée à la poétique du théâtre et aux mysteres de l'art tragique. Son but est de prouver que le grand Corneille n'a connu ni cette poétique, ni cet art, qu'il est plus déclamateur que poëte, plus raisonneur que pathétique. Le commentateur y mesure l'art tragique à sa toise; il rabaisse la poétique à sa portée, et ne reconnaît rien qui soit digne de la tragédie que ce qu'il était capable de faire; il ne rend justice ni aux plans, ni aux caracteres de Corneille, parce que lui-même était peintre faible des mœurs et des caracteres, et très-médiocre dessinateur d'un plan.

Quoique les enthousiastes de Corneille n'eussent point souscrit pour des critiques de ce créateur de la tragédie, le commentateur n'en paya pas moins de la gloire du grand-oncle, la dot de la petite-niece. L'Académie elle-même, en dépit de toute sa superstition pour son patriarche, fut indignée et scandalisée de sa témérité; d'Alembert, son ami d'Alembert, lui reprocha d'être mauvais politique; il le gronda de sa maladresse et de sa franchise indiscrete: en convenant avec lui que Corneille était un pauvre homme, un rhéteur ennuyeux, il prétendait que ce n'était pas à Voltaire qu'il convenait de dire

ces vérités dans un ouvrage dont le produit devait servir à marier la petite niece de Corneille.

Rien ne prouve mieux le mérite de Rodogune, que le soin que Voltaire à pris de la déchirer, et le grand succès qu'elle continue d'avoir au théâtre malgré les critiques de Voltaire. Le cinquieme acte de cette tragédie et le caractere de Cléopâtre sont des beautés du premier ordre : ce caractere écrase les actrices qui osent se charger d'un pareil rôle; Mlle Raucourt est la seule capable d'en soutenir tout le poids; elle y met un aplomb, une énergie et une profondeur admirables. Lafond touche et intéresse dans les premiers actes, où Antiochus n'est encore qu'un fils respectueux, un frere généreux, un amant délicat et tendre; mais l'acteur devient énergique et pathétique au cinquieme acte, lorsque, ne sachant laquelle il doit craindre de sa mere ou de sa femme et ne pouvant se résoudre à choisir entre elles, il s'abandonne en désespéré à sa destinée. On a beaucoup trop applaudi Mlle Duchesnois sur ces mots : *Ah! bon Dieu, quelle rage!* C'est un passage banal où toutes les actrices se font applaudir également, parce que toutes y sont également outrées et grimacieres. Mlle Duchesnois a d'autres endroits où elle s'est fait beaucoup plus d'honneur. Le jeune Valmore s'est essayé avec quelque succès dans le rôle de Séleucus. A travers les défauts de l'âge et de l'inexpérience, on s'aperçoit que ce débutant travaille, et qu'il est d'une bonne école : il faut l'attendre.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

Premiere Représentation de Washington, *ou* les Représailles, *Drame en trois Actes.*

Ce sujet nous reporte à la guerre d'Amérique, à la rupture entre les colonies et la métropole.

Les idées que présentent ces événements mémorables sont trop sérieuses et trop profondes même pour un drame : il n'est question, dans celui-ci, que de deux exécutions atroces de deux prisonniers de guerre, l'un pendu contre toutes les lois de la justice et de l'humanité, par l'ordre du chef d'un parti anglais ; l'autre prêt d'être pendu par représailles, par l'ordre du général américain. J'ose croire que ces deux traits qui affligent la nature n'étaient point faits pour être mis sur la scene ; et l'auteur a eu besoin de talent pour vaincre, jusqu'à un certain point cet objet insurmontable.

Un capitaine anglais blessé et fait prisonnier par les Américains, recouvre la santé par les soins d'un bon Quaker et de sa fille Betti : il devient amoureux de cette jeune fille pleine d'ingénuité, de douceur et de grâce. Le Quaker répugne à cette alliance. Le capitaine est un lord, un jeune homme propriétaire d'une immense fortune, héritier d'un grand nom : ces avantages n'ont rien qui flatte la simplicité d'un Quaker. La différence de secte est aussi un grand motif d'opposition au mariage ; mais le bonheur de sa fille fait passer le bon Quaker sur toutes les difficultés ; il bénit, il prêche, et marie les amants : mais voici un terrible empêchement à la noce.

Washington apprend que le chef des américains réfugiés dans le camp des Anglais, a fait périr, par la main du bourreau, un brave colon d'Amérique, qui n'est tombé entre ses mains que d'après une capitulation honorable. Le général américain fait demander au général anglais qu'on lui livre l'auteur d'un pareil attentat : le général anglais n'est pas le maître de lui accorder cette satisfaction : le coupable est protégé par une sédition. Washington, sur la demande des prisonniers anglais, les envoie faire une nouvelle tentative auprès du général anglais. Un seul d'entr'eux reste, et le sort le con-

damne à mourir si ses compagnons ne réussissent pas dans leur ambassade. En attendant leur retour, le Quaker fortifie le courage du patient par tout ce que la religion offre de plus consolant et de plus sublime. Les exhortations de ce brave homme sont un peu longues; et quelquefois la naïveté du prédicateur a fait rire.

Le patient est précisément le jeune capitaine son gendre : Betti ignore sa destinée ; mais tout lui présage un grand malheur : son ignorance et ses craintes seraient plus touchantes si l'horreur du sujet n'étouffait le charme des ingénuités : enfin, on annonce qu'il n'y a plus aucun recours que dans la terrible représaille. Le capitaine se résigne, s'arrache à Betti, vole à la mort, lorsque tout à-coup une nouvelle contraire annonce que l'auteur du crime vient d'être pendu dans le camp anglais : il eût été trop affreux que le jeune époux de Betti périt d'un supplice infâme. Mlle Fleury a réuni tous les suffrages dans le rôle difficile de Betti qu'elle a rendu de la maniere la plus aimable et la plus intéressante: je l'invite à soigner un peu plus sa prononciation. Perroud a fort bien joué le Quaker : Clozel le capitaine : Vignaux Washington. Il n'est guere possible qu'un auteur qui met sur la scene ce héros américain ne reste pas au-dessous d'un tel personnage. La piece est une espece de tragédie à la façon des Allemands ; l'esprit religieux y domine ; le Quaker en est le véritable héros : il y a quelques traits d'une simplicité familiere, couverts par de nobles pensées et de beaux sentiments ; c'est là le cas de dire avec Roxelane :

Le sentiment est beau, mais il n'amuse pas.

On a nommé l'auteur ; c'est, dit-on, M. Henri.

THÉATRE FRANÇAIS.

Œdipe.

Les gens du monde ne savent pas assez que dans cette piece il y en a deux, la tragédie de Voltaire et celle de Sophocle, ou, si l'on veut, la tragédie de Philoctete et celle d'Oedipe : chacune de ces tragédies occupe à peu près la moitié de l'ouvrage. Savants et ignorants, gens de lettres et gens du monde, tous conviennent également que la tragédie de Voltaire, dont Philoctete est le héros, ne vaut absolument rien : on est de même entierement d'accord sur la tragédie de Sophocle dont Oedipe est le sujet. On avoue que, dans l'original grec, cette tragédie est un chef-d'œuvre du génie et de l'art ; mais on dispute sur le parti que Voltaire a su en tirer : les uns disent qu'il l'a perfectionnée, et de ce nombre sont Jean-Baptiste Rousseau et M. de La Harpe, deux grandes autorités ; mais Rousseau, excellent auteur d'odes, de cantates et d'épigrammes, connaissait peu Sophocle et le théâtre grec : si j'en juge par ses pieces, il ne connaissait guere mieux le théâtre français. Le seul énoncé de son jugement décele un homme qui songe plutôt à faire un jeu de mots qu'à exprimer une opinion raisonnable. *Le Français de vingt-quatre ans*, dit-il, *l'a emporté en plus d'un endroit sur le Grec de quatre-vingts.* Il s'agissait bien ici de ces puériles antitheses entre le *Français* et *le Grec* ; entre *vingt-quatre ans* et *quatre-vingts*! La derniere même est fausse, car Sophocle etait bien éloigné d'avoir quatre-vingts ans quand il composa son *Œdipe Roi*. Rousseau a confondu l'*Oedipe à Colone* avec l'*Oedipe Roi* : ce qui prouve son ignorance sur ces matieres et son incompétence. Il est assez curieux de voir ce Jean-Baptiste Rousseau exalter au-delà de sa valeur ce

coup d'essai d'un jeune homme, qui depuis fut son plus cruel ennemi.

Quant à M. de La Harpe, il était de même très-peu versé dans la littérature ancienne, et en outre il était la créature de Voltaire. Je lui pardonne, et même je le loue d'employer toutes les forces de son esprit à exalter son protecteur, son bienfaiteur, son maître et en quelque sorte son pere : les plus justes critiques, sur l'homme auquel il devait tant, seraient d'un ingrat et non d'un littérateur.

Ceux qui connaissent Sophocle pensent que Voltaire, au lieu de perfectionner le poëte grec, a gâté, par un vain luxe, sa noble et touchante simplicité; il a brodé plutôt qu'imité l'Oedipe de Sophocle : en cela il peut être excusable par la nécessité de se conformer au goût du théâtre de Paris, diamétralement opposé à celui du théâtre d'Athenes. La nature, la simplicité, la vérité sont les bases de la scene grecque ; le faux, le romanesque, l'exagération et le clinquant sont en possession de plaire sur la scene française ; et le premier talent de Voltaire fut toujours de bien servir les goûts corrompus de ses spectateurs et de ses lecteurs.

Il est plaisant de voir comment nos auteurs tragiques dénaturent les anciens sujets de la mythologie grecque, pour les accommoder à nos idées modernes de grandeur et de majesté : de ces petits roitelets de la Grece qui régnaient sur quelques lieues de pays, ils font des monarques puissants et redoutables ; ils érigent en palais leurs modestes maisons, et en princesses de roman les bonnes et sages ménageres de ces prétendus rois. Les capitales de ces royaumes étaient des bourgades qui ne valaient pas Auteuil et Passy; nos poëtes en font des cités opulentes et magnifiques, et s'y croyent autorisés par la célébrité dont elles jouissent dans l'histoire de la Grece. Mais, dans la réalité, Thebes qui, du temps des Epaminondas et des Pélopidas,

n'était qu'un gros bourg, du temps de Laïus n'était qu'un pauvre village. Le roi n'était que le chef des habitants quand ils allaient ravager les terres de leurs voisins ; dans la paix, leur autorité était presque nulle. Les tragiques grecs, qui vivaient dans un siecle beaucoup plus poli, se sont fait un devoir d'exprimer la simplicité et la naïveté de ces mœurs antiques. " Les Grecs, dit Jean-Jacques " Rousseau, avaient des héros ; ils ne mettaient que " des hommes sur la scene : nous n'y mettons que " des héros, à peine avons nous des hommes." C'est un trait sanglant contre son siecle, et on le lui pardonne parce qu'il écrivait dans un temps de mollesse et de luxe ; mais il a raison de se moquer de cette vaine pompe, de cette fausse dignité de notre tragédie, toujours guindée sur des échasses, toujours si loin de la nature et de la vérité, dont les Grecs aimaient à se rapprocher sans cesse.

Comment donc Voltaire a-t-il embelli Sophocle ? en le défigurant, en faisant parler Oedipe en déclamateur, Jocaste en héroïne de roman. On lui sait gré de cette enluminure qui eût été chez Sophocle un grand défaut de goût ; et l'on ne tient pas compte à Sophocle d'avoir fourni au poëte français tout le fond des pensées, toute la marche de l'action et du dialogue, toutes les situations, toute les scenes qui ont eu du succès ; l'étoffe appartient à Sophocle et cette étoffe est précieuse ; elle vaut infiniment mieux que la broderie dont Voltaire a jugé à propos de la couvrir.

Perfectionner une œuvre tragique, c'est la rendre plus touchante, plus intéressante, plus pathétique ; c'est y mettre plus d'art. Voltaire a fait tout le contraire ; il a considérablement affaibli l'intérêt et l'illusion, en altérant la simplicité et la vérité du sujet ; c'est cependant pour avoir enjolivé de quelques ornements frivoles la noble austérité de Sophocle, c'est pour avoir oublié dans quel siecle l'ac-

tion s'est passée, et quelles mœurs il fallait peindre, que M. de La Harpe donne à Voltaire la supériorité sur le prince de la tragédie grecque, et préfere l'écolier au maître dont il a tout tiré, et auquel il doit tout ce qu'il a de bon.

La scene de Tirésias est vraiment terrible dans Sophocle; celle du grand-prêtre, dans l'Oedipe de Voltaire, en est prise toute entiere; mais elle a moins d'effet et moins d'artifice, parce que Voltaire n'a pas osé porter plus loin l'imitation de ce qu'il regardait comme un défaut. Tirésias, chez Sophocle, s'irrite et s'enflamme par degrés, lorsqu'il entend les injures et les calomnies atroces dont Oedipe l'accable. Les deux interlocuteurs, parvenus au dernier degré de la colere, font frémir tous les spectateurs; le divin Tirésias, dans l'excès de son courroux, s'emporte au-delà de toute mesure, et dévoile à Oedipe toute sa destinée. Oedipe, transporté de fureur, regarde les prédictions trop véridiques du devin, comme des invectives dictées par l'animosité et par la rage. Les spectateurs eux-mêmes s'imaginent que ces affreux oracles ne sont que les effets de la vengeance de Tirésias, indigné de se voir traiter par le roi, de traître, d'imposteur et de fou. Voltaire n'avait garde de porter jusques-là la terreur dans sa scene du grand-prêtre; il ne soupçonne pas même l'art de Sophocle; il prétend qu'après ces prédictions de Tirésias, le sort d'Oedipe est éclairci, et la piece finie; il ne voit pas qu'Oedipe et les spectateurs ne doivent rien croire des accusations intentées dans l'accès de la plus violente colere par un homme qu'Oedipe a cruellement insulté et outragé. D'ailleurs ne reste-t-il pas à savoir comment et par quel hasard Oedipe est devenu parricide et incestueux? La curiosité n'est pas satisfaite, elle n'est qu'irritée par les prophéties de Tirésias. Ainsi ce qui est dans Sophocle le comble de l'art, et le dernier degré de la terreur tragique, est aux yeux de Voltaire

nouvellement sorti du collége, *une preuve que Sophocle ne savait pas même préparer les événements, ni cacher, sous le voile le plus mince, la catastrophe de ses pieces.*

Oedipe a un frere nommé Créon, qui a lieu d'être mécontent de lui, puisqu'en épousant sa soeur il l'a écarté du trône qui lui appartenait de droit: c'est par le conseil de ce Créon qu'Oedipe a fait venir Tirésias; il est donc naturel que ce roi, d'un caractere défiant et soupçonneux, se persuade que c'est Créon qui, après avoir fait tuer Laïus, a corrompu le devin pour perdre Oedipe et sa race, et occuper son trône: on suppose toujours que le criminel est celui à qui le crime est utile. Jamais soupçon ne fut mieux fondé; jamais, au contraire, calomnie ne fut plus absurde, plus ridicule que celle qui accuse Philoctete du meurtre de Laïus dans la tragédie française: cela n'empêcha pas le jeune et superbe Voltaire, dans l'âge heureux que les passions gouvernent et qui méconnaît la raison, de prétendre hardiment qu'Oedipe soupçonne Créon *sans aucune raison, sans aucun fondement, sans que le moindre jour puisse autoriser ses soupçons; et puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, avec une extravagance dont il n'y a guere d'exemple chez les modernes et même chez les anciens.* Puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, quel nom donnerai-je à cette insolence, à cette ingratitude d'un écolier à l'égard de son maître, lorsque l'écolier, loin d'avoir en sa faveur la plus légere apparence de raison, est formellement démenti et par la raison et par l'évidence? Ce qu'il y a de plus étrange dans ces lettres, c'est que Voltaire reproche sans cesse à Sophocle ses propres fautes. Je sais que M. de La Harpe lui-même, malgré son aveugle prévention et sa prédilection outrée pour Voltaire, est forcé de convenir que ces lettres de Voltaire sur son Œdipe et sur celui de Sophocle, sont l'ouvrage d'un jeune insensé, et qu'il

a démenti à cinquante ans les impertinences qui lui étaient échappées à vingt-quatre. Il semble cependant qu'un auteur à vingt-quatre ans ait atteint l'âge de raison, et surtout quand cet auteur est d'un esprit précoce. Je crois que les sottises dont regorgent ces lettres, les faux raisonnements, les mauvaises plaisanteries, la jactance, la témérité, le mépris des anciens doivent être imputés au caractere et non à la jeunesse de l'auteur. Si depuis il a paru chanter la palinodie et faire pénitence, ce n'était pas le sentiment de sa faute qui l'y portait, c'était l'intérêt de sa vanité et de sa jalousie qui l'exigeait. Voltaire voulait refaire l'Electre de Crébillon: ce Crébillon était ennemi des anciens et méprisait Sophocle: il fallait bien que Voltaire, son rival, estimât alors les anciens, et fit politesse à Sophocle. Crébillon avait bâti son Electre sur un plan romanesque: il fallait bien que Voltaire, dans son Oreste, se conformât à la fable de Sophocle, et qu'il devînt le partisan et le panégyriste d'un poëte que Crébillon dédaignait ouvertement, et des anciens dont l'auteur d'Electre déclarait ne faire aucun cas. En général, la littérature de Voltaire s'est gâtée plutôt qu'épurée dans sa vieillesse; c'est dans sa vieillesse qu'il a vomi des blasphêmes contre Racine et Boileau.

Pour revenir à Créon, Sophocle en a fait un homme droit et sage; dans la Thébaïde de Racine, c'est un ambitieux et un scélérat. Créon, accusé par Œdipe d'aspirer au trône, lui répond très-sensément qu'il n'a garde d'être tenté d'une couronne qui n'a que des épines; que dans sa condition privée il est bien plus heureux qu'un roi: réponse très-philosophique, et très-vraie surtout dans ce temps-là où un roi était si peu de chose. Créon, à titre de philosophe, aurait dû trouver grâce aux yeux de Voltaire; mais la philosophie de Voltaire n'était pas celle qui méprise les honneurs et les richesses;

cette philosophie-là n'était pour lui que de la duperie. Voilà pourquoi il dit : " Un prince accusé de " conspiration contre son roi, et qui n'aurait d'autre " preuve de son innocence que le verbiage de Créon, au- " rait grand besoin de la clémence de son souverain." Oui, dans nos monarchies modernes, une pareille réponse serait bien faible contre des preuves ; mais Œdipe n'allégue point de preuves contre Créon, et une royauté telle que celle d'Œdipe, surtout depuis la peste, n'est capable de tenter ni Créon ni personne : son verbiage devient donc, en pareil cas, un raisonnement très-solide.

Voltaire, dans ces lettres écrites après le succès de son Œdipe, cite beaucoup de passages de Sophocle, non d'après le texte grec qu'il n'entendait pas, et que ses lecteurs n'auraient pas mieux entendu, mais d'après la traduction niaise et ridicule de M. Dacier : ces citations sont autant de triomphes pour Voltaire ; car si Dacier eût traduit exprès Sophocle pour le travestir et le dégrader, il n'eût pas mieux réussi. Mais, malgré la platitude et la faiblesse du style de Dacier, le rôle de Créon n'en est pas moins très-supérieur à celui de Philoctete, et la contestation avec Œdipe n'en est pas moins noble, vive et théâtrale.

Mlle Raucourt, dans le rôle de Jocaste, obtient un succès toujours nouveau ; on ne cesse d'admirer son port, sa noblesse, ses belles attitudes, l'énergie naturelle de son débit et l'expression vraie qu'elle sait donner au sentiment. On peut assurer que la Jocaste du théâtre d'Athènes ne valait pas celle du théâtre de Paris, surtout si l'on considere que ce rôle était joué chez les Grecs par un homme sous les habits et le masque d'une femme.

DISCOURS DE BUONAPARTE

AU COMTE RÉGNAULT D'ANGELY.

Orateur du Sénat, écoutez en silence ;
Je veux de mes desseins vous donner connaissance,
Afin que les discours que vous prononcerez
Cadrent avec mes plans ...Vous les combinerez ;
Vous y ferez briller cette fade éloquence
Qui séduit les badauds et plait à l'ignorance.

Pour dompter les Anglais, j'ai marché sur Moskou.
On a dit que c'était l'entreprise d'un fou :
Mais en intimidant l'Empereur Alexandre,
Ne le forçais-je pas, au lieu de se défendre,
A partager le joug de la ligue du Rhin ?
Alors je devenais maître du genre humain.

En voyant sous mes lois l'Europe presqu'entiere,
L'Angleterre à mes pieds, par grâce singuliere,
Me demandait la paix ; heureuse encor d'avoir
En s'alliant à moi, quelqu'ombre de pouvoir.

Mais le sort a trahi l'élan de mon courage.
Quoique toujours vainqueurs, dans ce climat sauvage,
Mes soldats, en fuyant, congelés en chemin,
Sont morts sur les glaçons, de misere et de faim.

On se plaint, m'a-t on dit, des pertes monstrueuses
De nos jeunes conscrits... Des meres malheureuses
Demandent leurs enfants... Pour leurs freres, des sœurs
Font retentir l'écho de leurs tristes clameurs...

Qu'on cesse de gémir... Qu'on se livre à la joie ;
Qu'au bal, à l'Opéra, qu'enfin partout je voie
Eclater le plaisir de mon brillant retour.
Qu'on ne s'afflige plus de l'orage d'un jour ;
Car l'honneur de périr en servant mon génie,
Dédommage amplement d'avoir perdu la vie.

A de nouveaux impôts je n'aurai point recours ;
J'attends de mes sujets de plus nobles secours...
Tous les départements me feront des offrandes ;
Ma bonté le permet (pourvu qu'elles soient grandes).
Ces dons doivent sans doute être faits par le cœur.
C'est le bien de l'état, puisque c'est mon bonheur.
Ainsi la volonté ne sera point contrainte ;
Je ne souffrirai pas que l'on y porte atteinte :
Librement à son gré chacun contribuera ;
Mais malheur à celui qui s'y refusera.

Il me faut des chevaux, au moins soixante mille ;
Autant de cavaliers.... Déjà ma bonne ville
M'en a promis cinq cents d'intrépide valeur,
Tous brûlant de voler dans les champs de l'honneur.

Imités en tous lieux, animés par la gloire,
Mes soldats marcheront de victoire en victoire,
Et je pourrai punir ces barbares du Don
Comme ils l'ont mérité, sans espoir de pardon.

C'est par des coups hardis qu'on en impose au monde,
Et c'est aussi sur eux que mon pouvoir se fonde.
La trahison, la crainte et d'immenses apprêts,
Voilà les vrais moyens de mes plus grands succès,
Il faut les employer pour se rendre invincible.
Rien ne peut m'arrêter, pas même l'impossible.
Oui, l'on verra, dans peu, ces sauvages du Nord
S'enfuir dans leurs déserts ou recevoir la mort.

L'audacieux Anglais nous fait partout la guerre :
Dominateur sur mer, il nous brave sur terre.
C'est la plume à la main qu'il faut le provoquer,
Et dans le Moniteur tous les jours l'attaquer.
Des malheurs de ces temps taxez son arrogance :
Dans vos récits pourtant gardez la vraisemblance.
Le mensonge impudent n'est point accrédité ;
Il lui faut, pour tromper, un air de vérité.

Allez, Régnault, allez ; prenez votre écritoire,
Composez des discours en forme de grimoire,
Et répétez souvent combien je fais d'honneur
Aux peuples fortunés qui m'ont pour Empereur.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Nous ne nous étions pas trompés, lorsque nous avions prévu que le Corps Législatif de France n'ouvrirait pas ses séances avant qu'il n'y eût quelque acte éclatant de consommé, qui pût servir de palliatif aux honteux et déplorables événements de la fin de 1812, et d'ouverture à ce mauvais intermede politique qu'on appelle les séances du Corps Législatif.

Le message d'usage de l'Empereur et Roi roulait anciennement sur des victoires, des alliances, et des menaces à l'Angleterre. L'exposé du ministre y ajoutait ensuite quelques propos sur la prospérité de la France, et surtout sur le canal de Picardie, la route du Simplon, et les eaux de l'Ourcq. Mais aujourd'hui il n'est point d'eaux qui puissent laver la tache de la campagne de Russie, et de la désertion de Smorgonie ; il n'est point de route, quelque hardie qu'elle soit, au travers des montagnes de Suisse, qui puisse faire oublier aux Français l'affreux tableau de la route de Moscou à Posen, et le spectacle effroyable de ces 300,000 cadavres, de ces 1200 canons, de ces 10,000 charriots, et de ces 100,000 chevaux, dont les cruelles bévues du génie protecteur de la France ont formé une haie continue de la Moskwa à la Vistule ; enfin tous les canaux possibles sur terre comme sous terre, en Bourgogne comme en Picardie, n'effaceront jamais la trace de ce sang français qui vient de couler à si grands flots, et si inutilement, par la téméraire ambition du plus présomptueux, du plus lâche, du plus vil et du plus vain des usurpateurs.

Comment le message du maître, comment l'exposé du valet auront-ils cherché à déguiser ces horribles événements, et à détourner l'attention des Français de ces catastrophes qui ont dû porter le

désespoir au sein de cent mille familles? Nous l'ignorons au moment où nous écrivons. L'ouverture du Corps Législatif, qui avait déjà été renvoyée du 1er au 7 de ce mois, a été prorogée une seconde fois jusqu'au 14. Nous observerons ici, en passant, que chacun de ces trois jours est un Dimanche. Sans doute Napoléon croit donner, par cette profanation, plus d'éclat à sa démarche, en attirant ce jour-là sur son passage un plus grand nombre d'oisifs pour l'admirer. D'ailleurs, le Dimanche est le jour du Seigneur, et on lui a dit tant de fois qu'il était une émanation du Très-Haut, le fils de la droite de Dieu, qu'il croit sans doute ce jour-là beaucoup plus convenable qu'un jour *ouvrable* pour recevoir les adorations des mortels. Que dirait-on cependant en Angleterre, si jamais un ministre choisissait un Dimanche pour l'ouverture du Parlement Britannique?

Ce délai de quatorze jours manifeste suffisamment l'embarras dans lequel ont dû se trouver les orateurs du conseil d'état, les trompettes de la gloire du grand homme, les hérauts du héros, pour préparer les matériaux de cette séance, ou comme on dit vulgairement, *pour arranger leurs flûtes.*

Il paraît que la campagne de Russie sera absorbée dans les deux événements inattendus que le grand Empereur a annoncé dans ses notes du Moniteur devoir signaler d'une maniere éclatante le commencement de l'année 1813.

Il paraît que ces deux événements sont: d'une part, la marche savante exécutée le mois dernier de Paris à Fontainebleau par Grosbois, marche aussi mystérieuse que celle de Moscou à Smolensk par Kalouga, et la glorieuse conquête opérée en cinq jours sur les préjugés du vieux prisonnier de guerre, le Souverain Pontife, par la seule force de la parole: *verbum erat apud deum*; en un mot, le nouveau Concordat qui rétablit, dit-on, la paix de l'é-

glise, et dés-excommunie au moins le saint Roi que ses revers et sa lâcheté viennent de désenchanter. Quand le diable fut vieux, il se fit, dit-on, hermite; quand Napoléon est battu, il est naturel qu'il se fasse pénitent.

D'une autre part, les Français vont être félicités sur la nouvelle grande pensée dont vient d'accoucher le cerveau de leur Jupiter. Cette grande pensée est le sacre et le couronnement du petit Roi de Rome et de sa chere maman, et le Sénatus-Consulte qui confere de droit la Régence de l'Empire à Marie-Louise; événements qui doivent répandre la joie et l'espérance dans le Cabinet de Vienne, et valoir sans doute à l'auteur de cette grande idée un nouveau contingent autrichien de cent mille hommes, pour l'aider à nulliser une seconde fois Moscou, St. Pétersbourg, et ce gouvernement despotique où les esclaves ont la sottise de se battre avec plus de patriotisme que les plus fiers républicains de France, et même de les faire fuir au plus vîte en traîneau.

Quant au nouveau Concordat, nous ne pouvons pas en parler puisque nous ne le connaissons point encore, et qu'il ne sera publié probablement qu'à la queue de l'exposé du comte Montalivet: mais la premiere réflexion que suggerent la nécessité de ce nouveau Concordat et sa signature, est que l'ancien ne valait rien, qu'il était insuffisant, et que ceux qui le combattaient avaient raison et cent mille fois raison. Que diront maintenant tous les Saints Peres anglais et irlandais, les docteurs laïcs et ecclésiastiques, les sacristains et les apotiquaires, les Augustin, les Ambroise de Dublin et de Castabala, qui faisaient gémir ici la presse sur ce qui faisait partout gémir la véritable catholicité? Ces messieurs, qui s'étaient mis à cheval sur ce Concordat boiteux, et s'étaient, comme autant de Curtius, précipités dans un gouffre pour sauver Rome, enfourcheront-ils de même le nouveau Concordat pour porter aux nues

et proclamer aux extrémités du monde l'œuvre *Pie* de Napoléon? Se jeteront-ils dans un nouvel abîme pour sauver Fontainebleau comme ils ont sauvé Rome? Nous sommes tentés de le croire: l'obstination, en pareil cas, repousse toujours le raisonnement et l'orgueil balance long-temps avant de se rétracter. Déjà le Cardinal Maury a annoncé, par Mandement, un *Te Deum* solennel, qui sera chanté le 28 Février, dans son église métropolitaine de Paris, dont il n'était pas encore métropolitain, pour célébrer la fin des différends de l'Eglise; mais enfin, aujourd'hui, le Concordat de Fontainebleau soulage sa poitrine, le débarrasse de son humeur peccante, et ce beau papier en main, S. Em. va enfin se camper fièrement sur son siége.... de Paris. Le prince Fesch, archevêque de Lyon, est accouru de la place de Belle-Cour, pour augmenter la pompe, et sans doute la belle cour qu'on remarquera dans toutes ces burlesques cérémonies. Les peres de famille qui ont perdu tous leurs enfants mâles dans les guerres politiques ou impolitiques de Napoléon, seront probablement convoqués à ces fêtes, pour y apprendre que les besoins de leur maître pour sa dynastie ayant nécessité son divorce, et ce divorce ayant été approuvé par le Pape, la même loi ecclésiastique souscrite par le plus saint des Peres au nom de l'Eglise toute entiere, qui certes ne lui a pas donné ses pouvoirs pour cela, permettra à tous les Français fideles de divorcer, afin de subvenir aux besoins de l'état, épuisé d'hommes, et pour que dans toutes les bonnes villes de l'Empire on s'évertue dès à présent à fournir un jour de l'infanterie au Roi de Rome, avec autant d'ardeur qu'on fournit aujourd'hui de la cavalerie au protecteur du Rhin son pere. Ainsi les canons de l'église aideront à réparer les pertes que la grande nation a éprouvées en allant convertir la Russie*, et la cérémonie se ter-

* Nous croyons de notre devoir de dire que l'on doute

minera par le verset, *ite et multiplicamini*, que l'officiant adressera à l'assistance, laquelle lui répondra : *Et erunt viginti millia conscripti. Amen.*

L'Impératrice mere, que bien des gens regarderont toujours comme l'Impératrice *fille*, sera, dans ces farces de carnaval, déclarée Régente du royaume, tant pendant l'absence de l'Empereur que pendant la minorité du petit souverain. Elle doit être sacrée et couronnée, en confirmation du Sénatus-Consulte qui vient de proclamer ses droits. Le bambin sera aussi sacré ; ainsi seront une quarantaine d'évêques et d'archevêques qui attendaient leur institution canonique, mais dont les bulles dans cette occasion ne seront encore que des bulles de savon. Ce sera donc une sacrerie et une couronnerie continuelle : or, comme on fera prêter serment en même temps par les Français à la mere et au fils, il en résulte que peut-être au moment où nous écrivons, on n'entend en France que sacrer et jurer, conséquence naturelle de la campagne de Russie.

Pendant plusieurs jours, le Moniteur a été rempli d'extraits des histoires de France, destinés à prouver aux Français que les reines-meres avaient toujours été régentes de droit naturel et du consentement des grandes autorités du temps, ce qui assurait les droits de Marie-Louise, en vertu de la grande analogie qui existe entre les races des rois de France et la race d'Ajaccio, ainsi qu'entre la reine Blanche et la concubine du roi jaune.

Marie-Louise sera-t-elle aussi respectée après son couronnement, que l'a été Joséphine ! ! ! Nous en doutons. Le mariage de l'une avait fait d'une co-

---

beaucoup de la réalité de ce nouveau Concordat. Sa non publication depuis le 25 Janvier jusqu'au 14 Février, date des dernieres nouvelles de Paris, semble autoriser ce doute. D'ailleurs, quand bien même il serait signé, sa nullité est évidente, et l'on doit dès à présent le regarder comme non avenu et protester contre.

quine une honnête femme ; le mariage de l'autre à fait d'une honnête fille une..... odalisque. Il ne faut pas désespérer de voir aussi couronner et sacrer un jour les demoiselles George et Bourgoin.

Ce sera sans doute au sortir de ces jeux dynastiques, que l'Empereur endossera sa cuirasse, prendra son grand sabre, et qu'après avoir fait ample provision de tabac d'Espagne, pour la consommation immodérée qu'il en fait, afin d'imiter le philosophe de Sans-Souci, il montera à cheval, mettra son chapeau de travers, et ira rejoindre les divers corps (*morts*) de sa grande-armée. "Qu'importe, dira-t-il, que je rétablisse ou que je voie crouler le système continental ? Ne viens-je pas d'assurer sur des bases inébranlables la prospérité du grand empire et la conquête de l'Europe, en les fondant sur le système conjugal, sur le concordat, la conscription et la régence ? N'ai-je pas créé une nouvelle religion qui permet aux peres de remplacer le vide que pourrait occasionner un jour dans le matériel de ma population, le déficit de ces beaux jeunes gens qui ont péri en Russie et en Lithuanie, et de ceux qui périront encore partout où il me plaira de les envoyer ? Il me faut des enfants, j'aurai des enfants. Qu'il tremble, ce gouvernement infâme, qui est l'ennemi de l'Europe ! Il peut continuer, s'il le veut, à inonder mes côtes de gazettes Russes : Français, vous n'avez rien à craindre de l'ennemi du Continent."

Quel est le peintre ou le poëte du gouvernement, le Gérard ou l'Arnaud, à qui il sera donné de nous représenter dignement les adieux de l'Andromaque et de l'Astianax des Thuileries, quand leur Hector ira combattre l'Achille russe ? Qu'il serait beau de lui faire apparaître dans ce moment les ombres de ces vainqueurs d'Austerlitz, de Jena, et de Friedland, qu'il a désertés, et dont les corps ne sont peut-être pas encore dégelés, et qui lui feraient entendre le cri douloureux : *Hector, ubi es ?* Son petit, lui montrant du doigt le Charnier des In-

nocents, lui dirait, Papa Napoléon, ne va plus dans cette Russie; son épouse en pleurs lui adresserait cette sentence :

On ne voit pas deux fois le rivage des morts ;

et lui, impassible comme le destin, appuyé sur le Concordat et le Sénatus-Consulte qui organise la régence, répondrait avec sa fougue et sa sévérité naturelles :

Maintenant je puis oser tout ;
L'Angleterre sera conquise.
Grand peuple, vous êtes debout,
Et ma dynastie est assise.

Autrefois un guerrier, un souverain ne partaient point pour une expédition éloignée, sans chercher à se rendre les dieux propices par le sacrifice de quelques victimes. Avant de se mettre en route pour aller délivrer ses légions prisonnieres à Tobolsk, Archangel ou Saratow, il a cru devoir faire un sacrifice aux dieux protecteurs de sa dynastie. A son retour de Fontainebleau, le lendemain même du jour où il venait de se réconcilier avec le vicaire du Dieu des miséricordes, les papiers nous apprennent qu'il fit fusiller un homme, afin de ne pas perdre l'habitude de verser du sang.

" Le 27 Janvier," disent les gazettes françaises, "furent traduits devant une commission militaire de la 1ere division militaire, Alexandre-André *Boutereu*, âgé de 28 ans, né à Angers, bâchelier en droit, instituteur particulier, résidant dans la rue des Carmes à Paris, et Joseph Marie Fernandez *Carmano*, âgé de 39 ans, né à Saint Jacques de Compostelle en Espagne, prêtre, résidant au Marais. Ils étaient accusés d'être complices de l'ex-général Mallet. Boutereu fut condamné à mort ; Carmano fut acquitté et mis sous la surveillance de la haute police. Boutereu fut fusillé le 28, à l'entrée de la plaine de Grenelle."

Comme l'on ne donne aujourd'hui en France

aucune publicité aux procédures pour conspiration ; qu'il n'est pas même fait mention de l'acte d'accusation, des interrogatoires à charge et à décharge, et de la défense de l'accusé, et que souvent toute la mention d'une affaire de ce genre se réduit à celle de la sentence et de l'exécution, il est difficile de dire si le crime de ce Boutereu est un nouveau complot, ou bien s'il tenait de quelque maniere à la conspiration des trois généraux fusillés au mois d'Octobre. Nous sommes tentés de croire que c'est une nouvelle tentative contre la double dynastie de Napoléon et de Joseph, qui aura eu le Roi d'Espagne Ferdinand pour objet, puisqu'on y voit figurer un ecclésiastique espagnol. Il semble que tout complot qui aura lieu à l'avenir, sera traité de complicité dans l'affaire de Mallet, Lahorie et Guidal. On se souvient que lorsque Mallet fut conduit au supplice, il dit hautement qu'on avait la tête, mais qu'on ne tenait pas la queue des conspirateurs. Cette queue se prolongera jusqu'au moment qui verra se terminer la carriere et tomber la tête du monstre. Cette queue le suivra en Allemagne et en Pologne. Ce fut ainsi qu'après l'assassinat de Lamiral et de la famille Renaut, toutes les victimes que Robespierre fit immoler jusqu'au 8 Thermidor, veille de sa mort, furent condamnées comme complices de la conspiration des prisons. Boutereu ne sera pas la seule victime sacrifiée avant le départ du grand déserteur pour la Prusse. Les nouvelles de Paris, les rapports des voyageurs, nous représentent le mécontentement public dans la capitale comme acquérant chaque jour un nouveau degré d'énergie, les placards les plus menaçants se succédant chaque jour, et les expressions de douleur et de rage devenant plus vives de moment en moment à l'aspect des préparatifs qu'on fait et des mesures de rigueur qu'on adopte pour la continuation de la guerre après la désastreuse campagne de Russie. On se demande d'un

bout de la France à l'autre, quand donc on songera à la paix, combien de millions d'hommes encore sont nécessaires au tyran pour assouvir sa soif de conquêtes au dehors ou sa férocité au dedans envers ceux qui osent se plaindre du malheur d'être nés de son temps? Toutes ces causes de plaintes répétées ne peuvent manquer de produire à la fin une explosion terrible, précédée d'exécutions sanglantes.

Ceci nous ayant donné occasion de parler de Mallet et Lahorie, nous exprimerons ici les vœux que nous faisons pour que les braves gens qui marcheront par la suite sur leurs traces, n'imitent pas leur mollesse, qu'ils ne commettent pas une seconde fois l'impardonnable faute de laisser respirer Savary pendant trois minutes, s'ils sont maîtres de lui pendant trois heures. En général, l'incertitude avec laquelle cette conspiration fut exécutée, a diminué de beaucoup les regrets qu'on aurait sans cela accordés à ses auteurs.

Si nous n'avons pas encore les détails de l'ouverture du Corps Législatif, et les paroles sacramentelles du grand-maître de cette loge de francs-polissons, nous avons au moins le programme du cérémonial qui a dû être observé dans cette occasion, signé par le maître des cérémonies. Le voici:

Paris, 12 Février.

Dimanche, 14 Février, jour de la cérémonie pour l'ouverture de la session du corps législatif, Sa Majesté l'Empereur et Roi partira en grande cérémonie du palais des Thuileries, à une heure, pour se rendre au palais du corps législatif.

La procession passera par le jardin des Thuileries, par la place et le pont de la concorde; Sa Majesté descendra de voiture au pied des marches qui sont à la façade du palais du Corps Législatif.

La procession suivra en revenant la même marche qu'en allant.

Le départ de Sa Majesté pour le palais du Corps Lé-

gislatif, et son retour au palais des Thuileries, seront annoncés par des salves de l'artillerie.

(Signé) Le Comte Ségur,
Grand-maître des Cérémonies.

Ce M. de Ségur est le même qui fut autrefois ambassadeur de Louis XVI à St. Pétersbourg. Aujourd'hui, il prête ses services à la cour et ceux de son fils à l'armée de l'usurpateur du trône de Louis XVI, et il a passé de l'un à l'autre service, sans que la couleur plombée de son visage en éprouvât la moindre altération. Le jeune Octave Ségur, son fils, après s'être essayé en chansons comme son oncle et son pere, est allé se faire prendre comme un sot en Russie dès le commencement de la campagne. Conduit à Pétersbourg, dans ce centre de la plus aimable comme de la plus polie des barbaries, les Seigneurs russes qui avaient connu son pere dans son bon temps, l'Empereur Alexandre lui-même, tous témoignerent le desir d'être utiles à ce jeune homme; et il lui fut fait des propositions non-seulement de le mettre en liberté, mais encore d'y ajouter un traitement dont il serait satisfait. Ce petit fat répondit : " qu'il ne se trouverait bien nulle part qu'à l'ombre des lauriers du grand Napoléon." On fut bien forcé alors de le faire partir pour le dépôt des prisonniers, mais on eut en le renvoyant la bonté de lui remplir ses poches de roubles. D'autres conscrits de qualité, prisonniers ou déserteurs, s'en sont mieux tirés. Ils ont envoyé promener Napoléon et ses lauriers, changés depuis en cyprès; et ils sont aujourd'hui fort tranquilles et fort contents à Londres et à St. Pétersbourg.

L'attention du public parisien aura donc été occupée cette semaine par une grande procession pour l'ouverture de la session d'un corps de muets. Buonaparté a dû s'y rendre dans toute la pompe imaginable. Il semble que cet homme ait un pressentiment secret que les cérémonies de ce Carnaval seront les dernieres dans lesquelles il sera en repré-

sentation, où il déploiera sa magnificence : aussi veut-il que la derniere fois qu'il paraîtra sur la scene, ce soit avec un éclat plus qu'ordinaire. Il ne peut pas avoir oublié qu'il partit nagueres de Smorgonie sans tambour, ni trompette ; il faut qu'il se rappelle, au moins une fois avant de périr, son ancienne existence. En faisant tonner du matin jusqu'au soir l'artillerie des Invalides et celle de l'École Militaire, il s'étourdira sur ses revers. Il croira peut-être n'avoir pas perdu une seule piece de canon de Moscou au Niémen. Ce tapage est sans doute aussi destiné à en imposer aux Français, et à les étourdir sur le malheur des générations actuelles, qu'une tyrannie destructive leur prend régulierement tous les ans pour l'aider à rendre les générations suivantes plus malheureuses encore.

S'il est beau de se montrer en public lorsqu'on est glorieux et vainqueur, il est dangereux de s'exhiber quand on vient de perdre 400 mille hommes, et, comme le dit si ingénûment Scarron,

Quand le vainqueur par le vaincu
A son tour en a dans le . . . .

aussi les plus grandes précautions ont-elles été prises cette fois-ci par la préfecture de police de Paris, pour que rien ne troublât cette marche triomphale, tout au plus d'un quart de mile, au travers d'un jardin, d'une place et d'un pont. La circulation des voitures est défendue dans Paris depuis dix heures du matin jusqu'au retour de Sa Majesté aux Thuileries ; on trace la route que devront suivre les personnes qui se rendront au Corps Législatif. (On a grand peur d'une seconde machine infernale. Le Prince Régent se rendit nagueres à la maison des Lords au travers d'une sextuple haie de voitures de spectateurs, de charrettes et de fourgons de toute espece.) Il est défendu d'interrompre la procession en traversant la ligne de droite à gauche ou de gauche à droite ; il est aussi défendu de monter sur les parapets des ponts et des

quais pour être de niveau avec la voiture impériale qu'il n'est permis de contempler que de bas en haut. L'inspecteur général de la police doit prendre toutes les mesures pour le maintien du bon ordre et *de la sûreté publique*, et se concerter pour leur exécution avec le commandant de la force militaire.

Pourquoi recourir à ces mesures extraordinaires pour une cérémonie aussi commune, pour laquelle on rougirait à Londres de faire une ordonnance imprimée de deux lignes, lorsque Sa Majesté fait l'ouverture de son Parlement ? N'est-ce pas indiquer que Buonaparté est frappé de terreur, qu'il craint quelque attentat sur sa vie, et qu'il sent fort bien que, malgré toute leur légéreté, l'esprit de mécontentement qui regne parmi les habitants de sa bonne ville de Paris pourrait bien en porter quelques-uns à tirer une vengeance sommaire de l'auteur de tous les malheurs de leur pays ?

En attendant le moment où Napoléon ira se délasser de ces cérémonies religieuses et politiques sous les nouveaux lauriers qui l'attendent, ou pour parler plus intelligiblement, en attendant qu'il parte de Paris pour Magdebourg, voyons les efforts qu'il fait pour se faire croire à lui-même et faire croire aux autres qu'il aura encore une autre Grande-Armée à commander cette année.

C'est à Posen qu'il faut chercher aujourd'hui les derniers éléments de feue la Grande Armée de l'an 1812. La premiere pause des survivants de cette campagne, a été à Posen. Le Cardinal Maury disait dans son discours de réception à l'Institut, que les conquêtes de l'empereur avaient fait faire de nouveaux pas à la géographie. L'historiographe de la mortelle campagne de Russie, trouvera que ses défaites ont bien fait faire d'autres pas à ses ingénieurs géographes ; en effet, quelle enjambée que celle de Moscou à Posen! elle n'est pas de moins de 1000 miles, depuis le 20 Octobre jusqu'au 20 Janvier, et personne encore ne peut dire que les fuyards s'arrêteront dans cette derniere

ville. Des lettres de Posen du 3 Février, insérées dans les journaux Français du 13, portent que le quartier-général de l'armée française était *encore* à cette époque dans cette ville ; on n'était donc pas assuré qu'il y restât *encore* long-temps ! cette expression *encore* fait suffisamment entendre que l'on était tout étonné qu'il y fût resté jusque-là, et qu'il était fort vraisemblable qu'on serait incessamment forcé de le porter plus loin et de faire continuer à l'armée *victorieuse* sa marche en arriere, s'il n'arrivait promptement des renforts compétents. On attendait pour cela, avec la derniere impatience, l'arrivée de la division du général Grenier, qui venait d'Italie, et qui traversait au mois de Janvier l'Allemagne à marches forcées. Une lettre de Leipzic du 2, porte " que le corps en question, (autrefois ce n'était qu'une division, maintenant c'est un corps tout entier) est dans ce moment entre la Sprée et l'Oder ; qu'incessamment il se portera plus en avant ; et que son arriere-garde a passé dernierement par Wittemberg, se rendant à Berlin."

Il a beaucoup plus été question depuis un mois, dans les feuilles allemandes, de cette misérable division Grenier, venant d'Italie pour aller se geler dans le Nord, qu'il ne fut question l'an dernier de tous les corps de la Grande Armée, lorsqu'ils marchaient sur le Niémen, et de tous ces mêmes corps depuis qu'ils ne marchent plus. Une série continuelle de paragraphes en représente les brigades tantôt dans une ville d'Allemagne, tantôt dans une autre ; aujourd'hui passant par Nuremberg, demain par Bamberg, après demain par Wittemberg, à peu près comme ces processions de bamboches qu'on fait passer derriere la toile d'une coulisse à l'autre, et qui reparaissent cinq à six fois de suite sur la scene, pour donner à un héros de pantomime l'air d'avoir une suite nombreuse. Ces petites supercheries ont leur succès, et si l'on s'en moque à Londres, on ne

s'en moque pas de même à Berlin, à Dresde, à Stutgard et à Munich, où elles font grand peur aux grands cousins, issus de Germains, qui composent aujourd'hui la confédération du Rhin.

Les dernieres nouvelles de Posen, " dit la Gazette de Nuremberg, véhicule d'impostures qui ne le cede qu'à celle d'Augsbourg," continuent de parler du grand mouvement de troupes qui a lieu dans cette ville, où se réunissent des corps nombreux de toute espece, qui sont dirigés ensuite sur les différents points de la ligne occupés par l'armée française. Il ne se passe pas un jour sans qu'il n'arrive quelques régiments de cavalerie et d'infanterie de troupes *fraîches* (hélas! celles de la Grande Armée ne se sont trouvées que trop *fraîches* dans leur retraite,) l'armée est bien approvisionnée, et repose dans ses quartiers d'hyver. Du reste, la communication avec Dantzic n'a pas cessé d'être ouverte, malgré tous les bruits à ce contraires, répandus en Allemagne."

N'est-il pas risible d'entendre dire à ce gazettier, dont les paragraphes sont réimprimés dans les journaux de l'Empire, que les troupes qui arrivent de France à Posen, comme s'il en était arrivé quelques-unes, sont régulierement dirigées sur les différents points occupés par l'armée française? Quelle est cette armée, dont on entend parler pour la premiere fois? Quelle est sa situation? Quelle est la ligne qu'elle occupe? Quels sont les généraux qui la commandent? Connaît-on, en avant de Posen, quelque position qui soit tenable pour les faibles débris dispersés de l'armée française, qui errent encore dans ce voisinage?

Quant aux généraux de l'armée, où se trouvent-ils? Nous allons les passer en revue.

Eugene, le vice-roi, notre fils adoptif, le fils de Joséphine, à laquelle il semble que l'on jete encore un regard de faveur en louant ainsi le premier fruit

de ses longues amours, Eugene qui n'est pas seulement un grand administrateur, mais dont les sages dispositions sont l'objet de l'admiration générale. Son Altesse Sérénissime que dans un mouvement de tendresse son beau-pere est capable de faire sacrer aussi lui par son Pape, est à Posen au palais de la préfecture.

C'était dans ce même palais qu'était nagueres le majestueux Murat, l'Antoine du moderne César. Mais ce pauvre diable qui a toujours été le premier à rire de sa royauté macaronique, a disparu tout-à-coup après avoir répété tristement :

Je suis gelé et morfondu,
J'ai le corps brisé, rompu.

Il n'est plus question de lui dans aucun papier français ni allemand ; il paraît qu'il s'est retiré du service avec dégoût ; qu'il aura parlé avec l'énergie d'un grenadier français, avec la loyauté *d'un soldat qui sait mal farder la vérité*, du fuyard qui lui confia, en désertant, le fardeau d'une armée mourante; et qu'en conséquence, il sera tombé dans une disgrâce complete, et qu'il aura été fait secretement défense aux journalistes de tous les pays soumis de parler de lui.

Le second grand personnage qui se présente ensuite dans cette enfilade, pour ne pas dire, dans cette défilade de héros en désarroi, est le célebre Alexandre Berthier, le *fidus Achates*, le ci-devant commandant en chef de l'armée de Marengo, celui à qui revenait de droit le commandement des restes de la Grande Armée, de préférence à Murat et à Eugene ; Berthier, accoutumé, depuis vingt-ans, à réparer par son sang-froid les sottises de son disciple devenu son maître, aura, selon toutes les apparences, trouvé ses dernieres bévues au dessus de ses forces, et de tous les talents militaires qu'il peut posséder. Il a pris le meilleur parti qu'il eût à prendre, c'était celui

de tomber malade, il s'est trouvé attaqué de la goutte! enfin, on écrit de Posen, que se trouvant mieux, il en était parti le 1er Février, *pour sa destination ultérieure*; destination qu'on n'indique pas, mais qui probablement est Grosbois. Ainsi ce pauvre Berthier, le fidele compagnon de Napoléon en Italie, en Egypte, en Syrie, en Espagne et en Russie, cet homme dont les mémoires, si jamais il les écrivait, seraient le plus précieux monument peut-être de l'histoire moderne, paraît avoir eu plus à souffrir de sa derniere campagne que des vingt qui l'ont précédée. Certes, les peines et les fatigues qu'il a eu à supporter, ont dû le rendre malade. Il est à croire que ses infirmités et son âge avancé ne lui permettront plus de reparaître sur la scene militaire; ce sera une perte que Buonaparté ne remplacera pas aisément, pas même en lui substituant M. Dumas. On a toujours pensé et avec raison que Buonaparté a dû la plus grande partie de ses succès aux talents et aux services, infatigables de cet officier, qui était profondément versé dans tous les détails d'un bureau d'état-major, qui était froid et méthodique dans ses opérations, qui ne faisait rien sans calcul, et qui était toujours sur les épaules du petit caporal pour corriger par son phlegme imperturbable et sa précision toutes les bévues que la violence et l'impétuosité de celui-ci ne cessaient de lui faire commettre. Berthier est donc aujourd'hui, ainsi que Murat, hors de la ligne d'opérations. Nous allons examiner maintenant où en sont les maréchaux d'Empire qui devaient faire subir il y a six mois à la Russie le sort dans lequel la fatalité entraînait cet empire! !!

Le maréchal le Fevre, ainsi qu'on sait, est de retour à Paris.

Le maréchal Mortier, l'est de même.

Le maréchal Moncey, idem.

Le quatrieme maréchal, attaché à la garde impériale, (quatre maréchaux de France pour la garde

d'un faquin !) Bessieres, était depuis quelques jours à Posen, d'où il se préparait à partir pour la capitale.

Tous ces commandants de l'ancienne garde, de l'infanterie, de la gendarmerie et de la cavalerie de la nouvelle garde impériale, n'ayant plus personne à garder ni à commander, ont pris le seul parti qui leur restât à prendre, celui d'aller à Paris y recommencer leurs fonctions de gardes-fou.

Junot, qui est duc sans être maréchal, tandis que d'autres sont maréchaux sans être ducs, est aussi de retour à Paris.

Si l'on demande où est son corps, ainsi que les 99-100 èmes de la garde impériale :

> ... L'écho de la tombe aux curieux stupéfaits
> Répete sourdement qu'ils reposent en paix.

Le maréchal Davoût, après avoir séjourné quelques jours à Posen, en est reparti pour sa destination ultérieure !! Ce général est en disgrâce complete, depuis que la victoire qu'il remporta à Krasnoi, sur M. de Kutusoff, obligea Buonaparté, qui le vit se battre de loin, de s'enfuir à toute bride, à Liodi, comme un vilain poltron. Voilà de ces événements qui ne se pardonnent pas par un homme orgueilleux ; il peut déguiser sa peur et sa fuite aux Français, mais il ne le peut pas faire de même à ceux qui le virent chevaucher en arriere, abandonnant tous ses bagages à l'ennemi, avec le bâton du pauvre maréchal.

Le maréchal Ney est à Paris. Celui-ci jouit auprès de son maître de la plus haute faveur. Ce fut lui qui répara le désordre à la bataille de la Moskwa et sauva l'honneur des armes, qui, ainsi que le salut de l'armée, était dans un grand danger, à l'aile gauche de la ligne. On vante sa force d'âme, comme on vantait celle de Masséna à la triste journée d'Essling.

Le maréchal Macdonald est retourné à Paris après avoir déposé à Dantzic entre les mains de Rapp,

les restes de la division française qu'il avait avec lui pour former avec les auxiliaires Prussiens le 10eme corps, qui s'est aussi lui évanoui comme les autres.

Il n'est aucunement question dans les derniers papiers français de ce que sont devenus les deux maréchaux Gouvion St. Cyr et Oudinot, qui commandaient à tour de rôle le second corps ; ce qui a donné à leur vainqueur, le comte de Wittgenstein, double travail et double gloire.

Le général Régnier, était avec le 7e corps à la droite des Autrichiens et des Saxons qui occupaient diverses positions, couvrant Varsovie, sur une ligne de 70 miles qui s'étendait depuis Pultusk au Nord jusqu'à Siedbee dans le Sud-Est.

Quant au 5eme corps, du Prince Poniatowski, il se réorganisait, dit-on à Varsovie même, où il comptait déjà 30,000 hommes au drapeau, en attendant mieux.

Quant aux affaires que ces débris de corps ont eu à soutenir contre les Russes, les journaux Français ne s'accordent pas: les uns disent que Régnier a repoussé vivement toutes les attaques de l'avant-garde russe, tandis que d'autres se contentent de dire qu'il n'a eu que de légeres rencontres avec les Cosaques.

Comme il paraît que les grands efforts et les opérations principales des Russes se porteront au Nord de l'Allemagne, aussi près que possible des côtes de la Baltique, afin de co-opérer plus aisément avec leurs alliés à l'ouverture du printemps, il est naturel que pour des raisons politiques, aussi bien que pour des raisons militaires, les Russes ne se soucient pas de presser vivement les Autrichiens et les Saxons. Le Prince de Schwartzenberg, ayant besoin de repos, a quitté le commandement des Autrichiens, mais il ne retourne pas à Vienne. On sait que Buonaparté a accusé, dans le 29eme bulletin ce général d'avoir été la cause indirecte de ses grands revers

pour avoir abandonné la ligne d'opérations de Minsk, et n'avoir pas anéanti l'armée de Titchagoff, double de la sienne ; il est donc probable qu'il aura résigné son commandement par dégoût, comme Murat.

Il est aisé de voir d'après ces positions qui sont si vaguement énoncées, qu'il n'y a plus en Pologne de forces quelconques capables d'arrêter les Russes dans leur marche en Allemagne. Nous voudrions bien pouvoir offrir de même un tableau de leur position actuelle ; mais la continuation désespérante d'un vent tempestueux de l'Ouest s'opposant à l'arrivée de toute nouvelle du Nord depuis trois semaines, il ne nous reste d'autres guides à ce sujet que les journaux français.

Nous y trouvons dans une lettre de Berlin du 27 Janvier, que le comte Wittgenstein était parti de Konigsberg le 9. Il est assez curieux de voir que ce soit là la premiere notification qu'on ait donnée au bon peuple de Paris que les Russes se fussent mis en possession de Konigsberg! Dans un autre journal, il est dit que les Russes, après avoir passé la Vistule en grande force, l'ont repassée pour prendre des quartiers d'hiver, laisant seulement sur la rive gauche quelques cosaques, qui pillent, ravagent et désolent cette pauvre Pologne ; et qui font bien.

Voilà à peu près tout ce que l'on trouve dans les papiers fançais sur les mouvements des Russes ; mais des lettres particulieres reçues de la côte de France, mandent positivement que les Russes ayant bloqué Dantsic et Thorn, les seules places que les Français occupassent sur la Vistule, s'avançaient en grande force sur l'Oder, tout le pays Prussien et Poméranien s'insurgeant en leur faveur, à mesure qu'ils avançaient ; tout ceci est rendu plus que vraisemblable par l'état de défense dans lequel on dit dans les papiers Français que l'on met les forteresses de Custrin, Stettin et Glogau, qui, selon une dépêche du vice-roi, sont déjà approvisionnées pour

un an; et plus encore par le départ soudain du roi de Prusse pour la Silésie, circonstance dont nous parlerons ci-après.

Le grand objet du gouvernement français paraît être de vouloir faire croire que Dantzic est le pivot de ses opérations au Nord, et que ce point se liant par des communications non-interrompues avec Varsovie et Posen, il se trouvera, au printemps prochain, une nouvelle armée alliée considérable dans la Pologne, prête à reprendre l'offensive, et surtout une cavalerie d'autant plus formidable qu'elle sera toute neuve et n'aura point encore servi, hommes, chevaux, officiers, sabres, selles, bottes et éperons.

Dantzic, dit le vice-roi dans une lettre, datée de Posen, le 26 Janvier à six heures du soir, est garnisonné par un corps de 30,000 hommes, non compris les troupes appartenant à l'artillerie, au génie et à la marine. Le général Rapp, gouverneur de la place a sous lui les généraux Heudelet et Grandjean. (Le premier commandait ci-devant dans la Poméranie Suédoise, le second commandait la division française du corps de Macdonald. Ces deux divisions peuvent faire environ 12000 hommes, à quoi ajoutant deux régiments de pleutres calabrois qui restaient à Dantzic, pendant la campagne de Russie, la garnison de cette place ne peut être tout au plus que de 13 à 14000 hommes). Le général Campredon y commande le génie et le général Lepin, l'artillerie. La place est approvisionnée de pain et de légumes pour cinq ans (les légumes seront frais dans ce temps-là!). Elle a pour 14 mois de viande, d'eau-de-vie, de médecines, etc. Toute l'artillerie du siége de Riga y était entrée, ainsi que l'équipage de siége qu'on avait fait partir de Magdebourg pour le siége de Dunabourg; les fortifications étaient dans le meilleur état; les magasins abondamment pourvus d'armes, de munitions et d'effets d'habillement; il s'y trouvait une brigade de cavalerie, composée de

dragons et de chasseurs, forte de 2000 hommes, sous les ordres du général Cavaignac ; il y avait dans le trésor de quoi assurer la paie des troupes pendant un an ; et enfin le général Rapp pouvait se promener jusqu'à dix lieues autour de la ville, sans rencontrer un cosaque.

Suivant cette même dépêche, les nouvelles de Thorn n'étaient pas moins satisfaisantes ; la communication de cette place avec le quartier-général de Posen était ouverte, grâce aux Bavarois qui étaient cantonnés entre les deux villes, et le gouverneur de Thorn avait aussi lui la satisfaction de pouvoir faire jusqu'à six lieues en dehors de ses remparts.

Le général du génie, Rognat, était arrivé d'Espagne à Posen. Ce général s'est fait une réputation aux siéges de Sarragosse, Tarragone et Valence. Alors il assiégeait, aujourd'hui qu'il n'a d'autre place forte à attaquer que la poîtrine des soldats russes, nous verrons quelles mines il fera contre les cosaques et le vent de bise. Sa mission à Posen ne peut avoir d'autre objet que la défense des places dans lesquelles se sont réfugiés les débris de l'armée française ; de cette armée qui devait marcher de Moscou à Constantinople, et de la Mer Noire au Golphe Persique, et qui est réduite maintenant à se casemater et à crier : *à moi la muraille.*

Nous en venons maintenant au départ de sa M. le Roi de Prusse pour la Silésie, voici comment ce déplacement est mentionné dans les papiers Français :

" Sa majesté le roi ayant résolu de fixer pendant quelque temps sa résidence à Breslau, et d'établir ici, durant son absence, une commission suprême de gouvernement, composée des membre suivants, savoir : le comte de Goltz, conseiller privé, de Kircheusen, ministre d'état et de justice, du comte de Lottum, major-général et conseiller privé, de Schuckmann et de Bulow, conseillers d'état, . . .

La dite commission est autorisée à prendre au nom de Sa Majesté le Roi, les mesures nécessaires dans tous les cas qui exigent une prompte détermination, ou dans ceux qui ne peuvent être décidés par Sa Majesté elle-même, en raison de l'éloignement de sa résidence. Toutes les autorités civiles et militaires sont tenues d'obéir aux ordres et aux décisions de cette commission, dont un des premiers devoirs est de maintenir avec les autorités militaires de S. M. l'Empereur des Français la même bonne intelligence qui a déjà subsisté, à la grande satisfaction de Sa Majesté, grâce à la conduite juste et prévenante du maréchal Duc de Castiglione, et à la bonne discipline que Son Excellence a maintenue.

Néanmoins cette ordonnance ne change rien aux devoirs constitutionnels des autorités respectives. Chacune d'elles restera responsable à Sa Majesté des fonctions dont elle est chargée.

La commission ne s'occupera que d'affaires d'intérêt général; mais afin qu'elle puisse prendre connaissance de tout, les autorités supérieures sont tenues d'envoyer leurs rapports à Sa Majesté par le canal de cette commission, afin qu'en arrivant, ils soient, si le cas l'exige, accompagnés de son opinion; après quoi, les décisions royales seront renvoyées par le même canal. Il est inutile d'observer que toutes les autorités sont tenues de fournir à la commission toutes les informations qu'il lui plaira de demander.

Sa Majesté exhorte tous ses fideles sujets, et en particulier ses bons citoyens de Berlin, à se conduire, dans toutes les circonstances, envers les soldats français, ainsi qu'il convient aux relations entre alliés, et à la bonne intelligence qui subsiste avec Sa Majesté l'Empereur Napoléon, dont le ministre accompagne Sa Majesté à Breslau.

Par des nouvelles de Berlin, on voit que le malheureux roi de Prusse se mit en route directement de Potzdam, sans vouloir même entrer dans sa capitale; il craignait sans doute, en prenant congé de ses fideles sujets et en leur recommandant de se bien comporter vis-à-vis les soldats de son grand allié, de les trouver disposés d'une maniere tout-à-fait différente, et d'être cause d'un tumulte semblable à celui du 2 Mai à Madrid. Il partit donc clandestinement. Ses enfants et le Prince

Auguste Ferdinand partisent également ; ce dernier arriva le 24 Janvier à Breslau; le Roi et ses enfants n'y arrivèrent que le 25; et furent reçus au palais par les autorités civiles et militaires. Les gardes du Roi avaient quitté Potzdam, et marchaient en Silésie pour y faire leur service. Le général Kalkreuth commandait en chef les troupes prussiennes de cette province, dont le nombre est, dit-on, considérable. On ajoute que quoique le nouveau contingent prussien s'organisât et s'assemblât provisoirement en Poméranie, quelques régiments partiraient immédiatement de la Silésie pour la Vistule, et que les ordres avaient déjà été expédiés, afin qu'ils se missent en marche.

Le Roi de Prusse a été suivi, pour ne pas dire escorté au lieu de son déplacement, par le comte de St. Marsan, ministre de France, et par M. de Zichy, ministre d'Autriche en Prusse. La possession de la personne du Roi de Prusse est trop précieuse à Napoléon dans les circonstances actuelles, pour qu'il le lâche aisément. Il ne peut plus lui demander d'argent, il lui a déjà pris tout ce qu'il en avait; mais il a encore besoin de l'influence de sa signature pour obtenir par elle le sang de ses sujets ; cette affreuse hyene ne l'abandonnera pas qu'elle ne voie toute l'armée prussienne livrée à sa férocité par son malheureux monarque. *Non missura cutem, nisi plena cruoris.*

Ce départ précipité du Roi de Prusse cause beaucoup de perplexité. Le raisonnement naturel qu'il fait naître, est qu'on redoutait l'arrivée prochaine des Russes à Berlin, et que les Français craignaient qu'il ne se joignît alors aux Russes. Si ceux-ci dirigent effectivement leur marche sur cette capitale, rien ne peut les empêcher d'y arriver, pas même les forteresses sur l'Oder, dont il est très-possible que les garnisons soient aussi prêtes à secouer le joug des Français que l'a été le général d'York. On par ledela formation d'un camp retranché dans les environs de Cunersdorff,

près de Francfort sur l'Oder, parce que dans cette partie il ne se trouve aucune forteresse sur cette rivière entre Custrin et Glogau. Dès que les Russes auront passé l'Oder, toute la population prussienne capable de porter les armes, s'empressera sans doute de les joindre. La nation qui a produit un Schill, et qui a vu un officier seul se former une petite armée, sans moyens, sans secours, sans co-opération, trouvera facilement des chefs à l'approche des Russes, et se montrera impatiente de laver avec eux la honte et les malheurs de la journée d'Jéna.

On ne manque pas de dire dans les journaux français, que le voyage du Roi de Prusse à Breslau, a pour objet principal d'accélérer la levée des troupes pour l'augmentation de son contingent: mais on ne réfléchit pas que l'abandon d'une capitale à l'approche d'une force étrangere, n'est certainement pas une mesure faite pour inspirer à des sujets une grande ardeur militaire. Tout nous porte à croire que c'est une belle et bonne évasion.

A tout prendre, nous aimons mieux savoir le Roi de Prusse à Breslau, au milieu de sa famille, de ses gardes, et d'une armée qu'on nous dit encore considérable, que de le voir à Berlin, à la disposition de vingt généraux français qui étaient dans cette ville, et de la division Grenier qui doit y être arrivée au commencement de Février. Quoique S.M. ait l'ambassadeur de France auprès de lui, il n'a point auprès de sa personne de troupes françaises qui puissent l'intimider immédiatement; il est entouré de places fortes; et de la Silésie il peut encore se dessiner en Roi, s'il préfere l'honneur à l'humiliation, et s'il sent circuler dans ses veines une seule goutte du sang qui animait le grand Frédéric.

Ce serait une circonstance bien extraordinaire, quoique très-possible, que de voir un nouveau décret de Berlin renverser et détruire de fond en comble le système d'iniquité et de misere, fondé sur le fameux

décret de ce nom, qui a bouleversé pendant quelques années et bouleverse encore les deux mondes.

Du reste, si l'on veut avoir une idée de la détresse pécuniaire dans laquelle se trouve la Prusse, il suffit de lire l'ordonnance que le Roi a publiée la veille de son départ de Potzdam, le 19 Janvier. Nous n'en citons qu'une petite partie ; la totalité serait aussi ennuyeuse que les discours des orateurs du Conseil d'Etat et le rapport de la commission du Sénat pour établir le droit de l'Impératrice à la Régence pendant la minorité du roi de Rome.

Nous, FRÉDÉRIC-GUILLAUME, ...

. . . . . .

Les circonstances de la guerre exigent que nous prenions des mesures propres à assurer la défense de la patrie, l'indépendance de notre royaume et le bien-être de nos fidèles sujets. Nous attendons avec confiance de leur dévouement, de leur amour pour la patrie, et du courage qu'ils ont montré de tout temps, qu'ils nous répondront avec empressement dans ces mesures, pour écarter sans délai le danger dont nos Etats sont menacés ; et comme il y aurait trop de temps à perdre pour faire contribuer tous les particuliers aux secours pécuniaires qui sont indispensables, nous avons résolu de nous servir pour les dépenses inévitables, des billets du trésor déjà existants, et nous ordonnons à cette fin ce qui suit :

Les billets du trésor auront la même valeur que l'argent dans les relations de commerce de l'intérieur et dans tous les payements qui doivent s'effectuer en argent. En conséquence, tous les payements à faire en especes, tant par les caisses publiques qu'à ces caisses et dans les affaires entre particuliers, pourront se faire en billets du trésor. Sont exceptés les payements des intérêts des emprunts d'état sur l'étranger ; les payements des lettres de change et des obligations de négociants, ainsi que ceux qui ont pour objet des affaires de commerce ; et ceux qui doivent être faits à la caisse du sel, parce qu'elle est obligée de payer le sel en argent dans l'étranger.

Quant au payement des sommes empruntées, si le débiteur dénonce au créancier le prêt qui a été stipulé en especes, il devra effectuer le payement en argent ; si un

créancier a dénoncé le prêt au débiteur avant la publication de cet édit, mais que le payement ne dût avoir lieu qu'après, il est autorisé à retirer sa dénonciation, si le débiteur veut le payer contre son gré en billets du trésor.

Le montant des billets du trésor destinés à la circulation, se bornera à 10 millions, et S. M. promet qu'il ne s'élèvera pas au-dessus de cette somme.

Les billets d'un écu compris dans les 10 millions qui devront être mis en circulation, etc. etc. . . . . .

. . . . . .

Quiconque refusera de recevoir un billet du trésor comme argent comptant, excepté dans le cas de payement d'intérêts ou de lettres de change dus à l'étranger, sera puni, sans aucune indulgence, d'une amende de 500 à 1000 écus, ou d'une détention de six mois à un an.

Les sentiments de fidélité dont nos sujets nous ont donné si souvent des preuves, ne nous laissent aucun doute que, dans ces circonstances critiques, ils n'aillent avec confiance au-devant de nos intentions paternelles, et qu'ils ne rendent avec reconnaissance toute justice à nos efforts pour ramener un état durable d'indépendance et de repos.

Il n'est pas surprenant qu'avec des élémens si prochains de destruction de son système favori, Buonaparté tende tous les nerfs, emploie tous les moyens pour se faire une armée. Aussi dit-on, aussi écrit-on, de France, de Suisse, d'Allemagne et de Hollande, que l'on tremble de voir à chaque instant paraître un décret impérial, un Sénatus-Consulte, qui, vu l'insuffisance des levées volontaires, déclarera la patrie, ou l'empire en danger, et que tous ceux qui auront été jadis militaires, de quelque âge qu'ils puissent être, soient tenus de joindre la Grande-Armée, sous la dénomination de Cohortes Supplémentaires de la garde nationale ; après quoi partiraient les perruquiers, les cuisiniers, les commis de négociants, les clercs de procureur, les patriotes de 1809, ceux de vendémiaire, les chevaux de voiture, et ceux de cabriolet et de fiacre, le tout après quelques massacres des prisons, comme dans le bon vieux temps.

Nous tirons des papiers Français, les extraits suivants des offres *volontaires* de chevaux et de cavaliers que font les villes, les corporations et les cantons de l'empire, depuis Rome jusqu'à Hambourg. Nous aurions pu prolonger beaucoup ces extraits, mais nous nous sommes contentés de donner ceux qui suivent :

Offres de Chevaux et de Cavaliers pour la Grande Armée.

" Tous les membres composant le conseil municipal de la ville de Rome, ont donné les preuves les plus éclatantes de leur dévouement, en votant à l'unanimité l'offre de 240 cavaliers montés et équipés. Parmi ceux qui ont pris part à cette honorable délibération, nous citerons particulierement le Duc de Braschi, maire de Rome, le duc Césaroni, le prince Chigi, MM. Angelotti, Celestini et Marescotti.

" La ville de Brescia offre à S. M. l'Empereur, Roi d'Italie, 15 cavaliers montés et équipés ; Novarre, 15 ; Modene, 12 ; Cremone, 11 ; Bergame, 12 ; Pavie, 10.

" La ville de Carcassonne offre à Sa Majesté 5 cavaliers montés et équipés ; Carpentras, 5 ; Epinal, 4 ; Avignon, 10 ; Brioude, 2 ; Auch, 4 ; Deventer, 7 ; Castelnaudary, 3 ; Villeneuve d'Agen, 6 ; le département du Léman, composé de la ville de Geneve, et de vingt cantons, fournit à ses frais 60 cavaliers.

" Le clergé du diocesse d'Auch vient d'offrir deux cavaliers montés et équipés à ses frais. M. l'évêque de Nancy, M. l'évêque de Plaisance, M. l'archevêque de Malines, concourent d'une maniere efficace à l'équipement des cavaliers offerts dans les départements de leurs dioceses.

" De simples desservants, M. Portraix à Dornecy, M. Dacy à Omaine, M. Ruffino à Savaillon, ont offert une somme de 4800 francs pour la remonte de la cavalerie.

" Ces ministres des autels ont prouvé qu'ils étaient ceux du dieu des armées, qui punit le crime et la trahison ! ! !

" M. Barré, directeur du théâtre du Vaudeville, a offert un cheval pour lui et sa troupe.

" La direction générale des douanes de Paris a offert 12 beaux chevaux ; la direction générale de l'imprimerie et de la librairie en a présenté 10. Le nombre total des chevaux admis jusqu'au 30 Janvier, pour le contingent de la ville de Paris et du département de la Seine, est de 427.

" Les gouverneurs, sous-gouverneurs, régents, le conseil d'escompte et les employés de la banque de France, fournissent 30 chevaux équipés.

" Les facteurs du commerce de la volaille et du gibier, ceux du commerce des beurres et œufs et les factrices de la marée, ont offert à l'Empereur un cheval équipé.

" La ville de Hambourg offre à Sa Majesté 100 cavaliers montés et équipés ; Valenciennes, 6 ; Cambray, 6 ; Sheerdam, 8 ; Hazebroucq, 4 ; Bernay, 4 ; Louviers, 4 ; Meaux, 3 ; Elbeuf, 5 ; Granville, 2 ; Fécamp, 2 ; Epernay, 2 ; Montargis, 1 ; Gravelines, 2 ; Quimper, 4 ; Vannes ; 5 ; Gap, 3 ; Alby, 5 ; Cahors, 8 ; Aix, 14 ; Abbeville, 6 ; Aurillac, 4 ; Langres, 3 ; Cherbourg, 8 ; Libourne, 3 ; Moncalier, 4 ; Thiers, 5 ; Luneville, 4 ; Bailleul, 3 ; Pont-à-Mousson, 3 ; Lisieux, 4 ; Wlaardingen. 4 : Bolbec, 3 ; Malmédi, 5 ; Maubeuge, 2 ; Pontoise, 4 ; Lens, 4 ; Valogne, 5.

" Le département du Zuyderzee fournit à ses frais un régiment de chasseurs à cheval.

Les chefs et employés du ministere de la guerre, des dépôts de la guerre et des fortifications et du comité central de l'artillerie, se sont réunis pour offrir à S. M. 19 chevaux équipés et harnachés pour le régiment des chasseurs de sa garde.

" Le corps impérial des mines et les employés

de la direction générale réunis, ont offert 5 chevaux de cuirassiers.

" L'administration centrale de la loterie impériale a voté l'offrande de 8 chevaux équipés.

" Les lecteurs et professeurs impériaux du collége de France, ont offert et livré trois chevaux pour la grosse cavalerie.

" S. Em. le cardinal Maury offre un cavalier à l'empereur, et le chapitre de la métropole, un.

" L'administration de l'enregistrement et du domaine fournit 20 chevaux équipés ; l'administration de la caisse d'amortissement, 5 ; l'administration des postes, 20 ; les employés du ministere des cultes, 2 ; les employés du ministere du trésor impérial, 20.

" La ville de Florence offre à Sa Majesté un escadron de jeunes cavaliers montés, armés et équipés : Alkmaer, 25 cavaliers ; Grenoble, 16 ; la ville du Puy, 4 ; Dordrecht, 12 ; Tulle, 8 ; Valence, 6 ; Mont de Marsan, 3 ; Vesoul, 3 ; Calais, 3 ; Arnheim, 4 ; Limoges, 8 ; Vire, 3 ; Tourcoing, 4 ; Agen, 4 ; Montauban, 20 ; Alençon, 6 ; Cologne, 80 ; Juliers, 5 ; Bourges, 7 ; le Hâvre, 10 ; Périgueux, 6 ; Issoudun, 3 ; Dijon, 10.

" M. le baron Malouet préfet du département de l'Aisne, et M. Devisme, sous-préfet de Vervins, ont offert chacun un cavalier.

" Voici quelques passages des adresses du Conseil d'Etat, du Sénat, de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes du royaume d'Italie, et du Conseil municipal de Milan :

" Sire, dit le Conseil d'état, les peuples de votre royaume d'Italie n'ont pu apprendre sans la plus vive indignation l'attentat que le général d'un roi votre allié a commis contre la foi des traités, contre l'honneur, contre les intérêts les plus sacrés de son pays et de l'Europe entiere. Dès la premiere annonce d'un tel crime, ils en ont prévu toutes les conséquences : mais en même temps les peres ont

dit à leurs fils, les magistrats aux citoyens, chaque Italien a dit à l'autre, qu'il n'y a aucune cabale, aucune perfidie, aucune conspiration qui ne doive enfin céder à la grandeur et à la force de votre puissant génie.

" De telles pensées ont rendu plus vif le sentiment du bienfait inappréciable que la Providence a accordé au monde dans votre auguste personne. De là le serment spontané qui s'est renouvelé unanimement dans le cœur de tous, que toutes leurs forces, toutes leurs volontés seraient entièrement déposées entre les mains du protecteur commun pour le salut général.

" Les peuples de votre royaume d'Italie, Sire, ne sauraient être les derniers à manifester à l'univers qu'il n'y a aucun sacrifice auquel ils ne soient résolus pour que V. M. puisse conduire à sa fin la grande œuvre qui lui a été confiée par la Providence. Ils disent hautement que dans des circonstances extraordinaires il faut des moyens extraordinaires, et que leurs efforts aussi seront illimités.

" L'amour de la patrie, l'orgueil du nom italien, le sentiment de la dignité individuelle, la tranquillité, la richesse, le bonheur présent, l'espérance future, tout est perdu, dit le Sénat, si un mur de bronze ne sépare l'Europe civilisée des barbares du Nord, si le continent européen n'est mis en sûreté contre l'influence corruptrice du cabinet britannique. La perfidie récente du général prussien en est une preuve.

" Pour arriver, Sire, à ce but de toutes vos fatigues, de tous vos sacrifices, de tous les périls auxquels vous vous êtes exposé, qui ne sent qu'il faut des armes et des armées, de l'or, de la valeur, de la fidélité, de la constance ? Tout ce qui dépend d'eux, Sire, vos peuples d'Italie s'empressent de vous l'offrir. Ce n'est point là le conseil de l'autorité, c'est la conviction, c'est le sentiment, c'est le cri général exprimé par le besoin de notre existence.

" Ce royaume, Sire, est votre ouvrage ; il vous doit ses lois protectrices, ses monuments, ses routes, ses canaux ; il vous doit la prospérité de son agriculture et de son industrie, ses lycées, son université, l'honneur des arts, la paix dont il jouit, et que les liens étroits de votre politique et de votre cœur avec l'Autriche rendront éternelle pour le bonheur des deux empires.

" Vingt mille Italiens n'attendent que l'ordre de rejoindre la grande-armée. Les bataillons départementaux brûlent d'en partager l'honneur. Les administrateurs des

communes offrent à l'envi des chevaux et des cavaliers. Les vœux de la nation vont au-devant des demandes que le besoin exige ou que la prévoyance conseille."

Dans son adresse, le Conseil municipal de Milan, capitale du royaume d'Italie, supplie S. M. d'agréer cent hommes à cheval qui puissent participer avec les braves de la grande nation à l'honneur de réparer les pertes que la seule rigueur du climat a pu causer à ses armes victorieuses.

" Les offres volontaires continuent dans la ville de Turin. Le 24 Janvier au matin, il y avait déjà 40 hommes enrôlés. Le même enthousiasme se manifeste dans toutes les communes environnantes. La petite ville de Carignan a voté 9 cavaliers montés ; celle de Carmagnole, qui n'est pas plus considérable, en a également offert 9 ; les villes de Coni et de Verceil, en ont donné 10, et la ville d'Yvrée, 3. Alexandrie, se rappelant qu'elle a été le théâtre d'un des triomphes les plus éclatants de l'Empereur dans les plaines de Marengo, a voulu donner une preuve signalée de son dévoûment ; elle a offert 100 hommes armés, dont 13 seront montés. Cette offre est très-considérable, vu la population de cette cité.

" On écrit de Gênes, que le conseil municipal de cette ville a offert 80 hommes de cavalerie montés et équipés.

" Le directeur de la musique de l'Opéra Buffa, et les premiers chanteurs de ce théâtre ont offert 2 chevaux équipés.

" Les facteurs et factrices à la halle au blé et farine de la ville de Paris, ont offert à S. M. 2 chevaux équipés.

" Le corps impérial des ponts et chaussées fournit, à ses frais, 20 chevaux tout équipés ; les employés de cette administration, 3 ; les inspecteurs de la navigation du service extérieur de l'approvisionnement de Paris, 2 ; le conseil des prises, 10.

" S. M. pour donner à ses sujets une marque

de sa satisfaction, a décidé qu'un dixieme des hommes qui lui sont offerts par les départements et les villes, serait admis dans les chasseurs de la garde impériale.

" La cour de cassation a résolu d'offrir à S. M. 40 chevaux ; la cour impériale de Paris, 20.

" Les employés du secrétariat du Conseil d'Etat, donnent deux chevaux complétement équipés.

" Les employés des bureaux du ministere de la police générale, ont offert à la ville de Paris deux chevaux tout équipés à leurs frais.

" Les courtiers du commerce ont donné 6000 francs.

" L'ordre des avocats à la cour impériale de Paris, a voté une somme de 10,000 francs.

" Le grand Orient de France offre une somme de 5000 francs, pour concourir à la monture, l'habillement et l'équipement de cinq cavaliers.

" L'administration de l'Opéra, et les artistes de ce théâtre, ont offert 3 chevaux équipés.

" La ville de Compiegne offre à S. M. 2 cavaliers équipés ; Dieppe, 6 ; Châlons-sur-Marne, 4 ; Vendôme, 3 ; Moulins, 4 ; Ypres, 10 ; Bayeux, 4 ; Nantes, 50 ; Caen, 28.

" Les avoués près le tribunal de premiere instance de Paris, fourniront, à leurs frais, les chevaux, l'équipage et l'armement de dix cavaliers.

" Le corps des agents-de-change, 20 chevaux de cuirassiers.

La ville de Dunkerque offre à S. M. 16 cavaliers armés et équipés ; la ville de Rennes, 25 ; Douay, 10 ; Maestricht, 12 ; Tournay, 15 ; Clermont Ferrand, 15 ; la Rochelle 8 ; St. Lo, 5 ; Laval, 5 ; Mayenne, 3.

L'Institut a voté une somme de 10000 francs.

Les comédiens sociétaires du théâtre français, ont fait don de 3 chevaux. Les sociétaires de l'Opéra Comique en fournissent 2.

Le célebre graveur Raphaël Morghens, qui a déjà un fils aux armées, ayant reconnu dans son second fils, à peine âgé de 18 ans, le desir de suivre la carriere militaire, vient de l'offrir monté et équipé à ses frais.

Ce n'est pas seulement dans les départements de l'ancienne France que nous avons à citer des traits multipliés d'amour et de dévoûment pour notre auguste souverain*. Partout ses nouveaux sujets rivalisent, dans cette circonstance importante, de zele et d'attachement avec les anciens. En Hollande surtout, les jeunes gens des familles les plus distinguées ont été des premiers à solliciter l'honneur de paraître au rang de nos braves. MM. d'Older, Barnevelt et Muller, membres de la garde d'honneur à cheval de la ville de la Haie, et Vander Saraat, membre de celle de Rotterdam, viennent de manifester leur vœu à cet égard de la maniere la plus pressante et en termes qui peignent l'enthousiasme dont ils sont animés.

---

* *Lettre du Ministre de la Guerre* (Clarke,) *au Préfet de la Seine,* Chabrol.

" M. le préfet, vous m'avez demandé, par votre lettre du 18 de ce mois, qu'il fût mis à votre disposition un local pour la réunion du contingent de la Seine, dans la levée des 15,000 chevaux, et de ceux des 500 hommes que ce département a offerts.

" L'Empereur, dont j'ai pris les ordres à ce sujet, voulant donner à sa bonne ville de Paris une preuve particuliere de sa satisfaction, a décidé que les levées du département de la Seine, pour ces deux objets, seraient incorporées dans les régiments de cavalerie de sa garde. Les 500 hommes offerts entreront avec leurs chevaux dans la composition du 2e régiment de lanciers, et les 200 chevaux du contingent seront répartis dans les autres régiments de la garde.

Ce concert unanime des vieux et des nouveaux français, en dérangeant les calculs de nos ennemis, présage à la France les plus heureux événements"

" S. M. ne doute pas que la ville de Paris, sensible à cette marque de sa bienveillance, ne s'empresse de n'offrir que de bons chevaux, de beaux hommes, bons sujets, qui, par leur taille et leur bonne conduite, soient dignes de faire partie de sa garde,

" Le général Lefebvre, commandant la cavalerie de la garde, a reçu ordre de se concerter avec vous pour la réception des hommes et des chevaux.

" Au fur et à mesure de la levée de ces hommes ou de ces chevaux, vous les ferez paraître devant ce général, qui n'acceptera pour la garde que ceux qui auraient les qualités requises, sans pouvoir cependant refuser ceux qui, n'étant pas propres au service de la garde, seraient acceptables pour d'autres régiments. Dans le cas où la commune de Paris n'en pourrait fournir d'autres, le général Lefebvre enverra ces derniers dans d'autres régiments de lanciers, qui lui fourniront en échange des hommes de choix pour la garde. Les hommes et les chevaux ainsi reçus compteront en déduction du contingent offert par le département de la Seine.

" La commune de Paris n'aura pour le moment à s'occuper que de la levée des hommes et des chevaux qu'elle présentera à l'acceptation du général Lefebvre. Ce général les fera habiller et équiper, sauf ensuite à la commune de Paris à faire rembourser aux conseils d'administration les frais que cela aura occasionnés. Ce moyen, outre l'avantage de la célérité et de l'uniformité qui doit régner entre les hommes d'un même corps, amenera nécessairement une économie, par la raison que les corps pourvoiront à l'habillement et à l'équipement à moins de frais que ne pourrait le faire cette commune.

" Je vous prie de ne pas perdre un instant pour l'exécution de ces diverses mesures, objet pour lequel vous vous concerterez avec le général Lefebvre.

" Je vous prie en même temps de me tenir exactement informé de leur résultat.

(Signé) " Duc de Feltre."

Malgré les heureux événements que présage à la France, le concert unanime des anciens et des nouveaux français, ainsi que leurs souscriptions et conscriptions, aussi volontaires les unes que les autres, pour empêcher l'irruption des barbares, Napoléon croit devoir prêter l'oreille aux clameurs de paix qui retentissent de toutes parts auprès de lui. Nous copions l'article suivant d'un papier généralement bien informé, le *Times*.

" Nous avons eu une légere intimation (quoique le sujet auquel elle se rapporte soit d'une haute importance), que Buonaparté ne néglige pas totalement dans la situation critique où il se trouve, la voie des négociations. Nous avons appris qu'il était arrivé il y a quelques jours un étranger à Deal, avec des circonstances qui tiennent un peu du mystere. Comme ici il est difficile qu'il y ait rien de parfaitement caché, on a remarqué ses entrevues avec le ministre, dont le résultat a été qu'on a dépêché un bâtiment pour la France. Voilà tout ce que nous avons pu recueillir, et comme ceci nous est revenu de plusieurs côtés, nous regardons comme certain, qu'il y a eu ce moment quelque correspondance d'une espece ou d'une autre entre nos ministres et Buonaparté. Si la paix en est l'objet, ce qui est très-probable, il est possible qu'il y ait une négociation de commencée entre l'Angleterre et la France ; mais cette même négociation ne peut se suivre avec honneur sans la participation de nos alliés les Espagnols et les Portugais. Quant aux Russes, dont les calamités et les services ont réduit l'ennemi commun à son état actuel d'humiliation, ce n'est certes pas de la bouche de ce même ennemi que nous devons recevoir l'avis de leur situation actuelle ni de leurs intentions futures, etc."

Des papiers ministériels se sont empressés de contredire le fait avancé avec tant de réserve par

le *Times*, et d'assurer qu'il n'existait, autant qu'ils pouvaient le savoir, aucune correspondance entre notre gouvernement et celui de France : que les ministres ne pouvaient naturellement écouter aucune proposition de négocier, à moins que ce ne fût de concert avec nos alliés, la Russie, l'Espagne et le Portugal ; que la personne arrivée de France, était M. Clermont, un des associés de la maison de banque de Perreganx, Lafitte et Co. de Paris, lequel venait fréquemment à Londres pour des affaires d'une nature particuliere, et surtout pour celles des prisonniers britanniques qui sont en France.

Certes, après avoir lu dans les notes du Moniteur, publiées il y a trois semaines, que si l'Angleterre voulait la paix, elle devait en chercher les conditions dans la lettre du Duc de Bassano à Lord Castlereagh, et surtout après qu'on aura remarqué dans le discours de Buonaparté au Corps Législatif,* que la dynastie française régnait et continuerait de régner en Espagne, il est aisé de contredire, sans se compromettre, toute assertion tendant à insinuer que les ministres britanniques auraient prêté l'oreille à des propositions d'ouvrir une négociation avec la France. Une pareille assertion serait une accusation capitale contre les ministres, surtout après leurs déclarations publiques de ne jamais traiter qu'avec leurs alliés.

Cependant une feuille du Dimanche, liée avec le *Times*, revient à la charge à ce sujet, et dit à cet égard ce qui suit :

" Après avoir fait avec soin les perquisitions nécessaires, nous avons découvert que la personne arrivée de France, n'est pas M. Clermont, et que la nouvelle communiquée

---

* Nous venons de recevoir ce discours que l'on trouvera ci-après.

par ce papier est exacte. Cet étranger a été sept ou huit jours en ville, et a eu des entrevues répétées avec le gouvernement. Aussitôt après être débarqué à Deal, il eut la permission de continuer son voyage et de venir à Londres, malgré les derniers réglements à ce sujet du département de l'intérieur. Cette faveur nous fait supposer que son arrivée était attendue, et que le gouvernement était parfaitement au fait de la nature de sa mission. Nous ignorons si la personne chargée des dépêches est un Autrichien ou un Français, mais nous sommes portés à croire que c'est le premier. (Ce journaliste pourrait fort bien s'être trompé dans ce cas.) Nous avons appris, dans le cours de la semaine, que quelques jours après l'arrivée du comte Bubna, ambassadeur extraordinaire d'Autriche à Paris, il fut fait au Cabinet de St. James une ouverture de la part des Cabinets de Vienne et des Tuileries conjointement. Nous tenons aussi de la même source, que l'on avait connaissance à Paris de la substance de ces communications, et qu'on paraissait croire généralement dans cette ville qu'elles pourraient conduire promptement à une pacification générale. La cour d'Autriche a offert, nous dit-on, d'être médiatrice, et c'est sur la réponse que nous ferons, qu'un ambassadeur autrichien se rendra, ou non, immédiatement à Londres. La même réponse déterminera aussi le départ de Buonaparté pour l'armée qu'il tâche d'assembler en Allemagne, son projet étant, si ses propositions sont rejetées, de partir aussitôt après le couronnement de Marie-Louise et du jeune roi de Rome, et d'ouvrir la nouvelle campagne.

Nous ne pouvons pas douter de cette information. Le dominateur français a invariablement été dans l'habitude, à la veille de toutes ses grandes entreprises, de faire une grande parade de modération. Si dans l'éclat de ses succès, il condescendit insidieusement à faire un appel semblable à l'opinion publique de l'Europe, il est maintenant obligé, par les raisons les plus pressantes, à mettre, s'il le peut, cette opinion publique de son côté. Il aura en vue, dans sa prochaine campagne, un objet bien différent de celui qu'il avait dans ses anciennes entreprises militaires. Ses ressources, soutenues même comme elles paraissent l'être aujourd'hui du concours de ses sujets français, lui suffisent à peine pour conserver, bien moins encore pour étendre, ses acquisitions territoriales. Il doit donc être d'un grand intérêt pour lui de rejeter sur ses adversaires toute la res-

ponsabilité de la continuation des hostilités. Il espere probablement aussi, en engageant l'Empereur d'Autriche à proposer sa médiation, neutraliser ou contrarier, dans le cas où elle ne servirait de rien, les propositions avantageuses que lui offrent la Russie et la Grande-Bretagne, et l'engager, en piquant sa vanité, à prendre une part plus active aux opérations militaires de cette année.

Il est impossible de ne pas admirer l'étendue et la versatilité des ressources que déploie notre mortel antagoniste. En plongeant ainsi l'Autriche, en opposition à ses plus chers intérêts, dans le labirynthe de sa politique, il fait voir la fertilité dangereuse de son esprit. Quelle que puisse être l'issue de ces ouvertures, et il est aisé de prévoir qu'elles se termineront sans fruit, l'ennemi gagnera considérablement, uniquement pour en avoir fait l'épreuve. Il gagnera du temps, ce qui est un objet d'une grande importance dans l'état fâcheux où se trouvent aujourd'hui ses affaires. Il pourra tenir le Danemarc, la Prusse et la Saxe dans un état de suspens et d'indécision, en affectant de combiner leurs intérêts avec les siens. Il cherchera aussi à aliéner ce pays-ci et la Russie, ou à semer entre nous des germes d'aliénation. C'est aujourd'hui surtout que nous sentons plus que jamais la nécessité d'avoir des hommes du talent le plus transcendant pour représenter notre cour dans les divers états du continent ; des hommes capables de dévoiler et d'exposer les artifices et les piéges de notre insidieux ennemi. C'est aussi le moment où l'homme d'état qui dirige nos relations extérieures doit agir avec énergie et promptitude. La plus légere méprise, un moment d'hésitation, une instruction obscure à un agent au-dehors, pourraient donner à notre antagoniste un avantage qui le mettrait en état de réparer tous les désastres de la derniere campagne.

Nous sommes pleinement convaincus que le dominateur Français est aussi peu sincere dans ses propositions actuelles, que dans celles qu'il avait faites auparavant. Il est trop habile pour ignorer qu'il lui est impossible de faire la paix après les événements désastreux de l'invasion de Russie. Il doit sa premiere renommée, son élévation et sa puissance subséquente à la supériorité présumée de ses talents militaires. Au point extraordinaire d'exaltation où il est parvenu, c'était encore cette réputation qui était la base de sa sûreté. Il a entierement perdu ses droits à cette réputation en échouant dans son attaque sur l'Empire russe. Il faut qu'il fasse tous ses efforts pour la recouvrer, quels

qu'en puissent être les risques et les conséquences. On peut donc regarder toutes les négociations de cet homme comme autant d'artifices tendant à préparer et à faciliter le succès de ses armes. Il ne peut ni vouloir, ni faire des concessions telles que celles qui assureraient pendant un temps la paix du monde; et après les revers signalés qu'il a essuyés en dernier lieu, il doit être beaucoup moins porté à y consentir que s'il était retourné triomphant de son expédition du Nord. Les Romains avaient pour maxime, et c'a été celle de toutes les nations conquérantes, de ne point faire de paix après avoir été battus. Ce doit aussi indubitablement être la sienne. Il sait fort bien qu'il faut qu'il commence par effacer par quelque exploit éclatant la honte de ses derniers revers, avant qu'il puisse négocier avec sûreté, et c'est cette conviction qui ne nous permet pas d'avoir le moindre espoir d'un accomodement prochain. Nous voyons au contraire avec la plus grande anxiété cette ouverture de négociation qui peut être avantageuse à l'ennemi, mais qui ne peut produire aucun bien à la cause des alliés. *(English man.)*

Nous ne pouvons trop applaudir aux judicieuses observations du journaliste que nous venons de citer. Nous recevons à l'instant le discours de Buonaparté pour l'ouverture de la session du Corps Législatif, et nous espérons que le ton d'arrogance qui y regne, les menaces dont il est rempli, la prétention de la dynastie d'Ajaccio à régner en Espagne envers et contre tous, nécessiteront et ameneront enfin des déclarations publiques des principaux belligérants, qu'ils ne peuvent faire et ne feront jamais la paix avec Napoléon ; et que ce discours insolent et bas tout-à-la fois, servira de passeport au messager de M. de Bassano (M. des Bassayns) pour retourner sur-le-champ, si-non à Mauritius sa patrie, au moins dans la capitale de l'Isle de France, nous voulons dire Paris.

Voici ce Manifeste, copié du Moniteur mot pour mot. Nous le faisons suivre du Concordat nouveau, si toutefois on peut donner ce nom à ce misérable marché provisoire où le Saint-Pere vend Sa Souveraineté temporelle pour un plat de lentilles,

concordat qui ne ressemble à rien, qui ne sanctionne rien, qui ne décide rien, qui n'accorde aucune souveraineté au Pape, confirme sa dépendance en l'assujettissant à une portion congrue, et le rend le complice des usurpations de Buonaparté. Ce vieillard imbécille semble être tombé en enfance. On observera que ni dans l'une ni dans l'autre de ces pieces, il n'est question ni de la Régence, ni du couronnement de Marie Louise, ni du sacre du Roi de Rome, ni de l'excommunication, ni du divorce, etc., etc.

OUVERTURE DES SESSIONS DU CORPS LÉGISLATIF.

Moniteur du 15 Février.

Hier, Dimanche, 14 Février, S. M. l'Empereur et Roi est parti à une heure du palais des Thuileries, en grand cortége, pour se rendre au Corps-Législatif.

Des salves d'artillerie ont annoncé le départ de S. M. des Tuileries, et son arrivée au Corps Législatif.

Le cortége a traversé le jardin des Tuileries, la place, le pont de la Concorde, et Sa Majesté est descendue de voiture au perron de la nouvelle façade du palais du Corps Législatif.

M. le président du Corps Législatif et vingt-cinq députés ont reçu Sa Majesté au bas du perron et l'ont conduite à l'appartement qui avait été préparé pour la recevoir.

La députation du Sénat et le Conseil d'Etat se sont placés, l'une sur des chaises, dans le parquet en face du trône, et l'autre sur les deux premiers rangs de banquettes, avant l'arrivée de S. M.

S. M. l'Impératrice était dans la tribune en face du trône de l'Empereur, accompagnée de S. M. la reine Hortense, et entourée des officiers de sa maison.

Le corps diplomatique occupait une tribune à droite.

S. M. s'est rendue dans la salle du Corps Législatif, précédée de son cortége.

A l'arrivée de S. M. tous les députés se sont levés, S. M. s'est placée sur son trône. Les princes grands

dignitaires, les ministres, les grands-officiers de l'Empire et de la couronne, les grands-aigles de la Légion-d'Honneur, et les officiers qui formaient le cortége de S. M ont occupé leurs places accoutumées autour du trône : les princes grands-dignitaires à droite et à gauche suivant leurs rangs. L'Empereur étant assis, le grand-maître des cérémonies a pris les ordres de S. M. pour ouvrir la séance.

Le prince vice-grand-électeur, prévenu par le grand maître, a demandé à S. M. la permission de lui présenter les membres du Corps Législatif, nouvellement élus, et les admettre à prêter serment. L'un des questeurs a fait l'appel nominal et le serment a été prêté.

L'appel étant terminé, l'Empereur a prononcé le discours suivant :

DISCOURS DE BUONAPARTÉ

AU CORPS LÉGISLATIF.

Messieurs les Députés des Départements au Corps Législatif,

La guerre rallumée dans le Nord de l'Europe offrait une occasion favorable aux projets des Anglais sur la Péninsule. Ils ont fait de grands efforts. Toutes leurs espérances ont été déçues. Leur armée a échoué devant la citadelle de Burgos, et a dû, après avoir essuyé de grandes pertes, évacuer le territoire de toutes les Espagnes (1).

Je suis moi-même entré en Russie (2). Les armes françaises ont été constamment victorieuses aux champs d'Ostrowno, de Polotsk, de Mohilow, de Smolensk, de la Moscowa, de Moloïaroslawetz. Nulle part les armées russes n'ont pu tenir devant nos aigles. *Moscou est tombé en notre pouvoir.*

---

(1) Même Cadix, Séville, Malaga, Alicante, les Andalousies, Grenade, Badajoz, Ciudad Rodrigo, la Corogne, le Férol, Carthagene, etc. !!!

(2) Et tu en es sorti aussi sans tambour ni trompette, après avoir eu grand peur.

Lorsque les barrieres de la Russie ont été forcées, et l'impuissance de ses armes reconnue, un essaim de Tartares ont tourné leurs mains parricides contre les plus belles provinces de ce vaste empire qu'ils avaient été appelés à défendre. Ils ont, en peu de semaines, malgré les larmes et le désespoir des infortunés Moscovites, incendié plus de quatre mille de leur plus beaux villages, (3) plus de cinquante de leurs plus belles villes, assouvissant ainsi leur ancienne haine sous le prétexte de retarder notre marche, en nous environnant d'un désert. *Nous avons triomphé de tous ces obstacles!* L'incendie même de Moscou, où, en quatre jours, ils ont anéanti le fruit des travaux et des épargnes de quarante générations, n'avait rien changé à l'état prospere de mes affaires....Mais la rigueur excessive et prématurée de l'hiver, (4) a fait peser sur mon armée une affreuse calamité.

---

(3) Les Russes avaient commencé à brûler les villes et villages par où les Français devaient passer, et les magasins qui auraient pu tomber en leur pouvoir, long-temps avant que les Tartares eussent paru; on peut même dire que tout ce qui a été incendié, l'a été par les Moscovites eux-mêmes. Mais 50 villes et 4000 villages!! l'hyperbole est aussi par trop forte. L'idée d'environner l'armée Française d'un désert était excellente, puis qu'elle a réussi cette fois, ainsi qu'elle avait déjà réussi il y a deux ans en Portugal, ainsi que du temps de Darius, et de Julien l'apostat. L'art de couper les vivres à son ennemi est une des branches de l'art militaire. Ce ne sont pas 20 mille cosaques qui ont triomphé de vous; c'est la nation russe entiere, ses généraux, son Empereur. Loin d'avoir d'anciennes haines à assouvir, jamais peuples divers réunis sous un même souverain, n'ont montré, plus d'harmonie et d'unanimité. Les villes incendiées sont déjà réédifiées.

(4) Un bon général d'armée doit tout prévoir; or personne n'ignore ce que c'est qu'un hiver en Russie; vous deviez rester à Moscou pendant l'hiver, puisque vos affaires y étaient si prosperes; vous y étiez allé pour y prendre vos quartiers. Pourquoi en êtes-vous parti? est-ce qu'un essaim de Tartares a fait peur à la Grande Armée de la Grande Nation?

En peu de mots, j'ai vu tout changer. J'ai fait de grandes pertes.(5) Elles auraient brisé mon âme, si, dans ces grandes circonstances, j'avais dû être accessible à d'autres sentiments qu'à l'intérêt, à la gloire, et à l'avenir de mes peuples.

A la vue des maux qui ont pesé sur nous, la joie de l'Angleterre a été grande; ses espérances n'ont pas eu de bornes. Elle offrait nos plus belles provinces pour récompense à la trahison.(6) Elle mettait pour conditions de paix le déchirement de ce bel Empire; c'était, sous d'autres termes, proclamer *la guerre perpétuelle.*

L'énergie de mes peuples dans ces grandes circonstances, leur attachement, à l'intégrité de l'Empire, qu'ils m'ont montré, ont dissipé tous ces chimeres, et ramené nos ennemis à un sentiment plus juste des choses.

Les malheurs qu'a produits la rigueur des frimats

---

(5) Tu n'as jamais fait mention de ces pertes, tyran infâme! Ton 29e bulletin ne parle que de 30,000 chevaux, de quelque artillerie, et d'une division égarée, consistant seulement en 2000 hommes et 300 chevaux, car lorsque tu perds une division, tu ne la dis que de 2000 hommes: quand tu en fais marcher une, tu la dis de 30,000, pour effrayer tes alliés et tes ennemis. Voilà tout ce qu'on a dit avec simplicité et franchise sur la destruction de toute une armée presque innombrable!!

(6) Où a-t-il pêché tout cela? A qui la Grande-Bretagne a-t-elle eu le temps de faire des offres, semblables? nous n'avons jamais entendu dire qu'elle eût offert le Languedoc et la Touraine au général d'York. Peut-être pourtant a-t-elle engagé l'Empereur d'Autriche à profiter des circonstances actuelles pour reprendre Trieste, Venise, et le Duché de Milan. Si elle a donné ce conseil, elle n'a fait que ce qu'elle devait faire. Certes elle ne reconnaît pas la Hollande, la Toscane, l'Etrurie, la Poméranie pour des provinces de France. Quant à la joie que l'Angleterre a fait éclater, quant aux espérances qu'elle a conçues en cette occasion, elles ne pouvaient être mieux fondées et elle a bien fait de se réjouir des revers du tyran. Aurait-elle dû par hasard s'en affliger et désespérer?

ont fait ressortir dans toute leur étendue la grandeur et la solidité de cet empire, fondé sur les efforts et l'amour de cinquante millions de citoyens, et sur les ressources territoriales des plus belles contrées du Monde.

C'est avec une vive satisfaction que nous avons vu nos peuples du royaume d'Italie, ceux de l'ancienne Hollande et des Départements réunis, rivaliser avec les anciens Français, et sentir qu'il n'y a pour eux d'espérance, d'avenir et de bien, que dans la consolidation et le triomphe du grand Empire.

Les agents de l'Angleterre propagent chez tous nos voisins, l'esprit de révolte contre les souverains.(7) L'Angleterre voudrait voir le continent entier en proie à la guerre civile et à toutes les fureurs de l'anarchie (8) ! Mais la Providence l'a elle-même désignée pour être la premiere victime de l'anarchie et de la guerre civile. (9)

J'ai signé directement avec le Pape un Concordat, qui termine tous les différends qui s'étaient malheureusement

(7.) Et toi, Brutus, qu'as-tu fait autre chose toute ta vie, et même depuis que tu es sur ton trône éphemere? Non-seulement tu as détrôné des souverains légitimes, mais ta rage s'est portée jusque contre des rois de ta création; tes propres freres. L'Angleterre n'a encouragé aucun usurpateur comme toi; et quand elle le ferait, ne lui en as-tu pas donné le droit? Est-ce l'Angleterre qui a dit: " Peuple Espagnol, vous étiez mal gouverné; j'ai vu vos maux... Peuple Hollandais," etc. etc.

(8.) Que gagnerait-elle à voir ses pratiques se tuer? C'est l'union et la tranquillité que l'Angleterre doit desirer au dehors, pour y faire paisiblement un commerce réciproquement avantageux; tout ceci est une mauvaise déclamation de journaliste, digne de Tallien ou de Barrere. Qu'on demande aux villes d'Hambourg, Trieste, Livourne, Gothenbourg, ce qu'elles préferent, du pavillon britannique ou des douaniers français?

(9.) Pourquoi ses agents lui cachent-ils qu'il n'y a pas eu monde de pays plus tranquille?

élevés dans l'église. La dynastie française regne et régnera en Espagne (10). Je suis satisfait de la conduite de tous mes alliés (11). Je n'en abandonnerai aucun. Je maintiendrai l'intégrité de leurs états. Les russes rentreront dans leur affreux climat. (12)

Je désire la paix, elle est nécessaire au Monde. Quatre fois depuis la rupture qui a suivi le traité d'Amiens, je l'ai proposée dans des démarches solennelles. Je ne ferai jamais qu'une paix honorable, et conforme aux intérêts et à la grandeur de mon Empire. Ma politique n'est point mystérieuse ; j'ai fait connaître les sacrifices que je pouvais faire.

Tant que cette guerre maritime durera, mes peuples doivent se tenir prêts à toutes especes de sacrifices (13), car une mauvaise paix nous ferait tout perdre, jusqu'à l'espérance, et tout serait compromis, même la prospérité de nos neveux.

L'Amérique a recouru aux armes pour faire respecter la souveraineté de son pavillon. Les vœux du Monde l'ac-

---

(10.) Ainsi voilà la guerre perpétuelle proclamée par la dynastie française ; car la Russie et l'Angleterre n'abandonneront pas la dynastie de Ferdinand VII.

(11.) Même de l'Empereur d'Autriche ; quel bonheur et quel honneur pour Sa Majesté Impériale !

On vous protége, mon ami,
Votre fortune est faite.

Colinette à la Cour.

(12.) Où tu ne les suivras pas une seconde fois ! Tu disais cependant au mois d'Octobre que leur climat offrait l'image d'une belle journée du voyage de Fontainebleau ! Oui ; les Russes rentreront chez eux, mais vainqueurs de tes hordes et libérateurs du Continent.

(13.) En ce cas-là, qu'ils se tiennent prêts à en faire, car elle durera long-temps encore. Du reste il est fort plaisant de voir demander 40,000 chevaux pour faire une guerre maritime.

compagnons dans cette glorieuse lutte. Si elle la termine en obligeant les ennemis du continent à reconnaître le principe que le pavillon couvre la marchandise et l'équipage, et que les neutres ne doivent pas être soumis à des blocus sur le papier, le tout conformément aux stipulations du traité d'Utrecht, l'Amérique aura mérité de tous les peuples. (14) La postérité dira que l'ancien monde avait perdu ses droits, et que le nouveau les a reconquis.

Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître dans l'Exposé de la situation de l'Empire, l'état prospere de l'agriculture, des manufactures, et de notre commerce intérieur, ainsi que l'accroissement toujours constant de notre population. (15) Dans aucun siecle, l'agriculture et les manufactures n'ont été portées à un plus haut degré de prospérité qu'en France.

(14.) Vil déclamateur; ici c'est l'Angleterre qui te protége elle-même. Souffrirais-tu que l'Amérique t'enlevât tes conscrits et tes matelots, conformément à ce traité d'Utrecht, qui non-seulement ne dit rien de ce que tu lui fais dire, mais que tu as même refusé de rappeler dans le traité d'Amiens? Au surplus, lis l'adresse que les deux Chambres du Parlement viennent de voter unanimement au Prince Régent, pour l'engager à pousser la guerre contre les Etats-Unis avec la plus grande vigueur, afin de maintenir jusqu'à la derniere extrémité les droits maritimes de la nation.

(15) Ainsi jamais la France n'aurait eu aucun accroissement de population plus constant que depuis qu'elle perd 400 mille hommes tous les ans par une guerre perpétuelle, et surtout dans une circonstance où deux mois ont vu la fleur de la jeunesse française, une armée de 300 mille hommes, anéantie par ta faute, affreux imposteur! Tu dis que la population de ton empire s'accroît! C'est sans doute par la raison qui fait que les ombres grandissent les corps. Et c'est devant des familles tout récemment privées de leurs enfants ou de leurs freres, que tu oses tenir un langage aussi cruellement insultant!

J'ai besoin de grandes ressources (16) pour faire face à toutes les dépenses qu'exigent les circonstances; mais, moyennant différentes mesures que vous proposera mon ministre des finances, je ne devrai imposer aucune nouvelle charge à mes peuples.

Après ce discours, la séance terminée, sa Majesté s'est levée au milieu des acclamations.

S. M. est retournée au palais des Thuileries avec son cortége en suivant le même chemin qu'elle avait pris pour se rendre au Corps Législatif.

Des salves d'artillerie ont été répétées au départ de S. M. du palais du Corps Législatif, et à son arrivée au palais des Thuileries.

CONCORDAT.

Son Altesse Sérénissime le Prince Archi-Chancelier de l'Empire, s'est rendu hier Samedi 13 Février, au Sénat, par ordre de S. M. l'Empereur et Roi, pour y présider la séance.

S. A. S. ayant été reçue avec le cérémonial d'usage, a fait donner lecture par l'un de Messieurs les Secrétaires, du Concordat, signé à Fontainebleau le 25 Janvier 1813, entre S. M. l'Empereur et Roi et Sa Sainteté Pie VII.

---

(16) Ainsi tu veux continuer la guerre contre la Russie, l'Espagne et l'Angleterre, quand tes ressources sont insuffisantes ? Eh ! bien, continue cette guerre, qui enfin détruira tes derniers moyens. Il ne te reste plus qu'à exploiter les acquéreurs de biens du clergé et d'émigrés. Leur tour est arrivé. Viendront ensuite tes salariés, ta maison, tes sénateurs, tes laquais. Dieu a ordonné dans ses décrets éternels que tous ces brigands-là fussent brûlés un jour sur le bûcher qui te consumera bientôt.

CONCORDAT.

Sa Majesté l'Empereur et Roi et Sa Sainteté, voulant mettre un terme aux différends qui se sont élevés entr'eux, et pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'église sont convenus des articles suivants comme devant servir de base à un arrangement définitif.

Art. 1er. Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même maniere et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs.

2. Les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires des puissances près le Saint-Pere, et les ambassadeurs, ministres, ou chargés d'affaires que le Pape pourrait avoir près des puissances étrangeres, jouiront des immunités et priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

3. Les domaines que le Saint-Pere possédait, et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espece d'impôt; ils seront administrés par des agents ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés seraient remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs de revenu.

4. Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'Empereur aux archevêchés et évêchés de l'Empire et du royaume d'Italie, le Pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats, et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le métropolitain. Les six mois expirés, sans que le Pape ait accordé l'institution; le métropolitain, et à son défaut, ou, s'il s'agit du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution, de l'évêque nommé, de maniere qu'un siége ne soit jamais vacant plus d'une année.

5. Le Pape nommera soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

6. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis ; ils seront à la nomination du Pape. Les biens actuellement existants seront restitués, et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Anagni et de Rieti, leurs dioceses seront réunis aux dits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre Sa Majesté et le Saint Pere.

A l'égard des évêques des Etats-Romains, absents de leurs dioceses par les circonstances, le Saint-Pere pourra exercer en leur faveur son droit de donner des évêchés *in partibus*. Il leur sera fait une pension égale au revenu dont ils jouissaient et ils pourront être replacés aux siéges vacants, soit de l'Empire, soit du royaume d'Italie.

8. S. M. et S. S. se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départements Anséatiques.

9. La propagande, la pénitencerie, les archives seront établies dans le lieu du séjour du Saint-Pere.

10. Sa Majesté rend ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques prêtres, laïcs, qui ont encouru sa disgrâce par suite des événements actuels.

11. Le Saint-Pere se porte aux dispositions ci-dessus par considération de l'état actuel de l'Eglise, et dans la confiance que lui a inspirée S. M. qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans les temps où nous vivons.

NAPOLÉON.

PIUS, P. P. VII.

Fontainebleau, le 25 Janvier, 1813.

Berlin, 6 *Février*.—S. A. le Prince de Sayn Wittgenstein, grand Chambellan de S. M. et chef de la haute police, est parti hier pour Breslau.

Il arrive ici tous les jours un grand nombre de généraux français, qui prennent ensuite la route de Magdebourg, Leipzic, Brunswick, Mayence, etc. Nous avons vu passer, ces jours derniers, M. les généraux Compans, Soyez, Monthrun, Ledru, Van Dedem, Coutard, Friedrichs, Pernetty, Grouchy, Milhaud, Cheburier, Haxo, Crundler, Berthesin, Auprince, Rigaud, Valois, Fabrejeux, Tavernier, Ricard, etc.

M. Chaumette des Fossés, consul de France, est arrivé ici de Stettin.

S. A. le maréchal prince d'Eckmühl est parti de Posen dans les premiers jours de ce mois. *Il se dirige avec son corps par Landsberg sur Custrin.*

Le bruit que Thorn avait été évacué par les Français et occupé par Russes, ne s'est pas confirmé.

La derniere poste de Kœnigsberg n'est point arrivée. Suivant ce qu'on apprend, les Russes envoient des détachements de Cosaques sur la rive gauche de la Vistule : mais on n'annonce pas que leur infanterie et leur artillerie se portent en avant. Leurs troupes réglées restent sur la rive droite de la Vistule.

NÉCROLOGIE.

Madame la comtesse d'Houdetot vient de mourir auprès de Paris, âgée de 83 ans.

Le célèbre Wieland vient de mourir à Weymar, dans un âge très avancé.

M. le Marquis de Buckingham est mort, le 12 de ce mois, dans son élysée de Stowe, âgé de 60 ans. Il emporte les regrets des pauvres dont il était le bienfaiteur, ceux de sa famille, ceux de la noblesse anglaise, et surtout ceux de la noblesse française, qui ne pourra jamais oublier l'accueil magnifique que Sa Seigneurie a fait aux Princes émigrés de l'auguste maison de Bourbon.

LE LOGOGRAPHE,

OU

LE MONITEUR SECRET.

No. L.

"Son empire est détruit si l'homme est reconnu."

Dernier Rêve de Buonaparté, *tel qu'il l'a raconté à son Confident* Duroc.

Duroc, écoutez maintenant le rêve qui m'a rempli d'effroi :

J'étais occupé à passer en revue, dans la place du Carrouzel, les troupes que j'avais fait venir en hâte des divisions militaires voisines de Paris. L'œil morne de tous les militaires, de quelque rang qu'ils fussent, m'indiquait assez ce qui se passait dans les esprits ; mais enfin ils obéissaient à mes ordres : ils montraient de la douleur et non de l'insubordination. C'était, pour le moment, tout ce que je pouvais désirer. Tout à coup je vois arriver une foule de généraux, d'officiers, de soldats, tous mutilés d'une maniere cruelle. Ils m'entourent en silence, et se bornent à me montrer l'affreux état dans lequel ils se trouvent. Je n'ai, en effet, rien vu, même en Russie, qui pût se comparer au tableau qui frappa alors mes regards. Après plusieurs minutes de ce silence expressif, un d'entr'eux s'avança vers moi, et me dit, en me tendant un papier avec le seul bras qui lui restait : " Général, lisez cela et soumettez-vous. Je suis le seul de tous ces braves gens que vous voyez là qui ait pu remplir l'ordre que nous avons reçu de vous remettre cette injonction. Voyez, ils sont tous sans bras."

Je lus avec assez de trouble et d'effroi le papier qui venait de m'être remis. L'ordre qu'il contenait était ainsi conçu :

" De par la Commission Suprême établie à " l'Hôtel des Invalides, en vertu du vœu des géné- " raux, officiers et soldats qui composent les débris " de la grande armée française,

" L'Empereur est le premier soldat de l'armée ; " il doit à tous ses membres l'exemple du courage, " le secours de ses talents, et la protection la plus " étendue. L'Empereur est accusé d'avoir manqué " de prévoyance dans ses plans, de présence d'es- " prit et de fermeté au milieu des périls créés en " partie par son aveugle opiniâtreté, enfin d'avoir " abandonné son armée lorsqu'elle avait besoin de " son exemple, de son pouvoir et de ses talents " pour éviter les plus grandes miseres et un anéan- " tissement total. Voilà l'accusation ; il est som- " mé d'y répondre et de comparaître sur-le-champ " devant ses juges."

Je ne me rappelle pas les sept signatures qui étaient au bas de cette sommation. Après l'avoir lue, je m'écriai d'une voix forte : " Soldats ! on in- sulte votre Empereur : il ne doit compte qu'à Dieu de sa conduite. A moi, soldats !"

Un des généraux présents s'avança alors vers moi avec assez de vivacité ; j'interprétais ce mou- vement en ma faveur, lorsqu'il me dit : " Sire, je vous arrête au nom de la Commission Suprême."

Effrayé de cette rude apostrophe, je fis faire à mon cheval une volte-face subite, et, suivi de Rous- tan, j'allai me mettre à la tête de mes mamelouks. Je traversai alors rapidement le vestibule des Tuile- ries, le jardin, et me réfugiai à St. Cloud. Je ne vis point le palais, j'ignore si j'y entrai, ni ce qui s'y passa depuis ce moment jusqu'à celui où je me trou- vai presque nud, étendu dans la fange, à l'entrée de l'égoût qui correspond à la caserne du château. J'entendais de cette place si différente, hélas ! de celle que je venais de quitter, le mouvement, les cris des gens à ma poursuite. Je me sentis tout à coup saisi à la gorge par un chien énorme, et pres-

qu'en même temps un militaire d'une stature gigantesque me délivra de mon terrible antagoniste.

" Camarade," lui dis-je, je te fais membre de la légion d'honneur.

" Quoi !" me répondit-il, " dans l'état d'abjection où tu es, au milieu des immondices, tu rêves encore que tu es Empereur ! On a mis ta tête à prix. Je m'estime trop pour mériter ce salaire, et je te méprise trop pour te livrer à tes juges. Vas, meurs de rage et de misere sur cet amas de fange : voilà un trône digne de toi ; tout supplice qui finirait tes jours d'une maniere plus prompte ou plus douce, serait une insulte à la Providence."

" Camarade," répliquai-je d'un ton suppliant, " sauve-moi ; il n'est pas de récompense à laquelle tu ne puisses prétendre, si tu me soustrais à la fureur de mes ennemis : tu seras prince, tu seras roi, tu seras mon ami, si cela te convient, mon maître, si tu le veux. Je me livre à toi, je me mets dans ta dépendance, j'obéirai à tes volontés ; c'est ton Empereur, que dis-je ? c'est ton compagnon d'armes, c'est ton esclave qui embrasse tes genoux." Je me prosternai effectivement devant lui ; mais rien ne put le fléchir, et me regardant d'un air froid et dédaigneux, il me dit :

" J'avais raison de penser qu'il n'y a rien de plus lâche qu'un tyran."

Il me quitta en disant ces mots. Il existe une lacune dans mon rêve, et lorsque la perception me revint, je me trouvai assis dans une espece de tombereau couvert d'un drap noir, et auquel était attelé un cheval que conduisait un de ces hommes employés dans les enterrements. J'étais à une des barrieres de Paris, et ce qui m'étonnait, c'est que je n'avais d'autre garde, ou plutôt d'autre guide que l'homme dont je viens de parler. Je voulus m'élancer de la voiture et chercher mon salut dans la fuite.

" Où vas-tu, insensé ?" me dit-il ; " Où est

le coin de notre malheureuse France qui puisse t'offrir un asile ? Dans quel endroit peux-tu te réfugier, où tu ne sois sur-le-champ reconnu, où tes traits ne fassent pas reculer d'horreur les épouses que tu as rendu veuves, les parents que tu as privés de leurs rejettons, les enfants dont tu as fait des orphelins ? Iras-tu chercher encore la sécurité dans un lieu semblable à celui d'où la faim, le froid, la souffrance t'ont chassé ? Bientôt les mêmes causes te ramèneraient parmi nous, et puisque tu ne sais pas mourir, tu te trouverais inévitablement devant tes juges."

Comme il finissait ces mots, je me trouvai arraché du tombereau avec violence, et forcé de marcher entre deux hommes d'une figure sinistre, ayant chacun sur sa poitrine un écriteau. Sur un des écriteaux on lisait ce mot : *parricide* ; et sur l'autre : *incendiaire*. Quant à moi, j'étais revêtu d'un habit semblable à celui que j'avais porté, dans ma jeunesse, à l'école militaire de Brienne, et je ne connus l'inscription de l'écriteau que je portais, que parce que mille voix me le répétèrent sur-le-champ. " Maudit soit l'instant de ta naissance," entendis-je de toutes parts. Je marchais lentement, au milieu d'une foule immense qui se séparait pour me faire un passage, et qui semblait éviter mon approche avec tous les signes de l'horreur et de l'effroi. Des groupes de femmes, d'enfants, de vieillards, tous vêtus de longs habits de deuil, étaient disposés de distance en distance, et chaque fois que nous les rencontrions, on me forçait d'arrêter pour entendre les gémissements, les cris lamentables, les violentes imprécations de tous ces êtres réduits par moi au désespoir.

Après une longue et pénible marche pendant laquelle j'essuyai les plus cruelles humiliations, je me trouvai dans la grande salle des Invalides, en face de la Commission Suprême et au milieu d'un grand nombre d'officiers et de généraux mutilés.

Les membres de la Commission portaient tous le costume de maréchaux de France, mais je ne pus reconnaître les traits d'aucun d'entr'eux. Le président me fit donner une sellette, et m'ordonna de m'asseoir ; je m'assis.

" Votre nom ?" me dit-il.

—Napoléon premier, Empereur des Français.

—Votre nom, vous dis-je ? Nous ne reconnaissons plus le quidam qui s'appelait Napoléon premier, et qui avait eu l'audace de prendre le titre d'Empereur des Français.

—Eh ! qui m'a déposé ?

—Les grands corps de l'état.

—Qui me remplace ?

—Louis XVIII.

Ce nom me fit frissonner ; et refusant désormais de répondre, j'attendis en silence ce qui allait se passer.

Après que le président eut rempli les formalités d'usage, un militaire prononça d'un ton véhément la déclamation suivante :

" Monseigneur le président, Messeigneurs les membres de la Commission Suprême,

" Lorsque tout ce qui est autour de moi accuse le coupable que vous voyez maintenant devant vous ; lorsque les violences de la tyrannie sont encore empreintes dans tous nos souvenirs, lorsque je ne vois ici que des victimes de sa cruelle ambition, je devrais peut-être me contenter d'invoquer contre lui tant de témoignages vivants des maux qu'il nous a faits, des crimes qu'il a commis, et ne pas essayer de vous tracer un tableau si terrible dans son ensemble, si révoltant dans ses détails, qu'il n'y a que ceux qui l'ont vu qui pourront y croire, et que l'histoire découragée osera à peine essayer de le transmettre aux races futures. Je sais que je ne puis rien ajouter à la conviction de ceux qui sont appelés à juger cet homme, ni à l'indignation, à l'her-

reur que son nom seul inspire ; mais si dans la rapide esquisse que je vais vous tracer de ses forfaits, la postérité peut trouver un jour des motifs pour croire à leur existence, et pour empêcher que de semblables horreurs ne souillent désormais la terre, j'aurai rempli une tâche utile. Eh ! que nous avons cruellement expié nos folles prétentions, nos erreurs, nos crimes et notre faiblesse plus inexplicable encore que notre enthousiasme révolutionnaire ! Si, lorsque fatigués des êtres cruels ou stupides qui, tour à tour, nous avaient entraînés dans le crime ou dans l'avilissement depuis notre fatale révolution, nous crûmes trouver le repos et une perspective de bonheur dans l'élévation d'un soldat heureux, quel eût été notre étonnement, si une voix prophétique nous avait dit :

" Français, gardez-vous d'entourer de votre confiance, d'encourager par vos suffrages cet homme que vous croyez généreux parce qu'il a acquis quelque gloire, et auquel vous ne supposez ni les vices ni la cruauté de vos tyrans révolutionnaires, parce qu'il les accuse ou les proscrit. Hommes imprévoyants, avant de vous mettre à sa discrétion, avant de le rendre l'arbitre absolu de vos destinées, voyez si sa conduite passée vous offre des garanties pour l'accomplissement des promesses qu'il vous fait, des engagements qu'il prend avec vous. Français ! cet homme a toujours nourri contre vous une haine active, profonde, implacable. Il a toujours eu plus soif de votre sang qu'il n'a été avide de gloire et de renommée. Il s'est fait le valet de vos bourreaux pour devenir votre bourreau à son tour. Partout où il y a eu du sang français à répandre, on l'a vu accourir et s'empresser de se ranger parmi vos meurtriers. C'est par les exécutions sanglantes de Toulon qu'il préludait à la boucherie de Vendémiaire. Il sera plus fougueux que Danton, plus sanguinaire que Marat, plus atroce et plus hypocrite que Robespierre. Il répandra, à lui seul, plus de sang, il fera verser plus de larmes, il met-

tra plus de familles en deuil que tous les tigres, toutes les hyenes révolutionnaires. Quelle générosité, quelle humanité, quelle pitié pouvez-vous attendre de celui qui faisait assassiner ses soldats à Vérone, pour avoir un prétexte de se venger des habitants de cette ville malheureuse; de celui qui, à Jaffa, faisait massacrer 6000 prisonniers, et qui, dans les hôpitaux du Caire, empoisonnait ses malades? Eh! bien, Français, tous ces faits nous étaient connus quand nous saluâmes sa venue des plus vifs applaudissements, quand notre aveugle prédilection lui frayait la route au pouvoir suprême. Tant il est vrai que quand les peuples ont foulé aux pieds les principes de la religion et de la morale, que quand ils se sont soustraits à la protection de leurs maîtres légitimes, ils sont irrévocablement livrés à l'erreur, au mensonge, à toutes les illusions les plus grossieres; eh! quelle preuve plus frappante et plus cruelle en même temps pouvons-nous avoir de cette vérité que la fortune inouïe de l'homme que nous voyons ici, et que les prestiges par lesquels il a trompé et séduit notre raison?

" Ne l'avons-nous pas soutenu dans toutes ses guerres? soit que nous fussions éblouis par ses triomphes, soit que nous eussions l'espoir qu'enfin après être rassasié de gloire et de puissance, il nous donnerait une paix durable. Mais non, chaque succès nouveau a enfanté chez lui une prétention nouvelle, et chaque année de son regne odieux, nous l'avons vu risquant l'existence entiere de la France et de ses armées dans une de ces entreprises désespérées qui prouvent la plus excessive imprudence comme la plus cruelle insensibilité. Que sont dans le fait ses exploits les plus fameux, si ce n'est des tentatives que la folie seule a pu concevoir, et le désespoir exécuter? Toute son armée n'eût-elle pas été anéantie à Marengo, sans le dévoûment d'un héros qui était digne de servir une meilleure cause? Ne s'était-il pas placé, après sa défaite à Wagram, dans une position aussi critique que celle où il a été

dernièrement à Moscou, et si, lorsque retiré dans l'île de Lobau, il faisait déjà préparer l'esquif sur lequel il devait fuir, on avait profité de la faute grave qu'il avait faite en se fermant toute retraite, l'armée qu'il commandait n'aurait-elle pas été forcée de capituler ? Enfin, sans m'arrêter ici à tous les crimes, à toutes les trahisons par lesquelles il a surpassé tous les tyrans qui l'ont précédé, sans peindre les horreurs de cette guerre d'Espagne, qui offre l'épouvantable réunion de tous les forfaits que peut commettre un tyran, de toutes les oppressions qu'aucun peuple ait jamais endurées ; qui a déjà coûté tant de sang et de larmes aux vainqueurs comme aux vaincus,—je viens à cette guerre de Russie, entreprise, comme l'a dit le monstre avec son ton froidement atroce, sans animosité et seulement pour un but politique. Je vous le demande, à vous qui m'écoutez, si cet homme n'était pas le plus frénétique comme le plus insensé des tyrans ? L'auriez-vous vu, après avoir rassemblé l'armée la plus brillante, la plus brave, la mieux disciplinée qui dans aucun temps du monde ait jamais existé, s'élancer avec tout l'aveuglement de la folie dans des régions inconnues, sous un climat inexorable, pour conquérir des ruines, et provoquer contre nous, contre notre malheureuse France, le courroux d'une nation belliqueuse, et d'autant plus redoutable, qu'à sa fierté native, qu'à une valeur presque sauvage, elle unit toutes les ressources de la civilisation."

Je ne sais combien de temps le déclamateur continua sa rapsodie que je trouvai bien faible et bien peu colorée, en comparaison du tableau qu'il aurait pu tracer de tous les crimes de mon ambition; je perdis pendant quelque temps la perception. Quand je la recouvrai, je portais une plaque sur laquelle étaient inscrits ces mots : " Napoléon premier, fourbisseur des appartements du palais," et j'étais occupé à les faire préparer pour recevoir Louis XVIII, le roi légitime. Alors mon rêve cessa.

Imprimé pour Schulze et Dean, 13, Poland Street, Oxford Street, chez lesquels on peut souscrire

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLVII.—*Le* 28 *Février*, 1813.

FEUILLETONS DE GEOFFROI.

THÉATRE FRANÇAIS.

Premiere Représentation de Tippo-Saëb, *Tragédie en cinq Actes.*

Tippo-Saëb est un héros réel, un héros récent, un héros de nos jours, que beaucoup de spectateurs auraient pu voir et connaître. Les héros de la Fable, les héros de l'antiquité ont plus d'éclat et impriment plus de respect; mais on peut dire, en faveur du monarque indien, notre contemporain, que l'éloignement des lieux équivaut presque à l'éloignement des temps. Un héros qui a vécu à deux mille lieues de nous, produit presque l'effet d'un héros qui a existé deux mille ans avant nous: un prince indien sous ce rapport vaut à-peu-près un prince grec ou romain.

Le sultan de Mysore, qui a paru Mercredi sur la scene française, était fils du fameux Hider-Aly, chef des Marattes, fondateur de l'empire du Mysore, et qui, par la force de ses armes, se rendit indépen-

dant du Grand-Mogol. Digne fils d'un si glorieux pere, Tippo-Saëb sut se maintenir dans l'indépendance. Dans la guerre d'Amérique, il s'allia avec la France contre les Anglais, et signala sa valeur dans divers combats. La révolution l'ayant privé du secours de ses alliés, il ne cessa de faire la guerre aux Anglais, consultant sa haine plus que ses forces. Les pertes qu'il essuya, loin d'abattre son courage, ne firent qu'enflammer sa colere et son indignation; cependant il fut forcé, en 1792, de demander la paix aux Anglais, et d'accepter les conditions les plus dures. Il livra ses places, ses trésors, et deux de ses fils en ôtage: fait historique que le sage auteur de la tragédie s'est bien gardé de mettre sur la scene; au contraire, quand l'envoyé Anglais fait au prince indien la proposition de livrer ses enfants entre les mains de ses ennemis, Tippo-Saëb fait entendre sur la scene le cri d'une lionne à qui l'on veut ravir ses petits. La perfide Angleterre, en lui imposant de pareilles conditions, ne voulait que l'affaiblir pour le détruire plus aisément. La guerre s'étant rallumée en 1799, tout l'empire du Mysore tomba au pouvoir des Anglais, et l'infortuné Tippo-Saëb périt glorieusement sur les murs de sa capitale, à l'âge de cinquante-deux ans.

Ce monarque eut le bras d'un soldat, mais non pas la tête d'un général; il se livra trop à la fougue et à la violence de son caractere; il eut encore d'autres défauts qu'il faut taire pour l'honneur de la tragédie française, dont il est le héros. Sa haine implacable contre les Anglais ne s'éteignit qu'avec sa vie, et cette vertu, jointe à son intrépidité, le rend intéressant et théâtral.

Dans les mélodrames, c'est l'innocent, c'est l'opprimé qui triomphe à la fin. L'auteur de la tragédie a suivi une marche toute opposée pour se conformer à l'histoire, et pour n'avoir pas l'air d'un mélodrame: le plus mauvais air que puisse avoir

aujourd'hui un acteur dramatique. Dans la pièce de M. Jouy, c'est l'innocent, l'opprimé qui périt; c'est la justice, c'est la valeur trahie par la fortune; c'est le traître, le perfide, le scélérat qui l'emporte. Tippo Saëb, supérieur à l'adversité, armé contre la tyrannie anglaise, vengeur de l'Inde opprimée, pour ainsi dire un autre Mithridate, arrêtant les conquêtes des Anglais, et dans ces champs enrichis par la nature, ravagés par l'ambition, levant fièrement l'étendard de la liberté, est sans doute un personnage digne de la tragédie; mais le même Tippo-Saëb, succombant sous les armes des Anglais, vaincu, massacré, laissant à l'ennemi tout ce qu'il y a de plus cher, excite, suivant Aristote, plus d'indignation contre le crime heureux, que de pitié pour la vertu malheureuse.

Ce que Voltaire a si bien dit de la comédie, peut et doit s'appliquer à la tragédie: il faut de l'action, de l'intérêt, du tragique, une fable, pour consommer ce grand œuvre, qui compte deux ouvriers aussi habiles que Corneille et Racine. Par malheur nos poëtes dédaignent d'être ouvriers et maçons, quoiqu'Apollon leur patron ait été maçon, et ait bâti les murs de Troie; la plupart négligent prodigieusement la bâtisse et la charpente de leurs ouvrages; ils ne savent ni tracer un plan, ni créer une action, ni inventer une fable, ni lier des scenes pour en former un tout: ils ont malheureusement tant d'esprit, qu'ils se croient dispensés de savoir le métier: avec des vers brillants, des sentences, des tirades, des scenes détachées, ils s'imaginent qu'on peut faire une tragédie: ils ignorent surtout le grand art de la variété; ils laissent trop long-temps leurs héros et leurs spectateurs dans la même situation. Tippo-Saëb est au même degré du malheur et du désespoir depuis le commencement jusqu'à la fin; sa perte paraît inévitable: cette monotonie est la source de cet ennui secret qu'on éprouve à la repré-

sentation, malgré les beautés qui réveillent de temps en temps.

Tippo-Saëb, presque réduit aux murs de sa capitale, est trahi par son ministre, qui s'entend avec l'envoyé anglais Stuart. Le sultan du Mysore, après avoir consulté les devins sur l'instant où il convient de donner audience à cet envoyé, se détermine à l'entendre. L'Anglais propose au sultan des conditions atroces, entr'autres celle de livrer ses enfants en ôtage ; ce qui fait pousser au malheureux pere un rugissement terrible d'indignation et de douleur. Il veut faire arrêter cet envoyé perfide qui trame des complots dans sa cour ; mais l'Anglais n'est venu que sur la foi de Raymond, officier français, qui lui a promis avec serment sûreté et liberté. Cet officier noble, généreux, envoyé par son gouvernement au secours de Tippo-Saëb, jouit de toute la confiance du sultan, et s'en sert pour protéger la retraite de l'envoyé anglais. Cette protection, commandée par l'honneur, fournit au perfide ministre un moyen de rendre suspect l'officier français ; celui-ci accuse à son tour le ministre d'ourdir la trame la plus noire. Le sultan, soupçonneux de son naturel, ne sachant lequel croire de son ministre ou de l'officier français, se trouve dans la même situation que le prince Antiochus entre sa mere et sa maîtresse dans la tragédie de Rodogune. Plus cette situation est belle et théâtrale, plus l'usage que s'est permis d'en faire l'auteur de la nouvelle tragédie me paraît repréhensible ; mais il faut lui tenir compte de l'adresse avec laquelle il a dérobé à Corneille un diamant d'un si grand prix, et de l'heureux emploi qu'il en a fait : c'est l'endroit le plus applaudi de sa piece.

Le sultan se décide pour l'officier français, et fait arrêter le traître ministre : cette mesure ne le sauve pas. Sur le point d'être attaqué par les Anglais, il veut du moins sauver ses enfants ; il charge

un esclave fidele de les embarquer, et de les conduire dans l'asile qu'il a choisi pour eux ; ils partent après les plus tendres adieux, mais ils sont pris en chemin par les Anglais. L'officier français les arrache des mains des ravisseurs par des moyens peu vraisemblables, et les ramene à leur pere. Ce retour n'a pas produit un grand effet ; à peine les enfants de Tippo-Saëb lui sont-ils rendus, qu'il est obligé de les quitter pour aller combattre les anglais qui donnent l'assaut à sa capitale. Les enfants occupent seuls la scene, et la remplissent de leurs plaintes, pendant que des explosions continuelles d'artillerie font retentir toute la salle. Ce moment a été fatal à la piece ; on a ri des accents enfantins des fils de Tippo-Saëb ; on a même poussé cette gaieté effrénée jusqu'à rire du canon ; le parterre n'a pas même repris une attitude calme, en voyant arriver le sultan du Mysore mortellement blessé. On apprend qu'il a été assassiné dans la mêlée par le ministre scélérat, et que le brave Raymond a ôté la vie à ce monstre. Tippo-Saëb est vengé, mais il n'est pas guéri de sa blessure ; il ne veut pas même en guérir ; indigné de vivre trop long-temps il s'achève lui-même d'un coup de poignard. Il faut convenir qu'il n'a point eu dans son agonie la consolation de voir le public satisfait ; je ne sais même si quelques coups de sifflet n'ont pas troublé les derniers instants du héros que le canon avait respecté. Un grand désordre a régné dans l'assemblée pendant tout le dénoûment ; les batteries des applaudissements ont été démontées par des batteries de sifflets beaucoup mieux servies.

Damas est venu pour nommer l'auteur, qui était connu de tout le monde ; il a long-temps attendu qu'il plût au public d'entendre ce nom ; il n'a pu obtenir un moment d'audience, tant les sifflets d'abord modestes et timides avaient pris de licence et d'audace ! Quand la toile s'est relevée pour la

petite pièce, les amis de l'auteur l'ont encore demandé: on a encore essayé de le nommer: mais un plus grand nombre de spectateurs demandait la petite pièce: enfin je crois qu'il a été nommé au milieu du bruit, et son nom n'a été entendu que de très-peu de personnes. Ce premier jugement du public n'a point été, en général, favorable à la nouvelle tragédie: la seconde représentation sera peut-être plus heureuse.

L'officier français Raymond est joué par Damas avec beaucoup de noblesse, d'énergie et de chaleur; son débit est vif et franc, sans aucune trace d'affectation et de lenteur étudiée. Chargé du personnage odieux de l'Anglais, Michelot en a saisi l'esprit et la couleur: il y a mis de la fermeté, de l'impudence et du sang-froid. Peut-être eût-on désiré plus de poids et d'emphase théâtrale; mais à l'exception du sultan et de son scélérat de ministre, les autres rôles rentrent dans le drame, et seraient refroidis si on voulait les monter sur un ton tragique.

Baptiste aîné joue le rôle du méchant ministre: il me semble avoir affecté trop de profondeur dans sa scélératesse; il avait l'air de se complaire et de se délecter dans l'excès de sa perfidie et de sa déloyauté, ce qui a quelquefois excité de grands murmures. La fille du sultan est représentée par Mlle Bourgoin. Ce n'est pas un enfant, mais une fille à marier: son père la destine au chef des Abdalis, qui marche, dit-il, à son secours; il lui signifie sa volonté dans une scène assez inutile, car on n'entend plus parler depuis, ni de ce chef ni du mariage. Mlle Bourgoin, dans ce petit rôle, est pleine de douceur et de grâce. Il n'y a ni amour ni mariage dans la pièce, et ce n'est pas ce que je blâme: nos grands maîtres ont trop mis de tout cela dans leurs chefs-d'œuvre; nous avons su nous corriger de ce défaut qui défigure souvent leurs ouvrages, que n'avons-nous su de même nous approprier leurs beautés!

Les deux autres enfants du sultan sont deux garçons, représentés par Mlle Boissiere et la petite Adele : le langage de ces enfants a quelquefois paru comique; ils ont égayé l'assemblée qui, dans son ennui, ne demandait qu'à rire.

Parmi les belles scenes de la piece, on compte celle où l'envoyé anglais propose les conditions de paix ; le fond en est historique, mais sur la scene elle est déplacée. Les Anglais, dans l'histoire, ont proposé un traité quand le sultan avait des trésors et des places fortes à livrer ; mais à présent qu'il n'a plus que ses enfants, la mission de l'envoyé est odieuse, en pure perte, et tout-à-fait incroyable. En rendant justice à quelques vers brillants, mais hasardés, à quelques tirades énergiques, au caractere de Tippo-Saëb, assez fidelement tracé, j'ai dû insister sur le défaut d'action, de variété et d'ensemble ; sur cette nouvelle maniere de faire, sous le nom de tragédies, des drames où il n'y a que des conversations et des récits, et qui menacent l'art tragique d'une entiere décadence.

Autre Feuilleton sur Tippo-Saëb, *par un Ami de l'Auteur.*

Lorsqu'après huit représentations, une tragédie continue d'exciter l'intérêt et l'empressement du public, et qu'elle ne se soutient par aucun de ces prestiges qui charment l'imagination, captivent la multitude et font taire le raisonnement, il faut bien que cet ouvrage ait un mérite particulier. Le public ne court point aux spectacles qui n'ont aucun attrait pour lui ; il ne paie point pour s'ennuyer.

Chaque représentation de *Tippo* attire un concours nombreux. Le parterre et les loges changent ; le succès ne change point. Un célebre critique anathématise la piece ; on s'obstine à l'applaudir. D'où vient cette faveur ? On convient gé-

néralement que le sujet se refuse aux grands effets de la poésie dramatique ; qu'il n'offre aucune de ces alternatives de crainte et d'espérance, de terreur et de pitié, qui sont en quelque sorte l'âme de la tragédie ; que les sujets politiques sont naturellement stériles ; qu'ils offrent peu de ressources au poëte, peu d'attrait au spectateur ; qu'enfin l'histoire ne fournit que rarement des tragédies toutes faites, et que la nécessité de se soumettre à ses lois, est peut-être l'obstacle le plus invincible que les ressources de l'art et le talent de l'auteur aient à surmonter. Horace recommande aux poëtes d'éviter les sujets d'où l'on ne peut sortir avec honneur :

Unde pedem referre pudor vetat aut operis lex.

M. de Jouy s'est engagé dans un sujet périlleux ; mais il s'en est tiré habilement, et son honneur n'est point compromis. On ne peut nier que la tragédie de *Tippo* n'offre de beaux mouvements, de belles scenes, des situations touchantes, des caracteres tracés heureusement, et surtout le charme d'un style pur, facile, élégant.

On lui a reproché l'intervention d'un ambassadeur anglais : " Que vient chercher," a-t-on dit, " cet envoyé qui n'a rien à demander ?" Les Anglais sont vainqueurs, Tippoo n'a plus ni trésor, ni soldat, à quoi bon négocier avec lui ? Il me semble que, même au sein de la victoire, on peut encore proposer la paix. Qui sait ce que le désespoir peut inspirer de courage et d'audace ? Les Anglais sont maîtres des états de Tippo ; mais ils viennent d'éprouver un échec ; il faut, avant de se rendre maître de sa capitale, tenter de nouveau les hasards de la guerre. S'ils obtiennent en ôtage les fils du sultan, la guerre n'est-elle pas finie ? L'exemple de César est-il si mauvais à suivre ? Quand ce célebre général faisait la conquête des Gaules, il accordait

la paix toutes les fois qu'on lui accordait des ôtages. Vaut-il mieux tenter l'assaut d'une ville que de la prendre sans coup férir ?

L'ambassade anglaise produit un bel effet ; elle sert à faire ressortir l'énergie du caractere de Tippo et la grandeur du général français ; elle sert à inspirer une salutaire horreur pour ces actes de barbarie et d'oppression qu'enfante la cupidité européenne dans les plus belles contrées de l'univers. On conserve encore avec douleur le souvenir des désastres commis par les hordes du Nord quand elles se répandirent sur nos provinces civilisées. Mais ces hordes étaient sauvages ; aujourd'hui, ce sont des nations civilisées qui renouvellent leurs dévastations ; c'est dans le sang des hommes que sont teints ces riches cachemires que nos beautés sentimentales étalent sur leurs épaules. Quand Voltaire retraça, dans la tragédie d'*Alzire*, les cruautés de Gusman, toute la France applaudit ; cependant trois siecles ont passé sur ces horribles proscriptions. Pourquoi n'oserait-on exposer aujourd'hui sur la scene des cruautés pareilles qui se renouvellent de nos jours ? Sous ce point de vue, *Tippo* est un sujet éminemment philosophique ; et l'auteur, en accusant l'avarice anglaise, n'a fait que plaider la cause de l'humanité.

J'ai dit qu'on trouvait dans l'ouvrage de M. de Jouy des caracteres tracés heureusement, de belles scenes ; je demande, si la scene entre Tippo, le général français et le ministre conspirateur n'est pas fortement tracée ? Je crois faire plaisir au lecteur d'en citer quelques passages. Raymond a favorisé l'évasion de l'ambassadeur anglais ; il a découvert la conspiration du ministre, et néanmoins ce ministre a osé l'accuser ; le sultan est en proie à la plus cruelle incertitude ; Raymond paraît, et le sultan lui adresse les plus cruels reproches.

TIPPO.

Indigne protecteur d'une race ennemie,
Viens-tu de tes forfaits, révélant l'infamie,
Complice d'un brigand, m'annoncer sans détour
A quel prix tu lui vends tes indignes secours ?
Tu gardes le silence.

RAYMOND.

En vain ta voix me presse ;
Ce n'est point à Raymond que ce discours s'adresse,
Et mon nom, mon nom seul doit répondre pour moi ;
Fidele à mes serments, à mon honneur, à toi,
J'ai sauvé l'ennemi que j'avais en ôtage ;
Je l'ai fait, je l'ai dû. Le reste est un outrage
Que je mériterais, si, pour le repousser,
Jusqu'à la preuve ici je daignais m'abaisser.

TIPPO.

Ainsi donc, aujourd'hui, tu prétends à ma haine
Imposer le serment où ton orgueil t'enchaîne ?
Et, pour rester fidele à ce serment honteux,
Tu trahis lâchement ton maître malheureux.

RAYMOND.

Avant de m'accuser de cette perfidie,
Sultan, daigne un moment examiner ma vie !
Mes services passés . . .

TIPPO.

Dégagent-ils ta foi ?
Tes travaux et ton sang ne sont-ils pas à moi ?

RAYMOND.

Quand je viens seul ici, je fais assez connaître
Que de mes jours, Saëb, je t'ai laissé le maître.
Mais c'est là qu'envers toi s'arrête mon devoir ;
Et l'honneur a des droits qui bravent ton pouvoir.
C'est contre mon avis, tu t'en souviens encore,
Que Seymour fut admis dans les murs de Mysore.
Il avait mis ses jours sous l'abri du serment ;
J'ai pris, de ton aveu, ce saint engagement :
Tu l'oubliais, sultan, j'y suis resté fidele.

TIPPO.

Ah! je saurai punir ta fourbe criminelle.

RAYMOND.

Crains d'égarer tes coups!

NARSEA.

O forfait avéré!
Pour le fils de Duncan Raymond s'est déclaré!

RAYMOND.

Scélérat! d'un seul mot, ma voix va te confondre,
Et c'est devant Akmed que je veux te répondre.

NARSEA, *à part, avec l'apparence du trouble.*

Il vit encor!

RAYMOND.

Ce nom te fait baisser les yeux!
(*au Sultan*)
Ordonne qu'à l'instant il paraisse en ces lieux,
Sultan! Voici l'auteur d'une trame sinistre,
Et de tes ennemis le plus ardent ministre!
Depuis plus de deux ans il conspire avec eux:
C'est lui qui de la guerre a rallumé les feux;
Il vendit de Darwar l'invincible barriere;
Aux Anglais, du Mysore, il ouvrit la frontiere;
A Stuart, aujourd'hui, pour gage de sa foi,
Il s'apprête à livrer les enfants de son roi!
(*à Narsea*)
C'est Akmed qui t'accuse, et déjà sa présence
Du crime sur ton front attache l'évidence.

IDALKAN.

Par un coup dont la cause est cachée à jamais,
Akmed vient d'expirer non loin de ce palais!

TIPPO.

Ainsi chaque moment enfante un nouveau crime?

NARSEA.

Raymond, ne croyons plus le zèle qui t'anime,

D'Akmed, en sûreté, répete les discours :
Accuse sa mémoire !

RAYMOND.

Exécrables détours !
Quoi, tu voudrais sur moi, dans ta rage ennemie,
De ton propre forfait rejeter l'infamie ?

NARSEA.

Un serment à Seymour m'a-t-il jamais lié ?
Sous l'abri de mon nom s'est-il réfugié ?
Quand le Sultan voulut punir son insolence,
M'a-t-on vu hautement embrasser sa défense ?
Ai-je ouvert sa prison ?

TIPPO.

Mon esprit agité,
Tour-à-tour cherche et craint l'affreuse vérité :
De soupçons, de complots, la trahison m'assiége ;
Sous mes pas égarés je vois partout un piége :
Confiance, amitié, tout m'échappe, et mon cœur
Exhale les transports d'une vaine fureur . . .
Quoi ! rien n'éclairera ma vengeance incertaine ?
Quoi ! je ne puis savoir où reposer ma haine ?
L'un de vous veut ma perte : eh ! bien, que tardez-vous ?
Nous sommes seuls ici, je me livre à vos coups ;
Frappez ! délivrez-moi du doute insupportable
Qui m'enleve un ami, qui me cache un coupable ;
Et, du moins, que le traître, un poignard à la main,
Se révele à mes yeux en me perçant le sein !

Voilà, si je ne me trompe, une situation forte, tracée avec beaucoup de talent, et d'un effet vraiment dramatique. Le dialogue est vif, rapide et animé ; l'expression est facile, heureuse et vraie, et tout ce morceau décele un talent réel.

Je crois aussi que M. de Jouy est capable de dessiner encore avec beaucoup d'intérêt des images touchantes, des scenes de douleur et de pitié. Tout le monde a remarqué celle où Tippo, réduit à se séparer de ses enfants, ne peut s'empêcher de ver-

ser des pleurs sur la situation cruelle où il se trouve.

. . . . Est-ce assez de malheurs ?
Le fils du grand Hyder, Saëb verse des pleurs.
J'ai fait trembler l'Anglais jusqu'au fond de son île
Et déjà pour mes fils la terre est sans asile !
C'est aux flots, à la nuit qu'il me faut recourir.
Hélas ! en les quittant, je commence à mourir.
Mes enfants, mes enfants ! ô douloureuse image !
Vous déchirez mon cœur, vous accroissez ma rage.
Levez-vous... Ah ! venez .. Pressez-vous contre moi...
Pour la derniere fois, peut-être, je vous vois ;
Peut être... Que le ciel protége votre enfance !
Pleins de mon souvenir, croissez pour ma vengeance,
Poursuivez les Anglais en tout temps, en tous lieux ;
Ne pardonnez jamais à ce peuple odieux.
Mon pere m'a laissé cette haine en partage ;
Je vous legue, mes fils, ce sanglant héritage.

Il me semble que ce serait bien mal entendre les intérêts des lettres, que de décourager, par une critique austere et sourcilleuse, un auteur qui débute si heureusement. La critique ne doit s'armer de toutes ses rigueurs que contre les ouvrages qui ne donnent aucune espérance, qui ne décelent aucun talent. Que la tragédie de Tippo-Saëb ait des défauts, c'est un point avoué par l'auteur lui-même ; mais ces défauts sont rachetés par de nombreuses beautés, et je ne doute point que, soutenu par un sujet plus heureux, M. de Jouy n'obtienne un jour des succès très-distingués. (*Gazette de France.*)

Nous allons maintenant reprendre les Feuilletons de Geoffroi.

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE.

Le Laboureur Chinois, Achille à Scyros.

La dânse soutient la musique ; le héros protége le laboureur ; le fils de Thétis fait valoir l'empereur de la Chine. Ce fils de Thétis a-t-il existé ? pas plus que sa mere, pas plus que son grand-pere Jupiter. Son véritable pere, c'est Homere ; c'est ce pere-là que lui enviait Alexandre, qui probablement faisait plus de cas de Philippe et d'Olympias, que de Thétis et de Pélée. Heureux Achille, s'écriait le vainqueur des Perses ; heureux d'avoir rencontré un pareil chantre de tes exploits ! très-heureux, en effet, car sans un pareil chantre, on n'aurait jamais entendu parler du héros ; mais Alexandre, sans le secours d'aucun chantre, a obtenu par ses actions le rang le plus distingué parmi les conquérants. Le meilleur chantre d'un homme vraiment grand, c'est un bon historien ; sa gloire est dans ce qu'il a fait, et non pas dans des fictions poétiques.

On dit qu'Achille n'avait que neuf ans quand Thétis s'avisa de déguiser le sexe de son fils, et de le cacher parmi des filles pour le dérober à cette conscription qui levait alors Ménélas contre le ravisseur de sa femme. Quel amas de fables absurdes ! A neuf ans, Achille était-il dans l'âge ? Thétis n'avait pas besoin de le cacher parmi des filles. Mais si Achille n'avait que neuf ans, ses amours avec Déidamie ne sont qu'un conte en l'air, à moins qu'on ne suppose qu'ayant été nourri de la moëlle des lions, il était aussi fort à neuf ans qu'un jeune homme ordinaire à dix-huit.

Si nous jugeons du caractere d'Achille par les récits d'Homere, qui seul fait autorité, Achille était vif et ardent, mais bien élevé, dévot, peu galant, soumis aux lois. Horace en a fait un furieux qui ne connaît de loi que son épée ; Racine le peint comme un fanfaron, un insolent, un impie, amoureux jusqu'à la rage, et sur notre théâtre il ne pouvait pas le montrer plus brillant. Achille a tort avec Agamemnon chez Racine ; il a raison dans Homere. L'Achille de Racine veut forcer un pere à lui donner sa fille, quand ce pere gémit d'être forcé de la donner aux dieux. L'Achille

d'Homere s'emporte contre un injuste ravisseur qui lui enleve sa maîtresse, la récompense de ses travaux.

Il y a une différence prodigieuse entre l'idée qu'on se forme de la force, du courage, de la violence d'Achille et les exploits qu'Homere lui prête. Le héros de l'Iliade assiégeant une bicoque avec l'élite des plus vaillants guerriers de la Grece, ne peut pas seulement en détacher une pierre dans l'espace de neuf ans. Enfin, la dixieme année, il se bat contre Hector et le tue, non par sa valeur, mais par le secours des dieux; victoire très-peu glorieuse. Il tue quelques autres Troyens plus loyalement et avec plus d'honneur.

La conduite pacifique d'Achille, après sa dispute avec Agamemnon, est ce qui dément le plus le caractere qu'Horace et Racine lui attribuent. Agamemnon envoie dans la tente du vaillant fils de Thétis deux hérauts d'armes chargés d'arracher Briseïs d'entre ses bras. L'Achille d'Horace et de Racine aurait commencé par faire pendre cet insolent messager; il eût armé ses Thessaliens, ou du moins il eût mis sur-le-champ à la voile, laissant Agamemnon vider sa querelle avec les Troyens. L'Achille d'Homere est bien plus sage et plus poli; il fait aux hérauts d'armes l'accueil le plus honnête: "Mes amis, leur dit-il, entrez; vous n'êtes "pas coupables: ce n'est pas vous, c'est Agamemnon que "j'accuse; soyez témoins du sanglant outrage que me fait "ce monarque insensé. On va vous livrer Briseïs; c'est "un don qu'on m'a fait: on veut le reprendre, je ne m'y "oppose pas; mais si quelqu'un s'avise de toucher à la "moindre des choses qui m'appartiennent, je jure qu'il s'en "repentira." Aussitôt Patrocle amene Briseïs toute en pleurs; les hérauts d'armes se saisissent de leur proie, et la conduisent à la tente d'Agamemnon, tandis qu'Achille, pleurant comme un enfant, va se plaindre à sa belle-mere. Assurément ce n'est pas là ce jeune homme qui veut tout emporter par la force des armes, qui prétend que les lois ne sont pas faites pour lui, et qui ne respecte d'autres droits que ceux de sa lance. Ce n'est pas là l'Achille de Racine, qui veut défendre Iphigénie contre toute l'armée, et même contre tout l'Olympe. Tout l'empire galant, toute la chevalerie ne doit-elle pas frémir, en voyant un guerrier qui fait moins de cas de sa maîtresse que de la plus petite partie de son mobilier; qui ne défend point Briseïs, et déclare qu'il défendra le plus vil ustensile de sa cuisine? Achille reconnaissait sans doute dans le chef de l'armée un certain

droit de lui faire rapporter à la masse la portion de butin qui lui était échue

Il paraît qu'il avait gâté ses mœurs pendant le siége de Troie, car sa vengeance est celle d'une bête féroce. Il finit par être tué par le plus lâche de tous les Troyens, au moment où il se flatte d'épouser la fille de Priam et la sœur d'Hector. Quelle figure ces actions-là pourraient-elles faire dans une histoire ? Achille n'est qu'un héros de la fable, un héros de théâtre ; sur la scene c'est un dieu, et même un dieu qui se croit plus puissant que tous les dieux ensemble : c'est un guerrier qui fait peur à toute l'armée ; et cependant sans Eriphile qui se trouve là fort à propos pour sauver Iphigénie, je crois qu'Achille, avec ses Thessaliens, aurait eu tort vis-à-vis de Calchas et de l'armée.

Dans le ballet d'Achille à Scyros, c'est un jeune héros galant qui a l'air d'avoir bien plus de neuf ans, et qui commence le cours de ses victoires par la conquête de Déidamie, conquête facile : le loup est bien fort quand il est dans la bergerie. Ce qu'il y avait de plus délicat et de plus difficile à traiter dans ce ballet, c'était le personnage d'Achille ; l'ordonnance en est d'ailleurs magnifique, les danses très-brillantes, l'action pleine de pompe et de majesté, très-propre à escorter une petite pastorale chinoise. La musique de cette pastorale, très-bien chantée, est fort agréable pour les amateurs de concert, mais peu dramatique, peu saillante pour le commun des spectateurs.

THÉATRE FRANÇAIS.

Les Femmes Savantes.

Le même siecle où Moliere s'est moqué des femmes savantes, a été fécond en femmes pleines d'esprit, de sentiment et de grâces, les Sévigné, les la Fayette, les Deshoulieres, et une foule d'autres ont illustré leur sexe par des ouvrages ingénieux, légers et délicats. Moliere n'eût pas eu pour lui les rieurs, si le ridicule des femmes savantes eût été plus généralement répandu. On n'attaque avec succès au théâtre que les vices qui sont en grande minorité dans le monde. Déjà le poëte avait porté un grand coup à l'esprit faux et romanesque, à l'abus de l'esprit et de la galanterie :

en exposant sur la scene une caricature des femmes qu'on appelait alors *précieuses*; mais les *Précieuses ridicules* ne sont qu'une petite farce. Moliere, quinze ans après, traita ce sujet avec plus de force et d'étendue, et composa une excellente comédie en cinq actes, qui tient un rang parmi ses chefs-d'œuvre.

Cet ouvrage fut long-temps négligé par les spectateurs du dix-huitieme siecle : la classe des gens de lettres, qui dominait alors la société et gouvernait l'opinion, avait un esprit diamétralement opposé à celui qui regne dans les Femmes savantes ; la plupart étaient des Trissotins et des Vadius qui lisaient leurs vers dans des cercles brillants, et faisaient fortune par un jargon pédantesque : toute la bienveillance des précepteurs du genre humain à cette époque, était pour le Tartufe; il importait à leurs vues morales et politiques qu'on se moquât des abus de la religion, et qu'on respectât les ridicules de la science.

Le nouveau siecle voit toutes les factions dissipées, et les chefs-d'œuvre de nos grands maîtres remis à leur place. Les autels de Corneille, de Racine et de Moliere sont relevés ; les drames sont abandonnés, les comédies musquées font bâiller ; le Misantrope et les Femmes savantes attirent la foule comme le Tartufe ; il n'y a que l'Avare qu'on joue dans le désert : ce caractere est si loin de nos mœurs, que sa peinture au théâtre a l'air d'une caricature ; et d'ailleurs il n'y a point de rôle dans la piece pour les acteurs du jour.

J'ai déjà réfuté l'anecdote sur le prétendu crime de Cotin et de Ménage, qui avait attiré sur eux la vengeance de Moliere : j'ai prouvé qu'il n'était nullement vraisemblable que ces deux auteurs eussent essayé de persuader au duc de Montausier que c'était lui qu'on jouait dans le Misantrope : l'anecdote sur Mad. Dacier n'est pas de meilleur alloi. On a dit et répété dans toutes les compilations littéraires que Mad. Dacier, dans sa traduction française de l'Amphitryon de Plaute, avait eu intention de faire une comparaison de la comédie de l'auteur latin avec celle de Moliere, et que d'après ses principes, elle y aurait donné tout l'avantage à l'ancien sur le moderne. On prétend que Moliere ayant appris cette bonne intention de Mad. Dacier, lui fit dire qu'il travaillait à une comédie des Femmes savantes, où il comptait lui donner une place distinguée ; et que Mad. Dacier, effrayée des suites d'une pareille menace, avait renoncé à son parallele de l'Amphitryon de Plaute avec l'Amphitryon de Moliere. Je crois bien que Mad. Dacier préférait

l'Amphitryon de Plaute; mais elle n'avait pas assez de littérature française, assez de connaissance de notre théâtre pour s'engager dans un parallele suivi et raisonné entre les deux ouvrages: il y a d'ailleurs tant de mauvaises plaisanteries, tant de bizarreries étrangeres à nos mœurs dans la comédie latine, qu'elle se fût mal tirée de la comparaison. Il est donc très-douteux qu'elle s'en fût chargée: il est plus douteux encore que Moliere eût eu l'idée de s'en venger; les critiques, et même les injures de Mad. Dacier, ne lui auraient paru dignes que de mépris. On ne peut guere supposer raisonnablement qu'il eût mis Mad. Dacier dans ses Femmes savantes, quelque motif qu'il eût d'être mécontent d'elle, parce que Mad. Dacier était véritablement savante, parce qu'elle jouissait d'une estime méritée, et que ses ouvrages étaient utiles aux lettres; je dis plus, si Mad. Dacier eût formé le projet de comparer les deux auteurs d'Amphitryon, elle ne l'eût pas abandonné, dans la crainte d'être mise dans une comédie de Moliere: telle était la fermeté et la hauteur de son caractere, telle était la confiance qu'elle avait en elle-même, qu'elle n'eût jamais sacrifié son jugement et la gloire d'un ancien à la peur de quelques plaisanteries de la part d'un moderne. Ainsi, d'après toutes les probabilités, Moliere n'eût point menacé, Mad. Dacier n'aurait point été effrayée; et l'anecdote a été fabriquée par quelque railleur ennemi de la docte antiquité, et zélé partisan des modernes.

J'ai quelquefois reproché à Moliere d'avoir passé les bornes de la satire à l'égard de Cotin, dans la premiere scene du cinquieme acte: Trissotin n'y est plus présenté comme un faux bel-esprit, mais comme un homme vil et bas, dont l'intérêt dégrade l'âme, et qui s'embarrasse peu d'être déshonoré par sa femme, pourvu qu'elle lui apporte une riche dot: c'est une véritable diffamation du caractere de l'homme, ce n'est plus une critique de ses talents, ce n'est plus jeter du ridicule sur ses écrits, c'est verser le mépris sur sa personne. On veut excuser Moliere en disant que cette diffamation même sert à détourner les soupçons de dessus l'abbé Cotin, homme d'église voué au célibat, et par conséquent que le poëte comique n'a pas pu présenter comme sacrifiant l'honneur à l'espoir d'un mariage avantageux: l'excuse est faible. Cotin étant parfaitement désigné et reconnu par le sonnet et le madrigal qui étaient, dit-on, imprimés dans ses œuvres, on pouvait croire qu'il aurait eu les sentiments qu'on lui prête dans la piece, si le mariage lui eût été permis.

Une des plus heureuses conceptions de Moliere, dans ce

chef-d'œuvre des Femmes savantes, c'est ce contraste entre un courtisan et un pédant, entre Clitandre et Trissotin. La cour donnait alors le ton à la ville et aux provinces ; c'était le centre du bon goût et des belles manieres, c'était la source des grâces et des faveurs : la plupart des grands génies du siecle y furent admis, les uns par leur rang, les autres par l'éclat de leur talent supérieur. Bossuet, Fénélon, Fléchier, Massillon, prélats célebres par leurs vertus et par leur éloquence ; Racine, rival de Corneille dans la tragédie ; Boileau, fondateur de l'école poétique française, et restaurateur du goût ; Moliere, le premier des comiques, chargé des fêtes de la cour, et nécessaire aux plaisirs du maître. D'autres se tinrent éloignés de ce brillant théâtre : Corneille, par une timidité sauvage ; Regnard, par un esprit d'indépendance ; Lesage par la fierté de son caractere ; La Fontaine, par simplicité, insouciance et paresse ; mais ils étaient dignes d'y paraître : les érudits, les sots, les pédants en étaient exclus de droit, ils se vengeaient du mépris de la cour par de méchantes épigrammes dont la cour se moquait.

Le courtisan, dans la piece de Moliere, écrase le pédant d'abord par la force du ridicule, ensuite par la vigueur de l'indignation : il heurte de front toutes les idées qu'on a eues vers la fin du siecle suivant, sur la science et sur les savants ; il rabaisse les auteurs autant qu'on les a depuis élevés :

Il semble à trois gredins, dans leur petit cerveau,
Lorsqu'ils sont imprimés et reliés en veau :
Les voilà dans l'Etat d'importantes personnes, etc.

Toute cette tirade est d'une singuliere énergie : on ne dirait pas cela aujourd'hui. Cependant c'est dans le beau siecle des lettres qu'on parlait ainsi sur la scene, et c'est Moliere qui dictait à un courtisan ces injures contre les auteurs et les savants ; Moliere qui doit toute sa gloire à ses écrits ; Moliere, qui par son talent est aujourd'hui une *importante personne*, tandis que la plupart des seigneurs de la cour de ce temps-là ne sont plus rien. Mais il faut se souvenir qu'alors on savait parfaitement distinguer le génie et la véritable science d'avec l'insipide médiocrité et le fatras pédantesque : un excellent auteur était l'honneur de l'humanité ; un auteur médiocre ou mauvais, un *savantasse*, un compilateur sans idées, pour être imprimé et relié en veau, n'en était pas moins un barbouilleur de papier, et l'homme du monde le plus inutile. Les Jésuites, qui faisaient représenter des

tragédies et des comédies dans leurs colléges, n'étaient pas étrangers à la littérature du théâtre français, et s'en mêlaient peut-être plus qu'il ne convenait à des religieux ; mais dans leurs principes, cette littérature profane leur servait à s'insinuer dans l'esprit des gens du monde, et leur ouvrait une voie pour les conduire insensiblement à la religion. Le P. Rapin était un des Jésuites les plus lettrés du siecle de Louis XIV ; c'était un des poëtes latins les plus célebres de cette époque : ce fut lui qui envoya les Femmes savantes au comte de Bussy-Rabutin, alors exilé dans ses terres en Bourgogne. Ce seigneur était tout-à-fait dans le parti des jésuites, qui ne fit rien pour lui. Le P. Rapin, dans sa lettre, parle de la comédie de Moliere en homme d'esprit et de goût ; mais il s'exprime en Jésuite qui connaissait peu le théâtre, lorsqu'il dit : " Le ridicule des femmes " savantes, n'est pas tout-à-fait poussé à bout ; il y a d'au- " tres ridicules plus naturels dans ces femmes que Moliere " a laissé échapper, et ce n'est pas le plus beau : néan- " moins, à tout prendre, vous serez content." *Vous serez content* est bien froid ; nous dirions, nous autres, vous serez ravi, transporté. Les contemporains de ces chefs-d'œuvre n'en étaient pas assez étonnés ; ils ne leur rendaient qu'une justice sévere : pour en être enthousiastes comme nous, il leur manquait de savoir ce qu'on ferait après Moliere.

Bussy-Rabutin, bel esprit politique, plus occupé de la cour que de la littérature, ne contredit point le Jésuite dans sa réponse ; il pense, comme lui, que Moliere pouvait donner aux Femmes savantes d'autres ridicules plus naturels. Il critique beaucoup le personnage de Bélise ; il blâme injustement Philaminte de chasser sa servante, parce qu'elle parle mal français ; il chicane la servante sur le mot de *quadrer* qu'il trouve au-dessus de sa portée dans ce vers :

Les livres quadrent mal avec le mariage.

Mais il admire plus les endroits qu'il trouve beaux ; il les appelle *incomparables* : son jugement définitif est que " les beautés sont grandes et sans nombre, les défauts rares et petits."

Fleury, dans le rôle du courtisan railleur, se trouve dans son élément ; Mlle Emilie Contat est d'une franchise et d'une rondeur très-comique dans le rôle de la servante ; Mlle Volnais joue Henriette avec beaucoup de finesse ; la chaleur de Vigny, dans le rôle d'Orgon, me paraît un peu

factice et forcée ; Mlle Leverd donne au caractère d'Armande, cette affectation de bégueule qui convient au personnage, mais pas assez d'aigreur ; Michot est très-plaisant dans Vadius : l'air niais de Baptiste cadet n'est pas aussi contraire que je l'avais cru au caractere de Trissotin, qui n'est au fond qu'un sot gâté par des femmes encore plus sottes que lui. Mad. Thénard est très-bonne dans le rôle de Bélise ; et Mlle Mézeray a bien le ton sec et hautain qui caractérise Philaminte.

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE.

Les Prétendus.

Il n'y a qu'un très-petit nombre d'opéras comiques qui aient osé se glisser parmi les tragédies-opéras qui font la gloire et la majesté de l'Académie Impériale de Musique. Un des plus anciens et des plus fameux est le Devin du Village, petite pastorale à trois acteurs, où l'on voit un berger et une bergere qui ont eu l'audace de s'introduire parmi les princes et princesses du pays. Les Prétendus sont un véritable opéra comique en trois actes : Panurge est un opéra bouffon ; la Caravane, une tragi-comédie : tels sont à-peu-près les ouvrages qui s'éloignent de cette gravité, de cette dignité souvent ennuyeuse de notre grand Opéra, et qui offrent un heureux mélange de naturel, de comique, de sentiment et de grâce.

Il serait à souhaiter que l'Opéra eût un plus grand nombre de productions dans le genre des Prétendus ; elles serviraient à varier l'uniformité de ses grandes compositions tragiques ; elles pourraient égayer un peu sa majesté empesée et dérider son auguste front ; elles se placeraient aussi plus commodément qu'une tragédie avant les ballets-pantomimes.

L'auteur des Prétendus n'a fait qu'ajuster à notre scene lyrique *la Fausse Agnès* qu'on joue si souvent au Théâtre Français. En passant sur un théâtre de musique, cette comédie a été fort affaiblie et défigurée ; mais le musicien s'est flatté de lui rendre, avec ses notes, tout ce que le poëte lui avait ôté de comique et de gaieté. L'Agnès du Théâtre Français n'a que deux amants ; l'un est un bel esprit campagnard, et l'autre un colonel déguisé en garçon jar-

dinier. L'Agnès de l'Opéra a trois amants, mais elle ne gagne pas à cette augmentation ; car des trois amants, il y en a deux très-insipides, le financier et Valere. L'Agnès de Destouches fait la bête pour berner un provincial qui fait le bel esprit. L'Agnès de l'Opéra fait la folle et la prodigue pour berner un gentilhomme campagnard très-économe et très-rangé ; elle feint une passion extravagante pour la musique, afin de dégoûter un épais financier, tout occupé de ses calculs. Cette seconde mystification n'a d'autre but que de faire briller la voix de l'actrice : du reste le financier l'officier, le pere et la mere, sont des personnages nuls pour l'agrément et l'effet. Les Prétendus sont un opéra comique des plus médiocres sous le rapport dramatique ; c'est la musique qui en fait le principal mérite. C'est ordinairement par le rôle de Julie que débutent à l'Opéra les cantatrices à grande prétention : aucune ne s'y est distinguée autant que Mlle Armand : jamais les voûtes et la vaste enceinte de l'Opéra n'ont retenti d'une voix plus sonore, plus argentine et plus mélodieuse que la sienne : il est surtout étonnant qu'avec tant de volume, elle puisse avoir autant de légereté, et rendre avec une précision si heureuse des passages d'une exécution difficile, et qui demandent une extrême flexibilité dans l'organe.

Quoique Mlle Armand soit une des plus belles voix qu'il y ait en France, elle a toujours été assez peu fêtée à Paris, pour deux raisons : la premiere parce qu'elle n'a point d'intrigue, la seconde parce qu'elle a beaucoup de sagesse : elle en est réduite à n'avoir d'autre appui que son talent : faible ressource contre les rivalités, les persécutions, et les injustices ! On ne lui envie point encore le plaisir de jouer dans les Prétendus le rôle d'une jeune demoiselle à marier ; et la maniere supérieure dont elle joue et chante ce rôle peut faire croire qu'on sera bien forcé de le lui laisser encore quelque temps : mais il faut qu'elle renonce aux princesses tragiques : avec sa voix brillante et fraîche, avec la grâce et l'aisance de son jeu, avec sa sensibilité et son intelligence des effets de la scene, on ne la trouve plus propre à ces rôles, on la relegue dans les reines-meres, dans les vieilles sultanes, dans les fées, dans les grandes-prêtresses, dans la Haine et dans la Discorde ; on lui destine l'emploi de Mlle Maillard, Que dis-je ? on lui destine : c'est par bienséance, par respect humain, et pour ainsi dire par pitié que l'on consent à lui accorder cet emploi ; car, par goût et par inclination, on préférerait le parti de s'en

débarrasser une bonne fois, de manière à n'en entendre plus parler.

Mad. Branchu, depuis quelque temps, a repris le rôle de la soubrette qu'elle avait établi avec beaucoup de succès: elle y est pleine de gaieté et de finesse; elle y exécute avec une légereté brillante quelques traits de chant répandus dans le rôle. Il est aisé d'observer qu'aujourd'hui Mad. Branchu ne se ménage pas; elle joue tous les rôles de son emploi: son zele pour son art se trouve en cela d'accord avec son intérêt. Les acteurs et actrices de l'Opéra ont, comme autrefois les chanoines, des droits de présence qu'on appelle *des feux;* mais Mad. Branchu n'est pas la seule qui gagne à cette exactitude: le public en profite.

Lays avait abandonné son rôle du baron de la Dandiniere, ce qui mettait à la torture ses doubles qui se tiraient très-mal de ce rôle; ils étaient surtout au supplice dans l'ariette: *Venez jouir d'un sort si beau*, qui se terminait toujours pour eux par quelque sinistre aventure: Lays lui-même n'arrive pas à la fin sans quelque peine. Je ne sais pourquoi il a plu au compositeur de s'écarter du genre en chargeant cet air de difficultés ingrates qui tourmentent le gosier du chanteur, sans plaisir pour les auditeurs. Ces trois sujets, Lays, Mad. Branchu et Mlle Armand, assurent la fortune de l'ouvrage, d'ailleurs rempli de morceaux de musique très-agréables.

L'Enfant Prodigue, pour la Rentrée de Vestris.

Depuis que Vestris est à l'Opéra, il est sorti et rentré bien des fois, toujours applaudi sur ce théâtre, qu'il embellissait de sa présence. A présent il ne fait plus de ces sorties brillantes, de ces excursions aussi lucratives que glorieuses; il ne fait que des absences pour cause de santé, et les rentrées qui constatent une pleine et entiere convalescence. Héritier d'un grand nom qu'il a dignement soutenu, doué d'un talent qui n'avait pas besoin d'aïeux pour se rendre illustre; danseur étonnant à son âge, et sous quelques rapports, vainqueur du temps, Vestris peut encore faire beaucoup, et toujours il est sûr de plaire quand il ne fait que ce qu'il peut. Il a très-bien choisi pour sa rentrée le rôle de l'enfant prodigue, où il peut développer toute sa science dans l'art de la pantomime et dans la danse d'expression; il met beaucoup de chaleur et de sentiment dans

les scenes avec Mlle Bigottini, qui elle-même l'anime et l'électrise par l'énergie de ses mouvements. Cette vive et intéressante pantomime, échauffée par les sons mélodieux d'une des plus belles symphonies d'Haydn, est la partie du ballet qui fait le plus de plaisir, et produit la plus agréable sensation. Mlle Chevigny, qui joue la femme de Ruben, péint avec une force et une vérité admirables les alarmes, les angoisses et tous les transports de la tendresse maternelle. Pleine de pudeur, de modestie et de décence, Mad. Gardel se fait remarquer par une danse angélique et une grâce céleste : ce' sont l'innocence, la candeur et la vertu qui dansent.

Les décorations de ce ballet charment les regards des connaisseurs ; la beauté du site de la terre de Jessen ne le cede point aux plus romantiques paysages de la Suisse ; le temple d'Apis et tous les détails de la fête sont conformes au goût et aux mœurs des Egyptiens ; la peinture du désert est d'une vérité frappante. Remarquons que le libertinage et la débauche étaient intimement liés à la religion dans les fêtes païennes : les fêtes du christianisme sont austeres ; et cependant le célebre évêque d'Hyppone s'est plaint des désordres introduits dans les fêtes qu'on célébrait aux tombeaux des martyrs, qnoique le local fût très-capable d'inspirer des idées sérieuses : tant la nature humaine se laisse aisément séduire par tout ce qui flatte les sens !

PIECES OFFICIELLES,

Jointes au Rapport à S. M. le Roi de Suede, par son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangeres, en Date de Stockholm, le 7 Janvier, 1813.

No. I.

Extrait d'une Dépêche au Roi de M. le Baron de Lagerbjelke, *Ministre de Suede à Paris, en Date du 26 Octobre,* 1810.

Malgré toutes les prévenances personnelles dont je venais d'être l'objet, il m'avait été facile de me préparer à une scene peu agréable. La nature de mes conférences avec le Duc de Cadore, le départ précipité de M. de Czernicheff, la catastrophe dont la Suisse s'était vue menacée pour affaires de commerce, les avantages remportés dans le Portugal, dont on voudrait sans doute profiter pour accabler les Anglais sur tous les points à la fois—toutes ces circonstances réunies m'avaient assez fait juger quel serait l'objet de l'audience; mais j'avoue que je ne m'attendais pas à une explosion aussi violente. Jamais je n'avais vu l'Empereur en colere, et cette fois-ci il l'était à un point qui surpasse toute imagination.

Je fus introduit un peu après 9 heures du matin. Je trouvai le Duc de Cadore avec l'Empereur, et la présence de ce tiers me fit d'abord juger que j'étais appelé pour entendre une déclaration officielle, mais que la discussion ne me serait point permise. Je n'en résolus pas moins de répondre, à chaque occasion où je pourrais placer un mot.

Il m'est impossible de rendre compte à V. M. de tout ce que l'Empereur a dit pendant cinq quarts d'heure au moins,

parce que son agitation était si forte, son discours si coupé, ses répétitions si fréquentes, qu'il était trop difficile de tout classer dans la mémoire. Je débutai par la présentation de la lettre de V. M. Savez-vous, dit l'Empereur, quel est le sujet de cette lettre ? Je l'exprimai en ajoutant un compliment. Sans y répondre l'Empereur continua : (Chaque reprise du discours de l'Empereur fera suffisamment connaître à V. M. le genre des courtes réponses, que je tâchai de placer dans les intervalles) Ah, çà, M. le Baron, cessera-t-on enfin de croire en Suede, que je ne suis qu'une dupe ? pense-t-on que je puisse m'accommoder de cet état mixte ou métis ?—Oh, point de sentiments ! c'est par les effets qu'on fait ses preuves en politique. Voyons ces effets. Vous signâtes la paix avec moi au commencement de l'année, vous vous engageâtes à rompre toute communication avec l'Angleterre ; vous gardâtes un ministre à Londres, un agent Anglais en Suede jusque fort avant dans l'été ; vous n'interrompîtes la communication ostensible par Gothembourg que plus tard encore, et qu'en résulta-t-il ? que la correspondance est restée la même, ni plus ni moins active.—Bah ! il n'est pas question d'une communication par-ci par-là, elle est réguliere, elle est très-considérable. Vous avez des bâtiments dans tous les ports de l'Angleterre.—Vraiment, du sel, prend-on du sel dans la Tamise ? Des bâtiments de commerce Anglais assiégent Gothembourg.—La belle preuve qu'ils n'y entrent pas ! on échange les marchandises en pleine mer ou près des côtes. Vos petites îles serviront de magasins pendant l'hiver. Vos bâtiments transportent ouvertement des denrées coloniales en Allemagne ; j'en ai fait saisir une dixaine à Rostock. Est-il possible qu'on puisse affecter ainsi de se méprendre sur le premier principe du système continental ?—A la bonne heure ! Vous n'approuvez point cela dans votre note ; ce n'est point d'elle que je me plains, c'est du fait. Je n'ai pas dormi une seule heure de la nuit, à cause de vos affaires ; on pourrait me laisser reposer en paix, j'en ai besoin. Encore, est-elle convenable, cette restitution des prisonniers Anglais, qui avaient si imprudemment attenté à la dignité du Roi et violé son territoire ? Rendus sans aucune satisfaction ! n'est-ce pas, M. de Cadore ? (Le Ministre, tout tremblant, ne manqua pas de répondre affirmativement, comme à quelques autres questions semblables). Autre violation du droit territorial, la capture d'un corsaire Français dans l'intérieur du port de

Stralsund; mais on ne m'a rien rendu à moi*), ce n'est que pour ses amis qu'on a ces petites attentions là! Eh bien, restez avec les Anglais! S'il faut en juger par le mal que vous m'avez fait cette année-ci, jamais vous ne fûtes plus amis des Anglais que dans ce moment.—Oh, oh, c'est vous qui le dites! c'est vous qui m'assurez que la Suede aime mieux rester avec moi; mais des preuves, vous dis-je, des preuves!—A la bonne heure! votre état, à l'issue d'une guerre malheureuse, réclamait des ménagements. Eh bien! j'en ai eu à mes dépens comme une dupe. Vous m'avez enjôlé, vous, vous-même. Vous avez eu l'adresse de gagner la mauvaise saison, vous avez eu le temps de débrouiller vos intérêts avec l'Angleterre; est-il juste, s'il en existe encore contre la foi des engagements, que j'en supporte la peine? Vous avez eu le loisir de vous mettre en état de défense, vous avez encore l'hiver devant vous. Que risquez-vous donc?—Oui, le commerce d'exportation, c'est le cheval de bataille; où est-il donc, ce pavillon neutre? il n'y a plus de neutres; l'Angleterre n'en reconnait point, je ne peux pas plus en reconnaître.—Le sel, oui le sel! on trouve moyen d'avoir ce qui est nécessaire. Que fites-vous lorsqu'en 1801 vous étiez en brouillerie ouverte avec l'Angleterre?—Souffrir! croyez-vous que je ne souffre pas, moi? que la France, que Bordeaux, que la Hollande, que l'Allemagne ne souffrent pas? Mais voilà précisément pourquoi il faut en finir. La paix maritime à tout prix! (Ici l'Empereur s'anima terriblement). Oui, la Suede est seule cause de la crise que j'éprouve. La Suede m'a fait plus de mal que les cinq coalitions ensemble. Mais aujourd'hui, rendue à ses communications avec le reste de l'Europe, elle en profite pour faire le commerce de l'Angleterre.—Ah, Monsieur, du temps, toujours du temps, j'en ai trop perdu. Il vous en fallait, dites-vous, pour entrer sans trop de sacrifices dans le nouveau système; il m'en fallait aussi, ajoutez-vous, pour faire du bien à la Suede. Eh bien n'ai-je rien fait? Ecoutez: lorsque vous fites choix du Prince de Ponte Corvo, ne risquai-je rien en lui permettant d'accepter? N'ai-je pas été sur le point de me brouiller avec la Russie? N'y a-t-on

---

* Le commerce de Stralsund paya, par ordre du Roi, la valeur de ce corsaire, qui ne fut pris que par une suite de sa propre imprudence.

pas cru; n'y croit-on pas peut-être encore, que vous de votre côté, les Saxons et les Polonais de l'autre, soutenus par moi, s'armeraient pour reconquérir leurs provinces perdues? Les têtes ne sont-elles pas dans ce moment même fort électrisées en Pologne? Qu'ai-je fait alors? J'ai laissé dire: j'ai laissé circuler des bruits qui pouvaient détacher la Russie de mon système; ce n'est que maintenant que, plus en plus détrompé sur la politique suédoise, j'ai dû prendre un parti. Je ne vous le cacherai point. Je viens de renvoyer M. de Czernicheff en Russie; je l'ai instruit de la déclaration que je vous fais aujourd'hui; j'engage fortement l'Empereur Alexandre de faire la même démarche de son côté. Choisissez! des coups de canons aux Anglais qui s'approchent de vos côtes, et la confiscation de leurs marchandises en Suede, ou la guerre avec la France! Je ne puis vous faire grand mal; j'occupe la Poméranie et vous ne vous en souciez pas trop; mais je puis vous faire attaquer par les Russes, par les Danois; je puis confisquer tous vos bâtiments sur le continent, et je le ferai, si, dans 15 jours, vous n'êtes pas en état de guerre avec l'Angleterre.—Oui, vous avez raison: il faut compter l'allée et le retour du courrier et quelque chose de plus. Eh bien, je vous ordonne, M. de Cadore, d'expédier un courrier sur-le-champ; je vous engage, M. le Baron d'en faire autant. Si 5 jours après la démarche officielle de Mr. Alquier, le Roi ne s'est point décidé pour l'état de guerre avec l'Angleterre, M. Alquier partira sur-le-champ et la Suede aura la guerre avec la France et tous ses alliés.—Oui, c'est juste, je n'ai point positivement demandé l'état de guerre avant ce moment; mais j'y suis maintenant forcé par tous les moyens imaginables. D'abord la Suede a prouvé qu'elle ne peut rester dans un état mixte avec l'Angleterre, sans faire le plus grand tort au continent; ensuite les choses ont pris un développement général, qui exige une parfaite égalité de mesures, ou bien un état ouvert d'hostilités. Voyez ce que toutes les autres puissances ont cru devoir faire. La Russie, plus forte que les autres, n'a obtenu la paix avec moi, qu'à condition de déclarer sur-le-champ la guerre à l'Angleterre. L'Autriche, puissance du premier ordre, si la France n'existait point, a franchement pris son parti. J'ai assez long-temps été la dupe de la Prusse, comme la vôtre. Elle vient enfin de reconnaître par la catastrophe de la Hollande, qu'il fallait se déterminer; elle a franchement adopté l'état de guerre. Le Dannemarc l'a fait depuis long-temps; mais à quel titre puis-je exiger de

ce pays ce que je ne puis obtenir de la Suede? Eh! me dis-je souvent, qui sait si je serai toujours bien avec la Russie? qui peut connaître le chapitre des événements? ne sera-t-il pas un jour du plus grand intérêt pour moi, d'avoir dans le Nord une puissance amie, forte de ses propres moyens ainsi que de mon alliance? Mais croit-on maintenant en Suede que je pourrais, en faveur du nouveau Prince Royal, relâcher quelque chose de mes principes invariables? Au contraire, la crise politique, dans laquelle je me suis mis en faveur d'elle, me fournit un titre de plus. Cependant la Suede a une grande obligation à la personne du Prince Royal, car sans ce choix (nullement influencé par moi) j'aurais, il y a deux mois, fait la démarche à laquelle je me vois aujourd'hui forcé. Je me répens maintenant de ce délai, qui, vu la saison, vous a été si profitable, non parce que je regrette ce qui peut vous arriver de bien, mais parce que vous m'avez trop maltraité. Depuis long-temps l'office qui devait vous être adressé se trouve préparé dans les bureaux de M. le Duc de Cadore (révérence affirmative du ministre), mais je voulais attendre l'arrivée du Prince Royal, qui est instruit de ma façon de penser*). Je ne l'ai pas pu. Je vous l'ai dit, j'étais sur le point de me brouiller avec la Russie; je donnais à toute l'Europe la pensée que dans ce moment décisif mon système pouvait être susceptible de modifications. D'ailleurs de nouvelles plaintes sur la Suede m'arrivaient de toutes parts.—Ah, je sais ce que vous avez à me dire, j'ai lu tout ce que vous avez écrit. Eh bien, soit, il peut y avoir eu des exagérations dans les plaintes, mais assez de vérité reste. Je désire que vous eussiez eu une meilleure cause à défendre.—Eh non! la position du Prince Royal ne deviendra pas si difficile; tout vient d'ici; il n'a point l'embarras de l'initiative. Mais encore, a-t-on cru en Suede pouvoir, sans ressentiment de mon côté, servir la cause de l'Angleterre, parce que j'aime et que j'estime le Prince Royal? J'aime et j'estime aussi le Roi de Hollande; il est mon frere et je suis cependant en-

---

*) L'Empereur avait promis au Prince Royal de ne rien exiger de la Suede avant le mois de Mai 1811, et le Prince Royal l'assura qu'après ce terme la Suede déroulerait sa politique et serait franchement pour ou contre le système continental, suivant que ses intérêts le lui commanderaient.

core brouillé avec lui ; j'ai fait taire la voix du sang pour écouter celle de l'intérêt général. Si vous étiez sur mes frontieres, je serais à regret forcé d'en agir comme je viens de le faire avec la Suisse ; j'ai fait marcher des troupes ; le gouvernement a confisqué les marchandises anglaises. Enfin résumons-nous. Que la Suede fasse les choses comme elle l'entend ; je sais que je suis hors d'état de la forcer. Qu'elle se mette franchement du côté de l'Angleterre contre moi et mes alliés, si c'est là son intérêt, ou qu'elle se réunisse avec moi contre l'Angleterre. Mais le temps du doute est passé. Les cinq jours expirés, M. Alquier part, et je vous donne vos passeports. Vous n'avez fait que dire ce que vous deviez dire ; mais je ne puis alors que vous renvoyer. Guerre ouverte ou amitié constante : voilà mon dernier mot, ma déclaration ultimate. Adieu, puissé-je vous revoir sous de meilleurs auspices !

L'Empereur me quitta sans vouloir plus m'entendre. En sortant de chez l'Empereur, je ne vis plus personne dans l'autre piece, pas mêmes les officiers du service. Je ne sais ce qui avait donné lieu à cette circonstance extraordinaire, si c'était un ordre ou bien la discrétion spontanée des fonctionnaires, parce que l'Empereur avait souvent élevé la voix d'une telle force, qu'il était impossible de ne point l'entendre dans la piece voisine.

J'eus ensuite une conférence avec le Duc de Cadore, au sortir de laquelle je partis pour Paris. Cet entretien ne fut qu'une répétition de ce qui s'était passé chez l'Empereur, pour que ma dépêche à V. M. et celle du Ministre au Baron Alquier s'accordassent autant que possible. Tout étant dit sur le fond, je témoignai cependant au Duc de Cadore, combien j'étais sensible à la forme dure et violente que l'Empereur avait mise dans ses demandes. Le ministre fit valoir de son mieux la satisfaction que j'avais eue (me disait-il) d'adoucir la vivacité de l'Empereur, surtout vers la fin, et fit beaucoup ressortir les passages qui exprimaient quelque intérêt ou qui donnaient quelques espérances pour l'avenir. Il me donna un passeport de courrier tout préparé d'avance. Il me promit de n'envoyer son courrier de Fontainebleau que vers le même temps où j'expédierais le mien de Paris, c'est-à-dire dans la soirée d'aujourd'hui, pour que celui-ci pût prendre un peu l'avance. Il m'assura que M. Alquier aurait deux jours pour préparer son office, outre les cinq qui formaient le terme de prescription. Il s'attacha

beaucoup au fait qu'il me pria de bien faire valoir, que l'élection de Monseigneur le Prince Royal, loin d'avoir provoqué la démarche de l'Empereur, l'avait retardée de quelques mois, et avait par-là préparé à la Suede un délai doublement important à cause de la saison. Il ajouta même que la résolution de l'Empereur de faire sa démarche pendant que le Prince était même censé en voyage, avait en partie pour but l'attention de ne point le dépopulariser innocemment.

No. II.

Note du Ministre de France le Baron Alquier, *au Ministre d'Etat, Baron d'* Engestrom, *en Date de Stockholm, le* 13 *Novembre* 1810.

Monsieur le Baron,

J'ai plusieurs fois prédit à V. Exc. que l'interprétation évidemment fausse, donnée par la Suede à ses engagements avec la France, produirait quelqu'événement grave et important. Je ne perdrai point, Monsieur le Baron, à rappeler des explications, désormais inutiles, le peu de temps qui m'est laissé pour exposer les demandes que je suis chargé de faire à votre cour.

Sa Majesté l'Empereur et Roi est informé qu'en contravention au traité de Paris, le commerce le plus actif continue entre la Suede et l'Angleterre; qu'il existe une correspondance réguliere entre les deux pays; que des paquebots vont et viennent régulierement d'Angleterre et d'Ecosse à Gothembourg: qu'il part des ports suédois, non pas quelques navires avec une destination simulée, mais d'immenses convois dirigés ouvertement vers l'Angleterre. Des renseignements incontestables ont prouvé que du 20 au 22 Septembre, plus de quinze cents bâtiments avec des cargaisons anglaises, destinés pour la Baltique et la mer du Nord, se trouvaient en rade de Gothembourg, et que le Ministere Suédois, ne se bornant pas à fermer les yeux sur cet état de choses, donnait des permissions de commerce directement avec l'Angleterre. S. M. l'Empereur et Roi ne se croit pas seulement blessée par une violation si manifeste du Traité de Paris, mais elle y voit avec un ressentiment pro-

fonti et légitime, une des causes qui, en empêchant la conclusion de la paix avec l'Angleterre, aggrave et prolonge les malheurs de l'Europe. Si le Gouvernement Britannique ne se reposait pas avec sécurité sur la funeste condescendance de la Suede, les bâtiments anglais qui ont pénétré en si grand nombre, cette année, dans la Baltique, n'y seraient pas entrés, parce qu'aucun asile ne leur eût été ouvert; mais ils étaient sûrs de recevoir, sur le littoral suédois, un accueil amical. Là, on leur fournissait de l'eau, des vivres, du bois. Là, ils pouvaient attendre, et saisir à propos le moment d'introduire leurs denrées sur le continent, et partout cette importation était favorisée. S. M. l'Empereur doit à sa dignité de ne pas souffrir plus long-temps une infraction si éclatante d'un traité, dans lequel, n'écoutant que ses sentiments d'estime et d'affection pour le Roi, elle s'est montrée si généreuse envers la nation suédoise.

Il est constant, Monsieur, que la Suede, par ses relations commerciales avec les Anglais, rend inutiles les sacrifices et les efforts du Continent, que dans sa prétendue neutralité, elle est l'alliée la plus utile qu'ait jamais eu le Gouvernement Britannique; et qu'elle se constitue ainsi l'ennemie des puissances continentales, après avoir adhéré à leurs principes. Mais lorsque la France, la Russie, l'Autriche, la Prusse, et toutes les autres contrées de l'Allemagne souffrent, et s'imposent des privations pénibles pour acheter la paix, on ne doit pas s'attendre que la Suede puisse trouver plus long-temps, dans la violation de ses promesses, le moyen d'assurer paisiblement sa prospérité, et se procurer d'immenses richesses. S. M. l'Empereur et Roi mon Maître, désirant changer un ordre de choses aussi opposé au système adopté par la presque totalité de l'Europe, m'a formellement chargé de presser, par les plus vives instances S. M. Suédoise, de déclarer la guerre à l'Angleterre, d'ordonner en même temps la saisie des bâtiments anglais dans tous les ports, ainsi que la confiscation des denrées et marchandises anglaises ou coloniales, partout où elles se trouveront, et sous quelque pavillon qu'elles aient été importées, contre la teneur du traité, et postérieurement à la déclaration du Roi, qui interdisait ses Etats au commerce britannique. Je dois de plus déclarer à V. Exc. que S. M. I. et R. attache une telle importance aux propositions que je viens d'énoncer en son nom, qu'elle m'ordonne expressément, dans le cas où le Roi ne jugerait à propos d'y consentir

pleinement et sans restriction, de me retirer, sans prendre congé, cinq jours après la date de la dépêche que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence.

Je vous prie, etc.

ALQUIER.

No. III.

Réponse du Ministre d'Etat au Baron Alquier, *en Date de Stockholm, le* 18 *Novembre*, 1810.

J'ai mis sous les yeux du Roi la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date du 13 de ce mois, et c'est par ordre exprès de S. M. que j'ai l'honneur de vous faire la réponse suivante.

Que le Roi, accoutumé à remplir avec exactitude toutes les obligations qu'il a contractées, a agi envers la France avec sa loyauté ordinaire. Il ne s'est pas permis d'expliquer le traité de Paris. Il a voulu qu'il fût observé par ses sujets selon sa teneur littérale. Le traité a été publié pour leur servir de regle. Aucune permission spéciale n'a été donnée, comme vous paraissez le croire.

Le Gouvernement Suédois a fait cesser toute communication avec l'Angleterre. Les comptoirs de postes de la Suede ne reçoivent aucune lettre venue de ce pays, et n'y font aucune expédition.

Aucun paquebot anglais n'entre dans un port de la Suede qui se trouve sous sa surveillance. Il est pourtant très-possible que des communications peuvent avoir eu lieu par fraude, et par conséquent à l'insu du Gouvernement. Les côtes de la Suede sont d'une si grande étendue, qu'il est impossible de les garder. Il faut croire que d'autres pays se trouvent dans le même cas, car nous voyons tous les jours dans les gazettes des nouvelles d'Angleterre arrivées par la France, et déjà, avant la paix de Paris, des lettres anglaises sont venues en Suede par l'Allemagne.

D'immenses convois ne sont assurément pas sortis des ports de la Suede pour l'Angleterre. Ce que vous appelez la rade de Gothembourg est apparemment Vingo Sand, éloigné de Gothembourg de 8 lieues de France et de 6 du continent de la Suede, et par conséquent très-fort hors de la

portée du canon. Les convois s'y assemblent parce qu'ils ne peuvent pas y être troublés. Les 1500 bâtiments et au-delà, qui doivent s'être trouvés à Vingo, où sont-ils allés? Assurément pas dans les ports de la Suede. S'ils ne sont pas confisqués chez nos voisins, il faut croire à la vérité des rapports qui annoncent des fraudes immenses commises même chez ceux qui en mettent sur notre compte, dans l'intention de nous nuire.

On n'a qu'à jeter les yeux sur la carte de la Suede, pour se persuader de l'impossibilité de garder sur tous les points, des côtes aussi vastes, remplies de ports, et garnies d'une immense quantité d'iles, toutes propres au débarquement. Si l'on parvient à mettre une d'elles en état de défense, les Anglais s'emparent d'une autre, et tout ce qu'on peut faire est en pure perte. L'année passée, toute la puissance de l'Empire Russe n'était pas en état d'éloigner les Anglais de Nargon, île située à l'entrée du port de Revel, devant laquelle une partie de la flotte anglaise était stationnée. Il n'y a pas eu de condescendance de la part du Gouvernement Suédois. Il a dû souffrir ce qu'il n'a pas été en état d'empêcher, n'ayant pas les moyens pécuniaires nécessaires, ni les forces navales suffisantes pour éloigner les Anglais. Ils étaient maîtres de la mer. *Si de là ils attendaient et saisissaient le moment d'introduire leurs denrées sur le Continent*, la Suede ne pouvait pas l'empêcher, et *si cette importation était partout favorisée*, ce n'est pas à la Suede, mais bien aux puissances continentales qu'il faut s'en tenir.

Vous me parlez, Monsieur, d'immenses richesses accumulées en Suede par le commerce, et vous ne pouvez pas ignorer que l'argent de la Suede perd 80 pour cent contre celui de Hambourg, et encore plus contre celui de France; et le cours du change étant l'unique échelle d'après laquelle on puisse juger du gain que fait le commerce d'un pays, je vous laisse à vous-même à déterminer, Monsieur, les avantages que la Suede a retirés du sien.

S. M. l'Empereur des Françaçais et Roi d'Italie ayant maintenant cru devoir faire de nouvelles demandes qui donnent une plus grande extension aux Traités subsistants entre la Suede et la France, et le Roi, mon auguste Maître, n'écoutant, en cette occasion, que ses sentiments invariables d'estime et d'amitié envers S. M. I. et R. s'est décidé à donner une nouvelle garantie de ses intentions et des principes qui le guident.

S. M. m'a en conséquence ordonné de vous annoncer, Monsieur, qu'elle déclare la guerre à l'Angleterre ; qu'Elle ordonne la saisie des bâtiments anglais qui se trouveraient, contre toute attente, dans les ports de Suede ; que pour ne donner lieu à aucune imputation ultérieure, par rapport à une connivence secrete avec la Grande-Bretagne, ou à une introduction suivie et frauduleuse de denrées coloniales sur le Continent, le Roi fera renouveler, de la maniere la plus sévere, la prohibition déjà existante contre l'introduction en Suede de denrées ou de marchandises anglaises ; défendra, sans restriction, toute importation de denrées ou marchandises coloniales, quelle que soit leur origine ou le pavillon sous lequel elles soient apportées, et ne permettra plus, dès à présent, et sans la moindre restriction, aucune exportation de Suede sur le Continent, de denrées ou marchandises anglaises ou coloniales. De plus, Sa Majesté donnera les ordres nécessaires pour que, par des recherches, la totalité des denrées ou marchandises anglaises ou coloniales, importées en Suede, sous quelque pavillon que ce soit, postérieurement au 24 Avril de la présente année, soit constatée et mise à la disposition légale du Roi.

En se portant à ces sacrifices, dont l'expérience prouvera la grandeur, le Roi a principalement eu en vue et son amitié constante pour S. M l'Empereur des Français, et son désir de contribuer aussi, de son côté, au succès du grand principe qui vient d'être allégué contre la Suede, par rapport à la paix maritime. Ce n'est qu'en réunissant ses efforts à ceux du Continent, pour accélérer cette époque si bienfaisante pour l'humanité, que S. M. pourra justifier en partie aux yeux de ses sujets, les pertes immenses auxquelles les circonstances vont les assujétir, et prouver à l'Europe qu'il n'a point dépendu d'elle de voir en ce moment la paix régner sur les mers et le commerce rendu à son indépendance primitive.

C'est avec les sentiments, etc.

Le Baron d'Engerstrom.

No. IV.

Lettre de S. A. R. Monseigneur le Prince Royal à S. M. l'Empereur des Français, en Date de Stockholm, le 11 *Novembre,* 1810.

Sire,

Dans ma premiere entrevue avec M. le Baron Alquier, il m'a été facile de voir que ce ministre avait reçu des instructions très-séveres relativement au commerce anglais, et qu'elles avaient été motivées sur des plaintes portées à V. M. contre la faveur que la Suede semblerait accorder à ce commerce.

J'ai voulu connaître la vérité. J'ai envoyé de suite une personne sûre à Gothembourg, pour y prendre des informations. Le commerce anglais n'y est point toléré comme on a pu le dire à V. M. Il est vrai qu'il y a eu, comme partout, des contrebandiers, et ce sont pour la plupart des Juifs qui s'entendent avec d'autres Juifs établis dans les pays voisins; mais le Gouvernement prend toutes les mesures pour faire cesser ce commerce illicite. Je prie seulement V. M. de ne point ajouter foi à des rapports exagérés, qui ne peuvent être dictés que par l'intérêt personnel de ceux qui se plaisent à les faire, et par un esprit de haine que les ennemis se plaisent à propager.

Je prie aussi V. M. de vouloir bien remarquer que l'autorité royale en Suede est très-limitée, et qu'il est certains usages et prérogatives que la Constitution ne lui permet pas de froisser. Ce dont je puis assurer V. M., c'est que tout ce qui est possible sera fait pour seconder le système continental.

No. V.

Lettre de S. A. R. Monseigneur le Prince Royal à S. M. l'Empereur des Français, en Date de Stockholm, le 19 *Novembre,* 1810.

Sire,

Par ma lettre du 11 Novembre, j'ai eu l'honneur d'instruire V. M. que le Roi était prêt à faire tout ce que les

lois constitutionnelles lui permettaient, pour arrêter l'introduction des marchandises anglaises. Le Ministère s'occupait d'un réglement très-sévere à ce sujet, lorsqu'une dépêche de M. de Lagerbjelke est venue porter la douleur dans l'âme du Roi, et déranger sa santé d'une maniere bien sensible. Cette dépêche nous prouvait à quel point V. M. était prévenue contre nous, puisqu'en nous donnant cinq jours pour répondre, elle nous traitait avec la même rigueur qu'une nation ennemie; et la note officielle remise par M. le Baron Alquier n'a laissé à la Suede que l'affligeante alternative ou de voir rompre les liens qui l'unissent à la France, ou de se livrer à la merci d'un ennemi formidable, en lui déclarant la guerre, sans posséder aucun moyen pour le combattre.

En me décidant à accepter la succession au trône de Suede, j'avais toujours espéré, Sire, concilier les intérêts du pays que j'ai servi fidélement et défendu pendant trente années, avec ceux de la patrie qui venait de m'adopter; à peine arrivé, j'ai vu cet espoir compromis, et le Roi a pu remarquer combien mon cœur était douloureusement combattu entre son attachement à V. M. et le sentiment de ses nouveaux devoirs.

Dans une situation si pénible, je n'ai pu que m'abandonner à la décision du Roi, et m'abstenir de prendre part aux délibérations du Conseil d'Etat.

Le Conseil ne s'est pas dissimulé:

1°. Qu'un état de guerre ouverte, provoqué par nous, causera infailliblement la capture de tous les bâtiments qui sont allés porter du fer en Amérique.

2°. Qu'à la suite d'une guerre malheureuse nos magasins sont vides, nos arsenaux sans activité et dépourvus de tout, et que tous les fonds manquent pour parer à tous les besoins.

3°. Qu'il faut des sommes considérables pour mettre à couvert la flotte de Carlskrona et réparer les fortifications de cette place, sans qu'il y ait aucun fonds pour cet objet.

4°. Que la réunion de l'armée exige une dépense extraordinaire d'au moins 7 à 8 millions, et que la Constitution ne permet pas au Roi d'établir aucune taxe sans le consentement des Etats-Généraux.

5°. Enfin, que le sel est un objet de premiere et absolue nécessité en Suede, et que c'est l'Angleterre seule qui l'a fourni jusqu'ici.

Mais toutes ces considérations, Sire, ont disparu devant le désir de satisfaire V. M. Le Roi et son conseil ont fermé l'oreille au cri de la misere publique, et l'état de guerre avec l'Angleterre a été résolu, uniquement par déférence pour V. M. et pour convaincre nos calomniateurs, que la Suede, rendue à un Gouvernement sage et modéré, n'aspire qu'après la paix maritime. Heureuse, Sire, cette Suede si mal connue jusqu'à présent, si elle peut obtenir, en retour de son dévouement, quelques témoignages de bienveillance de la part de V. M.

No. VI.

Lettre de S. A. R. Monseigneur le Prince Royal à S. M. l'Empereur des Français, en Date de Stockholm, le 8 *Décembre* 1810.

Sire,

Par ma lettre du 19 Novembre j'ai eu l'honneur de vous informer, que le Roi, fidele aux sentiments qu'il a voués à V. M., a déclaré la guerre à l'Angleterre malgré tout ce que la sûreté de ses états lui objectait contre cette démarche, et dans l'unique vue de plaire à V. M.

Le Roi sera toujours fier d'avoir donné cette preuve de son dévouement à V. M.; mais c'est à moi, qui suis chaque jour témoin de ses peines et de ses inquiétudes, c'est à moi d'en appeler à la magnanimité de V. M., dans une circonstance qui peut influer sur la santé du Roi et sur le bonheur de la Suede. Je me flatte que V. M. accueillera avec bonté mes observations. En m'adressant à vous directement, Sire, j'use d'un ancien avantage que j'aimerai toujours à conserver et qui fera renaître dans mon âme des souvenirs aussi agréables que glorieux.

La Suede, dans le triste état où le dernier regne l'a réduite, ne pouvait, ni ne devait plus aspirer qu'à une longue paix. C'était l'unique moyen de réparer par l'agriculture et le commerce, les pertes qu'elle a faites, de rétablir ainsi par degrés ses finances, et de récréer entierement son système militaire et son administration. Loin de cela, c'est elle qui vient de déclarer la guerre; elle a hazardé cette démarche, sans avoir un seul bataillon prêt à marcher, sans que ses arsenaux ni ses magasins renfermassent le moindre

approvisionnement, et ce qui est pis encore, sans le premier sou pour fournir aux dépenses d'une si grande entreprise; en un mot, dans l'état où se trouve le gouvernement de ce pays, une telle démarche le ferait sans doute accuser de folie, si l'appui de V. M. ne devait tout légitimer.

La Suede, il est vrai, possede en elle-même les principes d'une grande force; ses habitants sont naturellement guerriers, sa constitution permet de mettre 80,000 hommes sur pied, et sa population mâle est telle que cette levée peut se faire très-aisément; mais, vous le savez, Sire, la guerre ne se nourrit que par la guerre, et un grand état militaire, purement défensif, est une charge que la Suede ne peut supporter sans un secours étranger.

Les lois constitutionnelles défendent au Roi d'établir de nouvelles taxes sans le consentement des états généraux; et la guerre vient de détruire une des principales branches du revenu public, le produit des douanes, qui rapportait plus de 6 millions de francs par an. Il faut ajouter à cela que les contributions sont arriérées, et que les confiscations qui s'exercent, portent sur les sujets suédois et non sur les étrangers qui ont eu la précaution de s'assurer du payement des marchandises importées.

Enfin, Sire, notre situation est des plus alarmantes, si la France ne vient à notre secours; depuis la premiere alliance conclue entre François I. et Gustave Vasa, la France a été, non-seulement l'amie constante de la Suede, mais encore elle l'a appuyée et secourue dans toutes ses guerres. La nature semble avoir destiné ces deux nations à vivre en harmonie; et si elle a refusé aux Suédois les richesses, elle les a doués de la valeur et de toutes les qualités propres à l'exécution des plus vastes desseins. Il n'y a ici qu'un vœu, celui d'être sincerement d'accord avec la France et de participer à sa gloire, toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

En paix, le Suédois laborieux, content de ses champs et de ses mines, eût attendu patiemment du temps et de son économie un état plus heureux. Forcés par V. M. à déclarer la guerre, nous nous tournons avec confiance vers elle. Nous lui offrons des bras et du fer, et nous lui demandons en retour les moyens que la nature nous a refusés.

Daignez, Sire, prendre en considération particuliere l'état de ce pays, et veuillez agréer avec bonté l'expression des sentiments, etc.

No. VII.

Lettre de S. A. R. Monseigneur le Prince Royal à S. M. l'Empereur des Français, en Date de Stockholm, le 19 *Décembre* 1810.

Sire,

M. de Czernicheff m'a demandé si je le chargerais d'une lettre pour V. M. Je me suis empressé de le faire, espérant qu'il dira à V. M. ce qu'il a vu en Suede. En effet, Sire, plein de confiance en votre magnanimité et dans vos bontés particulieres pour moi, je n'ai qu'une seule chose à désirer, c'est que la vérité vous soit connue.

M. de Czernicheff dira à V. M. que la Suede est sur le point d'être réduite à l'etat le plus déplorable; qu'elle est sans aucun moyen pour soutenir la guerre qu'elle vient de déclarer; que cependant le gouvernement redouble d'efforts dans une crise aussi violente, mais qu'il n'est pas au pouvoir du Roi d'étendre, comme ailleurs, le système des confiscations; que la constitution garantit ici les droits et les propriétés de chacun, et que si le Roi même adoptait une mesure contraire, aucun conseiller d'Etat ne pourrait y donner son assentiment.

J'ai le bonheur d'avoir pour moi l'opinion générale de la nation, mais bien certainement je perdrais cette force morale le jour où l'on me croirait l'intention de porter la moindre atteinte à la constitution.

Le Roi offre à V. M. tout ce qui est en son pouvoir. Aucun sacrifice ne lui coûtera pour prouver à V. M. son dévouement à la France; mais, je vous en conjure, Sire, daignez calculer nos moyens et accordez-nous la confiance que nous méritons, par notre attachement sincere et inaltérable.

No. VIII.

Note du Baron Alquier *à S. E. M. le Baron* d'Engestrom, *en Date de Stockholm, le* 26 *Décembre* 1810.

Monsieur le Baron,

Je suis heureux d'obéir à l'ordre qui m'a été donné, d'annoncer à V. E. combien S. M. l'Empereur et Roi a été

satisfait en apprenant, que S. M. le Roi de Suede, convaincu de la nécessité de forcer l'Angleterre à consentir enfin à la paix, avait déclaré la guerre à cette puissance. L'empereur n'attendait pas moins, Monsieur le Baron, de la longue expérience du Roi, de l'attachement de ce monarque aux intérêts de la France, et de la sagesse d'un conseil, dans lequel délibere un Prince, qui connaît les intentions pacifiques de S. M. I. et qui a combattu si long-temps, et avec tant de gloire, pour la cause qui arme aujourd'hui la Suede. L'Empereur mon maître, attachant beaucoup de prix à procurer à votre commerce tous les avantages dont il pourra le faire jouir, a donné ses ordres non-seulement dans les ports de son empire, mais encore dans tous ceux qui sont au-delà de la Baltique, de recevoir tous les produits de leur sol, que les Suédois voudraient y transporter, et de leur permettre d'en retirer les approvisionnements qui leur seront nécessaires. S. M. I. veut même, expressément, que dans le cas où la Suede aurait besoin de blé, elle pût en exporter librement des ports de France, en ne payant que le dixieme des droits, qui sont perçus sur les cargaisons destinées pour toutes les autres contrées de l'Europe. S. M. ne met à cette faveur d'autre mesure, que l'engagement qui sera imposé aux armateurs, de ne pas faire passer ces blés en Angleterre.

Le dernier entretien, que j'ai eu l'honneur d'avoir avec V. E., a dû vous convaincre, Monsieur le Baron, de l'intention dans laquelle est l'Empereur mon maître, de rétabir dans toute leur étendue les liaisons, qui existaient autrefois entre la France et la Suede. J'ai à me féliciter, et j'en informerai ma cour, des dispositions, que V. E. a manifestées à ce sujet, en m'observant que son adhésion personnelle était la conséquence d'un système qu'elle avait toujours regardé comme essentiellement utile à la gloire du Roi et au bonheur de ses peuples. S. M. l'Empereur, accoutumé à compter sur les intentions amicales du Roi, et jugeant des dispositions de ce Prince, par celles dont il est pénétré lui-même pour les intérêts de S. M. Suédoise, m'a chargé, Monsieur le Baron, de demander comme un bon office auquel il attache infiniment de prix, et qui doit contribuer au succès de la cause commune, de mettre à sa solde le nombre de marins nécessaire pour compléter les équipages de quatre vaisseaux de la flotte de Brest. Il suffirait pour répondre au désir de l'Empereur et pour satisfaire à la demande, que j'ai l'honneur de vous adresser en son nom, que le nombre n'excédât pas, tant en officiers, maîtres d'équipages, soldats et matelots,

celui de deux mille hommes. L'Empereur se chargera de toutes les dépenses de leur voyage, et toutes les précautions seront prises pour que les soldats et les matelots soient convenablement entretenus, et que MM. les officiers soient pleinement satisfaits de leurs traitements. Dans l'état de crise où se trouvent momentanément les finances de la Suede, il sera peut-être agréable au Roi de diminuer les dépenses de sa marine, sans cependant laisser inactifs le talent et le courage de ses marins.

Le bon office que l'empereur demande à S. M. le Roi de Suede ayant déjà été rendu avec empressement par le Danemarc, S. M. I. est convaincue, qu'elle n'a pas trop présumé de l'amitié d'une puissance attachée depuis si long-temps à la France par une réciprocité d'intérêt et de bienveillance, qui n'a jamais cessé d'exister.

Je prie V. E. de recevoir les assurances de la haute considération, etc.

ALQUIER.

No. IX.

Réponse de S. E. M. le Baron d'Engestrom *à la Note précitée, en date de Stockholm le* 31 *Décembre* 1810.

Je me suis empressé de mettre sous les yeux du Roi mon maître, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, Monsieur, en date du 26 de ce mois.

Lorsque S. M. se détermina à déclarer la guerre à l'Angleterre et à donner au traité de Paris une extension ouvertement hostile, elle fut moins guidée, dans cette résolution, par les devoirs que lui imposaient ses engagements, que par ceux de l'estime et de l'amité invariable, qu'elle a voués à l'Empereur, votre auguste maître. Elle espérait d'avance que S. M. I. et R. apprécierait la grandeur des sacrifices que faisait la Suede. Votre lettre, Monsieur, vient d'en donner au Roi une nouvelle assurance. S. M. m'a ordonné de vous témoigner, combien elle s'estime heureuse d'avoir pu à cette occasion assujettir la politique de son royaume aux seuls penchants de son cœur.

Le Roi a appris avec une reconnaissance bien sincere la résolution qu'a daigné prendre S. M. I. et R. par rapport à l'exportation des blés du continent en Suede, ainsi

qu'à l'admission des produits de son sol dans les ports de l'empire français, et dans ceux situés au-delà de la Baltique. Tout en appréciant, comme il le doit, l'intention bienveillante de l'Empereur, le Roi ne croit pas devoir cacher à S. M. que les progrès journaliers de l'agriculture en Suede mettent heureusement ce royaume à l'abri de la disette; que l'expérience des dernieres années a prouvé qu'il pouvait même exporter du blé, et que dans le moment actuel le prix de cette production est au-dessous de toute proportion avec celui d'autres denrées.

Quant à l'exportation des produits du sol de la Suede, l'état de guerre avec l'Angleterre vient de faire cesser la possibilité de continuer cette exportation. Au moins sera-t-elle assujettie à des chances trop incertaines, pour pouvoir influer, d'une maniere efficace, sur les intérêts commerciaux de la Suede. Le Roi espere cependant que l'Empereur, par une suite de ses bonnes dispositions pour la Suede, voudrait peut-être lui acheter son fer. Il s'en trouve une quantité si considérable accumulée dans les magasins du pays, qu'on pourrait en livrer de suite pour plus de vingt millions de francs. Un achat aussi considérable ranimerait cette branche principale de l'industrie nationale et ferait oublier à une classe nombreuse des habitants de la Suede les pertes considérables que l'avenir lui prépare.

Les lois constitutionnelles de l'état empêchent le Roi d'acquiescer de lui-même à la demande de l'empereur par rapport aux 2000 matelots. Rivalisant avec le Danemarc dans le désir de contribuer à l'accomplissement des grandes vues de S. M. I. et R., le Roi ne croit cependant pas que l'exemple de ce pays, où la volonté du souverain est absolue, puisse être applicable à la Suede. A la suite des derniers événements, qui ont placé S. M. sur le trône, il a été renouvelé entre le souverain et la nation un pacte constitutionnel, qu'il n'est au pouvoir de personne d'enfreindre. S. M. regrette par conséquent d'une manière bien vive, que le premier bon office que l'Empereur lui demande, tombe précisément sur une chose, qui ne dépend pas de sa seule volonté. Aucune nouvelle levée ne peut être faite, d'après la teneur de la constitution, qu'avec le consentement des états; celle à laquelle ils ont déjà consenti, présuppose expressément la défense de la patrie, et le nombre des matelots ordinaires se trouve après la perte de la Finlande tellement diminué, qu'il suffit à peine au service de la marine, surtout dans les circonstances présentes.

Mais si le Roi, comme il le désirerait, pouvait même réussir à écarter toutes les entraves que lui imposent les lois de l'état et les droits des citoyens, S. M. craint cependant que les 2000 matelots suédois transférés à Brest, n'y rempliraient point entierement la juste attente de S. M. I. et R. Attaché à son sol agreste, à ses relations domestiques et à ses habitudes, le soldat suédois ne résiste point à l'influence d'un ciel méridional. Il sera prêt à tout sacrifier pour la défense de ses foyers, mais loin d'eux, et en ne combattant plus immédiatement pour eux, son cœur n'aspirera qu'après la patrie. Il porterait par conséquent dans les rangs français cette inquiétude et ce découragement, qui plus que le fer des ennemis détruisent les plus belles armées.

Quant aux officiers de marine, aucun obstacle ne s'opposant à leur service en France, S. M. permettra avec plaisir, qu'ils profitent de l'offre généreuse de S. M. I. et R. La marine suédoise compte encore au nombre de ses officiers les plus distingués, ceux qui jadis ont suivi la carriere de l'honneur sous le pavillon français.

En vous communiquant, Monsieur, ces déterminations du Roi mon maître, je crois de mon devoir de vous réitérer combien S. M. éprouve du regret à ne pas pouvoir se prêter entierement à l'accomplissement des désirs de l'Empereur. S. M. espere que les gages solennels qu'elle a donnés à cet auguste souverain sur ses dispositions personnelles à son égard, lui serviront en ce moment de défense efficace auprès de S. M. I. et R. Le Roi n'a point hésité à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, sans égard aux pertes énormes auxquelles il exposait ses sujets, ni à celle de la branche la plus considérable de ses ressources financieres. L'intérêt bien prononcé de son royaume est fondé sur la paix; c'est la guerre qui a détruit et démembré la Suede; les habitants qui lui restent n'aspirent qu'après le repos; ils veulent tout sacrifier pour la défense de l'indépendance de la patrie; mais ils exigent aussi de leur gouvernement, de ne point provoquer pour eux de nouvelles charges ni de nouveaux dangers, par une guerre offensive, et cependant ce cas vient d'arriver, pour prouver à S. M. l'Empereur des Français tout le prix que le Roi attache à son amitié. S. M. n'aura jamais d'autre but, même lorsque des considérations insurmontables arrêteront sa bonne volonté.

C'est avec les sentiments, etc.

Le Baron d'ENGESTROM.

No. X.

Note de S. E. le Baron d'Engeström *au Baron* Alquier, *en Date de Stockholm, le* 5 *Janvier,* 1811.

J'ai rendu compte au Roi mon maître de ce que vous m'avez marqué, Monsieur, sur le désir de S. M. l'Empereur des Français de resserrer encore plus étroitement, par une alliance, les liens qui l'unissent à S. M. Elle m'a autorisé de vous annoncer, que ses sentiments pour S. M. I. et R. la porteront à écouter en tout temps avec intérêt, les propositions qui lui seront faites, persuadée comme elle l'est d'avance, que ces propositions s'accorderont toujours avec l'intérêt de ses peuples et la dignité de sa couronne.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le Baron d'Engeström.

No. XI.

Lettre de S. A. R. Monseigneur le Prince Royal, à S. M. l'Empereur des Français, en Date de Stockholm, le 24 *Mars,* 1812.

Des notes viennent de me parvenir et je m'empresse de m'en ouvrir à V. M. I. avec toute la franchise qui constitue mon caractere.

Lorsque les vœux du peuple suédois m'appellerent à succéder au trône, j'espérai, en quittant la France, pouvoir toujours allier mes affections personnelles aux intérêts de ma nouvelle patrie; mon cœur nourrissait l'espoir qu'il pourrait s'identifier avec le sentiment de ce peuple, tout en conservant le souvenir de ses premiers penchants et en ne perdant jamais de vue la gloire de la France ni l'attachement sincere qu'il a voué à V. M., attachement fondé sur une confraternité d'armes que tant de hauts faits avaient illustrée.

C'est avec cet espoir que je suis arrivé en Suede; j'ai trouvé une nation généralement attachée à la France, mais

plus encore à sa liberté et à ses lois : jalouse de votre amitié, Sire, mais ne désirant jamais l'obtenir aux dépens de son honneur et de son indépendance : le ministre de V. M. a voulu heurter ce sentiment national, et son arrogance a tout gâté, ses communications ne portaient aucun caractere des égards que se doivent mutuellement les têtes couronnées : en remplissant au gré de ses passions les intentions de V. M. le Baron Alquier parlait en proconsul romain, sans se rappeler qu'il ne s'adressait point à des esclaves.

Ce ministre a donc été la premiere cause de la méfiance que la Suede a commencé à montrer pour les intentions de V. M. à son égard ; des événements subséquents ont dû y ajouter un nouveau poids*.

Déjà, Sire, j'avais eu l'honneur de faire connaître à V. M. I., par mes lettres du 19 Nov. et 8 Déc. 1810, la situation de la Suede et le désir qu'elle avait de trouver en V. M. un appui : elle n'a pu voir, dans le silence de V. M., qu'une indifférence non méritée, et elle a dû se prémunir contre l'orage prêt à fondre sur le continent.

Sire, l'humanité n'a déjà que trop souffert. Le sang des hommes inonde la terre depuis vingt ans, et il ne manque à la gloire de V. M. que d'y mettre un terme.

Si V. M. trouve bon que le Roi fasse connaître à S. M. l'Empereur Alexandre la possibilité d'un rapprochement, j'augure assez bien de la magnanimité de ce monarque, pour oser assurer qu'il se prêtera à des ouvertures également équitables pour votre empire et pour le nord ; si un événement si inattendu et si universellement désiré pouvait avoir lieu, combien les peuples du continent ne béniraient-ils pas V. M. ! Leur reconnaissance serait augmentée en raison de l'effroi que leur inspire le retour d'un fléau qui a tant pesé sur eux et dont les ravages ont laissé des traces si cruelles.

Sire, un des moments les plus heureux que j'aie éprouvés depuis que j'ai quitté la France, c'est celui qui m'a procuré la certitude que V. M. ne m'avait pas tout-à-fait oublié ; V. M. a bien jugé mon cœur ; elle a reconnu combien il devait être tourmenté par la perspective douloureuse de voir les intérêts de la Suede à la veille d'être séparés de ceux de la France, ou de sacrifier ceux de la patrie qui m'a adopté

---

* L'invasion de la Poméranie.

avec une confiance sans bornes. Sire, quoique Suédois par honneur, par devoir et par religion, je m'identifie encore par mes vœux à cette belle France qui m'a vu naître et que j'ai servie fidelement depuis mon enfance : chaque pas que je fais en Suede, les hommages que j'y reçois, réveillent dans mon âme ces beaux souvenirs de gloire qui ont été la principale cause de mon élévation, et je ne me dissimule pas non plus, que la Suede, en me nommant, a voulu payer ce tribut d'estime au peuple français.

No. XII.

Note de S. M. le Baron d' Engestrom *à M. le Comte de* Neipperg, *Ministre d'Autriche à la Cour de Stockholm, en date du Mars* 1812.

Les menaces de la France; ses attaques réitérées contre le commerce de la Suede; l'enlevement de près de cent bâtimens destinés pour des ports amis et soumis à la France; le séquestre mis sur les propriétés suédoises à Dantzic et autres ports de la Baltique, et enfin l'invasion de la Poméranie, faite au mépris des traités, justifieraient suffisamment la Suede de tous les engagements qu'elle aurait pu prendre avec les ennemis de la France: quel que soit le juste grief qu'elle a contre cette puissance, elle ne désire pas la guerre, et elle rejette la pensée d'être forcée de la faire, même pour conserver son indépendance et ses lois. La Suede est donc prête à écouter toutes les propositions conciliatoires qui pourront lui être faites. La justice est pour elle. Si la Suede avait la conviction, que S. M. l'Empereur Alexandre arme pour asservir l'Europe et pour tout soumettre au système russe, et étendre ses états jusqu'au nord de l'Allemagne, la Suede n'hésiterait pas un moment à se déclarer et à combattre pour arrêter cette ambition; elle serait dirigée par le principe d'état, qui devrait lui faire craindre un accroissement de puissance aussi dangereux; mais si, au contraire, la Russie n'arme que pour sa propre défense, pour préserver ses frontieres et ses ports et même sa capitale, de toute invasion étraugere; si, en cela, elle ne fait qu'obéir à l'impérieux devoir de la nécessité, il est de l'intérêt de la Suede, de ne pas balancer un moment à défendre les intérêts du Nord, puisque les siens y sont communs.

La Suede ne peut pas se flatter de pouvoir, comme puissance du second ordre, se soustraire à l'état de servitude dont la France menace les états du premier ordre. Une guerre entreprise pour reconquérir la Finlande, n'est nullement de l'in-

térêt de la Suede; l'Europe est instruite des causes qui la lui firent perdre; entreprendre une guerre pour s'en remettre en possession, serait méconnaître les intérêts du peuple suédois: cette conquête occasionnerait des dépenses que la Suede n'est pas en état de supporter, et son acquisition, en admettant qu'elle pût s'effectuer, ne pourrait jamais balancer les dangers qui en résulteraient pour elle; les Anglais lui porteraient des coups funestes pendant l'éloignement de ses armées; ses ports seraient brûles ou détruits, et ses villes maritimes réduites en cendres; d'ailleurs, dès qu'un changement s'effectuerait dans le système politique de la Russie, soit après des succès, soit après des défaites, ses anciennes vues sur la Finlande ne manqueraient pas de faire peser sur la Suede une guerre désastreuse: le golfe Bothnique sépare les deux états, aucun motif de division n'existe, et la haine nationale disparaît chaque jour, par suite des dispositions pacifiques des deux souverains.

Si la France veut reconnaître la neutralité armée de la Suede, neutralité qui doit emporter avec elle le droit d'ouvrir ses ports, avec des avantages égaux pour toutes les puissances, elle n'a aucun motif de se mêler dans les événements qui pourraient avoir lieu; la France s'engage à restituer la Poméranie, et dans le cas où elle se refusât à cette restitution que réclament à la fois les droits des nations et la foi des traités; S. M. le roi de Suede accepte la médiation, pour cet objet seulement, de LL. MM. l'Empereur d'Autriche et l'Empereur de Russie; il se prêtera à une réconciliation compatible avec l'honneur national et les intérêts du Nord.

S. M. le roi de Suede, persuadé que tous les préparatifs faits par S. M. l'Empereur Alexandre, n'ont qu'un but purement défensif, et ne visent qu'à préparer à son empire cette même neutralité armée, que la Suede désire d'établir de concert avec la Russie, s'engage à faire tous ses efforts auprès de S. M. I., pour qu'une rupture n'ait pas lieu avant qu'on se soit entendu sur l'époque où des plénipotentiaires suédois, français, autrichiens et russes aient pu se réunir pour convenir à l'amiable d'un système de pacification qui, basé sur la neutralité susmentionnée, en déterminant les différends actuellement existants entre le Nord et la France, puisse assurer à l'Europe le repos dont elle a un si grand besoin.

Le Baron d'Engeström.

No. XIII.

Note remise par M. d'Ohsson, Chargé d'Affaires de Suede à Paris, à S. E. M. le Duc de Bassano, *le* 28 *Mai* 1812.

Les vexations exercées par les corsaires, sous pavillon français, contre le commerce de la Suede, se multipliant dans une progression monstre, et s'étendant même à des comestibles, auxquelles l'avidité donnait les qualifications à sa convenance, devaient nécessairement imposer l'obligation sacrée au Roi, de chercher à s'éclairer lui-même ainsi que ses sujets, sur un état de choses, qui prêtait à la paix tout le caractère de la guerre.

Le corsaire, le Mercure, s'étant établi sur les côtes de la Suede, afin d'y exercer librement ses piateries, et s'étant ainsi constitué de fait en ennemi, fut enfin arrêté dans ses courses, et amené dans un port suédois par un motif de défense, qui ne devait point être méconnu.

Le Roi, qui n'avait jamais douté un seul instant des sentiments de justice, qui animent S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, s'était, à différentes reprises, adressé à ce Souverain, pour porter des plaintes sur la conduite des corsaires français, si diamétralement contraire à la nature des relations qui subsistaient entre les deux Cours, à la teneur des traités, et même à celle des lettres de marque dont ces corsaires étaient munis. S. M. n'ayant cependant pas obtenu de réponse à ses justes réclamations, que les intérêts de son peuple lui prescrivaient de faire, envoya, aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la détention du corsaire le Mercure, un courrier extraordinaire au soussigné, à l'effet de mettre, dans tout son ensemble, sous les yeux du Ministre français, un résumé, et de ce qui s'était passé, et de ce que la Suede désirait, comme une garantie pour l'avenir. Le soussigné s'est acquitté de ces ordres le 15 Janvier dernier, et cette communication est pareillement restée sans réponse.

Au milieu de cette attente et lorsque S. M., en n'écoutant que ses sentiments d'estime et d'amitié pour S. M. I. et R., se livrait déjà aux espérances les plus justes, elle apprit qu'un corps très-considérable de troupes françaises était entré, le 27 Janvier, dans la Poméranie suédoise. Le chargé d'affaires de France, résidant à Stockholm, fut interpellé de s'expliquer sur les motifs de cette invasion soudaine et inattendue, mais il allégua n'en avoir pas la moindre connaissance. Le soussigné s'adressa, au même effet, à S. Ex. M. le duc de

Bassano, et obtint pour réponse, qu'il fallait attendre les ordres de la Cour de Suede.

Ces ordres, se bornant à demander une explication franche et ouverte sur les intentions de S. M. l'Empereur et Roi, par rapport à l'occupation de la Poméranie, furent expédiés le 4 et le 7 Février de Stockholm. Ces dépêches ne sont jamais parvenues au soussigné.

L'interruption du cours ordinaire des lettres destinées pour la Suede, ayant commencé peu après l'invasion française en Poméranie, la certitude qu'on acquit de recherches faites à Hambourg, des fonds qui s'y trouvaient pour compte de la Suede, l'arrestation et la vente même des bâtiments suédois dans les port du Mecklenbourg et de Dantzig, ouvrirent un vaste champ aux conjectures. Afin d'acquérir quelque certitude, quant à l'état des choses dans la Poméranie suédoise, le Roi y envoya le général d'Engelbrechten, en qualité de parlementaire; mais ayant bientôt reçu la nouvelle, que le général comte Friant s'était refusé de recevoir le général suédois, et même de répondre par écrit à la lettre que celui-ci lui avait adressée, S. M. crut apercevoir alors un système suivi dans l'ignorance où l'on voulait conserver la Suede, sur les affaires générales et sur celles qui lui étaient particulieres.

On apprit, malgré toutes les précautions y contraires, plusieurs détails sur la conduite des troupes françaises en Poméranie, conduite qui quadrait difficilement avec cet étalage amical, qu'on semblait vouloir attacher à l'invasion de cette province, dont l'intégrité aussi bien que celle de la Suede, se trouvait garantie par S. M. l'Empereur dans le Traité de Paris.

Des fonctionnaires publics arrêtés, traînés jusqu'à Hambourg, menacés des traitements les plus rigoureux pour leur faire fausser leurs devoirs et leurs serments; les caisses du Roi mises sous les scellés; les bâtiments de S. M. forcés, à coups de canon, de suspendre leur départ et finalement déchargés et séquestrés au profit de la France; les charges onéreuses imposées à un pays, qui avait à peine eu le temps de respirer après les malheurs qu'il avait éprouvés, et finalement le désarmement des troupes suédoises qui s'y trouvaient: tous ces motifs réunis devaient justifier le désir du Roi, de recevoir une explication, que réclamaient à la fois et la dignité des Souverains et les stipulations des traités subsistants entre la Suede et la France.

Le Roi n'avait aucun engagement avec d'autres puissances qui fût contraire au traité qui le liait à la France, et dont S. M. s'était constamment attachée à remplir les clauses. Si les escadres britanniques ménageaient le commerce de cabotage de la Suede, cette conduite était gratuite de leur part, et provenait sans doute d'une envie d'opposition dans leurs me-

sures, à celles adoptées par les corsaires des puissances amies de la Suede. Si les bâtiments suédois, qui apportaient des productions de leur pays dans les ports de l'Allemagne, se servaient de licences anglaises pour échapper aux croiseurs ennemis, ils ne devaient point s'attendre à être confisqués en arrivant, lorsqu'ils savaient de science certaine, que des bâtiments de Dantzig, destinés pour l'Angleterre, avaient passé le Sund, munis de licences de S. M. l'Empereur et Roi.

Si le Roi, attaqué dans une de ses provinces, par la France, commençait alors à songer à la sûreté de son royaume, S. M. se flatte, que S. M. I. et R. elle-même n'en aurait pas agi autrement à sa place. On peut tout nier, excepté les faits qui subsistent, et c'est aussi sur les faits seuls que le Roi s'appuie.

Par une suite de cet exposé, S. M. a ordonné au soussigné de déclarer officiellement à S. Ex. le duc de Bassano :

Que le Roi proteste formellement contre l'invasion des troupes françaises dans la Poméranie Suédoise.

Que Sa Majesté ne saurait envisager cette invasion que comme une violation du traité de paix entre la Suede et la France ; mais que par suite des principes de modération, que le Roi aime à conserver dans la marche de sa politique, et de la continuation de ses sentiments pour la France, S. M. ne se regarde cependant pas en état de guerre avec elle, mais attend de son gouvernement une explication franche et ouverte sur l'invasion de la Poméranie.

Que pour établir une réciprocité parfaite, en attendant cette explication, le payement des intérêts et du capital des sommes dues aux pays réunis à la France, en vertu des décrets impériaux, sera suspendu, mesure qui sera continuée, jusqu'à ce que la Poméranie suédoise soit évacuée et la bonne harmonie rétablie entre les deux cours.

Que finalement comme l'occupation militaire de la Poméranie suédoise mettait S. M. en mesure de se regarder entierement libérée des engagements particuliers qu'elle a contractés avec la France, et principalement de l'obligation de continuer une guerre que la Suede n'a entreprise que par une suite de son adhésion au système continental, adhésion qui n'a été que la conséquence de la restitution de la Poméranie, le Roi déclare : qu'il se regarde dès ce moment en état de neutralité vis-à-vis de la France et de l'Angleterre ; qu'en conséquence de ce système, adopté par S. M., elle employera tous les moyens en son pouvoir, pour protéger le pavillon neutre de la Suede contre des déprédations qui n'ont dû leur durée qu'à une longue patience.

La Suede, attachée à la France depuis François I., ne désire que de pouvoir allier ses affections au maintien de l'indépendance du Nord. Le Roi éprouverait ainsi une vive dou-

leur, s'il se voyait forcé de sacrifier son penchant naturel aux grands intérêts de sa patrie, qui repoussent à la fois la servitude et la honte. Mais fermement résolu de soutenir la dignité de sa couronne et la liberté de ses sujets, S. M. attendra, avec tranquillité, le développement ultérieur des événements.

Le soussigné supplie S. E. M. le duc de Bassano de vouloir bien porter cette note à la connaissance de S. M. l'Empereur et Roi, et de communiquer, aussitôt que possible, au soussigné, la réponse de S. M. I. et R.

Le soussigné a l'honneur etc.

C. d'Ohsson.

No. XIV.

Note de S. E. M. le Baron d'Engestrom *à M. de* Cabre, *c. d. Chargé d'Affaires de France à Stockholm, en date du 20 Décembre,* 1812.

Dès le moment, où l'invasion de la Poméranie suédoise par les troupes françaises, contre la foi des traités et les engagements les plus solennels, donna la mesure des intentions de S. M. l'Empereur Napoléon à l'égard de la Suede, le Roi justement étonné de cette aggression inattendue, n'a fait que réitérer ses démarches pour en obtenir une explication franche et loyale, tandis que le gouvernement français n'y a répondu que par de nouveaux actes d'hostilité.

Si M. a cru que, si la force donne des droits qu'atteste suffisamment les malheurs de nos temps, la cause de la justice et le sentiment de sa propre dignité peuvent aussi en réclamer quelques-uns.

Il n'a donc pas vu avec indifférence une de ses provinces occupée par la même puissance qui en avait garanti l'intégrité, les troupes que le Roi y avait laissées, déclarées prisonnières de guerre et comme telles amenées en France, ainsi que les déprédations continuelles, de la part des corsaires français contre le commerce de la Suede. S. M. avait par conséquent chargé M. de Bergstedt au mois d'Août dernier et postérieurement le soussigné, de s'adresser officiellement à M. de Cabre, d'abord pour demander les raisons qui avaient motivé les hostilités susmentionnées et finalement pour lui déclarer que comme sa cour après un très-long délai ne s'était point expliquée à cet égard et donnait ainsi à connaître qu'elle ne voulait point revenir à un système plus pacifique à l'égard de la Suede, M. de Cabre ne pouvait plus être regardé comme agent d'une puissance amie et que ses relations diplomatiques avec le ministere du Roi devaient cesser jusqu'au moment, où il recevrait les éclaircissements qu'il avait demandés du Cabinet des Tuileries

Plus de trois mois se sont écoulés depuis cette époque ; et le gouvernement français continuant toujours le même silence, le Roi a cru se devoir à lui-même et à son peuple de ne plus compter sur une explication, que tant de faits au reste paraissent rendre illusoire.

D'après ces considérations et d'autres pour le moins aussi importantes, le soussigné a reçu les ordres du Roi son maître de déclarer à M. de Cabre, que sa présence ici, devenant absolument inutile dans les circonstances actuelles, S. M. désire qu'il quitte la Suede aussitôt que possible, et le soussigné a l'honneur de lui envoyer ci-inclus les passeports nécessaires pour son voyage.

Le soussigné a l'honneur, etc.

Le Baron d'Engestrom.

No. XV.

Réponse de M. de Cabre à S. E. le Baron d'Engestrom, en date de Stockholm le 21 Décembre 1812.

Le soussigné, chargé d'affaires de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, a reçu la note officielle que S. E. M. le baron d'Engestrom lui a adressée hier 20 Décembre, dans laquelle il est dit en substance " que S. M. Suédoise ayant " vainement attendu une explication relativement à l'entrée " des Français en Poméranie—à la translation des officiers du " roi à Magdebourg et à la capture des bâtiments suédois par " les corsaires français.—S. M. a ordonné à son ministre " d'état et des affaires étrangeres de déclarer au soussigné " que sa présence à Stockholm étant tout-à-fait inutile, S. M. " désire que le soussigné quitte la Suede aussitôt que possible, " et de lui envoyer en même temps les passeports nécessaires " pour son voyage."

Le soussigné croit inutile de s'appesantir sur l'imputation que contient ladite note officielle, que S. M. l'Empereur et Roi a agi contre la foi des traités. Il serait facile au soussigné de la réfuter en rappelant les clauses de celui qui fût conclu à Paris le 6 Janvier et en prouvant par des faits que la Suede n'a rempli dans aucun cas les obligations qu'elle y contractait, quoique la France se fût empressée de lui restituer cette même Poméranie, conquise dans la derniere guerre par les armées Impériales et Royales.

Le soussigné doit observer, que jamais il ne lui a été notifié, verbalement ou par écrit, que ses relations diplomatiques

seraient suspendues jusqu'à ce qu'il eût répondu catégoriquement aux éclaircissements demandés par le Ministre suédois. S. E. le Ministre d'Etat et des affaires étrangeres, dans sa lettre du 7 Septembre dernier, adressée au *Chargé d'affaires de France*, se borne à lui demander: "s'il se trouve en Suede " comme agent d'une puissance amie ou ennemie"—et déclare " au soussigné que son séjour dans les Etats du Roi dépend " de la réponse qu'il sera à même de donner."

Quant à l'objet principal de la note officielle de S. E. le Ministre d'Etat et des affaires étrangeres, le soussigné ne perdra pas un moment pour la porter à la connaissance de sa cour. Il ne dépend pas de lui d'obtempérer au désir de S. M. le Roi; et il doit au contraire déclarer, que jamais il ne consentira à abandonner le poste que l'Empereur et Roi, son auguste maître, a daigné lui confier, avant d'avoir reçu ses ordres à cet égard.

Si S. M. Suédoise, usant de ses droits de souverain, fait signifier au soussigné, *officiellement et par écrit*, qu'elle ne permettra pas plus long-temps son séjour en Suede; le soussigné croyant alors ne céder qu'à la force, n'hésitera pas à profiter, dans le plus court délai possible, du passeport qu'il a l'honneur de renvoyer ci-joint à S. E. M. le baron d'Engestrom, Ministre d'Etat et des affaires étrangeres, parce que jusques-là il lui est parfaitement impossible de s'en servir et par conséquent de le garder.

Le soussigné a l'honneur, etc.

AUG. DE CABRE.

No. XVI.

*Lettre de S. E. M. le Baron d'*Engestrom *à M. de* Cabre, *en Date du* 23 *Décembre*, 1812.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée, Monsieur, en date du 21 de ce mois. Je l'ai mise de suite sous les yeux du Roi, et S. M. me charge de nouveau de vous répéter, que votre présence à Stockholm ne saurait être tolérée plus longtemps. Votre caractere diplomatique ayant déjà cessé, vous vous trouvez, Monsieur, dans la catégorie de tous les étrangers, et par conséquent soumis à exécuter les ordres que la police pourra vous donner. Le grand gouverneur, à qui il a été fait des rapports peu avantageux sur votre compte, a reçu l'ordre de vous faire quitter la capitale dans 24 heures. Un commissaire de police vous accompagnera jusqu'à la frontiere, et

de cette maniere vous n'aurez plus besoin des passeports que vous m'avez renvoyés.*

Le Baron d'Engestrom.

No. XVII.

Réponse de M. de Cabre, *en Date du* 23 *Décembre,* 1812.

Je reçois à l'instant la lettre que vous m'avez écrite aujourd'hui, dans laquelle V. E., en m'annonçant pour la premiere fois que "mes fonctions diplomatiques ont cessé," me prévient en même-temps, "que je deviens soumis aux ordres de la police, et que le gouverneur a reçu ses instructions pour me faire conduire à la frontiere."

Cette détermination du gouvernement suédois et la maniere dont elle m'est communiquée, me paraissent plus que suffisantes pour me justifier vis-à-vis de ma cour en abandonnant le poste que j'ai rempli avec honneur pendant plus d'un an près S. M. le roi de Suede. Je prie en conséquence V. E. de m'envoyer mes passeports, dont je compte profiter dans le plus court délai.

J'ai l'honneur, etc.

Aug. de Cabre.

---

* Par une suite de la réponse de M. de Cabre à cette lettre de S. E. le baron d'Engestrom, on lui rendit ses passeports et le commissaire de police ne fut point envoyé avec lui. Il obtint l'autorisation de rester trois jours à Stockholm, d'où il partit le 27 Décembre.

Nous avons le plaisir de présenter aujourd'hui à nos lecteurs la totalité des pieces justificatives* annexées au rapport de M. d'Engestrom à S. M. le Roi de Suede, sur les relations politiques de la Suede et de la France depuis l'an 1810, que nous avons donné dans notre No. 355. Ces pieces consistent en une dépêche, infiniment curieuse et amusante du ministre de Suede à Paris, M. le baron de Lagerbjelke, sur un sermon politique à la Whitworth et à la Murcow, que lui fit Buonaparté le 26 Octobre, 1810 ; en quelques notes du ministre de France à Stockholm, l'ex-procureur Alquier, et les réponses du ministre de Suede ; plusieurs lettres du Prince Royal à Buonaparté, écrites à la fin de 1810, et au commencement de 1812, et les notes finales entre le ministre de Suede et M. de Cabre, Chargé d'Affaires de France, après le départ de M. Alquier, en date de la fin de Décembre, 1812, préalablement au renvoi un peu forcé de Suede de cet agent politique.

Ces pieces confirment pleinement toutes les allégations contenues dans le rapport de M. d'Engestrom. La lettre de M. de Lagerbjelke est un monument extrêmement piquant de la pétulante loquacité de S. M. l'Empereur et Roi. On l'y voit, on l'y entend parler, (tel que nous l'avons si souvent

* Nous devons observer que ces pieces sont réimprimées d'après un exemplaire original, et que les traductions, qui en ont paru dans les papiers anglais sont extrêmement fautives. Nous en citerons un seul exemple et nous le prendrons dans la premiere ligne de la lettre de M. de Lagerbjelke, où le mot prévenances (*attentions*) a été traduit par le mot *prejudices*, préjugés ou *préventions*. Il en paraîtra sous deux ou trois jours une édition anglaise correcte.

représenté dans le Logographe.) Il harangue pendant cinq quarts d'heure de suite, du ton canaille et impératif, qui le distingue; il laisse à peine à son interlocuteur le temps de dire un mot ou de faire un geste; il lui coupe la parole et répond pour lui. Il s'emporte, il trépigne, il se modère, il se remet en fureur; il fait trembler le pauvre Champagny qui n'en peut mais; il effraye jusqu'à ses officiers de garde et aux huissiers de sa chambre qui n'ont garde d'écouter aux portes, et qui s'enfuient jusques dans le premier antichambre, les uns de peur, les autres de dégoût d'entendre leur maître.

Le but de cette audience était d'ordonner à la Suede de déclarer sur-le-champ la guerre à l'Angleterre, sous peine de se voir attaquée, à la voix de Buonaparté, par le Dannemarc et la Russie, ses alliés, c'est-à-dire par les instruments qu'il faisait alors mouvoir à sa volonté; et comme, dès ce temps-là, sa politique n'était pas mystérieuse, il le déclare franchement: "Tout vient d'ici; personne n'a l'embarras de l'initiative." Tout asservir, tout maîtriser, telle était la fin, telle était la grande pensée du système continental, dont la Russie vient enfin d'affranchir l'Europe.

Si nulle puissance ne doit avoir avec Napoléon l'embarras de l'initiative, aucun ministre résidant à sa cour n'a de même l'embarras de la définitive, car il ne leur accorde ni le temps ni la faculté de dire un seul mot en faveur de leur gouvernement, et quand ils ont entendu leur leçon, on leur tourne le dos, et on les éconduit sans attendre de réponse. Les cabinets de l'Europe, les ministres des Souverains, doivent ressembler aux muets du Corps Législatif, ou à ceux du Sénat, auxquels on apporte la besogne toute faite à sanctionner, sans qu'ils aient le droit de répondre aux orateurs du conseil d'état. *Tout vient d'ici.* Cet axiome corse devrait être inscrit sur la table du conseil de tous les monarques.

Les réponses de M. d'Engeström aux notes fulminantes de M. le baron Alquier, ex-procureur de la Rochelle, sont remarquables par la précision avec laquelle il refute l'une après l'autre toutes les assertions de cet envoyé très-extraordinaire. On ne peut pas dire avec plus de politesse et de fermeté à un fat: Vous en avez menti, ou vous êtes un sot, mon ami.

La déclaration de guerre de la Suede à l'Angleterre ne surprit, ne trompa, et même ne dérangea personne ni dans l'un ni dans l'autre pays. Pas un coup de canon, pas un coup de fusil ne fut tiré pendant le temps qu'elle dura, et grâce aux localités, le commerce n'en fut ni plus ni moins actif.

Les lettres du Prince Royal à Buonaparté sont de deux époques; de la fin de 1810, et du commencement de 1812.

Buonaparté dut être bien surpris de voir, dès le début en Suede de son ancien compagnon d'armes, le ton énergique de ses premieres dépêches. Certes il n'en recevait pas alors de semblables des cabinets les plus huppés. Nul n'osait invoquer les lois constitutionnelles de son pays pour résister aux volontés impérieuses du cabinet *d'où tout venait*. Accoutumé à culebuter avec fougue jusqu'à ses propres institutions, Napoléon, dut frémir de rage en voyant un de ses anciens généraux lui objecter que l'autorité royale en Suede était très-limitée, et qu'il était certains usages et prérogatives que la constitution ne lui permettait pas de froisser. Le tableau que le Prince Royal lui fait de la Suede, du caractere de ses habitants, et des dispositions du pays, est tracé avec beaucoup de loyauté, et sa publicité ne peut manquer de le populariser infiniment parmi les Suédois.

Sa lettre du 24 Mars, 1812, est d'autant plus remarquable qu'elle fut écrite à une époque où la rupture entre la France et la Russie était déterminée; et certes à la vue des préparatifs gigantesques que l'on voyait la France et ses alliés faire alors, il était bien permis, sans être un poltron, de trembler pour

le sort du Continent. Ce fut pourtant à cette époque que le Prince Royal osa dire à celui qui se croyait déjà le maître du monde, que " son envoyé manquait à tous les égards dus aux têtes couronnées, qu'il heurtait le sentiment national des Suédois pour l'honneur et l'indépendance; qu'il parlait en proconsul romain, oubliant qu'il ne s'adressait point à des esclaves; et que son arrogance gâtait tout." Or comme le baron Alquier n'agissait que d'après ses instructions, et qu'il n'avait pas même l'initiative de l'arrogance, ces reproches portaient encore à plomb sur celui *de qui tout venait*. Mais ce qui fait et fera toujours le plus grand honneur au caractere et à la sensibilité du Prince Royal, c'est le passage par lequel il ose remontrer au bourreau de l'espece humaine, au moment où il s'apprêtait à faire périr 600 mille hommes de plus, " que l'humanité n'avait déjà que trop souffert; que le sang des hommes inondait la terre depuis vingt ans; et qu'il importait à sa gloire d'y mettre un terme."

Certes, Buonaparté vaincu doit bien regretter aujourd'hui de n'avoir pas écouté ces avis salutaires. Son ambition frénétique a pour jamais aliéné la Suede de lui, et nous ne doutons pas qu'elle ne soit bientôt un de ses ennemis les plus acharnés. Si, de son propre aveu, elle a été la seule cause de la crise qu'il vient d'éprouver, c'est à elle à qui il appartient aujourd'hui de terminer cette crise, en déchaînant contre lui, à la tête de 30,000 Suédois et de toute l'Allemagne,

. . . . . Le plus terrible des enfants
Que le Nord eût porté jusques-là dans ses flancs.*

---

* Nous ne disons rien des dépêches relatives au renvoi du Sieur de Cabre. On y voit que cet apprentif diplomate voulait gagner ses éperons en marchant sur les traces de M. Alquier; mais il eut beau ruer et se cabrer, il fut renvoyé à peu de chose près comme un garnement.

BULLETINS OFFICIELS RUSSES.

Rapport du Feld-Maréchal Prince Kutusoff *et* Smolensko *à Sa Majesté Impériale, daté du Quartier-Général à Lyck, le 6 (18 de Janvier.)*

L'amiral Titschagoff me fait rapport que, le 14 Janvier, l'ennemi a été chassé au-delà de la rivière Nogat, et que les troupes de Votre Majesté Impériale se sont emparées d'Elbing, Marienbourg et Marienverder.

Le comte Platow est toujours à la poursuite de l'ennemi de Marienbourg vers Dantzic. Dans les entrefaites, le lieutenant-général Shepeleff a traversé la Nogat près de Sommerau, et moleste l'ennemi de ce côté. L'ennemi a laissé derrière lui sept pieces d'artillerie sur la route de Truentz à Damerau.

Aussitôt que j'aurai reçu des nouvelles plus détaillées, j'aurai l'honneur d'en faire le rapport à Votre Majesté Impériale.

Autre Rapport du Méme, daté du 19 *Janvier.*

J'ai l'honneur de rapporter humblement qu'après la prise d'Elbing, le 12 Janvier, l'ennemi fut chassé de Marienbourg. Il tenta, près de Durshau, de défendre une tête de pont; mais y ayant aussi été défait, il commença sa retraite en deux colonnes dans la direction de Dantzic et de Stargard. Le comte Platoff continue de le poursuivre conjointement avec le corps du lieutenant-général Shepeleff. Près de Marienbourg, nous avons fait au-delà de 300 prisonniers, et à Durshau environ 200. Nous avons également pris un nombre considérable de fusils. L'ennemi a laissé dans les hôpitaux de Marienbourg 40 officiers et 726 soldats.

Le premier jour de cette année (v. s.) a été couronné d'un double succès. L'adjudant-général de Votre Majesté Impériale, Chernicheff, arriva le 11 Janvier dans le voisinage de Marienverder. Le lendemain, il attaqua l'ennemi à la pointe du jour, et le chassa de sa position avec tant de

succès, qu'il prit un colonel, quelques officiers, au-delà de 200 hommes, et 15 pieces d'artillerie qui étaient sur la tête de pont.

L'ennemi fut obligé de laisser à Marienwerder des magasins et des hôpitaux considérables. Après ce succès, l'adjudant-général Chernisseff traversa la Vistule, et continua de poursuivre l'ennemi vers Neuenbourg, où ce dernier prit une position très-avantageuse. Il détacha en conséquence un corps de Cosaques, afin qu'il passât sur ses derrieres et qu'il occupât les routes de Neuenbourg à Graudentz, Bromberg et Gogel, et par ce mouvement, il força l'ennemi à se retirer.

Ainsi les glorieuses troupes de Votre Majesté Impériale entrerent le 13 Janvier à Neuenbourg, la premiere ville sur la rive gauche de la Vistule.

Wilna, le 11 Janvier.

La veille du jour où Sa Majesté l'Empereur partit de cette ville, c'est-à-dire, le 6 de Janvier, l'ordre du jour qui suit fut publié aux troupes de la part de Sa Majesté Impériale.

" Soldats, votre valeur et votre persévérance trouvent leur récompense dans une gloire qui ne s'éteindra jamais parmi la postérité. Vos noms, ainsi que vos exploits, passeront de bouche en bouche, de vos enfants à vos petits enfants et à vos arrieres-neveux jusqu'à la postérité la plus reculée.

" Louanges soient rendues au Très-Haut! La main du Seigneur est avec nous et ne nous abandonnera pas. Déjà il ne reste pas un seul ennemi sur la surface de notre pays. Vous êtes arrivés sur les limites de cet empire en passant sur leurs cadavres et sur leurs ossements. Il vous reste encore à marcher en avant, en passant également sur les uns et sur les autres, non pour faire des conquêtes, ni pour porter la guerre dans le pays de nos voisins, mais afin de leur procurer une paix ardemment désirée et solide. Vous marchez afin d'obtenir du repos pour vous-mêmes, et de leur assurer la liberté et l'indépendance. Puissent-ils devenir nos amis! L'accélération de la paix dépendra de

votre conduite. Vous êtes chrétiens ! outre que vous portez ces noms, il faut que vous vous rappeliez sans cesse que le devoir d'un soldat est d'être vaillant le jour du combat, et paisible quand il est en marche au travers d'un pays en paix. Je ne vous menace point de punition, parce que je sais qu'aucun de vous n'en méritera. Vous avez vu dans notre propre pays les brigands qui pillaient les maisons des innocents habitants de la campagne. Dans les justes mouvements de vengeance que cette conduite vous a inspirés contre eux, vous avez puni ces hommes affreux. Qui voudrait leur ressembler ? Si, contre toute attente, il se trouvait un tel homme, il ne peut pas être Russe, il sera chassé de parmi nous. Soldats, voilà ce que demandent et attendent de vous votre véritable religion, votre pays natal et votre Czar.

Lettre du Général Feld-Maréchal Prince Kutousoff de Smolensk *à Son Eminence* Ambroise, *Métropolitain de Novogorod et de St. Pétersbourg, datée du 2 Janvier*, 1813.

Bénissez le présent que nos guerriers offrent au dispensateur de la victoire. Les braves Cosaques du Don restituent à Dieu les trésors qui ont été pillés dans ses temples. Ils m'ont chargé de transmettre à Votre Eminence cet argent qui orna autrefois les images des saints, et qui devint ensuite la proie des barbares et des brigands, mais qui fut à la fin arraché de leurs mains par les braves Cosaques du Don. Le chef de ce corps de Cosaques, le comte Motwei Jwanowitsch Platoff, tous ses braves guerriers et moi-même, nous désirons que cet argent qui pese quarante pouds, soit converti en statues des quatre Evangélistes et serve d'ornement à l'église de la Mere de Dieu de Kasan à Saint Pétersbourg. Nous nous chargeons des frais de la fonte et de la sculpture de ces quatre saintes images. Votre Eminence aura la bonté d'ordonner qu'il soit employé d'habiles artistes pour remplir le pieux désir de nos guerriers, en fabriquant ces images des quatre Evangélistes, que dans leur zele ils offrent pour l'ornement de la maison du Seigneur. Aussitôt que vous m'aurez fait connaître à combien les frais se montent, je vous en ferai passer l'argent. Il me paraît que ces images seraient placées d'une maniere con-

venable tout près de la porte du sanctuaire et devant la grande table de la communion, afin qu'elles pussent frapper les yeux du fidele dès qu'il entrera dans le temple. Sur le piédestal de chacune de ces images, il faudra faire graver l'inscription suivante: Offrande pieuse du corps des Cosaques du Don.

Hâtez-vous d'ériger dans le temple de Dieu, ce monument de combats et de victoires, et tandis que vous l'élèverez, dites avec reconnaissance à la Providence : " Les ennemis de la Russie ne sont plus :" la vengeance de Dieu les a atteints sur le sol de la Russie et la route par laquelle ils sont passés a été jonchée de leurs ossements, à la honte éternelle de leur frénétique et orgueilleuse ambition.

Observations extraites de la Gazette de St. Pétersbourg sur la derniere Campagne jusqu'à l'Evacuation de Moscou par les Français.

Le 12 Juin, les Français entrerent sur notre territoire en passant le Niémen sur quatre points. Leur principale force fut dirigée contre là premiere armée russe, sous le général Barclay de Tolly. (Ici suit un court précis des opérations qui eurent lieu antérieurement à l'époque où le général Kutusoff prit le commandement en chef le 29 Août, les Russes s'étant retirés alors de Smolensko à Viasma.)

Les Français se préparerent à une bataille gigantesque comme leur armée. Elle contenait, indépendamment des troupes nationales, des Allemands de tous les dialectes, des Bavarois, des Badois, des Hessois, des Saxons, des Westphaliens et des Prussiens ; elle réunissait des Italiens et des Hollandais, des Suisses et des Polonais ; des Espagnols et des Portugais ; le continent entier avait fait des efforts inouïs pour l'augmenter. On n'avait jamais vu auparavant, dans des temps modernes, une masse aussi mélangée et aussi immense, marchant à une aussi grande distance de ses ressources. Cette armée traînait à sa suite mille bouches à feu et sa cavalerie consistait en plus de 60000 chevaux. Toutes les forces de l'Est, de l'Ouest et du Midi de l'Europe allaient se déployer dans le Nord, pour satisfaire le caprice d'un seul homme.—Quelle sera l'issue de cette lutte? La Russie,

ainsi que l'a prédit son agresseur, succombera-t-elle ainsi sous la fatalité qui l'entraîne.

Kutusoff choisit pour son armée une position sur les hauteurs de Borodino, village situé sur la riviere de la Moskwa, dans les limites du gouvernement de Moscou. L'armée Russe était très-inférieure à celle de l'ennemi, mais forte en courage et en espérances. Elle foulait le sol de sa patrie. Le 6 de Septembre se passe en reconnaissances. Le 7 Septembre, il fut livré une bataille générale; ce fut une bataille de géants; 800 pieces d'artillerie de part et d'autre vomissaient la mort. La faible aile gauche des Russes fut le principal objet des efforts de l'ennemi. Il y eut des redoutes qui furent huit fois prises et reprises; des charges de cavalerie qui furent répétées jusqu'à huit fois. La terre tremblait au loin sous la fureur des hommes.

L'obscurité de la nuit mit seule fin à la bataille. Lorsqu'il ne fut plus possible de rien voir, on n'entendit alors que les cris des blessés. Quelques coups de canon indiquaient encore le champ de bataille. Les plus sanglantes affaires des temps modernes. Eylau, Essling et Wagram le cedent à Borodino.

Pendant la nuit le champ de bataille fut occupé par l'armée Russe; mais fatiguée par sa victoire même, elle ne put pas poursuivre ses succès en renouvelant le combat; l'ennemi supérieur en nombre, mit en mouvement deux colonnes fraîches qui marcherent par deux routes sur Moscou, menaçant les flancs et les derrieres des Russes. Kutusoff eut le courage de se décider à sacrifier la capitale, afin de conserver l'armée et de sauver le pays. Il se retira. Le 14 Septembre, les Français entrerent dans l'ancienne capitale des Czars.

L'ennemi comptait frapper la Russie au cœur, il frappa, mais il n'atteignit pas. *Rien n'est perdu, Moscou n'est pas la Russie,*—Ce cri retentit d'une extrémité de l'empire à l'autre. L'Empereur ne désespéra pas du salut de l'empire. " La fin seule," dit-il, " couronne l'œuvre," et il se décida à continuer la guerre. Moscou n'offrit à l'ennemi que des maisons abandonnés, et la résolution frappante des Russes de tout sacrifier pour sauver la patrie. Moscou était tout en feu; le viol et le massacre accompagnerent l'incendie.

Comme il n'y avait point de trésor dans les maisons, les églises furent pillées; les autels furent souillés de sang et de crimes; les vases sacrés furent enlevés ou brisés; les

reliques des saints profanés ; les brigands fouillerent jusqu'aux tombeaux des morts pour y trouver de l'or. La destruction et le sang demandaient vengeance. La guerre nationale devint une guerre sainte. Les Français, en cherchant du butin, oublierent la guerre. Tous leurs exploits, quand ils furent à Moscou, se bornerent à des reconnaissances à 20 ou 30 verstes dans les environs pour assurer leurs subsistances. Dans l'ancien siége des richesses de l'empire, ils mouraient de faim. Ils avaient de l'or et de l'argent, mais ils n'avaient ni pain pour leurs troupes, ni fourage pour leurs chevaux ; leur cavalerie était épuisée, leurs chevaux d'artillerie en mauvais état.

La face des choses était changée, des milliers de braves gens avaient quitté la charrue pour marcher sous les bannieres nationales et augmenter l'armée ; ceux qui resterent chez eux, s'armerent par un mouvement spontané, se disperserent sur les routes, sur les sentiers des bois et dans les ravines, et firent une guerre à mort aux Français partout où ils se montraient. Dans les entrefaites, le feld-maréchal prince Kutusoff, réalisait, après la bataille de Borodino, des idées pleines de génie, après avoir passé au travers de Moscou avec son armée, la dirigeant au Nord ; il la conduisit par un mouvement latéral pleine d'hardiesse, vers le Sud, en faisant à plusieurs lieues de distance la moitié du circuit de la ville. Tandis que les Français croyaient ou disaient que l'armée Russe était dispersée, elle manœuvra avec art, et couvrit la route de Kalouga, toujours le front tourné vers Moscou. Les Russes bloquerent ainsi l'armée française dans leur propre capitale. Les Français tournant leurs regards sur Paris, ne virent autre chose que des Russes qu'en interceptant leurs communications, leurs renforts et leurs approvisionnements, menaçaient leur existence. Déjà à la fin de Septembre tous leurs mouvements indiquaient une retraite ; et enfin après avoir perdu un mois et huit jours à Moscou, dans le vain espoir que le gouvernement ferait la paix, et que la nation trahirait basement ses devoirs, les Français abandonnerent cette capitale qui avait été l'objet de tous leurs efforts. La destruction du Kremlin marqua leur rage impuissante et les Russes y entrerent le 22 Octobre, conduits par Winzingerode, qui tomba entre les mains de l'ennemi.

Rapports des Quatre Colonels de Régiments Français de la Garde Impériale, dont il est parlé dans la Dépêche du Prince Kutusoff *du* 13 *Janvier, relativement au Nombre dont ils étaient composés, en quittant Smolensk et à leurs Pertes subséquentes.*

Quatrieme Régiment de Tirailleurs. Etat du Régiment le 15 Décembre, 1812.

Présents sous les armes en partant de Smolensk, 29 officiers, 252 bas-officiers ou soldats.—Restés sur le champ de bataille, 6 bas-officiers ou soldats; blessés, hors d'état de suivre et pris, 4 ditto; morts de froid ou de misere, 4 ditto; restés en arriere gelés, ou pour cause de maladie ou de fatigue et supposés au pouvoir de l'ennemi 17 officiers et 174 bas-officiers ou soldats.—Reste à présent sous les armes 12 officiers et 10 bas-officiers ou soldats.

(Signé) Le colonel major baron de l'Empire,

ROBERT.

Cinquieme Régiment de Tirailleurs. Etat du corps au 15 Décembre, 1812.

Présents sous les armes en quittant Smolensko, 27 officiers, 470 bas-officiers et soldats.—Restés sur le champ de bataille 5 bas-officiers et soldats; blessés, hors d'état de suivre et pris, 12 ditto; mort de froid ou de misere, 1; restés en arriere, gelés, ou en raison de maladie et de fatigue 10 officiers, et 446 bas-officiers ou soldats.—Reste à présent sous les armes, 17 officiers et 24 sous-officiers et soldats.

(*Signé*) Le colonel-major

BON HEUNEQUIN.

Sixieme Régiment de Tirailleurs. Etat de Situation, au 19 Décembre 1812.

Présents sous les armes en partant de Smolensk, 31 officiers, 300 sous-officiers et soldats. Restés sur le champ de bataille 13 bas-officiers et soldats; blessés, hors d'état de suivre, et pris, 4 officiers et 52 bas-officiers et soldats; morts de froid ou de misere, 24 bas-officiers et soldats; restés en arriere gelés ou en raison de fatigue ou de maladie, 13 officiers et 201 bas-officiers ou soldats. Perte totale, 17 officiers, 290 bas officiers ou soldats. Reste à présent sous les armes 14 officiers et 10 bas-officiers et soldats.

(*Signé*) Le Colonel-Major Commandant, CARRÉ.

Quatrieme Régiment de Voltigeurs. Etat de Situation, le 16 Décembre 1812.

Présents sous les armes, en partant de Smolensk, 32 officiers, 427 bas-officiers et soldats. Restés sur le champ de bataille, 3 officiers et 26 bas-officiers et soldats; blessés, hors d'état de suivre et pris, 2 officiers, 69 bas-officiers et soldats; morts de froid et de misere, 3 bas-officiers ou soldats; restés en arriere, gelés ou en raison de maladie ou de fatigue, 1 officier et 204 bas-officiers ou soldats. Total de la perte 6 officiers et 398 soldats. Reste à présent sous les armes, 26 officiers et 29 soldats.

Extrait d'une Lettre de Berlin du 2 Février.

Dans la nuit du 17 au 18 du mois dernier, à une heure, un escadron de gens-d'armes français tenta de se saisir de la personne du Roi, en se mettant en possession du palais de Charlottenbourg, où sa Majesté avait été ce jour-là. Cependant la tentative échoua, Sa Majesté ayant été informée du complot par le Prince Ferdinand, d'assez bonne heure pour pouvoir se sauver par la fuite, avec deux de ses adjudants et dix de ses propres gens-d'armes qui l'accompagnerent jusqu'à Potzdam. Dès qu'il fut arrivé dans cette derniere place, il fit battre la générale, appréhendant qu'il ne fût poursuivi. En conséquence de cet événement Sa Majesté prit la route de la Silésie, avec 6000 hommes de sa garde, après avoir déclaré le prince héréditaire majeur et lui

avoir donné sa bénédiction. La rage du peuple est arrivée à son dernier point, et l'on s'attend à quelques scenes sanglantes. Les Russes avancent en grande force, et ils ne sont pas éloignés de cette ville de plus de 20 à 30 lieues.

Extrait d'une Lettre de Konigsberg du 9 Janvier.

Vous aurez appris, par des avis antérieurs, la dissolution de la Grande Armée française consistant en plus de 400 mille hommes dont la plus grande partie avaient passé par cette ville, il en est à peine revenu 50 mille, encore la plus part sont-ils estropiés, ils arrivent ici de jour et de nuit; maréchaux, généraux, officiers, soldats, tous mêlés ensemble, les uns dans des traineaux, les autres à pied, de maniere qu'il nous est souvent impossible de les distinguer les uns des autres. Vous ne vous seriez jamais imaginé que ces misérables petits traineaux Russes et Polonais auraient pu contenir autant de grands personnages pressés comme des harengs. Plusieurs de ces grands hommes sont arrivés à pied; dans le nombre est le général Rapp, gouverneur de Dantzic, avec le nez et les pieds gelés. Je puis vous donner la liste des arrivées depuis le 21 Décembre jusqu'à ce jour: 255 généraux, 699 colonels, lieutenant-colonels et majors, 4440 capitaines et lieutenants, et 26950 bas-officiers et soldats, il y a 6000 malades dans les hôpitaux. La retraite dura jusque dans la nuit du 4, qu'on ne vit plus arriver de fuyards. Ce dernier jour quelques milliers de Français qui étaient arrivés de Dantzic et d'autres lieux, évacuerent cette ville et se retirerent. Dans la soirée, quelques régiments Polonais, Bavarois et Westphaliens du corps de Macdonald, se retirerent aussi. Les Prussiens, sous le général d'York, au nombre de 15 à 18000 hommes, avaient conclu une convention; ils sont attendus ici aujourd'hui ou demain, probablement afin de joindre les Russes avec lesquels ils sont dans les meilleurs termes. A peine les Français avaient-ils fini de sortir de cette ville, que les Cosaques arriverent; ils entrerent dans la ville entre minuit et une heure du matin, galopant dans les rues, et s'informant, amicalement, où étaient les Français. Tous les étages inférieurs des maisons étaient éclairés. Le matin il arriva de la cavalerie, de l'infanterie et de nouveaux Cosaques qui continuerent leur route. Partie prirent le chemin de Brandenbourg, et partie celui de Pillau. Le corps entier de Macdonald est coupé, puisque la principale armée russe sous le comte Wittgenstein, fait le

tour par Friedland et Preusich-Eylau sur Elbing, et se rend à Dantzic, le comte Wittgenstein arriva avant-hier au soir à six heures, et alla sur-le-champ à la comédie. Les spectateurs l'accueillirent avec des hourras continuels et les plus vives acclamations de joie, il cria lui-même: Vive Frédéric Guillaume! vive Alexandre! On donna hier au soir l'opéra de Fanchon, et la salle était remplie. Ce fut un spectacle attendrissant de le voir entrer dans la loge du Roi avec ses généraux, lorsque tous les spectateurs le couvrirent d'applaudissements et d'acclamations. Il alla ensuite à un bal que lui donna la ville; il y fut accompagné par deux anciens généraux prussiens, Reubow et Zieten, décorés de leurs ordres. Il suit aujourd'hui l'armée. Les troupes se sont conduites de la maniere la plus amicale, ce à quoi nous devions nous attendre en vertu d'une proclamation que nous avions reçue ici avant le départ des Français.

La poste de Berlin est arrêtée, mais ce n'est pas pour long-temps. Le Roi est allé en Silésie avec 10000 hommes de ses gardes; nous sommes inquiets au sujet de Berlin. La majeure partie de nos troupes sont à Graudentz et en Silésie.

Napoléon l'a échappé belle. Les Français perdirent un nombre d'hommes prodigieux à Borissow. Ils avaient construit deux ponts, et, tel était leur empressement de se trouver de l'autre bord que ceux qui étaient derriere et qui craignaient de ne pas pouvoir passer assez vite, se frayaient un chemin comme ils pouvaient, en perçant à coup de baïonnettes les chevaux et les hommes qui étaient devant eux. La plupart des Français sont arrivés ici enveloppés dans des manteaux de femme, quelques-uns habillés comme des Juifs polonais, quelques autres avec des pelisses de peaux de mouton, ou avec des manteaux faits d'ornements d'autels pillés dans les églises russes. D'un autre côté, nous avons vu des Cosaques habillés en uniformes de généraux français, avec les décorations de la légion d'honneur. Il n'est revenu que 1200 des gardes de Buonaparté. Ils étaient passés naguères par Konigsberg, au nombre de 30 à 40 mille.

Adresse du Prince Kutusoff *de* Smolensko *à son Armée.*

Wilna, le 2 Janvier.

Braves et victorieuses troupes ! A la fin vous êtes sur les frontieres de l'Empire. Chacun de vous est le protecteur de son pays natal ; la Russie vous salue de ce nom. La vive poursuite de l'ennemi et les fatigues extraordinaires que vous avez essuyées, soutenues et surmontées dans cette marche rapide, remplissent toutes les nations d'étonnement, et vous donnent une gloire immortelle. Il n'a point encore eu d'exemples de victoires aussi glorieuses. Pendant deux mois de suite nos troupes n'ont pas passé un seul jour sans châtier les brigands. Nos routes sont couvertes de leurs cadavres. Jusqu'au commandant en chef de leurs armées a cherché à se sauver seul par une honteuse fuite. La mort a fait rage ; des milliers et des milliers d'hommes dans les rangs de l'ennemi ont succombé et ont expiré. Ainsi le tout-puissant a manifesté sa colere contre eux et a secouru son peuple. Sans nous reposer après nos actes héroïques, nous marchons à de nouveaux exploits. Nous allons passer les frontieres et tâcher de compléter la défaite de l'ennemi dans ses propres champs. Mais, ne suivons pas l'exemple de l'ennemi dans sa cruauté et dans son inhumanité, qui avilit le caractere du soldat. Ils ont mis le feu à nos maisons, ils ont souillé les sanctuaires, et vous avez vu comment le bras droit du tout-puissant, a vengé leur impiété dans son juste courroux. Soyons généreux et observons la différence qu'il y a entre un ennemi, et des habitants paisibles. La justice et la modération dans vos relations avec les habitants, leur prouveront clairement que nous ne venons point pour les soumettre, ni pour obtenir une vaine gloire ; mais pour délivrer au contraire de la misere et de l'oppression les nations mêmes qui se sont armées contre la Russie.

Des lettres de Pétersbourg, écrites par des personnes dignes de créance, portent qu'on avait des craintes sérieuses de maladies contagieuses, en raison de cette multitude de cadavres dont les routes étaient jonchées entre Moscou et Wilna. Il n'y avait pas de possibilité de les enterrer ; en conséquence on avait résolu de construire en différents endroits d'immenses fours ou bûchers et de les brûler.

Supplément à la Gazette de St. Pétersbourg, du 19 Janvier.

Le commandant en chef feld-maréchal-général prince Kutusoff de Smolensko, a mis sous les yeux de S. M. I. la continuation du journal des opérations de la guerre, du 4 au 10 de Janvier.

4 *Janvier.*—Le général comte Wittgenstein rapporte, sous la date du 31 Décembre, qu'en se dirigeant vers la Prusse, pour agir contre le corps de Macdonald, il a surmonté toutes les difficultés qu'il a rencontrées sur les routes du pays, et qu'il a atteint l'ennemi, déjà à Tilsit. Il a aussitôt cerné les troupes de l'avant-garde de Macdonald, avec sa cavalerie, et l'a séparée des Prussiens sous le commandement du général D'York, avec le détachement du major-général Diebitsch, qu'il a chargé en même temps d'entrer en négociation avec ce général.

Le lieutenant-général D'York a signé le 30 Décembre une convention de rester neutre avec les troupes sous ses ordres, qui consistaient en trente bataillons d'infanterie et six escadrons de cavalerie, avec trente pieces d'artillerie. Par ce moyen, Macdonald n'a plus avec lui qu'environ 5000 hommes de troupes de toute espece, et 20 pieces d'artillerie.

L'adjudant-général Wassiltschikow rapporte, le 30 Décembre, que les troupes Autrichiennes continuent leur retraite, s'étant divisées en trois colonnes, et se dirigeant vers Varsovie, et qu'il est à Manshein avec son détachement.

Le général comte Platoff continue sa marche vers Intersbourg, avec les régiments de Cosaques du Don qu'il commande.

L'amiral Tchitchagoff a envoyé trois rapports, tous du 20 Décembre (1er Janv.). Dans le 1er, il dit qu'il a détaché le major-général Lanskoi, de l'avant-garde avec les régiments de hussards d'Alexandre et de la Russie-Blanche, le régiment de dragons de Livonie, et le 3e régiment d'Ural, avec ordre de marcher sur Augustow. Dans le 2e, il dit qu'il est arrivé le 2 Janvier au village de Werbalin, d'où, en trois marches, il ira à Intersbourg, et que le général comte Platoff précede l'armée avec ses régiments. Dans le 3e, il dit que tous les habitants de la Prusse sont très-contents de l'approche des troupes Russes, et les reçoivent partout avec joie.

Le lieutenant-général baron Sachen rend compte, sous la date du 2 Janvier, qu'il a poursuivi le corps du général Regnier jusqu'au Bug, et que l'ennemi a perdu jusque-là 1000

hommes en prisonniers, et autant de malades, qu'il a laissés derriere lui en différents lieux. Le lieutenant général Sachen, avec son corps, est à présent entre Granim et Thoren, ayant l'aile gauche de son armée dans ce dernier endroit.

5 *Janvier.*—Le général comte Wittgenstein rapporte, sous la date du 3 Janvier, que, lorsque les troupes Prusiennes, au nombre de 18,000 hommes, avec 60 pieces d'artillerie, ont été forcées de conclure la convention de neutralité, Macdonald se voyant séparé des Prussiens, s'est déterminé à faire une retraite précipitée avec les troupes qui lui restaient. La cavalerie l'a poursuivi vigoureusement, et le premier jour elle a fait prisonniers plusieurs officiers et environ 400 hommes. Le comte Wittgenstein, ayant appris dans ces entrefaites que les troupes ennemies qui étaient à Dantzic auparavant, marchaient vers Taplakin et Weilhaw, probablement pour renforcer Macdonald ou couvrir sa retraite, il se dirigea contre elles avec son corps; et dès le 3 Janvier, le lieutenant-général comte Steinheil était à Taplakin et Weilhaw. Il envoya aussi un fort détachement de cavalerie dans le plat pays au-delà de Konigsberg et vers Elbing, afin d'ôter à l'ennemi tout moyen de recueillir des provisions, parce que, selon des avis reçus, l'ennemi ramassait du grain de toute espece.

L'amiral Tchitchagoff rapporte que, le 3 de Janvier, ses troupes les plus avancées sont entrées à Intersbourg; l'avant-garde du lieutenant-général Tschaplitz est entrée à Gumbinnen, et le major-général comte Worouzow est entré à Nemersdorf.

Le lieutenant-général Tschaplitz rend compte que le major-général comte Orurk, à son entrée dans le village de Stalupenen, a été reçu par les habitants avec une joie sincere, et ils se sont écriés unanimement et avec transport: "Puisse l'Empereur Alexandre être le protecteur d'une innocente nation souffrante!" Et ils sont allés sur-le-champ chercher des vivres et fourage pour nos troupes.

6 *Janvier.*—L'adjudant-général Wassiltschikow rapporte, sous la date du 2 Janvier, que suivant des renseignements certains reçus des habitants, toute l'armée Française a passé par Intersbourg en se retirant; il ne restait pas alors plus de 1500 hommes de toute la garde Française.

8 *Janvier.*—Le général comte Wittgenstein rapporte, sous la date du 8 Janvier, que son avant-garde, sous le commandement du major-général Schepeleff, a atteint l'ennemi le 4 Janvier près de Labiau, où il avait pris une position avantageuse, et s'est défendu avec opiniâtreté. Le combat a duré jusqu'à midi, et l'ennemi, après avoir été délogé de

position, s'est retiré vers Konigsberg, où l'avant-garde du major-général Schepeleff est sur entrée leurs épaules. L'ennemi a perdu trois canons dans cette action, et il a eu plusieurs officiers et environ 300 hommes faits prisonniers. Le major-général Schepeleff a pris possession de la ville de Konigsberg, avec l'avant-garde de l'armée, dans la nuit du 4 Janvier.

Le quartier-général de S. M. l'Empereur et celui du prince Kutusoff étaient ce jour-là dans le village d'Orani.

Le 9 Janvier.—Le général comte Wittgenstein rapporte, sous la date du 7 Janvier, en supplément à son premier rapport concernant la prise de Konigsberg, que l'ennemi a été chassé de cette ville par quatre régiments de Cosaques: savoir, celui du major-général Radienow 2; celui du lieutenant-colonel Tschernosubow 8; celui de Loschtschilin, et celui du major Selivanow; tous sous le commandement du colonel Riediger. Ils avaient observé les mouvements de l'ennemi depuis le commencement de la soirée, et malgré l'obscurité de la nuit, ils ont tiré parti de toutes les démarches qu'il a faites pour se retirer. Le 4 Janvier, à deux heures du matin, le colonel Riediger, avec les Cosaques ci-dessus désignés, poussa vigoureusement en avant, et après un feu soutenu de mousqueterie, il entra sur les épaules de l'ennemi dans la ville, où environ 1300 hommes furent faits prisonniers. La vitesse avec laquelle nos troupes pénétrerent dans la ville, obligea en outre l'ennemi de laisser derriere lui environ 8000 hommes de ses troupes épuisées, et de jeter dans la riviere environ 30 pieces d'artillerie, ainsi que les caissons du train d'artillerie de siége qui était en Courlande, et les habitants sont maintenant occupés à les retirer. Outre cela, plusieurs officiers Russes d'état-major et autres, et des soldats, qui avaient été faits prisonniers à différentes époques, furent remis en liberté, et l'on trouva aussi dans les magasins une grande quantité de vivres et fourrages.

Après avoir pris possession de la ville, le colonel Riediger, avec ladite cavalerie, se remit sans délai à la poursuite de l'ennemi.

Dans la poursuite de Tilsit à Konigsberg et par la prise de cette ville il a perdu en tout 51 pieces de canon.

L'adj.-gén. Wassiltschikow mande, sous la date du 5 Janvier, que les troupes Autrichiennes, après avoir renforcé leurs avant-postes, se sont retirées vers Varsovie.

Le quartier-général de S. M. l'Empereur et celui du feld-maréchal sont arrivés aujourd'hui au village de Meretsch.

Nouvelles Officielles des Armées.

Le commandant en chef des armées, le maréchal prince Kutusoff de Smolensko, rapporte ce qui suit à Sa Majesté Impériale, de son quartier-général d'Orany, le 27 Décembre (9 Janvier.

Konigsberg, ancienne capitale de la Prusse, est soumise à Votre Majesté Impériale. Cette grande ville a été prise le 25 Décembre (6 Janvier) par l'avant-garde du comte Wittgenstein, sous les ordres du major-général Schepeleff. Le maréchal Macdonald occupait la ville avec un corps d'armée, composé des anciennes gardes Françaises, et de quelques troupes qui avaient échappé à la destruction générale de la grande armée de l'ennemi.

Les débris de son corps particulier, faisant partie de ce total, avaient été réduits à 2,500 hommes, après que les Prussiens s'en furent séparés; il ne lui restait en tout qu'environ 2000 hommes. A l'approche de l'avant-garde, qui marche rapidement, l'ennemi traversa Kœnigsberg sans s'arrêter, et il l'abandonna au major-général Shepeleff, qui y entra sans éprouver aucune résistance. Cette étonnante facilité à abandonner la possession de cette ville, est une suite des victoires dont les armes de Votre Majesté Impériale ont été couronnées dans le cours des deux derniers mois. Le corps de Macdonald est poursuivi par l'armée de Wittgenstein et l'amiral Tchichagoff diagonalement.

Le commandant en chef des armées maréchal prince Kutusoff de Smolensko a adressé le 13 Janvier de cette année à Sa Majesté Impériale le rapport suivant, de son quartier-général, au village de Meretsch.

Dans tous les rapports reçus de l'armée, il a été fait mention des pertes extraordinaires essuyées par l'armée française sur le territoire de la Russie, dans le cours de la présente campagne. Ces rapports ont pu paraître quelquefois exagérés ou faits avec partialité; mais pour les confirmer, je mets sous les yeux de Votre Majesté Impériale le rapport original de l'état des régiments français de la garde même, qui est tombé dernierement entre les mains du général de cavalerie Comte Wittgenstein, depuis l'expulsion des Français au-delà de nos frontieres, et par lequel il est clairement prouvé que les aveux mêmes de l'ennemi présentent sa perte sous un aspect encore plus affreux; et il offre une preuve matérielle de la destruction entiere de son armée, et de l'exactitude de tout ce qui a été publié antérieurement. *(Ces états se trouvent page 466.)*

EXTRAIT DE LA GAZETTE DE LA COUR

DU 27 FÉVRIER, 1813.

Dépêches de Lord Cathcart *à Lord* Castlereagh.

St. Pétersbourg, 16 Janvier, 1813.

Milord,

Dans une dépêche précédente, j'ai eu l'honneur de vous transmettre un journal des rapports reçus au quartier-général jusqu'au 30 du mois dernier, avec l'addition de l'importante nouvelle de la capitulation de Memel, et de la convention signée avec le corps prussien auxiliaire, qui faisait partie de l'armée de Macdonald. Les détails de cettte transaction n'ont pas encore été publiés, mais rien ne peut surpasser la joie que les Prussiens ont manifestée en se revoyant en liberté d'embrasser les Russes, et de renouveler avec eux leur ancienne amitié comme compagnons d'armes. Nous en avons les preuves les plus positives. Les conditions accordées aux Russes sont extrêmement libérales. Un corps détaché, sous les ordres du général Massenbach, y était compris, dans le cas où les ordres pourraient lui parvenir. Ces ordres arrivèrent à temps, de sorte qu'en ajoutant le corps en question, on me dit que les troupes prussiennes comprises dans la convention, montent à quinze mille hommes. Cependant Macdonald, a usé adroitement de stratagême, et pendant qu'il avait l'air de traiter, il faisait imperceptiblement défiler ses troupes sur Labiau. Il fut vivement poursuivi dans la nuit du 1er au 2 du courant, et perdit 600 prisonniers : mais comme on reçut avis qu'il y avait à Weilhau un corps français en force, il devint nécessaire de diriger l'attention de la plus grande partie des troupes de la poursuite, à l'attaque de ce poste.

L'occupation de Konigsberg par l'armée russe est détaillée dans deux courts bulletins qui ont été publiés, et que j'ai l'honneur de vous adresser.

Sa Majesté Impériale a été occupée à faire une nouvelle distribution de son armée, qui est divisée en plusieurs corps qui s'avancent en colonnes. J'apprends avec satisfaction qu'il y a un corps considérable, confié au baron de Winzingerode, et qu'il a été nommé lieutenant-général.

L'Empereur partit de Wilna dans la nuit du 7 Janvier, afin de joindre la division dans laquelle se trouvent ses gardes. Le quartier-général de l'armée était, le 10 Janvier, à Mereez : on croyait qu'il y resterait un jour ou deux.

Les Autrichiens, sous le prince de Schwartzenberg, s'étaient retirés de Bielestock, et étaient près de Varsovie, mais pas assez en force pour rendre probable qu'ils pussent tenir contre les forces supérieures qui leur étaient opposées. Zambrow est, dit-on, fortifié et garnisonné, mais je ne suppose pas qu'il y ait sur la Vistule aucune force disponible suffisante pour la défense des têtes de pont et des forteresses qui se trouvent sur la riviere, surtout lorsqu'il peut y avoir des opérations actives sur les deux bords.

L'Empereur a resté seize ou dix-sept jours à Wilna, où S. M. a rendu plusieurs réglements et décrets pour le rétablissement de l'ordre dans diverses provinces qui ont souffert, et pour empêcher les maladies qu'occasionnerait l'infection des prisonniers malades, et le nombre de cadavres et de chevaux morts dont les routes sont encore jonchées. Dans les environs de Wilna, il y a seize mille cadavres entassés en plusieurs monceaux, afin d'être brûlés, dès qu'on aura pu se procurer assez de bois pour cet effet. Mais il en reste encore un nombre prodigieux sur les routes et dans les villages qu'on n'a pas eu le temps d'enlever, et la mortalité continue d'être très-grande dans les hôpitaux. L'Empereur est allé lui-même à plusieurs reprises visiter les hôpitaux.

St. Pétersbourg, 29 Janvier, 1813.

Mylord,

J'ai l'honneur de joindre ici un journal des mouvements des divers corps de l'armée de Sa Majesté Impériale, depuis le 4 jusqu'au 20 de Janvier. Votre Seigneurie observera que par la marche rapide du corps de droite, l'ennemi a été chassé au-delà de la Vistule. Les troupes russes étaient en possession d'Elbing, Marienberg, Marienwerder et Neuenberg. Les corps d'Elbing et de Marienberg ayant été tirées de la Nogat, tâcherent de tenir à la tête de pont

de Derschag, mais furent bientôt obligées de l'abandonner, et elles se retirerent, partie sur Dantzic et le reste sur Stargard, toujours poursuivies par les Russes. Il paraît que les troupes postées à Dantzic s'étaient avancées, jusques à la Pregel, pour favoriser la retraite du maréchal Macdonald, et qu'elles ne firent aucune résistance à Elbing, ayant abandonné leur artillerie, avant d'arriver dans cette place. L'attaque sur Marienwerder paraît avoir été presque une surprise, et l'on dit que Beauharnois a manqué de peu d'être fait prisonnier. Il n'y a aucun rapport de la reddition de Pillau.

Le 13 Janvier, l'Empereur passa le Niémen près de Moreez, aux acclamations de ses braves troupes. Il a continué de marcher dans la direction de l'Ouest, avec une division de son armée, passant successivement par Berjuicki, Ktasnople, Subaki et Likue, d'où sont datées les dernieres dépêches.

Les généraux Miloradowitch et Doctoroff, avec les troupes qui ont passé la frontiere à Grodno, marchent sur sa gauche, et les colonnes du général Sacken encore un peu plus à gauche. Il y a aussi quelques corps intermédiaires pour maintenir la communication entre chacune de ces colonnes.

Les Autrichiens sont restés sur le Bog, probablement dans la vue de créer une diversion en faveur de l'armée qui se retirait sur Dantzic, aussi long-temps que leur propre ligne de retraite peut rester ouverte.

Graudentz a une garnison prussienne.

Les Russes ont été reçus également par tous les habitants des Etats Prussiens comme des amis et des libérateurs; toutes les lettres particulieres de l'armée et les rapports publics en portent le témoignage uniforme.

La retraite des Français au travers de la Prusse, a été, comme celle de Moscou, marquée par l'abandon de leurs magasins, de leurs munitions et de leurs caissons.

On nomme Berthier, Victor, Macdonald, Daru, et Beauharnois au nombre des généraux qui sont allés à Dantzic. Les forces précises qu'il peut y avoir dans cette place ne sont pas encore connues bien au juste; mais on peut aisément croire qu'elles ne montent pas à la moitié du nombre qu'il faudrait pour lui composer une garnison suffisante. On dit que le courier de Buonaparté qui a été

intercepté, portait à Berthier des ordres de compléter l'approvisionnement de Dantzic pour un long siége.

Les opérations sur la Vistule paraissent avoir été exécutées avec beaucoup d'habileté. Je joins ici une copie des remercîments qui ont été accordés dans un ordre du jour au général Platoff, et aux officiers et troupes qu'il commande. Le froid continue dans toute sa rigueur ce qui a rendu la marche des colonnes longue et pénible.

(Signé) CATHCART.

La longueur des pieces officielles suédoises et des bulletins russes que nous donnons dans ce Numéro, ne nous laisse point de place pour un Résumé Politique, ni pour des observations que nous avions préparées sur le discours d'ouverture du Corps Législatif. Nous sommes obligés de les différer jusqu'au prochain Numéro.

La fuite du Roi de Prusse en Silésie n'était, ainsi que nous l'avons annoncé, qu'une évasion. Ce prince va donner la main à l'Empereur Alexandre, et joindre au moins 40 mille hommes de bonnes troupes aux troupes victorieuses d'Alexandre.

L'Empereur d'Autriche met, à ce qu'on assure, 300 mille hommes sous les armes, *afin de conserver sa neutralité*, au milieu des nombreuses armées qui se promenent sur ses frontieres. Quand on fait un pareil armement, quelqu'un doit finir par en payer les frais. Le Tyrol, le Frioul et la Lombardie ne tarderont probablement pas à changer de maître. M. de Schwartzenberg est certainement disgracié.

Il paraît que Buonaparté aura compté sans son hôte, en espérant que des considérations de famille paralyseraient la politique de l'Autriche, et

que la sûreté de Marie-Louise arrêterait son père quand il verrait le moment de la vengeance arrivé contre son cher beau-fils. Celui-ci apprendra bientôt, à ses dépens, que les filles ne sont rien en politique*.

Suivant le rapport de voyageurs récemment arrivés de Paris, Buonaparté y est devenu l'objet du mépris universel. On s'amuse de tous côtés, pour voir les illustres fuyards qui arrivent chaque jour de la feue grande armée, à lâcher, dans les rues de la capitale, des centaines de chiens avec des grelots au col, et un écriteau à la queue, portant ces mots : *Echappé de Moscou.*

On dit que Buonaparté vient de renvoyer tous ses jardiniers, parce que, cet hiver, ils ont laissé geler ses lauriers.

C'est sur l'Elbe, et non sur l'Oder, que Buonaparté va porter ses principales forces. Il a une peur effroyable d'une descente des Suédois en Poméranie ; il a pris, en conséquence, cette position pour contenir la Suede, le Danemarc, le Holstein, le Mecklenbourg, le Hanovre et la Hesse, qui sont tout prêts à se lever et à tomber sur lui. Il s'éloigne ainsi des Russes et des Prussiens ; il s'établit dans un pays plein de ressources en chevaux, fourrages et vivres ; il maintient dans cette partie son système continental ; il appaie sa droite sur les places fortes de la Hollande ; et gâgne encore quelques semaines pour organiser ses pauvres cohortes, ses tristes conscrits et sa nouvelle cavalerie du Vaudeville et de l'Opéra, sous Lauriston.

M. le comte Auguste de la Féronnaie, un de

---

* Lorsque le mariage de Marie-Louise fut annoncé à Vienne, le vieux prince de Ligne dit, avec son cynisme ordinaire : que puisqu'il fallait ou que l'Etat, ou qu'une princesse fussent *perdus*, il aimait mieux que ce fût la Princesse qui y passât.

ces émigrés français sans peur et sans reproche, qui n'ont jamais séparé leur fortune de celle de leur prince légitime, vient de partir pour la Russie, afin d'invoquer l'appui de l'Empereur Alexandre en faveur de la maison de Bourbon. Il ne serait peut-être pas difficile de former un excellent noyau d'armée royaliste, en mettant sous les ordres d'un des princes français les jeunes gens des grandes familles, ainsi que ceux de l'excellente bourgeoisie de France, que le sort de la Grande-Armée a fait tomber au pouvoir des Russes, et qui ne demanderaient peut-être pas mieux qu'à renverser le tyran de leur pays et servir leur véritable souverain, sous les auspices de la Russie et de l'Angleterre. Ce ne serait pas une des moindres bisarreries de cette révolution que de voir l'oriflamme de France arriver d'Archangel ou d'Astrakan. Tout ce qui est bon français doit faire des vœux pour le succès de la mission du comte de la Feronnaie.

Il va paraître un roman par Louis Buonaparté, intitulé : *Les Amours de Marie.* Il en est arrivé un exemplaire en Angleterre. On dit cet ouvrage très-piquant par les anecdotes de famille qu'il contient sous des noms déguisés. Le poëme de *Charlemagne* par Lucien, s'imprime à force. On en dit beaucoup de bien, et surtout du chant où il place tous les conquérants en enfer.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St, Oxford-St.
chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLVIII.—*Le* 10 *Mars*, 1813.

FEUILLETON DE GEOFFROI.

ACADÉMIE IMPÉRIALE DE MUSIQUE.

Orphée.

C'est le plus italien des opéras que l'Allemand Gluck ait fait jouer à Paris. Philidor fut autrefois accusé d'avoir mis à contribution la romance de l'Orphée de Gluck, *Objet de mon amour, etc.*, pour composer une romance de son opéra-comique du Sorcier, *Nous étions dans cet âge encore, etc.* L'Orphée de Gluck n'étant pas alors connu à Paris, Philidor était plus à louer qu'à blâmer d'avoir embelli son ouvrage de ce butin fait sur un étranger : ce larcin était d'autant plus excusable, que le musicien français avait souvent prouvé combien il était riche de son propre fonds. Jean-Jacques Rousseau, dit-on, aimait beaucoup Orphée, et surtout le rondeau *J'ai perdu mon Euridice.* Cet opéra, après un très-grand nombre de représentations, ayant été enfin remplacé par un autre, un amateur demanda à Jean-Jacques ce qu'il pensait de l'ouvrage qui avait succédé à celui de Gluck : " Ce que j'en pense," répondit-il, " hélas ! je pense que j'ai perdu mon Euridice. Il est possible que quelque gluckiste

ait prêté à Rousseau cette jolie réponse ; je n'en garantis pas l'authenticité.

Orphée est un véritable héros d'opéra ; d'abord héros de musique, il a la réputation d'avoir adouci par ses accents mélodieux la rage des lions et des tigres. La musique aujourd'hui produit un effet tout contraire : elle fait des lions et des tigres des hommes les plus doux, quand ils sont rivaux de talent, et quand on se moque de leurs système d'harmonie. Horace pense que ces lions et ces tigres, amollis par Orphée, n'étaient que des hommes, sauvages, vivant dans les forêts, du gland qui tombait sous les chênes, et que les sons divins du chantre de la Thrace avaient engagés à se réunir dans les villes ; Orphée est appelé par Horace un artiste sacré, interprête des dieux.

Silvestres homines sacer interpresque deorum,
Cædibus et victu fœdo deterruit Orpheus,
Dictus ob hoc lenire tigres rabidosque leones.

C'est par la même allégorie que le poëte latin appelle Amphion, fondateur de la ville de Thebes : *Thebanæ conditor arcis*. On supposait que les pierres, au son de sa lyre, venaient d'elles-mêmes se placer, pour faire entendre que les hommes, à sa voix, s'étaient réunis pour bâtir et habiter la ville de Thebes. Quels titre de noblesse pour la musique ! et combien, depuis ce temps-là, les musiciens ont dérogé ! discordants dans leurs compositions, en discorde entr'eux, entêtés de je ne sais quelle harmonie, faisant beaucoup de bruit et peu d'effet, ils n'ont point fondé de villes, établi de sociétés ; mais ils ont excité des haines et des guerres civiles : ils en exciteraient encore si l'on n'avait enfin réfléchi que leur musique ne vaut pas la peine qu'on se batte pour elle. Dans l'échelle des artistes, poëtes, peintres, comédiens, musiciens, danseurs, les musiciens sont ceux dont l'amour-propre est le moins sociable, le plus rebelle à l'harmonie.

Héros de musique, Orphée est encore héros d'amour conjugal ; sa femme était fidèle, et sa vertu fut mal récompensée des dieux ; car un serpent la mordit au moment même où elle fuyait un amant riche et galant. C'était un célebre cultivateur, occupé surtout de l'éducation des abeilles ; ce qui a fait soupçonner qu'il séduisait les femmes par des louanges plus douces que le miel. Bien des femmes auraient préféré un tel amant au musicien Orphée ; mais la vertueuse Euridice périt victime de sa fidélité. Digne d'une

épouse si rare, Orphée, après sa mort, prit une étrange résolution dont aucun homme veuf ne s'était encore avisé avant lui ; et depuis il ne s'est point trouvé de mari assez honnête pour prendre ce parti après la mort de sa femme : Orphée eut le courage d'aller jusqu'aux enfers chercher sa défunte moitié, bien différent de l'impertinent époux qui fit à la sienne cette épitaphe :

Ci-gît ma femme : ah ! quelle est bien
Pour son repos et pour le mien !

Proserpine attendrie, exigea de Pluton la restitution d'Euridice, et Pluton obéit pour avoir la paix dans le ménage ; mais Euridice ne fut rendue qu'à une certaine condition : il fut enjoint à l'amoureux Orphée de ne pas tourner la tête pour regarder sa femme jusqu'à ce qu'il fût arrivé sur la terre. Orphée n'était pas de ces maris qui ne regardent pas leur femme une fois par mois ; il perdit une seconde fois la sienne pour avoir voulu la regarder trop tôt.

Virgile ne nous a point transmis la complainte qu'Orphée chanta à Pluton pour l'engager à lui rendre sa femme. Ovide, plus confiant dans son art, a fait pour Orphée un discours fort agréable, mais, selon moi, pas assez pour émouvoir le roi des morts et sa chaste épouse. Voici ce que l'auteur des Métamorphoses fait dire au musicien désolé :

« O divinité dont l'empire est établi sous la terre ! ô vous, chez qui retombe tout ce qui est né mortel ! s'il m'est permis de vous parler sans feinte, je ne suis point un voyageur attiré par le désir de voir les curiosités du Tartare ; je viens encore bien moins pour étrangler votre portier fidèle ; je respecte trop les serpents de Méduse dont son triple cou est hérissé : franchement c'est pour ma femme que j'ai fait le voyage. Vous ignorez peut-être qu'elle a été mordue par un serpent qu'elle avait foulé d'un pied indiscret ; un poison mortel a pénétré dans ses veines, et l'a fait périr à la fleur de ses ans. J'ai voulu m'endurcir contre ce malheur ; j'ai tenté, je l'avoue, ce cruel effort. L'amour a vaincu ma constance ; ce dieu est bien connu sur la terre, je ne sais s'il l'est ici ; mais j'ai droit de le soupçonner, si la renommée, qui publie un certain enlèvement, n'a pas pris plaisir à me tromper. Souverains de ces lieux, c'est aussi l'amour qui vous a unis : je vous en conjure par la terreur qui habite ce séjour, par cet immense chaos, par le profond si-

lence qui regne dans vos vastes états, couvrez d'un fil nouveau le fuseau d'Euricide qui s'est trop tôt déroulé. Tout vous appartient : après quelque séjour là-haut, un peu plus tôt, un peu plus tard, il faut bien que nous venions chez vous ; c'est le terme de notre route, c'est notre derniere demeure ; et vous pouvez vous vanter qu'il n'y a point dans la nature de regne plus long que le vôtre. Euridice viendra vous rendre hommage comme les autres, quand le cours de ses années sera rempli. Je vous demande pour toute grâce de me laisser quelque temps l'usage de celle qui est votre propriété. Si vous êtes insensibles à ma priere, eh ! bien, prenez-moi aussi avec ma femme ; je suis bien résolu de ne pas m'en retourner seul : inexorables dieux, jouissez d'une double proie ! au lieu d'une mort, vous en aurez deux."

Le texte latin serait trop long à citer ; je renvoie les curieux au dixieme livre des Métamorphoses, vers dix-sept :

Sic ait : O positi sub terrâ numina mundi.

Ma traduction est exacte et même littérale ; mais elle a une légere teinte de comique qui n'est pas dans l'original.

Doublement veuf, Orphée voulut rentrer aux enfers ; mais il n'y avait plus ni musique, ni poësie, ni éloquence qui pût lui en rouvrir le chemin : Cerbere ouvrait trois gueules pour dévorer le poëte, le musicien et l'orateur, et n'avait point d'oreilles pour l'écouter. L'époux d'Euridice resta sept jours sur la rive, rejetant les dons de Bacchus et de Cérès, se nourrissant de sa douleur et de ses larmes ; enfin, il revient sur les sommets de Rodope et d'Hémus, tout pâle et tout maigre. Cette maigreur même et cette pâleur attestaient la violence de son amour aux yeux des femmes de la Thrace qui firent éclater leur zele contre une si damnable hérésie ; mais, pour punir l'hérétique, elles n'employerent point, comme nos inquisitions modernes, le supplice du feu. Ayant un jour rencontré ce perfide ennemi, qui débitait en musique ses systêmes destructeurs du genre humain, elles furent saisies d'une sainte indignation pareille à celle qu'éprouvaient, du temps de la Ligue, des catholiques fervents, lorsqu'ils entendaient les protestants chanter les psaumes de Marot, dont les vers et la musique ne valaient pas le diable ; elles se jeterent sur le téméraire chanteur, et le mirent en pieces. Ainsi périt Orphée, pour avoir trop aimé sa femme, et pas assez les autres.

SUITE DES EXTRAITS DE LA GAZETTE DE LA GOUR DU 28 FÉVRIER.

Proclamation.

Nous, par la Grâce de Dieu, Alexandre Ier, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, etc.

Dieu et le monde entier ont vu dans quels desseins et avec quelles forces l'ennemi entra dans notre chere patrie. Rien ne put le détourner de ses intentions malveillantes et obstinées, comptant avec orgueil sur ses propres forces, et sur celles qu'il avait rassemblées contre nous de presque toutes les puissances de l'Europe. Poussé par la soif des conquêtes et par celle du sang, il se hâta de pénétrer jusqu'au cœur de notre grand empire, après s'y être préparé de longue main, et espérant nous prendre par surprise. Son projet était de nous infliger toutes les horreurs et tous les maux d'une guerre de dévastation. Ayant prévu, par des preuves antérieures de son ambition effrénée, les maux amers qu'il allait nous infliger, et le voyant déjà passer nos frontieres avec une furie que rien ne pouvait arrêter, nous avons été forcés, en invoquant l'aide de Dieu d'un cœur contrit et brisé, de tirer l'épée, et de promettre à notre empire que nous ne la remettrions pas dans le fourreau aussi long-temps qu'il resterait sur notre territoire un seul ennemi les armes à la main. Nous fixâmes fermement cette résolution au fond de nos cœurs, comptant sur la valeur du peuple que Dieu nous a confié; et nous ne nous sommes pas trompés. Quelles preuves de courage, de bravoure, de piété, de patience et d'énergie la Russie n'a-t-elle pas données! L'ennemi qui avait pénétré dans son sein, avec sa rage et sa férocité caractéristiques, n'a pas pu lui arracher un seul soupir par les blessures séveres qu'il lui a infligées. Il semblait que son énergie augmentait à mesure que son sang coulait; que l'incendie des villages enflammait son patriotisme, et que la destruction et la profanation des temples de Dieu fortifiait sa foi, et nourrissait en elle le sentiment d'une vengeance implacable. L'armée, la noblesse, la bourgeoisie, le clergé, les négociants, le peuple, en un mot tous les états, toutes les classes de l'empire, prodigues de leurs propriétés et de leur sang, ont été animées du même esprit, un esprit de courage et de piété, d'un amour également ardent pour leur Dieu et leur patrie. Cette unanimité, ce zele universel, ont produit des effets tels qu'il n'en a jamais existé de semblables dans aucun siecle. Contemplons cette force énorme, rassemblée de vingt royaumes ou nations réunies sous le même drapeau,

par un ennemi ambitieux, atroce, et enflé par le succès, qui entra dans notre pays. Un demi million de soldats, infanterie et cavalerie, suivie de quinze cent pieces de canon. Avec des forces aussi puissantes, il perce au cœur de la Russie, s'étend et commence à répandre au loin l'incendie et la dévastation. Mais six mois se sont à peine écoulés depuis qu'il a passé les frontieres, et qu'est-il devenu ? Ecoutons les paroles du Saint Psalmiste.

" J'ai vu l'impie adoré sur la terre ;
Pareil au cedre il portait dans les cieux
Son front audacieux ;
Il semblait à son gré gouverner le tonnerre,
Foulait aux pieds ses ennemis vaincus ;—
Je n'ai fait que passer ; il n'était déjà plus."

Cette sublime sentence est accomplie dans toute sa force sur notre arrogant et impie ennemi. Où sont ces armées qui ressemblaient à ces nuages noirs rassemblés par les vents ? Elles se sont dispersées et fondues comme la pluie. Une grande partie humectant la terre de son sang, couvre les champs des gouvernements de Moscou, de Kalouga, de Smolensk, de la Russie-Blanche et de la Lithuanie; une autre partie non moins considérable, a été prise dans les fréquentes batailles, avec plusieurs généraux et commandants. En un mot, après de nombreux combats sanglants, des régiments entiers implorant à la fin la magnanimité de leurs vainqueurs, ont mis bas les armes devant eux. Le reste composant un nombre également grand, poursuivi dans sa fuite précipitée par nos troupes victorieuses, atteint par le froid et par la faim, a jonché la route depuis Moscou jusqu'aux frontieres de Russie, de cadavres, de canons, de charriots de munitions et de bagages, de sorte que de toutes ces forces nagueres si nombreuses, un extrêmement petit nombre de soldats, épuisés et sans armes, peuvent avec difficulté et presque mourants, retourner dans leur pays pour y donner à leurs concitoyens l'exemple terrible des maux affreux qui atteindront les téméraires qui oseront porter leurs vues hostiles dans le cœur de la puissante Russie.

Aujourd'hui nous informons nos bien-aimés et fideles sujets avec une vive joie et un sentiment profond de reconnaissance envers Dieu, que la réalité a surpassé même nos espérances ; et que ce que nous avions annoncé au commencement de cette guerre, s'est accompli au-delà de toute mesure. Il n'y a plus un seul ennemi sur la surface de notre territoire, ou plutôt ils y restent tous ; mais dans quel état ? Morts, blessés et prisonniers. Leur orgueilleux chef lui-même a échappé avec la plus grande difficulté avec ses principaux officiers, laissant son armée dispersée, et abandonnant son canon, dont il est tombé entre nos mains plus de mille pieces, indépendamment de celles qui ont été enterrées ou jetées dans l'eau, et que l'on recouvre

tous les jours. La scène de la destruction de ses armées excede toute croyance ; on serait tenté de croire que nos yeux nous trompent. Qui a pu opérer tout ceci ? Sans vouloir rien ôter à la gloire méritée du commandant en chef de nos armées, de ce général distingué, qui a rendu à son pays des services à jamais mémorables, et sans rien soustraire du mérite des autres braves et habiles commandants qui se sont distingués par leur zele et par leur ardeur, ni de la bravoure générale des troupes, nous devons avouer que ce qu'elles ont fait surpasse le pouvoir de l'homme. Reconnaissons donc la divine Providence dans cet étonnant événement. Prosternons-nous devant son trône sacré ; et en voyant évidemment sa main qui châtie l'orgueil et l'impiété, au lieu de nous glorifier et de nous enorgueillir de nos victoires, apprenons par ce grand et terrible exemple à être les exécuteurs modestes et paisibles de sa loi et de sa volonté, et à ne pas ressembler à ces profanateurs impies des temples de Dieu, dont les cadavres sans nombre servent maintenant de pâture aux corbeaux et aux chiens. Dieu est puissant dans sa bonté comme dans sa colere. Soyons guidés par la justice de nos actions et la pureté de nos sentiments qui sont les seules voies par lesquelles on parvienne jusqu'à lui. Rendons-nous au temple de Sa Sainteté, et là, couronnés de sa main, remercions-le des avantages dont il nous a comblés, en lui adressant nos vives supplications pour qu'il étende ses faveurs sur nous et qu'il mette fin à la guerre ; nous accordant victoire sur victoire, et la paix et la tranquillité si désirées.

Donné à Wilna, le 6 Janvier, l'an de notre Seigneur 1813, et la douzieme année de notre regne.

ALEXANDRE.

LETTRE INTERCEPTÉE

DE BUONAPARTE A MARET.

Extrait d'une Gazette de Pétersbourg.

" La comparaison des dates est le plus grand ennemi que l'Empereur Napoléon ait à craindre. C'est le triomphe de la vérité sur la fausseté, et la destruction du système qui lui a servi si long-temps à désoler l'humanité. En comparant la lettre interceptée de l'Empereur Napoléon, que nous allons présenter à nos lecteurs, avec le 29e bulletin, on

verra ce qu'on doit penser des 20 mille chevaux de remonte que le général Bourcier avait déjà rassemblés le 3 Décembre, aux différents dépôts, et de cette artillerie qui, suivant le même bulletin, avait déjà réparé ses pertes. Voici la lettre :

Monsieur le Duc de Bassano,

Il vient de m'arriver tout à la fois quatre estafettes, de maniere que j'ai toutes vos lettres jusqu'au 7. J'approuve que vous fassiez venir la 34me division à Kowno. Le grand objet, c'est qu'elle soit approvisionnée. Le général Loison écrit qu'il a passé des marchés pour 600 chevaux pour son artillerie, et que le même fournisseur lui proposait de faire un marché pour dix mille de plus. Envoyez cette proposition au gén. Bourcier, afin qu'il en passe le marché, s'il le juge à propos. Dites au gén. Bourcier qu'il faut qu'il augmente, sur-le-champ son ordre de 6000 chevaux de toute espece, et de 6000 chevaux pour l'artillerie et les transports militaires. Nous éprouvons chaque jour des pertes considérables par les gelées et le froid des nuits. Je n'ai pas besoin de vous faire sentir l'importance de faire ces achats. Le général Bourcier doit aller jusqu'à 30,000, ou peut-être même au-delà de ce nombre. Il ne doit avoir d'autres bornes que ce qu'il est possible de se procurer de chevaux de bonne qualité. Des chevaux ! des chevaux, pour les cuirassiers, pour les dragons, pour la cavalerie légere, ainsi que pour l'artillerie et les équipages militaires; le besoin en est des plus urgents, puisqu'il va se mettre en marche sur Minsk 10,000 hommes de cavalerie à pié.

Il faudra que le général Bourcier les dirige sur Konigsberg et Varsovie, suivant les lieux où ils pourront trouver des fourages. Ayez soin qu'il n'y ait ni délai ni empêchement : écrivez au prince de Schwarzenberg de hâter ses mouvements, et faites-lui en bien sentir l'importance. Il m'est arrivé un aide-de-camp du duc de Belluno, qui l'avait quitté le 9. Je lui ai envoyé des ordres positifs. Je prie Dieu qu'il vous ait dans sa sainte et digne garde.

(Signé) NAPOLÉON.

Smolensk, le 11 Novembre.

SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE DE GALLES.

Nous avions évité jusqu'à ce moment, et nous désirions vivement ne jamais être dans le cas de parler d'une dissension domestique qui existe entre deux personnages du plus haut rang : mais comme cette affaire a acquis depuis quelque temps une publicité parlementaire, et que tous les papiers s'en sont emparés, nous ne pouvons pas absolument la passer sous silence. Nous en parlerons avec toute la réserve que nous imposent et notre qualité d'étrangers, et la gravité du sujet, et le haut rang des personnages dont il est question.

Il paraît que dans l'année 1806, des rapports injurieux à la réputation de S. A. R. la Princesse de Galles s'étant répandus dans le public, le Roi ordonna qu'il fût fait sur ce sujet une enquête solennelle. Le ministere était composé alors des personnes connues sous le nom des amis du Prince de Galles, M. Fox, Lord Grey, etc. Les commissaires nommés par Sa Majesté pour cette enquête, dont il a été si fort question dans le monde sous le nom de la *delicate investigation*, furent Lord Erskine, le Chancelier ; Lord Grenville, premier Lord du Trésor ; le Comte Spencer, ministre de l'intérieur ; et Lord Ellenborough, Juge du Banc du Roi.

De nombreux témoins furent entendus à cette occasion, et le résultat du rapport fait à Sa Majesté par les commissaires, fut que la Princesse de Galles était absoute de l'accusation de grossesse et d'accouchement, et que le petit enfant connu sous le nom de *Billy Fawcett*, était le fils d'une pauvre femme de Greenwich, que S. A. R. avait pris sous sa protection ; mais en même temps que le rapport la

disculpait de toute criminalité, les commissaires crurent devoir représenter à S. M. que la conduite de S. A. R. n'avait pas été tout à fait exempte de légereté et d'indiscrétion.

M. Perceval était alors le défenseur de la Princesse de Galles. Il fit imprimer l'ouvrage qui a fait et qui fait encore tant de bruit aujourd'hui parce qu'il n'est pas public, sur toute la procédure en question. M. Perceval avait cessé, à la mort de M. Pitt, d'être membre du Gouvernement, et il était alors à la tête de l'opposition.

Le ministere de Lord Grenville et de Lord Grey ayant été dissous, M. Perceval devint, sous le feu Duc de Portland, le ministre dirigeant. Il fut résolu à cette époque, que le recueil de la procédure, ainsi que la défense de la Princesse par M. Perceval, qui allait paraître, serait supprimé et ne verrait pas le jour. On acheta fort cher des exemplaires de ce volume que l'on sut exister, et l'édition entiere, ou à peu près, fut anéantie au moment de paraître.

Comme il était essentiel à l'honneur de la Princesse de Galles et aux intérêts de la Famille Royale, que l'innocence de la Princesse de Galles fût reconnue d'une maniere solennelle, le Roi lui fit, à la recommandation des ministres, une visite de cérémonie à sa résidence de Blackheath, et combla publiquement Son Altesse Royale d'attentions, d'égards et de présents. La Princesse reçut de pareilles visites des Princes ses beaux-freres, parut à la Cour et à l'Opéra à cette époque, avec une pompe extraordinaire, et reçut de la nation les témoignages de la satisfaction qu'on ressentait de la voir sortir de cette enquête, victorieuse des accusations portées contre elle par Sir John et Lady Douglas.

Sous le ministere de M. Perceval, une minute du Conseil-d'Etat non-seulement confirma l'absolu-

tion de la Princesse Royale de toute criminalité, mais ajouta même que les témoins dont les dépositions avaient entaché la conduite de Son Altesse Royale de soupçons d'indiscrétion, n'étaient pas dignes de confiance ; ce qui impliquait une disculpation à peu près complette de toute espece de reproches.

Les choses étaient dans cet état depuis six années, le Prince et la Princesse vivant séparés, d'après des arrangements convenus dès le mois d'Avril, 1796, et chacun d'eux gardant le silence le plus profond sur ce qui s'était passé. Ce silence était à peine troublé par quelques écrivains faméliques, qui de temps à autre osaient annoncer une publication prochaine du *Book* (du livre), et placardaient les rues de l'affiche de romans anecdotiques relatifs à l'*investigation royale*. Mais toutes ces affectations de connaissance des mysteres royaux tombaient sur-le-champ dans le mépris que méritaient ces auteurs, dont la plupart même écrivaient leurs anecdotes de cour au fond des prisons où ils étaient relégués pour libelles ou pour dettes.

Ce silence a été interrompu tout-à-coup, et la question délicate reportée devant le public, par une démarche inattendue de la Princesse de Galles. Le 14 Janvier, Son Altesse Royale adressa au Prince Régent son époux une lettre remplie de plaintes générales sur sa situation, et de doléances particulieres par rapport à l'éducation de la Princesse Charlotte sa fille, et surtout à ses visites à sa mere, qu'on avait donné ordre de rendre plus courtes et moins fréquentes que par le passé. Cette lettre fut envoyée deux fois à Carlton-House, et deux fois retournée sans être ouverte. La troisieme fois, cependant, elle fut reçue et décachetée, et bientôt après il en fut publié une copie authentique dans le *Morning Chronicle*, journal de l'opposition ; cette lettre parut pour la premiere fois le 10 Février, au

grand étonnement du public, et au grand regret de tous les amis de l'ordre, de la tranquillité et du bien-être du pays, ainsi que du bonheur de Son Altesse Royale le Prince Régent, et de la Famille Royale. Voici cette lettre, dont quelques papiers publics ont attribué la rédaction à un M. *Brougham*, légiste, ci-devant membre du Parlement, alors l'avocat des Américains, et maintenant le conseiller intime, dit-on, de la Princesse de Galles.

LETTRE DE LA PRINCESSE DE GALLES AU PRINCE RÉGENT.

Monsieur,

C'est avec une grande répugnance que j'ose importuner Votre Altesse Royale, et solliciter son attention sur des objets qui, au premier abord, semblent être d'une nature plutôt personnelle que publique. Si je pouvais les envisager ainsi, s'ils ne concernaient que moi, je m'abstiendrais d'un procédé qui pourrait inquiéter Votre Altesse Royale, ou interrompre les plus importantes occupations qui réclament son temps. Je continuerais, dans le silence et la retraite, de mener le genre de vie qui m'a été prescrit, et de me consoler de la perte de la société et des jouissances domestiques dont je suis privée depuis si long-temps, par la réflexion qu'il a été jugé à propos que je fusse affligée sans avoir commis aucune faute, ainsi que Votre Altesse Royale le sait.

Mais, Monsieur, il est des considérations d'une nature plus élevée que le soin de mon bonheur particulier, qui me font un devoir, tant envers moi qu'envers ma fille, de m'adresser à vous. Oserai-je dire aussi, un devoir envers mon époux et envers le peuple confié à vos soins ? Il est un terme au-delà duquel une femme innocente ne peut pas avec sûreté pousser la circonspection. Si son honneur est attaqué, la défense de sa réputation n'est plus un objet de délibération ; et il importe peu que l'attaque soit faite ouvertement, courageusement et directement, ou par des insinuations secrettes, et en tenant envers elle une conduite qui appuie tous les soupçons que la méchanceté peut suggérer. Si

tels doivent être les sentiments de toute femme en Angleterre, qui sent qu'elle ne mérite aucun reproche, Votre Altesse Royale possede un jugement trop sain et des sentiments d'honneur trop délicats, pour ne pas voir qu'ils appartiennent bien plus justement encore à la mere de votre fille, à la mere de celle qui est destinée, j'espere à une époque très-reculée, à régner sur l'Empire Britannique.

Votre Altesse Royale peut savoir que pendant la durée des restrictions mises à votre autorité royale, je me suis abstenue à dessein de faire aucunes représentations qui pussent augmenter alors les difficultés de votre haute situation. A l'expiration des restrictions, j'ai voulu encore différer cette démarche, dans l'espoir que je devrais peut-être le redressement que je désirais à votre condescendance gracieuse et non sollicitée. J'ai attendu dans cette douce espérance jusqu'à ce qu'à mon inexprimable mortification j'aie vu que ma répugnance à me plaindre n'avait produit que de nouveaux sujets de plainte; et je suis à la fin forcée ou de renoncer au soin des deux objets qui me sont les plus chers sur la terre, mon honneur et ma chere enfant, ou de me jeter aux pieds de Votre Altesse Royale, protectrice naturelle de l'un et l'autre.

J'ose, Monsieur, représenter à Votre Altesse Royale que la séparation de la mere et de la fille, qui chaque mois s'accroît successivement, est également préjudiciable à ma réputation et à son éducation. Je ne dis rien de la profonde impression qu'un si cruel arrangement fait sur moi, quoique j'espere qu'on trouvera peu de personnes disposées à y faire peu d'attention. Quand je me vois ainsi arracher une des jouissances très-peu nombreuses qui me sont laissées, la seule certainement à laquelle je mette quelque prix, la société de mon enfant, j'éprouve un tel chagrin, que je sais bien que Votre Altesse Royale ne me l'imposerait pas, si elle en connaissait l'amertume. Nos entrevues ont été graduellement diminuées. Une seule par semaine semblait être une allouance assez dure pour le cœur d'une mere. Elle a néanmoins été réduite à une visite par quinzaine, et j'apprends aujourd'hui que même cette très-rigoureuse interdiction doit être maintenue avec plus de rigueur encore.

Mais tandis que je n'ose pas importuner Votre Altesse Royale de mes sentiments maternels, il doit m'être permis de dire qu'aux yeux d'un monde observateur et jaloux, cette séparation d'une fille d'avec sa mere n'admettra qu'une seule interprétation : interprétation funeste à la réputation de la

mère. Votre Altesse Royale me pardonnera aussi d'ajouter qu'il n'y a pas moins d'inconséquence que d'injustice dans ce traitement. Celui qui ose conseiller à Votre Altesse Royale de fermer les yeux sur les preuves de mon innocence, et de n'avoir aucun égard à la sentence de complette justification qu'elle a produite, et qui est assez méchant et assez faux pour vous insinuer encore des soupçons à l'oreille, trahit son devoir envers vous, Monsieur, envers votre fille et envers votre peuple, s'il vous conseille de laisser passer un jour sans un examen ultérieur de ma conduite. Je sais qu'un tel calomniateur n'osera pas recommander une mesure qui doit promptement tourner à son entiere confusion. Permettez donc que je vous supplie de réfléchir sur la situation dans laquelle je suis : sans l'ombre d'une accusation contre moi ; sans qu'il y ait même un accusateur ; après une enquête qui a produit mon ample justification. Je suis cependant traitée comme si j'étais plus coupable encore que les parjures de mes calomniateurs subornés ne me représentent, et dénoncée à l'univers comme une mere qui ne doit pas jouir de la société de sa fille unique.

Les sensations qui sont naturelles dans la situation sans exemple où je suis, pourraient, Monsieur, me justifier dans le gracieux jugement de Votre Altesse Royale, quand même je n'aurais d'autres motifs pour m'adresser à vous que ceux qui me touchent personnellement. Mais je ne dissimulerai pas à Votre Altesse Royale ce que je ne puis pas me cacher à moi-même un seul instant, que le tort sérieux et peut-être bientôt irréparable que fait à ma fille le plan suivi à présent, a plus contribué à vaincre ma répugnance à interrompre Votre Altesse Royale, que toutes mes souffrances personnelles ne pouvaient le faire, et j'ose, à cause d'elle, détourner l'attention de Votre Altesse Royale des autres soins de votre haute dignité. Je suis certaine de ne pas la réclamer pour un objet moins important, soit pour vous, soit pour votre peuple.

Les pouvoirs dont la constitution de ces royaumes investit Votre Altesse Royale pour le gouvernement de la Famille Royale sont, je le suis, parce qu'on m'en a informé, amples et incontestables. J'en appelle, Monsieur, à votre excellente raison et à l'esprit libéral avec lequel vous exercez ces pouvoirs ; et je me plais à espérer que vos propres sentiments paternels vous porteront à excuser l'anxiété qui me presse de vous représenter les malheureuses

conséquences qui doivent résulter pour notre chere enfant du système actuel.

Est-il possible, Monsieur, que quelque personne ait essayé de persuader à Votre Altesse Royale que son caractere ne souffrira pas de la violence continuellement faite à ses plus fortes affections, du soin étudié qui est pris pour l'éloigner de ma société, et même pour interrompre toute communication entre nous? Je sais bien que son amour pour moi, avec qui, d'après les sages et gracieux arrangements faits par le Roi, son enfance et son adolescence ont été passées, ne peut jamais être étouffé, et cette connaissance est le plus grand bonheur de mon existence. Mais permettez que je conjure Votre Altesse Royale de songer qu'inévitablement toutes les tentatives faites pour affaiblir cet attachement, en nous séparant de vive force, doivent, si elles réussissent, nuire aux principes de mon enfant; doivent, si elles échouent, détruire son bonheur.

Le plan d'exclure ma fille de tout commerce avec le monde, me paraît, dans mon humble opinion, singulierement malheureux. Elle qui est destinée à être la Souveraine de ce grand pays, elle ne jouit d'aucun de ces avantages de la société, qui sont jugés nécessaires pour donner la connaissance du monde aux personnes qui ont infiniment moins besoin de recevoir cette importante leçon; et il peut arriver, par une chance qui, j'espere, est très-éloignée, qu'elle soit appelée à exercer les pouvoirs de la couronne, avec une expérience du monde plus bornée que celle de l'individu le plus privé. Je me plais à mettre beaucoup de confiance dans les talents extraordinaires dont elle est douée, et qui accompagnent un caractere aussi singulierement aimable, franc et décidé; mais au-delà d'un certain point, les qualités naturelles ne peuvent pas lutter contre les désavantages des circonstances et de la situation. Je demande instamment, tant pour elle-même que pour sa patrie, que Votre Altesse Royale veuille bien y réfléchir, avant que ce point soit atteint.

Ceux qui vous ont conseillé, Monsieur, de différer si long-temps l'époque où ma fille doit commencer à voir le monde, et à cet effet de fixer sa résidence à Windsor, paraissent n'avoir pas eu égard aux interruptions que cet arrangement apporte à son éducation; tant en raison de l'impossibilité d'y avoir des maîtres convenables, qu'en raison du temps inévitablement employé aux fréquents voyages qu'elle doit faire en ville, à moins qu'elle ne doive être

privée de toute communication même avec Votre Altesse Royale et le reste de la Famille Royale. J'attribue aux mêmes malheureux conseils une circonstance qui, de toute maniere, blesse tant mes sentiments tant maternels que religieux, savoir, que ma fille n'a pas encore reçu le bienfait de la Confirmation, quoiqu'elle ait un an au-dessus de l'âge auquel toutes les autres branches de la Famille Royale ont été admises à cette solennité. Puis-je vous conjurer instamment, Monsieur, d'exaucer mes prieres sur ce sérieux sujet, quand bien même vous accéderiez à d'autres avis sur des choses qui touchent de moins près au bien-être de notre enfant.

La peine avec laquelle j'ai pris enfin la résolution de m'adresser à Votre Altesse Royale est telle que je chercherais en vain à l'exprimer. S'il m'était possible de la décrire convenablement, vous pourriez, Monsieur, apprécier la force des motifs qui m'ont portée à m'y soumettre. Ce sont les plus forts sentiments d'affection, et les plus profondes impressions de mon devoir envers Votre Altesse Royale, envers ma chere enfant, et envers la nation pour le gouvernement de laquelle j'espere vivement qu'elle sera conservée, ainsi que pour montrer, par un nouvel exemple, l'affection libérale d'un peuple libre et généreux envers un monarque vertueux et constitutionnel.

Je suis, Monsieur, avec un profond respect, et avec un attachement que rien ne peut altérer, la très-dévouée et affectionnée épouse, cousine, et sujette de Votre Altesse Royale,

(Signée) CAROLINE-LOUISE.

Montague-House, le 14 Janvier, 1813.

Il est facile de se faire une idée de la sensation que dut produire la publicité d'une semblable lettre. On regretta que la Princesse se fût permis cette démarche dans un temps aussi gros de principes révolutionnaires que ceux où nous vivons, où la curiosité populaire aime tant à entrer dans les détails de la vie privée des Princes, et est si prompte à accuser tout ce qui est élevé en rang et en dignité. On ne fut pas moins étonné de l'indiscrétion que

commettaient les conseillers de Son Altesse Royale, en lui faisant remettre sur le tapis des discussions dont, à défaut d'autres raisons, des motifs de délicatesse naturels à toute femme, auraient dû la détourner.

En effet, les imputations auxquelles cette malheureuse lettre faisait allusion, avaient déjà été mises en avant il y avait plusieurs années. Il y avait six ans que l'enquête ordonnée avait été close. Pendant tout cet intervalle, la Princesse avait jugé à propos de garder à ce sujet le plus profond silence, quoique tout ce qui la stimulait à se plaindre dans le moment actuel, eût également existé pendant tout ce temps-là.

La seule explication raisonnable qu'on pouvait donner de cette démarche, était que la Princesse de Galles paraissait être malheureusement tombée entre les mains de certains conseillers mal avisés, qui, soit par indiscrétion ou par quelque motif pire, mais certainement pas par respect pour leur illustre cliente, ni par égard pour la Famille Royale, ni par patriotisme, cherchaient à se mettre eux-mêmes en évidence en tirant cette vieille affaire de l'obscurité dans laquelle, d'un côté la prudence, et de l'autre la magnanimité l'avaient ensevelie.

Un journal qui, depuis quelque temps, a pris sur l'opinion une très-grande influence, par la sévérité, et souvent la justesse et la profondeur de sa dialectique, le *Times*, ne tarda pas à dénoncer cette fausse démarche comme susceptible d'avoir les conséquences les plus dangereuses pour toutes les personnes qui y étaient compromises, et recommanda avec instance que l'on fit rentrer cette affaire dans l'oubli d'où on l'avait tiré avec tant d'imprudence et d'irrévérence.

Malheureusement ce même journal, tout en recommandant le silence, tout en parlant des sen-

sations pénibles que ces disputes devaient faire naître parmi la partie raisonnable de la nation, de la joie qu'elles répandaient parmi les mécontents et les malveillants, et des conséquences fâcheuses qu'elles pouvaient avoir pour la morale publique, pour le respect dû à la famille royale, et pour le bien de la nation, ce journaliste, disons-nous, entr'ouvrit la boëte de Pandore, et aiguisa au plus haut point la maligne curiosité du public, en annonçant que, depuis trois ans, il avait dans sa possesion un exemplaire authentique du rapport des quatre Commissaires chargés par Sa Majesté de faire l'enquête, mais que jusqu'à ce qu'il n'y eût plus de moyen de tenir la chose secrete, c'était là tout ce qu'il en dirait, par loyauté et par respect humain.

Cependant il ajoutait quelques lignes plus bas les phrases suivantes qui faisaient une contradiction marquante avec son assertion et sa réserve affectée: " Son Altesse Royale, (la Princesse) disait-il, parle " de l'enquête comme ayant amené sa pleine et entiere justification, et une sentence qui l'acquitte " complétement ; sur ce point nous avouerons que " le rapport, *au jugement clair et unanime des* " *Commissaires*, acquitte Son Altesse Royale de toute " criminalité actuelle ; mais nous croyons en même " temps que l'on a donné un bien mauvais conseil à " Son Altesse Royale en lui faisant demander une " nouvelle enquête; non qu'il y ait la moindre ombre " de raison d'appréhender qu'une seconde enquête " jetât sur la réputation de Son Altesse Royale une " plus grande tache que la premiere, mais parce qu'il " est d'autres circonstances subordonnées, dont tous " les principes de délicatesse féminine font une loi " de soustraire la connaissance au public, et quoique " les faits de grossesse et d'accouchement ayent été " prouvés faux, cependant nous ne croyons pas " qu'une âme sensible ne puisse pas ne point être " alarmée de voir adopter une marche qui donne- " rait nécessairement une publicité universelle aux

" dépositions de *Robert Bidgood*, de *William Coles*,
" de *Françoise Lloyd*, et de Madame *Lisle*."*

Dès qu'il y eut une demie publicité donnée ainsi à des dénonciations ou à des dépositions inculpantes, il fut impossible d'arrêter l'essor des langues et celui des plumes. Le *Times* eut beau prêcher l'oubli, et insister avec la plus vigoureuse éloquence sur la nécessité du secret, on cria, on écrivit de tous côtés pour reclamer la publicité du livre. De mauvais romanciers avaient déjà donné à leur maniere l'Esprit du Livre (*the Spirit of the Book*) ou Mémoires de la Princesse Caroline de Hapsbourg ; mais alors ce n'était plus l'esprit, c'était la lettre du fameux livre qu'on demandait.

Les bons esprits disaient alors que si l'on voulait juger les indiscrétions d'une Princesse destinée à être reine d'Angleterre, il y aurait plus que de l'indiscrétion, il y aurait de la cruauté à vouloir une seconde enquête, qui serait instituée dans la situation nouvelle dans laquelle le Prince se trouvait vis-à-vis de la Princesse son épouse, depuis qu'il était devenu Régent du Royaume-Uni. On disait hautement que l'on verrait avec dégoût une seconde procédure et que si cette procédure tendait à faire reconnaître un degré de culpabilité que la premiere avait déclaré ne pas exister, le prononcé n'obtiendrait aucune espece de créance et serait rejeté universellement. La conduite de la Princesse de Galles ayant déjà subi un ample examen, sous la direction d'un pere impartial, et lorsque les illustres litigants étaient tous les deux des sujets, une nouvelle contestation entre le Prince devenu Souverain et la

* Il paraît que les trois premiers individus sont des domestiques ou personnes attachées au service de la Princesse, mais madame Lisle étant dame d'honneur de S. A. Royale, sœur duchesse de Cholmondeley, et belle mere de M. Arbuthnot secrétaire de la trésorerie, le nom seul de cette dame suffisait pour exciter au plus haut point la curiosité de connaître sa déposition.

Princesse devenue son sujet, n'était plus une lutte à terme égal ; et l'on ajoutait qu'il n'était d'ailleurs ni juste, ni compatible avec les principes et les usages de la Constitution britannique que qui que ce fût, fût jugé deux fois pour la même offense.

Au milieu de ces réflexions, il était impossible de se dissimuler que la Princesse ou la faction qui faisait agir Son Altesse Royale, ne se contenteraient pas de cette premiere levée de bouclier, et que leur intention était d'amener aussi promptement que possible les choses à une nouvelle solution publique. Le but secret et définitif de cette démarche était, selon les apparences, d'embarrasser les ministres, dans un moment où toute leur attention devait être absorbée par la politique extérieure de l'Angleterre, suivant ainsi le vieux principe d'opposition, d'entraver le gouvernement afin de l'accuser ensuite de n'avoir pas fait ce qu'on l'a empêché de faire.

La lettre de Son Altesse Royale était évidemment écrite par un homme de loi. Elle avoit été transmise au Prince Régent par le canal de ses serviteurs publics, par premiere et par seconde. Les ministres en avaient reçu des copies avec toutes les formalités d'usage ; et lorsque la générosité du Prince et la prudence de son gouvernement se refusaient à faire revivre ces discussions on vit pendant plusieurs jours la feuille dirigeante du parti de l'opposition annoncer la lettre, préparer les esprits à la fameuse lettre, et enfin donner au public cette étonnante lettre, qui certainement ne fut à son apparition admirée de personne. Tous les paragraphes en furent refutés l'un après l'autre dans les papiers publics, d'une maniere qui ne put être qu'offensante pour l'illustre signataire. Le passage qui obtint le moins de défaveur fut celui dans lequel Son Altesse Royale se plaignait de ce qu'on abrégeait le nombre et la durée des visites de la Princesse Charlotte. Cependant le simple sens commun suffisait pour faire voir que la mere étant naturellement dans un état

d'irritation contre son auguste époux, si les lois de la nature ne permettent pas de refuser à une mere de voir sa fille, d'un autre côté, la politique indiquait qu'il était aussi dangereux pour l'état que pour le repos de la famille royale de laisser la fille, devenue grande, exposée à recevoir de l'influence maternelle des impressions défavorables à l'harmonie qui devait subsister entre elle et son pere et souverain.

Mais tandis que tout ce qu'il y avait de loyal en Angleterre était pénétré de regret de voir une personne du rang de la Princesse de Galles se mettre ainsi en avant, il était impossible de ne pas considérer avec un sentiment bien plus vif d'intérêt la situation dans laquelle le Prince Régent se trouvait comme époux, comme pere, comme prince et comme homme ; non-seulement en butte par l'éminence de son poste et l'éclat de son nom aux traits de la malignité du vulgaire et de la perversité des traîtres, mais exposé encore par la modération et la magnanimité qu'il avait déployées, à des insinuations et des imputations auxquelles aucun gentilhomme de ses états n'aurait pu se soumettre. Mais heureusement il était manifeste à tous les yeux que Son Altesse Royale n'avait aucune part à ces procédés mal séants, et que loin d'avoir cherché à mettre cette affaire sous les yeux du public, sa conduite en cette occasion ajoutait une nouvelle dignité à celle de son rang, et que la voix de la nation était à-peu-près unanime en sa faveur.

La feuille qui avait jeté dans le public ce brandon de discorde, se taisait pour le moment : elle jouit pendant quelque temps du plaisir de voir les commentaires qui se faisaient de toutes parts sur le texte qu'elle avait mis au jour. Le 21 Février, elle ajouta à ce qu'elle avait déjà publié à ce sujet, l'article suivant qui ne fit qu'ajouter à la curiosité générale.

" Nous apprenons qu'un magistrat respectable vient de recevoir de nouvelles dépositions, et le passage suivant

par lequel se termine une opinion mémorable, après que la défense de l'accusée eut été close, nous a été indiqué comme digne de l'attention la plus sérieuse, car il porte la signature de trois hommes de loi éminents, dont un entr'autres est particulierement distingué par sa sagacité et sa finesse en interrogeant des témoins.*

" *Extrait.*—Il est difficile de dire ce qui résulterait, " si l'on soumettait à un juré le corps des dépositions dans " un cas ordinaire entre des personnages qui occupent un " rang respectable dans le monde ; mais l'expérience a sou- " vent démontré que des dépositions qui, à notre avis, " n'étaient pas plus concluantes, ont été soumises par des " juges d'une haute réputation à la considération de Jurés, " qui ont agi en conséquence comme y trouvant une preuve " satisfaisante de la culpabilité qui y était imputée."

" Cette opinion est datée du 26 février 1807, après que la défense de M. Perceval, avec tous les affidavits qui y étaient attachés, eût été délivrée. Nos lecteurs doivent entendre, que cette sentence concluante ne s'applique pas du tout aux grandes charges proférées par Sir John et Lady Douglas, qui ont été totalement refutées et écartées, mais à des circonstances liées aux noms de Sir Sidney Smith, du capitaine Manby, de M. Lawrence (célebre peintre), de Lord Hood, de M. John Chester, de Sir Richard Strachan, etc.

" Nous avons appris qu'il avait été soumis une question aux juges pour avoir leur opinion. Les ministres doivent prendre aujourd'hui ou demain une détermination finale sur ce cas, car le bruit court qu'autrement un honorable membre en fera le sujet d'une discussion publique dans la Chambre des Communes."

Ces nouvelles découvertes, ces indications d'individus marquants qui se trouvaient compris dans l'affaire en question, ne faisaient, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, que jeter de l'huile sur le feu. La crise s'approchait, et chacun de ceux qui l'avaient provoquée par leurs écrits, en redoutant les conséquences, n'en cherchait pas moins à nier de l'avoir fait.

On ne tarda pas à savoir que l'honorable mem-

* On verra dans les débats qui suivent, que ces trois avocats consultants étaient M. Jekyll, M. Adam, et M. Garrow.

bre de la Chambre des Communes qui devait porter cette affaire devant la Chambre était M. Cochrane Johnstone, membre pour Grampound, ci-devant gouverneur d'une des Isles du Vent, où il avait épousé la veuve de M. de Clugny, intendant de la Guadeloupe, divorcée pendant la révolution, et remariée en troisiemes ou quatriemes nôces à un colonel Faujas de St. Fonds.

La motion devait être fondée sur les pieces de l'Enquête connue sous le nom de la *Delicate Investigation*, et poser sur le fait : " Que des informations équivalentes à des charges de haute trahison, avaient été données sous serment devant des juridictions compétentes, c'est-à-dire, devant des Juges de paix et des Conseillers privés, et que la décharge ou acquittement avait été prononcé par une juridiction incompétente, inconnue à la Constitution britannique, quelque respectable que cette juridiction pût-être en elle-même, c'est-à-dire, par un Comité de Conseillers Privés, assemblés secretement par ordre du Roi.

Dans le même temps, deux circonstances supposées liées à cette affaire, vinrent encore agiter l'attention publique.

L'une fut une motion que Sir Francis Burdett avait annoncée pour le 23, et qu'il fit effectivement ce jour-là. Cette Motion était de présenter un Bill afin de pourvoir à ce qu'il n'y eût pas d'interruption dans l'exercice de l'autorité royale, en cas de mort de Son Altesse Royale le Prince Régent, pendant la continuation de la maladie de Sa Majesté. Cette motion avait excité la plus grande anxiété et curiosité, parce qu'on supposait qu'elle pourrait comprendre la discussion d'autres matieres plus délicates. Il ne fut pourtant pas question le moins du monde de ces matieres, et la discussion fut une des plus arides que l'on eût jamais entendues sur des questions politiques et constitutionnelles. La motion fut négativée à une grande majorité, et ce fut très-

sagement fait. Elle élevait une question constitutionnelle, et appelait le Parlement à faire des lois, sans démontrer qu'il y eût pour cela une nécessité pressante. On aurait eu une répétition interminable de tous les points discutés pendant les débats qui eurent lieu lors de l'établissement de la Régence, et cela dans un moment où tous les soins et tous les travaux du Gouvernement et de la Législature doivent être dévoués à des objets bien plus immédiatement importants.

L'autre circonstance fut la réunion journaliere à cette époque des Ministres de Sa Majesté et des principaux organes de la loi, dans le bureau du ministre de l'intérieur Lord Sidmouth, pour un objet inconnu du public ; ce qui ne fit qu'augmenter l'effervescence que cette complication de mouvements ne pouvait manquer de causer.

M. Cochrane Johnstone avait annoncé sa motion pour le lundi 1er Mars, mais il la remit ensuite au Jeudi 4.

On soupçonnait dans le public que la motion de M. Cochrane Johnstone était convenue avec la Princesse de Galles et qu'elle avait son appui et son autorisation. Et tandis que les bien-intentionnés étaient alarmés des conséquences qui pourraient en résulter, les ennemis de la prospérité du trône et du bonheur du peuple se réjouissaient du mal qu'ils croyaient qu'elle devait faire.

Tâcher d'arrêter dès l'origine tout ce qui tend à troubler la tranquillité publique, est un acte sage et politique. Le Conseil Privé, animé probablement par un motif aussi louable, termina son rapport quelques jours avant celui fixé pour la motion, et l'envoya signé en due forme à Son Altesse Royale la Princesse, imaginant que son contenu satisferait sa délicatesse, et rendrait inutile l'application que l'on projetait de faire au Parlement pour une enquête publique. Voici ce rapport qui fut imprimé pour la premiere fois dans un papier du soir du Jeudi 4.

RAPPORT

A SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE RÉGENT.

Les membres suivants du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté,

savoir :

Sa Grâce l'Archevêque de Canterbury,
Le Très-Honorable le Lord Chancelier,
Sa Grâce l'Archevêque d'York,
Sa Grâce le Lord Primat d'Irlande,
Le Lord Président du Conseil,
Le Lord Garde du Sceau Privé,
Le Comte de Buckinghamshire,
Le Comte de Bathurst,
Le Comte de Liverpool,
Le Comte Mulgrave,
Le Comte Melville,
Le Vicomte Sidmouth,
Le Vicomte Castlereagh,
Le Très-Honorable le Lord Evêque de Londres,
Le Très-Honorable Lord Ellenborough, Premier Juge de la Cour du Banc du Roi,
Le Très-Honorable l'Orateur de la Chambre des Communes,
Le Très-Honorable, le Chancelier de l'Echiquier,
Le Très-Honorable le Chancelier du Duché de Lancastre,
Son Honneur le Maître des *Rolls* (Greffier en Chef, ou Garde des Archives,)
Le Très-Honorable le Grand-Juge des Plaids Communs*,

* Le Grand-Juge de la Cour des Plaids Communs n'a pas pu, pour cause d'indisposition, être présent à une seule de ces assemblées.

Le Très-Honorable le Lord Chef Baron de la Cour de l'Echiquier,

Le Très-Honorable le Juge de la Haute Cour d'Amirauté,

Le Très-Honorable le Doyen de Canterbury,

ayant été sommés par ordre de Votre Altesse Royale, le 19 Février, de se rassembler au Bureau du Vicomte Sidmouth, Secrétaire d'Etat du département de l'Intérieur, Sa Seigneurie fit aux Lords présents une communication de la teneur suivante :

" Mylords,

" J'ai ordre de Son Altesse Royale le Prince Régent, d'informer Vos Seigneuries qu'une copie d'une lettre de la Princesse de Galles au Prince Régent ayant paru dans un papier public, laquelle lettre se réfere àux procédés qui eurent lieu lors d'une enquête instituée, par ordre de Sa Majesté, dans l'année 1806, et contient entre autres choses, certaines réflexions sur la maniere dont le Prince Régent a exercé le droit incontestable qu'il a de régler la conduite et l'éducation de sa fille la Princesse Charlotte ; et Son Altesse Royale ayant pris en considération ladite lettre ainsi publiée, et ayant égard aux ordres donnés antérieurement par S. M., pour que les documents relatifs à ladite enquête fussent scellés et déposés dans le bureau du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, afin que le Gouvernement de Sa Majesté possédât les moyens d'y avoir recours s'il était nécessaire ; Il a plu à Son Altesse Royale d'ordonner que ladite Lettre de la Princesse de Galles, et la totalité desdits documents, ainsi que les copies d'autres lettres et papiers dont l'état est annexé, soient référés à Vos Seigneuries, étant membres du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, afin que vous les preniez en considération, et que vous fassiez rapport à

Son Altesse Royale de votre opinion, si, dans toutes les circonstances du cas, il est propre et convenable que les relations entre la Princesse de Galles et sa fille la Princesse Charlotte, continuent d'être soumises à des réglements et à des restrictions."

Leurs Seigneuries ajournerent leurs réunions au Mardi 23 Février, et les jours intermédiaires ayant été employés à lire les documents qui leur avaient été référés par ordre de Votre Altesse Royale, elles procéderent ce jour-là et jours suivants, à la considération ultérieure desdits documents, et elles sont tombées d'accord de faire à Votre Altesse Royale le rapport ci-après.

" Déférant aux ordres de Votre Altesse Royale, nous avons pris dans notre considération la plus sérieuse la lettre de Son Altesse Royale la Princesse de Galles à Votre Altesse Royale, laquelle a paru dans les papiers publics, et nous a été transmise par Votre Altesse Royale, dans laquelle lettre la Princesse de Galles, entr'autres choses, se plaint de ce que les communications entre Son Altesse Royale et Son Altesse Royale la Princesse Charlotte ont été soumises à certaines restrictions.

" Nous avons aussi pris dans notre considération la plus sérieuse, avec les autres papiers qui nous ont été référés par Votre Altesse Royale, tous les documents relatifs à l'enquête instituée en 1806, par ordre de Sa Majesté, sur la vérité de certaines représentations relatives à la conduite de Son Altesse Royale la Princesse de Galles, qui paraissent avoir été soumises avec instance à l'attention de Votre Altesse Royale, et avoir été transmises par Votre Altesse Royale, en conséquence de l'avis de Lord Thurlow, pour raison de devoir public, aux serviteurs confidentiels de Sa Majesté par lesquels ils furent soumis à la considération de Sa Majesté. Et ayant plu à Votre Altesse Royale

de nous commander de faire à Votre Altesse Royale le rapport de notre opinion, si, dans toutes les circonstances du cas, il est convenable et à propos que les communications entre la Princesse de Gallès et sa fille la Princesse Charlotte, continuent à être sujettes à des réglements et à des restrictions.

" Nous demandons qu'il nous soit permis de rapporter humblement à Votre Altesse Royale, qu'après un plein examen de toutes les pieces mises sous nos yeux, nous sommes d'opinion que dans toutes les circonstances du cas, il est hautement convenable et à propos, et cela pour le bien de Son Altesse Royale la Princesse Charlotte, dans lequel sont également compris le bonheur de Votre Altesse Royale dans votre caractere paternel et royal, et les intérêts les plus importants de l'état, que les communications entre Son Altesse Royale la Princesse de Galles et S. A. R. la Princesse Charlotte, continuent à être soumises à des réglements et à des restrictions.

" Nous osons croire humblement qu'il peut nous être permis, sans que nous pensions aller au-delà des bornes du devoir qui nous est imposé, d'exprimer avec respect le juste sentiment que nous avons des motifs qui ont animé Votre Altesse Royale, en différant la Confirmation de S. A. R. la Princesse Charlotte, vu qu'il paraît, par une piece écrite de la main de S. M. la Reine, que Votre Altesse Royale s'est conformée à cet égard à la volonté déclarée de Sa Majesté, à qui il a plu d'ordonner que cette cérémonie n'eût pas lieu avant que Son Altesse Royale n'eut complétté sa dix-huitieme année.

" Nous osons également croire humblement qu'il peut en outre nous être permis de remarquer quelques expressions de la lettre de Son Altesse Royale la Princesse de Galles, qui pourraient être interprêtées comme portant une accusation d'une nature trop sérieuse pour être passée sous silence. Nous voulons parler des mots *calomniateurs subornés*.

Comme cette expression pourrait, d'après la maniere dont elle est présentée, être sujette à être interprétée, tout impossible qu'il puisse être de supposer qu'on ait eu cette intention, comme se rapportant à quelques parties de la conduite de Votre Altesse Royale ; nous croyons de notre devoir et de notre obligation de ne pas négliger cette occasion de déclarer que les pieces mises sous nos yeux offrent les preuves les plus amples qu'il n'y a pas le plus léger fondement pour une semblable imputation."

(Signés)

C. Cantuar,	Sidmouth,
Eldon,	Castlereagh,
E. Ebor,	T. London,
W. Armagh,	Ellenborough,
Harrowby,	Chas. Abbott,
Westmoreland.	N. Vansistart,
Buckinghamshire,	C. Bathurst,
Bathurst,	W. Grant,
Liverpool,	A. Macdonald,
Mulgrave,	W. Scott,
Melville,	J. Nicholl.

Ce rapport déclarait, ainsi qu'on vient de le voir, que toutes les pieces produites en 1806, avaient été réexaminées, et qu'il était hautement convenable et à propos, pour le bien-être de Son Altesse Royale la Princesse Charlotte, auquel se trouvaient également attachés le bonheur de Son Altesse Royale, comme pere et souverain, et les intérêts les plus importants de l'état, que les communications de Son Altesse Royale la Princesse de Galles avec Son Altesse Royale la Princesse Charlotte, continuassent à être soumises à des réglements et à des restrictions.".

Il faisait voir en outre que le délai qui avait eu lieu pour la Confirmation de la jeune Princesse, était en vertu de la volonté de Sa Majesté, qui avait ordonné qu'elle fût différée jusqu'à ce que sa petite fille eût atteint sa dix-huitieme année, et concluait

en remarquant que si l'on avait entendu appliquer au Prince Régent les expressions de *calomniateurs subornés*, employées par Son Altesse Royale dans sa lettre, il était clairement prouvé par les pieces mises devant le Conseil, que cette intention était totalement dénuée de fondement.

D'après ce Rapport, il paraissait au premier coup d'œil que quoiqu'il ne se fût élevé depuis 1806 aucuns nouveaux motifs d'inculper la Princesse de Galles, cependant la déclaration de 1807 qui l'avait acquittée même de toute indiscrétion, était contredite par la nouvelle déclaration qu'il était expédient que les relations entre la mere et la fille restassent soumises à des restrictions.

Ce Rapport signé par tous ceux qui, en 1807, à l'exception du malheureux M. Perceval, avaient déclaré la Princesse acquittée même de toute légereté de conduite, impliquant en apparence la même charge, produisit sur Son Altesse Royale un effet différent de celui auquel il paraissait que l'on s'était attendu. Il ne recommandait pas à la vérité de nouvelles restrictions : mais la maniere dont il déclarait qu'il était nécessaire que les anciennes continuassent à être en vigueur, parut à la Princesse jeter sur son caractere des imputations qu'elle était déterminée à repousser. A cet effet, et de l'avis de ses conseillers, elle fit le Mardi 2 Mars une démarche qui ne fit qu'accroître les espérances des mécontents en ajoutant aux craintes des hommes loyaux et bien pensants. Son Altesse Royale adressa à l'Orateur de la Chambre des Communes une lettre dans laquelle, après avoir traité avec assez peu de ménagement le Conseil Privé, Son Altesse Royale implorait la candeur de la Chambre des Communes, et demandait à être jugée publiquement, afin que l'on pût décider publiquement si elle était innocente ou coupable. Voici cette lettre, suivie d'une courte analyse du débat qui s'ensuivit. Ce singulier message excita une grande sensation, mais comme les

Ministres du Prince Régent refusèrent de faire à la Chambre aucunes propositions, tous les yeux se tournerent alors vers la motion annoncée par M. Cochrane Johnstone, comme offrant le seul moyen de dissoudre le charme qui tenait depuis si long-temps cette affaire enveloppée dans une obscurité mystérieuse.

PARLEMENT BRITANNIQUE.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du Mardi, 2 Mars.

L'Orateur de la Chambre se leva et dit : qu'il jugeait de son devoir d'informer la Chambre que la veille, dans l'après-midi, il avait reçu un paquet qu'on lui avait dit être une lettre de S. A. R. la Princesse de Galles, dont il aurait été naturellement de son devoir de soumettre le contenu à la Chambre ; mais comme ce papier ne portait aucune signature, et qu'il avait été remis purement et simplement à un des concierges par une personne inconnue, il n'avait pas jugé à propos de prendre aucunes mesures à ce sujet, jusqu'à ce qu'il ne se fût assuré de l'authenticité de la piece, et cela tant par respect pour la Chambre que par respect pour l'illustre personne dont le nom était lié à cette transaction. Il espérait qu'en agissant ainsi, on ne l'accuserait pas d'avoir apporté, sans raison, aucun délai à soumettre à la considération de la Chambre un document par lequel un individu lui faisait un semblable appel. Il s'était assuré, dans la matinée, que la lettre en question était authentique. Il en avait reçu un duplicata inclus dans une autre lettre de Son Altesse Royale, et il allait maintenant, avec la permission de la Chambre, lui lire l'une et l'autre lettre.

La Chambre ayant exprimé son assentiment par le cri répété de *lisez, lisez*, l'Orateur lut la premiere lettre qui était de la teneur suivante :

" La Princesse de Galles informe Monsieur l'Orateur, que tant par son propre désir qu'en conséquence de l'avis de son Conseil, elle lui fit remettre, hier, une lettre dont elle désirait vivement que le contenu fût connu par la Chambre des Communes, et, dans cette vue Son Altesse Royale lui adresse maintenant un duplicata de cette lettre.

L'incluse était de la teneur qui suit :

" La Princesse de Galles informe Monsieur l'Orateur qu'elle a reçu de Lord Vicomte Sidmouth une copie d'un Rapport fait à Son Altesse Royale le Prince Régent, par un certain nombre de membres du Conseil Privé de S. M., auxquels il paraît que Son Altesse Royale le Prince avait été conseillé de référer certaines pieces et dépositions relatives à la réputation et à la conduite de la Princesse de Galles. Le rapport est d'une telle nature que Son Altesse Royale est persuadée que personne ne peut le lire sans le regarder comme contenant des attaques sur sa réputation, quoiqu'en termes si vagues et si incertains qu'il est impossible de connaître avec précision, ou de comprendre avec exactitude ce dont elle est accusée. La Princesse de Galles sait qu'elle est innocente, et elle considere qu'elle se doit à elle-même, aux deux maisons illustres avec lesquelles elle est liée par le sang et par le mariage, ainsi qu'au peuple du pays où elle occupe un rang aussi distingué, de ne pas acquiescer un seul instant aux réflexions que l'on a jetées sur son honneur. Il n'a pas été permis à la Princesse Royale de savoir sur quelles dépositions ce rapport a été fondé ; elle n'a également eu aucune occasion d'être entendue pour sa défense. Tout ce qu'elle a su à cet égard, elle ne l'a connu que par le bruit public, jusqu'au moment où elle a reçu le rapport. Son Altesse Royale ne sait pas à qui elle doit demander redressement ; si c'est au Conseil Privé collectivement et en corps, ou à ses membres dans leur capacité individuelle, comme personnes choisies pour cet examen. Son Altesse Royale est donc obligée d'en appeler à la sagesse et à la justice du Parlement, et de lui exprimer le désir où elle est qu'il soit fait les recherches les plus strictes sur toute sa conduite pendant tout le temps de sa résidence dans ce pays-ci. Son Altesse Royale ne craint aucun examen, quelque rigoureux qu'il puisse être. Tout ce qu'elle demande, c'est d'être jugée par des juges loyaux et impartiaux, et d'une maniere franche et publique, conformément aux lois du pays. Son Altesse Royale désire être traitée

comme innocente, ou déclarée coupable. Son Altesse Royale prie Monsieur l'Orateur de communiquer sans délai cette lettre à la Chambre des Communes.

La lecture de cette lettre fut faite au milieu du silence le plus profond. Après une pause de quelques minutes, pendant laquelle tous les membres de la Chambre se regardaient pour savoir qui prendrait la parole,

M. Whitbread se leva, et observa que la lettre qui venait d'être lue était d'une telle nature qu'elle n'avait pu manquer de faire la plus profonde impression sur tous ceux qui l'avaient entendue. Personne ne pouvait nier qu'elle ne fût de la plus haute importance, tant pour l'illustre personnage de qui elle venait, que pour la Famille Royale et pour les intérêts de la nation. En un mot, elle était d'une telle nature, qu'il était impossible de la passer sous silence. Il avait attendu quelque temps après que la lettre avait été lue, dans l'idée qu'il serait fait quelque proposition à ce sujet par un noble Lord siégeant vis-à-vis lui (Lord Castlereagh), qui était un des conseillers privés de Sa Majesté, lorsque la premiere enquête à ce sujet eut lieu, et qui était maintenant un des conseillers privés auxquels cette enquête venait d'être confiée de nouveau, et qui en conséquence devait avoir signé le rapport en question. Comme cependant le noble Lord n'avait rien fait entendre à ce sujet, il se levait pour lui demander s'il avait le projet d'appeler l'attention de la Chambre sur cette importante affaire, en faisant quelque motion particuliere à cet égard ?

Lord Castlereagh se leva, et dit qu'il était profondément pénétré de l'importance de la chose ; mais que comme un honorable membre (M. Cochrane Johnstone) avait notifié qu'il devait faire

une motion à ce sujet, le surlendemain (Jeudi 4), il ne voyait pas de nécessité pour relever cette affaire dans le moment. En même temps il croyait devoir observer que la piece que la Chambre venait d'entendre, lui imposerait vraisemblablement l'obligation de faire plusieurs observations à la Chambre le jour que la motion serait faite. Jusques-là, il croyait devoir différer de s'expliquer davantage sur ce sujet.

M. Whitbread. Comme l'honorable membre dont il vient d'être fait mention n'est point dans la Chambre, et que nous ne savons pas si la motion dont il a donné notification est d'accord avec l'illustre personne qu'elle touche de si près, il est peut-être nécessaire d'attendre jusqu'à ce qu'il paraisse à sa place pour recevoir de lui des avis sur ce point. Il peut être convenable de lui demander d'énoncer le point de vue sous lequel il a intention de présenter la question, la marche qu'il compte suivre, et par-dessus tout, si c'est avec le concours de Son Altesse Royale qu'il met cette affaire sous les yeux de la Chambre?

M. Cochrane Johnstone n'ayant point paru, la conversation en resta là. Les Ministres se retirerent pendant quelque temps, afin de consulter entr'eux sur la marche qu'ils avaient à suivre, et la Chambre passa à d'autres affaires.

Le Jeudi, 4 Mars, arriva, et au moment que la Chambre des Communes, la galerie, les tribunes, les corridors, les passages étaient inondés de spectateurs et de curieux, parmi lesquels il se trouvait un grand nombre de Pairs, tous avides de connaître les détails et le résultat d'une discussion que la lettre de la Princesse à l'Orateur de la Chambre rendait encore plus intéressante, M. *Lygon* fit la

motion d'ordre que les étrangers fussent exclus. Cette motion piqua vivement un autre membre nommé M. *Bennett*, qui fit une motion pour que la Chambre s'ajournât et que la séance fut levée; cette motion fut négativée, mais M. Cochrane Johnstone se trouvant indisposé, remit sa motion au lendemain Vendredi, en annonçant néanmoins qu'elle n'était aucunement concertée avec Son Altesse Royale, la Princesse de Galles.

Le Vendredi 5, tous les étrangers ayant été renvoyés de la Chambre, la discussion commença.

La Chambre possede le droit incontestable de rendre ses séances secretes toutes les fois qu'elle le juge convenable; mais l'usage fréquent de ce privilége ne serait pas approuvé des commettants qui sont le peuple des trois royaumes unis. Même dans certains cas, ce droit peut avoir des inconvénients. Dans celui-ci, il était naturel que M. Lygon pensât qu'il serait mal séant que des anecdotes, que des dépositions qui n'avaient déjà malheureusement que trop circulé dans le monde, fussent mises sous les yeux du public avec les commentaires et les allusions que les débats pourraient faire naître. Mais certes, après ce qui s'est passé dans cette séance, M. Lygon doit regretter d'avoir été cause que la nation n'a pas pu connaître dans tous ses détails la justification pleine et entiere de la Princesse de Galles, qui sortant de la bouche de tous ceux qui, par leur charge et leurs fonctions, avaient été à lieu de scruter toute sa conduite, devait, étant universellement connue, écarter tous les doutes qui pourraient subsister encore sur son innocence complete. Il a dû voir ensuite que le défaut de publicité dans un tel cas aurait été une injustice envers le Prince et son épouse, s'il ne s'était pas trouvé des membres qui eussent bien voulu donner à de certains journaux des notes détaillées sur les procédés de la Chambre. Sans cette faveur, quoique le résultat favorable de la discussion eût été connu, cette affaire qui, nous l'espérons, est an-

jourd'hui terminée pour toujours, au moins pour ce qui regarde les deux époux, demeurerait enveloppée du même nuage qu'auparavant, et serait soumise de même à toutes les accusations et insinuations de la méchanceté.

D'après ces débats, qui paraissent avoir été fort animés et très-éloquents, il a paru clairement et distinctement que les restrictions imposées sur les visites de la Princesse Charlotte à la Princesse sa mère ne provenaient point d'aucune criminalité ou impropriété de conduite de la part de la derniere, mais qu'elles provenaient de la nécessité d'empêcher que la Princesse Charlotte perdît trop de temps, et que ses études fussent interrompues.

Les nouvelles restrictions qui bornaient les entrevues de la mere et de la fille à une seule tous les quinze jours, au lieu de provenir du motif auquel il avait plu à la Princesse de Galles, ou à ses conseillers, de l'attribuer, étaient, à ce qu'a dit Lord Castlereagh, la conséquence de la résidence de la Princesse Charlotte à Windsor, et ne devaient être que momentanées et pendant le temps qu'elle y demeurerait. Peut-être que, si ce fait eût été expliqué à Son Altesse Royale lors de sa premiere application privée au Prince, cela eût empêché la publication de sa lettre et la discussion de ces querelles de famille, que l'on ne peut assez conjurer dans un temps comme le temps présent, où toute l'attention du gouvernement devrait se porter sur les affaires du continent, où toutes les pensées des ministres devraient avoir pour objet les moyens de profiter des derniers revers et des embarras actuels de Buonaparté pour le renverser et le détruire complétement.

Nous terminons ce résumé par le débat du Vendredi, dans lequel on verra les accusateurs de la Princesse de Galles traités par Lord Castlereagh d'êtres coupables et dégradés.

Débat dans la Séance de la Chambre des Communes, le 5 Mars, au Sujet de la Princesse de Galles, *les Etrangers ayant été exclus de la Chambre sur la Motion de M.* Lygon.

M. *Cochrane Johnstone* commença par dire qu'il devait à la Princesse de Galles de déclarer qu'il n'avait aucune autorité de la part de Son Altesse Royale pour la motion qu'il allait soumettre à la Chambre; qu'il n'avait eu à ce sujet aucune communication avec qui que ce fût, et que la chose provenait entierement de lui seul. Il n'était pas même sûr s'il trouverait dans la Chambre un membre pour seconder sa motion. Il dit qu'il avait envoyé à la Princesse de Galles, ainsi qu'aux Ministres du Roi des copies des résolutions qu'il était dans l'intention de proposer.

Il observa ensuite qu'il était suffisamment connu que le Roi donna en 1806, une Commission à quatre nobles lords, Grenville, Spencer, Erskine et Ellenborough, à l'effet d'examiner certaines allégations qui avaient été proférées contre la Princesse de Galles. Il lut alors en entier le Rapport fait par les Commissaires ci-dessus mentionnés, dans lequel ils donnent comme leur opinion la plus positive, que l'accusation mise en avant par Sir John et Lady Douglas contre la Princesse de Galles, portant qu'elle était accouchée d'un garçon en 1802, était totalement dépourvue de vérité. Le Rapport ajoutait que la naissance et la véritable mere de l'enfant qu'on disait être né de la Princesse, avaient été prouvées d'une maniere qui n'admettait pas de doute. Le Rapport se terminait par quelques objections que les Commissaires faisaient sur les *manieres* ou la *légéreté* des manieres de la Princesse, en différentes occasions.

L'honorable membre dit alors que le papier qu'il allait lire était une piece qu'il était prêt à prouver à la barre de la Chambre avoir été dictée par Lord Eldon, M. Perceval et Sir Thomas Plomer, quoique signée par la Princesse de Galles. C'était une lettre écrite, ou supposée écrite par Son Altesse Royale au Roi, le 9 Octobre 1806, comme une protestation contre le Rapport des Commissaires qu'il venait de lire. La lettre ayant été lue en entier parut être une critique très-élaborée sur la nature de la Commission qui avait examiné sa conduite. Elle y énonçait de la maniere la plus positive son innocence, et traitait les charges

de ses accusateurs, de conspiration fausse et méchante, faite *ex parte* et ne lui offrant pas de moyen d'appel.

Lecture faite de cette lettre, l'honorable membre observa qu'il partageait pleinement les sentiments qui y étaient exprimés au sujet de la Commission, et il insista sur ce que l'accusation portée devant ce tribunal contre la Princesse par Sir John et Lady Douglas, n'était pas moins qu'un crime de *trahison*; que, si les Commissaires avaient le pouvoir d'acquiter Son Altesse Royale du crime imputé, ils avaient également le pouvoir de la convaincre. Or, quel serait l'état d'un pays où une telle chose serait possible? il demandait en outre ce qu'étaient devenus Sir John et Lady Douglas? S'il était bien informé ils persistaient dans la même histoire. Si tout ce qu'ils avaient avancé et soutenaient encore était si notoirement faux, pourquoi n'étaient-ils pas poursuivis en diffamation? que dirait-on, que penserait-on, si cette enquête était ordonnée une seconde fois, et qu'on produisît le témoignage de Lady Douglas, tandis que soit par mort, ou autrement, on ne pourrait pas produire les dépositions des autres témoins? Il était donc du devoir du Parlement de pourvoir à la possibilité du cas.

Au mois de Mars 1807, il y eut un changement dans les Conseils de Sa Majesté, et M. Perceval engagea alors le Roi à rendre ses faveurs à la Princesse; elle reparut en conséquence à la cour. Depuis lors, il n'était survenu aucun changement important dans sa situation jusques dans ces derniers temps qu'elle avait reçu une lettre de Lord Liverpool, par laquelle elle était informée que ses communications accoutumées avec la Princesse Charlotte devaient être abrégées. C'est ce qui avait occasionné la lettre de Son Altesse Royale au Prince Régent, et ce qui avait fait référer la chose à certains membres du Conseil Privé.

Dans la situation où se trouvaient les choses, l'honorable membre pensait que les serviteurs confidentiels du Prince Régent devaient envoyer à la Princesse des copies de toutes les lettres et papiers concernant sa conduite depuis 1806, autant au moins qu'il en était question dans le dernier Rapport de 1813. Il fallait absolument qu'il fût fait une enquête stricte et impartiale sur sa conduite.

L'honorable membre proposa alors deux résolutions. La premiere contenant la presque totalité du Rapport des Commissaires de 1806, avec ses raisonnements sur l'illé-

galité d'une telle Commission, et se terminant en exprimant qu'il était expédient qu'il y eût une nouvelle et différente procédure ou enquête sur le même sujet. La seconde pour que l'on mît sous les yeux de la Chambre divers papiers relatifs à ce sujet depuis 1806, jusqu'au moment actuel.

Lord *Castlereagh* se leva pour s'opposer à la motion, et commença par faire des observations sur la marche singuliere adoptée par l'auteur de la motion, en demandant d'abord à la Chambre de convenir avec lui des faits énoncés dans sa premiere résolution, et en demandant ensuite dans sa seconde motion des informations sur le même sujet. Dans tous le cas, les informations devaient marcher avant les conclusions qu'on en tire. Après avoir bien écouté toutes les raisons données par l'honorable membre, Sa Seigneurie dit qu'elle ne pouvait pas concevoir que la Chambre pût jamais croire sérieusement que les papiers demandés par l'honorable membre fussent nécessaires en aucune maniere pour écarter toute appréhension relativement au successeur au trône de ces royaumes. Les Commissaires de 1806 n'avaient pas été des Commissaires pour le procès de la Princesse; mais seulement, comme membres du Conseil Privé, des Conseillers d'enquête, ainsi que ç'avait été l'usage constant à toutes les époques de l'histoire du pays. Si pourtant l'honorable membre pensait sérieusement que la Commission de 1806, était un tribunal incompétent pour examiner la conduite de la Princesse de Galles, regardait-il la Chambre des communes comme le lieu propre à faire le procès à la Princesse de Galles pour trahison, ou pour la juger sur ses manieres légeres et indiscretes? Il était assez extraordinaire que l'honorable membre appelât la Chambre des Communes à lever les doutes sur un sujet, lorsque lui-même n'en avait aucuns. Les deux savants juges qui faisaient partie de la Commission, les Lords Erskine et Ellenborough n'avaient conçu aucuns doutes. Avec leur expérience et leurs talents connus pour tous les usages légaux, ils avaient tracé la chose jusqu'à sa source. Ce n'était point un jugement seulement sur le degré de confiance que méritaient les témoins, ni sur les contradictions de la déposition de Lady Douglas; il ne s'était agi que de savoir quelle était la mere véritable de l'enfant. On avait produit Sophia Austin, et la naissance de cet enfant, ainsi que toutes les circonstances qui lui étaient

relatives avaient été prouvées à la satisfaction des Commissaires. Ce Rapport, avec toutes les pieces sur lesquelles il était fondé, avait été référé aux ministres d'alors et ils l'avaient confirmé unanimement sous serment. Ce n'était pas tout. Le même rapport, les mêmes dépositions avaient été déférés à l'administration suivante, et de la même maniere et sous serment elle avait déclaré à l'unanimité l'innocence de Son Altesse Royale. Sa Seigneurie n'entendait pas dire que s'il existait quelque doute sérieux parmi les sujets de Sa Majesté sur cette importante et délicate question, quelque déclaration du Parlement relativement à la succession ne pourrait pas devenir nécessaire; mais lorsque de semblables doutes avaient été négativés à plusieurs reprises, ne serait-ce pas donner une sorte de poids et d'autorité à la déposition de Lady Douglas? Si les affidavits de quelques personnes éhontées étaient sanctionnées de cette maniere, il n'y aurait point de fin à de pareils attentats. Heureusement, il n'y a jamais eu de cas qui ait été susceptible d'aussi peu d'hésitation. On n'a jamais entendu ici de proposition plus monstrueuse que celle de faire des lois sur des dépositions de Lady Douglas. L'honorable membre s'était plaint qu'on n'avait institué aucune procédure contre Sir John et Lady Douglas. Sa Seigneurie devait répondre à ce sujet que le premier Cabinet avait recommandé distinctement qu'il fût référé aux gens du Roi de prendre cette procédure en considération, et s'il ne fut pas institué de procédure, ce ne fut pas qu'il existât du doute dans l'esprit de ces officiers de la loi sur la punition qui retomberait sur les têtes coupables et dégradées de Sir John et de Lady Douglas; ce ne fut que parce qu'il fut jugé convenable d'éviter de mettre de pareils sujets sous les yeux du public.

Le noble lord ajouta qu'il ne se souciait pas de pousser le sujet plus loin. Il marchait sur un terrain trop délicat; il pensait que le seul effet de la motion actuelle serait de faire de la Chambre des Communes un canal pour empoisonner l'opinion publique, et satisfaire ce goût pour la calomnie qui est devenu une fureur dans le temps actuel. Quant à la derniere lettre de la Princesse de Galles, le noble lord refusait d'en parler alors, ce sujet n'étant pas alors sous les yeux de la Chambre.

L'honorable membre avait énoncé avec une emphase qu'on avait remarquée, que la déposition de Lady Douglas avait été faite par ordre de Son Altesse Royale le Prince

Régent. Le fait était que le Prince Régent avait suivi dans cette affaire l'avis de Lord Thurlow, qui fut, que cette déposition devait être mise par écrit, afin de la soumettre à la considération d'hommes de loi. Alors Son Altesse Royale sentit qu'il était de son devoir de communiquer les accusations au Roi son pere, dans les mains de qui, ainsi que dans celles des membres de son Cabinet, l'affaire a toujours resté, et non dans celles de Son Altesse Royale.

Sir *Samuel Romilly* commença par observer que l'honorable membre (M. Cochrane Johnstone) s'était permis une censure si forte contre l'administration de 1806, qu'il lui était impossible de garder le silence. Aucun homme impartial qui saurait les circonstances dans lesquelles cette enquête prit naissance et la maniere dont elle avait été conduite, ne pourrait juger qu'il fût possible d'imputer aucun blâme aux personnes qui y furent concernées. Vers la fin de 1805, il reçut les ordres du Prince de Galles de passer à Carlton-house. Il se rendit en conséquence aux ordres de Son Altesse Royale, et le Prince eut la bonté de lui dire qu'il désirait le consulter sur une affaire de la plus haute importance pour lui, pour sa famille et pour l'état; que c'était à la recommandation de Lord Thurlow qu'il l'avait envoyé chercher, et qu'il l'avait choisi parce qu'il n'avait aucune liaison avec lui, ni aucune liaison politique. Son Altesse Royale lui exposa alors les informations qu'il avait reçues sur le compte de la Princesse et lui dit qu'elles seraient couchées par écrit et soumises à son opinion. Après avoir considéré la chose avec beaucoup de soin et d'anxiété, il adressa en Décembre 1805 à Son Altesse Royale une lettre qui contenait ses sentiments sur cette affaire. Après qu'il eut donné son opinion, Son Altesse Royale employa tous les moyens possibles pour s'assurer de la confiance due aux parties dont on avait reçu la déposition. Au changement d'administration qui suivit peu après, il eut l'honneur d'être nommé Avocat-général, et au mois de Mars 1806, il reçut ordre de Sa Majesté de conférer avec Lord Thurlow sur cette importante affaire. Lord Thurlow le chargea de dire au Prince de Galles que cette information était d'une nature trop importante pour que Son Altesse Royale ne prît pas quelques mesures en conséquence. Il communiqua ceci au Prince de Galles, et peu de temps après, les faits ainsi énoncés furent soumis à quelques-uns des ministres de Sa Majesté. Il fut signé alors de la main même du Roi

une autorisation pour certains membres du Conseil Privé, à l'effet d'examiner l'ensemble du cas. Il fut tenu plusieurs assemblées, et il fut interrogé plusieurs témoins à cette occasion. Lui (Sir Samuel Romilly) était la seule personne admise, outre les quatre Commissaires, à entendre les dépositions, et c'était lui qui les écrivait. Il croyait qu'il avait été choisi pour cette fonction de préférence au Procureur-général, parce qu'on avait pensé que s'il n'était pas nécessaire d'instituer aucune procédure judiciaire ou législative sur cette affaire, il était à désirer que l'on observât le plus grand secret; et qu'il valait mieux que les faits fussent connus de cinq personnes que de six, ce qui aurait été le cas, si l'on avait appelé le Procureur-général. Il déclarait de la maniere la plus solennelle que jamais enquête n'avait été conduite avec plus d'impartialité, et que l'on n'avait jamais témoigné d'envie de remplir d'une maniere plus stricte une grande fonction publique.

Sir Samuel Romilly s'étendit au long pour prouver le droit légal du Conseil Privé d'agir comme tribunal d'investigation pour l'objet spécifié.

M. *Whitbread* se leva alors et prononça le discours suivant:

" L'honorable membre qui a proposé la motion actuelle, m'avait fait part de son intention, et même m'avait dit qu'il ne croyait pas que sa premiere résolution pût être adoptée. Je ne me leve donc pas pour l'appuyer; au contraire, je concours en grande partie à ce qu'a dit le noble Lord qui vient de parler, et je crois comme lui qu'au moins en ce moment la Chambre ne doit pas encourager une motion qui servirait de véhicule pour communiquer au public des choses qu'il est plus prudent de taire. Je dois cependant rappeler au noble Lord qu'il a dit qu'il était prêt à donner des explications, surtout par rapport à ce qui s'est passé en dernier lieu. Si la Chambre terminait cette affaire sans explications ultérieures, la Princesse de Galles serait, à mon avis, très-maltraitée. Son Altesse Royale s'est plainte à la Chambre de ce qu'on avait jeté du blâme sur elle d'une maniere vague et ambigue, et elle demande au moins des explications. Suivant un bruit public qui n'a jamais été contredit, il paraît que Son Altesse Royale adressa au Roi une lettre par laquelle elle désapprouvait et protestait contre les procédés des quatre nobles Lords qui composaient la commission de 1806. Il faut se rappeler

qu'il est connu qu'elle agissait alors en vertu des conseils de M. Perceval. On ajoute aussi que Lord Eldon, approuva cette lettre ainsi que Sir Thomas Plomer qui est aujourd'hui Procureur-Général, et qui étant ici présent, peut démentir le fait s'il n'est pas vrai. Je demanderai au noble Lord si, à la connaissance particuliere de ces trois personnes, et dans la vue de rendre l'innocence de la Princesse de Galles manifeste au monde, il ne fut pas imprimé un ouvrage destiné à être rendu public et à être répandu en Angleterre et en Europe? Lorsque le noble Lord parle de cette curiosité insatiable du public pour la médisance et la diffamation, ignore-t-il que les papiers-nouvelles ont été en dernier lieu inondés de paragraphes et d'extraits, dont la tendance est de diffamer la Princesse de Galles? L'esprit public n'est-il pas à cet égard dans un état de fermentation qu'il importe extrémement de calmer? Personne ne doute que Lady Douglas ne se soit parjurée; mais quoiqu'on n'en doute pas, cependant elle reste toujours témoin compétent; et conséquemment il faudrait mettre quelque frein à la propagation de bruits ambigus. Il paraît que Son Altesse Royale trouvant que les visites de la Princesse Charlotte et ses communications avec elle étant de jour en jour plus restreintes, adressa au Prince Régent une lettre qui fut renvoyée deux fois sans être ouverte. A la fin cependant il paraît qu'elle fut lue au Prince Régent, et la froide réponse qui y fut faite, fut que les ministres n'avaient reçu aucun ordre à ce sujet. Cette lettre finit par arriver aux papiers publics; et alors Son Altesse Royale, non comme chef de sa famille, mais comme Prince Régent, et de l'avis de ses ministres, assembla un Conseil Privé, pour consulter sur ce qu'il avait à faire; et l'avis extraordinaire de ce Conseil Privé à Son Altesse Royale fut, non pas d'examiner la conduite actuelle de la Princesse de Galles, mais de se référer aux dépositions et enquêtes de 1806 ou 1807. Y a-t-il jamais eu d'avis plus singulier et plus cruel? Les légéretés de Son Altesse royale en 1806 devaient être punies en 1813 plus séverement qu'il n'avait été jugé nécessaire dans les années précédentes, par de nouvelles restrictions!

J'en viens maintenant à l'opinion donnée en dernier lieu par les avocats du Prince Régent, et qui n'a été connue que tout récemment. Elle portait que d'après l'expérience qu'ils en avaient, des cas d'une importance beaucoup moins grande pouvaient être envoyés à un juré. Ici donc, il pa-

raîtrait qu'il y aurait quelques doutes sur la succession au Trône! Lorsque le noble Lord et ses collegues ont rédigé leur rapport, n'avaient-ils pas tout cela sous les yeux? S'il en est ainsi, que la Chambre voie ce qu'a fait ce Cabinet qui, en 1807, prononça un acquittement complet de Son Altesse Royale, et qui lui attache en 1813 des imputations aussi sérieuses? De l'avis de Lord Eldon et de M. Perceval, la Princesse de Galles menaça de publier la procèdure, et alors elle fut réadmise à la Cour. Il fallait qu'à cette époque ses conseillers fussent bien convaincus de son innocence, ou ils ne lui auraient jamais recommandé de risquer une semblable publication. En 1807, les circonstances ayant changé, il fut déclaré unanimement par le Cabinet que tous les détails de la conduite de la Princesse auxquels on pouvait attribuer un caractere ou une couleur de culpabilité, étaient ou contredits d'une maniere satisfaisante, ou posaient sur des témoignages indignes de foi. C'était-là assurément un verdict de non coupable. Il avait préalablement été conseillé au Roi de recevoir Son Altesse Royale avec des reproches sur sa conduite peu mesurée; mais ces ministres ne conseillerent alors aucun reproche et engagerent Sa Majesté à la recevoir et à la rétablir de la maniere due à son rang et à sa place dans la société. Mais aujourd'hui, mais en 1813, quelques-unes de ces mêmes personnes viennent de reprendre les anciennes dépositions de 1806, afin de diffamer S. A. R. et de la punir par des restrictions additionnelles! Doit-elle se soumettre à ces imputations? La Chambre ne doit-elle pas s'interférer? A la vérité, le noble Lord a observé que les conseillers légaux de Son Altesse Royale qui voudraient se mettre en avant pour elle, pouvaient se présenter s'ils le voulaient. Il y eut un temps où elle ne manquait pas de conseillers légaux, où M. Perceval, Lord Eldon, et autres étaient ses conseillers légaux. Mais aujourd'hui l'un d'eux est mort, et les autres sont devenus muets. Je déclarai hier au soir, que si nul autre ne le faisait, je me leverais, non comme son avocat, mais pour la cause de la justice. Dans un pays aussi renommé que celui-ci pour son humanité, la Princesse de Galles ne doit pas être la seule personne sans amis ou sans conseillers légaux. Quelle autre ressource lui reste-t-il que d'en appeler à la justice du Parlement? La lettre de Son Altesse Royale n'est rien de plus que l'appel d'une mere qui réclame la compagnie de son enfant, et si on lui a donné un caractere différent, je

ne partage point cette opinion. Quant à sa lettre au Parlement, je pense que l'orateur est très-digne d'éloges pour l'avoir mise sous les yeux de la Chambre, et je ne puis deviner pour quelle raison l'orateur de l'autre Chambre a refusé d'en faire autant. Cette lettre est la pétition d'une femme maltraitée et le premier sujet du royaume. C'est une pétition d'un genre dont nous avons déjà eu un exemple dans les temps reculés de notre histoire, lorsqu'un tyran brutal chercha à se débarrasser d'une épouse dont il était ennuyé. L'appel de Son Altesse Royale est en substance et presque dans les mêmes termes, celui de la malheureuse Anne de Boleyn: *Traitez-moi comme innocente ou prouvez-moi que je suis coupable.* L'orateur de la Chambre des Lords a renvoyé, nous dit-on, deux fois sa lettre sans l'ouvrir. Quant à vous, Monsieur l'orateur, vous avez très-judicieusement soumis à notre considération la lettre que vous aviez reçue. Supposons que vous eussiez refusé de présenter sa pétition; il aurait pu arriver, Monsieur, que nul autre ne l'eût présentée. L'honorable membre qui a fait la motion actuelle me mit une fois entre les mains une pétition qu'il me dit que cent trente cinq membres avaient refusé de présenter. La Princesse de Galles aurait pu se trouver dans la même situation.

M. Whitbread proposa alors par forme d'amendment à la motion de M. Cochrane Johnstone: qu'il fût présenté une adresse au Prince Régent, priant qu'il fut mis sous les yeux de la Chambre une copie du rapport mentionné par Son Altesse Royale la Princesse de Galles.

Lord Castlereagh se leva pour répondre à M. Whitbread. Il dit qu'il était extrêmement content de s'être abstenu de parler de la lettre de Son Altesse Royale la Princesse, jusqu'à ce qu'il n'eût entendu le discours de l'honorable membre, quoique ce fût une attaque directe, énergique et hardie, contre le Gouvernement de Sa Majesté. Il repoussa avec une grande indignation l'accusation injuste portée par l'honorable membre, qu'en 1807 M. Perceval avait engagé les membres du Cabinet du Duc de Portland, à prendre le parti de la Princesse. Le fait était que M. Perceval n'étant point en place, avait été employé professionnellement pour la Princesse; mais dès qu'il fut dans le ministere, loin de s'identifier avec le Cabinet, il refusa avec cet honneur et cette délicatesse qui étaient son apanage, de signer aucun papier et de prendre aucune part quelconque dans ce qui

fut fait à ce sujet à cette époque. L'honorable membre qui avait fait cette accusation, aurait dû savoir quand il la faisait, qu'elle était mal fondée. Quant à lui, il niait d'avoir été partie dans cette affaire avec M. Perceval. Il n'avait jamais été dans les conseils de Son Altesse Royale la Princesse; et il devait ajouter que de confondre les deux caracteres ensemble était une chose déloyale et injuste, et un manque de bonne foi de la part de l'hon. membre. Il avait outre cela supprimé un autre fait d'importance, dont les pieces auraient dû l'informer; c'est-à-dire, que le rapport des quatre Commissaires avait été soumis au Cabinet de Lord Grenville, qui avait pris une résolution dont la minute du Cabinet du Duc de Portland n'était que la confirmation. Le noble Lord n'entrerait point dans des détails que son devoir ne lui permettait pas d'expliquer mais qu'il repoussait avec confiance l'accusation d'inconséquence qu'on avait portée contre lui et ses collegues. La derniere Commission qui avait été nommée n'était point chargée d'examiner de nouveau la conduite de la Princesse, qui avait été justifiée par les ministeres antérieurs; elle était chargée de donner son avis au Prince Régent sur un point particulier sur lequel il avait plu à Son Altesse Royale de demander l'opinion de son Conseil Privé. Il avait donné son avis sur ce point, avis qu'il serait toujours prêt à défendre; mais rien ne pouvait être plus injuste que d'imputer aucune injustice à ceux qui avaient recommandé une mesure si évidemment nécessaire.

Le noble Lord dit qu'il allait maintenant considérer la lettre de Son Altesse Royale la Princesse, dont l'honorable membre avait tant fait l'éloge. Il parlerait librement de cette lettre, parce qu'il ne la regardait que comme la production de quelques conseillers indiscrets qui avaient malheureusement engagé la Princesse à y attacher son nom, et plut à Dieu pour elle qu'elle eut maintenant des conseillers semblables à ceux qu'elle avait anciennement! Il ne pouvait regarder cette lettre, prise tout ensemble avec ses exposés et ses insinuations, que comme un manifeste attaquant la conduite de Son Altesse Royale le Prince Régent par rapport à sa fille. C'était une lettre calculée de maniere à faire entrer la jeune personne dans ses querelles et à semer la division et la jalousie entre l'enfant et le pere. L'honorable membre avait dit que cette lettre renfermait un appel maternel contre des restrictions nouvelles mises à la société d'une mere avec sa fille. Ce n'était pas cela; c'était un exposé

surchargé et inflammatoire de tous les sujets de grief, (presque tous sans fondement) qu'on avait pu ramasser pour effectuer l'objet qu'avaient en vue les conseillers de Son Altesse Royale. Quant à la plainte de ce que le Prince avait refusé de lire sa lettre, ce n'était point à la Chambre à juger du mérite de la chose, après la séparation et l'arrangement qui existaient depuis si long-temps. C'était une affaire particuliere, et depuis long-temps le Prince avait résolu qu'il n'y aurait aucune correspondance, et il pouvait informer la Chambre que ce n'était pas là la premiere lettre qui avait été renvoyée. On se plaignait de ces nouvelles restrictions aux visites de la jeune Princesse, et on les présentait comme une punition infligée à la mere. Il allait dire à la Chambre ce qu'il en était, et lui faire voir qu'on n'avait jamais eu intention d'infliger de punition. Dans le fait, on n'avait point imposé de nouvelles restrictions. Lorsque la Princesse Charlotte était en ville, il lui était permis, comme ci-devant, de voir sa mere une fois par semaine. Mais lorsqu'elle alla à Windsor, le Prince Régent changea l'arrangement fait pour les visites de la fille à la mere, et les limita à une par quinze jours, au lieu d'une par semaine. Le motif de cette altération fut que l'on trouva inconvenant et nuisible aux études et à l'éducation de la jeune Princesse qu'un voyage à Londres pour voir sa mere prît trois jours sur six. Ce fut pour éviter ces fréquentes excursions à Londres, qu'il fut déterminé que Son Altesse Royale, pendant sa résidence à Windsor, ne visiterait Londres et sa mere qu'une fois tous les quinze jours; mais, autant que le noble Lord pouvait le savoir, on n'avait nullement intention de continuer ces restrictions quand la Princesse Charlotte cesserait d'habiter Windsor, et qu'elle serait établie en ville. Alors tout se passerait comme auparavant. Etait-ce là, dit Lord Castlereagh, des restrictions assez oppressives pour faire écrire une lettre aussi accusatoire? pour faire un tel appel au public contre un époux, un pere et un Souverain? Quant à la plainte contenue dans cette lettre de ce que la jeune Princesse n'avait pas encore reçu la Confirmation, plainte que l'hon. membre semblait partager avec l'auteur de cette lettre, s'il était une partie de cette lettre que lui (le noble Lord parlant) désapprouvait plus que l'autre, c'était ce paragraphe hypocrite. C'était de tous le plus répréhensible. Si la Princesse de Galles ressentait la chose aussi vivement, pourquoi n'en avait-elle

jamais fait mention au vénérable Prélat qui était chargé de surveiller l'éducation religieuse de sa fille? Au moins ses relations avec l'évêque de Salisbury n'étaient pas restreintes, et c'était à lui que Son Altesse Royale devait s'ouvrir sur ses scrupules, si effectivement elle en avait quelques-uns: mais loin de faire cette démarche, Son Altesse Royale publie une lettre dans laquelle elle accuse ouvertement son époux de négligence sur ce point particulier. Quel était pourtant le fait? C'est que la cérémonie avait été différée par un ordre exprès et par écrit du Roi, à qui il avait plu d'ordonner, mû par un sentiment religieux, de commander que sa petite-fille ne fût pas confirmée avant qu'elle n'eût atteint l'âge de 18 ans. L'évêque de Salisbury aurait pu communiquer ce fait à la Princesse, si elle avait jugé à propos de le consulter avant de se plaindre. Il était sûr que le pays jugerait que le Prince Régent avait fait son devoir, et que d'avoir consulté son Conseil sur l'éducation de son enfant, était une preuve de l'amour qu'il portait à son peuple en demandant avis à son conseil, et qu'il avait démontré combien il sentait l'importance de l'éducation de sa fille par la sollicitude qu'il avait mise à exercer la prérogative qu'il avait à cet égard et comme pere et comme souverain. Il n'était pas nécessaire d'induire qu'il y eut quelque criminalité attachée à la Princesse, le fait seul de la séparation du mari et de la femme était suffisant pour justifier les restrictions. On ne devait les regarder que comme objet reglémentaire provenant de la malheureuse circonstance de la séparation des deux époux.

Sa Seigneurie termina son éloquent discours en implorant tous les partis dans la Chambre de se réunir, et d'étouffer par leur union cette dangereuse tentative, afin d'éviter les maux dont le pays était menacé par la marche que l'on avait conseillé à la Princesse de suivre.

M. Brand dit que le discours qu'il venait d'entendre avait trompé son attente. Il était de certaines circonstances qui étaient venues à la connaissance du public qui lui faisaient penser que le pays pourrait se trouver un jour dans une situation difficile et dangereuse. Le noble Lord n'avait pas répondu d'une maniere satisfaisante, selon lui, à M. Whitbread. Il ne suffisait pas de dire que le Régent avait seul la prérogative d'élever sa fille. Il avait circulé des pieces portant formellement que la Princesse avait été accusée par

des *témoins subornés*. Permettre que la chose en restât là, c'était un déni de justice envers la Princesse.

M. Stuart Wortley dit que comme homme d'honneur et comme gentilhomme, il sentait vivement à cette occasion, mais qu'il ne pouvait néanmoins voter ni pour la motion ni pour l'amendement. . . . . Si le Prince Royal avait dit : Je suis le pere de cet enfant, et j'agirai comme tout pere a le pouvoir de faire ; je suis Prince de ces royaumes et je ferai usage de ma prérogative d'élever le successeur au trône, le pays eût été satisfait, selon moi ; car je ne pense pas que la Princesse soit assez populaire pour qu'on eût pu craindre que, si un tel conseil eût été donné au Prince, il n'eût pas été universellement approuvé. J'ai des sentiments aussi loyaux que qui que ce soit sur la monarchie, mais j'avoue que des procédés pareils à ceux-ci contribuent à la renverser . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
Je ne dis pas ceci, faute de respect pour le Prince Régent. Personne n'est plus attaché que je ne le suis à la maison de Brunswick, mais si j'avais une sœur dans la même situation, je dirais qu'elle est bien mal traitée.

M. W. Smith dit qu'il était fâché ne pas voir comment on pourrait rendre justice à la Princesse ; en conséquence, il priait l'honorable membre *(M. Whitbread)* d'expliquer les procédés ultérieurs qu'il avait en vue.

M. Whitbread dit qu'après la question que venait de lui faire son honorable ami, M. Smith, il pouvait ajouter à ce qu'il avait déjà énoncé, que son intention était, si sa motion réussissait, de la faire suivre de nouvelles motions pour demander d'autres pieces nécessaires pour mettre toute l'affaire au jour, et pour la justification ou la conviction de la personne qui avait invoqué pour derniere ressource la justice et la pitié de la Chambre. Mais le peu de moments qui s'étaient écoulés depuis qu'il avait proposé son amendement, avaient tellement altéré l'état de la chose, qu'il ne se souciait pas d'insister sur ce qu'on allât aux voix. La Princesse de Galles avait jeté le défi le plus complet, en présence des personnes qui avaient les meilleurs moyens de faire des recherches, et dont le devoir était d'examiner toutes les parties de sa conduite, et de sonder jusqu'aux derniers replis de son cœur. Maintenant elle paraissait si com-

plettement acquittée de toute imputation possible de blâme, même par les personnes dont les réflexions dans le dernier rapport étaient supposées lui en laisser quelques nuances, qu'il croyait absolument inutile de pousser l'affaire plus loin, tant l'innocence de la Princesse paraissait entiere et complette. Quant aux restrictions qu'il plairait au Prince Régent, comme pere de la Princesse Charlotte, ou de l'avis de ses ministres, de juger à propos d'imposer sur ses entrevues avec sa mere, il fallait que celle ci s'y soumît. C'était son devoir. Mais il avait la satisfaction de savoir que désormais sa réputation, de l'aveu de tout le monde, était sans imputation et sans reproche.

M. Canning dit qu'il ne pouvait donner assez d'éloges à la chaleur honnête et énergique que M. Whitbread avait montrée, que cependant il résisterait à toutes motions semblables à celle-ci. Il ne consentirait jamais à appuyer ce qui, quoique plausible dans le moment, mettrait en danger les intérêts permanents du pays. Outre cela, la nécessité d'une semblable motion était diminuée, si l'objet était de déclarer l'entier acquittement de la Princesse, puisque d'après le ton et les aveux répétés du noble Lord sur son innocence, tous procédés ultérieurs étaient inutiles. Il était prêt à affirmer et à soutenir que l'esprit et la lettre du rapport du Cabinet en 1807, portaient un acquittement complet et illimité. S'il avait été dans le Cabinet, il n'aurait pas signé le dernier rapport du Conseil. Il se serait contenté de dire que S. A. R. était le maître de sa propre famille ; que, comme pere et souverain, il avait le droit de diriger et de surveiller l'éducation de sa fille, et de déterminer qui elle verrait et qui elle ne verrait pas. Il était dur d'arrêter là les discussions, mais il valait encore mieux y mettre un terme que de les laisser à un point où il serait difficile ensuite d'arrêter leur circulation. Il désapprouvait la publication originale de la lettre du 14 Janvier. Il la regardait comme la premiere cause de tout le mal.

M. Garrow soutint que le Prince Régent s'était trouvé placé, par la publication de la lettre dans les papiers publics, dans une situation qui l'avait forcé de prendre l'avis de personnes graves et respectables sur la marche qu'il avait à suivre à ce sujet. Il nia qu'il eût pris part à la publication de l'*Extrait* ou consultation qui avait paru il y avait quelques jours. Ce qui avait eu lieu se réduisait à ceci. M. Adam, M. Jeckyll et lui avaient été mandés par

le Prince, non pour reviser les procédés du Conseil en 1806, mais pour lui donner leurs opinions sur des questions qui leur avaient été proposées. Ils s'étaient assemblés chez lui (M. Garrow), ils avaient enfermé tous les papiers sous clé, tandis que le sujet était en discussion. Ils avaient détruit toutes les copies, à l'exception d'une. Il n'avait vu, depuis, aucun des papiers, jusqu'à ce qu'on lui fit voir, l'autre jour, la consultation imprimée dans un papier-nouvelles.

M. York pria M. Cochrane Johnstone de retirer sa motion. M. Cochrane Johnstone refusa de le faire, ajoutant que ce jour était un beau jour pour lui, puisqu'il avait complétement établi l'innocence de Son Altesse Royale la Princesse de Galles.

La motion fut négativée sans aller aux voix.

Lettre du Prince à la Princesse de Galles *lors de leur Séparation.*

Au château de Windsor, le 30 Avril, 1796.

Madame,

Comme Lord Cholmondeley m'informe que vous désirez que je définisse par écrit les termes auxquels nous allons vivre, je vais tâcher de m'expliquer sur ce sujet avec autant de clarté et autant de propriété, que la nature du sujet le permet. Nos inclinations ne sont pas en notre pouvoir; aucun de nous ne peut être tenu d'être responsable à l'autre, parce que la nature a fait que nous ne nous convenons pas. Cependant il est en notre pouvoir d'établir une société tranquille et aisée; que nos relations se bornent donc à cela, et je vous crirai volontiers à la condition que vous avez demandée par le canal de Lady Cholmondeley, que même dans le cas où il arriverait quelque accident à ma fille, (ce que j'espère que Dieu dans sa bonté préviendra) je n'enfreindrai point les termes de la restriction, en proposant, en aucun temps, une liaison d'une nature plus particuliere. Je finirai maintenant cette désagréable correspondance, espérant que, comme nous nous sommes complétement expliqués l'un vis-à-vis l'autre, le reste de notre vie se passera dans une tranquillité noninterrompue.

Je suis, Madame, bien véritablement, etc.

(Signé) GEORGE P.

Réponse.

L'aveu de votre conversation avec Lord Cholmondeley ne me surprend ni ne m'offense. Il ne fait que me confirmer ce que vous m'avez donné tacitement à entendre depuis un an. Mais après cela, ce serait de ma part manque de délicatesse, ou une bassesse indigne, si je me plaignais des conditions que vous imposez vous-même.

Je n'aurais fait aucune réponse à votre lettre, si elle n'avait pas été couchée en termes qui rendraient douteux si cet arrangement procede de vous ou de moi; et vous n'ignorez pas que l'honneur en appartient à vous seul.

La lettre que vous m'annoncez comme la derniere, m'oblige de communiquer au Roi, comme mon Souverain et mon pere, et votre déclaration et ma réponse. Vous trouverez ci-incluse une copie de ma lettre au Roi. Je vous en informe, afin que je n'encourre pas le moindre reproche de duplicité de votre part. Comme je n'ai plus maintenant d'autre protecteur que Sa Majesté, je me réfere uniquement à elle sur ce sujet; et si ma conduite obtient son approbation, je serai au moins consolée à un certain point. Je conserve toute sorte de reconnaissance de la situation dans laquelle je me trouve, comme Princesse de Galles, étant en état, grâce à vous, de me livrer au libre exercice d'une vertu qui est bien chere à mon cœur : je veux dire la charité.

Il sera également de mon devoir d'agir de maniere à donner un exemple de patience et de résignation au milieu de toutes les épreuves.

Rendez-moi la justice de croire que je ne cesserai jamais de prier pour votre bonheur, et d'être votre très-dévouée,

CAROLINE.

Le 6 Mai 1796.

Résolutions proposées par M. Cochrane Johnstone.

I. Résolu, que les disputes touchant la succession au trône ont, à diverses époques de notre histoire, fait naître d'ameres animosités publiques, des contentions tumultueuses et de longues et cruelles guerres civiles, qui ont causé de grands

maux au peuple, de grands chagrins et afflictions à la Famille Royale, et dans quelques cas l'exclusion de l'héritier légitime.

Que conséquemment la loyauté et l'affection envers le Souverain, et un juste égard pour le bonheur du peuple, font à tous les sujets de ce royaume, et plus particulierement à cette Chambre, un devoir de ne rien négliger de ce qui est en leur pouvoir pour prévenir le retour de semblables calamités par la même cause.

Qu'il a été exposé à cette Chambre par un de ses membres, qui a offert de prouver le fait par témoins, à la barre de cette Chambre, que dans l'année 1806, il fut signé de la main de Sa Majesté une Commission autorisant et ordonnant au Chancelier d'alors Lord Erskine, au Comte Spencer, alors secrétaire d'état du département de l'intérieur, à Lord Grenville, alors premier Lord du Trésor, et au Lord Grand-Juge actuel Ellenborough, de faire une enquête sur la vérité de certaines déclarations écrites, communiquées à Sa Majesté par Son Altesse Royale le Prince de Galles, touchant la conduite de Son Altesse Royale la Princesse de Galles.

Que lesdits Commissaires, en vertu de cette autorisation et dudit ordre, commencerent l'examen de divers témoins, et qu'ils remirent à Sa Majesté un rapport sur ces dépositions, ainsi que leur jugement sur diverses choses alléguées contre Son Altesse Royale ; lequel rapport signé par les quatre Commissaires susdits, et daté du 14 Juillet 1806, fut accompagné de copies des déclarations, interrogatoires, dépositions et autres documents sur lesquels il était fondé.

Qu'il a été exposé à cette Chambre, de la maniere susdite, que les dites accusations par écrit contre Son Altesse Royale, assuraient expressément, " Que Son Altesse Royale avait été enceinte dans l'année 1802, à la suite d'un commerce illicite, et qu'elle était accouchée secretement dans la même année d'un enfant mâle, lequel enfant avait toujours depuis cette époque été élevé par Son Altesse Royale dans sa propre maison et sous son inspection immédiate.

Que le rapport disait en outre que les Commissaires avaient d'abord interrogé sous serment les principaux dénonciateurs, Sir John Douglas et Charlotte sa femme, qui jurerent l'un et l'autre en particulier, le premier quant au fait de la grossesse de Son Altesse Royale, et l'autre sur toutes les particularités importantes de la premiere déclaration et auxquelles il avait été référé auparavant, et que le rapport ajoutait que les interrogatoires étaient annexés audit rapport, et sont circonstanciés et positifs.

Que les Commissaires, après les dires ci-dessus, procéderent à exposer à Sa Majesté qu'ils jugeaient de leur devoir d'interroger d'autres témoins sur les faits en question, et qu'ils

énoncerent comme le résultat de cet examen ultérieur, la conviction parfaite dans laquelle ils étaient qu'il n'y avait aucun fondement quelconque pour croire que l'enfant qui était alors avec la Princesse fût l'enfant de Son Altesse Royale, ni qu'elle fût accouchée d'aucun enfant en 1802, ni qu'elle eût été grosse cette année-là ; et que les Commissaires ajoutaient, " que c'était leur jugement clair et unanime, formé d'après une pleine délibération, et qu'ils le prononçaient sans hésiter, d'après le résultat de toute l'enquête.

Que les Nobles Lords composant ladite Commission, n'avaient pas, et ne pouvaient pas, dans cette capacité, avoir aucun pouvoir légal de prononcer un jugement ou une décision sur ce cas ; que le sujet d'accusation à eux soumis comme sujet d'enquête, s'élevait à une charge de haute trahison, crime connu des lois, et conséquemment amenable seulement dans une Cour de justice connue ; que si, comme Juges de Paix, (caractere qui leur appartient comme Conseillers Privés) ils étaient compétents pour recevoir des informations et faire des interrogatoires relativement à la conduite de Son Altesse Royale, ils n'avaient ni dans cette capacité ni dans aucune autre capacité qui aurait pu leur être donnée, aucun pouvoir légal de prononcer une décharge ou une condamnation sur l'accusation qui leur avait été référée ; car les admettre compétents pour acquitter serait les admettre compétents pour avoir trouvé coupable, et ce serait admettre qu'ils étaient compétents pour envoyer Son Altesse Royale à une mort ignominieuse, en vertu d'une décision fondée sur des témoignages partiels reçus devant un tribunal secret.

Que l'ensemble du Rapport, relativement au jugement des Commissaires, (si toutefois sa composition n'est pas un acte illégal,) n'est au moins d'aucune validité légale, et aux yeux de la loi laisse la question du crime ou de l'innocence de Son Altesse Royale là où les Commissaires l'auraient d'abord trouvée ; que les dépositions et les interrogatoires sous serment (en supposant que les Commissaires les eussent reçus sous serment dans leur capacité de juges de paix), possedent un caractere légal ; mais qu'il n'a encore été pris aucune décision légale sur aucun des faits importants énoncés dans ces dépositions et interrogatoires et qu'il n'a pas encore été décidé légalement que le fait affirmé positivement sous serment, que Son Altesse Royale était accouchée d'un enfant mâle dans l'année 1802, n'est pas vrai.

Que dans toute réclamation à la succession au trône qui pourrait par la suite être élevée par quelque personnage y aspirant et qui joindrait à son ambition un grand pouvoir, la déposition circonstanciée et positive de Sir John Douglas et de Charlotte sa femme, si elle était redemandée, constituerait en-

core tout son caractere légal et tout son poids, tandis qu'il pourrait arriver que les témoignages de l'autre côté pourraient manquer soit par mort soit par d'autres causes; et qu'il ne peut pas y avoir de doute que si l'on faisait paraître par la suite que les faits jurés par les dits Douglas sont vrais, et que si l'identité de l'enfant mâle ainsi né était prouvée, il serait l'héritier légal du trône, nonobstant toutes assertions, ou toutes preuves, relatives au commerce illicite allégué de Son Altesse Royale la Princesse de Galles.

Qu'en conséquence l'honneur de Son Altesse Royale la Princesse de Galles, le droit sacré de la Princesse Charlotte de Galles, la sûreté du trône et la tranquillité du pays, se réunissent pour faire une loi impérieuse à cette Chambre d'instituer dès-à-présent, tandis que les témoins des deux côtés sont encore vivants, et tandis qu'il est encore possible d'établir clairement les accusations, ou de prouver clairement qu'elles sont fausses, une investigation ample et impartiale de toutes les allégations, faits et circonstances appartenant à cet important sujet d'enquête.

II. Résolu qu'il sera présenté à Son Altesse Royale le Prince Régent une humble adresse à l'effet de réquérir qu'il plaise à Son Altesse Royale d'ordonner qu'il soit mis sous les yeux de la Chambre copie du rapport fait à Sa Majesté le 14 de Juillet 1806 par le Chancelier d'alors Lord Erskine, le Comte Spencer, Lord Grenville et le Lord Grand Juge, Ellenborough, touchant la conduite de Son Altesse Royale la Princesse de Galles, ainsi que des copies des pieces suivantes annexées au dit rapport:

Le dire de Son Altesse Royale le Duc de Kent, en date du 25 Décembre 1805.

Deux déclarations écrites, ou interrogatoires de Sarah Lampert; une datée de Cheltenham, le 8 Janvier, 1806, et l'autre le 29 Mars 1806.

Une de M. Lampert, boulanger, à Cheltenham, de la même date que la derniere.

Quatre de William Cole, datées les 11, 14 et 30 Janvier, et 27 Février 1806.

Une de Robert Bidgood, datée du Temple, le 4 Avril 1806.

Une de Sarah Bidgood, datée du Temple le 23 Avril 1806.

Une de Frances Lloyd, datée du Temple, le 12 Mai 1806.

L'ordre du Roi pour établir la commission, daté du 29 Mai 1806.

Déposition de Lady Douglas, datée le 1er Juin 1806.

Déposition de Sir John Douglas, datée le 1er Juin 1806.

Déposition de Robert Bidgood, datée le 6 Juin 1806.

Déposition de William Cole, datée le 6 Juin 1806.
Déposition de Frances Lloyd, datée le 7 Juin 1806.
Déposition de Marie Wilson, datée le 7 Juin 1806.
Déposition de Samuel Roberts, datée le 7 Juin 1806.
Déposition de Thomas Hikeman, datée le 7 Juin 1806.
Déposition de J. Picard, datée le 7 Juin 1806
Déposition de Sophie Austin, datée le 7 Juin 1806.
Lettre de Lord Spencer à Lord Gwydir du 20 Juin 1806.
Lettre de Lord Gwydir à Lord Spencer du 20 Juin 1806.
Lettre de Lady Willoughby à Lord Spencer du 21 Juin 1806.
Extraits du Régistre de l'hôpital de Brownlow-Street, datés du 23 Juin 1806.
Déposition d'Elisabeth Gosden, datée du 23 Juin 1806.
Déposition de Betty Towuley, datée du 25 Juin 1806.
Déposition de Thomas Edmondes, datée du 25 Juin 1806.
Déposition de Samuel G. Mills, datée du 25 Juin 1806.
Déposition de Hamit Fitzgerald, datée du 27 Juin 1806.
Lettre de Lord Spencer à Lord Gwydir, datée du 1er Juillet 1806.
Billet à Lady Willoughby et réponse, datés du 3 Juillet 1806.
Autre déposition de Robert Bidgood, datée du 3 Juillet 1806.
Déposition de Sir Francis Milman, datée du 3 Juillet 1806.
Déposition de Mad. Lisle, datée du 3 Juillet 1806.
Lettre de Sir Francis Milman, au Lord Chancelier, datée du 4 Juillet 1806.
Déposition de Lord Cholmondeley, datée du 6 Juillet 1806.

Explications ultérieures sur le Débat du 6 Mars, données par les Journaux Ministériels.

Tandis que la plupart des journaux exprimaient la joie et la satisfaction inexprimable que la nation ressentait de voir triompher de nouveau l'innocence de la Princesse de Galles, il paraissait pourtant nécessaire de justifier le Rapport du Conseil Privé sur l'expédience de la continuation des restrictions

aux visites de la fille à la mere, et les ministres pour la contradiction apparente qui se trouvait entre leur déclaration de 1807 et celle de 1813. Nous tirons d'un long article du *Courier* les passages suivants :

"Nous apprenons que, lors de la motion de M. Cochrane Johnstone, M. Whitbread a cherché à faire entendre que plusieurs des Ministres actuels ayant déclaré en 1807, que la Princesse de Galles était innocente, non-seulement de toute accusation criminelle, mais même de toute inconvenance de conduite, ils se sont retournés tout d'un coup, et sont devenus ses plus séveres accusateurs pour cette même impropriété de conduite dont ils l'avaient autrefois déclarée innocente.

Cette matiere à besoin d'être placée sous son véritable jour. Le Cabinet de Lord Grenville, après avoir pris en considération le rapport des Commissaires chargés d'examiner la conduite de Son Altesse Royale, ainsi que la défense de la Princesse contre ce Rapport, soumit au Roi son opinion que les accusations de grossesse et d'accouchement portées contre Son Altesse Royale, étaient suffisamment réfutées et falsifiées ; il déclara ensuite qu'il ne jugeait pas nécessaire de prier Sa Majesté de refuser plus longtemps de recevoir la Princesse dans sa présence royale ; mais en même temps il énonça que le résultat du tout rendait, à son avis, indispensable que Sa Majesté fit connaître *par une sérieuse admonition* à Son Altesse Royale que Sa Majesté s'attendait que la Princesse serait plus circonspecte à l'avenir dans sa conduite. Il fut en conséquence donné une admonition en termes très-forts, dans un message de Sa Majesté à Son Altesse Royale, qui fut délivré par le Chancelier.

En conséquence d'un rapport fait par les Conseillers de la Princesse sur d'autres points des dépositions qui n'avaient pas de rapport à grossesse et à accouchement seulement, il en fut référé au Cabinet de Lord Grenville; mais ce Cabinet étant sur le point de quitter ses fonctions, laissa l'affaire à ses successeurs.

A l'accession au Gouvernement du Cabinet du Duc de Portland, le sujet lui fut référé. M. Perceval crut, par honneur et par délicatesse, ne jamais devoir être présent aux discussions Le 21 Avril 1807, le reste du Cabinet

exposa au Roi que " non-seulement les accusations de gros-
" sesse et d'accouchement étaient suffisamment improuvées,
" mais que toutes les autres particularités portées en accu-
" sation contre la Princesse, auxquelles on peut attribuer
" un caractere de criminalité, étaient suffisamment contre-
" dites, ou posaient sur des témoignages indignes de foi."

Et il ajoutait encore : " Qu'il était essentiellement né-
" cessaire, tant pour rendre justice à Son Altesse Royale
" que pour l'honneur et l'intérêt de l'illustre famille de Sa
" Majesté, que Son Altesse Royale fût admise dans le plus
" court délai possible, dans la présence royale de Sa Ma-
" jesté, et reçue d'une maniere due à son rang, et à sa
" place dans les Cours et la famille de Sa Majesté."

Dans cette minute, le Cabinet garde un silence absolu sur les matieres d'impropriété de conduite, que l'on suppose portées en témoignage contre Son Altesse Royale, dans l'opinion, sans doute, que l'admonition sérieuse, récommandée et *donnée* par le Cabinet de Lord Grenville, était suffisante, et avait terminé cette partie de l'affaire.

Ainsi le Cabinet du Duc de Portland, concevant que la conduite du Cabinet qui l'avait précédé, avait été très-convenable et très-juste en recommandant et faisant donner une admonition très-sévere à la Princesse, la confirma tacitement, ou au moins ne témoigna jamais qu'il eût une opinion différente.

Il n'y a donc aucune inconséquence, ni aucune contradiction dans la conduite de ceux des Ministres actuels qui faisaient alors partie du Cabinet du Duc de Portland. Certainement ils acquitterent *entierement* la Princesse de Galles de toute criminalité, ainsi que leurs prédécesseurs l'avaient fait *partiellement*. Certainement ils recommanderent comme affaire de justice au mois d'Avril 1807, que la Princesse reparût dans la présence du Roi, dans le plus court délai possible, de la même maniere que leurs prédécesseurs l'avaient fait au mois de Janvier de la même année. Quant à l'impropriété de la conduite de la Princesse, ils ne soumirent rien ; ils trouverent Son Altesse Royale sous le coup d'une très-sévere admonition qui avait été recommandée par un Cabinet entier et qui avait été délivrée dans un message solennel de son pere et souverain par le Chancelier d'Angleterre. Ils crurent devoir s'abstenir d'aggraver cette sentence par une approbation directe, ce qui aurait été l'infliger une seconde fois avec une double sévérité gratuite, la censure ayant déjà été donnée et reçue.

Il n'y a rien à ajouter à cet exposé, si ce n'est que quoique le Roi eût reçu la Princesse à la Cour et en public, elle ne fut jamais reçue dans le cercle de sa famille à Windsor! Son Altesse Royale ne fut admise à Windsor que deux fois après l'arrivée de la Duchesse de Brunswick sa mere, et en compagnie avec elle.

Si donc ces ministres qui ne dirent rien sur l'admonition donnée à la Princesse en 1807, ont regardé le dernier appel qu'elle a fait au public comme une nouvelle impropriété, quoique peut-être pas de la même classe que la premiere, et ne méritant pas une nouvelle admonition, nous ne pouvons pas les accuser avec M. Whitbread de contradiction.

Message ou Admonition du Roi d'Angleterre à Son Altesse Royale la Princesse de Galles.

(Ce message ou admonition fut recommandé le 25 Janvier au Roi par les ministres suivants :

Le Lord Chancelier Erskine,
Le Lord Président du Conseil,
Le Garde du Sceau Privé,
Le Comte Spencer,
Le Comte Moira,
Lord Henry Petty,
Lord Vicomte Howick,
Lord Grenville,
Lord Ellenborough,
M. Windham,
M. T. Grenville.)

Le Roi ayant référé à ses serviteurs confidentiels les procédures et les papiers relatifs aux déclarations par écrit qui avaient été soumises à Sa Majesté, par rapport à la conduite de la Princesse de Galles, a été informé par eux, qu'après avoir pris dans la plus sérieuse considération les interrogatoires faits à ce sujet, et les observations et affidavits présentés par les Jurisconsultes de la Princesse, ils donnent leur assentiment aux opinions soumises à Sa Majesté dans le Rapport original des quatre Lords par lesquels Sa Majesté a ordonné que la matiere fût examinée en premiere

instance ; et que dans l'état actuel de l'affaire, après un examen mûr et délibéré de ce très-important sujet, dans toutes ses parties et sous toutes ses faces, ils sont d'opinion que les faits de ce cas ne les autorisent pas à conseiller qu'il soit pris aucunes mesures ultérieures dans cette affaire par le gouvernement de Sa Majesté, ni qu'il soit institué aucune autre procédure sur cette affaire, excepté celle-seulement que les Jurisconsultes de la couronne pourront juger convenable de recommander pour la poursuite de Lady Douglas sur les parties de sa déposition qui peuvent leur en paraître susceptibles.

Dans cette situation, Sa Majesté est avisée qu'il ne lui est pas plus long-temps nécessaire de décliner de recevoir la Princesse dans sa présence royale.

Le Roi voit avec une grande satisfaction l'accord de ses serviteurs confidentiels dans l'opinion exprimée par les quatre Lords de la Loi sur la fausseté des accusations de grossesse et d'accouchement portées contre la Princesse par Lady Douglas. Quant aux autres matieres mises en avant dans le cours de l'enquête, le Roi est avisé qu'aucun des faits allégués dans les interrogatoires préliminaires, suivis dans l'absence des parties intéressées, ne doivent être considérés comme établis d'une maniere légale et concluante. Mais dans ces interrogatoires, et même dans la réponse rédigée au nom de la Princesse par ses conseillers légaux, il a paru des circonstances dans la conduite de la Princesse, que Sa Majesté n'a pu regarder qu'avec un chagrin sérieux. Le haut rang que la Princesse occupe dans ce pays, et la position dans laquelle elle est par rapport à Sa Majesté et à la Famille Royale, doivent toujours étroitement lier les intérêts de l'Etat et les sentiments personnels de Sa Majesté à la propriété et à la régularité de sa conduite ; et en conséquence Sa Majesté ne peut s'empêcher d'exprimer, dans la conclusion de l'affaire, le désir qu'elle éprouve et

l'attente où elle est que la Princesse observera par la suite une conduite telle qu'elle puisse justifier pleinement les marques d'estime paternelle que Sa Majesté désire toujours de donner à tous les membres de la Famille Royale.

Sa Majesté a ordonné que ce message fût transmis à la Princesse de Galles par le Lord Chancelier, et que des copies des procédures qui ont eu lieu à ce sujet fussent communiquées à son fils bien-aimé le Prince de Galles."

Nous nous arrêterons ici, quoique cette affaire soit encore la cause de plusieurs nouvelles démarches et publications qui ont lieu à chaque moment. Nous nous en occuperons dans le Numéro prochain, et nous ferons tous nos efforts pour apporter à la suite de notre narration la même impartialité que nous croyons avoir mise dans ce premier résumé d'une affaire aussi éminemment délicate.

SUR LES CIRCONSTANCES ACTUELLES.

No. VIII.

On devait attendre, en Europe, avec impatience, le discours par lequel Buonaparté fait chaque année l'ouverture de son corps législatif. Le ton qu'il prendrait après des revers plus humiliants pour son cœur que tous les incidents qui ont établi sa puissance et sa renommée n'ont dû lui être flatteurs, était destiné à développer sous un point de vue nouveau un caractere dont la perversité a encore le pouvoir d'étonner, lorsque tant de circonstances en ont déjà dévoilé la noirceur. Il avait à rendre compte d'une année de défaites, terminée par l'annihilation presque totale de la formidable armée sur laquelle reposaient toutes ses espérances de conquête, et à peu près tous ses moyens de domination. Son discours devait être en quelque sorte le commentaire de ce 29e bulletin publié lors de son retour dans Paris consterné, et qui, comme ces éclairs qui indiquent les ravages de la tempête, avait répandu de funestes lumieres sur une campagne qui surpasse en désastres toutes celles dont, depuis la défaite de Xercès, l'histoire nous a transmis les détails.

S'il avait eu quelque confiance dans la nation française, s'il n'avait pas été convaincu qu'elle déteste autant le principe de la guerre qu'elle en déplore les affreux résultats, il n'aurait pas craint de montrer l'étendue de ses pertes ; mais bien persuadé que malgré le silence qu'il impose à ses esclaves, il aurait risqué d'élever contre lui mille voix accusatrices, s'il eût paru les encourager par ses propres

aveux. Il s'est imposé, en parlant de ses revers, une réserve qui prouve à la fois ses embarras, ses terreurs et la connaissance qu'il a de l'horreur générale qu'il inspire.

Nous ne savons pas si, lorsqu'il s'est rendu au Corps Législatif, la foule était aussi considérable sur son passage, qu'elle l'eût été si on l'avait mené pendre ; mais nous sommes persuadés que les témoins de sa marche triomphale, faisaient d'étranges réflexions en comparant Buonaparté arrivant à Paris comme un transfuge, et se glissant dans les Tuileries comme un voleur, à Napoléon se rendant quelques jours après au palais de son corps législatif, accompagné de la fille des Czars, et ce qu'il appelle les grands officiers de sa couronne.

Buonaparté lui-même, malgré toute son effronterie, a dû éprouver quelqu'embarras, en se trouvant au milieu de cette foule dont il devinait sans doute les pensées, et qui, le voyaient couvert de toutes les hontes de ceux qui, jusqu'à présent, lui ont rendu l'obéissance moins dure et l'esclavage moins humiliant. Il avait dit, en revenant de Tilsit, que s'il eût été vaincu dans la campagne qu'il venait de terminer, il aurait fait dans Paris une entrée triomphale ! A-t-il prétendu réaliser cette fanfaronade, en se rendant près de son corps législatif avec toute la splendeur d'un souverain et toute l'arrogance d'un despote ? Nous doutons cependant qu'il eût osé courir les risques d'une marche triomphale, lorsqu'après avoir lâchement quitté son armée dans la compagnie du plus vil des scélérats et du plus odieux des meurtriers, il arrivait à Paris, peu rassuré sur la soumission de cette capitale et sur la fidélité ou le courage de ceux qui avaient gouverné pendant son absence.

Il est vrai que lorsqu'il parlait avec tant de présomption, il venait de faire sinon la plus brillante, du moins la plus heureuse des campagnes, et que

dans l'ivresse que lui causaient des succès auxquels sa fourberie avait plus contribué que sa vaillance, il ne pouvait guères prévoir qu'un jour ce même prince dont il avait surpris la bonne foi et trompé la loyauté, le chasserait ignominieusement de ses états, et ne lui laisserait pour compagnon de sa fuite qu'un scélérat couvert du sang le plus noble et le plus pur, et pour témoins de sa défaite, ou plutôt pour historiens de ses revers dus entierement à la plus aveugle opiniâtreté et à la plus coupable ignorance, quelques centaines de généraux et quelques milliers de soldats épuisés de misere, de lassitude, et presque tous portant des traces de leurs disgrâces et de leurs souffrances.

Aussi le premier soin de ce misérable jongleur a été de chercher à détourner les effets du mécontentement public, en paraissant faire quelques sacrifices à l'opinion, et en allant au pied d'un pontife qu'il tient prisonnier, reconnaître que sa femme actuelle n'a été jusqu'à présent que sa concubine, et qu'il sent la justice de l'excommunication fulminée contre lui. Cette démarche avilissante est le premier gage qu'il a voulu donner de son retour à des sentiments plus modérés ; elle est aussi le premier et le plus remarquable des pas rétrogrades que la force des choses l'a obligé de faire depuis l'immense désastre qu'il a éprouvé. Quelques moyens qu'il ait employés pour diminuer l'importance de sa visite au Pape, pour y donner l'air d'une simple rencontre, d'un accident, on ne peut s'empêcher d'y voir un hommage rendu par nécessité, par frayeur, par calcul, si l'on veut, à un vieillard, objet, depuis plusieurs années, de sa haine et de ses persécutions ; enfin un aveu public et solennel qu'aussi long-temps que la fortune l'a favorisé, il a foulé aux pieds les principes de cette religion qu'il a prétendu rétablir, et les droits de celui qui en est le chef visible ; mais qu'aujourd'hui, humilié

par la défaite, effrayé des périls de sa position, il se soumet aux doctrines qu'il voulait détruire et au pouvoir qu'il avait enchaîné et méconnu. Tel est, sans contredit, le point de vue sous lequel il faut envisager sa prétendue réconciliation avec le Pape. Les suites immédiates peuvent en être plus ou moins utiles à ses vues, elles peuvent attaquer plus ou moins la pureté du dogme, mais elle repose sur des concessions qui ébranlent essentiellement la puissance de l'usurpateur, en lui ôtant ce caractere de sévérité inflexible qui jamais ne cédait aux événements, qui ne redoutait point les effets de sa violence, et qui bravait audacieusement les lois divines et humaines.

Un autre soin qui a occupé Buonaparté, et qui lui a sans doute été suggéré par des hommes qui sentent combien sont fragiles les appuis de sa dynastie et les bases de son échafaudage politique, a été d'assurer au bâtard qu'il appelle le Roi de Rome, la succession au trône, et la régence à la Princesse qu'il reconnaît pour son épouse. Mais nous le demandons, ces nouveaux serments qu'il exige, ces pompes nouvelles dont il entoure le berceau de son odieux rejeton, rendront-ils les peuples plus fideles, plus heureux, plus satisfaits, et donneront-ils à cette volonté, qui n'a de force que par les moyens terribles qui la secondent, une puissance capable de lui survivre? Non, si Buonaparté n'est pas frappé prématurément par le courroux des peuples, si sa fin ne doit pas être marquée par une punition épouvantable, si, ce que nous ne croyons pas, il est destiné à s'endormir paisiblement du sommeil de la mort sous le dais du trône, rien de ce qu'il aura voulu ne sera exécuté, rien de ce qu'il aura établi ne sera conservé, s'il blesse les opinions du peuple ou les droits de la famille dont il a usurpé le trône. Sa dynastie sera ensevelie avec lui dans le même tombeau; avec lui s'écroulera l'édifice pour lequel il a

sacrifié tant d'hommes et de trésors. Rien ne prouve mieux ce que nous venons d'avancer, que la facilité avec laquelle la dernière conspiration organisée pendant son absence aurait réussi, si ceux qui en étaient les chefs, ayant plus d'audace et de prévoyance, avaient frappé, tout en éclatant, les agents directs de Buonaparté, et rempli les autres de terreur.

Si l'on se rappelle en effet que trois généraux disgraciés, l'un échappé d'une maison d'arrêt, et les deux autres assujétis, depuis plusieurs années, à la surveillance de la police, que quelques militaires obscurs étaient parvenus, en supposant un sénatus-consulte, à se faire obéir du principal administrateur de la capitale, et à conduire en prison le confident, le Séide, le chef de la police de Buonaparté, on concevra que ce gouvernement est sans bases, et qu'il tient non-seulement à l'existence, mais même à la présence de celui dont l'activité, la violence et la férocité peuvent seuls lui donner cette impulsion fougueuse qui prévient toutes les résistances, et ces allures redoutables qui épouvantent la multitude, et l'empêchent de se grouper autour de quelques chefs.

Les Français ont dû faire des réflexions sérieuses sur la manière dont Buonaparté a parlé de ses revers en Espagne, et de l'entière destruction de son armée en Russie. Ce langage a dû leur faire juger en même temps et le caractère et la position de leur tyran ; son caractère, en leur montrant la profonde sensibilité qu'il oppose aux désastres causés par ses folles entreprises, et au deuil de toutes les familles, et sa position en leur prouvant qu'il n'espère échapper à ses périls et à leur vengeance, qu'en ayant recours aux plus impudents mensonges. Il sait bien qu'il ne peut les tromper entièrement ; mais sa situation est tellement désespérée, que tout ce qui peut contribuer à retarder de quelques jours l'explosion du mécontentement public, à montrer les désastres de la France sous le point de vue le

moins désespérant, lui semble aussi précieux qu'au criminel qui vient d'être condamné, le répit qui suspend l'exécution de sa sentence. " Je suis entré," dit-il, " moi-même en Russie." Sans doute qu'il se représente ainsi comme entrant *seul* en Russie, afin d'expliquer pourquoi il en est sorti *seul*. Nous ne nous arrêterons pas à ce qu'il dit de ses victoires qui, si réellement il les a remportées, ne font que rendre ses défaites subséquentes plus glorieuses pour les Russes, et sa fuite personnelle plus honteuse pour lui; nous ferons seulement remarquer avec quelle barbare indifférence, avec quelle légereté il parle du sort épouvantable auquel son aveugle opiniâtreté a dévoué les armées de la France. " J'ai fait de grandes pertes," dit-il; " elles auraient brisé mon cœur, si, dans ces grandes circonstances, j'avais dû être accessible à d'autres sentiments qu'à l'intérêt, à la gloire et à l'avenir de mes peuples." Cette phrase peint le monstre tout entier; il semble le voir au milieu de cette mer de sang et de larmes, au milieu des cris des mourants, au milieu des imprécations des soldats mourants de faim, de froid et de misere, des blessés se dévorant entr'eux, ou se disputant les lambeaux des cadavres qui les entourent, marquant tranquillement le moment de sa fuite et le point par où il l'exécutera, calculant ce qu'il doit y sacrifier d'hommes, et dévouant à une mort certaine pour sa propre sûreté, les braves qui peut-être l'accuseraient ou refuseraient de le servir s'il était moins exposé, mais qui trouvent dans ses malheurs et dans ses périls des motifs pour lui rester fideles. Eh! à quels sentiments était-il donc accessible, lorsque trouvant à chaque pas non le genre de résistance qu'une armée oppose à une autre armée, mais les efforts désespérés d'une nation qui combat pour son souverain, sa religion et ses foyers, *pro Rege, Aris et Focis*, il s'obstinait à avancer dans un pays soulevé contre lui; lorsque du haut du Kremlin,

voyant des armées qui se recrutaient de toutes les forces et de toutes les ressources de l'enthousiasme national, il fermait les yeux sur les périls de la sienne, et s'obstinait à attendre de la terreur ou de la corruption qu'il croyait avoir répandues dans les conseils de la Russie, une soumission qu'il n'avait pu commander par ses immenses préparatifs ni par ses gigantesques efforts ? Était-ce l'intérêt, la gloire, l'avenir de ses peuples qu'il avait en vue, lorsqu'il commença cette guerre impie contre un souverain qui ne le provoquait pas, et qui voulait être en paix avec lui ? L'intérêt de ce qu'il appelle ses peuples est-il dans ces guerres entreprises pour mettre dans ses mains le monopole du continent et les sceptres de tous les souverains légitimes ? Quelle gloire ont-ils acquise dans ces conflits interminables qui les ont rendus odieux aux autres nations, qui ont fait d'eux l'effroi de l'Europe, dans ces triomphes qui n'ont servi qu'à augmenter sa puissance et leurs miseres ? Et leur avenir ! quel avenir, grands dieux, il leur a préparé ! Voyez-les, après tant de sacrifices, de souffrances, après la plus horrible catastrophe qui ait jamais affligé aucun peuple ramenés aux premiers jours de leur révolution, accablés de réquisitions, d'impôts, et obligés de s'armer pour la défense de leur territoire, après s'être promenés en vainqueurs à travers le continent. Et s'il triomphe des périls accumulés par sa frénétique ambition, si lui et les instruments de son ambition ne succombent pas sous les haines accumulées par des attentats inouïs contre la liberté des nations, l'honneur, la dignité et l'indépendance des souverains, quel avenir la France peut-elle espérer de sa domination? Qui peut calculer dans quels égarements peuvent l'entraîner le chagrin et la honte de la défaite, le regret de se voir déchu du rang auquel il aspirait, et menacé par les puissances qu'il avait vaincues ou humiliées, enfin la crainte de subir le sort réservé à

tons les tyrans qui n'ont plus le succès pour excuse ou palliatif de leur despotisme? On n'a encore vu Buonaparté que dans une rapide série de triomphes, et par conséquent dans des situations qui n'ont pas encore développé toutes les noirceurs de son âme. Si, comblé des faveurs de la fortune, il a cependant été un tyran atroce, sombre, atrabilaire; si, lorsqu'il semblait conduit irrésistiblement par sa destinée au plus haut degré de puissance et de splendeur où jamais mortel soit parvenu, il a cru cependant avoir besoin de recourir aux plus odieux artifices, aux plus noires trahisons, aux meurtres les plus révoltants, encore plus pour satisfaire son instinct malfaisant que pour arriver au terme de ses vœux; nous le demandons, si, lorsque rien ne le menaçait, et lorsqu'au contraire sa prospérité semblait défier l'inconstance du sort, il a dévoilé les profondeurs d'un caractere qui réunit tous les vices, toute la cruauté des tyrans divers qui, avant lui, ont torturé ou châtié les nations, sous quel point de vue plus formidable ne se présentera-t-il pas, lorsqu'il aura à lutter à la fois contre le désespoir de la nation à laquelle il arrache ses derniers rejetons et ses dernieres ressources, et contre les forces réunies de souverains qui ne voient plus de sûreté pour eux et pour leurs sujets que dans sa chûte? Cette perspective est effrayante, sans doute; il est affreux de penser que si, comme tout l'indique, ce monstre est près d'expier tous ses forfaits et de voir se décomposer son odieuse puissance, ses dernieres convulsions seront presqu'aussi funestes à l'humanité que ses sanglants triomphes; mais si ce n'est que par cette douloureuse transition que l'ordre peut être rétabli et sa tyranie décomposée, si ce n'est que par cette dreniere et terrible explosion de toutes les passions frénétiques qui fermentent dans son sein qu'il peut attirer sur lui l'horrible châtiment auquel nous le croyons réservé, ne voyons plus dans les désas-

tres qui doivent signaler la dissolution de son existence et de son pouvoir, que la fin de la révolution qui depuis si long-temps tourmente la France et épouvante l'univers.

Une chûte commune, avons-nous dit, lorsque le pouvoir de Buonaparté a commencé à décliner, une fin sans catastrophe ne sont pas réservés à ce monstre qui, depuis tant d'années, pese sur le genre humain du poids de toute son ambition et de tous ses crimes. Cette âme éminemment atroce, ce cœur essentiellement haineux et sanguinaire, ne doit pas s'éteindre sans crises et sans souffrances. Celui qui n'eût jamais une volonté qui n'ait produit un attentat, qui n'a jamais connu un projet qui ne fût dirigé contre ses semblables, ne doit pas s'endormir paisiblement du sommeil de la mort au milieu des pompes de la souveraineté: il faut qu'il voie s'exhaler contre lui le courroux de ses victimes et leurs malédictions, qu'il éprouve toutes les miseres, toutes les humiliations qui accompagnent la fin des hommes qui, après être sortis des rangs les plus obscurs de la société, pour exercer un pouvoir, n'ont montré, lorsqu'ils y sont parvenus, que des inclinations malfaisantes, que des vices révoltants. Non, ce ne serait pas assez pour la justice de la Providence, ni pour la satisfaction de l'humanité, qu'un si détestable tyran tombât sous le poignard, ou qu'il périt dans les batailles, il faut que ses derniers moments épouvantent ceux qui seraient tentés de l'imiter, et qu'ils soient pour le continent le signal certain que le fléau qui le ravageait a disparu, et pour la France, la preuve qu'elle n'est plus sous l'influence de la colere céleste.

L'indignation publique invoqua aussi contre Robespierre long-temps, avant qu'il ne tombât, le désespoir ou l'audace de ses victimes, on s'étonna aussi que parmi tant d'individus frappés par lui dans leurs affections les plus cheres, ou menacés par ses fureurs, aucun n'attentât contre sa vie.....Sa

chûte a résolu le problême de sa longue impunité et de leur inaction. Sa tête fut préservée pendant quelque temps, parce qu'elle était dévouée à une vengeance terrible, inévitable, et dont les détails font frissoner.

Ce qui prouve la justice du ciel, c'est que le coup qui mutila ce tyran avant sa mort, lui laissa encore assez de vie pour qu'il épuise, pendant le plus horrible des agonies, toutes les souffrances du corps et de l'esprit; pour qu'il vit la joie qu'inspirait son supplice, qu'il entendit les imprécations qui le demanderent, enfin, pour qu'au moment où il allait subir le dernier châtiment, il offrit aux yeux de l'immense multitude qui saluait de ses acclamations la punition du tyran et la fin de la tyrannie, le plus hideux et le plus dégoûtant spectacle. Les mêmes présages annoncent la chûte de Buonaparté, et tout nous porte à croire qu'elle sera accompagnée d'épisodes encore plus redoutables pour ceux qui seraient tentés de l'imiter, et plus satisfaisants pour l'opinion publique qu'il torture et qu'il écrase depuis tant d'années. Nous ne cesserons de le répéter, parce que chaque événement confirme cette opinion depuis la marche rétrograde de la fortune de Buonaparté: Buonaparté doit être anéanti par la violence qui a en grande partie produit son élévation, par ces passions formidables qui ont menacé d'ébranler le monde, par les tempêtes qu'il a soulevées; il doit être brisé par cette réaction qui a commencé lorsque l'intensité de la force dont il dispose, n'a plus été supérieure à l'explosion des résistances qu'il a provoqués, enfin lorsque le désespoir excité par ses attentats a été plus puissant que la terreur produite par ses succès.

(Nous donnerons dans le Numéro prochain des réflexions générales sur l'exposé de Buonaparté et sur les moyens qu'il serait à propos d'employer pour empêcher les Français de faire cause commune avec l'usurpateur.)

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Il était dû un grand nombre de malles du Nord. Il en est arrivé six coup sur coup, et comme le vent est enfin redevenu favorable, il en arrivera certainement d'autres avant que nous ayons fini ce résumé.

Les succès des Russes continuent sans interruption, et leur marche triomphale dans le cœur de l'Allemagne, produit chaque jour des incidents politiques hautement favorables à la cause commune; et conséquemment nous y voyons autant d'avant-coureurs de la ruine prochaine du ci-devant tyran du continent. Il peut créer le Maréchal Ney Prince de la Moskwa; l'Empereur Alexandre pourra incessamment créer à plus juste titre des princes du Rhin parmi les libérateurs de la Confédération qui a porté ce nom pendant trop long-temps. Ce n'est plus aujourd'hui le Borysthenes, ce n'est plus le Niemen que les invincibles défendent; ce n'est plus même la Vistule, ni la Warta, ni l'Oder, qui défendent les invincibles; c'est derriere l'Elbe, c'est derriere le Rhin qu'ils sont ou vont être obligés de cacher leur honte et de protéger leurs tristes débris, pendant que leur chef auguste, fermé à clé dans les Tuileries, envoie, au défaut de douze corps d'armée, douze corps d'ambassade dans tous les sens, pour masquer ses intentions, couvrir sa faiblesse, appuyer ses ruses, et gagner, s'il se peut, douze mois, invoquant le secours de ses anciens confédérés, la trahison, la lâcheté et l'aveuglement.

Mais ce qui est bon pendant un temps ne l'est plus dans un autre; la flamme de l'honneur n'a jamais été tout à fait éteinte au fond des cœurs Allemands; elle n'attendait qu'une occasion pour se

rallumer. C'est la Russie qui a la gloire de l'avoir tiré de sa léthargie,

Et de David éteint rallumé le flambeau.

Toutes les nouvelles portent à croire que la Prusse a joint la nouvelle Confédération qui se forme pour le rétablissement de la liberté du monde. La nouvelle que nous donnâmes dans notre dernier Numéro (page 471) d'un complot infernal, pour faire enlever, par surprise, le Roi de Prusse, le 18 Janvier, à Charlottenbourg, par des gendarmes français, et lui faire subir le sort de Ferdinand VII, est pleinement confirmée. Cette circonstance a réveillé la loyauté et le patriotisme de tous ses sujets. Il y a eu des émeutes considérables à Berlin, et le peuple y a forcé la garnison française à se retirer et à se retrancher dans les casernes d'où elle fait feu sur la populace. Tous les jeunes gens en état de porter les armes sont allés en Silésie, afin de protéger leur Souverain. On dit plus, on assure que Frédéric a déclaré la guerre à la France, et qu'il est allé joindre l'Empereur Alexandre à Villenbourg.

La forteresse de Pillau, près Kœnisberg, s'est rendue par capitulation le 8 Février, suivant la lettre qui suit, extraite de la Gazette de Berlin du 16. (Il est bon d'observer que cette capitale était encore à cette époque sous l'influence des Français.)

Konigsberg, 11 Février.

La ville et la forteresse de Pillau ayant été bloquées depuis le 7 Janvier par les troupes impériales russes, le major-général russe Comte de Sievers commandant à Konigsberg, reçut ordre de marcher contre Pillau avec toutes les troupes et l'artillerie qui étaient alors à Konisberg, auxquelles on ajouta 2000 hommes d'infanterie et des batteries d'artillerie de l'armée, et de sommer la garnison française

de se rendre. En conséquence de ces ordres, le général Comte Sievers arriva le 6 du courant avec le dit corps de troupes, fort d'environ 6000 hommes, avec de l'artillerie en proportion, au village du vieux Pillau, à environ 2000 pas de la forteresse. Les troupes se porterent partie en front de ce village, partie sur les hauteurs à droite et à gauche, et partie sur la pointe de Nehrung, à bonne portée de canon.

Le général commandant envoya sur-le-champ une sommation au commandant de la garnison française pour la reddition du fort Nehrung. La proposition fut suivie de la conclusion d'une convention suivant laquelle les troupes impériales françaises évacuerent le 8 du courant à huit heures du matin la ville et forteresse de Pillau et le fort de Nehrung dont ils avaient formé la garnison depuis le mois de Mai de l'année derniere.

La garnison qui est sortie était d'environ 1900 hommes; le nombre des malades laissé en arriere est de 400.

Le 9 les troupes impériales russes retournerent à l'armée et il ne resta que quelques troupes prussiennes royales pour former la garnison de la ville et de la citadelle.

Conformément à la Convention faite avec la garnison, le général français Castella devait marcher avec les troupes qu'il commandait, avec leurs armes munitions et bagages, et se retirer sur la rive gauche du Rhin, où elles seront relevées de toute obligation. Les sujets russes qui auront pu se trouver parmi la garnison de Pillau seront remis au général russe commandant. Un officier russe accompagnera la colonne au lieu de sa destination. Les bagages des français ne seront soumis à aucune visite, le général français Castella ayant déclaré sur sa parole d'honneur qu'il ne s'y trouvait rien appartenant aux Russes.

L'amiral Titchagoff qui commande en chef en Prusse, à publié diverses proclamations suivant lesquelles les gend'armes prussiens maintiendront l'ordre et la tranquillité, également par rapport aux militaires russes que par rapport aux militaires prussiens. Les postes seront respectées, les bureaux des postes seront exempts de loger des troupes. Les couriers voyageurs russes auront la liberté de passer en exhibant leurs passeports et en payant les frais de poste d'usage. Sûreté est promise aux voituriers et il sera pourvu à la subsistance des troupes, du fond des magasins de l'armée, excepté dans des cas particuliers. Chaque commandant de troupes en quartiers dans quelque place que ce soit,

sera tenu de prendre un certificat par écrit des magistrats de police de la place sur la bonne conduite de ces troupes.

Quoiqu'il soit pénible de voir ainsi 1600 hommes de la ci-devant grande armée rendus à Buonaparté, nous devons croire que cette circonstance a paru au général Sievers avoir moins d'inconvénient qu'un siége qui aurait été prolongé et qui aurait coûté du monde. Il est d'un bon augure de voir que le général russe, en prenant possession de Pillau, a jugé convenable de laisser les troupes prussiennes former la garnison d'une forteresse aussi importante. Cela prouve évidemment que la coopération la plus cordiale existe entre les troupes russes et prussiennes. L'armée du général d'York augmente rapidement; on assurait vers la mi-février qu'il n'avait pas moins de 40 mille hommes sous ses ordres. Cette force est indépendante de 70 mille hommes qui sont auprès du Roi de Prusse en Silésie.

L'influence des victoires russes s'est promptement étendue jusqu'au Danemarck. Il paraît qu'il a été signé à St. Pétersbourg, entre Lord Cathcart et le ministre de Danemark Blom une convention dont la base est un commerce libre avec la Norvége, sous la condition provisoire que tout corsaire, soit Danois, soit Français, sera exclus par le Danemarck. Aussitôt que ce traité important a été signé, Lord Cathcart est parti le 12, pour aller joindre l'Empereur Alexandre à son quartier-général.

La lettre suivante de Gothenbourg donne les bruits qui couraient, à la fin du mois dernier, en Suede.

Gothenbourg, 27 Février.

Il a été reçu, ce matin, des lettres de Carlsham, portant que Dantzig s'est rendu par capitulation le 10 du courant. Cette nouvelle, sans être officielle, est généralement crue.

On dit que les Autrichiens qui sont dans le voisinage de Varsovie, ont conclu une capitulation semblable à celle du général York.

Des nouvelles de St. Pétersbourg, du 13, portent que Varsovie, Thorn, Liebau et Posen, sont dans la possession des Russes.

Suivant les nouvelles de Berlin, les Russes étaient arrivés à douze milles de cette capitale; les Cosaques avaient même poussé leurs reconnaissances jusqu'à quatre milles de la ville.

Quelques lettres d'Elseneur, du 24 Février, disent même qu'ils sont entrés à Berlin le 19. Des lettres particulieres portent que le général Régnier, qui occupait Posen avec les restes du corps saxon, avait essayé en vain d'y opposer quelque résistance aux Russes; il y avait été battu, blessé, et forcé de se retirer à Francfort sur l'Oder.

Malgré tout le soin que Buonaparté prend de répandre publiquement les rapports les plus exagérés de l'aggrégation rapide de ses nouvelles armées, les malles du Nord n'apprennent point qu'il en soit arrivé aucune, même d'une force médiocre, jusqu'à l'Oder. Elles n'ont plus aucune chance de s'avancer au-delà de ce fleuve, et même si elles s'obstinent à vouloir en garder les rives, malgré les forteresses de Custrin et de Stettin, elles seront pris en flanc par les russes et les prussiens, surtout si la conduite de ceux-ci est d'accord avec ce que la nature et l'intérêt leur prescrivent.

Enfin, nous avons eu le plaisir de voir arriver en Angleterre un bâtiment parlementaire de Dannemarc! Nous ne savons pas encore quel heureux événement il vient annoncer; mais la mesure préliminaire d'avoir retiré toutes les lettres de marque aux croiseurs danois, et d'avoir exclus les corsaires français des ports du Dannemarc, nous fait espérer que le cabinet de Copenhague n'aura pas hésité ni tardé à faire suivre cette premiere mesure d'une autre mesure non moins décidément hostile à Buonaparté et à son système continental, nous vou-

lons dire de la conclusion d'un traité par lequel le Dannemarc fera cause commune avec l'Angleterre, la Suede, et la Russie. Il paraît que Buonaparté avait des craintes sérieuses que cette puissance ne prît parti contre lui, et que c'était dans l'espoir de l'intimider qu'il avait l'air d'assembler sur l'Elbe une armée d'observation dont le quartier-général devait être à Hambourg et qui devait être commandée par Lauriston, plus connu comme héros diplomatique que comme héros militaire ; mais ce fidele compagnon aurait été au besoin ou général ou négociateur suivent les circonstances. Le Holstein et le Sleswig sont célebres pour la race de chevaux qui en sort ; aussi Buonaparté, après ses revers en Russie, en demanda sur-le-champ un certain nombre, qui devaient être payés argent comptant après livraison, sauf à se rembourser sur la banque d'Hambourg. ou à faire payer ensuite la même somme au Dannemarc par une contribution pécuniaire. Le cabinet de Copenhague eut le bon esprit de résister à cette demande, et cela d'une maniere à laquelle Buonaparté n'était pas accoutumé. Ce fut à la suite de ce refus que Lauriston fut envoyé à Hambourg, et même, ajoute-t-on, avec ordre d'aller jusques à Copenhague. La démarche que le Dannemarc a faite, prouve que Lauriston n'a pas mieux réussi dans ses dernieres négociations que dans celles qui précéderent l'évacuation de Moscou.

Le Dannemarc a éprouvé d'une maniere plus sévere que tout autre pays, le sort que devaient éprouver tous ceux qui voudraient bien adopter pendant quelque temps le système continental de Buonaparté, et se prêter aux préjugés haîneux que ce véritable ennemi du Continent cherche à inspirer depuis si long-temps contre ce pays-ci. Effectivement, que l'on voie ce qu'étaient le Dannemarc et toute l'Allemagne avant qu'on eût mis ce système en action, et qu'on eût cherché à exclure l'Angle-

terre du Continent. Les Gouvernements y étaient respectés, les peuples y prospéraient, l'industrie y était encouragée et récompensée, les manufactures s'y perfectionnaient rapidement par les communications avec ce pays-ci, qui bien loin de s'opposer à ce perfectionnement, ainsi que les partisans de Buonaparté avaient la folie de le représenter, trouvait son plus grand plaisir à l'encourager et à le bien payer*. Nous ne prétendons pas dire que le Continent ne soit d'une nécessité extrême à l'Angleterre, mais l'expérience et les événements prouvent de plus en plus chaque jour que la Grande-Bretagne est plus essentiellement nécessaire au Continent. Il a été dit par un habile écrivain que partout où il croissait sur le Continent trois brins d'herbe, là où il n'en croissait que deux auparavant, cette augmentation était due à ce pays-ci; et nous pouvons ajouter à cet axiome que le dépérissement de l'agriculture et des manufactures sera constamment et partout le résultat de la cessation du commerce avec l'Angleterre, devenue le centre du commerce du monde. Nous pouvons comparer la situation des Puissances du Continent sous la tyrannie de Buonaparté, à celle du voyageur qui tomba parmi des voleurs qui le dépouillèrent de ce qui

* Si l'on en veut une preuve marquante, il suffit de voir les beaux ouvrages de porcelaine, de bronze, d'horlogerie, de bijouterie, d'imprimerie, les dentelles, les batistes que l'Angleterre reçoit de France en ce moment même par les bâtiments licenciés, et que l'on s'empresse de payer ici au poids de l'or. Il en est de même des toiles d'Allemagne et de Russie et de leurs fers et aciers manufacturés... Il n'y avait qu'un sot ou Buonaparté, qu'un fripon ou Buonaparté, qui pouvaient représenter le peuple le plus consommateur du Continent comme l'ennemi du Continent. Quand il se fait en Europe quelque chose de magnifique, on dit tout de suite : c'est pour l'Angleterre.

lui restait, le blessèrent et le laissèrent pour mort. Puisse-t-il être de notre destinée d'être le certain Samaritain qui lorsqu'il le vit, eut pitié de lui, alla à lui et pansa ses blessures!

Une lettre de Riga dit que les Cosaques s'étaient tellement enrichis par les dépouilles de l'armée française, que chacun d'eux avait sur lui de 500 à 5000 roubles, en or, en montres et en bijoux. Soixante-dix régiments de milice, six régiments de Tartares Bashkirs, et vingt régiments de Cosaques avaient joint en dernier lieu l'armée russe, et la nouvelle levée de huit hommes sur cent devait fournir un renfort de 300 mille hommes de toutes les parties de l'empire.

Une lettre de Bremen de la mi-Février, porte que le gouvernement français appréhendant les dispositions des malheureux habitants, et sachant qu'on parlait librement et avec joie dans toutes les villes anséatiques des grands succès des Russes, avait pris pour ôtages trente des plus riches citoyens de la ville et les avait rendus responsables sur leur tête de toutes les insurrections ou mouvements qui pourraient avoir lieu contre les Français postés ou employés dans la ville. Il n'est pas douteux que Buonaparté voyant son pouvoir décliner partout, et craignant une insurrection générale dans le Nord de l'Allemagne, n'adopte des mesures semblables dans toutes les villes d'Allemagne et de Hollande qui sont encore sous son influence.

Konigsberg, 18 Février.

" Les chers Russes nous ont causé la plus vive joie dans cette ville. Leur entrée amicale nous a frappés d'étonnement.

Les Cosaques dans leurs promenades çà et là, embrassent tous ceux qu'ils rencontrent, vieux, jeunes et enfants, en faisant retentir l'air des cris de hourra, hourra, vive l'Empereur Alexandre! Vive Frédéric Guillaume! Nous

vivons ici maintenant dans l'aisance et dans l'abondance, et vous jugerez aisément du plaisir que nous goûtons de ce changement de circonstances. Nos braves Russes sont maintenant sous les murs de Dantzic, et plusieurs personnes pensent qu'ils doivent même être déjà en possession de cette ville, les habitants étant tous pour les Russes. Les Français fuient aussi vîte que leurs jambes peuvent les porter. Le Roi de Naples s'enfuit au moment de se mettre à table pour dîner, et avant d'avoir pu manger un morceau. Les Cosaques poursuivent de près le Vice-roi d'Italie.

Varsovie 6 Février.

La Gazette d'aujourd'hui contient la proclamation suivante.

Le Préfet du Département de Varsovie aux Habitants et Citoyens de la Ville de Varsovie.

Citoyens,

En conséquence du changement actuel de circonstances, j'ai pris sur moi l'administration de cette ville, après le départ du Conseil des Ministres. Je m'empresse maintenant d'informer les habitants et citoyens que l'on traite en ce moment d'une Convention avec le commandant de l'armée autrichienne, qui déterminera le sort de cette métropole. Je ne perds pas une minute, citoyens, pour vous donner cette information, et comme je resterai avec vous, je vous somme de maintenir le bon ordre et la paix publique. Je requiers également les présidents de la municipalité et de la police de s'assurer des prisons, des magasins, des maisons du gouvernement, et de réunir à cet effet un nombre suffisant de gardes nationales. Si même il entre des armées dans cette ville, je ne cesserai pas, au milieu d'elles, de veiller à votre bien-être; mais, je dois exiger de vous unanimité, concorde et unité, ainsi que le respect pour les magistrats qui restent parmi vous. J'ai le droit de l'attendre, votre sûreté et vos personnes étant confiées à mes soins. Il est donc de votre devoir, dans cette circonstance, de ne donner aucun sujet de trouble, et vous devez alors vous attendre que le bon ordre sera maintenu de même de l'autre côté. Je puis vous assurer comme magistrat et comme citoyen, que ce n'est que par une telle conduite que nous devons espérer que notre situation s'améliorera.

Varsovie, le 5 Février, 1813.

(Signé) SZYMANOWSKI.

Marienwerder, le 13 Janvier.

La journée d'hier fut l'heureuse journée où l'heure de notre libération sonna, et où nous fûmes délivrés des maux que nous supportions depuis des années. Le soir précédent encore, nous avions ici un grand nombre d'officiers français, le vice-roi d'Italie, le Duc de Belluno, et d'autres personnages de rang. Il y entra 600 hommes de troupes polonaises du côté de Garnsee, et nous étions dans la peur et les transes, l'air d'assurance des Français, et plusieurs préparatifs dont nous étions témoins nous faisaient imaginer qu'il serait opposé une résistance opiniâtre aux troupes russes qui s'approchaient. La tête de pont était garnie de neuf pieces de canon et de 300 hommes. L'alarme fut donnée de grand matin. A six heures nous entendîmes le feu du côté de Mareise dans les environs de la ville, et bientôt après deux Cosaques entrerent dans la place au grand galop. L'un d'eux fut tué et l'autre blessé griévement par les soldats qui étaient sur le qui vive vis-à-vis du quartier du vice-roi. Le Vice-roi se jeta sur son cheval dans le plus grand désordre, le pistolet à la main, et partit à bride abattue. Le Duc de Belluno et d'autres officiers de marque ne dûrent leur salut qu'à la vitesse de leurs chevaux. A la premiere alarme, les troupes qui gardaient la tête de pont, jeterent leur artillerie dans la Vistule et se sauverent par dessus la glace.

Nous apprenons, en finissant ce Numéro, qu'il a été reçu des nouvelles officielles que les Russes sont entrés à Berlin le 19 Février.

Le Général d'York, avec les troupes prussiennes qu'il commande, est employé actuellement au siége de Dantzic, de concert avec les Russes.

A Hambourg, les Français étaient occupés en toute hâte à emballer leurs effets.

Les nouvelles des succès des Russes étaient reçues avec le plus grand enthousiasme dans tous les Etats Autrichiens.

Nous avons reçu l'exposé annuel de la situation de l'Empire, présenté au Corps Législatif par le ministre de l'intérieur Montalivet. Il est d'une ex-

trême longueur, et embrasse toute l'administration intérieure de la France et de ses annexes, mais ne dit pas un seul mot de la politique extérieure, le discours de Buonaparté ayant tout dit à cet égard. Nous donnerons cet Exposé dans les Numéros subséquents.

Berlin, 13 Février.

La grande Armée Russe qui marche contre Varsovie est forte de 60,000 hommes, et n'avait pas encore passé la Vistule le 4. L'Empereur Alexandre est arrivé à Pultusk et va à Varsovie. Le Baron de Beningsen a reçu la décoration en diamants de l'Ordre de St. André, et 100 mille roubles de l'Empereur. Le corps auxiliaire autrichien s'est retiré de Pultusk le long de la rive droite de la Vistule, et est allé en quartier-d'hiver dans la Gallicie. Les dernieres nouvelles de Dantzic sont du 14 Janvier. Les Russes étaient alors à quelque distance de la ville, et avaient abattu des bois, vraisemblablement pour établir des *block-houses*. Ils attendaient de l'infanterie et de l'artillerie. Le Comte de Witgenstein dirige le siége. L'île n'est pas encore dans les mains des Russes, et est commandée par le Havelsberg. La garnison est nombreuse et ne manque ni de provisions ni de munitions.

Nous jouissons ici d'une tranquillité parfaite; mais nous apprenons aujourd'hui, que la grande Armée Russe, après s'être reposée pendant quatorze jours, pour rafraîchir les troupes, est en mouvement contre le Duché. Les têtes de colonnes de l'armée russe sont déjà sur la Skawa, à Chorzellen et dans le voisinage d'Ostrolenska. Leur armée, consiste, dit-on, en quatre corps, sous les ordres des généraux Miloradowitch, Landskoi, Doctoroff et Winzingerode. Le quartier-général du Prince de Schwartzenberg reste encore à Pultusk, mais nous nous attendons à tout moment à le voir passer de l'autre côté de la Vistule.

Une personne échappée de Dantzic et arrivée

dans un port de Prusse, a donné des nouvelles de cette place et dit que l'on s'attendait chaque jour à sa reddition. On avait hasardé une sortie de la place, et toutes les troupes de la sortie avaient passé aux assiégeants. Le général d'York, avec les troupes prussiennes qu'il commandait, aidait au siége. Les Russes étant entrés à Berlin le 19, fait qui est confirmé par des avis officiels, toutes les places intermédiaires que les Français occupaient entre Hambourg et Dantzic, avaient été évacuées et l'on allait abandonner la ville d'Hambourg elle-même. Les Russes étaient entrés à Varsovie le 8 Février, en vertu d'un arrangement conclu avec le Prince de Schwartzenberg, et l'on dit qu'entr'autres stipulations à cette occasion, il avait été convenu par les Commissaires Russes, que les possessions autrichiennes en Pologne ne seraient pas violées.

Les lettres de Pétersbourg du 15 Février font mention d'un événement aussi important qu'inattendu : M. de Romanzow s'est retiré des affaires publiques, ses fonctions sont remplies maintenant par quatre personnages distingués que l'on suppose toutes attachées fermement au système de politique recommandé par la Grande-Bretagne. Ce sont l'Amiral Titchagoff, M. de Novosilsoff, M. d'Oubril, et M. Kotchubey.

Par la nomination de M. de Titchagoff à sa nouvelle situation politique, le commandement de l'armée de Moldavie a été conféré au comte de Wittgenstein.

L'ambassadeur britannique a conclu avec la Régence Russe un traité de Commerce fondé sur le nouveau tarif de l'Empire. Les sucres rafinés et les draps seront admis ; les premiers seront assujétis à un droit d'environ 10 pence sterling la livre.

Il a paru dans le *Times* d'aujourd'hui une piece intitulée : *Adresse au Peuple Français, par Sa Majesté Louis* XVIII. Nous pouvons assurer que les agents confidentiels de Sa Majesté n'ont aucune connaissance d'une telle production.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLIX.—*Le* 20 *Mars*, 1813.

EXPOSÉ

De la Situation de l'Empire, présenté au Corps-Législatif dans sa Séance du 23 *Février, par S. Exc. M. le Comte de* Montalivet, *Ministre de l'Intérieur.*

Messieurs,

Sa Majesté m'a ordonné de vous faire connaître la situation de l'intérieur de l'Empire dans les années 1811 et 1812.

Vous verrez avec satisfaction que malgré les grandes armées que l'état de guerre maritime et continentale oblige de tenir sur pied, la population a continué de s'accroître; que notre industrie a fait de nouveaux progrès; que jamais les terres n'ont été mieux cultivées, les manufactures plus florissantes; qu'à aucune époque de notre histoire la richesse n'a été plus répandue dans les diverses classes de la société.

Le simple cultivateur aujourd'hui connaît les jouissances qui lui furent jusqu'à présent étrangeres; il achete au plus haut prix les terres qui sont à sa convenance; ses vêtements

sont meilleurs, sa nourriture est plus abondante et plus substantielle ; il reconstruit ses maisons plus commodes et plus solides.

Les nouveaux procédés dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les arts utiles ne sont plus repoussés, par cela même qu'ils sont nouveaux. Partout on tente des essais, et ce que l'expérience démontre préférable, est utilement substitué aux anciennes routines. Les prairies artificielles se sont multipliées; le système des jacheres s'abandonne ; des assolements mieux entendus, de nouvelles cultures augmentent le produit de nos terres ; les bestiaux se multiplient ; les races s'améliorent ; de simples laboureurs ont acquis les moyens de se procurer à de hauts prix, les béliers de race espagnole, les étalons de nos meilleures especes de chevaux ; éclairés sur leurs vrais intérêts, ils n'hésitent pas à faire ces utiles achats ; ainsi les besoins de nos manufactures, de notre agriculture et de nos armées sont chaque jour mieux assurés.

Ce degré de prospérité est dû aux lois libérales qui régissent ce grand Empire, à la suppression de la féodalité, des dîmes, des mains-mortes, des ordres monastiques, suppression qui a constitué ou affranchi ce grand nombre de propriétés particulieres, aujourd'hui le patrimoine libre d'une multitude de familles jadis prolétaires ; il est dû à l'égalité des partages, à la clarté et à la simplification des lois sur la propriété et sur les hypotheques ; à la promptitude avec laquelle sont jugés les procès dont le nombre décroît chaque jour : c'est à ces mêmes causes et à l'influence de la vaccine que l'on doit attribuer l'accroissement de la population. Et pourquoi ne dirions-nous pas que la conscription, elle-même, qui, chaque année, fait passer sous nos drapeaux, l'élite de notre jeunesse, a contribué à cet accroissement en multipliant le nombre des mariages, en les favorisant, parce qu'ils fixent pour toujours le sort du jeune Français qui, une premiere fois, a obéi à la loi.

Population.

La population de la France était en 1789, de 26,000,000 d'individus ; quelques personnes réduisaient même leurs calculs à 25,000,000. La population actuelle de l'Empire est de 42,700,000 âmes dont 28,700,000 pour les départements de l'ancienne France. Cette population n'est pas le résultat de simples conjectures, mais de recensements exacts, c'est une augmentation de 2,500,000 ou de près d'un dixieme depuis 24 ans.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Agriculture.

La France par l'étendue, par la fertilité de son sol, doit être considérée comme un état essentiellement agricole.

Cependant elle a dû long-temps recourir à ses voisins pour fournir à plusieurs de ses besoins principaux. Elle s'est presque entièrement affranchie de cette nécessité.

Le produit moyen d'une récolte en France est de 270 millions de quintaux, sur lesquels il faut en prélever 40,000,000 pour les semences.

La récolte de 1811, une des plus mauvaises années connues, est entrée dans le calcul de ce produit moyen.

Les 230,000,000 de quintaux qui restent pour la consommation, auraient, aux prix actuels, une valeur de près de 5 milliards; mais aux prix réduits de 15 ans, cette valeur n'est que de 2,300,000,000.

La population de l'Empire est de 42 millions d'individus, ainsi notre récolte moyenne donne 520 livres de grains à chacun; c'est au-delà de tous les besoins, tels qu'on les a évalués à diverses époques.

Après de longues recherches faites par ordre de l'ancien Gouvernement, on avait calculé ce besoin à 470 livres et l'on avait trouvé que la France produisait moyennement les quantités nécessaires à une telle consommation.

Nos produits en céréales se sont donc accrus d'un dixième.

En 1789, la France avait tiré des pays qui sont aujourd'hui pour nous l'étranger, pour une valeur de 70 millions de grains, et en 1812, année où la disette devait être bien plus sensible, la récolte de 1811 ayant été incomparablement plus mauvaise que celle de 1788, nous n'avons tiré du dehors que pour 18 millions de grains. Cependant si la cherté a été grande, le besoin réel s'est fait beaucoup moins sentir qu'en 1789.

Le gouvernement n'a rien négligé pour rendre moins pénibles les suites de la mauvaise récolte de 1811.

L'objet principal de ses soins a été de faciliter, d'opérer même le transport des excédents qu'avaient plusieurs contrées, et de rapprocher ces excédents des départements qui éprouvaient les plus grands besoins. Ses opérations ont eu pour résultat: d'augmenter de plus de deux millions de quintaux de froment les quantités existantes dans les départements qui approvisionnent Paris, la Normandie, Lyon et Marseille;

d'apprendre au commerce de nouvelles routes qu'il a suivies avec succès ; de maintenir dans la capitale le pain à un prix modéré et dans une abondance que la sécurité y est restée la même que dans les années les plus productives ; d'ajouter de nouveaux et d'économiques moyens alimentaires à ceux qui étaient déjà en usage ; de neutraliser presqu'entièrement les effets d'une année plus mauvaise qu'aucune de celles qui ont succédé à 1709.

Les dépenses de ces opérations n'ont pas excédé 40,000,000 fr. dont la moitié a été employée à donner des secours individuels en subsistances à la classe la moins aisée du peuple.

Après les bleds, la principale production de notre sol est le vin.

La France produit, année moyenne, 40 millions d'hectolitres de vin.

3,800,000 hectolitres sont convertis en eau-de-vie, et donnent 650,000 hectolitres d'eau-de-vie, qui, à 80 fr., forment un revenu annuel de 52,000,000 fr.

Les 36,200,000 hectolitres restants ont une valeur de 749 millions 500 mille fr., en comptant même 12 millions d'hectolitres à la valeur modique de 5 fr.

La récolte des vins est donc pour nous un objet de huit cents millions.

L'on reconnaît tous les progrès qu'a faits ce genre de culture, lorsque l'on compare l'année moyenne des exportations avant la révolution et depuis dix ans, et la consommation intérieure à ces deux époques.

Pour les vins l'exportation était de 13 millions ; elle est aujourd'hui de 30 millions.

En 1791, la consommation de toute la France, en vins, n'était évaluée qu'à 16,500,000 hectolitres ; elle a donc plus que doublé, tandis que les réunions à l'Empire ne forment qu'un tiers à-peu-près de la population actuelle.

Huit millions d'hectares en bois et forêts, outre les arbres épars, assurent à la France ses besoins en combustible et en bois de construction. Des recensements faits avec soin dans toutes nos forêts, ont prouvé que nous avions sur pied en hautes futayes, bordures ou balivaux, de quoi construire plusieurs milliers de vaisseaux de guerre. Un million huit cents mille hectares de ces bois appartiennent à des particuliers ; le reste appartient à l'état et aux communes. Le revenu annuel des bois est de 100,000,000.

L'ordre est rétabli dans cette branche de notre agriculture ; les forêts se repeuplent et se conservent ; des routes et des canaux rendent accessibles celles que l'on ne pouvait exploiter ; les nombreuses constructions civiles, militaires et de la marine sont abondamment pourvues, et nous ne tirons plus de l'étran-

ger que pour 5 millions de bois par an ; avant 1789 nous en tirions pour 11 millions.

Les lins et les chanvres, comme matieres premieres seulement, donnent un produit annuel de 80 millions ; 1,200,000 quintaux de chanvre entrent pour 48 millions dans ce produit ; 500,000 quintaux de lin en forment le complément.

Ces quantités seraient plus que suffisantes pour notre consommation intérieure, mais nous fabriquons aussi pour l'étranger, et actuellement, comme autrefois, il nous fournit en matieres premieres une valeur annuelle de 10 à 12 millions en chanvres et en lins.

La valeur annuelle de nos huiles végétales est de 250 millions.

Il y a 25 ans, nous en tirions de l'étranger pour 20 millions ; aujourd'hui, non-seulement nous nous passons du dehors, mais encore nous en exportons annuellement pour 5 ou 6 millions.

Cette situation est due à l'introduction de la culture, en grand, de plusieurs plantes oléagineuses, surtout à celle du colzat, et à l'acquisition de quelques provinces riches en oliviers.

Le tabac ne se cultivait autrefois que par exception et dans un petit nombre de nos provinces ; nous tirions presque entierement de l'étranger cette feuille devenue d'un usage si général. Elle nous coûtait annuellement 8 à 10 millions, mais cette importation était réduite à 5 millions par les réexportations de tabacs fabriqués. Aujourd'hui 30 millions de livres de tabac sont le produit de 30,000 arpens de nos terres consacrées à cette culture ; la valeur moyenne de la feuille brutte est de 12 millions. Et nous ne recevons plus de l'étranger que de faibles qualités nécessaires pour les mélanges dans les tabacs de qualité.

Nous sommes plus riches qu'autrefois en fourrages, en pailles ; les prairies artificielles, la réduction des jacheres, l'augmentation dans le nombre des bestiaux le prouvent, mais je ne chercherai point la valeur de ces denrées, quoiqu'elles forment une partie importante des productions de notre sol et des transactions de nos cultivateurs, parce qu'elle me paraît comprise dans le produit des bestiaux avec lequel elle ferait double emploi.

Après avoir parlé de nos plus importantes productions végétales, les soies fixeront d'abord notre attention. Tout est à nous ou au royaume d'Italie dans cette matiere précieuse, production premiere et fabrication : la France seule et l'Italie possedent en Europe des soies en quantité de quelque importance ; et pour la qualité ces soies sont préférables à toutes celles connues.

La matiere premiere, les cocons, sont pour les deux états

un produit annuel de 70,000,000, dans lequel la France est comprise pour 30 millions.

Notre récolte moyenne est de 22 millions de livres pesant de cocons.

Celle d'Italie est de 30 millions de livres.

Autrefois nous importions pour 25 millions de soies filées. L'année moyenne des importations depuis 4 ans, est de 10 millions. Et cependant nous exportons des soieries pour une valeur double de celle que nous exportions jadis.

Cette amélioration vient surtout de la réunion du Piémont et des départements au-delà des Alpes à la France. Ils entrent pour moitié dans la récolte totale de nos soies. Mais elle tient aussi au perfectionnement de l'éducation des vers à soie. Le produit net des cocons, dans l'ancienne France n'était évalué qu'à 2,000,000.

35 millions de moutons nous donnent 120 millions de livres pesant de laine, dont 9 millions sont en laine fine ou perfectionnée. C'est un produit brut de 129 millions.

Ces laines perfectionnées sont le résultat de l'amélioration de 1,500,000 moutons. Amélioration qui va toujours croissant, et qui n'est devenue sensible que depuis un petit nombre d'années.

L'exécution du système qui, partout où l'industrie particulière ne saurait agir assez efficacement, met à la portée des cultivateurs des moyens faciles de perfectionnement, se poursuit avec soin.

Dès cette année 28 dépôts de béliers mérinos, établis par les soins de l'administration, ont amélioré la race de 54,000 brebis.

Le type des belles especes est conservé dans de nombreux établissements formées par de grands propriétaires, et dans dix bergeries appartenant à l'Etat.

Nous tirons encore des laines du dehors ; nous en recevons annuellement pour 31 millions presque toutes au-dessus des qualités communes. Les progrès de l'amélioration commencée et devenue certaine par les résultats déjà obtenus, nous affranchiront un jour de cette nécessité.

Les bêtes à laine fournissent à la consommation une des denrées les plus importantes surtout dans les contrées méridionales. Le produit annuel de 8 millions de ces utiles animaux peut être évalué à 56 millions.

La France a 5,500,000 chevaux. La réproduction annuelle est de 280,000 : 250,000 arrivent à quatre ans et donnent un produit annuel de 75 millions.

L'éducation des chevaux avait été singulierement négligée à l'époque de nos troubles ; l'administration s'est occupée avec succès du rétablissement des races les plus utiles.

Des étalons de choix assurent tous les ans l'amélioration des produits de 60,000 juments : les dépôts entretenus par le gouvernement contiennent seuls 1,400 étalons.

Bientôt nous serons entierement affranchis de la faible importation d'une valeur de 3,000,000 en chevaux.

La France avait jadis 1,700,000 chevaux d'âge ; ce qui, avec les poulains, pouvait faire arriver à 2,300,000 la population en chevaux ; d'après l'accroissement du territoire, les proportions seraient restées à peu près les mêmes.

Les bêtes à cornes n'ont pas seulement une valeur comme instrument d'agriculture, elles fournissent à nos subsistances, à nos tanneries, à diverses branches de notre industrie, des matieres très-importantes.

Leur nombre est de 12,000 000.

Nous consommons annuellement 1,250,000 bœufs ou vaches, et 2,500,000 veaux, dont la valeur moyenne est au moins de 161 millions.

Le nombre des bêtes à cornes est considérablement augmenté ; les soins qu'on leur donne sont mieux entendus. La durée moyenne de leur existence est plus longue. Il y a vingt ans que les exportations et les importations se balançaient ; aujourd'hui les exportations sont le triple des importations. Elles arrivent à 10,000,000.

Le lait, le beurre, les fromages de 6,300,000 vaches, donnent un produit de 150 millions.

Autrefois nos importations en beurre et en fromages excédaient de beaucoup nos exportations ; c'est le contraire aujourd'hui : en 1812, les exportations ont été de 10 millions.

Les peaux des bêtes à laine, de somme et de trait, qui meurent annuellement, ont une valeur brute de 36 millions. Jamais ce genre de produit n'a suffi à nos besoins.

4,900,000 porcs, annuellement consommés, ont une valeur de 274 millions.

Les substances minérales tiennent leur rang parmi les riches productions de notre sol.

Nos mines de fer, qui fournissaient en 1789 1960 mille quintaux de fonte moulée, donnent aujourd'hui 2,860,000 quintaux de cette premiere matiere, et 400,000 quintaux de la seconde ; c'est une augmentation d'une moitié en sus. Nous recevons néanmoins encore quelques fers de l'étranger.

La seule valeur premiere de notre minerai est de 50 millions.

Les mines de charbon donnent de même un produit de

50 millions ; c'est cinq fois la valeur de celles que la France exploitait en 1790 ; mais la plus grande partie de cette augmentation provient des réunions de l'Empire.

La France consomme annuellement 560 millions de livres pesant de sel, dont la valeur brute est de 28 millions. Les marais salants suffiraient au triple de cette consommation.

Dans cet aperçu des produits de notre agriculture, je n'ai pu parler que de quelques objets principaux : j'ai nécessairement négligé le grand nombre de ceux qui, moins importants si on les envisage séparément, offrent une grande valeur par leur réunion, les légumes, les graines diverses, les fruits, les ânes, les mulets, les chevres, leur lait et leur fromage, celui des brebis, les suifs, les animaux de basse-cour, les arbres épars, les poissons, le miel et la cire de nos abeilles, les pépinieres ; et tous ces objets réunis entrent dans nos consommations au moins pour 450 millions.

C'est donc une valeur de 5,031,000,000 que reproduit annuellement notre beau sol en matieres brutes et premieres seulement.

CHAPITRE II.

Manufactures.

Mais les productions du sol n'ont acquis leur utilité et leur valeur réelle que lorsque l'industrie les a préparées pour nos consommations ; et c'est surtout quand elle s'exerce sur des matieres premieres qui nous appartiennent, qu'elle accroît notre richesse.

Vous avez déjà remarqué, Messieurs, que la matiere premiere des soiries est pour nous un objet de 30 millions ; nous recevons du royaume d'Italie pour 10 millions de soies filées et organsiées. Cette valeur de 40 millions donne lieu à une fabrication d'étoffes pour 124 millions. C'est donc pour nous un bénéfice de main-d'œuvre de 84 millions, qui triple la valeur de la matiere premiere.

Nous avons exporté, en 1812, pour 70 millions de soirie en étoffes pures ou mélangées.

Le royaume d'Italie, avec lequel nos rapports sont si étroits, conserve pour ses propres besoins et pour ses relations avec le reste de l'Europe, une quantité de soies égale à celle qui nous donne de tels résultats.

La ville de Lyon, la premiere de toutes pour la manufacture et le commerce des soies, entretient aujourd'hui 11,500 métiers. Cette quantité est au moins égale à ce qu'elle fut aux diverses époques, considérées comme les plus prospères de cette grande fabrique.

L'année moyenne de nos exportations en soiries était, il y a vingt-cinq ans, de 26 millions; elle est aujourd'hui de 64 millions.

Le nombre de nos manufactures de draps s'est sensiblement augmenté; l'aisance plus généralement répandue, a beaucoup influé sur la consommation intérieure; particulierement en lainages moins grossiers. La comparaison des métiers et des fabrications à diverses époques donne une idée de cet accroissement; il a rendu plus grands nos besoins en matiere premiere, surtout en laines de qualité.

Aussi, malgré l'amélioration de nos troupeaux, nous tirons de l'étranger, en laines, pour une valeur beaucoup plus considérable qu'autrefois. Nos importations étaient, avant la révolution, de 14 millions; elles sont aujourd'hui de 31 millions; mais il est à remarquer que toute l'augmentation porte sur des laines fines, et que la somme des importations en laine commune est restée à peu près la même.

Les étoffes de laine fabriquées en France ont une valeur de 370 millions. La matiere premiere que nous fournissent nos troupeaux est de 129 millions; celle que nous importons est de 31 millions. Ces 160 millions retranchés de 370 millions, laissent 210 millions pour valeur de la fabrication.

La main-d'œuvre fait plus que doubler la valeur des lainages.

Nous vendons annuellement à l'étranger pour 28 millions de draperie. Ainsi il nous rend pour des marchandises fabriquées, dans lesquelles le prix de notre main-d'œuvre est pour plus de moitié, une valeur à peu-près égale à celle que nous lui avançons pour les matieres premieres.

L'année moyenne de nos anciennes exportations en draperies, n'était que de 19 millions.

Nous avons naturalisé chez nous la fabrique des casimirs; nous avons perfectionné, par des machines ingénieuses, les divers procédés de la manufacture.

Dans les lieux où l'on a cru pouvoir négliger les moyens de perfectionnement, l'on a vu diminuer le concours des

acheteurs, mais ce n'était qu'un déplacement qui est devenu la juste récompense des fabricants plus industrieux ou plus éclairés.

La tannerie, les mégisseries, les ganteries, fabriquent pour 95 millions, et ajoutent ainsi une valeur de 53,000,000 francs à celle de nos 36 millions de cuirs indigenes, et de 6 millions de cuirs importés.

La chapellerie emploie 19,000 ouvriers et crée pour 23 millions de produits.

Les toiles de coton se sont multipliées, sans que nous ayons cessé d'employer les chanvres et les lins de notre sol.

Tous les ans nous importons pour 11 millions de ces matieres premieres; les plus fortes années ont été à 13 millions. C'est à peu près 2 millions au-delà de ce que nous en importions avant 1790. C'est un huitieme de la valeur de la matiere premiere que nous fabriquons.

Nos toiles, fils et cordages de chanvre sont un objet de 108 millions.

Nos toiles, nos fils de lin et nos dentelles, de 124 millions.

Ainsi la valeur totale des lins et chanvres fabriqués en France, est de 232 millions.

Mais la matiere premiere entre dans cette valeur pour 80 millions de produits de notre sol, et pour 13 millions d'importations. Il reste donc pour prix de fabrication 139 millions.

Ce genre de manufacture alimente notre commerce extérieur pour une somme annuelle de 37 millions. Elle avait faibli depuis trois ou quatre ans; en 1812, les mesures prévoyantes du gouvernement, qui n'a pas tardé de faire cette remarque, ont fait remonter nos exportations au taux qu'elles eurent toujours. Cette valeur de 37 millions était la même avant 1790.

Mais jadis nous recevions de ces tissus de l'étranger pour 18 millions par an; aujourd'hui nous en recevons seulement pour 7 millions; l'époque actuelle a donc un véritable avantage; il est dû en grande partie à l'exportation des linons, des batistes, des dentelles, tissus dans lesquels la main-d'œuvre entre pour une valeur infiniment au-delà des proportions générales que donne la masse de 232 millions de matieres fabriquées, comparée à 93 millions de matieres premieres.

L'industrie qui s'exerce sur des matieres premieres venues du dehors est moins utile sans doute; mais si des cir-

constances que le fabriquant ne peut maîtriser font entrer dans notre consommation les objets manufacturés avec ces matieres, alors l'industrie remédie en partie à cet inconvénient, en nous rendant propre du moins toute l'augmentation de valeur qu'elles reçoivent de la main-d'œuvre; elle le neutralise autant qu'il est possible, en perfectionnant assez les fabrications pour que l'étranger, celui qui comme nous est privé de la matiere premiere, celui même qui la possede, préférant les objets de notre fabrication, nous rembourse, en les achetant, ce que nous avons avancé pour la matiere premiere, et même de plus fortes sommes.

Les cotonnades ont dans les marchés un avantage qu'elles doivent à la souplesse, au moëlleux de leurs tissus, au prix, à la finesse et à la durée relatives de ces étoffes, comparées avec leurs analogues.

Le coton offre dans la manufacture de grandes facilités qui lui sont propres.

Des machines ingénieuses ont porté la filature du coton au plus haut degré de fin. Le gouvernement a proposé un prix d'un million à l'inventeur d'une mécanique qui perfectionnerait la filature du lin autant que celle du coton, et qui diminuerait ainsi le prix de la main-d'œuvre nécessaire à l'emploi de nos matieres premieres.

Déjà de grandes améliorations sont obtenues, et l'on est sur la voie de faire cette importante découverte.

Mais jusques-là les cotonnades conservent des avantages qu'il eût été dangereux de se dissimuler. Le gouvernement a dû s'ocuper des moyens de ne recevoir du moins de l'étranger que la matiere brute, et de réserver à la France tout le bénéfice de la manufacture.

Long-temps on a répété que la partie la plus importante de cette main-d'œuvre ne pouvait point nous appartenir, que le tissage, que le filage même seraient toujours plus parfaits chez l'étranger.

Nos lois ont repoussé d'abord tous les tissus de l'étranger: on s'était alarmé de l'effet que devait produire cette prohibition; mais bientôt de nombreux métiers ont fabriqué chez nous les toiles de coton avec une perfection à laquelle nos concurrents étrangers n'ont pas même pu atteindre.

Cependant ils nous fournissaient encore les fils avec lesquels nous formions ces tissus: lorsque le gouvernement a fait connaître le projet de les prohiber, de nouvelles inquiétudes se sont prononcées; mais une premiere expé-

rience heureuse avait été faite : les résultats de la seconde ne devaient pas être moins favorables ; la prohibition a été décrétée : depuis lors nous sommes affranchis de tout recours à l'étranger, pour telle partie que ce soit de la manufacture des cotons ; et loin de recevoir aujourd'hui des objets manufacturés de ce genre, nous en fournissons au dehors.

Avant 1790, on introduisait annuellement en France pour 24 millions de cotons, soit filés soit en laine ; cette valeur représentait 12 millions de livres de coton ; nous recevions pour 13 millions en objets fabriqués, et la contrebande des toiles et des mousselines était considérable.

Soixante-dix mille ouvriers étaient alors employés aux diverses mains-d'œuvre du coton en France.

Après nos troubles, depuis l'an 10 jusqu'en 1806, l'on a introduit en France des cotons pour une valeur annuelle de 48 millions.

Nous recevions, outre cela, des tissus pour une valeur de 46 millions.

De 1807 à 1811, l'introduction annuelle des cotons en laine s'est élevée jusqu'à 72 millions, mais l'année moyenne n'a été que de 55 millions. Cette somme, d'après les évaluations faites à la douane, représente 20 millions de livres pesant.

Les importations de toiles ou fils ont été d'abord réduites à un million, et depuis deux ans elles ont entièrement cessé : nous avons, au contraire, exporté, et l'année moyenne des exportations a été de 17 millions.

La main-d'œuvre des cotons occupe aujourd'hui 233 mille ouvriers.

Les cotonnades fabriquées en France ont une valeur de 290 millions. Si de cette somme l'on retranche 55 millions, prix de la matière première, il résulte pour l'accroissement de la valeur qu'elle a reçu 235 millions.

Les 20 millions de livres pesant de coton, aux prix actuels de la place, coûtent au fabricant 134 millions ; il ne fait donc à peu près que doubler ses déboursés, tandis que si la matière première ne lui coûtait que les 55 millions qui en sont la valeur intrinseque, cette somme, jointe aux 156 millions, prix actuel de la main-d'œuvre, formant avec elle 211 millions, la valeur de la matière première ne serait que pour le quart dans la masse des objets manufacturés.

Après la destruction des divers tissus, soit purs, soit mélangés de chanvre, de lin et de coton, ces substances n'ont

pas perdu toute la valeur ; elles viennent alimenter nos papeteries, et le produit de ce genre de manufacture est de 36 millions.

Le commerce de la librairie crée avec ces papiers une valeur nouvelle en livres de 12 millions.

Nos savonneries sont un objet de 30 millions de produit.

Le sol de la France s'est enrichi d'un produit annuel de 12 millions en tabac ; mais ce produit est brut, et la fabrication le sextuple : c'est un accroissement de 60 millions.

Treize mille sept cent cinquante brasseries livrent au commerce 8,500,000 hectolitres de bierre, dont la valeur est au moins de 40 millions.

Trente-trois départements font annuellement 10 millions d'hectolitres de cidre, qui, à raison de 5 fr. l'hectolitre, prix moyen, donnent un revenu de 50 millions.

Les ouvrages d'ébénisterie sont l'objet d'une fabrication de 19 millions.

Ceux de carrosserie, de 11 millions.

Le produit de nos mines de fer, qui est de 50 millions, se trouve plus que doublé par la première main-d'œuvre dans nos forges, dans nos hauts fourneaux, dans nos taillanderies, dans nos aciéries, dans nos laminoirs, dans nos cloueteries : ces fabriques augmentent cette valeur de 70 millions.

La méthode qui substitue la houille au charbon de bois dans les forges et hauts-fourneaux, est devenue certaine.

Les autres mines, celles de cuivre, d'alun, de gypse, les carrieres de marbre, etc. produisent 12 millions.

Les manufactures qui ont pour matieres premieres les métaux, les clincailleries, la coutellerie, l'armurerie, les manufactures de bronze, de dorure, sont un objet de 67 millions. Ces fabrications sont dans un grand état de prospérité.

L'orfévrerie et la bijouterie occupent près de huit mille ouvriers, et produisent 96 millions, dont un tiers seulement pour la main-d'œuvre.

L'horlogerie, en occupant le même nombre de bras, produit 30 millions ; la matiere premiere y est pour un tiers.

Les glaces, les verreries, les porcelaines, les diverses manufactures de substances minérales occupent 43 mille ouvriers. Ces fabrications arrivent à 82 millions. Jamais elles n'avaient eu autant d'activité.

Prises séparément, aucunes de ces fabrications n'ont été ou ne sont devenues l'objet d'exportations annuellement

très-considérables ; mais réunies, elles forment une masse qui, avant 1790, fournissait 38 millions par ans à nos exportations, et qui aujourd'hui leur donne 42 millions.

Je n'ai pas parlé des teintures, des toiles peintes, etc., dans la valeur desquelles la matiere premiere exotique entre pour beaucoup ; cependant cet article est au moins de 15 millions pour la main-d'œuvre seulement.

Les travaux publics et particuliers, qui élevent journellement des habitations et des monuments, qui ouvrent des routes, qui creusent des ports et des canaux, qui dessechent des marais ; les arts libéraux dont les productions deviennent un des principaux besoins de l'homme civilisé, créent sans cesse de nouvelles valeurs ; bien qu'elles augmentent considérablement la richesse publique et particuliere, je ne les compterai point : je n'ai recherché que les objets de nos consommations journalieres.

Ces seuls objets sont pour nous une richesse purement industrielle de treize cents millions.

Nouvelle Industrie.

La volonté de subvenir à nos besoins sans recourir à l'étranger ; le perfectionnement des arts mécaniques et chimiques ; l'esprit ingénieux et industrieux des Français, ont amélioré, par des inventions utiles, par de nouveaux procédés, nos anciennes cultures, nos anciennes fabrications.

Une révolution plus importante encore, une révolution qui doit changer bientôt toutes les relations commerciales établies depuis la découverte des deux Indes, se prépare.

L'énergie, une sorte d'audace dans les résolutions sont aussi nécessaires en administration qu'en politique.

Remplacer dans nos consommations le sucre, l'indigo, la cochenille des colonies ; trouver dans le midi de l'Europe les cotons, et chez nous la soude, qui alimentent nos manufactures, paraissaient choses impossibles.

Nous avons voulu fortement, et l'impossibilité a disparu devant nos efforts.

Dès cette année, les manufactures du sucre que l'on extrait de la betterave nous donneront sept millions de livres pesant de cette denrée. Elle est préparée dans 334 manufactures qui presque toutes sont actuellement en activité.

Après de nombreux essais, on est parvenu à employer

des procédés d'après lesquels le sucre de betterave ne coûte que 15 sous la livre à celui qui le fabrique. M. Bonnatia, inventeur de cette nouvelle méthode, a profité des travaux utiles de tous ses devanciers : le gouvernement, pour hâter les heureux résultats de sa découverte, l'a chargé d'aller la propager lui-même dans les contrées où sont établies les principales manufactures.

Depuis l'extrême cherté du sucre, on en consomme beaucoup moins. Les 7 millions de livres que l'on fabrique en ce moment peuvent être considérés comme la moitié au moins de nos besoins actuels. Une telle diminution ne provient pas de privations absolues qu'on se serait imposées, mais des équivalents par lesquels on est parvenu à remplacer le sucre. Plusieurs millions de livres de sirop de raisin, nos miels mieux purifiés et devenus plus abondants, ont été substitués au sucre dans une grande partie des usages domestiques, avec d'autant plus de facilité que le goût le plus délicat peut à peine s'apercevoir de quelque changement.

Lorsque la difficulté de se procurer du sucre, et sa cherté seront moindres, lorsque les premiers bénéfices, si considérables aujourd'hui, si on ne les considérait que comme intérêts de capitaux, auront couvert les frais de 1er établissement, les quantités que l'on consommera augmenteront de nouveau, les choses reprendront leur équilibre, et, en supposant qu'un cinquieme de la consommation de la France demeure définitivement remplacé par le sirop de raisin et par celui de miel, la France consommera 40 millions de livres de sucre de betterave, dont la valeur sera de 30 millions; on peut compter sur ces résultats pour 1814.

Nos raffineries sont l'objet d'un produit de 10 millions, qui s'élévera au moins à 20 millions.

Avant la révolution, la France tirait de ses colonies de grandes quantités de sucre qu'elle revendait au reste de l'Europe; elle en gardait pour 21 millions.

Dans les six années qui ont commencé en 1802, nous avons reçu de l'étranger, année moyenne, pour 52 millions de sucre.

Dans les quatre années qui ont commencé en 1809, l'introduction moyenne n'a été que de dix à onze millions. C'est depuis lors, surtout, que rien n'a été négligé pour naturaliser chez nous cette denrée dont nous venons enfin de nous assurer la conquête.

L'indigo tient le premier rang parmi les substances

tinctoriales. Jadis la France, qui en recevait de grandes quantités, en conservait pour une valeur annuelle de 9 millions 500 mille francs ; dans les six années qui ont commencé en 1802, cette valeur moyenne a été annuellement de 18 millions ; dans les cinq années qui ont commencé en 1808, elle est descendue à 6 ou 7 millions, et nos teinturiers auraient souffert, sans les excédents des années antérieures. C'est alors que d'anciens essais faits pour extraire du pastel la fécule de l'indigo, ont été renouvelés. Nos plus savants chimistes, théoriques ou pratiques, MM. Berthollet, Vauquelin, Chaptal, Roard, se sont occupés de recherches ingénieuses, et l'on est parvenu à extraire du pastel la propre fécule de l'indigo. Les premiers essais laissaient à désirer plus de concentration dans les parties colorantes, une proportion plus avantageuse entre la quantité de fécule extraite et le poids des feuilles ; en perfectionnant les procédés, l'on est parvenu à obtenir ces résultats.

Dès à présent plusieurs manufactures sont en activité. Je citerai particulierement celles qui sont annexées aux écoles expérimentales confiées aux soins de MM. Puymaurin et Giobert ; elles donnent un indigo en tout semblable au plus bel indigo de l'Inde ; il revient à 10 fr. la livre ; c'est le prix qu'avait l'indigo en 1790.

Nos teinturiers consomment 12 millions de livres d'indigo ; c'est une valeur de 120 millions.

L'écarlate n'était donnée que par la cochenille ; le rouge de la garance, moins beau, était d'ailleurs beaucoup moins solide : les freres Gonin, de Lyon, très-habiles teinturiers, cherchaient depuis long-temps les moyens de produire, avec la garance, les mêmes effets qu'avec les cochenilles : ils ont complétement réussi ; leurs procédés ont été employés sous les yeux de nos plus habiles chimistes et de nos principaux manufacturiers ; les écarlates qui en ont été le résulat ont été soumises à toutes les épreuves convenables, et la beauté, la solidité parfaites de la couleur ont été unanimement reconnues. Les procédés des freres Gonin vont être rendus publics.

La France employait autrefois pour un million de cochenille. Dans les sept années qui ont commencé en 1802, l'importation moyenne a été de quinze cents mille francs ; dans les quatre années qui ont commencé en 1809, elle n'a plus été que de 200 mille francs, la cherté ayant fait consommer tous les approvisionnements des années antérieures.

Depuis quelques années on cultive le coton dans le département de Rome : les récoltes ne se sont pas encore élevées assez haut pour être comptées comme ressources dans la masse de nos besoins, mais ce ne sont plus de simples essais ; elles ont produit jusqu'à cent milliers de livres pesant, et la naturalisation de cette plante est assurée.

A Naples, cette culture est devenue une des parties essentielles de l'industrie agricole. La France reçoit annuellement trois millions de livres pesant de coton de ce royaume.

L'Espagne produit abondamment des cotons aussi beaux qu'aucuns de ceux de l'Amérique ou de l'Inde.

La Turquie fournit les cotons les plus communs, mais aussi les moins chers.

La soude est un produit essentiel à nos manufactures, que le commerce maritime pouvait seul nous donner il y a vingt-cinq ans : nous en tirions de l'étranger pour 3,500,000 fr. chaque année.

L'année moyenne de l'introduction dans les neuf années qui ont commencé en 1802, a été 5,500,000 fr. La chimie est parvenue à créer cette substance avec des matieres premieres de notre sol tellement abondantes, et dont les prix sont si peu élevés, que la seconde a baissé de deux tiers dans le commerce, malgré la prohibition absolue des soudes étrangeres. On peut évaluer ce produit à 3 millions.

L'ensemble des nouvelles productions de notre sol et de notre industrie s'éleve donc à 65 millions, susceptibles d'augmenter dans une progression très-rapide ; et nous sommes affranchis du paiement annuel de 90 millions que nous donnions à l'étranger, principalement à l'Angleterre.

Les autres parties de notre agriculture et de notre industrie n'en recevront aucune diminution.

Les 70 mille arpents qui donneront la betterave fussent restés en jachere.

Les 30 mille arpents cultivés en pastel sont une bien faible portion de notre territoire, et recevront d'ailleurs des engrais qui rendront plus productives les récoltes qui succéderont à cet assolement.

La garance existe chez nous au-delà de tous nos besoins ; nous en exportons pour 1,600,000 fr. ; elle ne fera que recevoir un emploi plus utile.

Nos marais salants fourniront indéfiniment la matiere premiere de la soude, et c'est un avantage de plus de devoir

à cette découverte des moyens d'exploiter davantage la précieuse mine de nos sels.

L'Angleterre nous conseillait, il y a vingt ans, l'affranchissement des Noirs, dans l'espoir, sans doute, de contribuer à nos maux en hâtant la ruine de nos colonies. Nous avons consommé cet affranchissement en déplaçant par de paisibles et industrieuses recherches la production des denrées qui avaient reçu le nom de *coloniales*, en enrichissant nos cultivateurs, nos manufacturiers, des biens qui condamnaient les Noirs à l'esclavage.

Sans doute, la nouvelle industrie qui rend européennes les denrées de l'Amérique, n'appartiendra point exclusivement à la France ; bientôt elle se naturalisera chez nos voisins : loin de le craindre, nous devons le désirer. La France, grande, puissante et juste, ne veut déshériter aucun état de ce que la nature lui a donné, et toute l'Europe se passera d'autant plus sûrement des productions coloniales, que chacune de ses parties pourra plus facilement y suppléer.

Récapitulation des deux Premiers Chapitres.

Nous avons trouvé que les produits bruts de notre agriculture et de notre sol étaient de . . .	5,031,000,000
Que la main-d'œuvre et la premiere fabrication accroissent d'abord ces produits bruts de	1,300,000,000
Que les produits de notre nouvelle industrie sont de	65,000,000
En tout	6,396,000,000

Mais ces matieres premieres n'ont pas été toutes manufacturées encore. Celles qui l'ont été ne sont pas elles-mêmes au point où elles doivent arriver pour être livrées à nos usages, à nos consommations journalieres : le bled n'est pas devenu du pain, les étoffes ne sont devenues des vêtements, et la derniere main-d'œuvre qui doit compléter la valeur définitive de toutes les valeurs déjà créées est au moins du dixieme de ces valeurs ou de 639,600,000 fr.

Ainsi la valeur totale des matieres que chaque année leur reproduction réelle donne à nos consommations, est au moins de 7,035,600,000 fr.

CHAPITRE III.

Du Commerce.

Le commerce d'un Empire qui compte pour plus de 7 milliards de produits annuels, sans entrer en considération de tant d'autres valeurs réelles ou fictives que les calculateurs en économie politique font entrer dans leurs appréciations, est nécessairement immense.

Si nous avions cherché des valeurs purement commerciales, je ne crains pas de le dire, nos calculs, se seraient élevés à 10 milliards.

Le but du commerce est de mettre, de tenir toujours à la portée du consommateur les objets de ses besoins ou de ses goûts.

Le commerce doit donc porter sa principale activité dans les pays où se trouvent le plus grand nombre de manufactures et le plus grand nombre de consommateurs.

Lorsqu'un Empire a un beau sol, une grande étendue, a une grande population, c'est dans son sein nécessairement qu'existent les éléments de son plus important commerce.

En 1789, l'une des années où le commerce extérieur de la France a été le plus considérable, il ne s'est élevé qu'à 57 millions, en exportations, et à 400 millions en importations; car il ne faut pas compter, comme importations, les 286 millions que nous recevions de nos colonies, qui faisaient alors partie intégrante de la France.

On doit retrancher des importations le numéraire qui est le paiement fait par l'étranger de quelques-unes de nos exportations.

En retranchant 55 millions d'especes d'or et d'argent, les importations en France n'étaient donc réellement, en 1789, que de 345 millions; les exportations étaient de 357 millions: c'est un commerce d'environ 360 millions, soit que l'on considere l'actif, soit que l'on considere le passif. Il n'était pas la quinzieme partie de notre commerce intérieur.

Comparons notre commerce extérieur, à cette époque, avec ce qu'il est aujourd'hui:

Je considérerai nos colonies comme faisant partie de la France, et notre commerce avec elles comme antérieur.

En 1788, les exportations se sont élevées à , ... 365,000,000

Les importations à 545 millions, dont 55 millions en numéraire, ce qui les réduit à 290 millions, ci 290,000,000

Les exportations ont donc excédé les importations de 75,000,000

Nous venons de voir, qu'en 1789, les importations ayant été plus considérables qu'en 1788, l'excédent des exportations n'avait été que de 12 millions, ci 12,000,000

En 1810, les exportations se sont élevées à 376 millions, ci 376,000,000

Les importations ont été de 384 millions, dont il faut retrancher 48 millions d'especes, d'or et d'argent ; les importations, réduites à 336 millions, ci 336,000,000

laissent au bénéfice des exportations 40,000,000

En 1811, nos exportations se sont élevées à 328 millions, ci . 328,000,000

Nos importations, non compris 146 millions de numéraire, à 298 millions, ci 295,000,000

Les exportations ont excédé les importations de 30,000,000

En 1812, la somme des exportations s'est élevée à 383,000,000

Celle des importations à . . 257,000,000

non compris 93,000,000 de numéraire.

L'excédent des exportations a été de 126,000,000

En 1812, l'exportation des produits de notre sol a donc excédé les plus fortes sommes auxquelles elle se soit élevée à d'autres époques.

Les importations, au contraire, ont toujours été en diminuant ; elles sont moindres aujourd'hui qu'avant 1790.

La balance du commerce qui, en 1788, à l'époque ancienne la plus favorable, n'était que de 75 millions à l'avantage de nos exportations, est aujourd'hui de 126 millions.

L'année moyenne des importations en numéraire, dans

les trois années qui ont précédé la révolution, déduction faite des exportations, est de 65,000,000 : l'année moyenne est aujourd'hui de 110,000,000.

Dans la somme ancienne de nos exportations entrait une valeur de 168 millions, provenant de la partie des productions de nos colonies, que nous reversions à l'étranger: il semble donc qu'elle ait dû être remplacée aujourd'hui par une égale valeur de productions de notre sol continental et de notre industrie : mais en considérant nos colonies comme partie intégrante du royaume en 1789, nous n'avons pas compté dans les exportations les 95 millions, que nous leur donnions à cette époque en productions de notre sol européen ; ce n'est donc réellement que les 75 millions qui forment la différence de ces deux sommes qu'il a fallu donner de plus aux autres Etats pour compenser seulement ce que nous leur fournissions jadis en denrées coloniales.

Dans la somme des importations de l'époque actuelle je trouve toute la valeur des denrées coloniales, qu'aujourd'hui nous tirons de l'étranger et qu'autrefois nous fournissaient nos colonies; il semble donc que les importations auraient dû, au lieu de diminuer, augmenter au moins de la valeur de ces denrées : nous en introduisions pour 252,000,000
nous en donnions à l'étranger pour 168,000,000
il nous en restait pour 64,000,000

Si nous recherchons qu'elle était notre ancienne situation avec les pays réunis depuis à la France, nous trouvons que ces Etats recevaient de nous pour . . . 146,000,000
que nous ne recevions d'eux que pour . . . 70,000,000
Ils figuraient donc dans nos anciennes balances
à l'avantage des exportations, pour 76,000,000
et leur réunion, en faisant de nos relations avec elles une partie de notre commerce intérieur, semblerait, en ne considérant que leurs relations avec la France, devoir réduire considérablement et nos exportations actuelles et la balance en faveur de ces exportations qui s'est au contraire améliorée chaque année.

Si des calculs positifs n'avaient pas prouvé combien se sont accrues les productions de notre sol et de notre industrie, nous trouverions cette preuve dans le rapprochement des résultats de notre commerce extérieur à différentes époques.

Nous introduisons beaucoup moins de matieres premieres, nous exportons beaucoup plus d'objets manufacturés.

En cherchant à reconnaître les causes de l'accroissement

de nos manufactures et de notre commerce continental, on voit une administration surveillante et éclairée s'occuper sans cesse de la situation de nos divers genres d'industrie, varier les tarifs des droits d'entrée et de sortie, écarter par des prohibitions, par un système de douanes qui garde en effet nos frontieres, la concurrence qui pourrait arrêter l'essor de nos manufactures ; car elles conservent ainsi la prime importante que leur donne la consommation d'un Empire peuplé de 42 millions d'habitants ; elles fournissent avec avantage nos marchés et ceux de l'étranger.

Des lois simples et uniformes préviennent toutes les discussions, rendent les transactions sûres et faciles ; le commerce trouve par-tout la même liberté, la même protection ; des routes commodes, de nombreux canaux assurent et abrégent les transports ; de l'Espagne en Hollande et à Hambourg ; de Rome à Brest, les plus grosses voitures circulent librement ; Amsterdam et Marseille communiquent ensemble par les canaux de Saint-Quentin et du centre ; la navigation des fleuves et des rivieres est perfectionnée ; elle est entretenue par des travaux journaliers.

L'Angleterre a, par des arrêts du conseil, dénationalisé tous les pavillons. Plus de neutres, dès lors plus de communications maritimes régulieres ; cette époque devait être critique ; l'Angleterre y avait compté ; mais la vigilance, l'habileté, l'énergie de notre Gouvernement ont su en faire une époque d'améliorations, et c'est depuis 1806 que notre industrie a fait les plus grands progrès.

Si l'Amérique, ou toute autre puissance, pouvait reconnaître l'indépendance de son pavillon et le principe consacré par le traité d'Utrecht, que le pavillon couvre la marchandise, nos ports seraient ouverts à de tels neutres, et notre commerce prendrait de nouveaux accroissements.

Mais il atteindra au plus haut degré de prospérité lorsque sous un Gouvernement tel que le nôtre, avec toutes les richesses de notre sol, toute l'activité de nos manufactures, nous jouirons, nous-mêmes de cette paix qu'appellent les vœux du Monde, de cette paix honorable et sûre qui rendra à l'industrie humaine tout son développement.

C'est à la situation territoriale dont je viens de faire l'exposé, que nous devons l'état de nos finances, la jouissance du meilleur système monétaire de l'Europe, l'absence de tout papier-monnaie, une dette réduite à ce qu'elle doit être pour le besoin des capitalistes : c'est une telle situation, Messieurs, qui nous permet de faire face à-la-fois à une

guerre maritime et à deux guerres continentales, d'avoir constamment 900,000 hommes sous les armes, d'entretenir 100,000 hommes de matelots ou d'équipages maritimes, d'avoir cent vaisseaux de ligne, autant de frégates à l'entretien et en construction, et de dépenser tous les ans 120 à 150 millions en travaux publics.

CHAPITRE IV.

Travaux Publics.

Depuis l'avénement de S. M. au trône impérial, on a dépensé,

Pour les palais impériaux et bâtiments de la couronne	62,000,000
Pour les fortifications	144,000,000
Pour les ports maritimes	117,000,000
Pour les routes	277,000,000
Pour les ponts	31,000,000
Pour les canaux, la navigation et les desséchements	123,000,000
Pour les travaux de Paris	102,000,000
Pour les édifices publics des départements et des principales villes	149,000,000
Total . . .	1,005,000,000

Palais Impériaux et Travaux de la Couronne.

Les palais impériaux ont été rétablis; ils ont reçu de nouveaux accroissements.

Le Louvre a coûté 50,000,000 fr., y compris la valeur des maisons à abattre; 21,400,000 fr. sont dépensés.

Les Tuilleries ont été dégagées de tous les bâtiments qui en obstruaient les abords; le plan régulier de ce palais et de ses jardins est entierement exécuté; 6,700,000 fr. y ont été employées.

Le palais du Roi de Rome est fondé en face du pont d'Iena. L'époque de sa construction en fera un monument historique. Les projets sont de 20 millions: la préparation du sol a employé une somme de 2,500,000 fr.

On répare Versailles, 5,200,000 fr. y ont été dépensés.

La machine de Marly, qui lui donne des eaux, se remplace par une pompe à feu : la dépense sera de trois millions. On a fait pour 2,500,000 fr. de travaux.

Fontainebleau et Compiegne sont restaurés ; leurs intérieurs ont été entierement renouvelés ; leurs jardins replantés ; 10,600,000 fr. y ont été dépensés.

Les palais de Saint-Cloud, de Trianon, de Rambouillet, de Stupinis, de Laken, de Strasbourg, de Rome, ont employé 10,800,000 fr.

Les diamants de la couronne engagés à l'époque de nos troubles, ont été retirés, des acquisitions pour les compléter ont été faites.

Le mobilier de la couronne, qui doit, conformément aux statuts, être de 30 millions, a été également complété.

Trente millions ont été employés en tableaux, en statues, en objets d'art et d'antiquités, qui ont été ajoutés à l'immense collection du Musée Napoléon.

Toutes ces dépenses ont été acquittées sur les fonds de la couronne et du domaine extraordinaire.

(La Fin au Numéro prochain.)

RETRAITE DES FRANÇAIS.

AVERTISSEMENT.

Le public ayant distingué particulierement cette brochure rédigée par un officier allemand au service de Russie, on s'empresse d'en faire part aux personnes qui ne peuvent la lire dans l'original. La précision et la clarté qui caractérisent cet intéressant morceau, le mettent au nombre des matériaux qui serviront à écrire un jour l'histoire de la campagne actuelle.

Le dernier coup sous lequel devait expirer la liberté de l'Europe, s'était annoncé du côté des Français avec des préparatifs, avec un appareil et un éclat qui exaltaient au plus haut degré l'orgueil du soldat et l'attente des partisans du système français ; un certain nombre ne songeait plus qu'à franchir les ruines de la Russie, pour courir à des expéditions romanesques vers les contrées lointaines de la Perse et de l'Inde. Napoléon avait hautement prononcé que *l'irrésistible destinée de la Russie l'entraînait vers sa chute.* Il laissait à découvert les moyens d'exécution pour le plan qu'il avait arrêté de repousser les Moscovites au-delà des déserts de l'Asie comme autant de barbares ennemis de la civilisation européenne. Sa renommée, sa fortune, et des armées formidables donnaient à ses paroles toute l'importance et tout le sérieux d'une prophétie. Un aussi présomptueux langage n'était calculé que pour en imposer plus sûrement. En effet la partie pensante du public se laissait entraîner à une pleine confiance dans la sûreté de ses com-

binaisons politiques et militaires, tandis que le commun des esprits redoublait de croyance dans leur infaillibilité.

Déjà les paroles prophétiques de Napoléon semblaient s'accomplir : aussitôt que l'armée française eut atteint le Niemen, les Russes se retirerent de tous côtés et abandonnerent à l'ennemi les provinces du nord de la Pologne ; elles leverent bientôt après l'étendard de la révolte et se réunirent aux Français. Napoléon avait promis à ses soldats de les conduire à Moscou. Là, leur avait-il dit, sera le terme de vos travaux et de vos efforts ; là vous attendent une paix glorieuse et toute espece de jouissances.

L'Empereur des Français, toujours habile à profiter du premier moment d'illusion et de terreur pour surprendre ce qu'il appelle la paix, avait dirigé toutes ses opérations dans le dessein de s'emparer promptement de Moscou ; car il n'était pas moins assuré que ses soldats que c'était dans cette capitale qu'elle devait être conclue. Son calcul fut juste jusqu'à un certain point. Moscou tomba dans son pouvoir. Cependant il y eut une petite erreur, la paix ne fut pas conclue, ce qui ne donna pas à ses sages combinaisons une tournure très-favorable. Un léger incident qui eut lieu quelques jours avant et qui ne quadrait pas trop avec la justesse de ses mesures, fut la bataille de Borodino. Dans cette mémorable journée les Russes accueillirent si bien les vieilles bandes guerrieres de Napoléon (selon l'expression favorite des bulletins), qu'elles les désabuserent un peu de leur confiance dans l'habitude de triompher, et les envoyerent à plus de deux milles (15 werstes) du champ de bataille féliciter leur Empereur sur sa victoire. Ce que ne purent exécuter les *vieilles bandes victorieuses*, fut également impossible aux bulletins français, quoique rien ne résiste à leur intrépidité ; mais leur langage

n'était préparé que pour ceux qui n'avaient point été à cette bataille. Les Russes se retirerent paisiblement et en bon ordre; ils savaient ce qu'ils faisaient: les Français s'avancerent avec défiance. Le bon ordre de cette retraite indiquait assez qu'elle tenait moins à la nécessité de quelque événement contraire, qu'à un plan sagement combiné. La solitude des villes et des villages situés sur le grand chemin ne s'accordait pas trop bien avec cet accueil à bras ouverts de la part des habitants, tel que Napoléon l'avait promis à ses *vieilles bandes*; l'invasion de Moscou sans coup férir semble d'abord être une preuve de la justesse des vues du grand homme, mais cette ville avait déjà cessé d'être la capitale de l'Empire, car à l'exception d'un petit nombre, ses habitants avaient quitté ses murs. L'ennemi n'eut en sa possession qu'un amas de maisons vides d'habitants, qui devint bientôt lui-même, par un sacrifice volontaire, un monceau de cendres et de ruines; pour être la preuve que cette lutte était un combat à mort et attester en même-temps l'inébranlable constance du Souverain et de la nation.

Dans ces entrefaites l'armée russe, sous le commandement du Feld-Maréchal Prince Kutusoff, avait, par une marche de flanc hardie, pris une position avantageuse à Létaschowka, entre Kálouga et Moscou; cette manœuvre avait pour but de couvrir les provinces méridionales, pendant que l'armée s'augmentait par les renforts qui affluaient de tous côtés, elle harcelait et affaiblissait l'ennemi par des combats journaliers. Les forces russes étaient nombreuses et animées du meilleur esprit: dans toutes les parties de l'Empire le patriotisme déployait de nouvelles forces: pendant que les bulletins remplissant leur tâche ordinaire, répandaient partout que la Russie touchait à son dernier moment, que ses armées étaient détruites, qu'elle ne consistaient plus qu'en de nouvelles levées de mi-

lices traînées par force ; en un mot que l'épouvante et la confusion s'étaient emparées de tous les esprits.

De son côté Napoléon fit circuler des proclamations aux habitants de Moscou et des environs, par lesquelles il les engageait amicalement à rentrer dans leurs foyers, et à y venir jouir de la protection de la *grande nation* : on ne conçoit pas trop comment d'aussi séduisantes invitations n'eurent absolument aucun effet ; car les guerres précédentes avaient démontré combien les propriétés de toute espece étaient sacrées pour les Français, et jusqu'à quel point ils respectaient les temples et les autels : il est vrai que leur conduite à cet égard tenait plus, à les entendre, à une *certaine légereté* qu'à une méchanceté réfléchie.

Après quelques tentatives infructueuses faites pour la paix, Napoléon crut que les Russes ne voulaient en traiter qu'à Moscou : il eut la générosité d'offrir d'évacuer cette ville en cendres sous la condition d'un armistice et de se retirer jusqu'à Wiasma, qui deviendrait le lieu désigné pour les conférences y relatives. Cette proposition ne fut pas heureuse, car on lui répondit qu'on était très-surpris d'entendre parler de *paix* et d'*armistice* au moment même où la campagne s'ouvrait pour les Russes. La position de l'armée française était assez critique : investie dans une vaste circonférence, où venaient aboutir les chemins de Twer, Wladimir, Riasan et Kalouga, et autour des cendres de la capitale, devenue elle-même le centre de tous les incendies, elle se trouvait placée comme dans un vaste désert. Chaque jour les soldats sortaient par milliers de leur camp pour venir piller la ville. Un très-grand nombre se répandait aux environs pour avoir du pain et des fourrages ; des troupes entières de paysans armés se cachaient en embuscades et tuaient tous les jours une multitude de maraudeurs ; s'ils leur échappaient, c'était pour tomber entre les

mains des Cosaques. La situation de Napoléon devenait de jour en jour plus difficile, le manque de vivres plus effrayant, les murmures des soldats plus séditieux, et les espérances de paix s'évanouissaient également de plus en plus.

Après un séjour de cinq semaines le conquérant prit le parti d'évacuer cette capitale ; il eut soin de dire avant à ses soldats : *Je veux vous conduire dans vos quartiers d'hiver. Si je rencontre les Russes dans mon chemin, je les battrai ; si non, tant mieux pour eux.* Mais ce langage prophétique n'était plus de saison : car la suite prouva qu'il rencontra les Russes et qu'il ne les battit pas, et qu'il fut plus avantageux pour ceux-ci de l'avoir rencontré. Le 6 Octobre (v. st.) à la pointe du jour, le roi de Naples fut attaqué à Tarutina à 80 werstes de Moscou et totalement mis en déroute : 26 canons, 2,000 prisonniers et une immense quantité de bagage tomberent entre les mains des vainqueurs : le monarque lui-même n'échappa qu'avec la plus grande peine.

Napoléon dirigea sa marche sur l'ancien chemin de Kalouga. On put juger par ses dispositions qu'il n'avait pas sérieusement le dessein de percer par cette derniere ville ; mais qu'il avait songé, dès le commencement, à s'ouvrir une issue par le Dniepre, où ses magasins étaient préparés, et qu'il ne marchait sur Kalouga que pour jetter l'épouvante et tromper les Russes par des mouvements simulés. il gagnait ainsi du temps, de l'avance, et avait l'avantage de suivre parallelement le grand chemin de Smolensko, qui n'était pas encore ravagé. Cependant au lieu d'abuser, par cette manœuvre, le prince Kutusoff, il fut au contraire surpris à l'improviste par l'armée russe à Maloiaroslawitz, où le feld-maréchal qui avait quitté sa position arriva le 11 Octobre (v. st.) à l'entrée de la nuit. Le combat s'engagea vivement le 12, seulement entre le Ge-

corps de l'armée russe et le 4e de l'armée française, le reste des deux armées n'ayant point été employé ; cette journée glorieuse pour les armes russes mit tout de suite fin aux ruses stratégiques de Napoléon et traversa tous ses plans : au lieu de tromper les Russes, ce furent eux qui le tromperent ; au lieu de les écarter du chemin, il avait lui-même à déployer ses mouvements dans un voisinage très-incommode ; au lieu d'atteindre tranquillement ses quartiers d'hiver, il n'avait pas un moment à perdre pour s'assurer une prompte retraite, au lieu enfin de choisir la route à son gré, il se voyait forcé de suivre le grand chemin, c'est-à-dire le désert qu'il s'était préparé lui-même.

L'armée française opéra donc sa retraite sur Mojaïsk le 14 Octobre (v. st.) par Borowsk et Wéréia. Vingt régiments de Cosaques, commandés par le général Platoff, l'avant-garde composée de deux corps d'armée d'infanterie, sous les ordres du général Miloradowitz, se mirent aussitôt à sa poursuite. Quant à la grande armée russe, elle s'avança vers la gauche dans une ligne parallele au grand chemin et dans laquelle les vivres et les fourrages se trouvaient en abondance.

Les magasins français les plus voisins étaient à Smolensk : Maloiaroslawitz est à plus de 50 milles (350 werstes) de cette ville ; traverser cette distance sans provision d'aucun genre, ayant à dos un ennemi acharné à la poursuite, était le problême que l'armée française avait à résoudre : elle était redevable de toutes ces difficultés à son chef, qui dans ce cas ne pouvait pas plus attendre que prévoir quelque grossiere méprise de la part des Russes, et qui avait entierement négligé de prendre ces précautions, ces moyens indispensables à un veritable capitaine qui traite ses soldats en pere, et qui enfin conduisait son armée à sa perte. Une prompte retraite, pour conserver ce nom, ne peut s'effectuer que dans un es-

pace proportionné : si elle a lieu dans une étendue hors de mesure, toute précipitation devient alors funeste : car c'est le propre de toute manœuvre de ce genre, de décourager plus ou moins le soldat ; plus la vîtesse et les distances sont grandes, plus elles tendent à lui faire perdre le véritable esprit qui le constitue. Ce mal est plus à craindre pour une armée que toutes les souffrances physiques auxquelles elle est ordinairement exposée. Napoléon agit en sens contraire de ce principe, et il paya sa faute de la perte de son armée et de sa réputation militaire.

Bientôt la famine se fit tellement sentir dans l'armée française que les régiments se partagerent en bandes de maraudeurs qui pillaient et ravageaient de tous côtés à quelques werstes du grand chemin ; les chevaux crevaient par milliers, et chaque corps était obligé de brûler une quantité immense de bagages et de fourgons qui n'avaient plus d'attelages : tous les habitants des villages des gouvernements de Moscou et de Kalouga avaient pris les armes pour tirer vengeance des maux qu'ils avaient soufferts, et ils tuaient journellement des bandes de maraudeurs pressés de plus en plus par les infatigables Cosaques. L'ennemi fut obligé de suivre la grande route sans oser s'écarter de cette ligne. La grande armée n'avait presque plus pour nourriture que la chair de cheval : déjà chaque jour voyait mourir de faim et de fatigue des centaines de soldats. Déjà on enlevait les chevaux à la cavalerie pour traîner l'artillerie. Déjà les pieces de canon étaient abandonnées ou enfouies, en un mot, la misere était grande et n'offrait dans son effrayante progression que la plus désolante perspective.

Le 22 Octobre (v. st.) il y eut à Wiazma un vif engagement à l'arriere-garde. Le 1er corps, commandé par le maréchal Davoust, et une partie du 4e fut chassé au-delà de Wiazma et poursuivi

jusque dans la nuit avec une perte de 25 canons, de plusieurs mille hommes tant tués que blessés ou prisonniers : la ville elle-même subissant le sort des autres par lesquelles les Français avaient passé, fut mise en cendres. C'est alors que la rigueur des premiers froids se fit sentir, et qu'elle devint un nouveau surcroît de misere pour l'armée française. N'avoir d'autre nourriture que la chair de cheval gelée, aucune boisson fortifiante, aucun vêtement d'hiver; bivouaquer sur la glace et la neige, ces cruelles extrémités étaient au-dessus de tout ce que la force humaine pouvait supporter. Chaque nuit plusieurs centaines d'hommes périssaient gelés: l'épuisement en emportait autant chaque jour. Des monceaux de cadavres montraient les traces du passage de l'armée : les soldats jettaient par bandes armes et bagages ; il n'était plus question d'ordre ni de discipline : le soldat ne s'inquiétait plus de son officier ni celui-ci du soldat ; chacun était tellement occupé de soi-même qu'il ne pensait à qui que ce soit et n'était pas plus capable de commander que d'obéir. Parmi ces bandes bigarrées, formées de tous les régiments pêle-mêle confondus, on ne distinguait que les corps qui conduisaient les bagages, et qui à chaque instant étaient assaillis et pillés par les Cosaques qui fondaient de toutes parts: on avait poussé l'imprévoyance à un tel point qu'on n'avait pas même songé, en cas de gelée, à faire ferrer les chevaux à glace ; harassés, ils pouvaient à peine se soutenir sur un chemin glissant ; douze à quinze étaient attelés pour traîner une seule piece ; la moindre butte devenait un obstacle insurmontable... La cavalerie n'en avait plus à fournir ; elle était, à l'exception de quelques régiments des gardes, réduite à marcher à pied ; de cette maniere on ne pouvait plus faire avancer l'artillerie. A Dorogobusch le 4e corps laissa toute la sienne, composée de plus de 100 pieces : de maniere que le 1er et le

3e, après l'arrivée de l'armée à Smolensk, en avait déjà perdu plus de 400. L'armée qui était partie de Moscou forte de 100,000 hommes, se montait à Smolensk à peine à 60,000, parmi lesquels la moitié était à peine armés. L'ennemi passa deux jours à Smolensk et ils furent signalés par le pillage, l'incendie et la plus horrible confusion : les magasins qu'on y trouva ne furent pas d'un grand secours, car la portion fixée pour chaque jour, et qui même ne consistait qu'en farine, devint dans un instant la proie d'une foule d'affamés. Un très-grand nombre ne put même en profiter ; car chacun se trouvait forcé de la disputer à ceux qui la leur ravissaient : on avait aussi annoncé une distribution de munitions de guerre ; mais il ne présenta que peu de soldats pour les recevoir.

Pendant ce temps l'armée russe s'avançait de Jelna par Smolensk sur Krasnoi, pour précéder l'ennemi ; elle arriva vers la nuit le 4 Novembre (v. st.) et prit sa position à 7 werstes de la ville où était arrivé le même jour l'armée française : le 5 on en vint aux mains. Napoléon avait déjà marché en avant avec la plus grande partie de ses gardes, les seuls qui eussent encore quelque tenue militaire ; le 1er et le 4e corps furent engagés dans le combat et mis bientôt en déroute après quelque résistance, avec une perte considérable en morts et blessés ; 25 canons, la moitié des armes qu'avait encore l'armée, plusieurs mille prisonniers, un grand nombre d'aigles et de drapeaux, et le bâton du maréchal Davoust tomberent entre les mains des vainqueurs. Le 3e corps, commandé par le maréchal Ney, fort d'environ 15,000 hommes, et qui depuis Wiazma formait l'arriere-garde, était encore à un jour de marche en arriere. Napoléon et ses généraux n'avaient aucune connaissance de celle de l'armée russe sur Krasnoi, c'est ce qui fit croire au maréchal Ney, lorsqu'il arriva le 6, que l'obstacle qui lui barrait

le chemin n'était que quelques partis envoyés à la découverte ; mais il fut bien surpris et trouva très-mauvais qu'on le sommât de se rendre. Je saurai me faire jour, dit-il au parlementaire qui lui fut envoyé, et il commença subitement l'attaque. L'affaire fut bientôt décidée ; en moins d'une heure le corps qu'il commandait fut dispersé, quelques mille tués et blessés restèrent sur le champ-de-bataille ; 11,000 hommes environ se rendirent par détachements, les uns après les autres, et le maréchal lui-même prit la fuite par le Dniepre avec quelques centaines de soldats. Ce corps d'armée avait plus de vingt canons et pas un seul cavalier. On fit un immense butin dans cette journée. Les dépouilles de Moscou qu'on avait sauvées des flammes, retomberent en grande partie au pouvoir des Russes.

La retraite des Français peut se diviser en trois temps ou périodes qui, malgré une progression de maux qui leur est commune, n'empêche pas que chacune d'elles n'ait un caractere particulier : la premiere finit à Krasnoi. Le résultat qu'elle offrit du côté de l'ennemi, fut 40,000 prisonniers, parmi lesquels 27 généraux, environ 500 canons pris, 31 drapeaux, et un butin considérable : cette grande armée, nagueres si formidable, fondue tout-à-coup, se réduisait à environ 30,000 hommes, dont à peine 10,000 étaient en état de porter les armes. Vingt-cinq canons étaient ce qui restait de l'artillerie ; pour la cavalerie depuis long-temps il n'en était plus question.

L'armée russe présentait au contraire un autre spectacle ; elle comptait plus de 70,000 hommes bien disposés, parmi lesquels 16,000 de cavalerie et 600 pieces de canon qui l'accompagnaient.

Pendant que ce déluge de maux anéantissait l'armée ennemie, et que la honte d'une fuite aussi ignominieuse rongeait de chagrin et de désespoir le cœur du véritable soldat, les bulletins français gar-

daient toujours le même ton de sérénité et de jactance : ils affectaient de parler des événements avec une merveilleuse assurance : ils citaient des lettres datées du 8 de Moscou (quoiqu'il eût été évacué le 6) d'après lesquelles Napoléon tranquille et satisfait occupait toujours cette capitale avec ses gardes. Ces mêmes lettres publiaient que des corps détachés, après quelque légere résistance, s'étaient déjà rendus maîtres de Twer, de Toula et de Kalouga. Quant à la bataille de Taroutina, ils annonçaient que le roi de Naples avait donné aux Russes une *vigoureuse leçon ;* que l'attaque de la cavalerie française avait été des plus brillantes. Par rapport à cette *leçon*, le redoutable roi de Naples sait, à n'en point douter ceux qui l'ont donnée et ceux qui l'ont reçue. Et relativement à la fameuse attaque de cavalerie, ils eurent la modestie de convenir que les Cosaques avaient (de la maniere la plus déloyale il est vrai) passé sur le corps des cuirassiers et des dragons français : enfin quand il fallut toucher l'article de la fameuse retraite, tous les amis des Français eurent le plaisir d'apprendre, par le 25e bulletin, que Napoléon allait faire prendre à son armée (qui les avait bien mérités), ses quartiers d'hiver en passant par Smolensk ; que les Russes n'osaient pas s'exposer à attaquer sérieusement sa marche qui s'exécutait dans le plus grand ordre ; que cette même armée (réduite alors au plus affreux désespoir) était dans la meilleure disposition, qu'elle avait tout en abondance, qu'elle était singulierement favorisée par la saison, que l'Empereur avait mis tant d'habileté et de supériorité à combiner ce mouvement, qui avait pour but les quartiers d'hiver, qu'on pouvait le regarder comme une opération qui donnait l'offensive contre Pétersbourg, parce que Smolensk devenant ainsi un nouveau centre d'activité, était un peu moins éloigné de la nouvelle capitale que de l'ancienne. Jamais aucun

bulletin n'avait outragé la vérité avec tant d'impudence ; jamais les mots d'aucune langue n'avaient été déshonorés par un abus aussi révoltant. La plus horrible confusion recevait le nom de bon ordre ; le plus affreux désespoir celui de sérénité et de bon accord ; des malheureux expirants dans les angoisses de la faim représentés dans l'abondance, et l'éclatante vengeance du ciel annoncée comme en étant les bénédictions ! 10,000 victimes de la famine et du froid interprétaient bien autrement la faveur céleste aussi audacieusement blasphémée. Les soldats français, malgré leur déplorable état, n'auraient pu s'empêcher de rire s'ils avaient appris que leur malheureuse fuite était transformée en un mouvement qui menaçait Pétersbourg. La seule expression qui pourrait être avouée par la vérité, était peut-être le nom de *quartiers d'hiver bien mérités*, car tous les fléaux qui avaient fondu tout à la fois sur l'armée, étaient cette *récompense* pour toutes les atrocités qu'elle avait commises.

La seconde période de la retraite commence à Krasnoi et finit à la Bérésina : elle comprend un espace de 26 milles (182 werstes) ; elle semblait d'abord offrir à l'armée française un aspect moins affreux ; car premierement elle attendait au-delà du Dniepre sa réunion avec les corps de Victor, de Dombrowsky et les restes de celui d'Oudinot, ce qui composait en tout environ 30,000 hommes ; en second lieu cette poursuite dont elle avait tant éprouvé l'activité, avait semblé se rallentir par l'engagement du 6 avec le maréchal Ney ; troisiemement elle avait atteint la ligne de ses magasins et une contrée qu'elle pouvait regarder comme dévouée à ses intérêts ; quatriemement, la rigueur du temps s'était un peu radoucie ; mais tous ces avantages et ces consolations s'évanouirent à la nouvelle que l'armée de l'amiral Tschitschagoff était arrivée à Minsk, pour recevoir l'armée française aux bords de la Bé-

résina, et que le comte de Wittgenstein, renforcé par le général Steinheil, s'approchait également de Tschaschnikoff, pour combiner ses opérations avec l'armée de Moldavie. Les mouvements de ces armées réunies ouvraient à l'ennemi une nouvelle carriere de dangers, dont le moindre devait être la répétition de la précédente journée de Krasnoi. Napoléon comprit alors tout l'embarras de sa position, et vit qu'il ne lui restait d'autre moyen que de précipiter sa marche vers la Bérésina; arrivé à Orcha, il trouva les députés du gouvernement de Mohileff qui s'y étaient rassemblés pour recevoir ses ordres: l'Empereur, ordinairement jaloux de ces sortes d'hommages, renvoya les députés à leur poste sans avoir daigné les recevoir: car il n'ignorait pas qu'il faut toujours en imposer à des gens de cette espece, et qu'un train aussi modeste que celui qu'il offrait cette fois à leurs yeux, ne pouvait produire que le plus mauvais effet. Il avait aussi ses raisons particulieres pour ne pas mettre son armée en spectacle, parce que cette même armée tendant par un mouvement actif et latéral vers Pétersbourg, avait un peu perdu de sa tenue, et que le froid en avait forcé une partie à se travestir en habits de prêtres et l'autre en habits de femme, ce qui ne ressemblait pas tout à fait au costume militaire de guerriers aussi renommés. Aussitôt que Napoléon eût concentré autour de lui les renforts dont nous venons de parler, il envoya les polonais vers la gauche à Borisoff, que l'Amiral Tschitschagoff occupait déjà, et plaça le corps de Victor vers la droite à l'opposé du général Wittgenstein: sous la protection de ces détachements il parvint le 13 avec le reste de son armée aux rives de la Bérésina, fit jetter un pont à Tembin, 15 werstes au-dessus de Borizoff, et passa la riviere sans perdre de temps. Les horreurs de ce passage seront à jamais présentes à la mémoire du soldat français—Il dura

deux jours.—D'abord ils s'y porterent en foule et en tumulte, car depuis long-temps l'armée ne connaissait plus ce que c'était qu'ordre et marche réguliere; un grand nombre fut englouti dans les flots : mais lorsque l'armée russe s'avançait en jetant de côté le corps de Victor et de Dombrowsky, et que tous courant en désespérés se précipitaient à la fois vers le pont, cette scene d'horreur et de confusion parvint à son comble. Les bagages, les trains d'artillerie, les chevaux de trait, la cavalerie, l'infantérie, tout s'empressait de franchir la riviere : le plus fort renversait le plus faible, celui-ci le jettait dans les flots ou le terrassait. L'officier, le soldat, confondus, ne songeaient qu'à se sauver ; plusieurs centaines furent écrasées sous les trains ; quelques-uns cherchant l'endroit du fleuve le plus étroit pour le passer à la nage tombaient transis de froid : d'autres essayaient de passer à la faveur des blocs de glace qui flottaient çà et là, et plongeaient tout à coup ; partout des cris de mort et d'alarmes, et nulle part du secours. Enfin quand les batteries russes eurent commencé à foudroyer le pont et les deux rives, le passage fut interrompu : une division entiere de 7500 hommes du corps de Victor avec 5 généraux se rendit par capitulation ; plusieurs mille furent noyés, assommés ; une immense quantité de canons, de bagages resterent sur la rive gauche du fleuve : telle fut la fin de cette seconde période ; elle donna pour résultat 20,000 prisonniers, environ 200 pieces de canon et un butin considérable.

C'est sans doute un système de police habilement organisé que celui qui parvient à dérober au public la connaissance des événements qui l'intéressent le plus ; les Français, qui ont porté aujourd'hui cet art au plus haut degré de perfection, l'apprirent à leurs dépens dans cette circonstance. Partout où les troupes se trouverent alors, elles ignorerent les revers multipliés de l'armée. Wilna

devenu le centre des nouvelles provinces confédérées, et le siége de l'administration française jouissait d'une surveillance particuliere, et fut maintenue long-temps dans une ignorance absolue de ce qui se passait autour d'elle ; le public croyait réellement aux mensonges du 25e bulletin. On fut effrayé il est vrai quand on apprit que l'armée de Moldavie s'était emparée de Minsk, et qu'elle se dirigeait sur Borisoff. Cependant les esprits reprirent assez leur premier calme en apprenant par la gazette de Wilna que la marche de l'armée russe quadrait tout à fait avec le plan de Napoléon, et que c'était précisément par cet événement qu'elle courait à sa perte. Mais les courriers de l'armée n'arrivant plus, l'agitation et l'inquiétude se manifesterent de nouveau. Après être restés douze mortels jours sans aucunes nouvelles, le Duc de Bassano envoya un jeune polonais qu'il fit, dit-on, déguiser en femme pour savoir quelque chose de l'armée : il reparut cinq jours après et apporta (au grand contentement des Français) la nouvelle bientôt répandue par les gazettes, qu'il avait trouvé l'Empereur à la Bérésina dans la plus belle humeur du monde et sur le point de marcher, sur l'amiral Tschitschagoff, qui avait donné tête baissée dans le piége qu'on lui avait tendu ; que du reste l'Empereur n'avait avec lui que la moitié de son armée : quant à l'autre il l'avait laissée à Smolensk parce qu'il n'en avait pas besoin : quelques jours après le grand homme arriva en personne, et son voyage clandestin donna pleine carriere à tous les commentaires auxquels prêtaient naturellement ces étrangers nouvelles.

La troisieme période de la retraite va de la Bérésina jusqu'au Niemen ; et de ce dernier endroit jusqu'en Prusse. Quoiqu'elle paraisse encore plus désastreuse pour les Français à raison de leurs maux parvenus au dernier terme, elle offre cependant (militairement parlant) beaucoup moins d'intérêt ;

car elle ressemble à une chasse le long de la grande route. Environ 40 mille hommes qui avaient encore sauvé quelqu'artillerie, avaient passe la Bérésina: mais dans quel déplorable état étaient ces malheureux débris! Un froid rigoureux revint mettre le comble à leur détresse: c'est alors que n'ayant plus la force de résister à tant de souffrances, ils jettaient armes et bagages: la plupart n'avaient ni bottes ni chaussure, ils étaient affublés de couvertures et avaient entortillé leurs pieds avec de vieux chapeaux. Chacun tâchait de se garantir la tête et les épaules avec ce qu'il avait pu trouver, et pour avoir un abri de plus contre le froid. Les uns avaient de vieux sacs, d'autres des nattes, des peaux d'animaux fraîchement écorchés: heureux celui qui avait pu enlever quelques lambeaux de fourrures! Les officiers, les soldats, frappés d'un stupide engourdissement, ayant les bras et le visage entierement cachés, se traînaient l'un près de l'autre; les soldats de la garde ne différaient en rien du reste: ils étaient en lambeaux, mourant de faim et sans armes: toute défense leur était impossible. Le seul cri de *Cosaque* suffisait pour pousser des colonnes entieres en avant: et il n'en fallait que quelques-uns pour prendre des centaines de fuyards. Le chemin que tenait l'armée était jonché de cadavres. Chaque bivouac ressemblait le lendemain à un champ de bataille. Aussitôt que l'un d'eux succombait d'épuisement, ses camarades le dépouillaient à nu respirant encore, pour se couvrir des débris de ses vêtements. Toutes les maisons et les granges étaient mises en feu: chaque terrein incendié était couvert de cadavres; car ceux qui avaient encore pu s'en approcher n'ayant plus la force de se retirer, lorsque la flamme s'étendait, en étaient saisis et consumés. Les chemins étaient couverts de prisonniers qui n'avaient besoin d'aucune surveillance. A tant d'horreurs succédaient d'autres horreurs.

Défigurés par la pâleur et la fumée ils se rangeaient auprès du feu comme des spectres, sur les cadavres de leurs camarades, jusqu'à ce qu'ils tombassent et mourussent comme eux. Un grand nombre dont les pieds étaient nus et déjà gangrénés, réduits à un état complet d'imbécilité, marchaient à peine ; d'autres avaient perdu la parole. On en a vu même quelques-uns tomber par l'excès du froid et de la faim, saisis d'une stupide frénésie, se porter jusqu'à faire rôtir et manger la chair des cadavres de leurs semblables, ou se ronger les mains et les bras. Il y en avait qui n'ayant pas la force de porter du bois pour alimenter la flamme, s'asséyaient sur les corps de leurs camarades auprès d'un petit feu, avec lequel ils s'éteignaient eux-mêmes. Dans cet état d'insensibilité il s'en est trouvé qui machinalement portés vers le feu par le besoin de se chauffer, se brûlaient volontairement avec de lamentables cris : ils étaient suivis par d'autres qui éprouvaient le même sort. En un mot, il n'y a que ceux qui ont eu le malheur d'être les témoins d'un si affreux spectacle, qui puissent avoir une idée de tant de calamités réunies, et dont les annales du monde n'offrent aucun exemple.

La division de Wilna du général Loison était arrivée de Königsberg : elle était à-peu-près de 10,000 hommes, allemands pour la plupart : elle avait été envoyée au-devant de l'armée jusqu'à Oszmiana, 7 mille (50 werstes) de Wilna, pour protéger sa retraite. En moins de quatre jours cette même division sans avoir combattu, fut réduite à 3000 par les seules fatigues de la marche et du bivouac, et ces débris furent ou taillés en pieces ou faits prisonniers en avant de cette derniere ville.

Napoléon, le restaurateur de la Pologne, dont

les bulletins nagueres assuraient que le tonnerre de l'artillerie française devait retentir jusqu'en Asie, passa, le 24 à Wilna gardant l'incognito et dans le plus modeste équipage. L'armée, du 26 au 28, défila le matin dans le plus terrible désordre encombrant les rues de cadavres. Elle était tout à la fois pour les habitants un objet de pitié et de dérision ; mais dans la matinée du 28, au moment où le fatal cri d'allarmes *Cosaques, Cosaques,* se fit entendre, et que les soldats sortant des maisons s'élançaient vers les portes de la ville pour fuir à toute hâte, les Juifs, sans distinction d'âge, vinrent les assaillir : ils dirigeaient leurs coups spécialement sur les gardes, dont ils avaient enduré les plus mauvais traitements, et en tuerent un très-grand nombre. Cette précipitation préserva la ville de l'incendie et du pillage : c'était la premiere qui depuis Moscou avait échappé au sort qu'elles avaient toutes déjà subi ; de Wilna les Français parvinrent à Kowno : à peine 25,000 hommes passerent le Niemen ; la plus grande partie de l'artillerie avait été laissée devant cette premiere ville, et les restes dans ce dernier endroit. Le résultat donné par ces trois périodes, fut la prise de plus de 100,000 hommes, parmi lesquels 50 généraux et environ 900 pieces de canon. Depuis Kowno les Cosaques continuent leur ardente poursuite ; un petit nombre de fuyards atteindra la Vistule ; et s'il y parvient, il ne doit pas survivre au hasard d'avoir échappé à tant de dangers. Les fatigues du soldat l'ont trop épuisé pour qu'il ne succombe pas quand même il trouverait le repos et les meilleurs traitements ; c'est dont on a l'exemple chaque jour par les prisonniers qui meurent après le premier bon repas qu'ils n'ont plus la force de supporter.

Telle est la fin de l'orgueilleuse et extravagante entreprise de Napoléon : ainsi ont été remplies ces

promesses qu'il s'imaginait être sorties de sa bouche comme autant de sentences émanées d'un oracle infaillible. Ce n'est pas la Russie, mais le tyran qui voulait l'envahir, qui est *entraîné par son irrésistible destinée.* C'est par sa chute que l'Europe dans les fers doit recouvrer sa liberté ; sa réputation, sa fortune ont échoué devant la bonne cause que l'Empereur Alexandre a soutenue avec une constance si héroïque. Le jugement porté sur cette armée et sur son chef a pour base et pour mesure les atrocités et la scélératesse qui les signaleront aux races futures comme le plus terrible fléau qui ait affligé l'humanité.

Discours de l'Empereur (Napoléon) *en passant par Varsovie, le 5 Décembre dernier, tenu en Présence de l'Ambassadeur de France et des Ministres Polonais.*

" Personne ne pouvait prévoir cette issue malheureuse d'une campagne commencée si glorieusement. J'ai commis deux fautes : d'être allé à Moscou, et de m'y être arrêté si long-temps. On me blâmera peut-être ; cependant c'était une grande et audacieuse mesure ; mais il est vrai que du sublime au ridicule le pas est petit. La postérité jugera. Je n'ai pas été battu par les Russes, mais je n'ai pas pu vaincre les éléments. Je n'ai pas manqué de provisions, c'est le froid excessif seul qui est la cause de mes désastres. Dans l'espace de peu de jours, je perdis 35 mille chevaux. Le soldat français et allemand, ainsi que les chevaux, ne sont pas faits pour le climat ; ils ne résistent pas au froid. Passé 7 degrés, ils ne sont plus bons à rien. Généraux et officiers, je n'ai plus trouvé personne à son poste. Jusqu'au 6 Novembre, j'étais maître de l'Europe : je ne le suis plus. J'ai été dix-sept jours privé de toute communication quelconque. Je sais qu'on travaille l'Allemagne, et il faut que j'aille à Paris pour surveiller Berlin et Vienne, et voir ce qui s'y passe. Mes soldats m'ont prié de quitter l'armée, ma présence n'y était plus nécessaire. L'armée n'est actuellement pas si grande que mes généraux ne puissent la conduire. Je m'arrêterai une heure à Dresde pour parler au Roi, et poursuivrai ensuite ma route jusqu'à Paris. J'y tomberai à minuit comme une bombe ; le lendemain on sera si étonné de mon retour que l'on ne parlera plus d'autre chose dans la capitale et dans toute la France, et l'on oubliera ce qui est arrivé. Il me faut de l'argent et des bras : je vais en chercher. Je me prépare une nouvelle armée de 300 mille hommes, avec laquelle je marcherai, le printemps prochain, et je détruirai les Moscovites. Je suis extrêmement content des troupes polonaises, et aucune ne les égalent en courage, en persévérance et bonne discipline. L'armée française n'est plus ce qu'elle a été. Elle a perdu toute discipline ; je ne la connais plus. Vous pouvez (aux ministres polonais) être assurés de ma protection ; je ne vous abandonnerai jamais."

EXTRAITS DU CONSERVATEUR IMPARTIAL.

St. Pétersbourg, le 30 *Janvier* (11 *Février.*)

S. M. l'Empereur, après avoir quitté Janow, s'est rendue à Mlawa, où elle se trouvait le 20 de ce mois. Le 23 (4 Fév.) elle était à Radzionz; et Plozk ayant été occupé par les troupes russes, S. M. partait pour cette ville.

Il fallait qu'une guerre sans exemple dans son système, la fureur des chocs, les marches qui ont anéanti l'ennemi, eussent des résultats conformes aux principes qui l'ont dirigée. Ces résultats se présentent dans toute leur étendue. La Vistule a été passée comme le Niemen. Les masses russes se développent; les marches sont des marches de parade, et l'armée pleine d'énergie et de vigueur gagne du terrain, sans que la rigueur de la saison puisse un instant arrêter les opérations. Dans ces conjonctures extraordinaires, et que l'Empereur Napoléon a prévues, il n'avait qu'une ressource, celle de frapper l'opinion, par le faux bruit des moyens qui lui restent; car il fallut bien convenir, qu'une armée, telle que la France n'en avait jamais mise sur pied, ni pour la tenue ni pour l'instruction, ni pour l'artillerie, ni pour le nombre, ni pour les trains de toute espece, ni surtout pour la cavalerie, n'existait plus. Il partit donc cent voix répétées par vingt gazettes, toutes achetées ou sous la verge de la France, pour annoncer des armements que la fable même désavouerait. Napoléon seme les dents de Cadmus; aussitôt 300,000 guerriers sortent tout armés de dessous terre. Les chevaux de poste dont l'almanach Impérial fournit cependant le nombre, enlevent une artillerie innombrable; les chevaux de cabriolet sont prêts à escadronner sous 50,000 hommes tirés de la marine; et les lourds attelages des messageries, vont servir aux vélociferes de l'armée. Cent cohortes qui n'ont jamais existé, fournissent cent bataillons; un coup de baguette transporte tout cela, de la Seine dans les forteresses de l'Elbe; du Rhône dans celles de l'Oder; de la Garonne dans celles de la Basse-Vistule; et une troupe de

conscrits de 18 à 30 ans ou d'invalides ingambes va étonner des hommes de fer, trempés par les fatigues, une cavalerie, habituée aux plus audacieuses charges, et dont les chevaux aguerris sont plus en haleine qu'en entrant en campagne; un parc de mille pieces, armées, attelées, servies, de maniere à avoir mérité, au dire de tous les prisonniers, l'estime et l'admiration de l'ennemi. Si par une réticence assez remarquable, l'Empereur Napoléon n'a point parlé de ses ressources financiers, pour ses énormes armements, il faut l'attribuer sans doute à l'idée que l'Europe se rappelle qu'il a déclaré officiellement que son trésor avait été épuisé pour cette guerre même, qu'elle connaît l'état de son commerce, celui de toutes les classes de l'Empire, et les sources qui doivent alimenter les armées, destinées contre la Russie et l'Espagne. C'est ainsi que l'illusion se détruit par l'illusion même. Les peuples ne croient plus à la magie; le fer a rompu le charme, et le charme de l'indépendance politique délivrera l'Allemagne d'une influence abusive et spoliatrice.

La lettre interceptée suivante nous a paru contenir un tableau assez piquant de la maniere dont se faisaient les transports de l'armée française pendant l'occupation de Moscou, pour que nos lecteurs la lisent avec plaisir.

Smolensk, le 7 Novembre (n. st.) 1812.

Me voici de nouveau, Madame, dans ce joli Smolensk, qui, cette fois, est un peu gâté par la neige. Je viens de faire un voyage sentimental de Moscou; ici je vous demande la permission de vous en rendre compte. Je ne trouve rien de si plat que de faire une chose dont on prévoit d'avance toutes les circonstances. On va de Paris à Strasbourg, on connaît presque les noms de chaque poste, on grondera quelques postillons, on dira à quelques aubergistes qu'ils sont des fripons. Cela est très-vrai, mais quoi de plus ennuyeux? on est presque trop heureux qu'une roue casse, pour donner quelque sensation.

Au lieu de cela je viens de faire un voyage charmant; trois ou quatre fois par jour, je passai de l'extrême ennui au plaisir extrême. Il faut avouer que ces plaisirs n'étaient pas

délicats; un des plus vifs par exemple a été de trouver un soir quelques pommes de terre à manger sans sel, avec du pain de munition moisi. Vous voyez notre misere profonde. Cet état a duré dix-huit jours; parti le 16 Octobre de Moscou, je suis arrivé le 2 Novembre. On m'avait donné l'ordre de partir avec un convoi de 1500 blessés escortés par deux ou trois cents hommes. Vous voyez le nombre, immense de petites voitures, les jurements, les disputes continuelles, toutes ces voitures, se coupant les unes les autres, tombant dans des abîmes de boue. Régulierement chaque jour, nous passions deux ou trois heures dans un ruisseau boueux et manquant de pont; c'était alors que je donnai au diable la sotte idée de venir en Russie. Arrivé le soir après avoir marché toute la journée et fait trois ou quatre lieues, nous bivouacquions et dormions un peu en gelant.

Le 24 Octobre comme nous faisions nos feux, nous avons été environnés d'une nuée d'hommes gris qui se sont mis à nous fusiller. Désordre complet, jurements des blessés, nous avons eu toutes les peines du monde à leur faire prendre leurs fusils. Nous repoussons l'ennemi, mais nous croyons être destinés aux grandes aventures. Nous avions un brave général blessé qui nous explique notre cas. Attaqués le soir à cette heure par un grand garde d'infanterie, il était probable que nous avions devant nous 4 ou 5000 Russes, partie troupes de ligne, partie paysans révoltés. Nous étions enveloppés, il n'y avait pas plus de sûreté à reculer qu'à avancer. Nous décidons de passer la nuit sur pied, et le lendemain à la petite pointe du jour, de former un bataillon carré, de mettre nos blessés au milieu, et de tâcher de percer les Russes; si nous étions repoussés, d'abandonner nos voitures, de nous former encore en un petit bataillon carré, et de nous faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de nous laisser prendre par des paysans qui nous tueraient lentement à coups de couteau, ou de toute autre maniere aimable.

Après cette belle résolution, nous fîmes nos arrangements. On voyait chacun faire un paquet des effets les moins nécessaires qu'on voulait jeter à la premiere attaque pour alléger la voiture. Je faisais chambrée avec cinq ou six colonels blessés que je ne connaissais pas huit jours auparavant, et qui étaient devenus nos amis intimes depuis la route. Tous ces gens-là convenaient que nous étions flambés. On distribuait des Napoléons à ses domestiques pour tâcher d'en sauver quelques-uns. Nous étions tous devenus intimes amis. Nous bûmes le peu de vin qui nous restait.

Le lendemain qui devait être un si grand jour, nous nous embarquâmes tous à pied, à côté de nos caléches garnis de pistolets de la tête aux pieds. Il faisait un brouillard à ne pas voir à quatre pas, nous nous arrêtions sans cesse. J'avais un volume de Mme. du Deffand que je lus presqu'en entier. Les ennemis ne nous jugerent pas dignes de leur colere, nous ne fûmes attaqués que le soir par quelques cosaques, qui donnerent des coups de lances à 15 ou 20 soldats.

Voilà Madame, le plus bel incident de notre voyage. Il était bien juste que je vous en rendisse compte. Quoique j'aie toujours conservé beaucoup d'espoir pendant la nuit, je faisais, je crois, comme tout le monde, le bilan de ma vie, je me reprochais amerement de ne pas avoir eu l'esprit de vous dire à quel point je vous étais dévoué, etc. etc.

Extrait d'une Lettre d'un Officier de Rang à l'Armée Russe, à un de ses Amis à Londres.

Elbing, 20 Janvier, 1813.

Vous étiez un prophête, mon cher ami, et vous voyiez bien juste lorsque vous me disiez au commencement de Septembre: "Que plus Buonaparté s'enfoncerait dans "le pays, et plus la retraite serait difficile; que Moscou "pris, Buonaparté pouvait être encore perdu." Il l'est en effet, et les Russes n'ont plus à envier les Espagnols. Une nation dont les paysans de 1000 villages vont se prosterner en corps devant leurs images, les emportent, les chargent, avec leurs femmes et leurs enfants, dans des voitures qu'ils envoient loin de leurs foyers, qui ensuite brûlent leurs églises et leurs villages, se réunissent en guerillas, ou viennent combattre dans les rangs des soldats; une nation dont les particuliers viennent encore aujourd'hui brûler leurs maisons à Moscou qui avaient échappé aux Cannibales, pour n'avoir pas la fatale distinction d'être conservées; une nation dont la milice, composée de paysans, qui n'avaient jamais vu un fusil, et commandée par des chambellans, des gentilhommes de la chambre, et les élégants de la capitale, ne le cede en rien aux vieux soldats; une nation qui du fond de la Sibérie amene dans des chariots du pain, de l'eau-de-vie, de la viande salée, des bottes, des bonnets fourrés, des pelisses pour les soldats; une nation qui lorsqu'on lui demande 200

mille recrues en donne 400 mille. Une armée qui se retire en ordre plus de 1500 verstes (1200 miles), qui n'est jamais battue dans 25 batailles, cette armée et cette nation, mon cher ami, méritent l'admiration de la postérité.

En grande tactique, nous avons été bien supérieurs au grand caporal qui n'a fait cette année que des fautes et des fautes grossieres. Ce beau mouvement de flanc de Kutusoff de la route de Wlodimir à celle de Kalouga et de Smolensk, qui a coupé à Napoléon le chemin de la Pologne, ce camp retranché de Taroutina où Napoléon n'a jamais osé attaquer notre armée, et où Kutusoff, comme d'un nouveau Gibraltar, l'a entouré de Cosaques et de partisans qui ont détruit son armée en détail; cette belle et immense marche de l'armée du Danube, qui part le 1er Août de Bucharest, est le 26 à Kaminiek, le 6 Septembre à Dubno, le 29 se bat à Brest-Litewski, le 6 Octobre repousse Schwartzenberg jusqu'à la Vistule, et insulte Varsovie par ses partis, qui le 4 Novembre prend Minsk, le 8 Borissow, le 16 détruit la moitié des fuyards vandales au passage de la Berezina, et s'y joint avec Wittgenstein, et qui enfin est aux portes de Dantzig, le 31 Décembre, tout cela n'est pas sans mérite et sans gloire. Il y a eu quelques fautes de faites; par exemple, on ne voulait pas que Smolensk et Moscou fussent pris, mais c'est cette faute-là même qui a perdu notre téméraire ennemi et sauvé le monde. A Borissow on a pris le change, et Napoléon a forcé le passage; mais ce qui eût péri-là, a péri après. Jamais il n'y a eu destruction pareille d'hommes dans une campagne.

Voici l'état exact des forces que nous avons eu à combattre et de ce qui en reste.

Napoléon a passé le Niémen avec 320 mille hommes, dont 200 mille Français	320,000
Schwartzenberg avait 30,000 Autrichiens 20,000 Saxons 10,000 Polonais	60,000
Les Prussiens ont donné	22,000
Victor est arrivé ensuite avec	30,000
On a reçu en conscrits	8,000
Loison a amené à Wilna, à la retraite . .	8,000
Les Autrichiens ont reçu en recrues de leur pays	8,000
En Français et Italiens	6,000
Augereau avait en Prusse et sur les côtes .	18,000
Total .	480,000h

Il reste de tout cela
14,000 Prussiens qui se sont joints à nous.
30,000 Autrichiens qui se retirent.
10,000 Saxons idém.
8,000 demi-gelés de la Grande Armée.
4,000 ditto de Macdonald.

66,000 hommes.

Otez les Prussiens qui sont à nous, les Autrichiens qui se retirent chez eux, et les Saxons qui seront forcés de se joindre à nous; il reste donc 12,000 demi-gelés dont la moitié périra, et dont aucun ne pourra servir d'une année. Augereau n'a que de misérables conscrits.

La consommation d'hommes dans cette horrible campagne a donc été de 400,000 soldats. Ajoutez-y plus de 100,000 valets, employés, artistes, *comédiens*, horlogers, maçons, vivandiers, et *filles* suivant l'armée; ce sont 500 mille individus qui ont trouvé leur tombeau en Russie.

De 60,000 hommes de cavalerie, il en reste 400 montés et 1200 à pié, de 36,000 gardes il en reste 3000. Nous avons pris 1040 canons, et les Francais en ont jeté plus de 500 dans les rivieres et les marais. 27 généraux ont été tués ou sont morts de leurs blessures, et 54 sont prisonniers. Il n'y a jamais eu d'exemple d'une pareille déconfiture.

Il est impossible de prévoir ce qui peut arriver. Nous ne nous doutions pas assurément il y a 4 mois de finir la campagne à Elbing. Il est possible que nous allions à l'Oder, à l'Elbe et même au Rhin. Les Francais n'ont plus d'armée, et malgré les efforts de leur tyran, il ne peut pas former en six mois des artilleurs et des cavaliers. L'Allemagne est exaspérée. Ici le peuple fait des folies pour nous, Tout est illuminé à notre arrivée, et les provisions nous sont offertes en abondance. Nous aurons 150 mille Prussiens la campagne prochaine, et nous avons 300 mille Russes bien complets et bien victorieux. Puisse quelque Conseiller Aulique faire retentir aux oreilles de l'Empereur François ce vers de Corneille.

Un véritable roi n'est ni mari, ni pere!

Sur l'Occupation de Moscou par les Français.

(L'occupation de Moscou par les Français sera pour toujours un des faits les plus extraordinaires de notre temps. Tout ce qui a rapport à cet événement doit être recueilli avec soin, tant pour les contemporains que pour l'historien futur. Comme nous sommes à portée de puiser dans des observations faites sur les lieux par un témoin oculaire aussi judicieux que digne de foi, nous en présenterons successivement quelques notices à nos lecteurs.)

L'avant-garde de l'armée française était entrée dans Moscou. La ville parut déserte : une grande partie des habitants l'avait quittée ; ceux qui étaient restés s'étaient enfermés dans leurs maisons. En vain les détachements français qui parcouraient les rues, cherchaient des renseignements nécessaires pour l'établissement de leur armée. Napoléon était resté dans le faubourg près la barriere de Smolensk ; il attendait là une députation des autorités de la ville pour faire son entrée solennelle. De midi à deux heures personne ne s'étant présenté, il prit le parti d'envoyer un général polonais qui devait provoquer cette députation tant désirée. Le hazard fit rencontrer à ce général une personne capable de lui donner quelques renseignements. Il se fit conduire par elle à la maison occupée par le gouvernement, au Douma ou hôtel de ville, à la police, chez le gouverneur général; enfin il s'adressa partout où il pouvait espérer de découvrir quelque fonctionnaire public. Après bien des recherches inutiles, le général polonais retourna rendre compte à Napoléon, qu'il ne restait plus aucune autorité à Moscou et que la ville était déserte. Napoléon différa son entrée. C'était la premiere fois qu'une capitale conquise avait trompé son attente ; point de description de la députation,

des clefs présentées, de la magnanimité du vainqueur pour le bulletin, point de discours à insérer dans le Moniteur. Napoléon espérait encore jusqu'au lendemain, se flattant qu'au moins les étrangers, Français, Italiens, Allemands, et autres sujets du grand empire, viendraient lui donner matiere à un article de gazette, que les Russes ne voulaient pas lui fournir. Napoléon coucha dans cette attente à la barriere, dans la maison d'un traiteur, et son espérance étant déçue, il se rendit le Mardi 15 Septembre à 2 heures au Kremlin, sans bruit, sans tambour et fanfares. Il était indigné de cette inobservance russe, que les personnes de sa suite appelaient une insolence et un affront sans exemple.

Pendant la nuit du Lundi 13 au Mardi 14 Septembre, l'incendie avait éclaté, d'abord à la Solenka, près de la porte des Enfants Trouvés. En même temps elle eut lieu en ville, du côté du pont de pierre de la Jaouza. C'est là que le Roi de Naples était logé. Un troisieme incendie se déclara du côté tout opposé de la ville. Les habitants voyaient brûler leurs maisons avec cette résignation que la persuasion seule de l'impossibilité de tout secours peut expliquer. Aussi la conviction que l'ennemi allait être privé des plus importantes ressources, contribuait-elle à cette étonnante disposition des esprits. Quelques-uns sortaient les images des saints de leurs maisons les plaçaient devant la porte et s'en allaient. L'incendie s'étendait de plus en plus. La journée et la nuit du Mardi se passerent ainsi. Les troupes françaises dispersées dans la ville, étaient au bivouac ; aux différentes barrieres elles se trouvaient campées. Le Mercredi matin, il s'éleva vers les neuf heures un très-violent ouragan d'équinoxe, et c'est alors que l'incendie commença à devenir général. Dans l'espace d'une heure, il

avait éclaté en dix endroits différents. Toute l'immense plaine couverte de maisons qui se trouve au delà de la riviere, était une grande mer de flammes, dont les vagues se promenaient dans l'air. Au même moment le feu éclata dans le quartier aux boutiques. Tout secours devint impossible, et c'est-là que commença le pillage. Ce qui échapait à la fureur des flammes, était destiné à succomber à celle des soldats français. Non, jamais le ciel dans sa colere ne montra aux hommes un spectacle plus horrible : les flammes sur tous les points, et sur tous les points les pillards poursuivant les victimes. Où trouver un asyle ? .... Napoléon qui des fenêtres du Kremlin avait pu suivre tous les progrès de l'incendie, et qui plongeait sur cette mer de feu qui étendait ses tourbillons au tour de lui, fit des réflexions sérieuses. On avait saisi des hommes déterminés à porter la flamme plus près de lui, dans l'enceinte même du Kremlin ; le feu y avait même déjà éclaté. Napoléon ne balançait plus sur le parti à prendre ; il se retira à Pétrowski, et y passa la nuit. Il avait l'air de craindre un piége caché à la faveur de cet incendie et l'immensité de la ville devait le lui présenter bien dangereux. Si jamais la conscience s'est fait entendre en lui, cela a dû être pendant cette nuit passée à Pétrowski : les flammes de Moscou étaient les torches des furies qui le poursuivaient.

Vraisemblablement il dormit peu cette nuit là, car vers les six heures du matin, il envoya un de ses adjudants au camp voisin prier madame Aubert, marchande de modes française, de se rendre chez lui. Pour cet effet on attela un mauvais cheval au premier droschi que l'on put trouver, et l'adjudant escorta Madame Aubert qui se mit en route pour se présenter à la cour de Napoléon le Grand en son costume de campagne, qui n'était pas un cos-

tume de cour ; cette fois-ci Napoléon passa sur l'étiquette. Arrivée à la porte du château, le maréchal Mortier vint recevoir Madame Aubert et lui donna la main jusqu'à la grande salle, où elle entra seule. Napoléon l'y attendait, placé dans l'embrasure d'une fenêtre. Au moment où elle parut, il lui dit : Vous êtes bien malheureuse, Madame, à ce que j'apprends. Après cette introduction la conversation s'engagea tête à tête par demandes et par réponses. Elle roula sur des matieres de politique et d'administration. Lorsque la marchande de modes n'était pas entierement de l'avis de Napoléon, il prenait une prise de tabac et changeait de conversation....

(La suite incessamment.)

EXTRAITS DE LA GAZETTE DE LA COUR,

DU 16 MARS, 1813.

Le vicomte Castlereagh, principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires Etrangeres, a reçu la dépêche qui suit de S. Exc. le général Vicomte Cathcart, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté, à la Cour de Russie, datée de St. Pétersbourg, le 6 de Février, 1813.

Mylord,

Par la continuation du Journal des opérations militaires du 20 au 28 de Janvier, il paraît que le 20 de Janvier, le quartier-général du Prince de Schwarzenberg était à Pultusk, et que ses postes avancés, qui avaient été retirés de Sysncloff et Novogrodek, étaient établis à Ostrolenska.

Je n'ai aucuns détails sur les mouvements de la colonne du général Sacken sur la gauche, mais j'ai raison de croire qu'il s'est avancé près de la ligne du Bug sur Var-

sovie, observant le corps de Régnier sur la rive gauche de cette riviere ; un rapport précédent représentait ce corps comme appuyant la droite du corps auxiliaire autrichien.

La colonne du général Milloradowitch a continué de marcher d'Augustoff par Radziliff et Little Plosk, dans la direction de Hudek, petit village à l'ouest de Novogrodek, rencontrant près de Lomsa, le corps du général Wassilchikoff, qui avait continué de suivre les avant-postes autrichiens. Ce mouvement a obligé ces derniers de se replier sur Ostrolenska.

La colonne du feld-maréchal, où l'Empereur est présent de sa personne, a marché de Licke sur Iohanisberg, et delà à Willenbourg, combinant ses mouvements de maniere à arriver dans cette derniere place au moment où le corps du général Milloradowitch arriverait près de Pyatnits, le 27 de Janvier.

Le général Winzingerode avec un corps considérable de troupes légeres, formait une avant-garde à ces deux colonnes, marchant par Muschinitz sur Corchell, et couvrant le pays autour de cette place. Ces mouvements ont encore fait replier les avant-postes des Autrichiens.

Comme on s'attendait que l'armée Russe se remettrait en mouvement le 30, selon toutes les apparences dans la direction de la Vistule, il semble probable que le corps autrichien continuera sa marche et passera la riviere.

Le général Régnier était le 19 à Okonieff, à l'Est de Varsovie.

Le quartier-général français étant établi à Posen, il est possible que Régnier ait marché depuis cette date en descendant la Vistule dans cette direction, en passant en arriere des Autrichiens ; mais s'il s'était réuni au Prince de Schwarzenberg, ce renfort ne mettrait pas même leurs forces combinées en état de résister aux troupes qui leur sont opposées.

Sur les entrefaites, le corps avancé de droit qui a chassé l'ennemi de Marienbourg, d'Elbing, et de Derschau, a continué ses opérations et a investi Dantzig. Les quartiers-généraux du Comte Platow sont à quelques miles anglais à l'ouest de la ville. Le général Comte Wittgenstein a repris le commandement de la colonne de droite, et comme partie au moins de l'artillerie destinée pour le siége de Riga a été mise en sûreté, il est probable qu'il aura pour la reddition de Dantzig, le succès qu'il a eu jusqu'à ce jour dans ses opérations militaires.

Le Comte Michel de Voronsoff est parvenu à prendre possession de Bromberg, ainsi que de ses précieux magasins sur la rive gauche de la Vistule, entre Thorn et Graudentz, et l'amiral Titchagoff marche dans cette direction avec le reste des forces qu'il commande.

La garnison de Graudentz consiste exclusivement en Prussiens, et il paraît par ses rapports qu'au premier mouvement du quartier-général, tout ce qui est sur la rive droite de la Vistule sera dans la possession des forces russes à l'exception de Thorn et de Graudentz, l'ennemi n'ayant laissé aucune garnison sur les autres points de ce fleuve.

J'ai l'honneur d'être,

(Signé) CATHCART.

Lisbonne, le 1er Mars.

Extrait d'une Dépêche officielle du Général Marquis de Wellington.

Quartier-général, Frenada, le 26 Février.

Depuis que l'ennemi s'est retiré au-delà de la Tormes, ainsi que je l'ai mandé à Votre Seigneurie dans ma derniere dépêche, et que ses troupes ont quitté leurs cantonnements, celles qui étaient sur la Tormes supérieure, se sont réunies de nouveau le 19 du courant à Piédrahita, Congosto, El Bario et Avila : et dans la matinée du 20, un corps d'environ 1500 hommes d'infanterie et 100 chevaux, sous le commandement du général de division Foy, a tenté de surprendre et attaquer le poste de Bejar, occupé par le Lieut.-Général Sir Rowland Hill, avec le 50e régiment et le 6e des chasseurs Portugais, qui étaient sous le commandement du Lieut.-Col. Harrison, du 50e.

La surprise n'a pas réussi, et l'ennemi a été repoussé avec perte, ayant été poursuivi à quelque distance par le 6e des chasseurs portugais, commandé par le major Michel.

J'envoie ci-joint la lettre du lieutenant-colonel Harrison, par laquelle V. Ex. verra que le colonel fait mention de la bonne conduite du 50e et des chasseurs portugais.

L'ennemi a réuni depuis peu à Benevente cinq à six

mille hommes, tirés de ses garnisons sur le Douro ; et la semaine dernière il a fait une excursion au-delà de l'Esla, vers Puebla de Senabria.

Je n'ai pas appris que l'ennemi eût fait aucun autre mouvement.

Extrait d'une Lettre du Lieut.-Col. Harrison, *datée de Bejar, le* 20 *Février.*

J'ai l'honneur de vous informer que ce matin un peu avant la pointe du jour, nos piquets ont été attaqués, et après un feu assez vif obligés de se retirer ; mais ils ont été renforcés par quelques compagnies du 50e et du 6e des chasseurs portugais, à qui j'ai beaucoup d'obligations pour l'assistance qu'ils ont prêtée en cette occasion, et l'ennemi a été repoussé.

Je demande la permission de faire mention du capitaine Moraes, du 6e des chasseurs portugais, qui s'est particulierement distingué en arrêtant les progrès de l'ennemi, et a reçu une légere blessure.

J'ai tout lieu d'être satisfait de la bonne conduite des officiers et soldats du 50e et des chasseurs portugais qui composent la garnison de cette ville.

Extrait d'une Lettre de Lubeck, du 26 *Février.*

Le 24, on reçut ici l'avis que les Cosaques étaient entrés à Berlin ; à l'arrivée de cette heureuse nouvelle le peuple devint si enragé contre les Français qu'ils se mirent à les insulter, eux et leurs partisans, dans tous les endroits de la ville où ils les trouvaient. Ils jeterent à bas les aigles Françaises ; et les 600 soldats français qui formaient notre garnison, furent obligés de faire feu sur la populace, ce qui causa la mort d'un habitant. Cela ne fit qu'accroître la rage de la multitude ; et pour préserver les troupes et les autorités françaises d'un massacré immédiat, les principaux négocians et autres citoyens formerent une garde nationale et finirent par rétablir la tranquillité.

Cependant les Français ne se jugeant pas en sûreté

évacuerent hier notre ville, et il ne s'y trouve pas aujourd'hui un seul Français. Ils sont allés à Hambourg, et l'on attend ici des troupes danoises.

Quelques jours avant que ceci arrivât, plusieurs centaines de Français blessés furent amenés dans notre ville, et un grand nombre de soldats et d'officiers la traverserent pour se rendre à Hambourg et Bremen.

Bremen, le 1er de Mars.

Le Weser est débarrassé de glaces, et nous espérons de voir bientôt le commerce ouvert et libre avec votre pays, les victoires des Russes jointes aux nobles efforts de la Prusse, obligeant les Français à concentrer toutes leurs forces entre Magdebourg et Dersau. Les denrées coloniales tombent beaucoup de prix.

Vienne, le 16 Février.

Notre gazette de ce jour contient ce qui suit :—

La déclaration suivante a été adressée aux gouverneurs des provinces d'Allemagne de la part du Comte Ugarte, premier Chancelier Impérial.—

" Sa Majesté m'a communiqué le 8 de ce mois ses intentions, ainsi qu'il suit :

" Les efforts de l'Autriche pour empêcher une nouvelle guerre continentale d'éclater, dans l'année 1812, ayant été infructueux, S. M. Impériale et Royale, en raison de ses relations politiques, a été obligée de veiller à la sûreté des frontieres de ses propres Etats. Sa Majesté a cherché à remplir cet objet en épuisant le moins possible ses ressources, et conséquemment sans imposer de charges à ses sujets.

" Le résultat a fait voir à quel point les vues de Sa Majesté Impériale et Royale ont été accomplies. Pendant que la guerre, avec toutes ses terribles conséquences, a ravagé les états voisins,—pendant qu'une partie de l'armée, avec un fidele attachement à son Empereur et à son pays, a maintenu l'ancien renom des armes Autrichiennes,—la tranquillité la plus parfaite a régné dans toute l'étendue de l'empire.

" Les évenements qui sont survenus dans ces derniers mois ont amené le théâtre de la guerre plus près des fron-

tieres de la monarchie. Avec notre premier armement limité, aucune sûreté convenable ne peut-être donnée, au renouvellement de la campagne, à la ligne de nos frontieres, qui est actuellement si étendue. Cette considération, qui naît de la nature des choses, suffirait pour montrer la nécessité d'augmenter le corps d'observation. Mais un nouvel objet, plus conforme aux vues de l'Empereur et aux vœux de la nation, ajoute, dans le moment actuel, à l'obligation de faire de plus grands efforts.

" Le premier besoin de toutes les Puissances Européennes est le repos. Une paix fondée sur une réciprocité d'intérêts,—une paix dont les bases peuvent former une garantie de sa durée, est le but des soins actifs de Sa Majesté Impériale et Royale. Mais pour atteindre à ce but salutaire, l'Autriche doit déployer une force militaire proportionnée aux circonstances existantes. Si, contre une juste attente, ses efforts n'étaient pas couronnés du succès, cette force servirait au moins par la suite à écarter efficacement le théâtre de la guerre des frontieres de l'Empire.

" En faisant part à M. ——— des volontés souveraines de Sa Majesté, je le prie de faire exécuter avec vigueur et célérité tous les ordres que j'aurai à donner à ce sujet."

LOUIS XVIII, etc., etc., etc.

Le moment est enfin arrivé où la Divine Providence semble prête à briser l'instrument de sa colere! L'Usurpateur du trône de St. Louis, le dévastateur de l'Europe, éprouve, à son tour, des revers. Ne feront-ils qu'aggraver les maux de la France; et n'osera-t-elle renverser un pouvoir odieux, que ne protégent plus les prestiges de la victoire? Quelles préventions ou quelles craintes pourraient aujourd'hui l'empêcher de se jeter dans les bras de son Roi, et de reconnaître, dans le rétablissement de sa légitime autorité, le seul gage de l'union, de la paix et du bonheur que ses promesses ont tant de fois garantis à ses sujets opprimés!

Ne voulant, ne pouvant tenir que de leurs efforts le trône que ses droits et leur amour peuvent seuls affermir, quels vœux seraient contraires à ceux qu'il ne cesse de former? Quel doute pourrait-on élever sur ses intentions paternelles?

Le Roi a dit dans ses déclarations précédentes, et il réitere l'assurance, que les corps administratifs et judiciaires seront maintenus dans la plénitude de leurs attributions; qu'il conservera leurs places à ceux qui en seront pourvus et qui lui prêteront serment de fidélité; que les tribunaux, dépositaires des lois, s'interdiront toutes poursuites relatives à ces temps malheureux dont son retour aura scellé pour jamais l'oubli; qu'enfin le code souillé du nom de Napoléon, mais qui ne renferme, en grande partie, que les anciennes ordonnances et coutumes du royaume, restera en vigueur, si l'on en excepte les dispositions contraires aux dogmes religieux, assujettis long-temps, ainsi que la liberté du peuple, aux caprices du Tyran.

Le Sénat, où siégent des hommes que leurs talents distinguent à si juste titre, et que tant de services peuvent illustrer aux yeux de la France et de la postérité; ce corps, dont l'utilité et l'importance ne seront bien reconnues qu'après la restauration, peut-il manquer d'apercevoir la destinée glorieuse qui l'appelle à être l'instrument du grand bienfait qui deviendra la plus solide comme la plus honorable garantie de son existence et de ses prérogatives?

A l'égard des propriétés, le Roi, qui a déjà annoncé l'intention d'employer les moyens les plus propres à concilier les intérêts de tous, voit les nombreuses transactions qui ont eu lieu entre les anciens et les nouveaux propriétaires, rendre ce soin presque superflu. Il s'engage maintenant à interdire aux tribunaux toutes procédures contraires à ces transactions, à encourager les arrangements volontaires, et à donner lui-même, ainsi que sa famille, l'exemple de tous les sacrifices qui pourront contribuer au repos de la France, et à l'union sincere des Français.

Le Roi a garanti à l'armée la conservation des grades, emplois, solde et appointements dont elle jouit à présent: il promet aussi aux généraux, officiers et soldats qui se signaleront en faveur de sa cause, inséparable des intérêts du peuple Français, des récompenses plus réelles, des distinctions plus honorables que celles qu'ils ont pu recevoir d'un Usurpateur, toujours prêt à méconnaître ou même à redouter leurs services. Le Roi prend de nouveau l'engagement d'abolir cette conscription funeste qui détruit le bonheur des familles et l'espérance de la patrie.

Telles ont toujours été, telles sont encore les intentions du Roi. Son rétablissement sur le trône de ses ancêtres ne sera pour la France que l'heureuse transition des calamités

d'une guerre que perpétue la tyrannie, aux bienfaits d'une paix solide, dont les Puissances étrangeres ne peuvent trouver la garantie que dans la parole du Souverain légitime.

L.

Hartwell, ce 1er Février, 1813.

SUR LA DÉCLARATION DE S. M. LOUIS XVIII.

Nous donnons dans ce Numéro la déclaration de S. M. Louis XVIII. Le journaliste anglais qui l'a publiée le premier, l'a accompagnée de quelques observations chagrines que nous nous proposons de réfuter ici, parce qu'elles ont contribué à en donner une idée fausse aux personnes loyales dont elle est destinée à faire triompher la cause. L'éditeur a prétendu que ce ne serait pas ainsi que Henri IV aurait parlé aux Français ; que d'ailleurs, dans cette proclamation Louis XVIII avait entierement oublié ses fideles compagnons d'infortune, et qu'en parlant des services qu'il attend du Sénat, il n'a pas suffisamment témoigné son mépris pour les hommes lâches ou criminels qui y sont, dit-il, en majorité.

Nous ne savons pas quel langage aurait tenu Henri IV, s'il s'était trouvé dans la position de Louis XVIII, sans armée à commander, et sans compter d'autres amis dans la nation dont il aurait cherché à ranimer la loyauté, à exciter l'énergie, que des hommes surveillés par une police active, menacés par une tyrannie inexorable, et que le désespoir seul portera aux tentatives qui peuvent leur rendre les maîtres qu'ils regrettent. Mais nous sommes au moins persuadés que le bon Roi Henri aurait tenu aux Français le langage d'un pere, ainsi que

l'a fait son descendant, et que loin de leur reprocher leurs égarements, qu'ils ont si cruellement expiés, il leur aurait montré le terme du courroux de la Providence, et la fin de leurs longues souffrances dans le rétablissement de leur Roi légitime. Il fut obligé, lui aussi, de faire des concessions plus grandes que celles qu'on reproche à Louis XVIII, et de paraître mettre sur la même ligne et ses ennemis et ses défenseurs. Les exemples de ces sacrifices sont fréquents dans l'histoire, et celle d'Angleterre en offre des exemples frappants!

Mais voyons si cette proclamation mérite la censure dont elle a été l'objet: Louis XVIII y abandonne-t-il les principes fondamentaux de la monarchie? y sacrifie-t-il les intérêts de ses compagnons fideles? enfin y tient-il un autre langage que celui qu'il a employé jusqu'à ce jour? La comparaison que nous allons faire de la déclaration publiée par S. M. en 1804, avec celle d'aujourd'hui, suffira pour répondre à ces questions. S. M. se vit forcée, en 1804, *de ne plus conserver dans leur intégrité les principes et les vues de sa déclaration de* 1795, *parce que*, comme elle l'a dit alors avec beaucoup de sagesse, *tant d'années de bouleversement lui imposaient la loi de modifier ses idées sur les voies de la restauration et de chercher au milieu des décombres les matériaux propres à reconstruire l'édifice.* Mais quelles étaient même en 1795 les vues de S. Majesté relativement à la restauration? 1°. De conserver provisoirement la division des territoires, les administrations et tribunaux; 2°. de conserver les grades, solde et emplois aux militaires qui contribueraient au rétablissement de la monarchie; 3°. de garantir une amnistie générale appuyée sur cette considération, que le salut de l'état, cette suprême loi sollicite la clémence du Roi même en faveur des crimes. Voilà ce que S. M. disait en 1795, ce qu'elle a garanti en 1804, et ce qui est promis d'une manière

plus explicite et plus analogue à la nature des circonstances dans la déclaration qu'on lui attribue en 1813.

Dira-t-on qu'il aurait fallu rester stationnaire au milieu de tant de catastrophes qui ont altéré l'ordre politique en France et en Europe, et qu'il faut remonter au moment où les convulsions ont commencé en France, pour y réédifier ce qu'elles ont détruit? Cette doctrine serait très-funeste au rétablissement de l'ordre, parce que les habitudes introduites même par la révolution, se trouvent maintenant tellement amalgamées par le temps avec le caractere national, qu'aujourd'hui il repousserait ce qui, il y a vingt ans, ne l'aurait pas blessé. Les constitutions des peuples sont principalement le résultat de leurs besoins, de leurs opinions, de leurs mœurs, et si elles se perfectionnent avec le temps, elles sont aussi détruites par lui, par ces changements graduels qu'il introduit dans les usages des nations, et qui fait que ce qui leur convenait dans plusieurs phases de leur existence politique, ne leur convient plus lorsqu'après avoir passé par les divers degrés de la civilisation, elles sont ou trop éclairées ou trop corrompues pour se soumettre à leurs institutions primitives. Ainsi on a vu dans diverses époques plusieurs des institutions principales de la monarchie française détruites par les crises qui l'ont menacée, par l'opinion des peuples ou par la politique des souverains. Louis XI, en portant les premiers coups aux grands feudataires de la couronne, donna plus d'intensité à l'autorité royale, mais il ébranla la constitution monarchique, et Richelieu, en consommant ce qu'avait commencé Louis XI, ôta au souverain ses appuis naturels sans les remplacer par aucune autre institution équivalente. Les troubles qui suivirent ce grand changement politique furent en quelque sorte le prélude des catastrophes dont nous sommes depuis plus de vingt

ans les témoins ou les victimes. Enfin Louis XVI, entraîné par un cœur naturellement juste et bon, cédant aux idées de son siecle, porta le dernier coup à la féodalité en détruisant la servitude personnelle. Malheureusement l'opinion alla plus loin que ses bonnes intentions, et l'esprit de réforme qui l'agitait sans s'arrêter aux concessions du souverain, ne voyant que les vices de l'inégalité et l'oppression de la tyrannie dans les priviléges qu'on laissait subsister, fit disparaître en un instant toutes les traces de l'ancien système politique de la France, laissant le Roi isolé, n'ayant autour de lui que des corps ennemis ou impuissants. Mais alors la constitution de la monarchie affaiblie par la perte des appuis sur lesquelles elle reposait lors de son institution, savoir sur l'existence des grands feudataires, et sur les principes de la féodalité, ne put soutenir le choc qu'elle reçut des idées nouvelles; et attendu qu'elle avait été tourmentée sur ses bases depuis plusieurs siecles, elle s'écroula sous la premiere atteinte qu'elle reçut directement des ordres mitoyens de la nation. S'il avait existé alors dans l'état une force suffisante pour soutenir cet édifice chancelant, si même après qu'il fut détruit on avait pu arrêter tout à coup les progrès de la dissolution politique, punir les novateurs, contenir les mécontents, et donner à l'opinion une autre tendance, il eût été possible de rétablir la monarchie sur des bases analogues à ses antiques institutions ; mais quels progrès a fait depuis l'esprit d'invasion ! quels changements ont produit les crises qui avaient renversé le monarque et la monarchie ! Et si l'on envisage tous les événements qui se sont succédés depuis, à quelle distance ne sommes-nous pas du moment où commença la dissolution de ce beau royaume !

Il n'était donc pas possible que S. M. Louis XVIII songeât, en 1813, à partir même de sa déclaration de 1795, relativement aux maximes an-

tiques de la monarchie qui, au reste se trouvent peu en contradiction avec les institutions rétablies en France par l'usurpateur ; celui-ci ayant conservé à côté du trône des contrepoids qui, sans détruire son indépendance, l'empêcheront, sous tout autre qu'un tyran fougueux comme lui, de violer ouvertement les priviléges des Français, comme hommes et comme citoyens.

Le plus grand défaut de cette composition, selon le journaliste que nous avons cité, est l'oubli total où l'on y laisse cette classe de Français qui a les plus grands droits à l'admiration et au respect, etc. etc. Nous répondrons qu'il n'y avait aucun motif pour mentionner ces individus respectables dans une adresse qui est faite pour l'intérieur de la France ; que leurs titres sont trop bien établis, trop anciens, trop sacrés, pour qu'il soit besoin de les rappeler, et que toutes les récompenses de la fidélité, toutes les compensations du malheur attendent sans doute, lors de la restauration, cette illustre phalange trop peu nombreuse pour que ses justes prétentions puissent un instant embarrasser la reconnaissance de ses maîtres, ou exciter la jalousie de ceux qui, dans l'intérieur, auront contribué à leur rétablissement.

L'article qui concerne le Sénat n'a été ni bien rendu par les traducteurs anglais, ni bien compris par ceux qui l'ont blâmé. Il est adressé à un corps qui à la vérité n'a point mis de bornes dans les concessions qu'il a faites au tyran ; mais qui nous dira qu'il n'a jamais mis d'hésitation dans son obéissance, et que le petit nombre d'hommes courageux qu'il renferme y lutta toujours sans succès contre l'inertie ou la timidité du plus grand nombre ? C'est à ces hommes, dont les noms sont connus de toute la France, et dont la résistance a fait quelquefois trembler l'usurpateur, qu'on indique le rôle éclatant

qui leur est réservé par leur position et par l'attente du Roi légitime. Ce corps est le seul qui ait des attributions indépendantes des volontés du tyran, le seul qui reste debout si son trône s'écroule, et malgré le discrédit où on le suppose, et l'impuissance dont on l'accuse, c'est vers lui que se dirigeraient les regards et l'obéissance de la nation immédiatement après le renversement de la tyrannie. N'a-t-on pas vu l'influence de son pouvoir dans la facilité avec laquelle les auteurs de la dernière conjuration organisée à Paris étaient parvenus à faire marcher les cohortes et obéir les corps administratifs en supposant un sénatus-consulte ?

Nous espérons que l'appel de Sa Majesté Louis XVIII sera entendu non-seulement de toute la nation française, mais même des hommes qui, après avoir contribué à l'élévation de Buonaparté par l'espoir qu'il opérerait tout ce que sa position lui permettait de faire pour le bonheur de la France et le repos de l'Europe, ont dû gémir de l'appui qu'ils lui ont prêté, et tourner naturellement leurs regards vers la Famille de France, quand ils ont vu avec quelle brutalité le tyran a dirigé le pouvoir suprême et dissipé les ressources de la nation.

S. A. R. LA PRINCESSE DE GALLES.

Le fameux livre attendu depuis si long-temps sur l'enquête faite en 1806 par quatre commissaires nommés par S. M., relativement à la conduite de la princesse de Galles, vient enfin de paraître ; et pour que la maligne curiosité du public pût être plus amplement assouvie, il en est annoncé au moins douze éditions dans Londres seulement. Les papiers-nouvelles n'ont cessé de publier dans le cours de la semaine, des fragments successifs des dépositions à charge et à décharge, ainsi que des lettres de la Princesse au Roi pour sa défense, lettres d'autant plus précieuses aujourd'hui que l'on sait qu'elles ont été presque toutes rédigées par feu M. Perceval. Comme nous n'avons pas l'intention de faire de l'*Ambigu* un mauvais livre, nous nous garderons bien d'y insérer aucune des obscénités contenues dans ces publications. Nous espérons qu'après les déclarations successives de trois cabinets, qui ont innocenté la Princesse, au moins des principales accusations portées contre elle par Lady Douglas, il ne sera bientôt plus question dans le monde de ces vilainies ; d'autant qu'aux termes de la loi britannique, il ne peut être intenté aucune poursuite pour trahison, ou *mépris de trahisons (négligence à dénoncer)*, à moins que l'acte d'accusation n'ait été formé dans l'intervalle de trois ans après que l'offense alléguée a été commise. Il en est de même de l'accusation en parjure contre les déposants. Sir John Douglas et sa femme, les accusateurs, n'ayant pas juré devant un tribunal compétent et dans une procédure régulière, ne peuvent être poursuivis. Du reste ces deux personnages ont eu il y a quelques jours ou le courage ou l'effronterie de pétitionner la

Chambre des Communes, et d'annoncer qu'ils étaient prêts à rejurer devant une cour de justice tout ce qu'ils ont déclaré en 1806 aux commissaires du Roi sur la conduite, les conversations, et la grossesse de la Princesse en 1802, et la probabilité de son accouchement d'un enfant mâle vers le 1er Novembre 1802, et cela en face de vingt autres dépositions et de trois décisions ministérielles qui disculpent la Princesse.

Il a été fait une nouvelle tentative dans la Chambre des Communes pour ressusciter cette hideuse affaire que l'on commençait à oublier; mais cette tentative n'a abouti à rien, M. Whitbread qui s'était emparé du sujet n'ayant eu ni ce qu'il voulait ni ce qu'il pouvait proposer légalement. Cette séance a fourni à Lord Castlereagh l'occasion de déclarer énergiquement que l'on n'avait eu en vue dans tout ceci que de faire une attaque illibérale, déloyale, et injuste contre S. A. R. le Prince Régent, dont la conduite pleine de dignité et de modération, au milieu de ces horreurs domestiques, lui attire d'autant plus de respect comme souverain et d'intérêt comme pere, qu'on a voulu lui porter un coup plus sensible sous l'un et sous l'autre rapport.

Il est assez extraordinaire, et les étrangers ne seront pas médiocrement surpris, de voir les journalistes et les partisans des deux côtés s'accuser respectivement de la publication de ces saloperies, lorsqu'on sait aujourd'hui que ce livre avait été imprimé par ordre et en faveur de la Princesse, que M. Perceval en avait corrigé les épreuves, et que dans deux lettres imprimées de S. A. R. au Roi, elle annonçait, pour ne pas dire menaçait, que la publication se ferait un jour qu'elle fixait, si certaines demandes qu'elle faisait à Sa Majesté, ne lui étaient pas accordées.

La motion que fit M. Tierney de mander à la barre les imprimeurs des papiers-nouvelles qui

avaient publié les premiers les déclarations de Lady Douglas, cette motion qui fut négativée sans aller aux voix, procura à M. *Canning* l'occasion de prononcer un discours qui a été généralement admiré.

" Je conviens, dit-il entr'autres choses, que cette atroce publication est digne de censure, mais j'espere que l'honorable membre me pardonnera si je pense qu'il est plus expédient, pour les deux partis, que la Chambre ne fasse aucune démarche dans cette crise fâcheuse. C'est le meilleur moyen à mon avis de calmer l'agitation du pays. Il serait possible que l'on poussât à bout la patience de la Chambre; et peut-être même que ceux à qui la chose répugne le plus aujourd'hui, pourraient sentir que ce serait pour eux un devoir inévitable et impérieux d'instituer une procédure dans cette Chambre, si cette abominable discussion se prolongeait encore au dehors, et s'il n'était pas mis fin à l'anxiété dans laquelle est le public de savoir si l'on continue encore de faire des recherches en ce moment sur la conduite de la Princesse de Galles. Pour ce qui me regarde, les minutes du Conseil de 1807 furent un acquittement complet. . . . La Chambre ne doit prendre aucune mesure sans la plus mûre délibération. Si l'on mande les imprimeurs à la barre, personne ne sait jusqu'où la chose peut aller: L'opiniâtreté d'un individu peut faire manquer l'objet; d'autres membres peuvent faire mander d'autres imprimeurs, et la Chambre peut se perdre dans un labyrinthe inextricable de procédures. La patience de la Chambre doit pourtant se trouver épuisée, et tous les partis doivent être avertis par le sentiment général de dégoût qui regne ici, qu'il est temps de mettre un terme à cette agitation qui échauffe les esprits. On a dit que les Ministres composant le Cabinet du Duc de Portland étaient

sous le poids d'une grande responsabilité ; et je dois avouer que la culpabilité des imprimeurs actuels est fort atténuée par l'impression antérieure ; quant à moi individuellement je crois avoir été conséquent. En 1807 j'élevai ma voix pour prier et supplier mon très-honorable ami (M. Perceval) de ne point faire imprimer ces procédures, dans le vain espoir de pouvoir les supprimer ensuite, espoir que personne ne pouvait nourrir raisonnablement. Il n'y a pas jusqu'aux devoirs les plus sacrés de l'amitié intime qui n'aient été trahis dans des occasions semblables, ainsi qu'on le vit dans le cas du célèbre pamphlet de Lord Bolingbroke qu'il avait chargé Pope de faire imprimer, avec l'ordre secret d'en détruire tous les exemplaires, à l'exception d'un seul : mais à la mort de Pope, on en trouva 1500 exemplaires dans son cabinet. Avant cette découverte, personne n'aurait jamais soupçonné Pope capable de trahir son meilleur ami. Lorsque le livre fut imprimé, j'en reçus un exemplaire pour mon usage personnel, ainsi que tous les autres membres du Cabinet. A sa réception j'écrivis à mon très-honorable ami un billet par lequel je lui disais : " J'ai reçu votre livre, je suis fâché qu'il soit imprimé. Je suis sûr qu'il finira par être publié, et pour que l'on ne puisse pas supposer que ce soit mon exemplaire qui y ait servi, je vous le renvoie maintenant sans l'avoir décacheté."

" Autant qu'on peut en juger d'après toutes les dépositions partielles qui sont données, l'innocence de la Princesse est complétement prouvée. Mais ce n'est pas moi qui dirai à la Chambre qu'elle peut s'interposer aujourd'hui dans les droits d'un époux et d'un père : ce sont là des arrangements purement domestiques. Dans l'état où sont les choses, je suis d'opinion que toutes les chances de conciliation ne sont point encore abandonnées. Si j'avais été dans les conseils du Prince de Galles lorsqu'il de-

vint Régent sans restriction, j'aurais essayé, non d'effacer des dégoûts ineffaçables, mais au moins d'effectuer des arrangements qui n'auraient pas choqué le public. Si on avait tenté la chose, je crois qu'on ne l'aurait pas trouvée tout-à-fait impraticable. J'espere qu'on l'a essayé. Il a été dit que cette femme illustre, vivant dans la retraite, sans aucune des marques de la royauté était tombée dans les mains de mauvais conseillers. Je desirerais savoir s'il y a eu une espece d'accord entre les membres du Cabinet pour s'abstenir de communiquer avec la Princesse de Galles. S'il y en a eu un il ne peut pas avoir été exigé par le Prince ; il doit avoir été gratuit ; l'âme noble et généreuse du Prince ne l'aurait jamais demandé. Non seulement la Princesse, mais encore toutes les autres branches de la famille royale ont droit aux conseils des officiers du pouvoir exécutif. Ci ces conseils lui ont été refusés, c'est sur ces officiers que retombe la responsabilité de ce que la Princesse est tombée entre mauvaises mains. La lettre qui a été l'origine de toutes ces révélations, car il doit m'être permis de dire que ç'a a été l'origine de tout, cette lettre, je le crains bien, opposera des difficultés insurmontables à toute conciliation. J'ignorais jusqu'à ce soir que cette lettre eût été écrite en conséquence d'un renouvellement d'enquête. Mais quoi que je puisse penser sur l'imprudence d'une semblable lettre, cependant comme elle venait de la Princesse, il était juste de la lire et d'y répondre s'il y avait moyen de le faire, etc. etc.

L'armée Russe précédée du fracas et de l'éclat de ses derniers triomphes sur l'ennemi féroce qu'elle a anéanti, continue de descendre comme un torrent majestueux sur la malheureuse Allemagne, purifiant et nettoyant tous les lieux par où elle passe de la pestilentielle influence du tyran corse.

Les dernieres nouvelles reçues du Continent ont été apportées d'Héligoland par un cutter du roi, dépêché par le gouverneur pour les apporter aux Ministres.

La principale de ces nouvelles est l'évacuation finale de Hambourg par les troupes et autorités françaises, le 5 de ce mois. Il n'y a pas eu moyen de douter de la vérité du fait, quand on a vu arriver à Héligoland à la fois douze bateaux de l'Elbe, avec des marchandises, des lettres et des gazettes, tandis qu'on n'en voyait presque ci-devant arriver aucun. Parmi ces papiers nouvelles est le *Mercure d'Altona* du 5, qui contient un article de Varsovie du 15 Février, suivant lequel il aurait été conclu une espece de convention par laquelle Varsovie serait gardée par ses propres habitants, ou gardes nationales. Il ne s'y trouve pas un seul ennemi et les troupes russes passent librement au travers. Le général Milloradowitch y entra le 9, mais il marcha sans s'y arrêter pour suivre son corps d'armée qui se portait sur l'Oder. Le général-en-chef russe était dans le même temps considérablement en avant de Milloradowitch, et tandis qu'un des corps russes marchait dans la direction de Berlin, l'autre se dirigeait sur Dresde.

Un article de cette ville du 25, en parlant de la marche des Russes sur l'Elbe, fait voir la consternation dans laquelle était plongée la Cour de Saxe, et Dieu sait pourquoi ! Le Roi s'était enfui jusqu'à Plauen, dans le Voigtland, à environ 120 milles de sa capitale, après avoir dépêché sa famille à 70 milles plus loin, à Bayreuth.

Les lettres d'Héligoland du 12 portent que,

suivant des avis de Hambourg, du 9, les Russes sous Kutusoff étaint entrés en grande force à Dresde; qu'un corps de Cosaques était à Wittenbourg sur l'Elbe, et que les Prussiens sous le général d'York, qui avait été nommé général en chef des armées prussiennes, s'avançaient sur la même ligne; que les Français avaient définitivement évacué Hambourg où les Sénateurs avaient fait venir quelques troupes danoises afin de contenir la populace; qu'il y avait 800 Français à Cuxhaven, où ils avaient chargé des chaloupes canonnieres de leur pillage, dans l'espérance de pouvoir es sauver avec, le long de la côte, en passant au travers des bas fonds et des islots qui la bordent; ils auraient craint, en l'emportant par terre, les insurrections des paysans qui partout sont en armes contre eux.

Les armées russes victorieuses, jointes aux prussiens, vont être encore fortifiées et augmentées par l'esprit d'insurrection qui est général dans toute l'Allemagne Cet esprit a un vaste champ ouvert devant lui; l'ennemi ne peut y opposer aucun obstacle. Enfin aujourd'hui pour la premiere fois depuis longues années, on peut tirer une ligne de Varsovie à Hambourg, et tout ce qui est au nord de cette ligne est purgé d'ennemis. Le point de rendez-vous pour les troupes françaises se replie successivement de la Vistule à l'Oder, de l'Oder à l'Elbe et de l'Elbe au Rhin. D'abord il devait être à Posen, puis au camp retranché de Cunersdorff, ensuite à Francfort sur l'Oder, de là à Magdebourg, à Hambourg, etc., aujourd'hui on l'établit, dit-on, à Erfurt, dans la Thuringe.

Quatorze bataillons prussiens ont été levés dans le court espace de dix jours dans le voisinage de Colberg. On assure qu'un semblable esprit regne dans tout le Duché de Berg. Les paysans dans le voisinage des villes anséatiques et dans le Hanovre s'arment en nombre considérable. Le moment est

venu pour la maison de Brunswick de paraître dans des contrées où leur nom est adoré à juste titre.

Le général Hope est de retour de sa mission à Stockholm. Il a, dit-on, apporté avec lui le traité d'alliance entre la Suede et l'Angleterre, en vertu duquel le Prince de la Couronne de Suede va descendre sur les côtes de la Poméranie Suédoise avec une force considérable, qui formera bientôt sa jonction avec les Russes, et à laquelle se réuniront les insurgés du nord de l'Allemagne. Puissent les princes de la maison de Bourbon se trouver au quartier-général de cette armée, et de là descendre glorieusement sur un trône trop long-temps abattu dans la poussière ! Le rôle que la Suede va jouer dans cette circonstance est trop beau pour que nous n'en félicitions pas d'avance et son Roi et son peuple, et son Prince de la Couronne ; nous osons croire qu'il sera dit bientôt de ce dernier, ainsi que d'un des héros du grand siecle :

Si Bernadotte obtient un rang parmi les rois,
C'est le fruit glorieux de ses loyaux exploits.
On a voulu par-là couronner sa vaillance,
Afin qu'aux siecles à venir
On ne fît point de différence
De porter la couronne ou de la soutenir.

Anecdotes relatives à la Guerre de Russie.

Au passage de la Beresina, Murat ne pouvant emporter l'immense quantité d'habits brodés de prêtre qu'il avait volés à Moscou, les brûla dans une nuit et emporta l'or en lingots.

A Elbing les habitants lui ont payé les magasins qu'il voulait brûler. Il a pris l'argent et laissé les magasins.

A Smolensko, Napoléon ordonna qu'on fît

sauter les murs. On lui dit que 12,000 malades couchés près de ces murs pourraient en souffrir : il répondit, Ce ne sont que des crapauds, et ils périrent.

Au passage de la Beresina, il fit passer la garde sur le corps de deux régiments qui furent noyés.

Comme dans la poursuite les Russes ne faisaient plus de prisonniers, ceux-ci restaient sur les chemins, et l'on ne se souciait aucunement de les ramasser. Un grenadier de la garde française, expirant de faim, se rendit à un Cosaque qui le repoussa. Ce malheureux s'écria alors, en s'arrachant les cheveux : " Vingt-deux ans de service, onze blessures, grenadier de la garde impériale, et un Cosaque, dédaigne de me prendre !"

Sur le Camp retranché de Taroutine, près Moscou, que Buonaparté *n'osa pas attaquer, et qui lui fit reprendre, malgré lui, la Route de Smolensk.*

Quand Napoléon sur sa route
De Taroutine vit le camp
Hérissé de mainte redoute,
Il s'écria : le vil croquant :
" Ah ! vieux renard d'Astrakan,
" Ta routine me déroute !"

VARIÉTÉS.

Sur la Maniere de bien vivre avec les Hommes.

J'ai toujours été étonné, Monsieur, depuis que le monde m'est un peu connu, de l'extrême difficulté qu'il y a de bien vivre avec les hommes, et il m'est prouvé aujourd'hui mathématiquement que, de quelque façon qu'on s'y prenne, quels que soient les

soins, les égards, la douceur de caractere qu'on apporte dans la société, il faut toujours y compter sur la même dose, à-peu-près, d'ennuis, de désagréments et de tracasseries de tous genres. J'ai même remarqué que, par une espece de lâcheté assez commune, on y maltraite plus volontiers les bons que les méchants, et dans l'embarras de savoir à qui on fera une sottise, on s'adresse presque toujours aux premiers. On n'a point de représailles à craindre à ce triomphe sans réplique, et si on a fait quelques frais d'esprit pour être méchant, on peut se croire transcendant à bon marché. Les bons sont donc généralement dupes de la société; car la société est un état de guerre où chaqun arrive armé de ses vices et de ses passions. Il est clair que celui qui n'est armé que de douceur, de patience et de bonté, doit finir par être écrasé. Je ne résiste pas à la tentation de vous faire part de l'opinion d'un de mes parents sur la maniere de bien vivre avec les hommes. Son opinion était fondée, disait-il, sur une assez longue expérience et sur une assez profonde connaissance des hommes. Les mœurs bizarres et même un peu brutales de mon cher oncle ne seront point déplacées sans doute au milieu de la bigarrure étonnante des mœurs humaines, dont l'histoire est toujours de quelqu'utilité.

Mon pere, mort en Normandie il y a quelques années, était un peu processif. Il plaidait avec acharnement contre deux de ses voisins, depuis qu'il avait atteint l'âge où on peut plaider. Une justice de seigneur, un bailliage, une sénéchaussée, un parlement n'avaient pas eu honte de s'occuper, pendant vingt ans, d'une malheureuse prise d'eau servant à l'irrigation d'un petit pré, et d'une petite fenêtre qu'on voulait nous faire boucher. Ces affaires avaient donné lieu à des frais immenses, à des injures violentes, à des mémoires, à des *factum* et à une brouillerie à mort entre les deux voisins. J'hé-

ritai de ces deux procès, et comme j'avais des inclinations bien différentes de celles de mon pere, j'allai trouver mon adversaire, et après l'avoir embrassé, je lui fis des propositions d'arrangement. J'offris de sacrifier ma prise d'eau et de faire boucher ma fenêtre. Je payai une partie des frais, et tout fut terminé entre nous. Mon pré, à la vérité, fut à sec, et perdit la plus grande partie de sa valeur; ma cuisine devint un véritable cachot faute de fenêtre, mais j'eus la satisfaction d'avoir fini une longue querelle, et tout le monde m'en fit compliment. Mon oncle seulement me témoigna son mécontentement de ma facilité à abandonner mes prétentions. "Tu es un sot, me dit-il; tes procès étaient excellents, tu les aurais gagnés avec frais et dépens si tu avais voulu les poursuivre. Ton pere et ton grand-pere avaient la jouissance immémoriale de la prise d'eau et de la petite fenêtre dont il s'agit. Le *possessoire* était déjà jugé, le *pétitoire* allait l'être. J'aurais parié ma tête que ta partie adverse aurait été *déboutée*.—Il n'importe, dis-je à mon oncle, je ne veux pas, pour une lucarne et un filet d'eau, passer ma vie en chicanes. J'aurai un peu moins d'herbe, un peu moins de jour, et j'aurai peut-être un ami de plus.—C'est là parler en véritable écolier, me répliqua mon oncle; tu aurais dû me consulter avant de signer ton désistement. Tu t'y prends de maniere à engager tous tes voisins à te faire de mauvaises querelles, ou plutôt ta bonté, je veux dire ta bêtise, te ruinera un jour, je t'en préviens." Je répondis à cela le plus honnêtement possible. Mon oncle prit de l'humeur, et me signifia de ne plus mettre les pieds chez lui. Cela me fut d'autant plus sensible, que j'étais très-attaché à mon oncle qui m'avait, jusque-là, comblé de bontés. Cependant il n'avait pas tous les torts en cette occurrence. La facilité avec laquelle j'avais terminé les procès de mon pere, m'en attira en effet de tous les côtés.

Je fus obligé d'en soutenir plusieurs qui me parurent d'une injustice révoltante, et j'eus le désagrément d'entendre dire que j'étais beaucoup plus chicaneur et plus tracassier que mon pere.

Je ne vous ferai pas l'histoire des désagréments sans nombre que j'essuyai de la part de presque tous mes voisins, malgré les soins extrêmes que j'avais pris de les prévenir en tout, et de leur donner souvent à manger depuis mon entrée en possession de ma fortune, car on m'avait assuré que ce dernier moyen était le meilleur pour me concilier tous les *esprits*. A la suite d'une tracasserie affreuse qui me fut suscitée par quelques *esprits* inquiets et affamés que j'avais oublié d'inviter à dîner dans une réunion générale, je vis entrer mon oncle chez moi; il me témoigna des regrets de ce qui s'était passé entre lui et moi, et je rentrai dans ses bonnes grâces. " Je t'ai averti, me dit-il, que ton caractere facile et faible te donnerait beaucoup d'ennemis, et je ne me suis pas trompé, à ce qu'il paraît. Nous habitons, à la vérité, le plus détestable village du monde, et nous avons les plus tristes et les plus mauvais voisins qui existent. Je te ressemblais, à peu-près, il y a une trentaine d'années: j'ai été doux, complaisant et honnête: j'ai été presque toujours victime de ma douceur, de ma complaisance et de mon honnêteté. Depuis, j'ai jugé à propos de changer totalement de conduite. Je me suis mis à ne rien céder à personne: j'ai chicané tout le monde à tort et à travers; j'ai distribué des injures, des menaces, des assignations, quelquefois des coups de canne; je suis parvenu, enfin, à inspirer de la crainte et de la terreur à tous ceux qui m'entourent. Depuis ce temps-là, je suis reçu partout à merveille: on me salue dans les rues beaucoup plus profondément que les autres, je suis toujours invité le premier à tous les repas, les meilleurs morceaux sont pour moi; on se garde bien de me contrarier

en aucune manière, et de n'être pas, en toutes choses, de mon avis. Tu n'as jamais entendu dire que ton oncle ait été attaqué dans son honneur ou ses propriétés. Eh bien, je te conseille de faire comme moi, désormais, pour être tranquille."

Je dis à mon oncle que je n'étais pas le maître de changer à volonté d'humeur et de caractère, que je ne pourrais jamais, en aucune occurrence, en venir à des moyens violents, et que je ne croyais pas, sauf le respect que je lui devais, que ce fût un moyen excellent, pour se faire aimer et respecter, que des injures et des coups de canne. J'ajoutai que j'étais disposé à quitter mon village pour quelque temps, espérant qu'on finirait, en mon absence, par me rendre justice; que je voyagerais un peu pour apprendre à connaître, à étudier les hommes, afin de savoir précisément de quelle maniere il faut s'y prendre pour vivre en bonne intelligence avec eux. — "Voilà encore un de mes impertinents philosophes! interrompit brusquement mon oncle: tu es un drôle de corps avec ton projet de connaître les hommes. Ah, parbleu! cela n'est pas bien difficile; je les connais tout comme si je les avais faits, et je n'ai jamais *étudié* pour cela. Qui connaît quatre bourgeois de V... connaît la bourgeoisie de toute la terre. Compte partout sur une bonne moitié de sots et d'imbécilles, sans parler des fripons, etc., et d'après cela, va faire le doucereux et l'homme à beaux sentiments, à beaux procédés! Je te répete que le meilleur moyen de bien vivre avec eux est d'avoir toujours, en quelque sorte, le sabre à la main dans la société. J'ai été vingt-huit ans militaire: mon régiment était composé des plus mauvais sujets de l'armée; j'ai toujours bien vécu avec eux, au moyen de la précaution que je prenais d'en jeter toujours de temps en temps quelques-uns sur le carreau. Quand j'apprenais qu'un de mes camarades ne m'aimait point, j'al-

lais incontinent lui marcher sur le pied: nous allions nous battre; je lui faisais ordinairement une incision un peu profonde dans une partie quelconque de son corps, à mon choix. Je lui demandais posément s'il en avait assez et s'il était content: il me répondait le plus souvent qu'il était content, et qu'il en avait assez. Alors nous nous embrassions, nous allions déjeûner ensemble s'il y avait moyen, et nous nous promettions une amitié éternelle. Je puis t'assurer, sans mentir, que les meilleurs amis que j'ai eus dans le monde sont ceux à qui j'ai coupé les bras ou les jambes, et que j'ai estropiés pour leur vie. Je pourrais te montrer des lettres que je reçois encore de temps en temps d'un vieux camarade à qui j'ai fendu autrefois le crâne à grands coups de sabre; il ne m'a jamais oublié, à ce qu'il me dit; tu serais enchanté des douceurs que nous nous disons, du ton de franchise et de bonne amitié qui regne dans notre correspondance. Je puis dire que je lui suis sincerement attaché, et que je me sais bon gré de la maniere dont j'en ai agi avec lui."

Je dis à moncle, en riant, que j'espérais conserver son estime et son amitié à meilleur marché: que je le priais de m'excuser si je ne partageais pas son opinion. Je pris congé de lui.".

Je partis pour un très-long voyage où j'en ai bien appris d'autres, vraiment, sur la difficulté de bien vivre avec les hommes. Je vous en ferai part quelquefois, Monsieur, si cela peut vous convenir; en attendant, je vous salue de tout mon cœur, car je serais enchanté de vivre avec vous en bonne intelligence, s'il y a moyen.

Imprimé pour Schulze et Dean, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLX.—*Le* 30 *Mars*, 1813.

FIN DE L'EXPOSÉ

De la Situation de l'Empire, présenté au Corps-Législatif dans sa Séance du 23 *Février, par le Comte de* Montalivet, *Ministre de l'Intérieur.*

Travaux Militaires.

Le soin d'assurer nos frontieres n'a pas été un instant perdu de vue.

De grands travaux ont consolidé le système de défense du Helder, qui est la clef de la Hollande. Ils ont employé 4,800,000 fr. Cette place peut désormais être considérée comme inattaquable. Les forts Lasalle, de l'Ecluse, Duquesne et Morland, qui défendent l'entrée du Zuyderzée et le port du Texel, peuvent se défendre pendant 60 jours de tranchée ouverte. Cette année ils acquerront les 90 jours de résistance qu'ils doivent avoir. Si ces travaux eussent

été faits il y a 15 ans, la Hollande n'eût pas perdu deux flottes.

Pendant qu'on achevait de creuser le bassin d'Anvers, cette place recevait une augmentation de forces proportionnée à l'importance du dépôt qui devait lui être confié; les travaux faits s'élèvent à 8,400,000 fr. C'est aujourd'hui une de nos plus fortes places ; elle est mise par les gens de l'art sur le même rang que Strasbourg et Metz.

Flessingue a été l'objet des soins de nos officiers du génie depuis 1809 ; nous y avons dépensé 11,300,000 fr. Les forts Montebello, Saint-Hilaire, Lacoste, les Quatre Couronnes, font estimer aux gens de l'art, que cette place peut soutenir 100 jours de tranchée ouverte. Plus de 6000 hommes y ont des casemates à l'abri de la bombe. Il n'y avait rien en 1809.

Ostende a reçu de grandes améliorations; on a construit deux forts en pierre sur les dunes ; on y a dépensé 4,000,000.

Le port de Cherbourg est maintenant renfermé dans une vaste enceinte, qu'une dépense de 3,700,000 fr. a mise en état de soutenir un siége. Quatre forts sur les hauteurs ont été terminés au commencement de cette année. Dans son état actuel, cette place peut soutenir 30 jours de tranchée, et dans un an elle en pourra soutenir 90.

Brest, Belle-Isle, Quiberon, la Rochelle ont été améliorés ; de nouveaux forts s'élevent à l'Isle-d'Aix, à l'Isle-d'Oleron, à l'embouchure de la Gironde, à Toulon, aux îles d'Hieres, à la Spezzia, à Portoferrajo.

Sur toutes nos côtes, les batteries les plus importantes ont été fermées à la gorge par des tours voûtées à l'épreuve de la bombe, et armées de canons.

Chaque année voit augmenter la force de Corfou ; des camps retranchés couvrent la place.

Du côté de terre notre ligne de défense du Rhin a reçu partout un nouvel accroissement. Kehl est achevé. On a fait pour 5,700,000 fr. d'ouvrages à Cassel et à Mayence, pour 3,800,000 fr. à Juliers, à Wesel pour 4,700,000.

Enfin, les travaux d'Alexandrie, où l'on a dépensé 25,000,000, ont continué à recevoir les mêmes améliorations.

Les places d'une moindre importance ont reçu par tout les fonds que réclamaient leurs besoins: leur dépense a été de 71,000,000.

Travaux de la Marine et des Ports.

Les vastes projets que S. M. a adoptés pour l'établissement de Cherbourg, s'élevent à 73 millions. Un port creusé dans le roc à vingt-huit pieds de profondeur au-dessous des basses-mers recevra, dans quelques mois, nos vaisseaux de haut-bord: 26 millions ont été dépensés. La digue qui rendra la rade aussi sûre contre les attaques de l'ennemi que contre l'action des tempêtes et tous les édifices nécessaires à l'établissement d'un grand port seront achevés avant dix ans.

Anvers n'avait aucun établissement maritime; cette ville renferme aujourd'hui un arsenal où vingt vaisseaux de ligne se construisent à-la-fois, et un bassin à flot où mouille toute notre flotte. Quarante-deux vaisseaux de ligne y trouveraient dès-à-présent un asile commode et sûr. Ces travaux ont coûté 18 millions.

Flessingue est rétabli; avec une dépense de 560,000 francs on a reconstruit les quais et les magasins; le radier de l'écluse, baissé de quatre pieds, a donné au bassin l'avantage qu'il n'eut jamais, de recevoir des vaisseaux du premier rang. Six vaisseaux peuvent entrer ou sortir dans une marée.

La nature a indiqué le Niew-Diepp pour être l'arsenal, le chantier et le port de la Hollande; mais, bordé de mauvaises digues, privé de quais, il ne présentait aux vaisseaux qu'une station mal assurée. On y a fait des travaux pour 1,500,000 francs. Vingt-cinq vaisseaux de ligne pourraient aujourd'hui s'amarrer à quai, et y rester en sûreté. Dans trois ans, les travaux de Niew-Diepp, seront terminés.

Le port du Hâvre était rarement accessible à des frégates; un banc de galets se renouvelait sans cesse à l'entrée du chenal: une écluse de chasse a été construite: il maintient la liberté de la passe; les quais et les bassins se continuent; le montant des travaux faits est de 6,300,000 fr. Dans deux ans les constructions seront achevées.

Une partie considérable du territoire que couvre la ville de Dunkerque n'était qu'un marais; son port était encombré. Cinq millions ont été destinés à construire une écluse à l'extrémité du chenal, et à assurer l'écoulement des eaux du marais. Quatre millions 500 mille francs ont été dépensés; 500,000 acheveront les travaux avant la fin de l'année.

L'envasement du chenal d'Ostende avait fait de grands progrès ; toutes les parties du port avaient souffert d'une longue négligence ; la belle écluse de Slikens avait besoin d'être rétablie; 3,600,000 fr. ont été employés à ces travaux. La construction d'une écluse de chasse assure la libre navigation du chenal.

Le port de Marseille, déjà très-étroit, devenait insuffisant par l'accumulation des vases, 1,500,000 y ont été dépensés. L'état de ce port est aujourd'hui satisfaisant; en peu d'années on terminera l'exécution totale du projet de son aggrandissement, par la construction d'un bassin de carénage, et par la restauration des quais divers.

Outre les grands projets que je viens de rappeler, 50 millions ont été distribués aux autres établissements maritimes à Brest, à Rochefort, à Toulon, à Gênes, à la Spezia, à Dieppe, à Calais, à Saint-Valery, à Bayonne, et à ce grand nombre de ports moins considérables qui couvrent toutes nos côtes.

Routes.

Les routes les plus importantes sont celles qui, ouvrant les passages des Alpes et des Apennins, réunissent la France à toutes les parties de l'Italie, celles qui nous rapprochent de l'Espagne, de la Hollande, des villes anséatiques, du centre de l'Allemagne.

Dans les Alpes, la route de Paris à Milan par le Simplon, celle de Paris à Turin par la Maurienne et le Mont-Cénis, celle de l'Espagne en Italie par le Mont-Genevre, sont entierement ouvertes ; les plus grosses voitures de roulage circulent sans interruption et avec la plus grande facilité, sans enrayer, dans les vallées profondes, sur les cols élevés de ces montagnes, où jusques à présent des sentiers, impraticables une partie de l'année, offraient à peine un chemin dangereux aux piétons et aux bêtes de somme. Ces routes ont coûté 22,400,000 fr. ; les projets généraux étaient de 30,600,000 fr. ; la construction des hospices et quelques perfectionnements emploieront les 8 millions 200 mille francs qui restent à dépenser.

La route de Lyon à Gênes par le Lanteres a dépensé 1,800,000 fr. sur 3,500,000 fr. qu'elle doit coûter.

Celle de Cézanne à Fénestrelles par le col de Festrieres, deviendra le complément de la précédente ; elle sera ter-

née en 1813 ; elle aura coûté 1,800,000 fr. dont 800,000 fr. sont déjà dépensés.

La route de Nice à Gênes coûtera 15,500,000 fr. l'emploi de 6,500,000 fr. a déjà établi la communication de Nice à Vintimille et de Savonne à Gênes; les 9,000,000 restant à dépenser termineront cette route qui conduira de Marseille à Rome, sans quitter un climat doux et tempéré.

Dans les Apennins, la route de Savone à Alexandrie est ouverte. Le projet-général est de 4,000,000 ; on a dépensé 2,600,000 fr.

La route de Port-Maurice à Ceva, celle de Gênes à Alexandrie par le col de Giovi, celle de Gênes à Plaisance, celle de la Spezzia à Parme, communiquant toutes des bords de la mer dans l'intérieur de nos départements italiens, se construisent ; les projets réunis s'élevent à 13,600,000 fr. ; il y a pour 3,000,000 de travaux faits. On ira de la Spezzia à Parme à la fin de cette année.

Aucune route ne conduisait de Bordeaux à Bayonne ; les sables des Landes ne se franchissaient qu'avec des peines et des retards incalculables : 8,000,000 ont été destinés à y construire une route pavée : 4,200,000 fr. de travaux ont été faits ; la route sera achevée en 1814 ; elle le serait actuellement si l'on avait découvert plus tôt les carrieres de grès qui en assurent la bonne et solide construction.

D'Anvers à Amsterdam, des sables et des marais coupés de digues et de fossés, rendaient les communications lentes et difficiles, lorsqu'elles n'étaient pas entierement interceptées ; déjà les deux tiers de la route qu'il a fallu ouvrir sont pavés ; elle sera terminée en 1813. Sur 6,300,000 fr. qu'elle doit coûter, on a dépensé 4,300,000 fr.

La route de Wésel à Hambourg n'existait pas il y a trois ans ; elle est ouverte partout et terminée sur plusieurs points ; elle coûtera 9,800,000 fr. Déjà l'on a fait pour 6,000,000 de travaux. De Maëstricht à Wésel aucun chemin constant n'était tracé dans les sables ; une route qui a coûté 2,100,000 fr. est construite.

La route de Paris en Allemagne était à peine ébauchée entre Metz et Mayence ; 5 millions en ont fait une des belles routes de l'Empire.

Outre ces dépenses, 219 millions ont été employés depuis neuf ans à ce grand nombre de routes qui traversent l'empire dans tous les sens, et dont chaque année voit améliorer la situation.

Ponts.

Douze millions ont été employés à la construction des ponts entièrement achevés de Verceil et de Tortone, sur la Sesia et sur la Scrivia, de Tours sur la Loire, de Lyon sur la Saône près de l'Archevêché, et à celle de tous les ponts de la route de Lyon à Marseille, jadis si incertaine par les rivières et les torrents qui la traversent.

Deux grands ponts se construisent dans nos départements au-delà des Alpes; celui de Turin sur le Pô; on y a dépensé 1,850,000 fr.; il doit en coûter 3,500,000; et le pont d'Artissone sur la Doire: il sera achevé cette année. Sur 1,100,000 fr., 820,000 fr. sont dépensés.

Une culée et plusieurs piles du pont de Bordeaux déjà construites, garantissent une réussite entière; elles ont coûté 1,100,000. Ce pont, jadis réputé impossible, coûtera 6,000,000.

Le pont de Rouen coûtera, avec les quais à rétablir, 5 millions; 800,000 fr. sont dépensés.

Le pont en pierre de Roanne sur la route de Paris à Lyon, a coûté déjà 1,500,000 fr.: on l'achevera avec 900,000 fr.

Douze millions ont été employés à des ponts d'une moindre importance.

Canaux.

Les communications par eau rendent les transports beaucoup moins dispendieux; elles permettent de mouvoir facilement de grandes masses; ces communications sont importantes, surtout pour l'approvisionnement des contrées et des villes où une grande population se trouve réunie, et pour le mouvement des matières premières dont le poids ou le volume rendent les transports par terre difficiles. Elles sont importantes par la vie qu'elles répandent sur les routes intérieures qu'elles parcourent en liant entr'eux les ports de nos différentes mers.

Le canal de Saint-Quentin a réuni le Rhône à l'Escaut, Anvers et Marseille, et a fait de Paris le centre de cette grande communication. Sa construction a coûté 11,000,000 La navigation de ce canal, souterrain sur trois lieues de son cours, est entièrement ouverte. Dans les huit premiers

mois de l'année 1812, 756 bateaux chargés de charbon, et 231 chargés de blé, ont suivi cette route nouvelle qu'ont fréquentée de même les autres branches de commerce.

Le canal de la Somme qui joindra celui de Saint-Quentin au port de Saint-Valery, coûtera 5 millions; on y a fait pour 1,200,000 fr. de travaux.

Le canal de Mons à Condé, le débouché des riches houillieres du Jemmappe dans l'Escaut, coûtera 5 millions; 3 millions sont dépensés.

De nombreuses écluses ont été construites pour perfectionner la navigation de la Seine, de l'Aube, de la Marne. On continue cette amélioration dont le projet s'éleve à 15 millions: 6 millions ont été employés. Parmi les écluses construites, celle du pont de l'Arche est remarquable par ses grandes dimensions.

Le canal Napoléon sera terminé dans 4 ans: il joindra le Rhône au Rhin; il coûtera 17 millions, 10,500,000 sont dépensés; les fonds des 6,500,000 fr. restants sont créés et assurés.

Le canal de Bourgogne, communication importante entre la Saône et la Loire, entre le canal Napoléon et Paris, coûtera 24 millions, 6,800,000 fr. ont été employés jusqu'à la fin de 1812; les 17,000,000 fr. de travaux à faire ont des fonds spéciaux et seront achevés dans 10 ans.

Bientôt on communiquera de Saint-Malo à l'embouchure de la Vilaine sans doubler la Bretagne. Le canal de la Rame sera terminé dans deux ans; il coûtera 8 millions, dont 5 millions sont dépensés.

Le Blavet a été canalisé; la navigation de la nouvelle ville de Napoléon (Pontivy) est en activité; 500,000 fr. qui restent à dépenser formeront avec les 2,800,000 fr. de travaux faits les 3 millions 300,000 fr., estimation générale du projet.

Les travaux du canal de Nantes à Brest viennent d'être entrepris; ils coûteront 28 millions. Un million 200,000 fr. sont dépensés.

Le canal de Niort à la Rochelle, utile au desséchement d'une contrée assez étendue autant qu'à la navigation, coûtera 9 millions: 1,500,000 fr. ont été employés.

De semblables avantages sont attachés à l'exécution du canal d'Arles. Avec le port de Bouc auquel il aboutit, il coûtera 8 millions 500,000 fr.; 3,800,000 fr. sont dépensés.

Un canal doit établir une navigation commode dans toute la vallée du Cher; il rapprochera de la Loire, des

houilleres et des forêts d'une difficile exploitation : il coûtera 6 millions ; il y a pour 1,100,000 fr. de dépenses faites.

Desséchements.

Les principaux desséchements entrepris administrativement, sont ceux de Rochefort et du Cotentin; les projets sont de 11,500,000 fr. Les travaux faits ont coûté 5,600,000 fr. Rochefort surtout en a déjà recueilli de grands avantages.

Des travaux pour 5,800,000 fr. ont rétabli les digues de l'Escaut et de Blanckenbourg ; celles du Pô ont coûté un million : ces digues protégent des contrées entieres contre l'invasion de la mer ou des fleuves.

La presqu'île de Perrache, qu'on avait destinée à l'agrandissement de Lyon, était couverte par les eaux de la Saône. L'exécution d'un projet qui coûtera 4 millions, la garantira de cet inconvénient ; deux millions ont été employés à la construction d'une levée de garantie et à commencer l'exhaussement du sol.

Outre les 67 millions employés aux travaux que je viens de parcourir, 35 millions ont été répartis à de nombreuses entreprises.

Travaux de Paris.

La capitale manquait d'eau circulant dans ses divers quartiers, de halles et de marchés, de moyens d'ordre et de police pour quelques-uns des principaux besoins de sa consommation.

Les rivieres de Beuvronne, de Thérouenne et d'Ourcq seront conduites à Paris ; déjà la premiere y arrive ; trois fontaines principales versent continuellement ses abondantes eaux ; 60 fontaines secondaires les distribuent.

La réunion des eaux conduites à Paris alimentera le canal de l'Ourcq achevé sur presque tout son cours jusqu'au bassin de la Villette. De ce bassin, une branche déjà creusée réunira le canal de l'Ourcq à la Seine, prise à Saint Denis. Une autre branche le réunira à la Seine, près le pont d'Austerlitz.

Ces travaux coûteront 38,000,000 fr. ; ils seront achevés dans cinq ans ; les travaux faits sont de 19,500,000 fr.;

la ville de Paris fournit aux dépenses sur le produit de son octroi.

Cinq vastes bâtiments seront destinés à recevoir, à leur introduction dans Paris, tous les animaux destinés à sa consommation. Leur construction coûtera 13,500,000 fr.; la moitié de cette somme est dépensée.

Une halle assez grande pour abriter 200,000 pièces de vin ou d'eau-de-vie coûtera 12,000,000 fr. Le commerce jouit d'une partie de cette halle; la dépense faite est de 4,000,000 fr.

La coupole du marché aux grains vient d'être reconstruite en fer; elle a coûté 800,000 fr.

Une halle aux comestibles occupera tout l'espace qui se trouve entre le marché des Innocents et la halle aux grains; elle exigera 12 millions; 2,600,000 fr. ont payé les maisons que l'on démolit.

Tous les autres quartiers de Paris auront leurs marchés particuliers. Les constructions faites s'élevent à 4 millions; 8,500,000 fr. sont nécessaires à l'exécution du projet général.

Les 46 millions 800 mille fr. que coûtera à la ville de Paris l'exécution des halles, des abattoirs et des marchés, lui produiront un revenu de près de trois millions, sans grever les denrées d'aucunes nouvelles charges. Les prix de location que payera ce commerce de comestibles seront inférieurs à ce qu'il lui en coûte dans l'état actuel des choses.

La construction des greniers de réserve, celle des moulins et des magasins de Saint Maur, compléteront le système des édifices relatif aux approvisionnements de Paris.

Les greniers de réserve sont un objet de huit millions; on y a dépensé 2 millions 300 mille fr.

Les moulins et les magasins de Saint-Maur coûteront une semblable somme de huit millions. Il y a pour un million de travaux faits.

Les ponts d'Austerlitz, des Arts, d'Jéna, rapprochent les quartiers de Paris que séparait la Seine; ces constructions ont employé huit millions 700 mille fr. Le pont d'Jéna exige encore pour un million 400 mille fr. de dépenses accessoires.

Onze millions ont été employés à la construction des quais; avec une dépense de quatre millions, ils seront achevés, sans interruption, sur les deux rives de la Seine.

Cinq nouveaux Lycées s'établissent; on a dépensé 500

mille fr. en acquisitions. La dépense totale sera de cinq millions.

L'église de Sainte-Genevieve, celle de Saint-Denis, le palais de l'archevêché et la métropole sont restaurés. Des 7 millions 500 mille fr. affectés à ces édifices, 6 millions 700 mille fr. sont dépensés ; 800 mille fr. termineront, cette année, tous les travaux.

L'on construit des hôtels pour le ministere des relations extérieures et pour l'administration des postes ; les fondations sont achevées ; elles ont coûté 2 millions 800 mille fr. 9,200,000 fr. forment le complément des projets.

Un palais où sera le dépôt des archives générales de l'Empire, coûtera 20 millions. Des approvisionnements pour un million ont été faits.

La façade du Corps-Législatif, la colonne de la place Vendôme, le temple de la Gloire, la Bourse, l'Obélisque du Pont-Neuf, l'Arc de triomphe de l'Etoile, la fontaine de la Bastille, les statues qui doivent décorer ces monuments, coûteront 35 millions 500 mille fr. ; 12 millions 900 mille francs ont ou avancé ou terminé leur construction.

Une somme de 15 millions a été dépensée aux autres travaux de Paris.

Travaux Divers des Départements.

Les dépôts de mendicité et les prisons dans les départements ont particulierement fixé l'attention du gouvernement. Cinquante dépôts ont été construits et sont en activité ; trente-un sont en construction ; les projets de quarante-deux s'étudient. Sept départements paraissent jusqu'à présent ne pas en avoir besoin. Douze millions ont été employés à ces travaux ; 17 millions sont encore nécessaires pour les achever.

Les prisons les plus importantes sont les maisons destinées à recevoir les condamnés à plus d'une année de détention.

Vingt-trois établissements de ce genre suffiront à tout l'Empire ; ils contiendront 16 mille condamnés : onze de ces maisons sont en activité ; neuf sont près du terme de leur construction ; trois ne sont encore qu'en projet.

Lorsqu'elles seront terminées, les prisons ordinaires, les maisons de correction, d'arrêt et de justice cesseront d'être

encombrées ; elles pourront être plus facilement et plus convenablement distribuées.

Le nombre de ces dernieres maisons est de 790 ; 292 ont été restaurées ou se trouvent en bon état ; 291 sont à réparer ; 207 à reconstruire.

Les dépenses faites sont de 6 millions ; celles restant à faire, de 24 millions.

Douze millions 500 mille fr. ont été affectés à la construction de la nouvelle ville de Napoléon, dans la Vendée, et à l'ouverture des routes qui y aboutissent ; 7 millions 500 mille fr. ont été dépensés.

Un million 800 mille fr. de primes ont été accordés aux habitants de ce département ou de celui des Deux-Sevres qui reconstruiraient les premiers leurs habitations : un million 500 mille fr. ont été jusqu'à présent distribués.

Sur 8 millions 600 mille fr. que coûtera la restauration des établissements thermaux, ils ont déjà reçu un million 500 mille fr.

Il était essentiel de préserver de toute nouvelle dégradation les ruines de Rome ancienne. Ces travaux, ceux de la navigation du Tibre, et de l'embellissement de la seconde ville de l'Empire, coûteront 6 millions. Deux millions ont été réalisés.

Les 118 millions dépensés aux autres travaux des villes et des départements, ont été employés au grand nombre d'édifices nécessaires à l'administration, au culte, à la justice, au commerce, qui, dans toutes nos cités, réclament les soins du gouvernement.

Tel a été l'emploi du milliard consacré aux travaux publics de tout genre depuis l'avénement de S. M. et des 80 millions qui ont completté le mobilier et augmenté les riches collections de la couronne.

Quatre cent quatre-vingt-cinq millions ont été plus spécialement affectés à ces entreprises, qui laissent de grands et durables résultats.

L'évaluation-générale des projets de ce genre est d'un milliard 61 millions ; une somme de 576 millions sera encore nécessaire pour les terminer. L'expérience du passé nous apprend qu'un petit nombre d'années suffira.

Ces travaux, Messieurs, sont répandus sur toutes les parties de ce vaste Empire, de tous les départements réunis qui le composent. Vous savez qu'aucune contrée n'est oubliée : ils vivifient la nouvelle France comme l'ancienne ; Rome, les départements anséatiques, la Hollande, comme

Paris et nos anciennes cités, tout est également présent et cher à la pensée de l'Empereur : sa sollicitude ne connaît aucun repos tant qu'il reste du bien à faire.

CHAPITRE IV.

Administration Intérieure.

Les divers cultes ont reçu des marques d'intérêt et de protection. Des suppléments sur le trésor impérial ont été accordés aux curés au-delà des Alpes, qui n'avaient pas un revenu suffisant.

Le décret du 7 Novembre, 1811, en soumettant les communes au paiement des vicaires qui leur sont nécessaires, a assuré la jouissance de la totalité de leurs revenus et de leur traitement à d'anciens curés que l'âge ou les infirmités mettent hors d'état de remplir seuls leurs fonctions.

Des palais épiscopaux, des séminaires ont été achetés.

Le Concordat de Fontainebleau a mis un terme aux dissentions de l'Eglise. Le gouvernement a été constamment satisfait de l'attachement que lui ont montré les évêques et le clergé.

Les anciens principes de l'Eglise de France, connus sous le nom de libertés de l'Eglise gallicane, concilient parfaitement les droits du trône et ceux des pontifes. Ils doivent être constamment la base de l'enseignement dans toutes les écoles de l'Empire.

La conduite des ministres des autres religions a été exemplaire.

Tout est prêt pour l'organisation définitive des cultes réformés et luthériens dans le Nord ; leurs pasteurs ont reçu des traitements provisoires.

Chaque année les cours et les tribunaux acquièrent de nouveaux droits à la considération publique, et reprennent le rang que les grands corps de magistrature doivent tenir dans tout Etat bien constitué.

Le nombre des procès civils a diminué sensiblement ; leur jugement est plus prompt ; les discussions sont moins embarrassées ; c'est un des bienfaits de notre nouveau Code civil. Chacun désormais connaît ses droits, et sait mieux quand et comment il peut les exercer.

Le gouvernement a reçu des plaintes sur les frais excessifs qu'occasionnent les honoraires des avocats et les sa-

laires des officiers de justice. L'Empereur a donné au grand-juge l'ordre de s'occuper des moyens de diminuer ces frais.

Les procès criminels sont plus sensiblement réduits encore que les procès civils. En 1801, la population était de 34 millions d'individus. Cette année présentait 8,500 affaires criminelles dans lesquelles 12,400 prévenus étaient impliqués. En 1811, une population de 42 millions n'a plus présenté que six mille affaires, dans lesquelles 8,600 prévenus étaient intéressés.

En 1801, huit mille prévenus ont été condamnés ; en 1811, cinq mille cinq cents ; en 1801, il y a eu 882 condamnations à mort ; en 1811, trois cent quatre-vingt-douze seulement. Cette diminution a été progressive chaque année ; et, s'il était besoin de prouver davantage l'influence de nos lois et de notre prospérité sur le maintien de l'ordre public, nous remarquerions que cette progression décroissante a lieu surtout dans les départements réunis, et devient plus grande à mesure que leur incorporation à la France devient plus ancienne.

L'administration des départements, celle des communes et des établissements de bienfaisance, est active et surveillante ; elle concourt avec zele aux améliorations dont s'occupe le gouvernement.

Les revenus des communes et des villes, en y comprenant Paris, s'élevent à 128,000,000
Les octrois produisent 65,300,000
Les centimes additionnels, perceptions diverses, à 42,700,000
Les revenus fonciers, à 20,000,000

Total 256,000,000

Les communes ont, outre cela, des propriétés qu'elles ne comptent point dans les recettes municipales ; ce sont celles dont les habitants jouissent en commun, les pâturages communaux, les bois affouagés, etc.

Le capital du revenu foncier de 20 millions serait une ressource d'autant plus précieuse pour l'Etat, s'il avait intérêt d'en disposer, que les communes seraient facilement indemnisées par une rente beaucoup moindre, d'une jouissance grevée pour elles de beaucoup de charges et d'embarras.

Les caisses municipales sont tenues avec le même soin que celles de tous les autres comptables.

Huit cent cinquante villes ont plus de 10,000 fr. de revenus; la majeure partie de leurs budjets de 1813 est arrêtée.

Instruction Publique.

En 1809, le nombre des éleves des Lycées n'était que de 9,500, dont 2,700 externes, et 6,800 pensionnaires;

Aujourd'hui le nombre des éleves est de 18,000, dont 10,000 externes et 8000 pensionnaires.

Cinq cent dix colléges donnent l'instruction à 50 mille éleves, dont 12 mille pensionnaires.

Dix-huit cent soixante-dix-sept pensions ou institutions particulieres sont fréquentées par 47 mille éleves.

Trente-un mille écoles primaires donnent l'instruction du premier degré à 920 mille jeunes garçons. Ainsi un million de jeunes Français reçoit le bienfait de l'instruction publique.

L'école normale de l'Université forme des sujets distingués dans les sciences, dans les lettres, dans la maniere de les enseigner. Ils portent chaque année dans les lycées les bonnes traditions, les méthodes perfectionnées.

Les 35 académies de l'Université ont neuf mille auditeurs; les deux tiers de ces éleves suivent les cours de droit et de médecine.

L'école polytecnique donne tous les ans aux écoles spéciales du génie, de l'artillerie, des ponts et chaussées et des mines, 150 sujets déjà recommandables par leurs connaissances.

Les écoles de Saint-Cyr, de Saint-Germain, de la Fléche, fournissent tous les ans quinze cents jeunes gens pour la carriere militaire.

Le nombre des éleves des écoles vétérinaires est doublé. Les intérêts de l'agriculture ont dicté une meilleure organisation de ces écoles.

L'académie de la Crusca de Florence, dépositaire du plus pur idiôme de la langue italienne, l'institut d'Amsterdam, l'académie de Saint-Luc de Rome, ont reçu de nouveaux réglements et des dotations suffisantes.

Les travaux de l'institut de France se continuent; le tiers de son dictionnaire est fait, il peut être achevé dans deux ans; les recherches sur notre langue, sur notre histoire, occupent un grand nombre de ses membres.

Les traductions de Strabon et de Ptolémée honorent

les savants utiles qui en ont été chargés. Le seizieme volume du Recueil des Ordonnances des Rois de France a été publié.

Marine.

La France a éprouvé, par les événements de Toulon, la guerre civile du Midi, de la Vendée et de l'Ouest, par les affaires de Quiberon, des pertes très-grandes; les meilleurs officiers de sa marine, l'élite des contremaîtres et des équipages y ont péri.

Nos escadres, depuis cette époque, ont été montées par des équipages peu exercés. L'insuffisance de l'inscription maritime a été reconnue, et, toutes les années, les moyens qu'elle offrait ont été en décroissant, résultat inévitable de la constante supériorité de l'ennemi et de la destruction presqu'entiere de notre commerce maritime.

Il n'y a plus eu moyen de se dissimuler qu'il fallait ou désespérer de la restauration de notre marine en temps de guerre, ou avoir recours à des mesures nouvelles. En prenant le premier parti, on eût agi comme l'a fait l'administration sous Louis XIV et Louis XV, découragée par la défaite de la Hogue et par les suites de la guerre de 1758. A l'une et l'autre époque, on renonça à la marine; on cessa de construire; on porta les ressources des finances sur l'armée de terre et sur les autres départements; mais les résultats de cet abandon furent bien funestes à la gloire et à la prospérité de la France.

L'Angleterre nous donna la loi; elle nous imposa des traités qu'il faudrait pouvoir déchirer de nos annales. Nous dûmes nous-mêmes démolir nos ports et recevoir des commissaires anglais pour en surveiller la démolition. Par une conséquence trop naturelle de la supériorité de ses forces, l'Angleterre nous imposa des traités de commerce destructifs de notre industrie, et lorsqu'elle jugea devoir nous faire la guerre, pour piller notre commerce ou s'emparer de nos établissements, elle nous trouva sans armées navales et sans aucun moyen de défendre notre pavillon. De là ce mépris que le peuple d'Angleterre témoignait en toute occasion pour nous.

L'administration sous Louis XIV et sous Louis XV, fut-elle obligée d'embrasser le parti funeste de renoncer à la marine par le dérangement de nos finances ou par l'im-

possibilité réelle où se trouvait la France dans ses anciennes limites, de construire et réorganiser de grandes flottes en temps de guerre ?

Presque rien n'est possible à Brest, ou du moins tout y est extrêmement difficile lorsque ce port est bloqué par une escadre supérieure : mais il est probable que les raisons de finances, les besoins que faisaient naître les guerres continentales, et la difficulté de recréer la marine concoururent, avec le peu d'énergie de l'administration, à faire prendre le parti désespéré de laisser dépérir notre marine.

Les échecs qu'ont éprouvés, depuis, nos escadres, fruits immédiats de nos dissensions civiles, nous ont placés dans la même situation où se trouvait l'administration sous Louis XIV et sous Louis XV; mais si la situation était semblable, les autres circonstances étaient différentes en tout point.

La possession de la Hollande, de l'Escaut, l'extension de notre puissance sur les côtes de l'Adriatique, sur les ports de Gênes et de la Spezzia, sur tous les cours du Rhin et de la Meuse, nous donnait des moyens maritimes d'une bien autre importance que ceux que possédait l'ancienne monarchie ; nous pouvons construire des flottes sans que la supériorité de l'ennemi puisse l'empêcher ou même les rendre plus coûteuses.

La bonne administration des finances de l'Empire nous met en état de faire face aux dépenses qu'entraîne l'établissement d'une grande marine, et de satisfaire aux frais des guerres continentales. Enfin l'énergie de notre gouvernement, sa volonté ferme et constante, étaient seules capables de lever de plus grands obstacles.

L'administration de la marine sentit pourtant la nécessité d'adopter un système fixe et calculé qui fit marcher de front la création ou le rétablissement des ports, la construction des vaisseaux et l'instruction des matelots.

Dans la Manche, la nature a tout fait pour l'Angleterre; elle a tout fait contre nous. Dès le règne de Louis XVI on avait senti l'importance d'avoir un port sur cette mer ; le projet de Cherbourg avait été adopté, et les fondements des digues avaient été jetés. Mais dans nos troubles civils, tous ces ouvrages interrompus s'étaient détériorés, tout avait été remis en problème jusqu'à la convenance du choix du local, et on demandait si on n'aurait pas mieux fait de préférer la Hogue à Cherbourg.

L'administration fixa ses regards sur ces importantes questions. La décision en faveur de Cherbourg fut con-

firmée, et on travailla sans délai à rehausser la digue pour abriter la rade.

Mais cette rade avait les inconvénients d'une rade foraine. Le carénage des vaisseaux y était impossible ou difficile. L'administration ne s'arrêta ni à la dépense, ni à la difficulté des localités, et on entreprit un port creusé dans le roc, pouvant contenir 50 vaisseaux de guerre et des chantiers suffisants pour la construction d'une escadre.

Après dix ans de travaux, le succès a justifié toutes ces entreprises. Une escadre est sur le chantier de Cherbourg, et les bassins pourront recevoir, cette année, l'escadre la plus nombreuse. C'était beaucoup que d'avoir satisfait au besoin, senti depuis le combat de la Hogue, d'avoir un port dans la Manche; mais il n'était pas moins important d'avoir un port dans la mer du Nord, et de pouvoir profiter des rades nombreuses et sûres de l'Escaut.

Le bassin de Flessingue, celui d'Anvers, ont coûté bien des millions. Vingt vaisseaux peuvent être construits à la fois dans les chantiers d'Anvers, et plus de 60 trouver un abri dans les ports d'Anvers et de Flessingue.

La Hollande contenait une population qui s'est toujours distinguée dans la marine; mais les vaisseaux de construction hollandaise ne pouvaient être employés utilement dans la lutte actuelle. La célérité de la marche est un des éléments de la guerre maritime, et les vaisseaux hollandais paraissent plutôt construits pour porter des marchandises que pour évoluer et livrer des batailles.

Ce peuple industrieux avait fait des miracles pour vaincre les obstacles, en apparence insurmontables, de ses localités, mais il n'avait réussi qu'imparfaitement.

L'administration sentit qu'il n'y avait dans la Hollande qu'un seul port, un seul chantier, un seul remede à tous les inconvénients des localités, et elle porta les forces maritimes de la Hollande au Niew-Dypp; quoique ce projet n'ait été conçu que depuis deux ans, nous jouissons déjà de tous ses avantages, et par ce moyen, un nouveau port se trouve être en notre pouvoir à l'extrémité de la mer du Nord.

Les ingénieurs de l'armée de terre ont poussé les travaux avec la plus grande et la plus louable activité. Le Helder, Flessingue, Anvers et Cherbourg, sont dans une situation telle que nos escadres y sont à l'abri de toute insulte, et peuvent donner à nos armées de terre le temps d'arriver à leur secours, fussent-elles au fond de l'Italie ou

de la Pologne; ce que l'art pouvait ajouter aux avantages naturels de Brest et de Toulon, avait été fait par l'ancienne administration.

Il n'en est pas de même de l'embouchure de la Charente. La rade de l'Isle-d'Aix n'était pas propre à contenir un grand nombre de vaisseaux. L'administration a senti le besoin d'avoir un abri plus sûr dans la mer de Gascogne.

La rade de Saumouard a été reconnue et fortifiée. Les rades de la Gironde l'ont été également, et une communication intérieure pour les plus grands vaisseaux a été perfectionnée, de sorte que les rades de l'Ile-d'Aix, du Saumouard, de Talemont, et les rades de la Gironde forment, pour ainsi dire, un même port.

Après Toulon, la Spezzia est le plus beau port de la Méditerranée. Des fortifications du côté de terre et du côté de mer devenaient nécessaires pour y mettre nos escadres en sûreté. Ces fortifications offrent déjà une résistance convenable.

Ainsi, à peine six ans se sont écoulés depuis que le système permanent de guerre maritime a été arrêté, que les ports du Texel, de l'Escaut, de Cherbourg, de Brest, de Toulon, et de la Spezzia sont assurés, et offrent sous le point de vue maritime et militaire toutes les propriétés désirables.

En même temps qu'on construisait et qu'on fortifiait les ports, on pensa à établir des chantiers pour construire des vaisseaux. Sous l'ancienne dynastie nous étions réduits à moins de 25.

Brest pouvait tout au plus offrir les moyens de radoub. On dut renoncer à tout projet de construction, ou établir sur l'Escaut un chantier où vingt vaisseaux à trois ponts, de 80 et 74, pussent se construire à la fois. Ce chantier, approvisionné par le Rhin et la Meuse, et par tous les affluents du continent de la France et de l'Allemagne, est constamment pourvu abondamment et à bon marché.

On reconnut la possibilité de construire, sur les chantiers d'Amsterdam et de Rotterdam, des frégates et des vaisseaux de 74, de notre modele, en attendant que les chantiers et les établissements fussent formés sur Niew-Dypp.

Sur les chantiers de Cherbourg on construit des vaisseaux à trois ponts de 80 et de 74.

On construit des vaisseaux à Gênes et à Venise.

Profitant ainsi de toutes les ressources de l'Albanie, de l'Istrie, du Frioul, des Alpes-Juliennes et des Apennins.

Les chantiers de Lorient, de Rochefort et de Toulon, continuent à avoir l'activité dont ils sont susceptibles, et d'employer tous les matériaux que leur offrent les bassins des rivieres destinées à les alimenter.

En peu d'années, nous serons arrivés à avoir 150 vaisseaux, dont douze à trois ponts, et un plus grand nombre de frégates.

La marine française, dans sa plus grande prospérité, n'a jamais eu plus de cinq vaisseaux à trois ponts.

Nous pouvons facilement construire et armer 15 à 20 vaisseaux de haut bord par an.

L'administration a donc réussi sous le point de vue des constructions, mais le plus difficile restait à faire. Les gens de l'art, après avoir médité sur les ressources et l'étendue de l'Empire, avaient compris qu'effectivement le gouvernement ayant à sa disposition, par les fleuves qui alimentent nos ports, presque tous les bois de l'Europe, et d'immenses richesses en fer et en chanvre, il était possible d'avoir une marine aussi nombreuse qu'on le voudrait, et qu'on ne serait arrêté que par l'étendue des sacrifices pécuniaires qu'on voudrait faire à l'accroissement de cette partie de nos forces.

Mais on se demandait où trouver les matelots pour monter ces escadres? Des camps, des exercices forment en peu d'années une armée de terre; mais où trouver de quoi remplacer des camps et des exercices pour les troupes de mer?

Les institutions de Colbert et les principes qu'il avait posés pour le recrutement des armées navales étaient presque nuls: notre commerce maritime était excessivement réduit. On avait admis, comme un axiôme, cette maxime: *Point de commerce, point de marine militaire;* cependant c'était un cercle vicieux; car on aurait pu dire tout aussi justement: *Point de marine militaire, point de commerce.*

L'administration conçut alors l'idée de recruter les armées navales de la même maniere que l'armée de terre; d'avoir recours à la conscription sans abandonner les ressources que pouvait produire l'inscription.

Les départements maritimes furent en partie exemptés de la conscription de l'armée de terre, et toute leur jeunesse appelée à la conscription maritime.

Les hommes de mer les plus expérimentés voulaient

qu'on appelât cette conscription dès l'âge de dix ou douze ans, prétendant qu'il était impossible de faire un homme de mer d'un homme formé.

Mais comment concevoir la possibilité d'entasser dans des vaisseaux 60 ou 80 mille enfants ?

Les dépenses qu'il fallait faire pour leur instruction pendant dix ans, mais surtout la consommation d'hommes, devenaient effrayantes.

On prit un terme moyen : on appela à la conscription maritime les jeunes gens de 16 et 17 ans. On pouvait espérer qu'après quatre ou cinq années de navigation, lorsqu'ils seraient parvenus à l'âge de 21 ou 22 ans, on aurait des matelots habiles.

Mais comment faire naviguer un si grand nombre de jeunes gens, lorsque la mer nous était presque partout interdite ?

On construisit des flottilles. Cinq ou six cents bâtiments, bricks, chaloupes canonieres, goëlettes naviguerent sur le Zuyderzée, l'Escaut, les rades de Boulogne, de Brest et de Toulon, protégerent et alimenterent notre cabotage.

En même temps on arma nos escadres dans les ports de Toulon, de la Charente, de l'Escaut et du Zuyderzée. Les équipages toujours consignés à bord, évoluant en présence de l'ennemi, ont rempli l'espérance qu'on en avait conçue. Les conscrits se sont formés. Les jeunes gens de 18 ans, après cinq années de navigation, ont aujourd'hui atteint leur 23e ou 24e année, et servent dans les hautes manœuvres avec une agilité et une adresse remarquables ; et nos escadres évoluent avec autant de promptitude et de précision qu'à aucune époque de l'histoire de notre marine.

Depuis cinq ans que ce système a été adopté, 80 mille jeunes gens tirés de la conscription, sont venus ainsi augmenter notre population maritime.

Il a fallu bien de la constance pour se résoudre à tous les sacrifices qu'un pareil système nous a coûtés.

Pendant les premieres années, les avaries étaient désespérantes, chaque sortie nous coûtait autant qu'un combat ; mais progressivement les abordages ont cessé, les avaries ont diminué, et aujourd'hui nos escadres n'en éprouvent pas plus qu'il n'est ordinaire d'en éprouver dans les évolutions maritimes.

Les officiers se forment le coup-d'œil dans les manœuvres nautiques. Ils ne font presque point de sortie qu'ils ne voient l'ennemi. Nous devons reconnaître que nos équipages

passant ainsi des années sans quitter de bord, comme s'ils étaient en pleine mer, méritent un témoignage éclatant de satisfaction. C'est par des exercises qu'ils se forment, sans doute, mais les fatigues n'en sont pas moins pénibles.

Deux vaisseaux, *le Tourville* et *le Duquesne*, stationnés dans les rades de Brest et de Toulon, offrent une instruction à-la-fois pratique et théorique aux jeunes gens destinés à entrer comme officiers dans la marine.

Enfin, sur nos 100 vaisseaux, nous en avons aujourd'hui 65 armés, équippés, approvisionnés pour six mois, constamment en partance, appareillant tous les jours et dans une situation telle, qu'aucun ne sait, au moment où on leve l'ancre, si c'est pour un exercice ou pour une expédition lointaine.

La conscription maritime produit tous les ans vingt mille jeunes gens. L'inscription des pêcheurs produit aussi des ressources importantes.

Enfin, au moment où la paix continentale aurait rendu disponible la conscription de tout l'Empire, nous pourrions, à volonté, accroître la conscription maritime.

Les garnisons des vaisseaux étaient tirées de l'armée de terre.

Une partie du canonnage à bord se faisait par le corps impérial des canonniers de la marine.

L'administration de la marine a désiré que l'un ou l'autre de ces corps fût rendu à l'armée de terre, et que le service fût fait par des marins propres aux manœuvres hautes comme aux manœuvres basses, qui pussent également monter au haut des mâts, faire la manœuvre du canon, et servir comme garnison de vaisseau. L'avantage de ce système était évident ; c'était doubler nos gens de mer et nous mettre à même un jour, en envoyant des hommes de garnison sur nos escadres avec quelques canonniers, doubler nos équipages. Les circonstances actuelles où nous avons à soutenir deux guerres continentales, ont fait apprécier l'avantage d'avoir dans l'armée 40,000 vieux soldats propres au service de terre comme au service de mer.

C'est leur changement de destination qui a rendu nécessaire l'appel de la conscription maritime de 1814.

L'Angleterre peut avoir le nombre de vaisseaux et de troupes de terre qu'elle voudra ; elle peut donner à son commerce la direction qui lui convient ; mais nous prétendons rester dans les mêmes droits. Si elle prétend nous imposer la condition secrette de détruire nos escadres, de les réduire à 30 vaisseaux ou de souscrire à des traités de com-

merce non conformes à nos intérêts, une telle paix ne sera jamais signée par l'Empereur, ni désirée par aucun Français.

Nous désirons la paix ; mais si nous ne pouvions l'avoir qu'à ces conditions, il faudrait bien continuer la guerre, et chaque année de guerre nous accroîtrions nos forces navales, sans que la supériorité de l'ennemi pût nous en empêcher.

L'armée de terre se compose de la garde impériale, qui comprend 20 régiments d'infanterie et 44 escadrons ; de 152 régiments de ligne et de 37 d'infanterie légere, faisant 189 régiments d'infanterie ou 945 bataillons français ; de 15 régiments d'artillerie, de 30 bataillons du train, de 90 régiments de cavalerie, à huit compagnies chacun ; indépendamment de quatre régiments suisses, de six régiments étrangers et de plusieurs bataillons coloniaux.

Je ne vous parlerai point, Messieurs, d'événements militaires ni politiques ; je ne pourrais rien ajouter à ce qui est à votre connaissance, et à ce que l'Empereur vous a dit en peu de mots, mais avec tant de profondeur.

Il m'a paru que le simple exposé de notre situation intérieure, appuyé sur des états et sur des chiffres, l'exposé de notre situation maritime et militaire étaient suffisants pour faire comprendre l'immensité de nos ressources, la solidité de notre système et les grâces que nous avons à rendre à un gouvernement vigilant dont les travaux sont constamment consacrés à tout ce qui est grand et utile à la gloire de l'Empire.

Le compte de l'administration des finances, qui vous sera incessamment communiqué, vous fera connaître leur situation prospere ; ce que je pourrais en dire serait insuffisant et incomplet.

La ferme résolution du souverain de protéger également toutes les parties de son Empire, et de marcher constamment dans le même système d'économie et de grande administration, ne peut que redoubler s'il est possible, la confiance et l'amour que lui portent tous ses sujets.

Réponse de M. le Président à M. le Ministre de l'Intérieur et à MM. les Conseillers-d'Etat chargés de présenter l'Exposé de la Situation de l'Empire.

L'exposé de la situation de l'Empire, que nous n'entendons jamais sans un nouvel intérêt, ne peut trouver de

juges plus éclairés, ni recevoir d'applaudissements plus sinceres qu'au sein du Corps-Législatif. Qui de nous ignore les progrès de cette circulation intérieure, qui anime toutes les industries, et en fait arriver le produit jusqu'a cette classe laborieuse, qui en avait si long-temps ignoré la jouissance! C'est par le souvenir de ces jours peu éloignés de nous, et non par le regret de ceux qui ne peuvent luire encore, que nous aimons à juger des travaux du gouvernement et de ses succès. La France, naguere tributaire de l'étranger dans la plupart de ses besoins, sans circulation entre les villes de l'intérieur, sans travail assuré aux habitants des campagnes, et sans salaires proportionnés, voyait son commerce et sa fortune concentrés dans quelques villes maritimes, dont nous regrettons momentanément la splendeur, mais dont l'influence était peu sensible dans les provinces éloignées. Aujourd'hui une agriculture plus savante donne des produits bien plus considérables; de grandes manufactures transportent dans chaque contrée les arts de l'étranger; le travail plus abondant et mieux payé fait oublier au peuple ses longues privations. Loin de nous cependant l'idée de toute injustice envers ces temps antérieurs; on fit beaucoup alors, mais nous avons surpassé les espérances de nos peres; et loin de méconnaître ces bienfaits, nous aimons à en rapporter la gloire à leur auteur. Comment ne pas admirer ces efforts généreux qu'aucun intérêt ne peut rallentir? Dans cette même année, où des pertes inattendues semblent ne laisser d'autre soin que celui de les réparer, des valeurs immenses sont également consacrées à l'industrie intérieure, à l'entretien de ce qui est achevé, et à l'exécution de ce qui ne l'est pas encore.

Puissent nos ennemis reconnaître enfin les ressources infinies de cet Empire, juger de sa grandeur par cette noble émulation de générosité entre le souverain et les peuples, et en prévoir les destinées, lorsqu'elles sont remises à un génie capable d'inspirer autant de terreur à ses ennemis que de confiance à ses peuples!

Errata du dernier Numéro.

Page 587, ligne 20—57 millions; *lisez* 357.
Page 588, ligne 3—545 millions; *lisez* 345.

Anecdotes relatives à la Campagne de Russie.

La *Poste du Nord* contient une lettre intéressante adressée par le prince Koutousoff Smolensky, à Mad. Anna Nikitischna Narischkin, propriétaire du village de Tarontina, devenu célebre dans la derniere campagne. Le Prince invite Mad. Narischkin à vouloir bien laisser subsister les fortifications qui ont été élevées à proximité de ce village, et qui ont arrêté le torrent des dévastateurs de la patrie. Elles serviront de monument perpétuel à la valeur russe qui y fit des prodiges. Le Prince informe Mad. Narischkin que son voisin, le Prince Wolkonsky, s'est engagé à ériger dans sa terre Latascheſka un monument aux faits militaires qui ont également rendu célebre ce nom dans les annales de cette guerre. Mad. Narischkin, entrant parfaitement dans les sentiments de l'illustre capitaine, s'est empressée de consentir à sa proposition, d'autant plus qu'elle n'a fait en cela qu'obtempérer à ceux de son propre cœur, dévoué à son souverain, et brûlant pour la gloire de sa nation.

Le même journal rapporte, d'après des lettres venues de Moscou, que le nombre des habitants y augmente de jour en jour, et que l'esprit d'industrie y reprend son ancien essor. Il cite les fabriques de Messrs Tschertkoff freres pour être déjà en pleine activité. Dans leur rafinerie de sucre, les travaux ont recommencé depuis six semaines, et leurs manufactures d'indiennes et de cotonnades occupent déjà beaucoup de bras.

Le même journal rapporte encore qu'en mémoire de la campagne glorieuse des Russes, la

société des *amateurs* de littérature russe, a célébré le 13 de Janvier, jour de naissance de S. M. l'Impératrice Elisabeth, sa réunion. Parmi les lectures qui ont été faites dans cette séance, on a remarqué un hymne lyrique-épique du célebre poëte Derjavin, sur l'expulsion des Français du territoire russe.

La rigueur extraordinaire qui a accompagné les derniers mois de l'an 1812 en Russie, a pu être attestée par les Français qui ont échappé de leur armée aventurée dans ce pays. En repassant les observations météorologiques de l'Académie des Sciences de St Pétersbourg, on voit que dans le courant du mois de Décembre, le froid a été dans la capitale un jour à 21 degrés de Réaumur, deux jours à 20, deux jours à 19. Le mois de Janvier a encore bien renchéri sur son antécesseur. Le premier jour de l'an se signala par 18 degrés; le 2 Janvier il y eut 20 degrés, quatre fois il y en eut 21; deux fois il y eut 23, deux fois 24 degrés; le 18 il y eut 25, et le 19 même 28 degrés. Il paraît que le commencement de cet hyver a été également plus rigoureux pour les climats plus tempérés. A Doubossar, dans le gouvernement de Cherson, on avait eu en Décembre jusqu'à 22 degrés de froid; ce qui est inouï dans ces contrées.

La Russie vient de perdre un de ses hommes les plus distingués, et l'honneur de son clergé, l'illustre Platon, métropolitain de Moscou et de Kalomna.

Platon naquit le 29 Juin 1737 au village de Tschaschnikowa, à 40 werstes de Moscou, où son pere était curé. Dans la vie séculaire il porta le nom de Pierre, dans l'école il reçut celui de Lévschine. Il fit ses premieres études à l'académie Slavonne-gréco-latine, et passant rapidement d'une classe à l'autre, il se distingua dans toutes. Les

langues anciennes formerent son goût, et développerent en lui les rares dispositions dont la nature avait orné son esprit et son cœur. Il n'avait pas encore 19 ans et son cours des sciences théologiques n'était pas encore terminé, que ses maîtres ayant remarqué ses brillants talents, le chargerent d'enseigner la poésie russe et latine, et de donner tous les Dimanches des leçons publiques de catéchisme. Ses succès justifierent bientôt le choix de ses supérieurs. Une grande pureté de diction, de l'élévation dans les idées, et une application juste des préceptes de morale, qualités alors rares dans les écrits de théologie, attirerent au jeune étudiant l'attention générale. En 1758, son amour de l'étude et son penchant pour la vie religieuse, le déterminerent à embrasser l'état monastique où il prit le nom de Platon. Il fut fait successivement préfet de séminaire, recteur et maître en théologie. Catherine la Grande, dans un voyage qu'elle entreprit par un motif de religion, fixa son regard sur Platon ; l'éloquence mâle de cet orateur, la profondeur de ses réflexions et la délicatesse de son goût, eurent l'approbation de la Souveraine : elle l'appela à sa cour en le donnant pour instructeur dans la religion à son fils, le Grand-Duc Paul, son successeur au trône. C'est dans cette situation que Platon s'appliqua à la langue française, dans laquelle il s'énonça bientôt avec facilité. Il mérita la continuation des bienfaits des Souverains. Il devint membre du Saint Synode, archevêque de Twer, et enfin métropolite de Moscou. Au couronnement de l'Empereur Alexandre, il fit l'acte du sacre. Il était décoré des principaux ordres de Russie ; il avait reçu de l'empereur Paul les grands cordons de Saint. André et d'Alexandre Newski. L'Empereur Alexandre lui conféra la grande croix de St. Wladimir.

Cet homme distingué mourut à l'âge de 75 ans.

Il a laissé des ouvrages qui forment plus de 20 volumes. Ils réunissent tous à une rare onction, un grand talent de persuader et d'émouvoir, et beaucoup de force à la fois et de douceur sous les formes les plus simples. Ils font époque dans l'éloquence de la chaire russe. Ils survivront à leur auteur à jamais, comme ses vertus. Il avait toutes celles d'un sage, d'un bon pasteur, d'un véritable chrétien ; il était le bienfaiteur et l'ami de l'humanité, et il aimait son pays.

Il est digne de remarque que les Juifs, domiciliés dans les provinces russes qui ont éprouvé l'invasion française, se sont montrés partout attachés au gouvernement sous lequel ils avaient vécu jusques-là. Partout ils ont rendu à l'armée russe des services qui attestaient leur zele et leur dévouement pour elle. Dans la Russie-Blanche ils ont fait jeûne et des prieres générales, pendant tout le temps que cette contrée était sous le joug de l'ennemi, pour que le ciel l'en délivrât. Un jour entre autres, un Juif se présenta chez le commandant de l'avant-garde, le général Miloradowitsch, pour lui offrir ses services. Le général ne rejeta pas la proposition, et le chargea aussitôt d'une commission conforme à ses désirs ; mais ayant en même temps offert au Juif quelqu'argent, celui-ci refusa constamment de l'accepter, disant que pour la bonne cause les Juifs aussi savaient servir sans vues d'intérêt. La suite justifia la sincérité de cet honnête Israëlite qui avait rempli sa commission avec tout le zele et toute l'exactitude possibles. Et de semblables exemples n'ont pas été rares dans le courant de la campagne.

Les lettres particulieres des militaires français qui ont été interceptées par les russes, fournissent beaucoup de détails de la nature de ceux contenus dans la

lettre que nous avons insérée dans le supplément du No. 4. Plus ces traits sont présentés sous les formes de la galanterie et de la frivolité françaises, et plus ils sont capables de peindre la situation de l'armée à laquelle se trouvaient les écrivains.

Dans une lettre signée R...., en date de Smolensk, le 11 Novembre, il est dit entr'autres: J'ai cherché l'occasion de rencontrer M. L.... et je lui ai remis la liste de l'aimable Madame St. R.... Il a paru fort content de la recevoir, et il voulait par reconnaissance m'offrir un petit morceau de cheval crû qu'il venait d'obtenir. Je le remerciai, parce que je sortais d'en manger un de chat, et qu'il ne faut pas trop s'accoutumer aux friandises. Du reste, il se porte bien ainsi que moi!... Mais quand serons-nous à Paris?... Adieu, mon ami, je ne vous dis rien de ce qui se passe autour de moi, etc., etc., etc. Si je voulais vous envoyer quelques boules de neige, c'est ici le pays, mais je ne veux pas charger le paquet, il est déjà assez gros.

Nous recueillons dans les *nouvelles des armées* le trait d'héroïsme suivant qui mérite d'être conservé.

Le colonel Engelhardt, gentilhomme propriétaire de Smolensk, à l'entrée des Français dans le gouvernement de ce nom, résolut de rester dans son village pour le garantir de la rapacité des ennemis. Un grand nombre de ces brigands périt par la main de cet homme courageux. Cependant des traîtres le dénoncerent et il fut arrêté. A son interrogatoire il dit avec une fermeté héroïque: "J'ai fait mon devoir comme sujet russe. Nous sommes tous obligés de combattre l'ennemi qui vient troubler notre repos et qui ose s'armer contre notre souverain légitime. Je suis fâché que les fers m'empêchent de donner un libre cours à ma vengeance."

C'est ainsi que le brave Engelhardt épancha son cœur devant le tribunal de ses ennemis. Il attendit avec calme son arrêt. Captif il traversa les rues de Smolensk avec un air serein, et c'est au cachot qu'il fit son testament. La sentence fut digne de l'oppresseur de notre patrie. L'âme énergique d'Engelhardt n'en fut point ébranlée, la mort n'eut rien d'effrayant pour lui. La sentence prononcée, il fit entendre aux Français combien ils étaient dans l'erreur, s'ils croyaient pouvoir asservir la Russie ; il présagea leur ruine, et remercia le ciel de ce que sa mort deviendrait utile à sa patrie. Au moment de l'exécution il ne permit pas qu'on lui bandât les yeux, il les fixa avec fierté sur les armes qui étaient dirigées contre lui. Les ennemis mêmes ne purent s'empêcher de compatir à sa mort. Il serait à désirer qu'un monument désignât le lieu où reposent les cendres de ce véritable patriote.

Les nouvelles venant de l'armée se réunissent à loner la conduite des habitants du Duché de Varsovie, envers nos militaires, et elles tombent toutes d'accord sur l'épuisement complet qui a été la suite de l'amitié dont le gouvernement français a gratifié ce pays.—Ces mêmes nouvelles assurent que l'armée française, lorsqu'elle passa par Insterbourg, ne comptait que 1500 hommes de gardes, qui étaient les corps les mieux conservés, et que dans plusieurs régiments de ces gardes on ne trouvait que 10 à 15 officiers et 3 à 4 soldats. Les états officiels ont confirmé d'avance ces calculs. Napoléon lui-même, après avoir passé le Niemen, courait la poste. Il avait acheté à cet effet chez un Juif une britschka recouverte d'une toile cirée toute en lambeaux. Blotti au fond de cet équipage non apparent, le vainqueur du monde poursuivait ses conceptions en quittant à la hâte les contrées ingrates où sa fortune

ne les avait plus secondées. Et voici une mésaventure à laquelle le grand homme n'a pu échapper, à cause de ses modestes dehors. Napoléon rencontra sur le chemin d'Ostrolenka un lieutenant du régiment de chevaux-légers de Hohenzollern qui conduisait des chevaux de remonte. L'officier voyant cet équipage peu imposant qui allait avec une célérité étonnante, non-seulement n'eut aucune envie de lui céder le pas ; mais craignant que par inadvertance du postillon il n'arrivât quelqu'accident à ses chevaux de remonte, il lui ordonna de s'arrêter. Napoléon à qui toutes les minutes étaient précieuses, ne voulut point en perdre, et piqué au vif par le procédé de l'officier, avança la tête hors de la britschka et se mit à lui décocher des injures, en exigeant qu'on lui fit aussitôt place. Le lieutenant ne sachant pas qu'il parlait au vainqueur du monde, lui rendit à son tour des injures avec intérêts, et força la britschka d'attendre jusqu'à ce que toute la remonte fut passée. Les chevaux ayant défilé, l'officier conducteur souhaita au maître de la britschka un bon voyage et continua son chemin. A quelque distance il rencontra Caulincourt avec plusieurs personnes, qui lui demanda s'il n'avait pas vu l'Empereur allant en britschka ; c'est alors que l'officier apprit à qui il avait eu à faire.

PROCLAMATION

Du Général Impérial Russe le Comte de Wittgenstein.

Allemands,

L'heure de votre délivrance est arrivée! La grande armée française, ce fléau de l'espece humaine dans les mains d'un conquérant altéré de sang, n'existe plus! Vous n'en voyez plus que les malheureux restes retournant chez eux, à la piste de ces généraux nagueres si redoutés. Le peuple russe, si respectable par son patriotisme, sa piétié et sa persévérance, vous présente sa main puissante pour vous affranchir des chaînes d'un tyran étranger. Profitez avec reconnaissance de cette occasion, afin de poser de nouveaux fondements pour cette indépendance germanique que vous aviez perdue par votre indécision et vos discordes. Revenez-en aux mœurs de vos braves et libres ancêtres. Que le cœur de tous ceux qui parlent la langue allemande se remplisse de courage et de confiance; que chaque Allemand regarde son voisin comme son allié, son compagnon d'armes et son camarade de guerre pour la liberté et l'indépendance germanique.

Prêtres allemands de toutes les religions, relevez le courage et l'enthousiasme général, et priez à l'autel commun de votre patrie pour le succès de la sainte cause!

Princes d'origine allemande, c'est sur vous que la nation a depuis long-temps porté ses regards inquiets. Brisez cette chaîne que le conquérant étranger avait forgée pour vous et vos sujets, en dissolvant le lien sacré qui unissait les princes allemands. Que l'ancienne ligue vous réunisse de nouveau, et que les princes de tous les cercles, dans leurs anciennes limites, rassemblent leurs sujets allemands sous la banniere commune, et les mettent sous les ordres de commandants dignes d'eux. La noble tige des princes allemands de la maison d'Autriche, dont l'énergie ébranla, il n'y a pas long-temps, l'édifice gigantesque du tyran, ne tardera pas à joindre la sainte ligue des princes allemands libres, et à rétablir en faveur de son chef le symbole de l'union.

Chefs respectables de la noblesse et de la chevalerie

germanique, que le conquérant redoutait, et chercha en conséquence à anéantir, montrez votre patriotisme ; et songez que l'objet dont il s'agit aujourd'hui vous vaudra plus de gloire et de reconnaissance de votre pays que les expéditions romanesques dans l'Orient.

Vous aussi, libres citoyens allemands, et par-dessus tout, vous, habitants libres des villes anséatiques, réveillez-vous et prenez part à cette lutte pour la liberté germanique. Que le sang de vos ancêtres circule dans vos veines ! Vos villes doivent être situées sur le bord de rivieres libres, envoyez leurs eaux à la mer sans qu'elles soient souillées dans leurs cours. Nul autre que des Allemands libres ne doivent boire des eaux du Rhin Germanique ; puissent ses pampres joyeux couronner encore paisiblement leurs fronts. Suisses, Allemands, qui habitez les Hautes Alpes ! protégez le Rhin à sa source ; et vous, habitants germaniques de la Flandre et des Pays-Bas, gardez les embouchures par lesquelles il se jette dans la mer ! Vous êtes les descendants de ceux qui ont déjà réussi une fois à briser les fers de la tyrannie. Que ce soit le but de vos efforts et de ceux de vos alliés ; que l'épée ne soit jamais remise dans le fourreau avant que ce but n'ait été rempli.

Matrones et vierges allemandes, montrez cette route à vos époux, indiquez-la à vos amants, et préparez-vous à couronner les bien-aimés de vos cœurs ! Moi-même, qui suis Allemand, je jouis d'avance de la douce satisfaction de voir bientôt cette chaîne déjà diminuée se briser entierement, les plaines sacrées de mon pays délivrées des salariés du tyran qui les tourmentent, les innocents qui souffrent rendus à l'honneur, des exploits infâmes tournés en dérision, le mérite national récompensé, et tous les Allemands unis comme des freres ! Déjà je vous vois, Princes de Gattes, (Hessois), et vous, Guelphes (Hanovriens), retourner dans vos pays héréditaires auprès de vos fideles sujets. Déjà je vois des monuments élevés aux guerriers allemands qui ont péri en combattant pour la fidélité et la liberté allemande ! Je vois les noms d'un Schill et d'un Hofer rayés de la liste des criminels !

Oui, le printemps verra les champs de notre patrie délivrés et heureux, et ils ne seront plus profanés à l'avenir par les expéditions d'un conquérant.

(Signé) Von Wittgenstein.

Adresse des Citoyens de Varsovie à leurs Freres actuellement en Armes.

" Soldats.—La valeur de nos troupes et les nombreux sacrifices que nous avons faits, n'ont pas suffi pour résister à l'armée victorieuse des Russes; ils sont entrés dans notre pays, ont pris possession de notre capitale, et (Dieu en soit loué!) ils sont devenus nos amis. Toutes nos frayeurs imaginaires se sont évanouies, après la déclaration publiée par le général commandant, qui assure à nos compatriotes la protection du grand Empereur Alexandre. " Nos cœurs, déjà unis par le langage et par des relations amicales, ont été d'autant plus empressés à resserrer les nœuds de cette amitié, que l'expérience de plusieurs années nous a appris que Napoléon n'a voulu ni notre bonheur ni notre indépendance, mais a seulement cherché à subjuguer d'autres nations par la force et la valeur de nos armées, et à s'élever ainsi au rang d'Autocrate. La grande nation Russe nous a montré les sacrifices qu'un peuple est en état de faire, lorsqu'il a un juste orgueil, plutôt que de perdre sa liberté et son indépendance; elle a été victorieuse, elle s'est réunie à nous; elle a fait plus que vaincre nos armées,—Alexandre et ses Russes ont gagné nos cœurs.

" Braves Soldats,—Vous qui combattez encore sous les drapeaux de Napoléon,—vous qui combattez encore contre vos freres, et contre l'intérêt de l'Europe entiere, abandonnez les bannieres du plus vil despotisme, retournez auprès de vos freres d'armes, et montrez que vous êtes dignes de vivre parmi nous, qui avons appris par expérience et savons que nous n'avons que du bien à attendre de la magnanimité du Grand Alexandre.

" Obéissez à la voix de vos freres, volez dans les bras de vos amis, cultivez vos champs, redevenez citoyens de l'Etat et les soutiens de vos familles; ou venez recevoir le prix de votre valeur dans les rangs de vos camarades, dont vous ne pouvez regagner l'amour que lorsque vous ne laisserez plus couler votre noble sang pour l'intérêt d'un étranger. Nous vous requérons, au nom de notre sainte religion, de revenir.—Varsovie, le 8 Février 1813.

Extrait du Journal des Opérations de la Guerre, mis sous les Yeux de S. M. l'Empereur, par le Maréchal Prince Kutusow de Smolensk, le 10 *Février.*

" *Le* 10 *Février.*—Le Comte Wittgenstein mande que le 4 de ce mois, l'ennemi a fait une forte sortie de Dantzic, et a attaqué notre position à Oliva. Le major-général Ilowaisky le reçut, avec l'assistance du Comte Dolonne, colonel du régiment de hussards d'Isumka, que le major-général Weljamisnow avait ordre de soutenir avec un détachetachement d'infanterie; non-seulement il soutint la vive attaque de l'ennemi, mais il le repoussa et le poursuivit jusqu'à la forteresse. L'ennemi fit le 6 une nouvelle sortie sur ce point, avec un corps considérable, et il attaqua nos avant-postes, mais il fut encore repoussé. Sa perte en tués a été considérable, et nous avons fait prisonniers 2 colonels, 22 officiers et environ 500 soldats. De notre côté, un officier et deux hussards du régiment de Hum furent tués, et un officier et 15 soldats du même régiment furent blessés.

" Le 6 Février, en conséquence des dispositions faites par le Comte Wittgenstein, les troupes commandées par le major-général Comte Siewers s'approcherent à une portée de canon de la forteresse de Pillau, et dresserent des batteries. Le Comte Siewers, au nom du Roi de Prusse, somma le commandant de se rendre. Le Général Français Castella, d'après la déclaration faite par l'officer commandant des troupes Prussiennes, qui faisaient partie de la garnison, qu'en cas de résistance il seconderait les Russes, et voyant 800 habitants prêts à appuyer cette déclaration, convoqua un conseil de guerre, et signa le 7 une convention, en vertu de laquelle le 8 nos troupes prirent possession de Pillau, à la grande joie des habitants."

Réflexions sur le 29eme Bulletin, par un Militaire Russe.

Molodetschno, le 3 Décembre 1812.

" Jusqu'au 6 Novembre, le temps a été parfait, et le mouvement de l'armée s'est exécuté avec le plus grand succès. Le froid a commencé le 7; dès ce moment, chaque nuit nous avons perdu plusieurs centaines de chevaux, qui mouraient au bivouac. Arrivés à Smolensk, nous avions déjà perdu bien des chevaux de cavalerie et d'artillerie.

" L'armée russe de Wolhynie était opposée à notre droite. Notre droite quitta la ligne d'opérations de Minsk, et prit pour pivot de ses opérations la ligne de Varsovie. L'Empereur apprit à Smolensk, le 9, ce changement de ligne d'opérations, et présuma ce que ferait l'ennemi. Quelque dur qu'il lui parût de se mettre en mouvement dans une si cruelle saison, le nouvel état des choses le nécessitait! il espérait arriver à Minsk, ou du moins sur la Beresina, avant l'ennemi; il partit le 13 de Smolensk; le 16, il coucha à Krasnoi. Le froid, qui avait commencé le 7, s'accrut subitement, et, du 14 au 15 et au 16, le thermometre marqua seize et dix-huit degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas; les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train, périssaient toutes les nuits, non par centaines, mais par milliers, surtout les chevaux de France et d'Allemagne: plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours; notre cavalerie se trouva toute à pied; notre artillerie et nos transports se trouvaient sans attelage. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie de nos pieces et de nos munitions de guerre et de bouche.

La réputation des bulletins, qui n'a jamais été brillante, est encore tombée avec celle de l'armée française. L'habitude et la curiosité portent encore à les lire; mais dégoûté par les invraisemblances et les contradictions qu'on y trouve à chaque ligne, le lecteur raisonnable fera bien de dépouiller à leur égard la sévérité d'un juge amoureux de la vérité. Il faut être indulgent pour ceux qui plaident une

mauvaise cause et savoir, combien un auteur se trouve embarassé, quand les faits déposent contre lui.

Après des observations très-intéressantes sur le temps, observations d'almanach très-instructives pour les militaires, le 29eme bulletin entame une longue discussion à l'usage des officiers de cavalerie, sur l'effet prodigieux que le froid opere sur les chevaux de France et d'Allemagne. Cet effet est tel qu'un beau matin, après une nuit rigoureuse, l'armée française en se réveillant a trouvé tous les chevaux gelés au bivouac. Qu'on s'imagine l'impression qu'un tel malheur a dû produire sur les chefs et les soldats. Aussi les chefs perdirent la tête et les soldats perdirent courage. Cette nuit terrible a été la seule et unique cause de tous les malheurs de l'armée française. En étudiant l'histoire de cette guerre mémorable, il faut donc bien se garder de quelques préventions que les historiens chercheront certainement à donner à la postérité. Ils diront, par exemple, que Napoléon avait entrepris une expédition au-dessus de ses forces. . . . Erreur—elle n'était qu'au-dessus de la force des chevaux. Ils diront, que Napoléon, à la bataille de Borodino ou de Mojaisk, a fait attaquer par entêtement toutes les batteries de notre gauche par sa cavalerie, que le feu du canon a presqu'anéantie dans ces attaques réitérées. . . . Erreur, notre canon n'a pas produit le moindre effet, le froid seul, au cœur de l'été, a détruit cette immense cavalerie. Ils diront que l'opiniâtreté de Napoléon à rester à Moscou, l'ayant forcé de faire fourager à 60 verstes à la ronde par les chevaux d'artillerie, a mis cette même artillerie hors-d'état de bien exécuter une longue retraite. . . . .Erreur—les chevaux d'artillerie sont infatigables comme ceux de la cavalerie sont invulnérables; tous n'ont d'autre défaut que d'être trop frilleux. Ils diront, que la retraite des Français, mal ordonnée, s'est exécutée sur 3 co-

lonnes à un jour de distance par une seule et unique route, et que la marche de flanc des Russes a partout devancé la queue des colonnes Françaises. ... Nouvelle erreur : cette retraite était très-belle, très-bien ordonnée, très-bien exécutée ; le froid seul a pu la rendre détestable. Ils diront, que les Russes infatigables dans la poursuite de l'ennemi, non contents de l'avoir battu à Malojaroslavetz, Viasma, Dorogobusch et Krasnoi, d'avoir fait 80 mille prisonniers et enlevé jusqu'à cette époque plus de 500 canons, ont encore combiné les marches des armées de Volhynie et de la Dwina sur la Beresina, où ils ont achevé de détruire l'artillerie française .... Erreur, erreur, erreur ... Les Français n'ont jamais été ni coupés ni battus. Le froid a tué leurs chevaux; les chevaux une fois morts, les hommes ne leur ont pas survécu ; la cavalerie s'est trouvée à pied, l'infanterie sur les dents, les canons ont été abandonnés, les plans déconcertés, la bagarre a commencé, et voilà comment le froid seul a chassé les Français au-delà de la Vistule et Napoléon à Paris. Cette belle explication des désastres de l'armée française est aussi intéressante que les détails de tous ces combats, où les Français triomphent sans cesse des Russes, font des prisonniers et gagnent toujours du terrain *vers le Niémen*. Dans toutes ces dissertations on peut remarquer que le thermomètre joue un grand rôle et qu'on y calcule avec autant de soin les degrés au dessous de zéro que les avantages remportés par les Français. Enfin de détails en détails, de calcul en calcul, tandis que le froid allait toujours en augmentant et l'armée Française en diminuant, on nous conduit au dernier résultat, que le rédacteur des bulletins nie avec impudence, mais que la renommée publie en dépit des bulletins. Ce résultat est la ruine complette de l'armée française, l'évacuation totale des provinces Russes, est la fuite

du reste des vainqueurs en Allemagne, où ils vont se reposer sur des lauriers, que le froid seul a pu flétrir.

" Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès le 14, presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports. Sans cavalerie, nous ne pouvions pas nous éclairer à un quart de lieue ; cependant, sans artillerie, nous ne pouvions pas risquer une bataille et attendre de pied ferme ; il fallait occuper un certain espace pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif subitement venu, rendit notre situation fâcheuse. Les hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune, parurent ébranlés, perdirent leur gaîté, leur bonne humeur, et ne rêverent que malheurs et catastrophes ; ceux qu'elle a créés supérieurs à tout, conserverent leur gaîté et leurs manieres ordinaires, et virent une nouvelle gloire dans des difficultés différentes à surmonter.

En effet la différence était sensible.—Cette belle armée, de 400 mille combattants, composée de l'élite des braves de presque toutes les nations de l'Europe, qui ne rêvait d'abord que la conquête de la Russie entiere, et dont chaque individu enivré des plus folles espérances, marchait avec confiance sous les drapeaux de Napoléon, dégoûtée d'abord par la résistance généreuse des Russes, étonnée de leur constance dans une retraite longue et pénible, vaincue depuis dans plusieurs affaires sanglantes, qui réduisirent presqu'au quart le nombre de ses soldats, se voyant maintenant sans ressources, sans approvisionnement, opposée à une armée brave et disciplinée, qu'elle avait appris à redouter dans sa retraite même, se présenta à la bataille de Krasnoi avec la timidité d'une troupe de fuyards. Cette bataille qui, d'après le bulletin, paraît n'avoir jamais eu lieu, a porté le dernier coup à l'armée française. Sans entrer dans ces détails qui sont connus par le rapport du maréchal Prince Koutousoff, nous ne citerons qu'une seule anecdote, qui a été certifiée par le témoignage d'un prisonnier russe, échappé le len-

demain et spectateur du fait. Napoléon, présent au commencement de l'affaire, dirigea d'abord lui-même la défense. Tant que l'attaque ne fut conduite que sur le front de la ligne, l'ennemi fit une bonne résistance ; mais bientôt nos colonnes gagnerent le flanc droit des Français. Ce moment fut décisif. Le grand général perdit la tête. Il piqua des deux, et courut sans s'arrêter jusqu'à Ladi. Le maréchal Davoust, laissé pour commander l'armée, ne trouva pas apparemment que le commandement d'une armée prise en flanc, soit un poste d'honneur. Il aima mieux suivre la retraite précipitée du maître, se rappelant certainement qu'il avait juré de ne jamais l'abandonner. Il dépouilla ses habits de général, déposa son cordon, ses ordres et son bâton de maréchal, qui depuis sont tombés au pouvoir des Cosaques, et se fiant à la bonté de son cheval, courut à toutes jambes, retrouver son souverain sans doute pour concerter avec lui quelque nouvelle retraite importante. Napoléon à Ladi trouva une partie de sa garde et les gros bagages. Arriver, changer de cheval, ordonner qu'on se mette en retraite à la hâte et conduire lui-même cette retraite, fut l'affaire d'un moment. Entouré de sa garde, il oublia le reste de l'armée, qui, abandonnée à elle-même, s'enfuit et oublia à son tour le corps du maréchal Ney, qu'elle devait sauver. Le rédacteur des bulletins, quoiqu'assez bavard naturellement, sait cependant souvent se taire à propos. Il appelle cette fuite une retraite, l'armée qui l'a exécutée une armée victorieuse, et le général qui l'a conduite, le plus grand des généraux.

" L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter. Il enveloppait toutes les colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes, dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient. Cette méprisable cavalerie, qui ne fait que du bruit, et n'est pas capable d'enfoncer une

compagnie de voltigeurs, se rendit redoutable à la faveur des circonstances. Cependant, l'ennemi eut à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'il voulut entreprendre; il fut culbuté par le vice-roi au-devant duquel il s'était placé, et il y perdit beaucoup de monde.

Ces Cosaques,* misérables Arabes, qui ne peuvent charger que contre des bagages et ne sont pas capables d'enfoncer une compagnie de voltigeurs, ont détruit à eux seuls presque le tiers de l'armée ennemie. Vive la mauvaise cavalerie !....

" Le duc d'Elchingen qui, avec trois mille hommes, faisait l'arriere-garde, avait fait sauter les remparts de Smolensk. Il fut cerné et se trouva dans une position critique: il s'en tira avec cette intrépidité qui le distingue. Après avoir tenu l'ennemi éloigné de lui pendant toute la journée du 18, et l'avoir constamment repousse, à la nuit il fit un mouvement par le flanc droit, passa le Borysthene et déjoua tous les calculs de l'ennemi. Le 19, l'armée passa le Borysthene à Orza, et l'armée russe fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives.

Le duc d'Elchingen avec son corps et les restes du 1er battu à Malojaroslavetz et Viasma, arriva le lendemain de la bataille de Krasnoi, venant de Smolensk, dont il s'était amusé à faire sauter les antiques remparts et à brûler les maisons. Il n'en crut pas à ses yeux. L'armée Russe rangée en bataille et prête à le recevoir ! Quelle surprise lui avait ménagée Napoléon ! Cependant l'attaque est résolue. Quelques colonnes s'avançent au pas de charge, elles sont anéanties. Aussitôt le maréchal prend son parti en homme de tête. Il abandonne son corps comme Napoléon avait abandonné l'armée, tel maître, tel valet. Ney fuyant à travers

*NB. On prétend que Napoléon a ordonné de former des Cosaques Polonais. Il avait critiqué les lances et a formé des régiments de lanciers; mais l'on craint beaucoup, que les nouveaux Cosaques ne vaillent pas mieux que les nouveaux lanciers. La critique est aisée, mais l'art est difficile.

les champs est reçu à bras ouverts par l'Empereur qui dit en le voyant: " Il a fait ce que j'aurais fait à sa place." Phrase remarquable, qu'il avait pris la peine de prouver à Krasnoi, même avant de l'avoir dite.

Dans ce même paragraphe il faut nécessairement ajouter un Errata. Ney n'avait pas 2 mille hommes. Mais bien 15000, dont 12000 ont capitulé. Il s'est donc bien échappé avec 3000 hommes; mais il n'est arrivé au quartier de Napoléon qu'avec 150 hommes seulement. L'Empereur le croyant perdu, s'était écrié à plusieurs reprises : " S'il fallait donner 2 millions, je les donnerais pour racheter Ney."....Il est bon que le public apprenne enfin ce que vaut un maréchal de France. Le prix est fixé; mais quoique le maître en fasse, on peut, je crois, les acheter à meilleur marché.

" L'armée de Wolhynie s'était portée dès le 16 sur Minsk et marchait sur Borisow. Le général Dombrowski défendait la tête de pont de Borisow avec 3000 hommes. Le 23, il fut forcé, et obligé d'évacuer cette position. L'ennemi passa alors la Beresina, marchant sur Bobr, la division Lambert faisait l'avant-garde. Le 2e corps, commandé par le duc de Reggio, qui était à Tscherein, avait reçu l'ordre de se porter sur Borisow pour assurer à l'armée le passage de la Beresina. Le 24, le duc de Reggio rencontra la division Lambert à 4 lieues de Borisow, l'attaqua, la battit, lui fit 2000 prisonniers, lui prit six pieces de canon, 500 voitures de bagages de l'armée de Wolhynie, et rejeta l'ennemi sur la rive droite de la Beresina. Le général Berkeim, avec le 4e de cuirassiers, se distingua par une belle charge. L'ennemi ne trouva son salut qu'en brûlant le pont, qui a plus de 300 toises.

Mon Dieu! quelle terrible affaire que celle-ci! L'armée française, la grande armée a battu deux régiments de chasseurs. Ces régiments, emportés par la poursuite de Dombrowsky, tomberent sur tout le 2eme corps d'armée, soutenu immédiatement par toute l'armée, et après s'être défendus en braves, furent obligés d'abandonner à Borisoff 200 ou 300

de leurs blessés. En passant la riviere ils brûlerent le pont. Le grand miracle! l'étonnante victoire! Il est vrai, que c'étaient les mêmes régiments, qui avaient forcé les retranchements de la tête de pont de Borisoff et avaient anéanti à eux seuls presque toute la division de Dombrowsky; aussi l'armée Française en a tiré une vengeance terrible. Elle leur a fait 2000 prisonniers, quoiqu'ils ne formassent en tout que 1500 hommes. Elle leur a enlevé 6 pieces de canon, quoiqu'ils n'en eussent pas un seul avec eux, 500 voitures, quoiqu'il soit absurde de supposer, que 500 voitures suivent deux malheureux régiments incomplets: *et voilà comme on écrit l'histoire!*

"Cependant l'ennemi occupait tous les passages de la Beresina: cette riviere est large de 40 toises; elle charriait assez de glaces; mais ses bords sont couverts de marais de 200 toises de long, ce qui la rend un obstacle difficile à franchir.

"Le général ennemi avait placé ses 4 divisions dans différents débouchés où il présumait que l'armée française voudrait passer.

"Le 26, à la pointe du jour, l'Empereur, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvements faits dans la journée du 25, se porta sur le village de Studzianca, et fit aussitôt, malgré une division ennemie, et en sa présence, jeter deux ponts sur la riviere. Le duc de Reggio passa, attaqua l'ennemi et le mena battant deux heures; l'ennemi se retira sur la tête de pont de Borisow. Le général Legrand, officier du premier mérite, fut blessé grievement, mais non dangereusement. Toute la journée du 26 et du 27, l'armée passa.

"Le duc de Bellune, commandant le 9e corps, avait reçu ordre de suivre le mouvement du duc de Reggio, de faire l'arriere-garde, et de contenir l'armée russe de la Dwina qui le suivait. La division Partouneaux faisait l'arriere-garde de ce corps. Le 27, à midi, le duc de Bellune arriva avec deux divisions au pont de Studzianca.

Le grand prodige du passage de la Bérésina s'est donc enfin operé! Le vainqueur des nations peut se dire: "Je suis sauvé." Que de détails sur la riviere, sur le passage! Il n'y manque qu'une seule clause. C'est d'ajouter, que si les renforts attendus par l'amiral Tschitchagoff étaient arrivés, jamais un

seul Français n'eût passé cette riviere. En effet avec 20 mille hommes, dont 15 mille seulement d'infanterie, il était mal aisé de garder tous les passages d'une riviere, dont les bords étaient pleins de bois et de marais, et qui elle-même était pleine de gués, surtout quand les derrieres de ces 20 mille hommes étaient menacés par 40,000 Autrichiens et Saxons. Napoléon n'avait besoin ni de ruses ni d'adresse pour passer; il fallait tout simplement tenter le passage. C'est ce qui arriva le 26 (14). Les généraux Russes ne pouvaient songer à arrêter sa marche. Peu importait au reste à notre armée que l'ennemi fût exterminé au passage de la Bérésina ou bien après. Il fallait seulement reposer la grande armée Russe et mettre en activité de poursuite des troupes plus fraîches. Quant à la personne même de Sa Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie, etc., il parait que sauvé ou prisonnier sa vie influera peu désormais sur les destinées de la Russie.

" La division Partounaux partit à la nuit de Borisow. Une brigade de cette division qui formait l'arriere-garde, et qui était chargée de brûler les ponts, partit à sept heures du soir: elle arriva entre dix et onze heures: elle chercha sa premiere brigade et son général de division, qui étaient partis deux heures avant, et qu'elle n'avait pas rencontrés en route. Ses recherches furent vaines; on conçut alors des inquiétudes. Tout ce qu'on a pu connaître depuis, c'est que cette premiere brigade, partie à cinq heures, s'est égarée à six, a pris à droite au lieu de prendre à gauche, et a fait deux ou trois lieues dans cette direction; que dans la nuit, et transie de froid, elle s'est ralliée aux feux de l'ennemi, qu'elle a pris pour ceux de l'armée française: entournée ainsi, elle aura été enlevée. Cette cruelle méprise doit nous avoir fait perdre 2000 hommes d'infanterie, 300 chevaux et trois pieces d'artillerie. Des bruits couraient que le général de division n'était pas avec sa colonne, et avait marché isolément.

" Toute l'armée ayant passé le 28 au matin, le duc de Belune gardait la tête de pont sur la rive gauche: le duc de Reggio, et derriere lui toute l'armée, était sur la rive droite.

Voilà qui est clair! Il faut avouer que le ré-

dacteur des bulletins possede le véritable style militaire. Comme il vous fait marcher cette division de Partouneaux ! Par brigades à droite, par brigades à gauche, en avant, en arriere. C'est un chef-d'œuvre. Comme toute la division marche de nouveau à la recherche de la brigade égarée ! Comme celle-ci se trompe agréablement en allant se chauffer à nos feux ! Il faut avouer que jamais on n'a publié un semblable galimatias. La méprise était beaucoup plus cruelle que ne l'avoue le bulletin. Car voici le fait. La division Partouneaux, laissée à l'arriere-garde et sacrifiée, pour ainsi dire, à son malheureux sort, ayant abandonné Borisoff pour suivre l'armée française, fut attaquée en route par le général Wittgenstein, et forcée de se replier sur Borisoff. Dans cette cruelle position elle eut encore à soutenir les attaques des Cosaques qui arrivaient de Bobr et des chasseurs de Tchitchagoff qui avaient occupé la ville de Borisoff. Ces braves soldats, conduits par un des meilleurs généraux français, furent obligés de se rendre après s'être défendus avec courage. C'est en vain que le bulletin cherche à répandre du louche sur la conduite de Partounaux. Les ennemis même lui rendent la justice qui lui est due. Il n'a pas séparé son sort de celui de ses soldats, et l'on se plaît à voir, dans sa capitulation même, la preuve que son caractere était élevé au-dessus des circonstances. Sa conduite était d'autant plus noble que les maréchaux Davoust et Ney, et l'Empereur lui-même lui avaient donné à Krasnoi un exemple tout à fait contraire. Mais tout le monde n'est pas grand homme!

" Borisow ayant été évacué, les armées de la Dwina et de Volhynie communiquerent : elles concerterent une attaque. Le 21, à la pointe du jour, le duc de Reggio fit prévenir l'Empereur qu'il était attaqué ; une demi-heure après, le duc de Bellune le fut sur la rive gauche : l'armée prit les armes. Le duc d'Elchingen se porta à la suite du duc de Reggio, et

le duc de Trévise derriere le duc d'Elchingen. Le combat devint vif; l'ennemi voulut déborder notre droite; le général Doumere, commandant la 5e division de cuirassiers, qui faisait partie du 2e corps resté sur la Dwina, ordonna une charge de cavalerie aux 4e et au 5e régiments de cuirassiers, au moment où la légion de la Vistule s'engageait dans le bois pour percer le centre de l'ennemi, qui fut culbuté et mis en déroute. Ces braves cuirassiers enfoncerent successivement six carrés d'infanterie, et mirent en déroute la cavalerie ennemie qui venait au secours de son infanterie; 6000 prisonniers, deux drapeaux et six pièces de canon, tomberent en notre pouvoir.

"De son côté, le duc de Bellune fit charger vigoureusement l'ennemi, le battit, lui fit 5 à 600 prisonniers, et le tint hors la portée du canon du pont. Le général Fournier fit une belle charge de cavalerie.

Rien n'est plus plaisant que de lire les détails des charges de la cavalerie ennemie, qui n'existait plus que dans l'imagination du rédacteur des bulletins. Avec quel courage ces fameux cuirassiers enfoncerent six colonnes de suite. Jamais, dans leur prospérité, ils n'avaient fait de semblables miracles; mais que ne peut-on pas attendre d'une cavalerie si bien montée? Tandis que la légion de la Vistule s'engageait dans le bois pour percer notre centre, comme si l'on pouvait, dans un bois, former une ligne qui eut un centre et des ailes, les cuirassiers faisaient 6000 prisonniers et enlevaient six pieces de canons. Six à Borisoff, et puis six à la Berezina! Voilà comme sont nos ennemis; ils ne prennent jamais du canon que par demi-douzaine.

Il est vrai qu'ils auraient peut-être mieux fait de mettre moins de courage à enlever nos pieces, et plus de soin à garder les leurs; mais on ne fait pas toujours ce qu'on doit.

"Dans le combat de la Beresina, l'armée de Wolhynie a beaucoup souffert. Le duc de Reggio a été blessé; sa blessure n'est pas dangereuse; c'est une balle qu'il a reçue dans le côté.

"Le lendemain 29, nous restâmes sur le champ de bataille. Nous avions à choisir entre deux routes, celle de Minsk et

celle de Wilna. La route de Minsk passe au milieu d'une forêt et de marais incultes, et il eût été impossible à l'armée de s'y nourrir. La route de Wilna, au contraire, passe dans de très-bons pays. L'armée, sans cavalerie, faible en munitions, horriblement fatiguée de cinquante jours de marche, traînant à sa suite ses malades et les blessés de tant de combats, avait besoin d'arriver à ses magasins. Le 30, le quartier-général fut à Plechnitsi; le 1er Décembre à Slaiki, et le 2 à Molodetschno, où l'armée a reçu les premiers convois de Wilna.

" Tous les officiers et soldats blessés, et tout ce qui est embarras, bagages, etc., ont été dirigés sur Wilna.

Comment ne pas souffrir de ces charges terribles que les cuirassiers ont faites à travers les bois ? Cette armée battue est pourtant la même qui a détruit, dans la poursuite jusqu'à Wilna, tout le reste de l'artillerie française.

L'armée française a certainement bien fait de prendre la route de Wilna. Il est vrai que celle de Minsk était coupée ; mais c'était tant mieux. Les provisions étaient si abondantes sur la route de Wilna ! En général, on ne peut assez admirer les soins paternels que Napoléon a pris pendant cette campagne glorieuse pour la subsistance du soldat.

" Dire que l'armée a besoin de rétablir sa discipline, de se refaire, de remonter sa cavalerie, son artillerie et son matériel, c'est le résultat de l'exposé qui vient d'être fait. Le repos est son premier besoin. Le matériel et les chevaux arrivent. Le général Bourcier a déjà plus de vingt mille chevaux dans les différents dépôts. L'artillerie a déjà réparé ses pertes. Les généraux, les officiers et les soldats ont beaucoup souffert de la fatigue et de la disette. Beaucoup ont perdu leurs bagages par suite de la perte de leurs chevaux ; quelques-uns par le fait des embuscades des Cosaques. Les Cosaques ont pris nombre d'hommes isolés, d'ingénieurs-géographes qui levaient les positions, et d'officiers blessés qui marchaient sans précaution, préférant courir des risques plutôt que de marcher posément et dans des convois.

" Les rapports des officiers-généraux commandant les corps feront connaître les officiers et soldats qui se sont le plus distingués et les détails de tous ces mémorables événements.

Oh ! oui, certes, l'armée française a besoin de

rétablir une discipline qu'elle n'a jamais eue, de prendre du repos qu'on ne lui laissera pas goûter, et de remonter sa cavalerie pour laquelle elle ne trouvera point de chevaux. Quant aux pertes de l'artillerie, c'est une chose faite ; tout est réparé. C'est si facile de recompléter 900 à 1000 pieces de canons perdus en une campagne !

« Dans tous ces mouvements, l'Empereur a toujours marché au milieu de sa garde, la cavalerie commandée par le maréchal duc d'Istrie, et l'infanterie commandée par le duc de Dantzick. S. M. a été satisfaite du bon esprit que sa garde a montré ; elle a toujours été prête à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé ; mais les circonstances ont toujours été telles, que sa simple présence a suffi, et qu'elle n'a pas été dans le cas de donner.

« Le prince de Neuchâtel, le grand-maréchal, le grand écuyer, et tous les aides-de-camp et les officiers militaires de la maison de l'Empereur, ont toujours accompagné S. M.

Comment en effet ne pas être satisfait de la conduite de cette garde ? Toujours la derniere au feu et la premiere au pillage ! Les ruines fumantes de Moscou sont encore les monuments de . . . son audace et de sa discipline. Les maréchaux et les rois mêmes ne se sont pas mieux conduits. S. M. le Roi de Naples, entr'autres, est resté un jour entier à Kowno pour s'amuser à fondre l'or et l'argent qu'il avait arraché des images des saints. Qu'il est beau de voir ainsi un grand monarque recueillir le fruit magnifique de ses glorieux exploits !

Summa, summarum ! Au total la cavalerie française est réduite à 600 chevaux.

« Notre cavalerie était tellement démontée, que l'on a dû réunir les officiers auxqels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de 150 hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines, et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, et sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'Empereur dans tous les mouvements.

« La santé S. M. n'a jamais été meilleure.

On n'en peut pas dire autant de son armée.

Occupation de Moscou par les Français.

[Continuation.]

Aux horreurs de l'incendie se joignaient bientôt celles du pillage. A peine sorti de la retraite dans laquelle j'avais cherché un abri contre les flammes, des chasseurs à cheval s'emparent des deux chevaux qui me menent. Je parlemente. J'obtiens la promesse qu'on ne me prendra qu'un cheval : on le dételle, on le selle devant moi et on l'emmene. Puis on vient à ma personne. Montre, argent, bottes, on m'enleve tout, et on me donne une mauvaise paire de bottes dans lesquelles je n'entre qu'à moitié, et l'on me dit que je suis très-heureux qu'on me laisse encore mon surtout. Sortant des souterrains qui m'avaient caché pendant plusieurs jours, j'ignorais que Napoléon avait permis le pillage ; mais bientôt mes yeux me l'apprirent ; tout fuyait dans les rues, tout cherchait des asyles. J'en fis autant et je me cachai. Sortant après pour chercher un abri plus sûr, je suis de nouveau forcé de courir des dangers. Je marchais au milieu des pillards. Le hasard m'inspire l'heureuse idée de ramasser, parmi les débris qui couvraient la rue, une peau de maroquin déchirée ; la portant à la main, j'eus l'air d'un pillard, et en vertu de ce talisman, je pus continuer mon chemin sans être attaqué. A la porte de la Mesnitzka, je fus rencontré par un général français à cheval, que je supposai être le général Sébastiani. Il m'aborda en français, et lorsque je me plaignais du malheur général et du mien, il me dit : " Ce sont vos Cosaques qui font tout ce mal." Dans le même moment des soldats pillaient devant nos yeux un bourgeois, en le mal-

traitant de coups. Je fis remarquer cette scene au général, qui leur ordonna en vain de s'arrêter, et me dit que ces soldats étaient des Allemands qui étaient les plus acharnés au pillage.

On ne voyait plus dans les rues de Moscou que des militaires furetant dans les avenues des maisons, enfonçant des portes, forçant des caves, des magasins ; et dans les maisons on voyait des habitants réfugiés dans les recoins les plus cachés, se laissant dévaliser sans résistance par ceux qui avaient pénétré jusqu'à eux. Et ce qui rendait ce pillage affreux, c'était cet ordre méthodique avec lequel il fut successivement accordé à tous les corps d'armée. Les soldats ne faisaient plus à la hâte un métier défendu, ils exécutaient un ordre, ils remplissaient un devoir. Le premier jour, c'était la vieille garde qui pillait, le lendemain ce fut la jeune garde, le jour suivant le corps du maréchal Davoust, et ainsi de suite. Tous les corps campés autour de la ville vinrent à tour de rôle nous rendre visite, et l'on conçoit aisément combien les derniers arrivés étaient difficiles à satisfaire. Pendant huit jours, à peu près, ce régime dura sans discontinuer, et l'on ne pouvait bien s'expliquer l'insatiable avidité des pillards, que lorsqu'on considérait leur propre détresse. Des gens sans souliers, sans pantalons, des habits en lambeaux, voilà l'accoutrement de tout ce qui ne faisait pas partie de la garde impériale. Aussi, retournés de la ville dans leurs camps, ils étaient travestis si bisarrement, qu'ils n'avaient l'air de soldat que par leurs armes. Ce qui peut donner une idée de l'excès des horreurs commises, c'est que les officiers, eux-mêmes allaient de maison en maison pour piller comme leurs soldats. D'autres, moins déhontés, se contentaient de piller dans l'enceinte de leurs logements. Les généraux, représentant en tout leur chef suprême, savaient donner des motifs de légalité à leur avidité ;

sous le prétexte de réquisition pour leur service, ils faisaient enlever partout ce qu'ils trouvaient à leur convenance ; et lorsqu'ils avaient vidé un logement, ils en prenaient un nouveau pour le dépouiller jusqu'aux lambris et aux serrures. Pendant le cours de ce brigandage, Napoléon était rentré au Kremlin, il s'y était renfermé avec précaution ; toutes les portes en étaient fermées, à l'exception de celle qui donne sur la rue Nikolski ; il n'y avait que les militaires de rang qui y fussent admis. C'est alors qu'on songea à former une police et une municipalité. Le désordre et le pillage allaient détruire ceux qui l'avaient ordonné ; il fallait, pour leur propre existence, y mettre des bornes.

(*La Suite au Numéro prochain.*)

LE DANNEMARC ET LA SUEDE.

Nous avons annoncé, dans un Numéro précédent, que le Cabinet de Copenhague paraissait, depuis les succès glorieux des Russes, avoir conçu des sentiments moins hostiles contre l'Angleterre, et nous avons accueilli comme symptômes d'un rapprochement prochain entre les deux pays la défense faite par le gouvernement danois d'admettre dans aucun des ports appartenant au Dannemarc les prises des corsaires français dans la Baltique, ainsi que la suppression des lettres de marque aux bâtiments de guerre et corsaires danois.

L'arrivée du capitaine de vaisseau Luitkin, dans un parlementaire danois, avec des dépêches de son gouvernement pour le ministere britannique, avait confirmé ces soupçons. Le capitaine Luitkin était à peine reparti pour Copenhague, avec la réponse du gouvernement britannique, que le principal papier-nouvelles de l'opposition a prétendu percer le secret de cette négociation, et qu'il a, sans

pièces, sans déclaration, sur des bruits de clubs, avancé que toute négociation avec le Dannemarc était devenue impraticable, en raison d'un accord fait entre l'Angleterre et la Suede, par lequel la première s'engage à soutenir la seconde dans une attaque qu'elle médite contre la Norwége, et l'éditeur ne manque pas d'appliquer à cette convention, vraie ou fausse, les plus dures épithetes. C'est, suivant lui, une preuve d'incapacité de la part des ministres ; c'est un vol aussi impolitique qu'imprudent et honteux ; une imitation des pillages de Napoléon, etc. etc.

Nous ne prétendrons pas, ainsi que le *Morning Chronicle*, avoir connaissance d'une négociation qui se suit dans le plus grand secret ; mais en admettant que les paradoxes qu'il avance sont de la plus exacte vérité, nous nous permettrons de lui demander en quoi une semblable convention aurait été impolitique, et comment une attaque combinée contre la Norwége pourrait être considérée comme un vol, dans la situation où les deux alliés se trouvent vis-à-vis le Dannemarc ?

Quant à l'Angleterre, il est assez connu que le Dannemarc a été depuis quelques années le plus fervent allié que la France ait eu ; qu'il s'est lié au système continental de Buonaparté avec un acharnement qui tient en quelque sorte de la rage ; que son opiniâtreté à cet égard a été poussée à un point si extrême, que le Roi de Dannemarc a préféré ruiner ses sujets plutôt que de leur permettre d'avoir le moindre commerce avec la Grande Bretagne, et vendre sa propre vaisselle plutôt que de recruter sa trésorerie par les recettes qu'elle tirait habituellement du commerce anglais. Le Dannemarc a donc facilité, assisté, appuyé tous les projets de Buonaparté contre le Nord de l'Allemagne ; il l'a aidé dans son plan d'exclure l'Angleterre du continent, sans vouloir même suivre l'exemple de la France

en autorisant un commerce par licences ; en un mot, il est lié avec la France par un traité offensif et défensif, et s'il n'a pas envoyé un contingent aux deux corps de la ci-devant grande armée, il n'en a été dispensé qu'en considération du mauvais état de ses finances, de la promesse qu'il faisait de tenir la Suede en échec, et de s'opposer à un débarquement en Poméranie pendant la campagne de Russie. Ce n'est plus un secret que les propositions que le Dannemarc a fait faire en dernier lieu à l'Angleterre, ont été rédigées à Paris par le Duc de Bassano, que ce n'est qu'un tripotage politique, et que c'est le Proconsul Alquier qui a forcé le Roi de Dannemarc, ou pour mieux dire l'aide-de-camp de Sa Majesté, un Sieur de Bulow, par les mains de qui tout passe à Copenhague, à envoyer ces offres au gouvernement Britannique.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement Danois est un gouvernement despotique ; que le Prince n'y consulte personne : qu'il n'y a pas en Dannemarc comme en Suede, un corps politique intermédiaire, qui soit dépositaire des lois ou de l'opinion publique ; un corps que le souverain soit obligé de ménager, consulter et respecter, et qui puisse contenir dans des bornes légales un prince qui serait atteint d'une moyenne ou d'une forte dose de folie, qui accorderait toute sa confiance à des étrangers, et qui ruinerait son pays de gaîté de cœur, ainsi que cela pourrait arriver un jour. Et si l'on veut une preuve certaine de l'influence de ce despotisme, c'est qu'il a été fait depuis quelque temps au Dannemarc des propositions sans fin par les trois belligérants alliés, la Suede, la Russie et l'Angleterre, et qu'il s'est toujours refusé à les écouter, sans craindre de représentations, ni des grands, ni des nobles, ni des commerçants, ni des bourgeois, ni des paysans. Il a donc été l'ennemi

le plus décidé, le plus furieux, mais heureusement le plus impuissant, que l'Angleterre ait eu.

A quoi un système d'hostilité aussi prononcé n'autorise-t-il pas la Grande Bretagne? Nous disons plus, quels devoirs ne lui impose-t-il pas dans les circonstances actuelles? L'état de guerre fait une loi aux belligérants d'employer tous leurs moyens à paralyser ou à détruire ceux de leur ennemi, à prendre ses navires, à brûler ou bloquer ses ports; à ravager ou conquérir partie ou totalité de son territoire ou de ses colonies. Il autorise également à prêter ses secours à un autre belligérant allié qui se trouve en guerre avec l'ennemi commun, afin de l'aider à faire ce que l'on a le droit de faire soi-même.

La Suede se trouve aujourd'hui placée par un acte de sa volonté dans une attitude toute différente de celle du Dannemarc. Elle est devenue l'amie de l'Angleterre, au lieu d'être son ennemie; l'alliée du Roi de la Grande Bretagne, au lieu d'être celle de l'usurpateur du trône du Roi de France. On sait d'ailleurs qu'elle n'a jamais été dans un état actif d'hostilités contre la Grande Bretagne; les pieces qui ont été publiées, il y a quelques semaines, en font suffisamment foi. Si elle a cédé momentanément au dictateur Alquier, c'est qu'à cette époque elle n'avait plus d'armée. Dès qu'elle en a eu une par les soins du Prince Royal, elle a montré sa politique à découvert. On voit dans ces pieces qu'elle n'a jamais consenti à donner un seul matelot à la France, et cela dans un temps où le Dannemarc et la Norwége épuisaient leur population maritime pour armer la flotte de Buonaparté dans l'Escaut, flotte qui cause une diversion si onéreuse à l'Angleterre. Aussi la Suede a-t-elle toujours eu un commerce florissant, et Copenhague et Tonningen ont achevé de se ruiner lorsque Gothenbourg et Carlehum ont continué de s'enrichir; et même en admettant, pour la forme, que le paradoxe avancé par le

journal de l'opposition soit vrai, et que l'Angleterre aide tacitement ou ouvertement la Suede à réunir la Norwége à ses possessions dont la nature l'a destinée à faire partie, elle ne fait que l'aider à une opération qui, en diminuant les moyens et les ressources de son ennemi, diminue les moyens que celui ci a d'être utile à la France et dangereux pour la Grande Bretagne. Certes, si c'est là une convention impolitique, ou un vol injuste et honteux, il faut brûler tous les livres, renoncer à l'usage de la langue, et aux notions reçues jusqu'à ce jour en politique ainsi qu'en morale.

Si dans l'entrevue que l'Empereur Alexandre et le Prince de la Couronne de Suede eurent l'an dernier à Abo, il fut reconnu que la Russie ne pouvait se désister de la possession de la Finlande, et cela, entr'autres motifs, pour la sécurité de St. Pétersbourg même, n'était-il pas naturel que la Russie indiquât à la Suéde l'indemnité évidente qu'elle avait le droit d'arracher à un ennemi commun ; et l'Angleterre pouvait-elle en bonne politique indisposer deux alliés aussi utiles pour elle et pour la cause de l'Europe, par égard seulement pour une abstraction méthodistique de quelques écrivains obligés par état de trouver blanc tout ce qui est noir et noir tout ce qui est blanc ? L'intérêt de l'Angleterre est qu'un pays ennemi devienne un pays ami. La réunion de la Norwége acheverait de faire de la Suede une puissance insulaire, qui deviendrait en quelque sorte une troiseme Isle Britannique, puisque n'ayant rien à craindre que de l'Angleterre, elle serait par-là son alliée naturelle et éternelle, le boulevard inattaquable de son commerce dans la Baltique, un boulevard bien plus sûr et bien moins dispendieux même qu'Anholt et Bornholm. La simple pitié pour la condition des Norwégiens devrait d'ailleurs faire faire des vœux aux philantropes du *Morning Chronicle* et de l'*Edinburg Review*, pour que cette réunion s'effectuât. En effet les habitants de la Norwége

seraient, dans cette hypothese, aisés et florissants, au lieu de mourir de faim comme ils le font depuis quatre ans.

"Mais," ajoute ce profond raisonneur, " l'Angleterre est convenue de prendre à sa solde 25 mille Prussiens, qui doivent être commandés par Bernadotte." Si la Grande Bretagne l'a fait, ce que nous ne garantissons certes pas, nous sommes fort aises de l'apprendre. Eh! bien, quelle spéculation le censeur politique érige-t-il sur cet échafaudage? Oh! il n'est jamais embarrassé pour arranger ses prédictions et ses conjectures au gré de ses désirs. C'est une espece de Procruste politique. Si le sujet est trop long pour le lit, il faut le raccourcir; s'il est trop court, il faut l'alonger afin de le rendre de la même longueur. Mais on dit qu'il est *très-vraisemblable* qu'au lieu d'être employés à agir sur les flancs de l'armée française, et à faire une diversion dans le Nord de l'Allemagne, ces vingt-cinq mille Prussiens pourront être employés à faire la conquête de la Norwége. Comment une semblable idée a-t-elle pu entrer dans la tête d'un écrivain politique? Est-il un être pensant qui puisse croire que la Prusse, si elle a fait avec nous une convention de cette nature, ce que nous ignorons, n'aura pas stipulé avant tout que ses troupes seront employées au premier, au plus impérieux de tous les devoirs, au seul dont l'exécution et le succès peuvent lui rendre sa considération et son indépendance, le devoir de combattre de concert avec les Russes contre les troupes de Buonaparté en Allemagne?

Quant à l'assertion du même écrivain que la Suede doit finir par être l'amie de la France, c'est une question secondaire, et pour le moment une prédiction qui, nous l'espérons, ne s'accomplira pas plus que toutes celles des prophètes de l'opposition.

(Le fonds de cet article est tirée du journal anglais le *Courier*.)

LE LOGOGRAPHE,

OU

LE MONITEUR SECRET.

No. LI.

"Son Empire est détruit si l'Homme est reconnu."

Cercles de la Cour, Audiences.

Après l'audience publique donnée le 10 Mars, par l'Empereur au corps diplomatique, le duc de Bassano s'approcha du comte de Bubna et lui dit que l'Empereur désirait avoir une conférence avec lui. Le comte de Bubna ayant été introduit dans le grand cabinet, l'Empereur qui avait avec lui le Duc de Rovigo, fit signe au duc de Bassano de rester, et s'approchant du comte de Bubna d'un air assez calme, il lui dit: "Comte de Bubna je vais être franc avec vous. Ma politique vous est connue; je n'ai rien à déguiser. Votre cour n'en agit pas de même avec moi.

—Sire, les positions sont différentes.

—Ah! oui, c'est là ce qui vous rend si cauteleux; vous me croyez dans les plus grands embarras, et vous voulez en profiter pour reprendre une plus grande influence en Europe. Il faut que ces incertitudes finissent, elles me distraisent de mon grand plan de défense, et j'ai besoin de toute ma présence d'esprit, moi. Votre cour se perdra, je vous le prédis. Mes prédictions se sont toujours vérifiées.

—Sire, notre cour a fait de grandes pertes par la guerre.

—Et elle veut les réparer par une neutralité perfide! Est-ce ainsi qu'elle reconnaît mes services? Je pouvais vous détruire, vous incorporer, vous faire gouverner par un de mes généraux; je ne l'ai pas fait. Je vous aimais; j'aimais votre souverain; j'en ai donné une preuve en m'alliant à sa famille. S'il me force à devenir son ennemi, malheur à lui; mes sentiments personnels m'ont engagé à lui donner deux fois la paix, je n'écouterai plus ces sentiments, je vois qu'ils ont été contraires au bien de mes peuples.

—Sire, V. M. ne peut reprocher à l'Autriche de profiter des circonstances pour n'être plus exposée, à l'avenir, à recevoir la paix qu'on voudra lui dicter. Notre Empereur manquerait à ce qu'il doit à ses peuples, s'il rejetait la chance inespérée. . .

—La chance inespérée de se liguer avec mes ennemis pour opérer ma destruction, ou du moins de les aider tacitement par une inaction qui leur permettra de disposer de toutes leurs forces contre moi! Et c'est ainsi qu'on tient les traités; et c'est ainsi qu'après m'avoir accordé une coopération coupable par sa lenteur, impuissante par ses moyens, et ridicule par ses résultats....

—Nous avons été fideles à notre alliance; V. M. ne pouvait exiger que nous courussions des hasards qui ont été si funestes à ses propres troupes.

——Eh! voilà ce qui a compromis en partie mes armées, c'est votre timidité (pour ne pas employer un mot plus dur) qui a gêné mes grandes combinaisons. Que sont les hommes aux yeux des souverains? De simples abstractions qu'ils emploient pour résoudre les importants problèmes de leur politique; et souvent ils ne sont à mes yeux que des crapauds; oui, des crapauds, Monsieur de Bubna, c'est ainsi que je les envisage, moi. Mais il ne s'agit

pas maintenant du passé. Le présent me presse, l'avenir m'occupe. Il faut que je sache si au prix des territoires que je puis donner à votre cour, si en vertu de son alliance avec moi, si en considération des liens qui l'unissent à moi, je puis compter sur elle pour faire un grand mouvement de flanc pendant que j'en ferai un de front, enfin si elle veut me joindre pour cerner les barbares qui ont la présomption de donner des lois à l'Allemagne. Quoi! votre maître, l'héritier des Empereurs d'Allemagne souffrirait qu'un descendant des Czars vint commander où ses ancêtres ont régné! Eh! bien, s'il ne m'aide pas à chasser ces hordes, je les chasserai, moi. Mais alors j'aurai le droit d'être féroce envers ceux dont j'aurai vengé la cause et qui ne m'auront pas secondé. C'est en négligeant les grands intérêts d'état que les anciennes dynasties succombent. Il ne convient pas à l'intérêt essentiel de la maison qui a hérité du titre et d'une partie des possessions des Césars, que les Russes dominent en Allemagne. Leur population sauvage doit être rejetée dans ses déserts.

—Mais, Sire, V. M. a tout fait pour détruire l'influence de mon souverain sur le corps germanique.

—Oui, cela convenait à mes vues qui n'ont pour but que l'intérêt des souverains et le repos des peuples. Ne vaut-il pas mieux d'ailleurs qu'une puissance libérale comme la France, dont le seul but est de répandre également partout les bienfaits de la civilisation, forme des petits princes d'Allemagne une Confédération plus compacte, que de laisser ce beau pays en proie à ses divisions et exposé aux envahissements continuels des puissances voisines? J'ai réalisé ma pensée, je suis content d'avoir donné à l'Allemagne une organisation plus forte, et je ne refuse pas d'en étendre les avantages à l'Autriche elle-même. C'était là en partie

mon but, lorsque je portai la guerre en Russie. Je me proposais, après avoir chassé les Russes vers le Nord, d'agrandir la frontiere d'Autriche et de l'appuyer sur des montagnes et sur des fleuves. L'Autriche peut encore recueillir les fruits de ma bonne volonté pour elle, en m'aidant à reprendre les positions que j'occupais avant la campagne ; elle me doit ses secours par intérêt et par reconnaissance. Dans le fait, que peut-elle redouter de moi? N'ai-je pas garanti l'intégrité de ses territoires en Pologne ?

—Sire, V. M. ne peut pas trouver mauvais que mon souverain profite de sa prépondérance actuelle pour recouvrer ses anciens apanages.

—Prépondérance ! Ah ! voilà donc votre secrete pensée ; vous vous croyez prépondérants parce que vous êtes neutres. Eh ! bien, je la détruirai cette prépondérance, dussé-je y perdre mon dernier soldat et mon dernier écu. M. de Bubna, je ne suis pas encore abattu ; je puis encore faire verser des larmes bien ameres à ceux qui croyent pouvoir me défier parce que j'ai été malheureux. M. de Bubna, le soleil de Wagram n'est pas encore éclipsé. Mon génie et la valeur de mes armées peuvent me faire trouver encore des journées mémorables. Mais enfin, que veut votre Cabinet ? que désire votre souverain ? N'ai-je pas tout fait pour les satisfaire, soit du côté de la politique, soit du côté de nos relations de famille ? On m'a vu faire près du Pape une démarche qui n'avait pour but que de détruire les scrupules de mon auguste beau-pere ; je n'ai pu encore donner à cette démarche toutes les suites qu'elle doit avoir ; mais pressé comme je le suis de toutes parts, ne trouvant pas dans mes alliés les secours qu'ils me doivent, traité avec indifférence par votre cour qui me doit cependant d'autres procédés, je suis obligé de ne songer qu'à un seul objet, la défense de mes états. Je voulais donner un grand éclat à l'Impératrice, je voulais la rendre in-

dépendante des événements et lui léguer en quelque sorte l'Empire pendant mon absence ou après ma mort. Eh! bien, on ne le veut pas, on s'oppose à ce bienfait, et loin de m'aider, on me fatigue de prétentions incompatibles avec mon honneur. Je vous ai sacrifié l'Impératrice-Reine couronnée, la femme qui était la plus près de mon cœur après l'Impératrice actuelle ; je n'attendais que le couronnement de celle-ci pour ôter à l'autre son titre. Que pouvais-je faire de plus ? Nous ne sommes plus au temps où l'on étrangle les reines qui embarrassent. Sans doute on ne veut pas que je la fasse disparaître tout à fait ; ce n'est pas que j'y répugnasse si la raison d'état l'exigeait impérieusement ; mais on ne m'a pas encore démontré cette nécessité. Quand je me suis allié à la dynastie de votre maître, j'ai voulu lui donner une nouvelle vigueur ; j'ai voulu, en l'amalgamant avec le nouvel ordre de choses en Europe, l'empêcher d'être absorbée par lui. Eh! bien, on ne seconde pas mes intentions : on joue au fin avec moi, quand je mets tant de franchise dans ma conduite ; on augmente mon mal-aise, quand je n'ai vu que la prospérité de l'Autriche. Il faut que cet état-là finisse par une crise ; cette torpeur m'est insupportable, et malheur à vous, messieurs les Autrichiens, si cette explosion tourne contre vous.

—Sire, nous avons quelquefois prouvé que les menaces ne nous intimidaient pas ; ce n'est pas contre nous que peut être dirigée l'explosion dont parle Votre Majesté.

—Ah ! vous me provoquez ; vous tenez, en ma présence, vous tenez à l'Empereur des Français un langage qu'à peine on oserait se permettre à un des avortons de la Confédération du Rhin ! Rovigo, faites votre devoir.

(A l'instant Rovigo s'élance sur M. de Bubna, pour le désarmer ; mais celui-ci faisant brusque-

ment quelques pas en arriere, porte la main sur la garde de son épée, et se tient dans l'attitude de la défense. Rovigo interroge d'un regard la volonté de son maître qui, devenu plus calme, lui fait signe de ne pas poursuivre.)

—M. de Bubna, dit-il, je suis impétueux ; j'ai toute la fierté d'un souverain qui commande à une grande et brave nation, je ressens vivement l'outrage, et il y en avait certainement dans ce que vous m'avez dit. Mais si vous vous êtes oublié, je n'oublierai pas ce que je dois au caractere dont vous a revêtu un souverain mon parent et mon allié.

—Sire, mon souverain ne verrait dans ce langage que l'expression de la fidélité que je lui dois.

—Savez-vous, M. de Bubna, que demain je puis faire la paix avec la Russie, en rétablissant la Prusse et la rendant même plus grande, en mettant un prince russe sur le trône de Pologne ; car enfin, qu'ai-je à craindre des Russes, ils sont trop loin de mes états pour que je les redoute comme puissance; et que serait l'Autriche, si je permettais à la Russie de s'agrandir vers le Danube ? Voyons, qu'avez-vous à répondre à cela ?

—Que V. M. ne connaît pas sa position, ou qu'elle veut elle-même m'en donner une opinion qu'elle n'a pas.

—Vous me croyez donc dans un état bien désespéré ? (Et se tournant vers le duc de Bassano) Voilà comme seront toujours ces incorrigibles ganaches : ils ignorent ma force, mes ressources, et parce que je suis obligé, pour quelque temps de revenir sur mes anciennes positions, ils voient mon trône renversé. C'est par ces espérances, qui n'ont jamais pour elles les probabilités les plus communes, qu'ils s'endorment sur leurs périls et qu'ils se trompent sur ma force. M. de Bubna, ai-je abandonné l'Espagne ? Non ; j'y ai même envoyé des renforts. N'aurais-je pas renoncé à cette guerre, ou du moins

ne l'aurais-je pas réduite à une simple défensive, si je n'avais pas eu des forces suffisantes pour poursuivre l'autre avec vigueur? Voyons, parlez.

M. de Bubna allait répondre lorsque Napoléon lui dit avec assez de chaleur : " Non, non ; je n'ai pas besoin d'avoir là-dessus votre opinion ; je sais ce que vous pensez ; je sais que vous écrivez à votre cour des bulletins à la Markof, dans lesquels vous me peignez comme ne sachant où donner de la tête, comme environné de méchants, comme menacé de séditions. Et c'est ainsi que ceux qui devraient éclairer les souverains, les trompent ; qu'ils leur inspirent une fausse sécurité, qu'ils leur donnent de folles espérances. Vous savez, cependant, M. de Bubna, que je n'ai jamais été plus le maître en France qu'à présent. On crie, on s'émeute, mais on ne se porte à aucun acte de révolte. Je conçois que si vous prenez l'opinion publique dans les salons, vous devez écrire sur mon compte des choses étranges ; mais que m'importent les criailleries de quelques catins et de quelques eunuques ? il ne me faudra que des fouets pour les corriger quand leurs clabaudages m'ennuieront. Mais voyez les marchés, voyez les halles, voyez toutes les réunions du peuple, tout cela n'est-il pas aussi tranquille que si nous avions eu vingt années de paix ?

—Sire, il ne m'appartient pas de juger l'esprit des habitants de la France.

—Et cependant vous le jugez, et cependant vous remplissez tranquillement au sein de ma capitale votre mission d'espionnage !

—Sire, j'y suis un objet d'espionnage, mais non pas un instrument.

—Depuis deux ans, tous les ministres que votre cour m'envoie n'ont d'autre soin que de m'espionner et de faire sur mon compte les histoires les plus absurdes. Ce n'est pas ainsi que les souverains doivent se traiter entr'eux, surtout quand ils sont unis

par les liens du sang. Je suis franc, moi ; ce que je veux qu'on sache je le dis tout haut ; ce que je veux savoir je le demande sans détours. Je suis trop fort pour avoir recours à la ruse. Les souverains de l'Europe seront toujours en tutele ; ils seront par conséquent en dissonance continuelle avec mon système, aussi long-temps qu'ils se laisseront endormir par des contes bons pour amuser de vieux enfants. On ne me trompe pas, moi, et je ne trompe personne. Je n'ai suivi aucun plan que je n'aie annoncé d'avance ; et je n'en ai annoncé aucun que je n'aie réalisé.

—Ah ! Sire, l'invasion de la Russie.

—Je serais maintenant à Saint-Pétersbourg sans le froid prématuré qui a assailli mon armée. J'ai été vaincu, mais par les éléments. Eux seuls ont trompé mes calculs ; tout le reste avait réussi comme je l'avais prévu. Si l'Empereur avait voulu s'entendre avec moi, nous aurions épargné bien du sang et des larmes. Si votre maître veut de son côté se lier franchement avec moi, nous pouvons rendre encore le repos au monde, et réaliser le projet de paix universelle qui est l'objet de toutes mes pensées, le but de tous mes efforts. On croit que j'aime la guerre, on se trompe ; les maux qu'elle produit font saigner mon cœur. J'ai toujours offert la paix avant d'entrer en campagne, et je l'ai toujours donnée à mes ennemis vaincus. Dans quelques semaines j'aurai trois cents mille hommes. Je me porterai à Magdebourg ; votre Empereur peut de son côté me donner la main à Erfurt, faire un mouvement de flanc avec deux cents mille hommes, et m'aider à délivrer le Nord de l'Europe des barbares qui l'infestent. Nous devons sauver ensemble la civilisation. S'il me refuse son appui, j'opérerai sans lui ce grand ouvrage ; il m'en coûtera plus de temps, j'y sacrifierai plus d'hommes, mon cœur en souffrira. Mais cette fois je mettrai les

anciennes dynasties hors d'état de me donner de l'inquiétude. J'ai trop temporisé avec elles, je les ai relevées quand je pouvais les abattre. Je suis victime des ménagements que j'ai eus pour elles ; leurs chefs sont des ingrats. Il faut que cela finisse ; il faut que votre maître soit mon ennemi ou mon allié.

—Eh ! bien, Sire . . . .

—Ah ! ah ! je vous entends, Monsieur l'ambassadeur, vous allez dérouler le pan de votre habit et r'ouvrir parmi nous la guerre et tous ses fléaux. Eh ! bien, vous l'aurez, la guerre.

—Sire, nous ne la craignons pas. Je vais écrire à ma cour de s'y préparer.

Napoléon reste un moment interdit, il regarde M. de Bubna d'un air étonné, et après quelques instants d'un profond silence, il dit : " Non, l'humanité a assez souffert ; je veux la paix, je la veux sincerement ; il dépend de votre cour de la donner à l'Europe. Que mes ennemis cessent de compter sur votre neutralité ou sur votre coopération. Qu'elle ne permette pas aux émissaires anglais de souffler la discorde sur le continent. Qu'elle renvoie hautement ce Lord Walpole, dont la présence dans les états d'un souverain mon beau-pere et mon allié, est un scandale qui étonne l'Europe et indigne la France. L'Impératrice partage mes sentiments. Allez la voir, elle vous attend ; écrivez ensuite à votre cour." (Napoléon se retire en souriant gracieusement à M. de Bubna.)

SUR LE SYSTÈME CONTINENTAL

ET

Sur ses Rapports avec la Suede.

(Stockholm, Mars, 1813.)

PRÉFACE.

Les événements marchent avec une telle rapidité, que dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis que j'ai commencé à composer l'écrit qu'on va lire, l'Europe a changé de face. Si le changement avait eu lieu en sens inverse, les faits consignés dans cet écrit n'en seraient pas moins vrais; mais plusieurs lecteurs n'auraient peut-être pas trouvé aussi convaincantes les inductions que j'en ai tirées. Les grands principes de la justice ne sauraient être altérés par les événements terrestres, aussi peu que les nuages qui cachent le soleil, peuvent en éteindre la lumiere immortelle. Cependant le succès est un argument d'une force merveilleuse pour la multitude. Si Napoléon fût parvenu à faire signer à Moscou une paix telle qu'il se flattait de la dicter, on n'aurait pas manqué de raisonneurs qui eussent trouvé que ses demandes avant la guerre étaient au fond justes et modérées, et qui eussent hautement condamné l'imprudence de la Russie de ne pas avoir cédé d'avance. Mais Napoléon a été malheureux dans une aggression injuste: cela est impardonnable aux yeux même de ses apologistes. Le prestige de sa fortune est dissipé, sa réputation de grand capitaine est fortement entamée. En effet, pour oser soutenir que dans cette campagne il n'a pas manqué de la prévoyance d'un général médiocrement expérimenté, il faut être un de ses flatteurs officiels. Un grand coup a été porté à la puissance de Napoléon; mais il a survécu à sa défaite, il s'est échappé seul, en abandonnant ses soldats au milieu de toutes les horreurs imaginables; il se proclame bien portant, quand pour l'honneur de l'humanité il devrait se feindre malade de chagrin et de remords. La force ouverte ayant échoué, l'imposture redouble d'efforts. Au défaut de l'artillerie perdue, on tire aujourd'hui à coups de gazettes. On parle avec emphase de la grande-armée, on la déclare toujours victorieuse, tandis qu'elle n'existe plus. Cette armée la plus nombreuse et la mieux équippée qu'on ait vue depuis des siecles, ne peut pas élever la voix pour accuser son chef, dont l'aveugle présomption a fait périr misérablement tant de braves: mais les vastes plaines de la

Russie et de la Pologne couvertes de ses cadavres glacés, parlent assez haut. On rejette la nécessité d'immenses levées sur la défection d'un général allié : quinze mille Prussiens qui n'ont plus voulu combattre pour l'oppression de leur propre pays et de leur souverain, doivent être remplacés par 350,000 Français. On nous peint la France entiere empressée à prendre les armes pour défendre son monarque bénin, hélas ! si cruellement troublé dans son existence pacifique. On veut effrayer les peuples par la férocité du soldat russe ; à entendre les journaux français, les Russes se précipitent du fond de l'Asie sur le monde civilisé, pour y introduire l'anthropophagie. C'est ainsi que les nourrices font taire les enfants par des terreurs imaginaires. Heureusement l'on sait que le soldat russe, terrible dans les combats, est religieux, soumis à ses chefs, accoûtumé à une stricte discipline et reconnaissant de tous les bons traitements qu'il éprouve. On effraye les Français par l'idée d'un démembrement projeté. Mais tous les hommes éclairés en Europe et en France même, savent que personne n'en veut à la France, mais uniquement à l'esprit de conquêtes de son dominateur. Que la nation française, après tant de tourmentes et d'expériences funestes, se constitue enfin selon ses vœux ; qu'elle se renferme dans les limites naturelles de sa puissance : elle n'a qu'à vouloir, pour obtenir une paix honorable et solide, et pour jouir de tous les avantages dont son gouvernement seul l'a privée jusqu'ici.

Les nations, asservies au joug de Napoléon, ont manifesté dans cette occasion leurs sentiments d'une maniere non équivoque. Les souverains n'ont qu'à seconder l'impulsion donnée par le glorieux exemple de la Russie, pour reconnoître tous leurs droits. Les piéges dont nous venons de parler, sont grossiers et usés ; mais il y a des artifices plus subtils à craindre. Ce sont les intrigues employées dans les Cours de l'Europe, pour les amuser par des négociations, pour réveiller d'anciennes rivalités, pour désunir les alliés, et pour les détourner par des offres trompeuses du véritable but de la guerre. Un historien profond a dit : " Le secret du despotisme, c'est de faire en sorte que chacun ne voye que son intérêt particulier, et que personne ne pense à la chose publique." Il en est des états comme des individus : le secret de la monarchie universelle, c'est d'éteindre le zele pour le bien-être général par l'égoïsme calculateur de chaque état. L'esprit public européen, nous l'espérons, se réveillera à de si puissants appels, et les nations recouvreront leur indépendance.

En voyageant, soit dans les provinces nouvellement incorporées à l'Empire français, soit dans les pays qui sont tombés sous sa dépendance, on peut facilement se convaincre que les peuples ont un sentiment très-juste de leur situation. Une voix unanime de regrets pour le passé, de plaintes sur le présent, d'anxiété sur l'avenir, s'éleve de partout. Il n'est point de paysan assez ignorant, pour ne pas connaître le véritable et unique auteur des maux qui accablent sa patrie, pour prendre le change ou pour entretenir même le moindre doute là-dessus. Il n'y a point de chaumiere en Europe, quelque pauvre, quelqu'isolée qu'elle soit, où le nom de Buonaparté n'ait pénétré: mais depuis des siecles aucun homme n'avait acquis une célébrité aussi sinistre.

Dans l'ancienne France l'opinion, quoiqu'au fond la même, se manifeste avec plus de réserve et d'hésitation. D'abord la langue qu'on y parle, place les habitants plus immédiatement sous la surveillance de la police centrale, pour laquelle les langues étrangeres sont encore un obstacle. Ensuite on y compare l'état actuel non pas avec les paisibles douceurs du dix-huitieme siecle, mais avec les tourmentes de la Révolution qui en ont effacé le souvenir. Aux espérances si souvent trompées d'une grande réforme dans l'ordre social, ont succédé l'incrédulité et l'apathie à ce sujet. Beaucoup de personnes, peut-être de bonne foi, attribuent à Napoléon le retour du repos et de l'ordre dans l'intérieur; on veut oublier que les fureurs révolutionnaires avaient cessé long-temps avant son avénement, et qu'il remplaça un gouvernement plutôt

faible et vacillant qu'oppressif. On menace les Français du retour de la *terreur*, si cet homme ne veillait plus sur leurs destinées. Etrange sophisme! par une crainte chimérique on pense couvrir en bienfaits les maux les plus graves. La terreur révolutionnaire marchait à front découvert: elle provoquait la résistance, et par sa nature même ne pouvait durer long-temps. Aujourd'hui c'est aussi la terreur, mais c'est une terreur à sourdine qui énerve le courage en déguisant le danger. C'est le chef-d'œuvre de la politique de Napoléon, d'avoir su donner un air de stabilité à un état vraiment violent et insupportable.

Néanmoins en France même on n'entend guere l'éloge de Buonaparté, que dans la bouche de ses serviteurs, des suppôts de sa puissance, de ceux qui jouissent par lui des plus grands avantages, et qui tremblent pour leur sûreté personnelle, s'il était renversé. Il n'est plus réduit comme au commencement de sa carriere, à acheter le silence des orateurs et des écrivains hardis; mais il paye encore très-cher la parole: ce concert de louanges ampoulées qu'il a soin de faire retentir d'un bout de son vaste empire à l'autre, coûte annuellement des millions à ses sujets. Le Corps Législatif et le Sénat, les seuls débris de formes républicaines qu'il ait laissé subsister, sont devenus des assemblées d'approbateurs. C'est le *Conservatoire Impérial* de la flatterie: c'est-là qu'au bruit des fanfares d'une mauvaise rhétorique on annonce à la nation chaque loi onéreuse, chaque aggravation d'impôts, chaque levée d'hommes sur une population épuisée, comme autant d'institutions sublimes; chaque nouvelle guerre qui va désoler l'humanité, comme un acte de pacification universelle. Mais le peuple est sourd à ces voix fastidieuses; il dédaigne la pourpre de gloire dont on veut couvrir sa misere; il est profondément indifférent à la chose publique,

et tous ceux qui n'aspirent pas aux places, se renferment dans le cercle de leurs affaires domestiques.

En me proposant de développer la nature et les suites du système continental, j'aurais presque honte d'insister sur des vérités généralement reconnues, s'il n'existait pas des pays, où il est encore possible de se faire illusion sur ses véritables intérêts, parce qu'on n'a été que de loin spectateur des événements, et qu'on n'a pas encore fait la funeste expérience de ce système, ou en d'autres termes de la domination de Buonaparté. Sur le continent européen la Suede seule est aujourd'hui dans cette heureuse position. Elle a fait des pertes, mais elle a conservé son indépendance ; le choix de ses relations politiques est libre jusqu'à présent : bientôt il pourrait ne l'être plus. Le moment est décisif pour sa liberté, sa gloire et sa prospérité future.

Je m'abstiendrai de juger ici le caractere de cet homme, dont les succès ont étonné le monde. Les déclamations éloquentes sont à leur place, lorsqu'il s'agit d'exciter les passions ; mais dans l'examen réfléchi d'un sujet politique il ne faut rien exagérer, rien avancer vaguement ; il faut s'en tenir à la simple évidence des faits. Quels que soient les motifs qui font agir Napoléon : une ambition démesurée, ou l'impérieuse nécessité de sa situation qui ne lui permet plus de reculer, ni même de s'arrêter ; les résultats de ses actions sont toujours les mêmes. Admettons qu'il ne travaille que pour la paix et le bonheur du genre humain ; il faudra convenir toutefois, qu'il ne s'y entend pas du tout. Depuis qu'il tient les rênes du pouvoir, des guerres terribles se sont constamment renouvelées, et les sources de la prospérité publique sont taries dans tous les pays soumis à son influence. Puisque, malgré cela, pendant tant d'années il a toujours invariablement suivi les mêmes maximes, il serait absurde d'imaginer qu'il s'en désistera jamais.

Un coup-d'œil rapide, jeté sur les événements qui ont précédé l'élévation de Buonaparté, et sur l'état de l'Europe à cette époque, suffira pour montrer qu'il s'est emparé de l'autorité suprême sous les auspices les plus favorables pour un regne pacifique et réparateur.

Les guerres provoquées par la premiere effervescence de la Révolution, ne durerent que peu d'années; une coalition qui embrassait la moitié de l'Europe, fut dissoute peu-à-peu, et à petit bruit. La Prusse s'en retira la premiere dès le printemps de l'an 1795, et pacifia le nord de l'Allemagne par sa ligne de neutralité. La Hollande conquise, reçut en même temps la forme de gouvernement et les conditions de paix que lui dicta la France. Les rois d'Espagne, de Sardaigne, des deux Siciles, suivirent l'exemple de la Prusse, en faisant des paix séparées; l'Espagne renouvela même son ancienne alliance avec la France. Plusieurs princes d'Allemagne et d'Italie furent forcés d'acheter cherement leur repos, sans trop savoir s'ils avaient été en guerre avec la France ou non. Enfin en 1797, il ne restait plus d'autres combattants que l'Angleterre et l'Autriche: l'Angleterre négociait, et l'Autriche finit par signer le traité de Campo Formio. Mais bientôt le Directoire suscita gratuitement de nouvelles guerres. Il attaqua la Suisse, que Robespierre même avait respectée; il chassa le roi de Sardaigne des états qui lui restaient sur terre ferme, emmena le Pape captif, mit la cour de Naples en fuite, et érigea toute l'Italie en républiques; il consentit à l'expédition d'Egypte, pour laquelle Buonaparté avait convoité le trésor de Berne; il donna par-là l'éveil à la Turquie et un nouveau motif de guerre à l'Angleterre. Tous ces envahissements, faits dans une seule année, rompirent le congrès de Rastadt; la Russie, qui jusqu'alors n'avait distribué que des espérances, entra enfin activement dans

la coalition, et la campagne des Autrichiens et des Russes réunis en 1799, arracha l'Italie entiere aux armes françaises, plus vîte qu'elle n'avait été conquise.

Jamais depuis le commencement de la guerre la situation militaire de la France n'avait été aussi mauvaise. Les flatteurs de Buonaparté n'ont pas manqué d'attribuer à son retour d'Egypte le salut de la république française ; sa coutume a toujours été de s'approprier des succès préparés par autrui. Les révolutions qui eurent lieu dans l'intérieur même du Directoire, avaient désorganisé les armées et causé leurs revers. Un homme, appelé depuis à de plus hautes destinées, par son génie et son activité parvint à réformer dans le département de la guerre pendant un ministere de deux mois, le désordre, les dilapidations et les abus de toute espece qui étaient à leur comble. Les armées furent renforcées, pourvues de tout ce qui leur manquait, et pour ainsi dire créées de nouveau ; et c'est ainsi que le général Bernadotte assura, comme administrateur, les victoires qu'il savait remporter comme guerrier. Par suite de ce rétablissement de la force armée, les Anglais furent repoussés de la Hollande, Masséna reprit en Suisse l'offensive contre les Russes, et Moreau put tenir tête aux Autrichiens en Italie, avant que Buonaparté eût fait autre chose pour la république que de s'emparer du pouvoir.

Comme l'empereur Paul avait secouru l'Autriche par générosité, il la délaissa par caprice ; de nouveau réduite à ses propres forces déjà épuisées, les succès brillants de Moreau et de Buonaparté en 1800 la contraignirent à signer la paix de Lunéville au commencement de l'année suivante. L'Angleterre, après la cession de la Belgique, ayant perdu l'espoir de conserver cette province à l'Autriche, comme le lui faisaient désirer ses intérêts maritimes ; tranquillisée par la reprise de l'Egypte

sur ses possessions orientales, consentit un an plus tard à la paix la plus extraordinaire qu'on pût faire après une guerre pareille. Toujours victorieuse sur mer, toujours conquérante dans les deux Indes, elle reconnut toutes les acquisitions de la France en Europe, et rendit à peu près toutes les siennes dans les trois autres parties du monde, sans compensation quelconque.

Le sort des armes dans les guerres terminées par cette pacification générale, avait souvent varié, mais en définitif le résultat était avantageux à la France au-delà de ce que les espérances les plus exaltées de ses partisans leur auraient pu faire concevoir dix ans auparavant. Elle acquit les comtés d'Avignon et de Venaissin, enclavés dans son territoire; en Italie, la Savoye, Nice et Monaco; Geneve, Mulhausen et l'évêché de Basle, démembrés de la Suisse; en Allemagne, tous les états d'outre-Rhin de l'Empire depuis l'Alsace et la Lorraine jusqu'aux frontieres de la Hollande; les Pays-Bas autrichiens, avec la Flandre hollandaise et les autres possessions des Provinces-Unies qui s'y trouvaient enclavées; elle eut l'embouchure de l'Escaut, le Rhin, le Jura et les Alpes pour frontieres. Cet agrandissement immense qui augmentait presque d'un quart la population de l'ancien royaume, n'était pas le plus important des avantages remportés. La considération militaire de la France, qui avait baissé sous les derniers regnes, était remontée aussi haut ou même plus haut qu'elle n'avait été dans les temps heureux de Louis XIV. L'Espagne était aussi attachée à la république française qu'elle l'avait été à la monarchie. Les nouveaux gouvernements de la Hollande, de la Suisse et de la république cisalpine et ligurienne, étaient entierement dévoués à la puissance qui les avait créés, et sans le soutien de laquelle ils devaient rentrer dans le néant. Ces républiques formaient au-

tant de boulevards autour de la république-mère. En un mot, la France avait tout ce qu'il lui fallait pour sa gloire, le complément de ses ressources, et sa sécurité à venir. Sa prépondérance sur le continent européen était telle qu'on devait douter dès-lors s'il pouvait encore être question d'un système d'équilibre, et s'il y avait d'autre garantie contre sa domination universelle que sa propre modération.

Dix ans d'expériences réitérées avaient extrêmement découragé les anciens gouvernements de toute tentative, pour réparer par la force les pertes essuyées. La guerre, depuis la révolution, avait pris un caractere tout différent de celui qu'elle portait dans le siecle passé. Elle était, ce qu'on n'avait plus vu en Europe depuis l'extinction des guerres religieuses, une guerre d'opinion. Mais dans les guerres que causa la Réformation, les deux partis étaient inspirés par un enthousiasme égal, l'un pour la défense du culte établi, l'autre pour celle des nouvelles doctrines. Dans les guerres de la révolution, au contraire, cette élasticité morale que donne une foi implicite quelconque, ne se manifesta que parmi les guerriers républicains; tandis que les troupes des anciens souverains se battaient comme d'ordinaire par devoir et par point d'honneur. Ceux qui gouvernaient la France, pouvaient, au nom de la liberté, exiger des sacrifices immenses; ils disposaient entierement des personnes et des propriétés. Les gouvernements coalisés n'avaient que leurs moyens ordinaires, encore devaient-ils en user avec beaucoup de ménagement, pour ne pas augmenter la fermentation sourde qui menaçait leurs états des explosions les plus violentes. L'abolition de tous les abus, le regne de la justice, de la raison et de l'humanité, voilà ce que la France se promettait d'abord à elle-même, et bientôt à l'univers entier. Les peuples croyaient donc partout que l'époque était venue où ils seraient délivrés de toutes

leurs charges ; partout des philantropes, peu versés dans l'histoire et observateurs superficiels de la nature humaine, rêvaient un nouveau siecle d'or ; partout des intrigants, sous le masque philosophique, préludaient au rôle de démagogues. Les gouvernements qui jusqu'alors avaient passé pour les plus libres, furent décriés comme despotiques, uniquement parce que le temps les avait sanctionnés. L'excellence reconnue d'une constitution, qui avait fait ses preuves historiques, ne garantissait pas un pays du vertige révolutionnaire. Non-seulement la Hollande et la Suisse furent bouleversées par une faction ; non seulement les Irlandais mécontents conspirerent pour livrer leur patrie à la France ; en Angleterre même il existait un parti qui annonçait hautement le projet de refondre la constitution dans le creuset de la théorie. Ce qu'il y avait de plus effrayant, c'est que les idées chimériques et les passions réelles produisaient partout le même délire, à quelque époque qu'on leur donnât pour la premiere fois un libre essor. Lorsqu'en France on était déjà revenu des premieres erreurs, chaque nouvelle république débutait toujours de même. Long-temps après qu'en France les acteurs primitifs du grand drame de la révolution eurent disparu de la scene, en Italie et en Suisse, des marionnettes démocratiques se démenaient sur leurs petits tréteaux, pour imiter ces rôles usés. Les opinions révolutionnaires dans notre siecle semblent être pour les nations ce que sont pour les individus ces maladies contagieuses, dont chacun porte le germe en soi, et qu'il faut avoir eues une fois dans sa vie, pour en être guéri radicalement.

Outre cette opposition populaire, que les souverains devaient redouter chez eux, les événements des dix dernieres années avaient décélé les vices inhérents aux coalitions et leur insuffisance pour des circonstances aussi extraordinaires. Les cabinets qui soutenaient l'ancien droit des gens en Europe,

avaient aussi conservé leurs vieilles habitudes. Ils mettaient la perfection de la diplomatie dans la finesse: ils auraient eu honte de ne pas avoir toujours des arrière-pensées secrètes, de ne pas viser à des buts ultérieurs, outre celui pour lequel on travaillait ouvertement. Le système de l'équilibre appelait les états à une surveillance mutuelle : des ruses pratiquées pour masquer aux autres puissances des vues d'agrandissement, étaient jusqu'à un certain point innocentes dans cette époque paisible qui précédait la révolution; cela ne pouvait jamais mener fort loin. Tout avait changé de face, et l'on ne pouvait pas encore se se convaincre, qu'il ne s'agissait pas du plus ou du moins, mais du tout ; qu'il ne fallait penser à quoi que ce soit, hors le danger commun ; et qu'une politique désintéressée, franche et loyale pouvait seule sauver l'indépendance de l'Europe. Les succès d'une des puissances coalisées excitaient la jalousie des autres ; les revers qui en frappaient une en particulier, étaient vus avec indifférence ou même avec satisfaction par ses anciennes rivales. On se rapprochait avec défiance, on se séparait avec aigreur.

Les anciens gouvernements du continent qui étaient restés debout malgré le double choc des armes et des doctrines françaises, avaient donc le plus grand intérêt au maintien de la paix, la plus grande aversion pour la guerre ; pendant trois ans aucun d'eux ne put se résoudre à la recommencer, quoique Buonaparté, comme nous allons voir, leur en fournit tous les motifs imaginables.

D'un autre côté la France avait un besoin extrême de la paix avec l'Angleterre. Ses colonies étaient en grande partie ou perdues ou dévastées, son industrie manufacturiere et son commerce étaient ruinés ; en effet les actes et décrets de ses propres législateurs y avaient contribué autant que la guerre maritime. Cependant, comme la puissance navale de la France avait constamment baissé

depuis la révolution, comme la marine de la Hollande et de l'Espagne, depuis qu'elles étaient devenues ses alliées, n'avait éprouvé que des revers: un long repos sur mer était le seul moyen de réparer ces pertes.

Malgré cela la paix d'Amiens ne dura guere plus qu'une année. Les négociations qui précéderent la rupture, sont connues de tout le monde: elles rappellent l'observation d'un ancien historien, qu'il faut soigneusement distinguer les vraies causes d'une guerre de ses prétextes où des motifs allégués. La restitution des stériles rochers de Malte, à l'ordre de St. Jean, exigée d'un côté, refusée de l'autre, semble en elle même être un objet trop insignifiant pour contrebalancer les maux et les dangers d'une guerre entre deux puissances aussi formidables en différents genres. Mais on se proposait des vues ultérieures dans la possession de cette île. L'Angleterre voulait s'assurer une station dans la méditerranée, en cas que ses vaisseaux fussent de nouveau exclus des ports d'Italie; elle soupçonnait les projets de Buonaparté sur l'Egypte et le Levant, pour lesquels Malte était le point de départ. Nous ne déciderons pas, si l'Angleterre avait raison dans la forme, en soutenant qu'elle n'avait promis l'évacuation que conditionnellement; elle avait certainement raison pour le fond. On a remarqué que le gouvernement anglais, après des guerres glorieuses, fait souvent de mauvaises paix, parce que le ministere qui conclud la paix, est autre que celui qui avait conseillé et conduit la guerre. La paix d'Amiens était évidemment du nombre des mauvaises, et l'on se hâta de réparer l'imprudence commise. Dès-lors il était facile de voir que le danger pour l'Angleterre n'était pas dans la guerre mais dans la paix; que Buonaparté ne considérait celle-ci que comme une trêve utile pour augmenter et exercer sa marine; que si l'Angleterre le laissait faire, il exploiterait les

ressources immenses de la France agrandie et de ses dépendances, par tous les ressorts du pouvoir absolu et avec cette prodigieuse activité qui lui est propre; qu'il créerait ainsi en peu d'années une force maritime capable de tenir tête à celle de l'Angleterre, et qu'alors elle se verait menacée d'une invasion dans ses foyers.

Les projets de Buonaparté n'avaient qu'une certitude morale, mais ses actions, pendant le court intervalle de la paix, étaient plus que suffisantes pour justifier la reprise des hostilités de la part du Gouvernement Anglais. Buonaparté s'est toujours vanté d'avoir fait des paix modérées, et il faut en convenir jusqu'à un certain point: c'est un des plus habiles calculs de sa politique. Des conditions trop dures pourraient pousser un adversaire à demi terrassé à la résolution de se battre à toute outrance plutôt que de céder, résolution qui est le seul moyen de salut contre un ennemi tel que lui. Mais lorsqu'un gouvernement, après de grands revers, se trouve replacé dans une situation comparativement supportable, le souvenir des dangers passés, la conviction de son affaiblissement, le fait consentir à tout ce qui ne concerne pas immédiatement son existence. Ainsi Buonaparté réserve les plus riches moissons de ses guerres pour le loisir de la paix. Aussitôt les armes posées (celle de l'adversaire s'entend, car il ne pose jamais les siennes) il procede à des actes qui de façon ou d'autre étendent sa domination. Il a l'air de dire à chacun des états qui se sont opposés à lui sans succès: "Vous êtes trop heureux que je vous laisse tranquilles maintenant; prenez garde de vous mêler des affaires d'autrui; à l'exception de ce que je vous ai laissé par le dernier traité, tout le reste de l'Europe m'est échu en partage, et la moindre objection contre ce droit incontestable sera reçue comme une déclaration de guerre."—Les puissances du continent comprirent

fort bien ce langage; pour acheter un court répit, elles supporterent sans murmure que Buonaparté accumulât de nouveaux moyens d'aggression, et furent écrasées successivement. Voilà l'histoire des dix dernieres années.

L'Angleterre était très-éloignée d'acquiescer à ce principe d'envahissements sans terme; elle protesta contre l'occupation du Piémont, de Parme et Plaisance, et de l'île d'Elbe; elle considérait le séjour prolongé des garnisons françaises en Hollande, un nouvel envoi de troupes en Suisse, comme des infractions faites à l'indépendance de ces républiques, garantie par le traité de Lunéville. Quant à la Hollande, la prévoyance du ministere britannique a été pleinement justifiée par les événements postérieurs. Après avoir long-temps vexé et violenté les Suisses, le Premier Consul consentit enfin à leur rendre une constitution à-peu-près telle qu'ils se la seraient donnée eux-mêmes, si on les avait laissé faire. Mais il voulut qu'ils la tinssent de sa main, et il prit le titre de Médiateur de la Suisse comme s'il avait prévenu une guerre civile, tandis que toute la nation était unanime contre le gouvernement helvétique, institué par le Directoire français. Le Valais fut dès-lors détaché de la confédération, occupé militairement, et désigné par la route du Simplon pour être incorporé à la France, comme il l'a été depuis.

Quoiqu'il en soit de l'origine de cette seconde guerre, l'Angleterre la continue depuis près de dix ans avec des succès toujours croissants, mérités par une persévérance héroïque, que l'histoire saura faire valoir, en la mettant en contraste avec la soumission des deux tiers de l'Europe. C'est là l'ennemi, devant lequel l'étoile de Napoléon pâlit: c'est l'Angleterre qui foudroya ses flottes près d'Aboukir et de Trafalgar, qui arrêta le cours de ses

conquêtes en Egypte, en Sicile, en Portugal et en Espagne.

Buonaparté se rattacha d'abord à son ancien projet favori, celui d'une descente. Il y dépensa des sommes énormes, il s'en occupa plus de deux ans, et ne se désista de l'entreprise, que lorsqu'il se fut convaincu de son impossibilité absolue. Après tant de pompeuses proclamations, il aurait même été fort embarrassé de lever son camp de Boulogne, sans avoir rien effectué, si la guerre d'Autriche ne lui en eût pas fourni un prétexte. L'Angleterre a retiré de ces démonstrations l'avantage d'avoir fortifié ses côtes, qu'une trop grande confiance dans ses murs flottants de bois lui faisait négliger auparavant. Une descente ne pourrait s'effectuer que sous la protection d'une flotte capable de se mesurer avec les escadres anglaises dans la Manche, et après tant d'échecs essuyés, le pavillon français a presque disparu de toutes les mers du globe : les amiraux anglais d'aujourd'hui doivent envier l'immortel Nelson qui trouvait encore des ennemis à combattre. Le supériorité de la marine anglaise en nombre et en manœuvres est telle, que leurs antagonistes croyent avoir remporté un triomphe, lorsqu'une de leurs escadres s'est échappée d'un port et en a atteint heureusement un autre en se glissant le long de la côte. En vain Buonaparté disposait-il au commencement de la guerre des ports de la France, de la Hollande et de l'Espagne; en vain s'est-il emparé ensuite de ceux de l'Italie, de la Dalmatie et de plusieurs au nord de l'Allemagne; en vain fait-il construire nombre de vaisseaux de guerre sur tous les anciens et les nouveaux chantiers; en vain a-t-il établi une conscription maritime : aussi long-temps que les Anglais continuent la guerre sans interruption, qu'ils ne se lassent pas de bloquer tous les ports importants, ils n'ont rien à craindre; les marins français ne peu-

vent pas se former faute d'expérience, et ces immenses préparatifs sont comme des écoles de natation à sec.

L'armement en course ne pouvait faire un mal considérable à l'Angleterre dans les mers de l'Europe que pendant les premieres années de la guerre; dans les autres parties du monde les corsaires n'étaient à craindre qu'aussi long-temps que la France avait encore des colonies. Mais elle a perdu successivement toutes les siennes et celles de la Hollande, même celles qui semblaient être le plus à l'abri d'une attaque, de sorte que les conquêtes sur elle dans ce genre sont épuisées.

Buonaparte fut donc réduit à faire au commerce et à la navigation des Anglais une guerre purement négative, en excluant leurs vaisseaux et leurs marchandises des ports de la France et des pays sous son influence. Il prêchait cette mesure dès 1800, comme un moyen infaillible de forcer l'Angleterre à demander la paix sous des conditions qui mettraient un terme à sa prépondérance navale; mais alors il n'était pas encore assez puissant pour ne pas reconnaître des neutres. En 1806 il publia le fameux décret de Berlin, et depuis il n'a jamais cessé d'exécuter avec plus de rigueur et d'etendue ce qu'il appelle *le système continental*. Il a déclaré que les réglemens prohibitifs qu'il jugeait à propos d'adopter pour ses propres sujets, étaient obligatoires pour tous les gouvernements du continent européen, et il ne leur laisse plus d'autre choix que de rompre toute relation commerciale avec l'Angleterre, ou d'être traités comme ennemis de la France. Je montrerai l'injustice, l'absurdité et les suites funestes de ce système, après avoir tracé rapidement la marche des guerres, qui depuis 1805 n'ont presque plus cessé de désoler l'Europe.

Pendant plus de quatre ans après le traité de Lunéville la paix du continent ne fut point troublée.

On pourrait s'étonner de sa longue durée, si l'on ne réfléchissait pas à l'immense travail que Buonaparté avait à faire dans l'intérieur. Il avait su réunir sur sa tête le double héritage de la République française et de l'ancienne monarchie, mais il ne pouvait entrer en pleine possession que peu à peu. Il fallait affermir son autorité, découvrir et punir les conspirations, amalgamer les débris de tous les partis, et par des récompenses offertes à tous les confondre dans une égale servilité. Il existait encore une opinion en France; il fallait, pour ainsi dire, faire virer de bord à la pensée humaine et la rejeter en arriere dans une direction tout opposée à celle qu'elle avait suivie jusqu'alors au milieu des orages; cela demandait des manœuvres compliquées. Après avoir fait la contre-révolution des choses, il fallait faire celle des mots; et tel républicain, défenseur zélé de l'autorité la plus arbitraire exercée de par la liberté et l'égalité, se révoltait encore au seul nom de Roi. Buonaparté eut soin d'envelopper ce nom dans celui d'Empereur; mais pour produire un certain prestige, il avait besoin du cortége complet de la royauté. Il y eut donc une résurrection générale de tout ce qu'on croyait avoir enterré pour toujours: les titres, les cérémonies, les costumes de cour, les décorations, les phrases surannées même, dont les rois se servaient dans leurs lettres, sortirent tout poudreux de leurs tombes, et après tant de constitutions passageres, la France reçut pour seule constitution permanente l'*Etiquette impériale.*

Au milieu de ces occupations domestiques, Buonaparté ne se refusait rien de ce qui pouvait être à sa convenance au dehors. Il mit les dispositions pacifiques de l'Autriche et de la Prusse aux épreuves les plus rudes. Un simple aperçu chronologique de tous les actes de violence que Buonaparté se permit pendant la paix, suffira pour faire connaître le véritable agresseur.

En 1802, au mois de Septembre, un arrêté du premier Consul dépouille le Roi de Sardaigne des Etats qui lui restaient encore en Italie ; un sénatus-consulte ordonne la réunion définitive du Piémont à la France. Au mois d'Octobre, après la mort de l'Infant Duc, les duchés de Parme et de Plaisance sont réunis de la même façon. On se fondait sur une cession faite secrettement d'avance par la cour de Madrid. Mais cette cession était nulle, puisque l'Autriche avait des droits éventuels sur ces duchés à l'extinction de la branche des Bourbons qui en était investie.

Par ces réunions la France dépassait les Alpes, l'une des limites naturelles qu'elle s'était prescrites solennellement à elle-même, pour tranquilliser l'Europe.

En 1803, aux mois de Mai et de Juin, immédiatement après que la guerre maritime eut éclaté de nouveau, Buonaparté fait marcher un corps d'armée en Allemagne, occupe le Hanovre, et le fait administrer pour son compte. George III avait déclaré la guerre comme roi de la Grande-Bretagne, et non pas comme électeur d'Hanovre. Il n'avait pas tiré un seul homme de ses états héréditaires en Allemagne pour servir contre la France. Celle-ci dans la guerre d'Amérique n'avait jamais imaginé d'attaquer le Hanovre ; le grand Frédéric ne l'aurait pas souffert. La Prusse qui avait garanti le nord de l'Allemagne pendant toute la guerre de la Révolution, était particulierement intéressée à ne pas laisser entrer une armée française au cœur de ses états. Le ministere hanovrien réclama sa protection : elle fut refusée.

L'invasion du Hanovre est une violation manifeste de la paix avec l'Empire germanique. L'Empereur François II, comme chef de l'Allemagne, était donc autorisé à s'y opposer, à faire déclarer la guerre d'Empire et à repousser la force par la force, si les protestations restaient sans effet. L'Autriche ne fit aucune démarche.

L'Angleterre voyant que la neutralité de l'Empire n'était pas respectée, par une juste représaille bloqua l'Elbe et le Weser ; ainsi l'Allemagne, délaissée par les deux puissances qui seules pouvaient la protéger, devint le théâtre des hostilités par terre et par mer.

En 1804 au mois de Mars, Buonaparté fit enlever par un détachement de troupes le duc d'Enghien sur le territoire de l'électeur de Bade. Je ne m'arrêterai pas ici à cet attentat sous d'autres rapports ; je l'envisage uniquement comme infraction faite à la paix. En supposant même que le descendant de l'illustre Condé pût être un sujet de Buonaparté et coupable envers lui, celui-ci devait s'adresser au souverain, dans les états duquel le duc séjournait, et demander qu'on le livrât. Si l'observation de ces formes avait donné au duc d'Enghien le temps de s'évader, le but prétendu, c'est-à-dire, d'écarter du voisinage de la France un homme dangereux, aurait été de même obtenu. Plusieurs gouvernements, il est vrai, étendent la garantie de sûreté personnelle qu'ils doivent aux gouvernés, au point de ne livrer jamais qui que ce soit ; un étranger, une fois reçu dans le pays, ne peut plus y être poursuivi pour des crimes qu'il a commis ailleurs. Veut-on par là favoriser des individus indignes d'une telle protection ? Non, certes : c'est un noble privilége accordé au sol même, comme le droit d'asile dans les temples, respecté chez tant de nations, était un hommage rendu à la sainteté du lieu. Il est beau de dire à tous les hommes : Quand même le plus puissant monarque de la terre serait votre ennemi, touchez à nos frontieres sacrées, et vous n'avez plus rien à craindre.

Si une force armée avait enlevé sur le territoire pacifique d'Allemagne l'individu le plus obscur et le plus criminel, c'eût été toujours un acte d'hostilité qui demandait réparation. Mais les circonstances de cette catastrophe étaient tellement atroces, que Buonaparté semblait par là déclarer hautement à

toutes les nations civilisées son mépris du droit des gens et son intention de fouler aux pieds le genre humain.

Quel contraste entre cette barbare conduite de Buonaparté envers le petit-fils du grand Condé, et la générosité d'un général, l'émule de Napoléon dans la gloire militaire, mais présentant d'ailleurs sous tous les rapports le plus parfait contraste avec lui! Le duc d'Enghien vint secretement à Paris pendant l'été de 1799. Buonaparté était encore en Egypte, le gouvernement républicain n'avait plus de force, et le parti des Bourbons espérait se relever. Le ministre de la guerre, le général Bernadotte, alors attirait les regards tant par l'éclat de sa renommée, que par cette décision rapide dans les occasions périlleuses, qui est le vrai caractere des hommes destinés à jouer un grand rôle. Le duc d'Enghien lui confia par un ami commun son séjour à Paris, et lui fit offrir en même temps l'épée de Connétable, s'il voulait rétablir les Bourbons sur le trône. "Je ne puis pas servir leur cause," répondit le Général Bernadotte, "mon honneur me lie à la nation française; mais puisque le descendant d'un héros, mais puisqu'un homme s'est confié à moi, il ne lui en arrivera point de mal. Que le duc d'Enghien parte donc à l'instant: car son secret en trois jours pourrait ne plus être le mien, et je le devrais à la patrie."—C'est ainsi qu'un cœur vraiment magnanime trouve toujours le moyen de concilier les devoirs en apparence les plus opposés.

Toute réclamation aurait été tardive pour sauver ce prince infortuné; la Prusse et l'Autriche n'en firent aucune. La Suede et la Russie exhorterent en vain la Diete à ressentir l'outrage fait à l'Empire. Cette affaire d'honneur sur laquelle il n'y avait pas à délibérer, fut faiblement mise en délibération et bientôt entierement assoupie.

(La Suite au Numéro prochain.)

(L'ouvrage dont ce qui précede est extrait, paraîtra sous la forme d'un pamphlet le Lundi, 4 Avril, et se trouvera chez tous les libraires français à Londres.)

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Ceux qui liront dans quelques années l'histoire de la campagne des Russes dans l'hiver de 1812 à 1813, croiront lire une suite aux contes des mille et une nuits. Il faudra en avoir été contemporain pour y croire.

Partis des environs de Moscou le 18 Octobre, les Russes avaient le 18 Mars, c'est-à-dire, dans l'espace de cinq mois du plus rigoureux des hivers, franchi un espace de plus de 400 lieues de France, c'est-à-dire, traversé toute l'Europe de l'Est à l'Ouest, passé sur le corps d'une armée d'invincibles de près de 500 mille hommes qu'elle a anéantie, délivré la Pologne, la Prusse, la Saxe, le Mecklenbourg, la Poméranie, le Brunswick, le Hanovre et les trois villes anséatiques de Lubeck, Bremen et Hambourg; et enfin allumé les flammes de la plus sainte des insurrections dans la Westphalie, la Hesse, la Hollande, et même la Baviere.

On peut enfin considérer l'Europe comme absolument délivrée. S'il est encore quelques états qui balancent à secouer les chaînes que Napoléon fait depuis si long-temps peser sur eux, alors ils prouvent qu'ils méritaient d'en porter, et ils ne valent pas un regret.

Dans ce conflit de bienfaits rendus au monde par l'Empereur Alexandre, devenu vraiment de nos jours Alexandre le Grand, il est difficile de savoir par où en commencer le récit. Nous sommes placés entre les événements des mois passés et ceux de ces derniers jours. Les relations des premiers étant aujourd'hui devenues un peu plus mûres que lors des premiers rapports, nous leur avons consacré une partie de ce numéro: mais comme nous devons

également réjouir et féliciter nos lecteurs sur les résultats les plus récents des premiers avantages, nous allons les promener sur le Continent libéré, en commençant par le voisin le plus proche, un des meilleurs amis de la Grande-Bretagne, la bonne ville et le bon peuple de Hambourg, cette cité jadis si florissante quand elle était libre et impériale; si pauvre naguères, si misérable et si esclave, quand elle était la cinquieme ville du grand empire; et aujourd'hui si heureuse et si contente d'être enfin rendue à elle-même et délivrée de ses préfets, de ses maires, de ses commandants, de sa police et de ses douaniers.

Les lettres particulières écrites dans ces grandes occasions portent un caractere d'enthousiasme, de gaîté, et de vérité qu'aucune relation compassée ne pourrait imiter: nous leur donnons la préférence et la priorité sur les autres narrations.

Extrait d'une Lettre de Hambourg du 19 *Mars* 1813.

Mon cher ami,

Vous aurez été informé par les deux lettres que j'ai eu le plaisir de vous écrire dans le courant de ce mois, que les satellites de l'usurpateur nous ont quitté finalement le 12 de ce mois, jour béni pour toutes les âmes honnêtes: mais cependant la joie publique restait concentrée au fond des cœurs; on n'osait pas la faire éclater, de peur que les spoliateurs de nos propriétés et de notre liberté, s'apercevant de nos sentiments, ne fissent encore tomber leur vengeance sur des habitants innocents et sans armes, ainsi qu'ils avaient fait huit jours auparavant. Indépendamment de cette considération, qui pouvait assurer qu'ils ne reviendraient pas?

Le lendemain, nous apprîmes que le général Morand se retirait de Stralsund par Wismar sur Ratzeburg, tandis qu'une division de l'armée Russe victorieuse, sous le commandement des colonels Tettenborn et Beckendorff, s'avançait de Berlin, et était déjà arrivée sur les bords de l'Elbe, près de Botzenbourg. Les Français devaient passer la riviere à

Zollenspicker; mais ils auraient pu aisément être coupés, et forcés de se retirer sur Hambourg, afin de passer d'ici à Harbourg comme ils auraient pu, ce qui aurait mis notre ville dans une situation très-malheureuse. Cet événement n'était pas probable, mais la seule idée jeta du froid sur la joie qui faisait battre tous les cœurs. Le général français se retira à Bergedorff, petite ville à huit milles de distance seulement, avec 3000 hommes. Nous en eûmes connaissance, mais nous ignorions son plan futur.

Dans la nuit du 16 au 17, nous entendîmes le feu du canon et de la mousqueterie, qui continua pendant toute la matinée suivante. Les Français avaient dans leur marche sur Zollenspicker, été surpris dans le district de Geesthacht par les Cosaques, qui les harcelerent. Cependant les premiers parvinrent à exécuter leur retraite avec une perte peu considérable, étant près de 3000 hommes de toutes armes contre quelques centaines d'hommes de cavalerie. Nous étions encore organisés à la française, avec un maire, un corps municipal etc. En conséquence, deux membres du Conseil Municipal, M. M. Bartels et Knorre, furent envoyés à Bergedorff, pour complimenter le commandant Russe, et recommander notre ville à sa clémence. Le colonel Tettenborn reçut notre députation de la maniere la plus polie; il lui déclara néanmoins que, suivant ses instructions, il ne pouvait traiter avec aucun corps ayant un caractere français; qu'il ne connaissait dans la ville libre de Hambourg, aucune autorité que celle de son sénat; que ce n'était qu'avec une députation de ce corps qu'il pouvait traiter; et que finalement il recommandait à ces messieurs auxquels il parlait, de s'en retourner chez eux, et d'abolir à Hambourg tout ce qui sentait une constitution française, ajoutant que s'il y trouvait la municipalité assemblée, il ne manquerait pas d'en envoyer tous les membres en Russie comme prisonniers de guerre.

Ceci se passa le 17 de Mars; le lendemain était le jour fixé par le colonel Tettenborg, pour son entrée à Hambourg. Cependant un détachement de 30 Cosaques envoyés en reconnaissance, parut le même soir à l'improviste dans la ville. La populace les reçut avec des acclamations, les conduisit à la maison de ville, et ils furent ensuite logés dans les environs du grand marché neuf. Chacun s'était préparé à illuminer le jour de l'arrivée du colonel Tettenborg, mais le peuple dont toutes les têtes étaient exaltées, se comporta comme j'ai vu autrefois *John Bull* le faire; il perdit toute

patience; il se rassembla en corps nombreux qui passant dans les rues, crierent partout de mettre des lumieres aux fenêtres, et dans moins d'une heure la ville se trouva illuminée comme par enchantement. La nuit fut très-bruyante; j'y entendis autant d'acclamations, de pétards et de coups de pistolets que dans les occasions de réjouissances publiques.

Enfin le jour du bonheur se leva. C'était hier, 18 de Mars, jour qui sera à jamais célebre dans les fastes de Hambourg. Notre pavillon qui depuis deux ans n'osait plus se montrer, parut tout à coup dans notre port, sur le Alster, et à plusieurs fenêtres. Le sénat avait été convoqué, et deux de ses membres Messieurs Shultz et Koch, avaient été députés pour recevoir le commandant Russe à la maison de campagne de M. Koch. Les rues par lesquelles il devait passer étaient inondées de peuple et les fenêtres et balcons remplis de dames. On voyait la joie et l'attente briller sur toutes les figures, et ce qui ajoutait au bonheur général était la beauté du temps, qui ce jour là, était comme au mois de Mai. Les Russes se firent attendre trop long-temps pour l'impatience de la multitude, car ceux qui devaient arriver de bonne heure furent tellement retardés par la foule qui était allée au devant d'eux hors la ville, qu'ils ne purent arriver aux portes avant deux heures: ô quel heureux moment! La procession, car je peux l'appeler ainsi à juste titre, commençait par une compagnie de la garde de la ville, qui marchait en tête; ensuite venaient les voitures des députés du sénat et des autres corporations; elles étaient suivies d'un corps de Volontaires à cheval qui s'était formé depuis quinze jours; après quoi venait le colonel Tettenborn lui-même qui marchait à pas lents, tandis que toutes les bouches répétaient autour de lui: vive Tettenborn. On aurait cru, comme le dit Shakspear, entendre parler les fenêtres elles-mêmes, tant les yeux des jeunes comme des vieux étaient avidement fixés sur lui. Ce moment vaut-peut être une vie toute entiere, les larmes de joie coulaient de tous les yeux, les dames le saluaient de toutes les fenêtres en agitant leurs mouchoirs et leurs rubans. Ceux qui l'avaient rencontré sur la route lui avaient déjà présenté une couronne de lauriers et des guirlandes de fleurs. On voyait la satisfaction peinte sur le visage du colonel; il a avoué depuis, lui-même, que la réception qui lui avait été faite avait surpassé son attente. Quoique reçu avec la plus grande cordialité par toutes les villes où l'armée Russe avait passé, la ville de Hambourg est, de son aveu, celle qui a montré le plus de joie et d'enthousiasme. Le commandant

était suivi de ses cosaques et de ses housards, qui je vous l'assure formaient un corps de très-jolis garçons et de bons enfants. Les gens du peuple qui étaient les plus près d'eux, leur baisaient la main et la figure, et jusqu'à leurs chevaux, tant ils étaient enchantés de voir ces braves soldats accourus de si loin au milieu de l'hyver le plus rigoureux pour contribuer à les délivrer du joug des Français. La nuit toute la ville fut illuminée; il n'y avait pas un seul carreau de vitre qui n'eût une lumiere et quelques maisons semblaient être tout en feu. Les pétards et les cris continuerent naturellement comme les nuits précédentes. Les principaux officiers russes allerent le soir au théâtre où l'on donnait la piece de Kotzebue le *Russe en Allemagne*. Ils furent accueillis avec acclamations, et quand ils se retirerent la populace dételа les chevaux de la voiture du colonel et le traîna chez lui.

Le même jour 19 Mars, lendemain de la libération d'Hambourg, il parut deux proclamations du Baron de Tettenborn, de la teneur suivante:

Proclamation.

Hambourgeois,

Vous avez dissous les autorités établies sous le gouvernement français, avant même que les troupes russes fussent entrées sur votre territoire et eussent rétabli l'ancienne magistrature. Cet acte énergique et respectable par lequel vous avez commencé l'œuvre de votre libération, et par lequel vous avez donné l'exemple à toute l'Allemagne, vous rend dignes de l'appui de mon grand monarque, et de l'estime de la nation russe. Vous ne nous avez point menés dans une nouvelle cité française, mais dans une ancienne ville allemande; et ce n'est que de cette maniere que nous pouvions vous saluer comme freres. La joie que vous avez fait éclater à notre entrée dans vos murs, nous a tous vivement affectés; mais cependant, Allemands et freres, votre joie ne peut pas être complete, si vous ne nous donnez pas la main pour le grand œuvre de la délivrance de l'Allemagne. Ainsi donc, aux armes. Vous tous qui avez senti l'ignominie d'être opprimés, aux armes! aux armes, pour votre pays et pour la justice. Jusqu'à ce que votre libération ne soit achevée, aucun de vous ne doit songer à goûter aucun repos et aucun plaisir.

L'occupation la plus honorable maintenant est de tirer l'épée, et de chasser bien loin du territoire allemand ces étrangers qui ont déjà été poursuivis pendant plus de 1200 milles par les victorieuses armées russes. Que la honte et le déshonneur soient le partage de ceux qui resteront les bras croisés dans ce temps de crise, où il s'agit du plus grand bien de l'espece humaine. Ainsi donc encore, aux armes! aux armes! Sous la protection de notre auguste Monarque, vous vous assemblerez sous vos propres drapeaux. Je me heureux qu'il me soit tombé en partage d'être le premier à vous mener contre vos ennemis, et d'être témoin de votre valeur.

(Signé) Le Colonel Impérial Russe et Commandant d'un corps de l'armée du Général Comte de Wittgenstein,

BARON DE TETTENBORN.

Hambourg, 19 Mars, 1813.

Proclamation.

Ayant été informé qu'il reste dans cette ville beaucoup de propriétés appartenant au Gouvernement français, et qu'elle est cachée au profit des ennemis du pays, et ayant aussi déjà reçu avis de plusieurs endroits où ces propriétés sont gardées ou cachées, je réquiers par la présente tous les habitants d'Hambourg ou de son territoire de me donner sur-le-champ des informations sur toute propriété française de ce genre, soit qu'elle consiste en marchandises ou en argent, sous quelque forme qu'elle puisse être déguisée. Quiconque négligera de faire ces déclarations dans l'espace de 24 heures, à dater d'aujourd'hui, quand bien même il ne serait pas possesseur, mais qu'il aurait seulement connaissance de la chose, sera puni comme traître à son pays.

Signé comme dessus.

Hambourg 19 Mars 1813.

EXTRAIT DE LA GAZETTE DE LA COUR.

Downing Street, 29 Mars 1813.

Il a été reçu au bureau du Comte Bathurst une lettre adressée à Sa Seigneurie par le colonel Hamilton, lieutenant-gouverneur d'Héligoland, datée du 23 Mars 1813, dont ce qui suit est copie.

Dans ma lettre du 17 de ce mois, j'eus l'honneur de représenter à Votre Seigneurie, qu'en conséquence de l'effet que les succès glorieux des armes russes produisaient, et des rapports favorables qui arrivaient de différents points de la côte d'Hanovre, je m'étais déterminé sur-le-champ à prendre toutes les mesures que me permettait la force peu considérable qui était à ma disposition, pour le bien de la bonne et grande cause.

Le lieutenant Banks partit avec deux brigs canoniers, renforcés de deux sergents et de 30 vétérans, pour Cuxhaven, d'où les Français étaient partis en grande hâte, après avoir détruit toutes leurs chaloupes-canonieres, et démonté les canons des ouvrages très-forts qu'ils avaient construits pour la défense du hâvre. Sur la sommation du lieutenant Banks, le château de Ritzebuttel et les batteries de Cuxhaven furent rendues par les bourgeois à la discrétion de Sa Majesté, et les pavillons d'Angleterre et d'Hambourg y furent arborés sur-le-champ.

Le major Kentzinger, officier possédant les qualités réquises pour une semblable mission, fut envoyé à Cuxhaven, après avoir reçu des instructions lui enjoignant de communiquer aussitôt que possible avec le général russe et le Sénat d'Hambourg. Cet officier fut suivi immédiatement par un détachement du 8e bataillon des vétérans loyaux, et un approvisionnement d'armes et de munitions dont la garnison pouvait se passer pour le moment.

Le loyal peuple du Hanovre, si long-temps opprimé, déploie partout le drapeau britannique, et les lettres G. R. sur ses habitations. Le long du Weser, les habitants de cette partie du pays se sont assemblés en nombre considérable et ont pris la forte et importante batterie et autres ou-

vrages de Bremerlee. Un corps d'environ 1500 Français, s'étant rassemblé dans le voisinage, et menaçant de reprendre la batterie, on demanda aussitôt des secours au major Kentzinger, qui étant parti de Cuxhaven avec un détachement de soldats en chariots, fut rencontré par ces braves et reconnaissants habitants, qui lui donnerent l'agréable nouvelle que l'ennemi s'était retiré en grande hâte, en conséquence du débarquement des troupes britanniques que l'on rapportait être très-nombreuses.

Le baron de Tettenborn, colonel commandant d'un corps de la division de l'armée russe commandée par le comte de Wittgenstein, est entré à Hambourg, le 18 de ce mois, au milieu des acclamations et de toutes les démonstrations de joie de la part des citoyens. En conséquence de cet heureux événement, l'ancien gouvernement a été rétabli, et l'on dépêche aujourd'hui une malle d'Hambourg pour l'Angleterre.

Suivant deux lettres du lieutenant Banks, du brig de guerre le *Blazer*, en date du 16 et du 17 Mars, confirmant la prise de Cuxhaven, et y ajoutant la nouvelle qu'à l'entrée de deux brigs anglais dans l'Elbe, les Français avaient brûlé, coulé bas ou détruit toute leur flotille consistant en 20 chaloupes canonieres; et qu'il avait donné ordre de détruire le fort Napoléon, situé à un demi-mile plus haut dans la riviere.

Lettre du Lieutenant Devon, *du Brig de Sa Majesté Brevdageren, au Lieutenant* Banks.

Dans l'Elbe, le 21 Mars, 1813.

Monsieur,

Suivant vos arrangements, je partis avec la pinnace du Brovdageren et le canot du Blazer, à la recherche du corsaire danois que l'on disait infester cette partie de la riviere. A la pointe du jour nous découvrîmes deux galiotes que nous prîmes d'abord pour des bâtiments marchands, mais lorsqu'elles nous virent approcher, elles nous hélerent, et ouvrirent aussitôt leur feu. Dans cette situation critique, il n'y avait de sûreté qu'à aborder avec résolution et je profitai de la bonne volonté de mes gens. Nous les emportâmes au milieu de la fumée de leur seconde décharge sans avoir perdu un seul homme, l'ennemi ayant seulement eu

deux blessés. Il s'est trouvé que c'étaient deux chaloupes canonieres danoises, montant chacune 2 longs canons de 18 et 3 caronades de 12 avec un équipage de 25 hommes. Lorsque l'on considérera que chacun de ces bâtiments formidables a été enlevé par un simple canot, l'un armé de 12 hommes l'autre de 9, la conduite de ces braves gens n'aura pas besoin de commentaire. Ces deux bâtiments avaient été envoyés, il y a trois jours, de Gluckstadt, pour l'objet exprès d'intercepter le commerce d'Héligoland.

(Signé) DEVON.

La communication entre Londres et Hambourg est déjà rouverte. L'Amirauté a donné des ordres pour qu'il y eût tous les quinze jours des bâtiments armés de S. M. prêts à donner convoi aux navires du commerce allant dans l'Elbe et le Weser. Il est déjà parti de la Tamise une petite flotte de 27 voiles pour Hambourg. Le change sur cette ville est remonté à 30, et celui sur France à 21 fr. la liv. st. La correspondance est rétablie comme autrefois entre Yarmouth et Cuxhaven. Tous les magasins d'Héligoland ont été vidés en moins d'une semaine. Il a été notifié par une proclamation aux habitants d'Hambourg, que le commerce avec l'Angleterre était redevenu libre, et qu'ils pouvaient aussi commercer librement avec toutes les nations non en guerre avec la Russie. On a aussi notifié que la navigation de l'Elbe était libre, et que d'après la demande de l'Empereur de Russie, les vaisseaux de guerre et corsaires danois avaient reçu ordre de ne pas molester le commerce. (On voit que le gouvernement de Dannemarc commence à mettre de l'eau dans son vin.) Le pavillon de Hambourg flotte de toutes parts dans l'Elbe. Les Français se sont retirés sur Bremen dans le plus grand désordre. Les habitants des bords de l'Elbe et du Weser demandent instamment des armes et des munitions. " Donnez-nous des armes," disent-ils, " la haine des Français est dans tous nos cœurs, et tous les bras seront levés contr'eux." La premiere malle de Hambourg à Londres a apporté un nombre prodigieux de gazettes, adresses, proclamations, chansons, affiches, pamphlets et brûlots, dirigés contre les satellites de Napoléon, comme on en vit à Londres, lors de l'armement des volontaires en 1803 et 1804. Le Journal du département des

bouches de l'Elbe, jadis moitié allemand et moitié français, est redevenu ce qu'il était autrefois, le *Correspondenten* tout allemand; et dégagé de sa craste Napoléonique, il a déjà repris son ancien éclat et sa première popularité. M. de Coninck, préfet français du ci-devant département des bouches de l'Elbe, s'est sauvé à Altona; il a voulu se pendre; mais on l'en a empêché: il est devenu fou.

Le feu de l'insurrection est allumé d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre. Les Hanovriens ont arboré partout la cocarde anglaise. Ils demandent à cor et à cri un prince et un général britannique, et surtout des armes. Il a éclaté en Baviere des troubles sérieux contre le gouvernement. Ils ont été occasionnés par la conscription ordonnée pour recomposer un nouveau contingent en remplacement des 30,000 Bavarois qui ont péri en Russie. La Hollande est de même mûre pour une insurrection, et des députés sont arrivés à Londres pour solliciter la présence et la coopération du Prince d'Orange qui sert en Espagne sous Lord Wellington. Le petit roi de Westphalie, Jérôme, tremble sur son trône. Il a fait partir à la hâte sa femme pour Trianon, où elle est arrivée le 8, comme une héroïne de roman, avec force diamants et point de chemises. Son mari a quitté Cassel à la tête de quelques troupes qui ne tarderont pas sans doute à le planter-là.

Les deux quatrains suivants ont été trouvés dernièrement affichés à Paris: le premier sur la porte de l'Abbé Sicard, instituteur des sourds et muets; l'autre sur la poitrine d'une statue de Buonaparté.

A l'Abbé Sicard.

Renonce désormais à ton art admirable;
Quel bien l'humanité peut-elle en recueillir,
Lorsqu'à tous les Français un tyran exécrable
A défendu de voir, de parler et d'ouïr?

A Napoléon.

Si le sang que tu fis verser
Pouvait se concentrer dans cette capitale,
Tu pourrais, monstre affreux, de ta bouche infernale
En boire sans te baisser.

La multitude de matériaux dont nous sommes accablés dans ce moment, nous oblige, malgré l'étendue extraordinaire que nous avons donnée à ce Numéro, de renvoyer au prochain un grand nombre d'articles que nous avions préparés pour celui-ci. Nous nous contenterons de dire que ce fut le 4 Mars que les Russes entrerent à Berlin, aux acclamations du peuple ; que les *vainqueurs* de la Moskwa se retirent à la hâte sur la ligne du Mein ! ! ! que l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse ont conclu un traité d'alliance qui a été signé à Kalitch, petite ville entre Breslau et Posen ; que les matelots danois et hollandais de la flotte française de l'Escaut sont dans un état d'insurrection qui oblige de démanteler cette flotte ; que l'ambassadeur, médiateur, négociateur, pacificateur autrichien, le baron de Wessenberg, est arrivé à Londres par Gothenbourg ; et enfin que, suivant des lettres de Bremen du 19, qui viennent d'arriver, le général Morand, commandant l'armée française dans la Poméranie, le général Carra St. Cyr, commandant celle de Hambourg, le préfet de Bremen, et huit officiers français, se trouvant à Bremen, et craignant l'insurrection générale des gens de la campagne, qui ne leur auraient fait aucun quartier, se sont mis sous la protection des principaux bourgeois de cette ville qui ont promis de les garantir de la fureur de la populace, à condition qu'ils se regarderont comme prisonniers des Russes.

Toute l'Allemagne du Nord est levée en masse pour venger ses trop longues injures. Si l'Allemagne du Midi voulait encore tripoter au lieu de coopérer à la vengeance générale, les Cabinets des souverains ne pourraient pas contenir le sentiment populaire universel auquel l'influence du printemps

semble donner une nouvelle activité. Puisse la France elle-même partager cette impression salutaire, et épargner son sang en versant promptement la derniere goutte de celui de son exécrable tyran, qui paraît lui-même tout hébété aujourd'hui de sa situation ! *Æstuat infelix angusto limite*, ce que nous traduirons par " l'auguste caporal sue aujourd'hui dans sa petite peau."

NÉCROLOGIE.

S. A. R. Madame la Duchesse de Brunswick, sœur de S. M. le Roi d'Angleterre, mere de S. A. R. la Princesse de Galles, et veuve du Duc de Brunswick, tué à Jéna, est morte à Londres, le 23 de ce mois, âgée de 76 ans, après une maladie de quelques jours. Elle a été enterrée à Windsor. La cour et la ville ont pris le deuil pour six semaines.

S. A. S. Madame la Princesse de Condé, veuve en premieres nôces du Prince de Monaco, est morte à Wimbledon, le Dimanche 28 de ce mois, à l'âge de 75 ans. Ses obseques auront lieu le 5 d'Avril dans la chapelle catholique de St. Louis de Gonzague, à Somerstown, où les restes de la Princesse seront déposés, jusqu'à ce qu'ils puissent être transportés en France.

A Paris est morte dernierement Mad. de Parny, ci-devant Mlle Contat aînée, célebre actrice du théâtre français, dont elle fut long-temps un des principaux ornements. Elle n'était âgée que de 53 ans ; elle s'était retirée du théâtre depuis trois années. Avant de mourir, elle a brûlé toutes ses lettres, et des manuscrits très-précieux, en vers et en prose, ne voulant pas laisser après sa mort des matériaux à la médisance, et des aliments à l'avidité des libraires et des compilateurs de mémoires posthumes.

FIN DU QUARANTIEME VOLUME.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

WIDENER LIBRARY
HX IPYE C